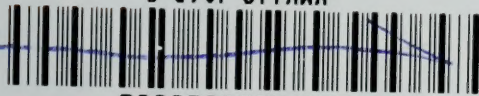
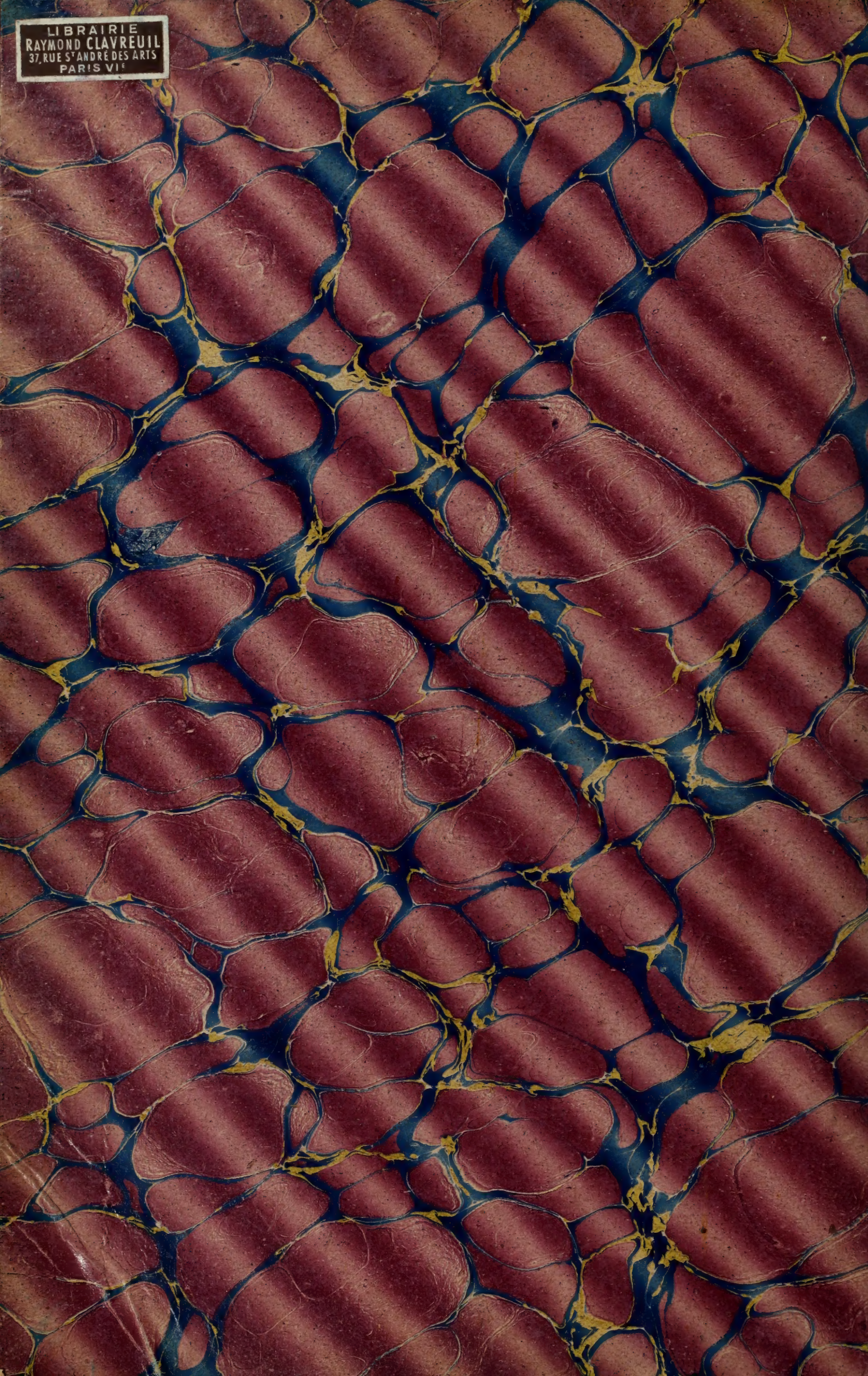


U d'of OTTAWA



39003002982196

LIBRAIRIE
RAYMOND CLAVREUIL
37, RUE S^T ANDRÉ DES ARTS
PARIS VI^e





150⁵

78
un297

150⁸

78
un297

CHARLIEU

pendant la Révolution

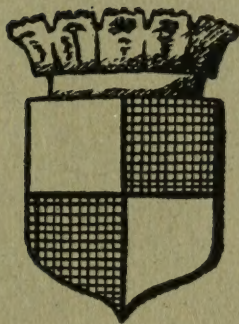
PAR

LE DOCTEUR A. BARBAT ⁹

Président de la Société des Amis des Arts, de Charlieu

Membre de la Diana

Membre associé de l'Académie de Mâcon.



ROANNE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE M. SOUCHIER, RUE DE SULLY

—
1913

CHARLIEU
pendant la Révolution

CHARLIEU

pendant la Révolution

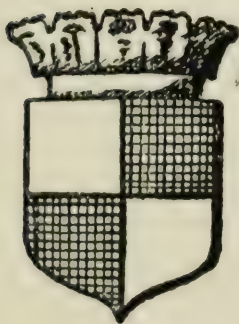
PAR

LE DOCTEUR A. BARBAT

Président de la Société des Amis des Arts, de Charlieu

Membre de la Diana

Membre associé de l'Académie de Mâcon.



ROANNE

IMPRIMERIE TYPOGRAPHIQUE M SOUCHIER, RUE DE SULLY

1913



U 64755

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
63 EXEMPLAIRES
SUR PAPIER DE HOLLANDE VAN GELDER ZONEN
NUMÉROTÉS DE 1 A 63.

DC

801

. C45 B3

1913

Liste des Souscripteurs.

ACADÉMIE de Mâcon.

ALLEMAND (Docteur), Cours (Rhône).

AMOUR (ANTONIN), Industriel à Charlieu (Loire).

AUDIFFRED (HONORÉ), Sénateur de la Loire, St-Pierre-la-Noailles (Loire).

BARON (MARIUS), 12, cours Morand, Lyon.

BATTY (FRANÇOIS), Industriel à Charlieu.

BERGIRON J., Pouilly-sous-Charlieu (Loire).

BERLAND (ANTONY), 28, rue Paclet, Paris.

BOURLLOT (le capitaine), Lyon.

CACARRIÉ (Docteur), Roanne.

CHAVASSIEUX (PIERRE), Lyon.

CORTEVAL (CLAUDIUS), Spring Street, 149, New-York (U. S. A.).

DÉCHELETTE (ALBERT), 16, rue d'Albon, Roanne.

DÉMURGER E., Montbrison.

DESJOYAUX (CL.-NOEL), château de la Garde, Montbrison.

DURAND (PIERRE), 6-10, rue des Tanneurs, Lyon.

DURET (FRANÇOIS), curé de N.-D.-des-Anges, Lyon.

ESPAGNY (HENRI DE LAIRE, comte d'), château de la Grye, par Ambierle.

FAISANT (STÉPHANE), Industriel, Roanne.

FERRARY (ADOLPHE), Notaire, Charlieu.

FORTIER-BEAULIEU (ADOLPHE), Roanne.

FRESNAYE (le comte DE LA), St-Nizier-sous-Charlieu.

GATELIER (comte LÉON DE), St-Denis-de-Cabanne.

GAUTHIER (LOUIS-ÉTIENNE), avenue V.-Hugo, Paris.

GLAIZOT (M^{lle} A.-M.), 13, rue Monsieur, Paris.

GOYOT, Instituteur, Prizy (S.-et-L.).

GOUTALAND (CLAUDIUS), Pharmacien, Roanne.

GUILLON (M^{lle} J.), rue des Fourbisseurs, Avignon.

HELLE (EDOUARD), notaire honoraire, Roanne.
JOLIVET (FRANÇOIS), Pharmacien, Charlieu.
LARDANCHET C., 10, rue Président-Carnot, Lyon, (3 vol.).
LAROCHE (PÉTRUS), Charlieu.
LARUE (J.-BAPTISTE), Directeur des Thermes, Bourbon-Lancy (S.-et-L.).
LA TOUR DU PIN (comte DE), St-Germain-Lespinnasse.
LORTON (JEAN), Charlieu.
MAILLET J., Industriel, Charlieu (4 vol.).
MARTIN (JEAN), Remiremont (Vosges).
MASSON-CHIZELLE, Charlieu.
MICHAUD, chef de gare, St-Maurice-Châteauneuf (S.-et-L.).
MONCORGÉ (Docteur RÉMY), 2, square Lagarde, Paris.
MONERY (LOUIS), 9, rue de la Sous-Préfecture, Roanne.
NEYRET J., rue J.-F. Revollier, 16, St-Etienne.
PAIRE (LOUIS), Pharmacien, Chercell (Algérie).
PIERRA (D^r LOUIS), 258, Bd. St-Germain, Paris.
PIERRA (VICTOR), St-Nizier-sous-Charlieu.
RATIGNIER (JOSEPH), Spring-Street, 149, New-York.
ROBELIN (FRANÇOIS), 28, rue du Phénix, Roanne.
ROBIN (JULES), Entrepreneur, La Clayette (2 vol.).
ROUILLER (HENRI), St-Nizier-sous-Charlieu.
ROUX (VICTOR), Nandax.
RUBY (AUGUSTE), 63, rue de la Part-Dieu, Lyon.
SAUVEGRAIN (LOUIS), 20, rue Beaulieu, Roanne.
SEGUIN H., St-Nizier sous-Charlieu.
TACHET (M^{lle} JEANNE), Belmont.
VADON (PAUL), rue Brison, Roanne.
VADON (CAMILLE), Banquier à Charlieu.
VADON (JOSEPH), 37, rue Gambetta, Roanne.
VERNAY (la comtesse DES), Nérondes (Loire).
VERRIÈRE (Marc), Avoué à Roanne.

ACCARY (l'abbé), Curé de Juré (Loire).
ALBON (marquis D'), Avauges, St-Romain-de-Popey.
ALCOCK (JOSEPH), 25, rue de l'Arcade, Paris.
ANDRIOT (GASTON), Lyon.
BENOIT (ANTHELME), Charlieu.
ARLEMPDES (baron D'), Salomay, par Uriigny (S.-et-L.).
ARMAND (CHARLES), Charlieu.

AUBIGNEU (comte ANTOINE D'), Moulins (Allier).
AUBRET (M^{me} A.), Charlieu.
AUDIFFRED (HONORÉ), Sénateur de la Loire, St-Pierre-la-Noailles (2 vol.)
BADOLLE (FRANÇOIS), Chanoine, Sup^r de l'Institution St-Joseph, Roanne.
BÉNETIÈRE (l'abbé), Charlieu.
BERAUD (Docteur), Marcigny (S.-et-L.).
BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE, Roanne.
BLANC (ANTONY), St-Bonnet-le-Château.
BOIRON (FLEURY) Industriel, 70, rue du Canal, Roanne.
BOISSIEU (MAURICE DE), St-Galmier (Loire).
BOLLACH (Docteur), Belmont.
BONNASSIEUX (J.-F.), Notaire, Boën-sur-Lignon (Loire).
BONNOUVRIER (Docteur), Charlieu.
BOUBÉE (Comte), rue Adélaïde Perrin, Lyon.
BOUILLIER (l'abbé), Curé d'Ambierle (Loire).
BOURRAT (l'abbé), Curé-Archiprêtre de Charlieu.
BOURRIN (l'abbé), Curé de St-Hilaire-sous-Charlieu.
BOUSSAND (FÉLIX), St-Denis-de-Cabannes (Loire).
BOUTTET (STÉPHANE), St-Alban-les-Eaux (Loire).
BRASSART (ELEUTHÈRE), Montbrison.
BRUNON (l'abbé), Charlieu.
BUCHET (CLAUDIUS), Industriel, Charlieu.
BUFFIN (M^{me}), rue Mercière, Charlieu.
BUTIN (JEAN), tailleur, Charlieu.

CAPONY (CHARLES), Docteur à Roanne.
CHAMBOST (l'abbé), Aumônier de l'Hôpital de Charlieu.
CHAMBRE DE COMMERCE de Roanne.
CHAMBRE DE COMMERCE de St-Etienne.
CHAMPION (EDOUARD), Editeur, 3, quai Malaquais, Paris.
CHARNAY (ARMAND), Marlotte (Seine-et-Marne).
CHARPIN (PAUL) Imprimeur, Charlieu.
CHARPIN-FEUGEROLLES (comte DE), Feugerolles, par le Chambon.
CHAVAND, Notaire, Iguerande (Saône-et-Loire).
CHAZET (Fr.), la Charentène, Chazelles-sur-Lyon (Loire).
COMTE (Docteur), Charlieu.
CROUZEIX (M^{me}), Institutrice à Dallet (Puy-de-Dôme).

DANIÈRE (F.), Directeur de la maison J. Ferry, rue des Pyramides, Paris.
DÉAL (LOUIS), Industriel, Belmont.
DEBET (LOUIS), Industriel à Charlieu.
DEBIESSE (LOUIS), Charlieu.
DÉCHELETTE (FRANÇOIS), 10, rue du Phénix, Roanne.
DÉCHELETTE (JOSEPH), Roanne.
DÉCHELETTE (Monseigneur), Evêque d'Evreux.
DEFAY (PAUL), 58, rue du Lycée, Roanne.

- DEVIGNE (l'abbé), Rive-de-Giers (Loire).
DEVILLAIN (J.-BAPTISTE), Charlieu.
DÉVOYOD (ALFRED), Bourg-en-Bresse (Ain).
DÉVOYOD (M^{me}), —
« DIANA » (la), Montbrison.
DISSON (FERDINAND), Charlieu.
DISSON (JOANNY), rue Gambetta, Roanne.
DOLFINI (E.), la Rochepot, par Nolay (Côte-d'Or).
DREUX (ANTONIN), Tarare (Rhône).
DUBUIS (ANTOINE), Industriel, Belmont.
DUCROS, Huissier, Charlieu.
DUMAREST (LÉON), 12, rue Brison, Roanne.
DUMAREST (PIERRE), Roanne.
DUMOITIEZ (M^{me}), 158, rue de Rivoli, Paris.
DUMOLLARD (FÉLIX), Chauffailles (Saône-et-Loire).
DUMONT-JOLLET, Industriel, Charlieu.
DUPRÉ (l'abbé), Curé-archiprêtre de Feurs.
DURAND (PAUL), rue des Ecoles, Charlieu.
DURET (l'abbé F.), Curé de N.-D.-des-Anges, la Mouche, Lyon.
DURET (PAUL), Pharmacien, Marly-le-Roi (Seine-et-Oise).

FAVERJON (l'abbé), Curé de St-Denis-de-Cabannes (Loire).
FAVIER (l'abbé F.), Directeur de l'Institution St-Gildas, Charlieu.
FAVRE (l'abbé A.), Professeur — — —
FLEURY (Docteur), St-Étienne.

GAILLARD (Docteur), la Clayette.
GAILLARD (JEAN), Architecte, Roanne.
GAILLETON (M^{lle} AMÉLIE), Monceau-les-Mines.
GATELIER (le comte LÉON DE), St-Denis-de-Cabannes.
GATELIER (le vicomte MAURICE DE), St-Denis-de-Cabannes.
GAZAGNE (L.), 12, cours Morand, Lyon.
GÉRARD (ALFRED), Pouilly-sur-Loire (Nièvre).
GILLET (l'abbé), Feurs.
GIRARD (FIRMIN), Artiste-peintre, Paris.
GONNARD (l'abbé), Curé d'Amions, par St-Germain-Laval.
GONON (JEAN), Notaire, Renaison.
GOUTAUDIER (l'abbé Louis), Curé de Mailly (Saône-et-Loire).
GRAPPELOUP, Directeur de l'Institution Notre-Dame, Charlieu.
GRIVOLAT (J.), Conservateur général des Musées et Bibliothèques de la
Ville, Palais des Arts, St-Étienne.
GUILLARD (l'abbé J.-M.), St-Martin-du-Lac (Saône-et-Loire).
GUILLOUD DE COURBEVILLE (ADOLPHE), Roanne.
GUINAULT (M^{me} HENRI), Charlieu.

HENRY (A.), Bois-Sainte-Marie (Saône-et-Loire).
HÉRARD (ROBERT), Chassigny-sous-Dun (S.-et-L.). (2 vol).

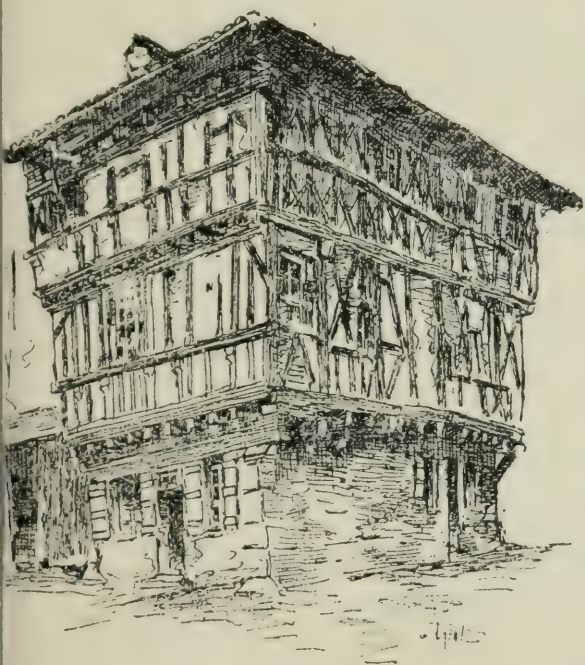
- IMBERDIS (FR.), 38, boulevard Bompard, Marseille.
- JACQUES (JOSEPH), Avocat, Roanne.
- JACQUIER (CH.), Avocat, rue Salat, Lyon.
- JANET-VOINDROT, Négociant, Charlieu.
- JAVOGUES (PIERRE), la Croix-Rousse d'Artaix (S.-et-L.).
- JOATTON (JOSEPH), boulevard de la Croix-Rousse, 36, Lyon.
- LABROSSE (THOMAS), Industriel, Charlieu.
- LACROIX (MARCEL), rue Ronzière, Charlieu.
- LAFAY (OCTAVE), Artiste-peintre, rue Brison, Roanne.
- LAIR (C.), 95, rue Didot, Paris.
- LAPÉRIE (BARTHÉLEMY), boulevard Eugénie Guinault, Charlieu.
- LARZAILLER (M^{lle} C.), Hôtel des Sapins, Mont-Dore Puy-de-Dôme.
- LAURENCIN (J.), 44, rue de Clignancourt, Paris.
- LAURENT (GILBERT), Docteur, Roanne.
- LEFÈVRE (FERNAND), 44, rue N.-D.-des-Victoires, Paris.
- LIBRAIRIE H. GEORGE, 36-42, passage de l'Hôtel-Dieu, Lyon.
- LOISON (Docteur EUGÈNE), 9, rue du Plat, Lyon.
- MAINAUD (FRANCISQUE), Charlieu.
- MARCEL (BENOÎT), 32, rue Etienne Marcel, Roanne.
- MARTINOT (ANTONIN), Charlieu.
- MARTRAY (DU), St-Germain-Lespinasse (Loire).
- MARVALLIN (ABEL), Chimiste-expert, Roanne.
- MATHÉOT (M^{lle} A.), Cours (Rhône).
- MICOLON (CL.), Imprimerie, Charlieu.
- MILHIET (PAUL), boulevard Malesherbes, 176, Paris.
- MILLET (JEAN), 36, boulevard Thiers, Charlieu.
- MESSIRE (l'abbé), à Ste-Anne, Roanne.
- MONOT (HENRI), Professeur à l'Institution St-Gildas, Charlieu.
- MORCHOINE (ANTONIN), 27, rue de la Loire, St-Etienne.
- MOREL (EUGÈNE), Charlieu.
- MOREL (J.), Maire de Charlieu, Ministre des Colonies.
- MOYNE (CLAUDIUS), Clerc de notaire à Charlieu.
- MURARD (JULES), Gardien de l'Abbaye, Charlieu.
- NOURY (LÉON DE), St-Hilaire-sous-Charlieu.
- ODIN (Docteur), St-Galmier (Loire).
- PEGON, Chirurgien-dentiste, Charlieu.
- PELOUX, propriétaire, Charlieu.
- PETIT (PAUL), 41, rue Mi-Carême, St-Etienne.
- PLACE (JOSEPH), montée du Télégraphe, Lyon.
- POMMEROL (LOUIS-JULIEN DE), Labruyère, par St-Romain-le-Puy (Loire).
- PUY (MICHEL), rue de l'Entrepôt, Roanne.
- QUÉRÉZIEUX (M^{me} DE), Feurs.

- REY (M^{me} PH.), rue des Moulins, Charlieu.
RAYNAUD (PAUL), Curé de N.-D. du Port, 5, rue St-Laurent, Clermont-Ferrand (2 vol.).
REURE (Docteur HENRI), St-Alban-les-Eaux (Loire).
RIVET (M^{me}), propriétaire aux Brosses, Charlieu.
ROBIN (JULES), La Clayette.
ROCHETAILLÉE (baron), St-Jean-Bonnefonds (Loire).
ROLLET (LOUIS), Curé de La Clayette (Saône-et-Loire).
ROMAGNY (l'abbé), Supérieur de l'Institution St-Gildas, Charlieu.
SACHET (le Chanoine), 27, rue du Juge-de-Paix, Charlieu.
SAINT-JOSEPH (M^{me}), Supérieure des Hospitalières, Charlieu.
SALLEIX (AMÉDÉE), Régny (Loire).
SANY (E.), 8, rue de Sully, Roanne.
SAUZEY (EUGÈNE DU), château de la Motte, St-Vincent, par le Coteau (Loire).
SOCIÉTÉ DES AMIS DES ARTS, Charlieu.
SOLEILLANT (CH.), Chirurgien-dentiste, Paray-le-Monial.
SOUCHON, Pharmacien, Charlieu.
TACHON (CL.), Industriel, Charlieu (3 vol.).
TALENÇAY (Colonel DE), à Denicé (Rhône).
TERRET (l'abbé VICTOR), 43, rue Cocand, Autun.
TERRIER (M^{me}), rentière, Charlieu.
TÊTE (FR.), 54, rue Nationale, Roanne.
THINON (l'abbé J.), Curé de Nandax (Loire).
THIOLLIER (NOËL), 10, rue du Général-Foy, St-Etienne.
THIVIN (l'abbé PIERRE), Curé de St-Julien-Molin-Molette.
TRACLET (LOUIS), Jarnosse (Loire).
TRUCHET (ANTOINE), Architecte, Charlieu.
VADON (ALBERT), Charlieu.
VANEL (l'abbé J.-B.), 26, rue de la République, Lyon.
VARINARD DES COTES (P.), 4, rue Garancière, Paris.
VEILLEUX (ROBERT), Notaire, rue Fontenille, Roanne.
VERCHÈRE (CL.), Ingénieur, Montceau-les-Mines.
VERCHÈRE (GABRIEL), Notaire, St-Germain-Lespinnasse.
VERMOREL (JOSEPH), Conseiller municipal, Charlieu.
VERNAY (CL.), St-Bonnet-de-Cray (Saône-et-Loire).
VIAL (JOSEPH), Avoué, 1, rue de Cadore, Roanne.
VIANNEY (Docteur), 14, rue de la Préfecture, St-Etienne.
VITAUT (Docteur), Charlieu.
VORON, Avocat, 1, rue d'Egypte, Lyon.
-



Charlieu. — Une vue actuelle.

AVANT-PROPOS



L'INTÉRÊT que j'ai éprouvé en déchiffrant les vieux registres de la Mairie de Charlieu, à l'époque de la Révolution, m'a engagé à recueillir les documents les plus précieux et à les colliger pour en faire un tout ; j'ai pu vivre, pour ainsi dire, de la vie si mouvementée et si troublée des habitants de la ville.

Quelles leçons à tirer de ce passé ! et quoi de plus attachant que ces souvenirs ainsi évoqués ! Le souvenir, c'est l'actualité retrouvée. Rien à mon sens ne vaut le passé pour instruire et distraire le présent.

L'histoire de Charlieu à cette époque, si peu générale soit-elle, ne doit pas se perdre et rester ignorée. Bien que très modeste, cette ville tient jalousement à son

passé glorieux. « Il n'est pas d'ailleurs de détail superflu, lorsque pour une patrie, une province ou une ville, ce détail correspond à des affinités secrètes et intimes. C'est un point de repère qui fixe en une image concrète et accessible à la sensibilité de chacun, un événement, une date, quelque chose de l'autrefois, qui vous attache plus fort et vous enracine au sol natal » ou d'adoption.

Cette histoire de Charlieu pendant la Révolution sera relatée sous forme documentaire, autant que possible, sans aucune prétention littéraire.

Pour cela je n'ai eu qu'à compulser les archives de la municipalité, du comité de surveillance et de la Société Populaire; à cueillir les délibérations, les arrêtés et les faits jugés intéressants, pour faire revivre la commune de Charlieu avec ses joies et ses espérances, ses déceptions et ses misères.

Cette étude sur la période révolutionnaire, si elle peut avoir quelque mérite, elle le devra donc aux textes de première main, abondants, caractéristiques, si j'ai su les classer et m'en servir bien.

Nous n'avons pas cherché à les analyser, craignant de supprimer une partie de leur valeur. Si la lecture en demeure fastidieuse parfois, elle garde mieux sa saveur locale, chose que nous avons voulu conserver.

Mais Charlieu, petite ville de trois mille habitants à la fin du XVIII^e siècle, mérite-t-elle qu'on écrive son histoire à cette époque? Faisant partie de la Nation, elle en a subi les vicissitudes générales sans doute, mais cela avec un caractère particulier et original, avec un entrain qu'on ne trouve guère dans les autres communes de France.

Cet état spécial, la ville le tire beaucoup de son origine féodale et monastique, des luttes séculaires qu'elle eut à soutenir contre l'Abbaye des Bénédictins, pour obtenir plus de liberté et d'indépendance et moins de charges; cet état spécial, elle le tire encore des troubles incessants et des déprédations nombreuses que provoquaient les seigneurs du voisinage. Plus tard, la guerre des Anglais, les Tard-venus, la Réforme avec les guerres de religion, eurent une répercussion considérable sur Charlieu et la région. Toutes ces luttes contribuèrent à aiguïser le caractère des habitants. Aussi, d'après les documents rapportés par divers historiens du vieux Charlieu, « ils étaient assez ingouvernables et beaucoup avaient des tendances à causer des désordres et à commettre des méfaits ».

Cet état d'esprit et de vitalité des Charliendins, nous le retrouvons à l'époque de la Révolution, au moment où, pleins d'enthousiasme et d'espérance, ils croyaient enfin à l'ère de la liberté, de l'égalité et de la fraternité; où les séances de la municipalité étaient « en permanence à la Mairie »; où les décrets des assemblées de la Nation étaient lus en chaire, affichés et publiés dans les rues et carrefours, au son du tambour; où la Garde nationale faisait jour et nuit des rondes et des patrouilles. Cette période est remarquable à Charlieu; elle mérite donc la narration. Plus près de nous, elle reste plus captivante, et plus digne de notre curiosité.

Ayant son histoire pleine d'attraits au moyen âge et sous le vieux régime, dans le temps où elle était entourée de murailles et de fossés de défense, la ville de Charlieu est digne d'avoir celle qui nous la montrera pleine de vie et de péripéties pendant la Révolution,

sous *les Etats-Généraux* ou *la Constituante*, *l'Assemblée Législative*, *la Convention*, *le Directoire* et *le Consulat*, jusqu'à l'Empire.

Mais avant d'entreprendre ce travail sur Charlieu pendant la période révolutionnaire, il est nécessaire de connaître l'état général de la ville au XVIII^e siècle.

Cette fin du vieux régime, avec ses abus, ses fermiers généraux, l'exagération et l'injuste répartition des impôts, l'état de l'agriculture et du commerce, la justice, les idées de croyance minées par les philosophes, l'état du clergé, des écoles et des mœurs, cette fin du vieux régime démontrera amplement que les populations étaient toutes préparées à l'avance à un changement gouvernemental, à accepter avec empressement un régime nouveau, promettant plus de liberté, une meilleure justice et des impôts plus équitables.

Dans cette étude abrégée de la fin du XVIII^e siècle, ayant en vue les abus qui amenèrent la Révolution, je ne m'étendrai que sur eux exclusivement, laissant de côté les lois et les édits, omettant les usages et les coutumes, qui pourtant pouvaient donner quelque bien-être aux habitants, et les protéger dans la vie.

Les peuples évoluent petit à petit et marchent au progrès. Si nous jouissons des biens que nous a procurés la science, il faut reconnaître que nous les devons aux efforts continus de nos pères, qui nous ont précédés dans la lutte pour une existence meilleure. Comme équivalence, leur état n'était pas inférieur au nôtre, puisque, comme eux, nous sommes toujours à la recherche de plus de bien-être. Vivant avec leur temps, ils jouissaient de la vie telle quelle, comme nous faisons

nous-même à notre époque. Ils ne pouvaient être malheureux par l'ignorance de ce qui nous procure à nous ce bien-être relatif. On ne peut être privé d'une chose que l'on ne connaît pas.

Si le progrès nous a procuré une vie plus facile, reconnaissons donc que nous le devons à ceux qui nous ont précédés et qui ont été les premiers pionniers de ce progrès lent, mais continu.

Aussi mon intention, en parlant des abus du vieux régime, n'est pas de jeter un voile de tristesse et de deuil sur le passé. Le soleil éclairait comme de nos jours les peines et les joies, et les étoiles au firmament brillaient d'un même éclat. On avait juste assez de travail, juste assez de plaisir et de joie pour tous les jours.

L'histoire du vieux régime avant la Révolution, « telle qu'elle est présentée dans la plupart de nos manuels scolaires, écrit le marquis de Ségur, de l'Académie française, n'est guère, pour me servir d'une expression fameuse, qu'une longue conspiration contre la vérité. Etaler toutes les hontes, dénoncer toutes les fautes, appuyer sur tous les revers et négliger de parti pris les glorieux épisodes, les généreuses aspirations, le magnifique essor des arts, des lettres, des idées, c'est le système commode adopté par les détracteurs des dernières années de la France monarchique. »

Ne voulant pas tomber dans cet excès d'injustice, je me défends d'avoir voulu jeter un discrédit absolu sur le vieux régime, en faisant une étude sommaire de ses défaillances.

Les abus dont souffraient la Nation et Charlieu en particulier, expliquent l'empressement des habitants à embrasser la cause de la Révolution. C'est cette raison

unique qui m'incite à en parler spécialement, en décrivant Charlieu à la fin du XVIII^e siècle.

Ecrire l'histoire de Charlieu sous la Révolution serait au-dessus de mes forces, si je n'étais soutenu par l'intérêt que les faits m'ont procuré. Les étudier, les réunir, a été pour moi un passe-temps agréable et instructif. Si cet essai historique tente un lecteur, je souhaite qu'il éprouve le même plaisir que celui que j'ai goûté en compulsant les archives de la municipalité de Charlieu, et en étudiant les faits et gestes des habitants.

D^r B.



PLAN GÉOMÉTRIQUE

DE LA VILLE DE CHARLIEU

d'après le plan de 1761

CHARLIEU EN 1761



Notes and legends in French, detailing the map's scale and the meaning of various symbols used to represent different types of buildings and terrain features.

INTRODUCTION

CHARLIEU A LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE

§ I.

Topographie. — Murs d'enceinte, leur destruction.

L'Abbaye. — Etat de la ville et des routes.

Charlieu, construit dans la vallée où coule le Sornin, avait à la fin du XVIII^e siècle, l'aspect moyen âge que nous avons décrit dans notre précédent ouvrage. Les murailles qui l'entouraient existaient encore en partie, et enserraient la ville où l'on ne pouvait pénétrer que par des portes desservant les principales routes ou chemins. Ces portes ou guichets étaient les portes Notre-Dame, Chanteloup, des Moulins, de l'Abbaye, Lancelot ou des Cordeliers, les guichets Aladenise et de Semur.

Au-delà de ces portes existaient seulement quelques maisons agglomérées, formant des faubourgs de peu d'importance.

A cause de ses murs d'enceinte, la ville ne pouvant s'étendre à son aise, possédait des rues étroites et tortueuses. Les maisons resserrées étaient pour la plupart construites en encorbellement à pans de bois, et leurs faites étaient si rapprochés, qu'on pouvait passer dans les rues sans crainte de la pluie.

Les places publiques occupaient un espace trop restreint et étaient insuffisantes les jours des marchés où venaient, à cette époque, s'approvisionner les populations des environs et de bien loin. Aussi les marchands faisaient étalage de leurs marchandises dans toutes les rues aboutissant à ces places, et tout autour de l'église Saint-Philibert.

Dans ces conditions, Charlieu avait besoin de desserrer la ceinture qui l'étreignait trop à l'étroit. Ceci nous explique le peu d'empressement des autorités pour entretenir et réparer les fortifications, bien que ses murailles donnassent une apparence de protection à la ville, avec les tours d'angle, les portes munies de pont-levis, et les larges fossés.

Cependant les habitants en général, se croyant protégés par les murs d'enceinte contre toute surprise extérieure, tenaient à leur conservation. Les quelques documents que nous avons trouvés montrent en effet que la ville voyait avec peine la ruine et la destruction des fortifications, faute de réparation.

En 1766, dans un projet de budget, on voit qu'il est alloué « cent francs » pour cet entretien, « pour les portes et fossés de la ville et promenades autour d'iceux » (1), somme bien insuffisante et qu'il aurait fallu renouveler.

D'ailleurs les propriétaires voisins des fortifications, dans un but de lucre, se chargeaient souvent de la destruction des murailles, en pratiquant des ouvertures, en desséchant les fossés pour créer des jardins à leur convenance, ou pour agrandir leur maison. Nous verrons plus loin le procès intenté à M^e Andriot qui avait ainsi opéré sur les murs de la ville.

A cause de ces empiètements successifs et de la pénurie de la ville, qui n'avait pas à cette époque un budget suffisant, les fortifications continuèrent petit à petit à être démolies ou à tomber en ruines, au grand mécontentement de la majorité de la population.

En 1715, la porte Notre-Dame s'était écroulée ; en 1777,

(1) Bibliothèque de Roanne, XI, 6-26.

eut lieu la chute de la porte des Moulins ; au commencement de la Révolution, les murs d'enceinte étaient partout en mauvais état, et cependant, tels quels, ils enserraient encore la ville dans presque toute son étendue et donnaient à Charlieu un aspect particulier qu'il a perdu de nos jours.

Le Prieuré cependant, en 1789, restait encore intact, avec ses fortifications particulières et ses grandes tours de défense, à l'ouest de la ville. Il apparaissait toujours comme la place forte dominant et commandant Charlieu, en attendant que les révolutionnaires et les iconoclastes de 1793, dans leur vengeance aveugle et leur folie, ne vinssent le mutiler et le détruire en partie.

Les rues de la ville étaient toutes pavées de cailloux roulés et ce pavé mal entretenu les rendait malpropres, avec des cloaques que lavaient seules les eaux des grandes pluies. Une rigole placée au milieu de ces rues recevait les eaux ménagères et celles des égouts. Les immondices, les déchets et débris de toute espèce séjournaient longtemps sur les voies publiques, malgré des règlements qui restaient sans effet et sans sanction. L'hygiène était méconnue et la plupart des maisons étaient dépourvues de fosses d'aisances ; des ruelles dites latrinales y suppléaient. « Les animaux et les cochons en particulier, vagabondaient à leur aise au milieu des immondices ».

Par le fait de ces animaux, on rapporte que maints accidents se produisirent sur des personnes, sur des enfants particulièrement : tel l'accident survenu à une jeune fille d'un appelé Payen. Il valut la fameuse sentence que nous avons rapportée dans « Charlieu, ses monuments, son Abbaye » contre le cochon qui avait dévoré cette enfant, laquelle sentence, prononcée avec toute justice déployée, le 7 mars 1489, condamna le malheureux animal, à la pendaison près des fourches patibulaires.

Ce défaut d'hygiène et de réglementation existant au xv^e siècle, était presque aussi absolu à la fin du xviii^e. Une autorité plus éclairée que celle du vieux régime, était seule capable d'apporter une réglementation meilleure dans l'intérêt des habitants et dans l'intérêt sanitaire de la

ville, où les maladies infectieuses se déclaraient parfois de façon terrible, telles les épidémies de peste des xvi^e et xvii^e siècles. « ...Les maladies contagieuses dont la ville a été affligée es-années dernières, 1630 et 1631, ont perdu tant de familles qu'il n'est resté que la moitié des habitants, tellement pauvres qu'ils sont obligés de demander à ceste considération un soulagement au fait des tailles ; que les habitants se sont tellement engagés pour la nourriture des malades, fourniture de médicaments et frais funéraires des défunts, que maintenant ils sont presque tous réduits à la mendicité » (1).

Si Charlieu à la fin du xviii^e siècle ne fut pas affecté de pareilles épidémies, il faut reconnaître qu'il y était tout préparé par le manque d'hygiène et la malpropreté des rues.

Les routes aboutissant à Charlieu n'étaient pas plus favorisées que les rues. Elles étaient mal entretenues, et en certains endroits des bourniers profonds les rendaient impraticables à l'époque des pluies. La route la plus importante était celle de Bresse au Bourbonnais passant par Charlieu. Elle servait au transport des vins et des poissons du Beaujolais et du Mâconnais jusqu'à Pouilly-sous-Charlieu, où les marchandises étaient embarquées sur la Loire. Mais cette route présentait une lacune fort défavorable à la ville de Charlieu, lacune « d'une étendue de 1536 toises comprise entre le Pont-de-Pierre et le hameau d'Aillant ». Aux époques des débordements du Sornin, il n'était pas facile, il était même dangereux de traverser le gué de Tigny. Cette lacune préjudiciable existait encore en 1790, dans ce chemin important. Vu l'intérêt qu'elle présente sur ce sujet, nous relevons ici la délibération du Conseil pour l'achèvement de ce tronçon de route.

Ce jourd'hui 8 août de l'année 1790, 3 heures de relevée, nous Jean-Marie Ducoing, maire de la municipalité de Charlieu, après

(1) Ext. de l'*Histoire de Charlieu*, par M. Desevelinge, p. 199.

avoir convoqué ...l'assemblée du conseil général de la commune, en la maison commune, nous nous sommes transportés dans ladite maison avec M^e Patural, procureur de la commune et sieur Claude Alesmonière, faisant son cours de palais à Charlieu, qui a été commis pour secrétaire greffier, en l'absence de celui en titre, après avoir prêté le serment au cas requis ; où étant arrivé, se sont présentés MM. Jacques Alesmonière, Marc-Hilaire Belin, Richet, Benoît Crétin et Louis Chabal, tous officiers municipaux et composant la pluralité de la municipalité ; MM. Claude Deschéaux, Gilbert Coignet, Benoît Morillon, Jean-Louis Rouillet-Lavarenne, Gilbert Canard, Jean-Marie Perraud, Claude Besson, Claude Rigollet, Claude Romeuf, tous notables et composant la pluralité desdits notables. A l'instant, nous, maire, avons fait lecture d'un placet contenant six articles que nous avons proposé de présenter à MM. les administrateurs du directoire du district de Roanne, pour les intérêts de cette ville, savoir : pour obtenir un pont en bois sur Sornin, proche la prairie ; des réparations au Pont-de-Pierre ; ouverture du grand chemin tendant de Belleville à Pouilly, le long des murs de cette ville etc., etc. (1)

Il y aurait grandement à s'étendre s'il fallait rapporter ici les condoléances des habitants de Charlieu concernant les autres chemins, celui en particulier de Marcigny, passant par la Goutte-du-Charme, et que « les eaux ravinaient sans cesse », celui encore de La Clayette où « la passerelle du St-Nicolas était souvent emportée par les crues », et qui offrait dans les bois de Montracher « des fondrières dangereuses ». Tous les autres chemins étaient à l'avenant. « Ils étaient laissés au pouvoir de l'intendant, des subdélégués et des ingénieurs, dispensateurs des fonds sans lesquels ils ne pouvaient être faits ; en ayant la disposition, ils ont sans doute mieux aimé se les appliquer, ou à leurs favoris, que d'en faire raison aux habitants des campagnes (2) ».

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 34.

(2) Archives du département de la Loire, St-Etienne, 157 b. 1790.

§ 2.

Commerce. - Industrie. — Agriculture.

Avant le XVIII^e siècle, le commerce de Charlieu était très considérable. Il y avait trois foires importantes, durant en général huit jours, et deux marchés par semaine, marchés de bestiaux, de grains et de toute espèce de denrées et de marchandises. C'est à Charlieu, au Moyen-Age, d'après des actes anciens, que la noblesse des pays environnants venait s'approvisionner. Outre ses marchés et ses foires, la ville avait encore plusieurs branches considérables d'industrie dans ses tanneries et dans la fabrication de la toile.

Bien que Charlieu, à la fin du XVIII^e siècle, eût perdu de son importance industrielle et commerciale, il attirait encore, à cette époque, dans ses marchés, une foule considérable de vendeurs et d'acheteurs, si nous nous en rapportons à une délibération du Conseil du 22 juillet 1790.

...La municipalité de Charlieu étant assemblée dans la salle commune dudit lieu, M. le procureur de la commune a exposé que le marché du coton s'est étendu, par abus, depuis y compris le marché à bœufs jusqu'au Pont-de-Pierre, et qu'il empêche par *l'affluence* du monde qui s'y trouve, la liberté des voitures. En conséquence, il nous a requis vouloir limiter ledit marché, à prendre au coin de la maison du sieur Barnaud, pour aller à celui de la maison du sieur Corneille, attendu que par ce moyen le passage des voitures se trouvera libre... » (1).

Citons encore la délibération du même mois, ayant trait aux revendeurs trop nombreux et accapareurs.

... M^e Patural, avocat procureur de la commune, a exposé qu'au mépris des ordonnances de police, il est instruit que les revendeurs et revendeuses de cette ville vont journellement attendre les provisions destinées pour cette ville, telles que les fruits et autres denrées; en sorte que le bourgeois est forcé d'acheter chez lesdits

(1) *Reg. Charlieu*, 1790, f. 30.

revendeurs et revendeuses au prix que ces derniers exigent de leurs denrées, ce qui est parfaitement contraire aux dites ordonnances qui veulent que toutes les denrées arrivent au marché public » (1).

La Grenette était toujours renommée pour l'abondance et le choix de ses grains. Plusieurs projets de construction d'une halle suffisante pour les blés, nous attestent l'importance de ce commerce qui attirait les habitants des communes environnantes et ceux des communes plus éloignées.

La corporation des tanneurs, bien que la mégisserie fût sur son déclin, était encore très importante, si nous nous en rapportons à une pétition que plusieurs propriétaires de tanneries firent au Conseil municipal pour ramener le Board, branche du Saint-Nicolas, dans son lit primitif qu'il avait abandonné, au nord de la ville, et sur les bords duquel ruisseau s'exerçait leur industrie. Cette pétition n'aboutit pas, mais elle nous prouve l'importance encore manifeste de cette industrie à Charlieu, avant la Révolution.

Le commerce de Charlieu, pour se maintenir prospère, aurait eu besoin de meilleures voies de communication, et la ville, d'autres ressources que celles qu'elle possédait, pour réparer ses rues, ses places et ses marchés. *La taxe, la marque* venaient surtout aggraver la situation. En 1759, l'édit sur la *marque* des cuirs porta à la mégisserie un coup dont elle ne se releva pas.

Bien que très en progrès en 1786, d'après les constatations du sous-inspecteur des manufactures de Charlieu, les filatures de coton étaient gênées, paralysées par les prescriptions des règlements en vigueur à cette époque. Les ouvriers tisseurs également « n'avaient la latitude d'exporter aucunes pièces de toile qu'après les avoir fait *marquer* aux bureaux établis, ni les marchands celle d'en enlever aucunes non *marquées*, à peine de cent livres d'amende et la confiscation ». (Règl. du 16 décembre 1719.)

(1) *Reg. Charlieu*, 1790, f. 23.

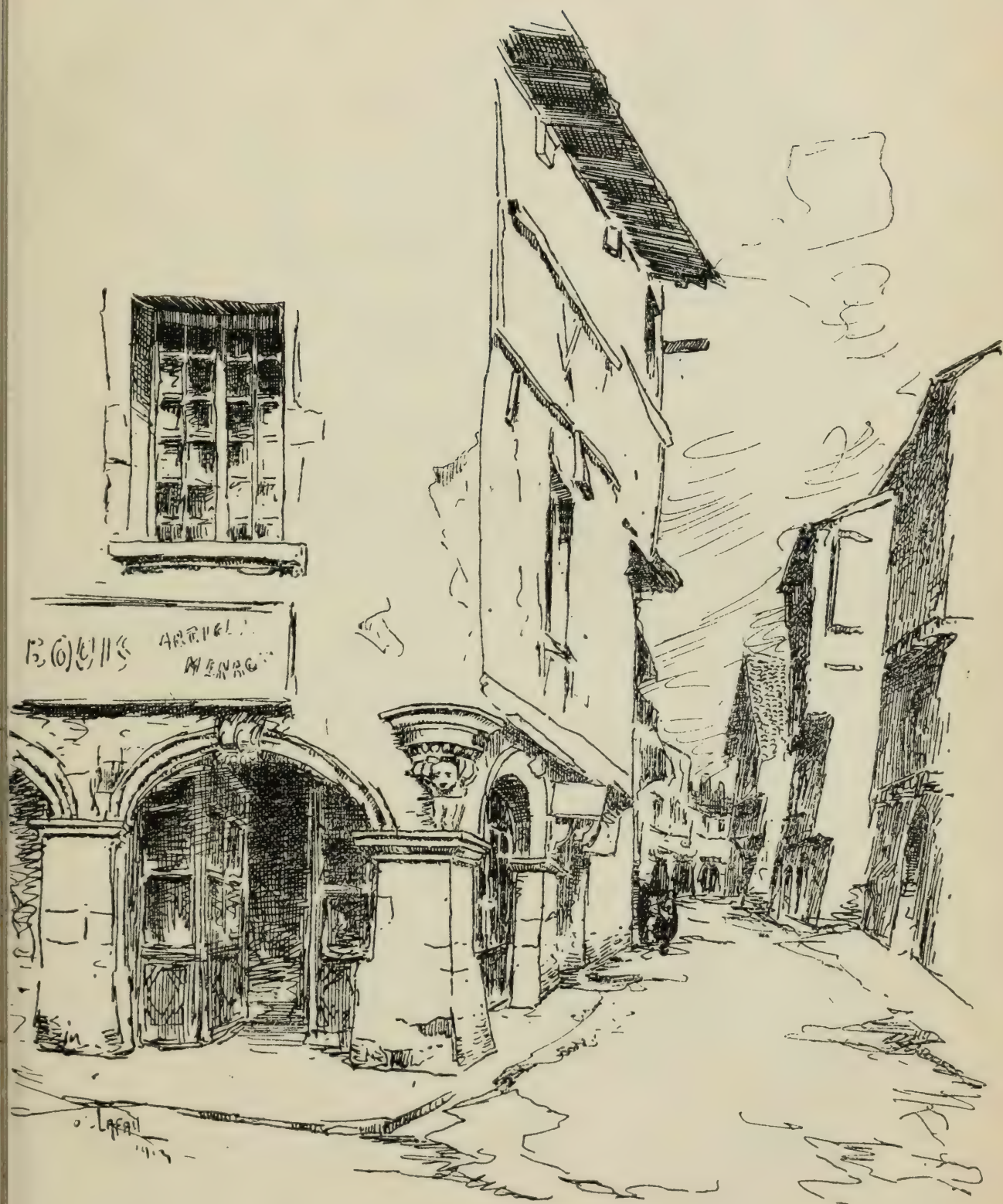
Il y avait un ou deux sous-inspecteurs à Charlieu et des commis à la *marque*. La fabrication, n'étant pas libre, ne pouvait que végéter et périr. Cette tyrannie incessante sur les ouvriers fabricants, en les indisposant grandement, les préparait et les poussait aux idées d'émancipation qui germaient partout en France.

Si les taxes imposées à chaque instant aux boulangers et aux bouchers étaient faites en faveur des consommateurs, elles ne contentaient guère non plus ces deux corporations qui, d'après les archives de la municipalité, cherchaient parfois à les violer, au risque de l'amende et de la confiscation. Elles étaient une entrave à la liberté de toute corporation.

Charlieu avait vécu de son commerce et de son industrie pendant les siècles précédents. Nous venons de voir que l'un et l'autre, à la fin du XVIII^e siècle, étaient en grande décadence, et l'agriculture, hélas ! ne donnait pas compensation.

Placée dans une région assez fertile, la ville aurait pu tirer parti meilleur de ses prairies, de ses coteaux plantés de vignes et de ses plateaux labourables. Mais, là encore, le fermier ou le vigneron rencontraient des entraves. En les réglementant on leur enlevait la possibilité d'user de leurs droits en toute liberté. Pour vendanger, on ne pouvait consulter ni ses convenances ni ses goûts, pas même la maturité de la récolte ; il fallait se soumettre à la publication du ban de vendange.

M. Brossard, dans son histoire du département de la Loire pendant la Révolution, fait le tableau suivant de la culture de la vigne, d'après un document concernant Saint-Pierre-le-Bœuf et pouvant s'appliquer à toutes les communes vignobles de la région : « Les frais de culture d'une *hommée* de vignes s'élevaient à *quatorze livres, deux sols, six deniers*, et l'on récoltait *deux années* et demie de vin par *hommée*. Or le vin se vendant *sept à huit livres* l'année, si la récolte était médiocre, et *six à sept livres*, quand elle est abondante ; les *deux années* se payaient de *quinze à seize*



Grande Rue et rue Chevroterie.

livres, et il restait une livre, dix-sept sols, six deniers pour payer les charges ». (1763-1764.)

Et ces charges étaient lourdes. « Aussi la misère est générale, écrit en 1764 l'abbé Chassepoul. Les huissiers ne quittent pas, saisissent blé, chanvre, vin ; et le produit de toutes ces denrées ne solde pas l'impôt... Il est très constant que s'il n'y a pas une modération, il faut dépouiller l'habitant de ses propres fonds, ressource qui ne guérit pas le mal, parce qu'aucun taillable ne peut acheter, et si le privilégié achète, le mal augmente... Dans l'état actuel le privilégié achète au prix qu'il veut ; le bon cultivateur n'ose pas améliorer son fonds, parce que sa fécondité payerait l'impôt du fonds vendu, et la stérilité du fonds du mauvais cultivateur (1) ».

Telles sont les observations rapportées par M. Brossard et écrites dans le mémoire que M. de Contenson, membre de la Société d'agriculture, présenta à celle de St-Etienne.

Cet état de l'agriculture était général et la région de Charlieu en pâtissait grandement.

Le commerce, l'industrie, l'agriculture souffraient, sans parler des impôts, de la réglementation qui empêchait tout progrès et leur portait préjudice. Il faut reconnaître cependant, malgré nos idées du jour, que les peuples, à cette époque, habitués de longue date à l'autorité qui les dirigeait et les protégeait, avaient besoin d'une tutelle, d'une réglementation mieux éclairées que leur propre fantaisie. Il fallut des abus plus extraordinaires et plus excessifs pour les amener à exiger une justice plus équitable et une direction plus conforme aux idées de progrès et d'émancipation. C'est surtout en matière d'impôts que nous allons trouver ces abus. Ils furent une des grandes causes de la chute du vieux régime.

(1) Histoire de M. Brossard, p. 53, V, I.

§ 3.

Les Impôts. — Mandrin. — Les Privilèges.

Les Redevances au Prieuré.

Il y avait, au XVIII^e siècle, deux genres d'impôts : les impôts directs et les impôts indirects. Les premiers, confiés pour la répartition à l'Assemblée provinciale, étaient la *taille*, les *accessoires*, la *capitation*, l'*imposition pour la corvée* et les *vingtièmes*.

La ville de Charlieu, d'après un renseignement fourni à M. Desevelinge, payait, en 1789, 10.091 livres, 11 sols, 16 deniers d'impôts directs. C'était trop pour une population atteignant à peine 3.000 habitants. Aussi la municipalité, le 8 août et le 19 septembre 1790, adressait pour ce motif au district de Roanne, une pétition en décharge d'une somme de 1.051 livres sur les tailles, « somme qu'elle prétendait indûment due, les impôts étant mal répartis (1) ».

Les principaux impôts indirects étaient les *aides* ou impôt sur les boissons, l'impôt *sur le tabac* et l'impôt des *traites ou douanes intérieures*. Le gouvernement affermais la levée de ces contributions à une compagnie financière. Le bail, mis pour la forme aux enchères, devait être donné au plus offrant et dernier enchérisseur, à *la bougie éteinte*. « Mais il échait toujours aux meilleurs courtisans du roi. » Au nombre de quarante associés, ils étaient chargés, à leurs risques et périls, de lever les impôts indirects, et, pour ce faire, ils étaient arrivés à se donner une formidable organisation rayonnant jusqu'au fond des provinces et se centralisant à Paris, dans le somptueux hôtel de la rue de Grenelle Saint-Honoré.

Des barrières multiples s'opposaient à la circulation des marchandises ; il fallait payer les droits de *traite* et de

(1) *Reg. Charlieu*, 1790, p. 34-45.

transit. Ces derniers impôts étaient très divers, selon les provinces de *grosses fermes*, ou des provinces réputées *étrangères*. Charlieu, dépendant de Lyon, était compris dans cette dernière catégorie. Il possédait un grenier à sel, avec une juridiction chargée de suivre et de maintenir l'exécution des règlements.

La levée de ces droits s'effectuait avec une extrême rigueur. Devant les tribunaux de la Ferme, un procès-verbal signé de deux commis faisait la preuve sans contradiction possible. Ces procès-verbaux qui causaient parfois des ruines, en enrichissaient les auteurs. L'intendant de Flandre écrivait en 1740 : « la quantité des pauvres dépasse celle des gens qui peuvent vivre sans mendier... et les recouvrements se font avec une rigueur sans exemple ; on enlève les habits des pauvres, leurs derniers boisseaux de froment, les loquets des portes... »

A Charlieu, écrit M. Desevelinge, on était d'autant plus sévère, que cette ville se trouvait dans une situation très favorable à la contrebande... Le Lyonnais dont Charlieu faisait partie, se trouvait entre deux provinces rédimées, la Dombè et l'Auvergne, et le transport des marchandises de la Saône à la Loire, qui était alors très considérable, se faisait par Charlieu.

Ces impôts indirects portaient à la fraude non seulement le peuple, mais souvent aussi les préposés à la recette.

Au début du XVIII^e siècle, Charlieu avait comme receveur du grenier à sel un sieur Buynand, que le fermier principal des gabelles accuse de prendre le faux sel en Dombè, principauté non française, et que la Saône seule séparait du Beaujolais ; d'en acheter aux faux sauniers qui le transportaient des Dombes en Auvergne. C'était de la fraude au détriment du trésor royal. Mais ce qu'il y avait de plus grave, c'est qu'il était accusé aussi de fraudes et de négligence à l'égard des particuliers, de mélanger le sel qu'il vendait avec du son, de la paille d'avoine et d'autres ordures pour en diminuer la quantité, la quotité et le poids, d'ouvrir et de fermer les greniers et de distribuer le sel aux

heures qu'il voulait, de ne pas faire mesure juste et de le jauger hors la présence du peuple. (1)

Rien ne peut mieux caractériser ces impôts que les paroles de Malesherbes au roi de France, dans ses remontrances de 1775. Mieux que nous ne pourrions le faire, elles expliquent le développement de la contrebande.

Ces droits mis sur chaque denrée sont différents suivant les lieux où ils se perçoivent, suivant la qualité des personnes. La fraude, toujours active et toujours industrieuse, en profite et se fait jour, pour ainsi dire, à travers les sinuosités de la loi. La Finance invente tous les jours de nouveaux moyens pour la poursuivre, et ces moyens employés contre les fraudeurs, gênent tous les citoyens dans la propriété de leurs biens et dans la liberté de leurs personnes. C'est ce qui a fait multiplier à l'infini ces commis qui portent une curiosité si importune sur toutes les actions de la vie; c'est ce qui a fait accorder aux financiers le droit de visiter les marchandises, d'entrer jusque dans les maisons, de violer le secret des familles; c'est aussi cette inégalité des droits perçus dans les différents pays, qui a obligé des rois, vos prédécesseurs, à couper le royaume dans tous les sens, par des lignes qu'il faut garder comme autant de frontières, par une armée innombrable de commis.

Ce genre d'impôts, vexatoires, excessifs et mal répartis, avec les injustices commises partout par les traitants et les commis ne pouvait en effet que favoriser la fraude après avoir mécontenté le peuple. La contrebande devint presque en faveur, et ceux qui s'y livraient, trouvaient dans les campagnes et dans les villes aide et protection pour leurs opérations de gabegie.

Le plus fameux contrebandier fut Mandrin. Il visita Charlieu à deux dates rapprochées, les 9 et 24 octobre 1754. Ses hauts faits restés légendaires dans la région, corroborent ce que nous venons de dire sur les impôts, sur la gabelle en particulier.

Vu l'intérêt que lui accordaient les populations, nous

(1) *Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin, p. 40.

croyons intéresser à notre tour le lecteur, en lui parlant brièvement de ce personnage, qui le premier s'insurgea à main armée contre l'abus des impôts.

M. Frantz Funck-Brentano a fait la biographie de Mandrin. De cet ouvrage très documenté, plein de brio et d'entrain, nous citons quelques extraits se rapportant à Charlieu et à la région, sans sortir de notre sujet restreint.

« Le 8 octobre, après avoir traversé les monts du Beaujolais, les Mandrins se trouvent en pays de montagne où les populations leur sont dévouées... Ils se croient presque en sûreté ; aussi Mandrin sectionne-t-il sa petite armée en plusieurs divisions. Il conserve la direction la plus importante qui compte encore cent cinquante hommes et marche sur Charlieu. Il y entre le 9 octobre. A l'entrepôt des Fermes, il reçoit 4.500 livres pour lesquelles il donne un reçu et 914 livres de faux tabac. Puis il prend la route de Roanne ».

Après avoir mis en réquisition les villes de Roanne, Thiers, Ambert, Le Puy, Montbrison, Saint-Etienne, etc., etc., il reparut après cette rapide expédition, le 24 octobre à Charlieu où le receveur dut lui verser en échange d'un stock d'indiennes et de tabacs, la somme de 1.000 livres. Il coucha même à Charlieu, où d'après la tradition, il fut bien accueilli et bien hébergé dans la maison de M^{me} Hue, rue Chevroterie, portant actuellement le numéro 24.

Dans les villes qu'il visitait, il se faisait ouvrir les prisons et, pour recruter sa troupe, mettait en liberté les condamnés pour rébellion contre la maréchaussée, ou comme déserteurs ou contrebandiers, ayant soin d'y laisser les criminels et les voleurs. « Le procureur du roi, à Roanne, dressant de ces faits un procès-verbal officiel, s'exprime ainsi : Comme ces sortes d'incursions attaquent plutôt l'intérêt des Fermes que le bien public, nos concitoyens, en gens raisonnables, ont paru indifférents à l'arrivée de Mandrin ».

Joli tableau d'ancien régime et que caractérise la lettre de Voltaire à M. Dupont, du 14 janvier 1755 : « Le peuple



Abbaye — Salle capitulaire et cloître

aime ce Mandrin à la fureur. Il s'intéresse pour celui qui mange les mangeurs de gens ».

Le témoignage le plus touchant sur la bienveillance du peuple à l'égard de Mandrin, et sur la protection qu'il lui accordait, se trouve, d'après M. Brentano, dans les registres de catholicité rédigés par un pauvre curé de village, l'abbé Léonard, desservant de Saint-Médard, au canton de Saint-Galmier. Parmi les baptêmes, les mariages et les enterrements consignés dans son registre, il met une note sur le *brave* Mandrin, chef des contrebandiers. Après avoir décrit les *bienfaits* et la valeur de ce *héros*, qui avait mis en fuite le régiment de la Morlière-Dragons, le bon curé, cédant à un mouvement d'enthousiasme poétique, insère dans son registre de catholicité les vers suivants :

*Brave Mandrin !
Que ne fais-tu rendre compte
Brave Mandrin !
A tous ces maltotiers de vin,
De sel, de tabac, qu'ils n'ont honte
De voler pauvre, riche et comte ?
Brave Mandrin !
Quelle nation
Eût jamais fait connaissance,
Quelle nation,
Avec gens de telle façon ?
Qui, sans étude ni science,
As parcouru toute la France,
Sans émotion
Passant partout
Dans les villes, à la campagne,
Passant partout,
Sans craindre Morlière du tout.
Ta troupe, et toi as l'avantage
De faire un pays de Cocagne
Passant partout.*

Il fut pris cependant, le bon Mandrin. On le jugea à

Valence où il subit le supplice de la roue et de la corde, le 27 mai 1755.

Le peuple le regretta et pendant trois jours, ce fut un ardent pèlerinage aux fourches patibulaires où son corps broyé était exposé. On y afficha des vers de tout étage et des épitaphes en lettres de sang. Voici l'une d'elles :

*Tel qu'on vit autrefois Alcide
Parcourir l'univers, la massue à la main,
Pour frapper plus d'un monstre avide
Qui désolait le genre humain,
Ainsi j'ai parcouru la France,
Que désolaient mille traitants ;
Je pérís pour avoir dépouillé cette engence :
Je jouirais comme eux d'une autre récompense
Si j'avais dépouillé des peuples innocents.*

Mandrin s'était insurgé un peu trop tôt. Les fermiers généraux, malgré la leçon, continuèrent à pressurer le peuple dont la haine ne fit que grandir jusqu'à la Révolution. « La guillotine, disait le représentant Beaumont de l'Aisne, sera meilleure financière que Cambon » (1). « Voilà la centième fois, s'écriait Bourdon de l'Oise, au sein de la Convention, que l'on parle des fermiers généraux ! Je demande que ces sangsues publiques soient arrêtées, et que si leur compte n'est pas rendu dans un mois, la Convention les livre au glaive de la loi ».

De tous les impôts directs qui accablaient la propriété et l'industrie, le peuple supportait presque seul toute la charge. La noblesse et le clergé, classes privilégiées, en étaient exempts en grande partie.

Dans le rôle des tailles de 1688, d'après M. Desevelinge, nous voyons le curé et les prêtres sociétaires de l'église de Saint-Philibert, exempts de l'impôt, comme n'ayant pas de

(1) Cambon, conventionnel et financier qui fit créer le grand livre de la dette publique.

fonds sur la paroisse ; les Ursulines pareillement, ayant obtenu un arrêt d'exemption ; le seigneur de Gâtelier qui était alors M. de Matha, comme gentilhomme ; Claude Leblanc et François de Ronchivol, à cause de leur qualité de hérauts d'armes ; exempts également trois habitants riches de Charlieu, parce qu'ils avaient le droit de bourgeoisie à Lyon.

Ces privilèges, au détriment des imposés, se maintinrent jusqu'à la fin du vieux régime. L'ordre le plus laborieux, le plus utile à la nation, payait seul les impositions. Aussi en 1789, à l'époque de la convocation des Etats-Généraux, les doléances du Tiers-Etat étaient nombreuses et pressantes.

Nous avons appris de nos ayeux que dans les siècles antérieurs, la noblesse et le clergé servaient l'Etat à leurs frais ; il était sans doute juste que ces deux ordres fussent gratifiés par des privilèges ; mais aujourd'hui qu'ils reçoivent les honoraires dus à leurs services, que leur fortune prend un nouveau lustre sans contredit, les privilégiés de ces deux ordres sont à charge au troisième, s'ils ne contribuent pas aux charges publiques proportionnellement... (1).

Ces doléances produites à peu près dans le même sens par les municipalités de la Loire, réclamaient également la participation du Tiers-Etat aux délibérations dans les Assemblées provinciales et aux Etats-Généraux.

N'y aurait-il pas une injustice criante d'exclure, ou ce qui serait la même chose, d'abandonner à deux ordres privilégiés qui se croient exempts de toutes charges publiques, et qui soutiendront infailliblement ces immunités excessives, le sort d'une des classes des citoyens qui succombent sous le poids des impôts, à moins qu'on ne veuille le regarder comme un composé de bêtes de somme qu'on peut charger à plaisir, sans consulter leur volonté et leurs forces... (2)

Les habitants de Charlieu, outre ces impôts payés à

(1) Doléances des C^{tes}, ext. de l'*Histoire de la Loire* de M. Brossard, t. I, p. 88.

(2) — — — — — t. I, p. 85.

l'Etat, devaient des droits aux moines de l'Abbaye, ou au séquestre, après la sécularisation du monastère en 1790. Les principaux de ces droits étaient le *cens*, ou redevance foncière perçue sur les terrains appartenant aux domaines de l'Abbaye, les *banalités* sur les fours et les moulins, le *banvin*, le *droit d'indemnité*, le *droit de champart*, le *droit de corvée*, le *droit de reconnaissance* frappant les successions, les donations et les ventes d'immeubles, etc., etc. Ces charges étaient lourdes pour les habitants de la ville.

Accablés par cette exagération d'impôts et de droits, ils jugeaient leurs propres charges, sans penser à celles qu'avait l'Abbaye. Si le monastère, d'après M. Desevelinge, jouissait, en 1789, de 15.046 livres de revenus, il devait 1.050 livres de subvention à l'Etat en 1787, payait 6.473 livres de portions congrues, en 1786, aux curés des paroisses relevant du prieur. Ce dernier était encore chargé de l'entretien des églises dépendantes de l'Abbaye. Les moines étaient en outre tenus à faire l'aumône. Ils distribuaient 336 mesures de froment, 4 pièces de vin, donnaient l'hospitalité aux religieux et prêtres de passage et aux pauvres. Il fallait également pourvoir au traitement de deux juges, d'un procureur fiscal, d'un greffier, etc. Après ces charges annuelles, il ne restait qu'une somme minime pour la communauté. C'est d'ailleurs cette insuffisance de fonds qui motiva le plus la sécularisation du monastère, quelque temps avant la Révolution.

Quoi qu'il en soit de ces droits que percevait l'Abbaye sur Charlieu, les habitants ne pouvaient désirer que d'en être exempts, et de ne plus rien payer. Ils formulèrent leurs réclamations à l'Assemblée provinciale du Forez, tenue à Roanne en 1788, et demandèrent l'abolition de toutes ces redevances féodales.

§ 4.

**Administration. — Le Gouvernement. — L'Intendant.
La Municipalité.**

Au point de vue administratif et municipal, la ville jouissait-elle de quelque liberté pouvant donner une certaine satisfaction aux habitants ? Hélas, là encore ils ne trouvaient pas une protection suffisante.

Il y avait au XVIII^e siècle un gouverneur. M. Louis Dupont avait ce titre en 1750. Il jouissait d'une autorité morale assez grande, plus à cause de l'ancienneté et de l'honorabilité de sa famille que du réel pouvoir que lui donnait sa charge. Cette charge, objet de récompense pour la noblesse ou pour les militaires, était vendue par la royauté. Le gouverneur de Charlieu recevait un traitement de 120 livres par an. Investi d'un droit de police générale, il avait celui d'être exempt des impôts, de jouir des fruits, foins, herbages et pêches des fossés, et du droit de chasse sur les domaines du roi et sur ceux de la ville.

Mais si le gouverneur avait une charge plutôt honorifique que réelle, l'intendant ou commissaire départi pour l'exécution des ordres du roi, avait une autorité plus étendue. Il exerçait un pouvoir presque souverain en matière de justice, police et finances, et une autorité sur les troupes et les fonctionnaires. Sa fonction principale était de retirer du pays le revenu le plus élevé, c'est-à-dire de porter les produits du fisc au plus haut degré possible. La résidence de l'intendant était Lyon d'où dépendait Charlieu, et pour exercer son pouvoir il avait des subdélégués.

En 1787, le subdélégué de Charlieu était Michelet de Rochemont.

C'était ce subdélégué qui était le véritable agent des tailles.

« La confection de ce rôle des tailles était toute une affaire. Les habitants se réunissaient d'abord en assemblée

générale pour dresser procès-verbal exact des ressources de la paroisse ; on nommait ensuite les collecteurs de la taille, qui à Charlieu et dans le Lyonnais portaient le nom de consuls. Ceux-ci, avec le subdélégué, prenaient les connaissances les plus étendues sur la consistance du terrain de chaque paroisse, sur les différentes cultures et productions, leur prix et leur valeur courante, sur le commerce et l'industrie de chaque habitant, et sur le bénéfice que chacun fait sur l'un et sur l'autre. Grâce à ces renseignements, les consuls répartissaient entre chaque imposé la somme totale fixée par le bureau de l'élection de Roanne pour Charlieu, et inséraient dans leurs rôles, à chaque cote, la condition du cotisé, les biens et exploitations, et autres facultés afin de reconnaître par la lecture du rôle, si la cote aura été bien assise, et si les cotes de chaque rôle sont en proportion les unes avec les autres » (1).

Les consuls, responsables de la levée de la taille, ne tenaient guère à cette fonction, et au XVIII^e siècle, ils se déchargeaient, autant que possible, de cette corvée parfois dangereuse, sur d'autres personnes, moyennant un subside.

Les intendants avec leurs subdélégués faisaient abus de pouvoir. Ils firent si bien qu'ils amenèrent les représentants des populations à réclamer leur suppression ou la restriction de leur autorité.

Charlieu, jusqu'en 1765, n'avait eu qu'un simulacre de vie municipale sous la dépendance des Bénédictins qui en achetaient les charges. Lorsque parut l'édit royal, donnant aux Communes une organisation administrative plus conforme aux idées de justice et de liberté, Charlieu eut un maire, deux échevins, quatre conseillers de ville, un syndic receveur, un secrétaire greffier. Tous, excepté le maire nommé par le roi, étaient élus par les notables. Le roi était représenté dans les Assemblées municipales par un procureur.

Mais cette création des municipalités lésaient bien des

(1) *Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin, p. 37.

intérêts. A Charlieu, les Bénédictins, anciens titulaires de ces charges payées, voyaient leur pouvoir diminué par cette nouvelle autorité municipale. Aussi par leurs intrigues il y eut une véritable opposition, et ils cherchèrent à faire avorter la première assemblée qui devait élire les notables (1).

Le roi, mal conseillé, supprima en 1771 toutes les municipalités :

Nous avons reconnu, dit-il, dans son arrêt, qu'au lieu des avantages que nous nous étions promis de l'exécution des dits édits, elle devenait une source d'inimitié et de division, sur le désir que des gens, souvent incapables, avaient de participer à l'administration, et par la cabale et les brigues qui s'introduisaient dans les élections, et qui donnaient souvent lieu à des procès ruineux pour les dites villes, retardaient l'expédition des affaires communes et jetaient le trouble et la confusion dans leur administration, en sorte que le bien que nous nous étions proposé d'opérer devient chaque jour le principe du mal réel ».

En lisant ces paroles du roi, on croirait qu'elles ont été inspirées par la ville de Charlieu, où les Bénédictins n'ayant jamais désarmé, créaient des embarras à la municipalité. M. Desevelinge, dans son histoire de la ville, les en accuse formellement.

Pendant cinq ans, de 1771 à 1775, Charlieu resta sans municipalité d'aucune sorte. Cependant nous voyons, dans les almanachs du Lyonnais, une municipalité ainsi constituée par Commission de 1775 :

Maire : M. BARDET jeune.

Premier échevin : M. DUCOING père.

Deuxième échevin : M. ANDRIOT.

Conseillers de ville : MM. NOBIS, BERAUD, ALESMONIÈRE, GACON.

Notables : MM. DE SIRVINGE, PATURAL père, BARDET l'ainé, MICHELET DE BEAUVOISIN, ADAM père, MICHELET DE ROCHEMONT, CRÉTIN, COIGNET et DUFOUR.

Trésorier : M. TROUILLET.

Secrétaire-greffier : M. CHABRIER d'abord, puis BOUTOUGE.

(1) Extrait des Archives, Roanne XI, 6-23.

Cette municipalité par Commission, en dérogation avec l'édit de 1771, est assez remarquable et méritait d'être citée. Elle était en fonction au moment de la convocation des Etats-Généraux.

Pour quelle raison avait-on accordé une telle faveur à Charlieu, alors que la plupart des villes étaient privées de municipalité ? Cette dérogation, tout en prouvant l'importance de Charlieu, avait sans doute sa source dans la lutte que les habitants soutenaient contre l'omnipotence du prieur. Quoi qu'il en soit, cette municipalité prit les intérêts de la ville et soutint à cette époque un procès contre les Bénédictins, procès dont la sécularisation de l'Abbaye, et la Révolution ensuite empêchèrent l'issue.

N'ayant pas de revenus suffisants pour la réparation de ses murailles d'enceinte, pour l'entretien de ses rues, de ses places et des routes, elle s'endettait encore avec ses procès interminables. « Elle ne possédait, écrit M. Desevelinge, aucun octroi, aucun droit d'entrée ou de marché. Les droits de cette espèce qu'il pouvait y avoir alors, appartenaient aux religieux qui n'auraient pas souffert qu'on en établît d'autres en concurrence avec les leurs ». Il fallait la sécularisation du monastère et la Révolution pour changer cet état de choses.

§ 5.

**Justices. — Justice Royale et Justice Seigneuriale.
Police de la ville. — Mœurs. — Instruction.**

Il y avait à Charlieu deux justices : la justice royale et la justice seigneuriale.

La justice royale était exercée par le *châtelain*. En 1789, cette charge était occupée par Tillard de Tigny, officier de robe. Cette justice, disent les Almanachs de Lyon, n'avait aucune juridiction sur la ville qui ne dépendait point du domaine du roi ; elle s'étendait seulement sur quelques



Prétoire et tour (d'après photographie de Geoffroy).

paroisses voisines et ne siégeait à Charlieu que par emprunt du territoire.

Le châtelain exerçait, d'après l'histoire de M. Dumoulin, jusqu'à Chauffailles et à Belmont, Saint-Bonnet-de-Cray et Iguerande, Régny, Briennon, La Bénissons-Dieu, voire même Ambierle et Saint-Haon-le-Vieux.

« C'est lui qui installe les officiers dans les villes soumises à sa juridiction, qui procède aux instructions criminelles, autorise les médecins à s'établir, enregistre les contrats de mariage, les donations et les transactions, nomme les experts qui doivent dresser les mercuriales, ouvre les bans de vendanges et connaît des cas royaux ; il a un tribunal et des officiers : le procureur du roi, Belin-Richet, en 1786 ; un greffier en chef, en 1754, François Carré ; un seul greffier, Boutouge, en 1773 ; un archet-garde, Claude Perraud, en 1765. Autour de ce tribunal se pressent des avocats, deux en 1754 ; huit en 1773 ; des procureurs, sept en 1754, quatre en 1773 ; un huissier audiencier ; deux huissiers et un commissaire aux saisies réelles » (1).

La ville avait une autre juridiction, la justice seigneuriale qui dépendait de l'Abbaye à l'ombre de laquelle Charlieu s'était élevé et avait grandi. Les Bénédictins restèrent en possession de la haute justice jusqu'à l'époque de leur sécularisation, non seulement sur les habitants de la ville, mais encore sur les territoires leur appartenant. Une assignation du 30 juin 1787 énumère les communes où s'étendait leur seigneurie. Cette assignation était faite à la requête des religieux Bénédictins du prieuré de la dite ville de Charlieu, Chandon, Saint-Denis-de-Cabanne, Saint-Hilaire, parcelle d'Aillants, St-Nizier-sous-Charlieu, St-Bonnet et autres lieux. « Le prieur, écrit encore M. Dumoulin, haut justicier, connaît de toutes les matières civiles et criminelles, et peut, suivant l'exigence des cas, prononcer des condamnations de mort ou de bannissement. Il connaît des

(1) *Charlieu au XVIII^e siècle*, par Dumoulin, p. 43.

meurtres, assassinats, vols, adultères, séditions, sacrilèges, péculat, sorcellerie ; il juge les crimes et délits ordinaires des nobles comme des roturiers... ; il juge des tutelles, des curatelles, de l'administration des biens des mineurs ; il a enfin un droit de police général reconnu ».

Primitivement le prieur rendait la justice en personne ; mais plus tard, il se substitua un juge *non suspect* ou bailli. Le bailli avait des assesseurs. En 1789, ce tribunal était composé d'un juge, Bardet le jeune ; d'un procureur fiscal, Margueron ; et d'un greffier en chef, Livet.

A cette cour étaient accrédités des hommes de loi, dont le nombre a varié. En 1784, il y avait huit avocats, huit procureurs, deux à trois huissiers. Marc-Antoine Duvernay, licencié es-droit, curé de l'église Saint-Philibert, était à cette époque inscrit au nombre des avocats.

Le nombre de ces hommes de loi exerçant la justice du roi ou celle des Bénédictins à Charlieu et dans les localités que nous avons citées, démontre par lui-même que les procès ne chômaient guère. Ils étaient assez fréquents et nombreux pour pourvoir à l'entretien « de tous ces officiers et ces robins qui vivaient ainsi au détriment des malheureux justiciables ».

Ces deux justices, bien que distinctes, étaient concurrentes. Elles furent la source elles-mêmes de nombreux conflits entre la Châtellenie et le Prieuré, « allant parfois jusqu'à la haine et à la violence » écrit M. Desevelinge. Il y eut souvent contestations et procès portés maintes fois à Paris devant le Grand Conseil. En 1779, les religieux à l'appui de leurs droits y envoyèrent tous leurs anciens titres et, toujours d'après M. Desevelinge, le procès durait encore, quand survint la sécularisation du monastère, quelque temps avant la Révolution.

Outre la justice seigneuriale, la police fut presque toujours sous l'autorité des Bénédictins. Les ordonnances en étaient rendues par le bailli et celui-ci ne dédaignait pas de

remplir l'office de nos commissaires actuels, « se transportant où besoin était pour surprendre les délinquants ». Il était aidé par les huissiers et sergents, tenus à faire exécuter les ordonnances de police, à peine de suspension de leurs charges et de l'amende.

Nous ne pouvons citer ici toutes les ordonnances promulguées selon les besoins et la volonté du prieur. La plus importante est celle de 1686, dont les règlements se perpétuèrent à peu près intégralement pendant le XVIII^e siècle. Sa lecture nous éclaire sur l'exercice de la police à Charlieu à cette époque.

Sur ce qui nous a été représenté par M^e Claude Vedeau, avocat au parlement et procureur fiscal en cette juridiction, que depuis longtemps il s'est glissé de grands abus dans la ville de Charlieu et dans les paroisses dépendantes du prieuré de Charlieu, tant au sujet de la justice et police que des droits du seigneur, prieur du dit lieu, pour à quoi obvier, nous Claude de la Ronzière, sieur de la Douze, juge bailli de la ville de Charlieu et paroisses dépendant du dit lieu, à la réquisition dudit M^e Vedeau, avons fait et faisons les règlements de police qui s'en suivent :

Premièrement, que suivant et conformément aux ordonnances de nos Rois, défenses sont faites à toute personne de jurer et blasphémer le saint nom de Dieu, à peine contre chaque contrevenant de l'amende de cinq livres pour la première fois, et de punition corporelle pour la seconde.

Que les hôtes et cabaretiers, tant de la ville que des dites paroisses, seront tenus de nous avertir, lorsqu'il se fera ou dira quelque chose dans leur logis contre la majesté divine, contre notre Roi et le Seigneur, aux mêmes peines.

Que les jours de fête, il ne se tiendra aucuns marchés dans la dite ville, auquel cas ils seront remis à la veille.

Que les hôtes et cabaretiers ne pourront donner à boire ni à manger à quelques personnes que ce soit, pendant la grand'messe, et les vêpres, les jours de fêtes et dimanches, si ce n'est aux étrangers qui seront logés chez eux.

Que les bouchers et autres marchands, vendant en gros et en détail, seront tenus de fermer leurs boutiques pendant tout le jour des fêtes et dimanches, à peine de confiscation de ce qui se trouvera exposé, et de l'amende.

Que toutes les veilles de fêtes et processions solennelles, les

habitants seront tenus de nettoyer les rues et porter le fumier hors de la ville.

Les marchés de la ville, qui sont le mercredi et le samedi, se tiendront, savoir : pour la distribution des grains, sous la halle du seigneur prieur. Défense à toute personne d'arrêter les dits grains et autres denrées qui viennent au marché, à peine de confiscation et de l'amende contre les vendeurs et les acheteurs.

Que la vente des fils et toiles se fera aux portes et dans l'enclos de la ville ; et pour les volailles, gibier, agneaux, chevreaux, beurre et fromages et autres menues denrées, à la place St-Philibert, au-devant de l'église ; et pour le gros bétail dans les places de voierie, au dehors des portes, aux mêmes peines.

Que défenses sont faites à toute personne, de quelque qualité et condition qu'elle soit, de chasser et pêcher dans l'étendue des terres du dit prieuré, à peine de confiscation des chiens et fusils, de l'amende et de plus grande peine, s'il y échet.

Que défenses sont particulièrement faites à toute personne, de faire *dépaitre* leurs bestiaux dans les bois de haute futaie et taillis dépendant du dit prieuré, à peine de payer les dommages et l'amende, comme aussi de ne couper aucun arbre par pied, ni aucun taillis dans les dits bois, aux mêmes peines.

Que les hôtes ne pourront tuer aucun bœuf, vache, veau ou mouton pour les distribuer, dans leurs logis, en gros ou en détail, à peine de confiscation et de l'amende.

Que ceux qui n'ont point de four en propriété, ne pourront cuire ailleurs que dans les fours banaux du dit prieuré, à peine, contre les contrevenants et ceux qui prêteraient leur four, de l'amende et confiscation des pains.

Que tous les habitants seront tenus de faire moudre leurs grains dans les moulins banaux du prieuré, aussi à peine de confiscation et d'amende. Défenses aux meuniers du voisinage de quêter ni enlever le blé dans la ville.

Que tous les marchands seront tenus, après la huitaine de la publication de notre présente ordonnance, de nous apporter leurs poids, aunes et mesures, pour être échantillés et vérifiés aux matrices de la dite ville, poids et aunes de la ville de Lyon.

Et d'autant que, jusqu'à présent, le public a souffert par l'exposition des bois et fumiers qui sont dans les coins et au milieu des grandes rues, ruelles et ruelles, et par le flux latrinal de plusieurs latrines, qui coule dans les dites rues, ils seront tenus, huit jours après la publication, de faire enlever les dits bois et fumiers, et

faire boucher les dites latrines ; défense d'ouvrir les dites latrines, si ce n'est par les décharges.

Et d'autant encore que par le grand nombre de cochons qui sont gardés dans ladite ville, cela engendre des putréfactions, écrouelles et qu'il est arrivé plusieurs accidents par ces animaux qui ont dévoré des enfants au berceau et autrement, que défenses sont faites à l'avenir d'entretenir aucun dans l'enclos de la dite ville ;... enjoint à tous ceux qui en ont, de s'en défaire dans quinze jours pour tout délai, après lequel, permis à nos huissiers de s'en saisir et de déclarer les propriétaires, à peine de suspension de leurs charges.

Que tous les habitants seront tenus de nettoyer les rues le samedi soir de chaque semaine et veille de fête et procession.

Et comme nous avons appris que la plupart des bouchers achètent des bêtes malsaines et malades qu'ils tuent et distribuent à la boucherie, au grand préjudice de la santé du public, défenses leur sont faites de faire entrer aucune bête dans la ville, après sept heures du soir en été et quatre heures en hyver, et seulement par les principales portes, qui sont celles de Notre-Dame, des Moulins, Chanteloup et celle de Semur ; et seront tenus en entrant, d'en avertir le portier ou celui qui reçoit la *bachille*, lequel nous avertira fidèlement de l'état des dites bêtes, à peine de révocation ; et contre les bouchers contrevenants, de confiscation et d'amende pour la première fois, et de plus grandes, en cas de récidive.

Que les dits bouchers égorgeront leurs bêtes dans leurs écorchoirs ; défense de le faire dans la boucherie, ni dans les rues, comme aussi d'enfler les dites bêtes avec le souffie de la bouche, ni de vider les entrailles dans l'enclos de la dite ville, à peine...

Que les hôtes et revendeurs et toutes autres personnes ne pourront attendre les marchands hors de ladite ville pour acheter leurs marchandises, et aux marchands de la vendre, si ce n'est au lieu susdit, à peine... ; défense aux hôtes et revendeurs de se pourvoir avant neuf heures du matin, en été, et dix en hyver, aux peines susdites.

Défense de tenir et garder des chèvres dans les paroisses dépendantes du prieuré, à peine... ; Enjoint à ceux qui en ont de s'en défaire dans la quinzaine ; passé lequel délai, permis à toute personne de les tuer en dommage et autrement.

Pour l'exécution desquelles ordonnances, avons ordonné qu'à la diligence du dit sieur procureur fiscal, elles seront publiées et affichées dans tous les coins, carrefours de la ville et dans les

paroisses du prieuré, au jour et heure du marché, afin que personne n'en ignore ; enjoint à tous les huissiers et sergents d'y tenir la main, à peine de suspension de leurs charges et de l'amende, lesquelles amendes seront payées au seigneur prieur de Charlieu ou son ayant charge.

Fait à Charlieu le 29 mai 1688. (1)

A la fin du XVIII^e siècle, malgré ses efforts pour avoir un peu d'indépendance, la municipalité de Charlieu n'eut presque aucune autorité. Les Bénédictins conservèrent jusqu'à leur fin le pouvoir d'édicter les ordonnances de police, et nous venons de voir, par ces dernières, qu'elles n'étaient pas en leur défaveur.

Les ordonnances de police et ses règlements parvenaient-ils à cette époque à empêcher les méfaits ? « Sous l'ancien régime, écrit M. Dumoulin, les Charliendins paraissent avoir été assez ingouvernables, et leur tendance à causer des désordres et à commettre des méfaits nous est affirmée par des textes nombreux ».

« Le procureur fiscal, en 1746, fait un réquisitoire tout platonique, d'ailleurs, constatant que malgré toutes les précautions qu'il se soit données pour empêcher les scandales qui sont si fréquents en cette ville, par injures, blasphèmes et autres querelles qui se glissent si familièrement entre hommes, femmes et filles, il n'a pu en empêcher le cours qui se continue journellement et nuitamment, ce qui empêche le repos du public et occasionne des scandales affreux, soit par les jurements, mauvais traitements et plusieurs indécences contraires aux bonnes vie et mœurs (2) ».

Les ordonnances « contre les libertins, coureurs de nuits, vagabonds, coupeurs de sonnettes, casseurs d'enseignes et de bancs », restaient sans effet le plus souvent, et les citoyens paisibles s'estimaient heureux, lorsqu'ils n'étaient pas victimes de méfaits plus graves.

Nous citons ici l'agression commise sur Philibert Nom-

(1) Ext. de l'*Histoire de Charlieu*, par M. Desevelinge, p. 260.

(2) *Histoire de Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin, p. 78.

père, habitant la ville de Charlieu, et dont la plainte est ainsi rapportée :

... Il a dit que le jour d'hier dimanche, onzième du présent (juillet 1788), sur les six à sept heures du matin, sortant de la messe qui s'était célébrée en la chapelle Notre-Dame de Septembre de l'église parochiale de Charlieu, il fit rencontre du nommé Jean Thevenard, dit le Major, autrement la Bande Joyeuse, portant une espée à son costé, lequel tout esmeu de colère, lui dict en ces motz, jurant et blasphémant le Saint Nom de Dieu : par la mort Dieu, les moynes m'ont maltraité de ce que j'ai esté pêcher dans la rivière de Sornin avec les Cortillons ; mais comme je ne me peux venger sur eux, il faut que tu le payes pour eux ; et en mesme temps, l'aurait frappé de grandes quantitéz de coups de poinctz par le visage, par la teste et plusieurs endroitz de son corps, et le tenant saisy d'une main par les cheveux, le frappant de l'autre en luy disant : Mort-Dieu ! voilà pour l'amour et considération de Roquette (le prieur), de Roquetton, de Roquillion et des moynes et moynichons... (1).

Hantant les cabarets et fort turbulente après boire, la jeunesse se montrait encore sous un autre jour qui n'était guère favorable aux bonnes mœurs, si nous nous en rapportons aux écrits du temps. Les préoccupations religieuses des rois « très chrétiens » avaient rendu presque obligatoire la recherche de la paternité. Nous avons vu souvent dans les registres concernant Charlieu, des déclarations de grossesse faites par des filles mères avec le nom du père prétendu. Celui-ci, après enquête, était d'après la loi tenu au mariage ou à la nourriture de l'enfant. Mais toutes les filles mères n'avaient pas le courage de faire cette déclaration, et beaucoup, pour cacher leur honte, abandonnaient leurs enfants, les exposant dans des lieux publics. Cet abandon d'enfants est fréquent à Charlieu, au XVIII^e siècle, et la liste des mères coupables est longue et douloureuse, écrit M. Dumoulin qui, après avoir cité plusieurs procès-verbaux d'expositions d'enfants, ajoute : « et nous ne con-

(1) Papiers de la chatellenie de Charlieu. — Archives du département de la Loire, B. 1271, document communiqué par l'Abbé J. Prajoux.

naissions certainement pas toutes les défaillances dont les pauvres filles furent coupables, et tous les crimes qu'elles occasionnèrent ».

Ces tristes mœurs existaient encore au commencement de la Révolution. Nous relevons en effet une délibération du Conseil relativement à un enfant trouvé :

Ce jourd'hui trente août mil sept cent quatre-vingt-onze, sur sept heures du matin, nous maire et officiers municipaux de la ville de Charlieu, ayant été avertis par Mme de Guillermain, demeurant sur le territoire de cette ville, qu'un enfant avait été exposé à sa porte cette nuit. A son invitation, nous nous serions à l'instant transportés chez elle ; et à sa porte, nous aurions trouvé un enfant qu'elle nous a dit méconnaître et ne savoir d'où il vient. Lequel enfant, visite faite d'iceluy, nous avons reconnu que c'était un garçon, né depuis environ deux mois, enveloppé dans des mauvais langes sur un coussin de plume, n'ayant trouvé aucun billet ni marque qu'il ait été baptisé ; et jusqu'à ce que nous en ayons instruit le district de Roanne, nous l'avons fait transporter à l'Hôtel-Dieu de cette ville pour être alimenté jusqu'à ce qu'autrement sera ordonné par MM. les administrateurs de Roanne. Sur ce ouï M. Jacques Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, en l'absence de celui en titre, dont et de tout quoi, nous avons rédigé le présent procès-verbal. Fait en la maison de Mme de Guillermain les jour et an que d'autre part est dit, et avons signé avec ladite dame de Guillermain, et le secrétaire greffier.

DE GUILLERMAIN, BABA, *off. m.*, BROSSELDARD, *off. m.*,
BARDET, PELLOT, *maire* (1).

Cet enfant abandonné fut, d'après une seconde délibération, mis en nourrice chez une nommée Raquin Nannette, moyennant la somme de neuf livres par mois.

Nous relevons encore la déclaration que fit une fille enceinte, exigeant ou le mariage ou des dédommagements suffisants pour son cas, déclaration nous prouvant la

(1) Archives municipales de Charlieu, 1790-92, p. 84.

recherche de la paternité qu'une simple dénonciation suffisait pour attester.

Ce jourd'hui douze mars mil sept cent quatre-vingt-douze, après midi, en la maison commune et par devant nous, Jacques Alesmonière, maire de la ville de Charlieu, est comparue Catherine Androt, de Semur-en-Brionnais, district de Marcigny, département de Saône-et-Loire, demeurant à Charlieu depuis environ dix-huit mois, fille de défunt François Androt et de Marie Chaupin, vivante, demeurant audit Semur, ses père et mère, âgée de dix-sept ans ; qui nous a dit qu'elle était enceinte d'environ sept mois des œuvres de François Malagrange, garçon boulanger de la ville de Roanne, garçon boulanger dans ce moment de sieur Philibert Grapeloup, notre boulanger audit Charlieu, qu'elle n'a eu cette faiblesse que sous l'espérance de mariage que ledit François Malagrange lui a promis ; qu'à cet effet la déclarante exige de lui l'exécution de sa promesse, ou des dédommagements suffisants de l'inexécution d'icelle ; de laquelle déclaration, elle nous a requis acte que nous lui avons octroyé pour lui servir ce que de droit et raison.

Fait lesdits jour et an que dessus et avons signé avec notre secrétaire greffier, et non la déclarante pour ne le savoir faire ainsi qu'elle l'a déclaré.

ALESMONIÈRE, *maire* ; MARCOUX, *secrétaire greffier*. (1)

La jeunesse de Charlieu n'était pas seule responsable des méfaits et du dévergondage qui troublaient la ville. Il y avait depuis longtemps une terrible école dans la présence d'une garnison. Nombreux étaient les cas délictueux commis par les soldats, d'autant plus facilement que ceux-ci logeaient chez les habitants. Il n'y avait pas de caserne pour la troupe, composée en temps de paix de deux compagnies de cavalerie de dragons. Les registres judiciaires font mention fréquemment d'excès commis par eux, de rixes à main armée et même de meurtre.

Si la jeunesse à Charlieu était turbulente, si les mœurs

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-92.*

étaient ainsi dissolues, la cause résidait beaucoup en la négligence de l'instruction et de l'éducation. « Lorsque Mgr Le Tort de Sérignan procéda à la visite pastorale de Charlieu, en 1746, il s'enquit, comme il en avait le droit et le devoir, des écoles de la ville ; les habitants répondent qu'il n'y a point de collège, ni maître, ni maîtresse d'école, ni maison établie et fondée pour l'instruction de la jeunesse. Mais que le nommé Pierre Cordereau tient école publique depuis quelques mois avec la permission du sieur curé... Il apprend à lire et à écrire, et enseigne le latin jusqu'aux humanités. Pourquoi les parents des écoliers le payent, et il n'a pas d'autre salaire ni gratification de la ville » (1).

Quelques privilégiés pouvaient donc seuls s'instruire en rétribuant le maître d'école. Aussi l'ignorance était générale, même parmi les gens en place, tels les huissiers dont quelques-uns ne savaient pas lire comme le laisse supposer une décision de 1738. « Sur la requête présentée par André Cartier, praticien, pour être reçu huissier en la juridiction de Charlieu, le procureur fiscal est d'avis que le suppliant doit apprendre à écrire et à lire avant de pouvoir être admis à l'exercice du dit office d'huissier ordinaire à cette juridiction » (2).

Ce défaut d'écoles régulières se continua jusqu'après la Révolution. Lorsque le ministre de l'Intérieur, en 1793, fit dresser un questionnaire sur l'état de l'enseignement, Charlieu fit une réponse à peu près pareille à celle que firent les habitants à Mgr Le Tort de Sérignan : « Dans cette communauté, écrivent les officiers municipaux, nous n'avons aucun établissement servant à l'éducation publique, si ce n'est une école de douze pauvres, qui doit être faite par le chapelain de l'Hôtel-Dieu de cette ville, appelé Cartelier, ci-devant curé de Saint-Paul en Bresse, qui reçoit pour cela une somme de cent livres de l'Hôtel-Dieu qui en est chargé

(1) Ext. de l'*Histoire de Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin.

(2) *Histoire de Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin.

par une fondation. Nous avons encore une école de filles pauvres, qui se fait par nos ci-devant religieuses Ursulines gratuitement. Nous n'avons aucun revenu pour les maîtres d'école, et nous n'avons jamais pu nous en faire pour les fixer ici, par rapport à la surcharge de nos impositions. Ceux que nous avons eu jusqu'à présent n'ont enseigné la jeunesse que momentanément : tantôt il y en avait plusieurs, tantôt point, parce que, n'étant payés que par les écoliers et la rétribution étant trop médiocre, ils abandonnaient nos enfants... Nous n'avons aucun bâtiment pour les loger gratuitement » (1).

L'instruction de la jeunesse étant presque nulle, l'éducation morale s'en ressentait grandement ainsi que les mœurs.

§ 6.

**Hôpital. — Les monastères
des Bénédictins, des Cordeliers, des Capucins, des Ursulines.
Archiprêtre. — Corporations.**

A la fin du XVIII^e siècle, les malheureux, en cas de maladie, trouvaient-ils asile et soins nécessaires à l'hôpital que possédait la ville ?

En jetant un coup d'œil sur l'histoire de l'Hôtel-Dieu de Charlieu et sur son organisation à cette époque, nous voyons que des abus de toutes sortes empêchaient le bon fonctionnement de cet établissement de charité.

Son origine, comme nous l'avons écrit dans une autre circonstance, date, sans nul doute, de l'époque de la fondation de l'Abbaye, les Bénédictins, selon leur usage, établissant toujours à côté de leur monastère une aumônerie particulière pour les pauvres. C'était un établissement de première nécessité pour les voyageurs, et de charité pour

(1) *Histoire de Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin, p. 77.

les malades et les indigents du pays. Plus tard, cette hôtellerie fut transportée au centre de la ville, quand celle-ci eut acquis une certaine importance. Nous ignorons la raison de ce changement, et l'époque où il fut opéré. Nous savons en tout cas que ce changement est antérieur au XIII^e siècle, puisque saint Louis, en visitant Charlieu en 1248, « combla l'hôpital de ses faveurs », d'après les documents anciens. Quant au motif de ce transfert, on peut conjecturer que les moines, en éloignant du monastère cet asile des pauvres, se créaient un repos plus complet intéressant leur quiétude monacale et leur vie de travail et de prières. C'était aussi pour eux un moyen de se décharger d'une direction onéreuse, tout en gardant la direction morale et effective.

Le prieur en effet, exerçait sur l'hôpital un droit de patronage et confirmait la nomination des recteurs que proposaient les habitants.

Après des vicissitudes diverses que traversa l'hôpital, pendant les guerres de religion et de la ligue et toutes les misères du temps, à la suite des épidémies de peste qui sévirent si cruellement sur la ville en 1583, 1630 et 1651, « cet établissement tomba dans un tel état de délabrement », qu'en 1680 fut décidée sa reconstitution, après la visite que lui fit une commission royale. Mais cette construction faite en 1690, s'écroula le 7 mars 1750. On mit seize années pour le réédifier, puisque les nouveaux bâtiments ne furent reçus qu'en 1766.

« Il semble, écrit M. Dumoulin, qu'au XVIII^e siècle la fatalité se soit acharnée sur l'Hôtel-Dieu. Quand les bâtiments ne menaçaient pas ruine ou ne s'écroulaient pas tout à fait, c'était l'administration qui laissait à désirer ou même périlait entièrement.

« En 1746, au moment de la visite de l'évêque de Mâcon, les comptes n'ont pas été rendus depuis dix ans; une grande animosité règne entre les administrateurs titulaires et les Sœurs hospitalières; si bien qu'un procès-verbal du 16 août 1733, constate que Bardet, notaire, nommé recteur de l'Hôtel-Dieu, avait donné un soufflet à la sœur Blondel,



Hôpital. — Etat actuel.

pourquoi il a été condamné à déclarer devant le bureau qu'il l'avait fait sans raison et s'en repentait... et il a été déchu de ses fonctions » (1).

Cette animosité entre les administrateurs et les sœurs hospitalières se continua longtemps. Malgré tout, les sœurs gardèrent la direction réelle de l'Hôtel-Dieu, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, avec tous les abus nés du manque de surveillance et d'un contrôle nécessaire. Si elles ne les favorisèrent pas complètement, elles ne firent rien pour les empêcher. Un des principaux abus « fut, écrit M. Desevelinge, le prêt des capitaux sur de simples billets, et quelquefois, ce qui est plus blâmable encore, à des personnes chargées de veiller aux intérêts de la ville et de l'hôpital. M. de la Ronzière, demeuré seul recteur en 1780, demandait en vain qu'on lui donnât des successeurs. Le maire et d'autres membres du Conseil municipal, débiteurs de l'hôpital, différèrent autant qu'ils pouvaient, d'en régulariser l'administration, de peur d'être obligés de s'acquitter. Dans l'assemblée qui fut tenue en 1781, sur la menace qu'il fit d'en référer à l'autorité supérieure, M. de la Ronzière demanda en vain la condamnation de cet usage abusif. Le maire était craint ou il y avait trop de complices ; il vint à bout de faire renvoyer la délibération sur ce point et l'abus se maintint... »

Nous le voyons exister au même degré en 1790, où l'état de pénurie est extrême dans cet établissement. L'extrait suivant nous prouve et l'état de détresse de l'hôpital et la persistance des abus :

CE JOURD'HUI 23 septembre 1790, sur les quatre heures de relevée, le corps municipal de cette ville de Charlieu, assemblé au bureau de l'Hôtel-Dieu, sur la convocation faite de la part de M. le Maire, M. Simon, procureur de la commune, ici présent, a exposé qu'il est de sa connaissance et que c'est avec peine qu'il l'annonce, que les ressources dudit Hôtel-Dieu sont totalement épuisées; que par le défaut de deniers, les malades se trouvent

(1) *Charlieu au XIII^e siècle*, Dumoulin.

hors d'état de subsister, que les secours urgents qu'exigent leurs espèces de maladie méritent justement l'attention publique, que depuis la dernière nomination faite des recteurs dudit Hôtel, ces derniers ont totalement négligé de pourvoir aux besoins, en faisant ou faisant faire le recouvrement des objets que différents habitants de cette ville sont redevables; que bien loin de s'être montrés sensibles à de si justes travaux, ils s'y sont constamment refusés, et l'on a vu avec douleur que par exploit de Pelletier, huissier royal, sous sa date et dûment en forme, ils auraient fait signifier leur démission des dits officiers; que depuis ce moment la municipalité n'ayant point voulu prendre sur elle de charger et forcer messieurs les nouveaux recteurs d'occuper leurs places et d'y remplir exactement leurs fonctions; en conséquence de ça, le corps municipal a adressé à MM. du Directoire une requête tendante prendre des moyens pour faire rentrer les fonds dudit Hôtel-Dieu, et de confirmer la nomination des nouveaux administrateurs nommés; que suivant cette requête il a plu à MM. du Directoire d'envoyer un commissaire sur les lieux; que par la délibération du jour d'hier, en présence de M. le commissaire, il a été arrêté que MM. Carré et Duret sont confirmés dans la nomination qui a été faite de leurs personnes et par eux acceptée à la charge de recteurs-administrateurs; et comme il ne s'agit plus que de s'occuper de faire rendre un compte exact par les redevables dudit Hôtel-Dieu, le procureur de la commune a requis à ce qu'il plaise à MM. du corps municipal de vouloir faire inviter toutes les personnes de cette ville et autres lieux et qui sont redevables, au jour qu'il leur plaira indiquer, pour qu'ils aient à faire raison de tous les arrérages qu'ils peuvent devoir audit Hôtel-Dieu, jusqu'à ce jour, et a signé Simon, procureur de la commune (1).

Le Conseil prit un arrêté conforme à la demande du procureur Simon. Mais réussit-il à faire rentrer les fonds? L'étude de Charlieu sous l'Assemblée nationale nous prouve le contraire. Et pourtant l'hôpital était relativement riche, puisque, même après les dépenses coûteuses de sa reconstruction, en 1769, les revenus s'élevaient à 3.222 livres. « La moyenne des malades, écrit M. Desevelinge,

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-92, f. 28.*

prise sur quatre-vingt-quatre années, de 1697 à 1781, ne s'élevait guère au-dessus de cinquante-six par année. » Les revenus gaspillés par une mauvaise administration servaient plus à entretenir le personnel qu'à secourir les malades.

Et de plus, tous les malheureux de la ville, en cas de maladie, n'avaient pas droit à l'hospitalisation. « Mesure qui nous paraîtra étrange, on ne devait recevoir aucun malade affligé de maladie contagieuse et communicable, comme peste, teigne, écouelle, flux de sang, vérole ; ou incurable ou ceux qui dans peu de jours peuvent être rétablis ou mourir, ni pareillement les femmes enceintes et petits enfants au-dessous de dix ans (1). »

Avec une direction et une gestion à ce point déplorables, avec un règlement si étroit et si bizarre, la maison des pauvres, à la fin du vieux régime, ne rendait pas les services qu'elle aurait pu et dû accorder à la population de Charlieu. Il fallait que la Révolution passât pour mettre fin à ce triste état de choses.

Charlieu, possédant trois monastères d'hommes et un monastère de femmes, au XVIII^e siècle, sans compter la Société des prêtres de Saint-Philibert, et des confréries diverses, aurait dû régler sa vie sur les préceptes de l'Evangile et de la Morale, et la jeunesse trouver une direction plus sage auprès des personnes vivant de la vie monastique et religieuse. Mais, là encore, les habitants ne trouvaient pas toujours les exemples nécessaires de vertu.

Les Bénédictins de Charlieu, ayant refusé la réforme de leur ordre en 1623, conservèrent *l'ancienne observance* qui leur laissa plus de liberté. Ce fut la principale cause de leur déchéance. « Les religieux du Prieuré, écrit M. Vincent Durand, n'observaient plus déjà (XVII^e siècle) la vie commune, et si quelques-uns demeuraient fidèles à une règle, bien éloignée cependant de son austérité primitive, d'autres

(1) *Histoire de Charlieu au XVIII^e siècle*, Dumoulin, p. 33.

l'enfreignaient ouvertement. Par leur conduite dissipée et turbulente, ils attiraient le mépris sur l'habit dont ils étaient revêtus. »

Le relâchement était devenu tel que le 12 avril 1736, Henri de la Tour d'Auvergne, abbé de Cluny, fit à l'un d'eux la défense suivante: « Sur les plaintes que nous recevons, dit le monitoire, contre la continuation de la mauvaise conduite de François Tyran, sacristain de notre dit Prieuré de Charlieu, lui fais défense de continuer à manquer fréquemment aux offices, à ne pas assister à complies ou à la collation, à recevoir des femmes suspectes dans l'appartement de son office, à y faire apporter du vin, à boire et à manger avec elles, à sortir plusieurs fois par jour sans permission, pour aller dans la ville, et entreprendre des procès sans droit ni raison, et sans consulter personne (1). »

Vu le dépérissement de ce monastère et le dérèglement de la plupart de ses moines, on comprend que l'autorité ecclésiastique, d'accord avec le roi, l'ait sécularisé à la fin du XVIII^e siècle, peu de temps avant le début de la Révolution. Le nombre des religieux, d'ailleurs, était à ce moment tout au plus de cinq ou six.

Les Cordeliers avaient fondé leur monastère au XIII^e siècle, à proximité de Charlieu, sur la commune de Saint-Nizier. Après avoir vécu les premières années de leur séjour dans ce lieu de refuge et de prières, selon les règles de l'ordre de Saint-François d'Assise, ils s'en étaient grandement éloignés à la fin du XVI^e et du XVII^e siècle, comme nous l'avons constaté dans l'histoire de M. Desevelinge. Bien qu'au XVIII^e siècle la nouvelle observance fût leur règle, les exemples passés n'avaient guère été favorables à la moralité des habitants.

Les Capucins, venus plus tard, au XVI^e siècle, sur le désir

(1) Arch. bibl. Roanne IX, 6-61.

des habitants, ne furent jamais très nombreux, quatre à la fin du XVIII^e siècle. Ils s'adonnaient surtout à la prédication, et étaient chargés du service religieux des Pénitents, confrérie riche et importante par le nombre et la qualité des affiliés. Mais bien que la moralité des Capucins ne laissât jamais à désirer, leur influence restait sans effet favorable sur la jeunesse de la ville qui continuait sa turbulence et son libertinage.

Le couvent des Ursulines ne date que du XVII^e siècle. Venues de Mâcon, ces religieuses logèrent primitivement dans le centre de la ville, puis en 1689, bâtirent leur monastère à la Croix-Chazeul, au nord de la ville, et après un incendie, le reconstruisirent en 1714, sur le même emplacement qu'il occupe aujourd'hui. Elles étaient au nombre de vingt-quatre dames de chœur et quatre converses avant la Révolution. « Les Ursulines de Charlieu, écrit M. Desevelinge, devinrent fort riches », grâce en particulier aux libéralités de messire Ponthus de Cybérand, chevalier, seigneur de Boyé, Jarnosse et la Montagne.

Si nous nous en rapportons au même auteur, nous jugeons que les biens terrestres ne leur étaient pas indifférents. « Le seigneur de Cybérand donnait une maison à Charlieu, deux domaines aux environs, des vignes à Saint-Bonnet et des pensions et servis pour la création d'un hospice, destiné à recevoir six pauvres vieillards, dont cinq de Charlieu et un de Boyé... Les Ursulines firent changer les dispositions de Cybérand, et obtinrent pour elles ce qui était destiné aux pauvres (1). »

Notre rôle, ici, n'a pas été de montrer les bienfaits que pouvaient accomplir tous ces ordres religieux en faveur de la ville et des habitants qui sans doute en bénéficiaient largement sous bien des rapports. Nous nous sommes attachés seulement à mettre en vue certains défauts et

(1) *Histoire de Charlieu*, Desevelinge.

les abus. C'est par eux que se préparaient la Révolution, et à Charlieu les révolutionnaires en prirent prétexte pour accuser les religieux, et approuver les décrets de la Convention contre tous les monastères.

D'ailleurs « de toutes ces communautés que la Révolution allait faire disparaître, écrit encore M. Dumoulin, les unes étaient arrivées au terme de leur course, comme les descendants d'une race épuisée et stérile, qui vivent de la gloire de leurs ancêtres ; elles se mouraient au sein des couvents qui portaient encore la trace impérissable de la vitalité artistique et intellectuelle de leurs devanciers ; les autres suivaient sans grand bruit le cours de leur vie monacale : toutes permettent de comprendre le devoir que Louis XIV voulait s'imposer et qu'il indiqua ainsi dans son journal, *Mon devoir : réduire le nombre de cette profession (les moines) à ceux qui servent à l'instruction des peuples et à l'administration des sacrements, ou qui par une austérité exemplaire font un grand exemple* ». La Révolution devait se charger non seulement de leur réduction, mais brutalement de leur destruction complète.

Les prêtres de la paroisse de Charlieu et des paroisses voisines ne donnèrent jamais lieu à des plaintes de la part des habitants, si nous nous en rapportons aux documents de l'époque. Ils remplissaient leur ministère simplement et en suivant les usages du pays. Issus du peuple pour la plupart, ils partageaient ses peines et ses joies et avaient les mêmes aspirations.

Comme les habitants, ils étaient sous la domination du prieur, seigneur de la ville. Au début de la fondation de l'église de Saint-Philibert au XIII^e siècle, un seul prêtre, ayant le titre de chapelain, remplissait les fonctions de curé. Lors de sa nomination, il prêtait serment de fidélité entre les mains du prieur. Plus tard il se forma un collège de prêtres ou association de l'église St-Philibert. Mais cette association n'eut pas plus d'autorité et continua de rester sous la domination des Bénédictins « qui conservèrent leurs droits utiles et honorifiques sur l'église et la paroisse,

et le titre de curés primitifs » (1). Les prêtres de Saint-Philibert, soutenus par leur évêque de Mâcon, cherchèrent plusieurs fois à secouer le joug des Bénédictins. Leurs démêlés furent souvent portés devant le grand conseil du roi ; mais celui-ci condamna chaque fois les prêtres sociétaires, accordant raison aux religieux et acceptant leurs conclusions.

Les prêtres de Charlieu, partageant les aspirations des habitants, avaient les meilleures raisons pour embrasser la cause de la Révolution qui leur faisait espérer l'indépendance et plus de liberté. Aussi, lors de la promulgation de la constitution civile du clergé, ils ne firent aucun refus à son acceptation. Nous verrons en effet plus loin, le curé Duvernay, les vicaires Claude Bardet, Joseph-Louis Cucherat, Jean-François Coignet, Claude Patural et enfin le chapelain de l'Hôtel-Dieu, venir devant le conseil de la commune demander leur prestation de serment.

Telle était à Charlieu, à la fin du XVIII^e siècle, l'état d'esprit des habitants et l'état de leur situation. Ils avaient souffert des misères des temps et, n'ayant pas de liberté, ils aspiraient tous en général à plus d'indépendance ; ils désiraient une municipalité émanant d'eux-mêmes, pour régir leurs intérêts et mieux répartir les impôts dont ils étaient surchargés.

A cette époque d'ailleurs, à Charlieu, comme partout en France, la foi religieuse gravement minée par les écrits des philosophes et par les exemples partant de haut, ne pouvait plus être une compensation, un allègement aux misères que supportait le peuple. La cour, l'aristocratie, le haut clergé même, s'étaient imprégnés de ce souffle d'incrédulité, qui petit à petit avait gagné les villes et les bourgades. Les grands cherchaient la fortune pour les jouissances terrestres. « Après nous le déluge », disait-on à la cour de Louis XV, au milieu des fêtes et de la joie, pendant que la

1) *Histoire de Charlieu*, Descavelinge.

France souffrait et payait. Louis XVI « roi très chrétien », pouvait-il arrêter le flot montant des revendications ? La tempête était déchaînée et, malgré sa volonté, ses efforts et ses concessions, il ne parvint pas à l'apaiser. Il fut emporté par elle, et avec lui s'effondra le vieux régime, faisant place à la Révolution qui promettait au peuple un gouvernement idéal, avec la liberté, l'égalité et la fraternité.

L'histoire de Charlieu sous la Révolution nous montrera la valeur de ces grands mots qu'employaient avec emphase les révolutionnaires de la petite ville des bords du Sornin.

CHARLIEU

PENDANT LA RÉVOLUTION

CHAPITRE PREMIER

Etats Généraux. — Assemblée nationale ou Constituante.

§ 1.

Le cahier des plaintes. — Baltazar Trouillet, député.

Prise de la Bastille. — La grande peur.

Précautions prises par Charlieu. — Formation d'une milice.

Les droits de l'Homme et du Citoyen.

Charlieu, ayant souffert plus que la plupart des villes de France, apprit avec joie la convocation des Etats-Généraux de 1789. Il s'associa dans son cahier des charges aux plaintes que formulèrent les municipalités du district de Roanne et de la sénéchaussée de Lyon. Ces plaintes étaient dans tous les cœurs des habitants ; il ne leur en coûta guère pour les formuler.

Les élections des députés pour les Etats-Généraux avaient eu lieu à Lyon le 28 mars, et Charlieu eut l'avantage

d'avoir son député par la nomination de Baltazar Trouillet, négociant et ancien fermier, habitant de la ville.

Voici d'ailleurs les noms des députés pour les Etats-Généraux de la sénéchaussée de Lyon :

Pour le Tiers-Etat, hors Lyon :

Barthélemy Girerd, médecin à Tarare.

Baltazar Trouillet, négociant à Charlieu.

Nicolas Bergasse, avocat.

Etienne Durand, marchand à St-Maurice-sur-Dargoire.

Pour le Tiers-Etat de la ville de Lyon :

J. Jacques Millanois, bourgeois.

J. André Périsset Dulac, imprimeur-libraire.

Guillaume-Benoît Coudère, négociant.

Pierre-Louis Gondard, l'aîné, négociant.

Pour la noblesse :

Charles-Louis, marquis du Mont-d'Or.

Barthélmy de Boisse de la Thénaudière.

L. Cath. marquis de Loras.

P.-L. Deschamp, secrétaire de l'ordre de la noblesse.

Pour le clergé :

Abbé de Castillon, doyen de l'église, comte de Lyon.

Flachat, curé de Saint-Chamond.

Mayer, curé de Rochetaillée.

Charrier de la Roche, prévôt du chapitre, noble et curé de l'église d'Ainay.

Les Etats-Généraux s'ouvrirent le 5 mai, à Versailles. Mais dès le début, s'élevèrent de graves difficultés, la noblesse refusant la délibération par tête, comme le voulait le Tiers-Etat. La noblesse et le clergé résistèrent longtemps aux démarches et aux mesures prises pour parvenir à la réunion des trois ordres. Usant de beaucoup de patience et de sagesse, les députés du Tiers-Etat se constituèrent en Assemblée nationale le 17 juin ; et le 20 juin, malgré l'envoyé du roi, Dreux-Brézé, le maître des cérémonies, ils firent le serment dans la salle du jeu de Paume, de ne pas se séparer avant d'avoir donné une constitution à la France. « ...Allez dire à ceux qui vous envoient, s'écria

Mirabeau, en s'adressant à cet envoyé du roi, que nous sommes ici par la volonté du peuple, et qu'on ne nous en arrachera que par la puissance des baïonnettes ».

Sur le procès-verbal de cette séance mémorable, signé des députés du Tiers-Etat, on peut lire le nom du député de Charlieu, Baltazar Trouillet.

En face de la volonté tenace que montrèrent en cette circonstance les membres de l'assemblée, et après la déclaration prudente qu'ils firent de leur inviolabilité, savoir « que quiconque mettrait la main sur un député serait traître, infâme et digne de mort », le roi consentit à la réunion des trois ordres. Elle eut lieu le 27 juin.

Mais la cour mal conseillée voulut prendre sa revanche de la journée du 17 juin et dissoudre l'Assemblée. Des régiments envahirent Versailles et Paris, et Louis XVI renvoya ses ministres. C'était une conspiration entre la cour et l'aristocratie formée contre les députés.

Ces provocations causèrent immédiatement un mouvement de résistance dans la France entière. Lyon fit parvenir au roi une adresse de protestation pendant que Paris soulevé s'emparait de la Bastille le 14 juillet 1789.

Le lendemain, le roi en face de l'émeute donna l'ordre aux troupes de s'éloigner de Paris et de Versailles, et il rappela Necker, que le peuple considérait comme un ministre intègre et vertueux.

La France eut alors un moment de joie et d'espérance en ses revendications. Charlieu, comme la plupart des communes, manifesta sa grande satisfaction de voir les trois ordres réunis dans l'Assemblée, et le calme rétabli à Paris. On célébra des fêtes patriotiques et l'on adressa au souverain « des marques de respect et d'amour ».

Après la prise de la Bastille, quelques jours s'écoulèrent pleins d'espoir pour le peuple, qui escomptait une constitution élaborée par l'Assemblée nationale.

Mais la joie entretenue par cet espoir ne dura pas. La disette qu'éprouvait la France à cette époque, à cause des mauvaises récoltes, ne faisait que s'accroître, et en même temps les travaux des fabriques diminuaient partout. « Les

autorités locales étaient sans influence, l'administration sans force ; une multitude d'ouvriers inoccupés se réunissaient par bandes, et la terreur en augmentant encore le nombre, le peuple était tenu en éveil par la crainte de leurs incursions... Partout on parlait de brigands aperçus dans les émeutes. Cantonnés d'abord à Paris, on prétendait qu'ils se répandaient dans les provinces, et bientôt, des courriers lancés dans tout le pays, annonçaient la prochaine arrivée de ces malfaiteurs, coupant et brûlant les moissons avant leur maturité. Ces nouvelles sinistres, colportées au milieu de populations ignorantes, étaient crues sans peine ; de tous côtés, dans les villes comme dans les campagnes, à un moment donné, on abandonnait les travaux, on courait aux armes pour se défendre ; on attendait les brigands, on constatait le plus souvent que l'on avait été dupe d'une fausse alerte dont les auteurs avaient toujours disparu (1). »

Cette terreur cependant avait sa raison d'être. Dans bien des provinces des atrocités se commirent. La prise de la Bastille par le peuple de Paris avait encouragé les paysans à attaquer à leur tour les châteaux des seigneurs, à abattre l'autorité de ceux qui les dominaient. En cinq jours, ils démolirent, pillèrent ou incendièrent près de cinq cent-vingt maisons ou châteaux dans le Mâconnais, à proximité de la région où se trouvait Charlieu.

La ville ne pouvait donc échapper à cette panique, d'autant moins que le comité de correspondance des électeurs de la sénéchaussée de Lyon lui conseillait de « former des milices et de prendre le plus tôt des précautions pour sa sécurité ».

Le maire de Charlieu, « Bardet le jeune », exposa dans la séance du Conseil municipal du 24 juillet 1789, « qu'ayant appris la formation de milices bourgeoises dans toutes les villes, pour résister aux incursions de brigands, il était de toute urgence d'en créer une à Charlieu ». Cette question

(1) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 158, 1 vol.

du maire fut renvoyée à la réunion générale des habitants. Elle se tint le dimanche 26 juillet. « Tous les habitants convoqués à l'issue des vêpres, au son de la cloche, et après avoir assisté à un *Te Deum* chanté dans l'église des Bénédictins, se rendirent dans la salle de l'ancien chapitre du Prieuré. Là, le maire rappela que le but de la réunion était la création immédiate d'une milice bourgeoise... Aussitôt l'assemblée se porta dans le cloître des Bénédictins où elle choisit, pour la présider, Ducoing, premier échevin, et l'on décida la formation d'une milice bourgeoise avec tous les habitants valides, et la tenue d'une nouvelle séance le mardi suivant ».

La nomination de Ducoing avait provoqué le mécontentement de Bardet. Elle était une protestation contre le maire, auquel on reprochait d'avoir laissé, depuis dix-sept ans qu'il était le premier magistrat de la ville, abattre une grande partie des murs d'enceinte, « dans un moment où il aurait été si utile d'être clos ». Bardet qui s'était cru jusqu'alors tout-puissant, et qui craignait la perte de son autorité par la nomination d'un autre que lui, voulut empêcher la réunion projetée. « Mais les nouvelles apportées des pays voisins devenaient de plus en plus inquiétantes. On annonçait que les habitants de Luzy, de Toulon-sur-Arroux, de Charolles, de la Clayette, étaient sous les armes, que quatre-vingts brigands avaient rançonné Bourbon-Lancy. Saint-Etienne, disait-on, avait été attaqué par une troupe de six cents brigands, heureusement repoussés par la milice et par un détachement de dragons. A Roanne, les habitants avaient déjà pris les armes pour se défendre. Aussi, en face du danger, les habitants de Charlieu ne tinrent aucun compte de la protestation du maire, et la cloche fut sonnée le 28 juillet pour convoquer les citoyens ».

L'Assemblée constituée, on maintint la décision prise antérieurement, de former une milice bourgeoise malgré toutes les oppositions, « pour se défendre des brigandages dont la ville paraissait menacée, et cependant que, dès le premier courrier, M. le président était chargé d'informer les députés aux Etats généraux pour faire sanctionner

ladite milice qui entrerait néanmoins en fonction dès qu'elle serait formée, attendu l'urgence des cas ».

« A l'instant, tous les habitants déclarèrent qu'ils se soumettaient à monter la garde et à marcher armés, avec promesse d'obéir aux officiers élus par l'Assemblée. Il fut encore arrêté à l'unanimité que tous les citoyens de la ville, sans exception de rang ni de qualité, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à celui de soixante ans, pourraient être contraints à faire le service, à moins qu'ils fussent obligés de s'absenter pour leur commerce ou pour cause de maladie ; dans ces derniers cas, ils seraient obligés de se faire remplacer, ou le corps de ville statuerait sur les absences dues à la maladie et à la pauvreté. »

« On procéda immédiatement à la nomination des officiers de la milice. Le commandant élu fut Guillaume de Guillermin, chevalier de Saint-Louis, ancien commandant de bataillon au régiment de Lorraine, demeurant à Charlieu ; Louis de Foudras, ancien officier et capitaine du régiment de Provence, domicilié à Charlieu, fut nommé major, et François-Marie Dupleix-Desmallet, ancien gendarme de la Compagnie des chevaux légers de la reine, bourgeois de Charlieu, fut désigné pour aide-major. Le nombre des compagnies fut fixé à quatre, et le 29 juillet on termina la nomination des officiers dans la cour du Prieuré. Mais dans cette journée, d'après un document relevé par M. Brossard, les habitants de Charlieu, armés de fusils, piques et fourches qu'ils avaient été obligés de prendre le matin, sur les différents messages apportés de toutes parts, que treize cents brigands avaient paru sur les hauteurs du Beaujolais, brûlant les gerbiers et faisant beaucoup de dégâts, ainsi qu'il avait été raconté par les nombreux courriers venus de plusieurs paroisses, et que lesdits brigands menaçaient la ville, avaient pris les armes sous le commandement des officiers nommés la veille ; lesquels avaient ordonné différentes patrouilles, et envoyé des hommes à la découverte, ceux-ci avaient tous fait des rapports de *oui-dire* seulement sur la marche de cette troupe. Différentes personnes arrêtées par les patrouilles

avaient raconté que du côté de Chauffailles on avait sonné le tocsin et assemblé beaucoup de monde sous les armes, que dans les paroisses de Thel et de Cublize on avait brûlé les récoltes, enfin qu'à tous les égards, le mal était pressant. »

« La garde nationale de Charlieu formée et la nomination des officiers terminée, les chefs et les soldats promirent de bien et fidèlement exercer leurs fonctions et d'obéir à leurs supérieurs, en ce qui concernait le service du roi, celui de la nation et celui de la ville (1). »

Toute prête à combattre les brigands, la milice n'en voyant pas venir à Charlieu, mit bas les armes, mais resta disposée à les reprendre à la première alerte, sur l'ordre de son chef.

Cette terreur des brigands, gagnant de proche en proche les communes, avait menacé tout le pays d'un embrasement immense. Mais si elle tint les populations dans la plus grande frayeur, elle servit à l'unité de la France, en l'armant non seulement contre l'anarchie et le pillage, mais encore contre les partisans du vieux régime.

L'Assemblée nationale était tenue au courant de ces mouvements populaires en faveur de la création des milices. « Chaque courrier qui arrivait, écrit Michelet, l'étonnait, l'effrayait presque. Un jour on venait dire : vous avez deux cent mille hommes. Le lendemain, on lui disait : Vous avez cinq cent mille hommes. D'autres arrivaient : un million d'hommes sont armés cette semaine, deux millions et trois millions ». « Et tout ce grand peuple armé, dressé tout à coup du sillon, demandait à l'Assemblée ce qu'il fallait faire ».

« La France est un soldat, on l'a dit, elle l'est depuis ce jour ». Et toujours d'après Michelet, elle devint tout à la fois une épée et un principe. Dans la mémorable séance du 4 août 1789, elle mit fin à l'ancien régime, en acclamant les principes qui furent la base des réformes, et en adop-

(1) Ext. de l'*Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 170, 1 vol.

tant dans la séance du 6 août le texte de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen, texte qui servit de préface à la constitution qu'on élaborait.

§ 2.

Crainte de disette. — Le Marquis de Foudras à Digoin.
Moyens d'approvisionnement. — Contributions patriotiques.
Aliénation des biens de l'Eglise.
Division administrative de la France.

Une milice était prête à Charlieu pour empêcher les brigandages et les désordres, et la ville rayonnait d'espérance après les belles journées des 4 et 6 août. Plus de crainte du côté de l'autorité seigneuriale du prieur ; plus de dîmes et de redevances ; abolis les privilèges. Une constitution allait naître qui donnerait des jours heureux !

Mais en attendant, on avait l'appréhension de la disette. Les marchés de la ville ne s'approvisionnaient qu'avec peine, et l'approche de l'hiver laissait entrevoir un avenir inquiétant. Pour parer à ces craintes, des comités se formèrent. On fit l'évaluation approximative des grains qui se vendaient chaque année « à Charlieu en Lyonnais, à Toulon-sur-Arroux, Digoin - sur - Loire, Paray - le - Monial, Montcenis, Semur-en-Brionnais, La Clayette et Marcigny ». On reconnut que pour assurer les subsistances, « on avait besoin d'un secours d'au moins 1.200.000 livres pesant de grains ». Mus par cette crainte de disette qui ameutait fréquemment les populations, les comités des paroisses mentionnées désignèrent chacun deux délégués pour se réunir à Digoin le 15 octobre 1789.

Ces délégués avaient pour mission d'aviser aux moyens de maintenir la paix et la tranquillité dans la région, d'empêcher les accaparements et de faciliter l'approvisionnement des « grenettes et marchés ».

Ce fut le marquis de Foudras, délégué de Charlieu, que l'on choisit pour présider cette assemblée régionale.

Un traité fut conclu, et vu son intérêt pour la ville et pour ses marchés, nous le rapportons dans son entier, tel que l'a donné M. Brossard.

« Ce traité disposait :

1^o Que les comités s'engageaient à se prêter mutuellement tous les secours qui seraient à la disposition de chacun d'eux, pour assurer dans leurs districts le maintien de l'ordre et l'exécution des lois, et, en cas d'insurrection de la part des ennemis publics, pour s'assister réciproquement de leurs milices nationales ;

2^o Que les commissaires des susdites villes et bourgs, emploieraient toute leur influence pour obtenir l'exécution des décrets de l'Assemblée nationale, relatifs à la liberté du commerce des grains, et engager leurs concitoyens et les habitants des paroisses de leurs arrondissements, à les laisser circuler librement ; qu'à cet effet, il serait convoqué par chaque comité une assemblée, à laquelle seraient appelés les curés, syndics et notables habitants de chaque paroisse ; que dans cette assemblée, on leur exposerait que la liberté du commerce des grains est essentielle à leur propre subsistance ; que n'ayant pas recueilli dans leur territoire la quantité de grains nécessaire à leur consommation, ils seraient réduits à la plus affreuse disette, si leurs voisins, à leur exemple, s'opposaient à la circulation, et ne consentaient point à leur faire part de leurs richesses ; qu'en conséquence, les dits comités réunis antérieurement dans leurs districts permettraient l'achat et le passage des grains, lorsque les marchands seraient munis de certificats du comité de leur ressort, visés par le comité établi dans le chef-lieu du canton où ils auraient fait leurs achats, et à la condition que, sur la réquisition des membres de ce dernier comité, ils seraient tenus de laisser à la grenette dudit chef-lieu la quantité de cinq mesures pour cent de blé acheté, lequel blé retenu serait payé comptant au prix d'acquisition, sans que les comités sur les territoires desquels le marchand ferait ensuite passer ses blés, puissent faire la même retenue, dès que le marchand pourrait justifier du visa de ses pouvoirs au comité du canton d'où il aurait tiré son grain ;

3^o Que la présente déclaration serait communiquée aux comités de Charolles, Bourbon-Lancy, Guegnon, Jovelacques et Oyé, avec invitation de se réunir aux comités ci-dessus et de donner leur adhésion ;

4° Qu'extrait serait transmis au président de l'Assemblée nationale et à M. de Saint-Priest, ministre d'Etat, qui serait prié de faire passer les grains dans cette partie du royaume où la grêle et les inondations avaient réduit la récolte.

« Le 29 octobre, de Foudras, se conformant à la décision des délégués, écrivit au Président de l'Assemblée nationale, que ceux-ci avaient cru devoir insérer dans leur délibération des modifications au décret sur la liberté du commerce des grains, et qu'ils pensaient que l'Assemblée voudrait bien les approuver, lorsqu'elle serait instruite que les délégués les avaient jugées nécessaires à leur sûreté et à la tranquillité du peuple. La lettre se terminait par ces mots : l'auguste Assemblée qui vous a choisi pour la présider, voudra bien employer ses bons offices pour nous obtenir du gouvernement la quantité de grains indiquée plus haut ; si nous étions privés de ce secours les habitants de nos villes et de nos campagnes seraient réduits aux plus affreuses extrémités ».

« Les fédérations nombreuses organisées sur le sol de France eurent de bons résultats. D'abord elles imposèrent silence aux aristocrates, tout prêts à agir contre les mesures prises par l'Assemblée ; puis elles dispersèrent ces troupes de paysans ameutés, égarés, voulant répéter les scènes de la Jacquerie et incendier les châteaux ; enfin, elles permirent dans une certaine mesure l'approvisionnement des marchés, contrarié par les arrêts des parlements, et aussi par les bruits colportés à dessein sur de prétendues spéculations et sur des accaparements » (1).

La ville de Charlieu avait pris autant qu'elle avait pu ses précautions pour éviter la disette. Mais la pénurie financière, en persistant à dominer la situation du royaume, malgré les efforts de Necker, aggravait la misère générale. Pour rassurer les populations sur la crainte d'une augmentation de charges, les députés avaient décrété le 6 octobre

(1) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, 1 vol., p. 181.

une contribution patriotique et volontaire sur tous les habitants.

L'Assemblée nationale était ainsi obligée de se faire caissier et receveur. Elle fit appel dans ce moment critique à la générosité de tous. Les dons affluèrent, mais moins que les bonnes volontés des patriotes. Dans chaque municipalité un registre spécial fut créé pour inscrire les noms de tous ceux qui feraient des dons patriotiques à la nation.

Nous avons sous les yeux le registre de Charlieu, où 145 habitants s'engagent à payer ces contributions volontaires.

En tête de la liste, voici l'engagement de Bardet, maire de la ville :

Je soussigné François Camille Bardet, avocat au parlement, maire de la ville de Charlieu, déclare avec vérité que la somme de six cents livres dont je contribuerai aux besoins de l'Etat, excède les fixations établies par le décret de l'assemblée nationale du six octobre dernier, concernant la contribution patriotique, et je m'engage à acquitter la dite somme de six cents livres dans les trois paiements fixés par le décret.

« Je déclare de plus que je renonce, au profit de l'Etat, au remboursement de la dite somme payée. Signé BARDET. » (1)

Alesmonière, procureur, Barruël et Samoël, bénédictins, Ducoing, docteur, Duvernay, curé de Saint-Philibert, les délégués de la confrérie des Pénitents, de la confrérie du Saint-Sacrement etc., etc., s'inscrivent sur le registre pour des sommes variant de 900 à 3 livres, et font à peu près le même engagement que le maire Bardet. Ces sommes additionnées s'élèvent à 9.197 livres 18 sols.

L'Assemblée nationale avait, le 11 septembre 1789, invité également les membres du clergé et les fabriques à envoyer comme offrande à l'Hôtel des Monnaies, l'argenterie des églises inutile au culte, ainsi que les diamants et pierres précieuses. Charlieu offre 33 marcs, 5 onces, 3 gros d'argent, provenant de la fonte de certains objets du culte

(1) *Reg. Charlieu. Dons patriotiques.*

et en outre le produit de l'imposition sur cinq ci-devant privilégiés.

Mais les patriotes, auteurs de leurs engagements volontaires et consciencieux, étaient seuls à supporter cette charge en faveur de la nation. Les ennemis du nouveau régime se gardaient bien de faire de tels sacrifices.

Aussi, malgré les efforts de tous les souscripteurs et des bonnes volontés, les ressources ainsi créées furent insuffisantes pour combler le déficit. L'Etat resta aux prises avec les plus grands besoins. On songea alors à l'aliénation d'une partie des biens du clergé. Le 4 novembre, sur la proposition de Mirabeau, l'Assemblée décréta « que ces biens étaient à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir aux frais du culte et au soulagement des pauvres ».

Le 4 août, la France avait pris la dîme, le 4 novembre, elle prit les biens.

Il y eut sans doute beaucoup de protestations ; mais d'après les documents, le Forez et la région de Charlieu, loin de paraître affectés par cette loi de spoliation, l'accueillirent en général avec satisfaction.

Cette disposition anéantissait d'ailleurs le rang que le clergé occupait comme ordre dans la nation, et le Tiers-Etat n'en était pas fâché.

Les biens saisis à Charlieu furent ceux des Cordeliers, des Capucins, des Bénédictins qu'on avait déjà sécularisés ; enfin furent saisis les biens des Ursulines et deux terres appartenant à la cure de Saint-Philibert.

Ces communautés ainsi spoliées, étaient, il est vrai pour la plupart, arrivées sur leur déclin et en grande décroissance. D'ailleurs elles ne pouvaient se maintenir longtemps encore, l'Assemblée nationale ayant, le 28 octobre 1789, suspendu l'émission des vœux monastiques.

On inventoria les propriétés et tous les objets de ces maisons religieuses. La tradition rapporte que pour soustraire leurs richesses, les Bénédictins s'étaient empressés de les cacher, qu'on les avait vus pénétrer, après avoir traversé le Sornin, dans les grands bois de la Fredelière

leur appartenant, et y enfouir, près d'un ravin profond, tout ce qu'ils avaient de précieux, en attendant des jours meilleurs.

Les Ursulines, malgré les inventaires opérés et les scellés apposés sur leurs titres et papiers, ne croyaient pas être visées par le décret du 4 novembre, du moment que leur communauté donnait l'éducation à un certain nombre de jeunes filles pauvres. Comme leurs fermiers étaient tenus de verser le montant de leurs fermes dans la caisse de l'ordinaire sous séquestre, et qu'elles ne pouvaient rien toucher, ce qui les empêchait de pouvoir subsister, elles s'adressèrent à l'Assemblée nationale pour obtenir l'autorisation de percevoir leurs revenus, et celle de faire abattre les bois destinés à leur chauffage de l'hiver prochain. Nous ignorons le résultat de leur pétition, mais il est à peu près certain qu'elle ne fut pas écoutée.

Malgré les dons patriotiques, malgré la confiscation des biens du clergé, et ceux des communautés, biens qui ne trouvaient pas acquéreurs ou qui se vendaient à des prix dérisoires, la pénurie financière persistait de plus en plus.

Il fallait une autre organisation du royaume, une division autre, pour permettre une concentration favorable à l'exercice de la justice, à la perception des impôts et aussi à la défense de la nation, en cas de guerre civile ou de guerre étrangère.

Ce travail d'organisation commencé en décembre 1789, ne s'accomplit qu'au milieu de difficultés sans nombre ; car les villes et les localités de moindre importance cherchaient à devenir ou chef-lieu de département ou chef-lieu de district.

Déjà à la suite de la nuit du 4 août qui avait aboli les justices seigneuriales, les habitants de Charlieu s'étaient adressés à l'Assemblée nationale « pour que leur ville obtînt l'établissement d'un conseil de district et la conservation de sa justice royale ». Trouillet, député, avait formulé cette demande : « Charlieu, disait-il, possède une enceinte murée, un gouverneur nommé par le roi, une jus-

tice royale composée d'un châtelain ou procureur du roi, et un greffier du procureur ; cette justice a son auditoire et ses prisons ; elle s'étend à quatre lieues. De plus, il existe une justice seigneuriale comprenant un juge, un procureur fiscal, un greffier, douze procureurs au moins, ayant un auditoire, des prisons et une tour *à ne jamais finir* ; elle a encore un prieuré où sont des bâtiments immenses, des archives pour placer les papiers du district, des salles pour les assemblées, lesquelles ne sont occupées que par deux religieux qui ne sont affiliés ni l'un ni l'autre à cette maison (1) ».

Malgré son désir et malgré tous ses efforts, Charlieu ne put obtenir gain de cause. Le 26 février 1790 parut le décret sur la division administrative du royaume. La France fut divisée en quatre-vingt-trois départements. Les trois provinces du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais furent réunies et formèrent le département de Rhône-et-Loire. Lyon fut le chef-lieu de ce département et Roanne devint un chef-lieu de district. Charlieu obtint le simple titre de chef-lieu de canton. Il comprenait les communes qui le composent aujourd'hui, à l'exception de Jarnosse et de Boyer, rattachés au canton de Perreux, et d'une partie de Vougy, constituant une commune sous le nom d'Aiguilly, laquelle dépendait du canton de Roanne.

(1) Arch. nation. - comité de division du territoire, DIV^b, 16.

§ 3.

Les municipalités. -- Alesmonière, maire. -- Prestation de serment. -- Difficultés avec la garde nationale. -- Taxe du pain, etc. -- Le sel, bagarre. -- Demandes de l'Eglise du prieuré comme Eglise paroissiale, du prieuré comme Hôtel de Ville, du prétoire et de la Tour pour la justice et la prison. -- Assemblée fédérative de Lyon.

Les vieilles provinces ont fait place aux départements nouveaux, avec leurs chefs-lieux, leurs districts et leurs cantons. Les municipalités anciennes, rappelant le vieux régime, avaient été dissoutes par la loi du 14 décembre 1789. On en avait créé de nouvelles. Alesmonière, homme libéral et partisan de la Révolution, avait été élu maire de Charlieu. Il eut Patural, pour procureur de la commune, Deschêzeaux pour secrétaire-greffier, et comme officiers municipaux, Chabal, Crétin père, Belin-Richet et Decrosse.

Selon le décret de l'Assemblée nationale et les lettres patentes du roi, il était indispensable de faire prêter serment aux officiers municipaux et aux notables, ainsi qu'à la garde nationale.

Le 9 avril 1790, cette cérémonie eut lieu à Charlieu. Tous réunis à la maison commune, les notables prêtèrent le serment civique « *entre les mains de la municipalité* ». Ils le prêtèrent « la main levée conformément et de la manière qu'il est expliqué dans lesdits décrets, qui est de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de choisir en leur âme et conscience les plus dignes de la confiance publique et de remplir avec zèle et courage les fonctions civiles et politiques qui pourront leur être confiées » (1).

Quelques jours après, le 18 avril, la garde nationale dut à son tour prêter le serment exigé par le décret de l'Assem-

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790.*

blée, portant « que jusqu'à l'époque où elle aura déterminé l'organisation définitive des milices, les citoyens remplissant actuellement les fonctions d'officiers et de soldats, et même les volontaires, prêteront par provision le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout leur pouvoir, sur la réquisition des corps administratifs et municipaux, la constitution du royaume, et de prêter pareillement sur les mêmes réquisitions, main forte à l'exécution des ordonnances de justice, à celle des décrets de l'Assemblée nationale, acceptés et sanctionnés par le roi (1) ».

Mais ces décrets ne contentèrent pas les partisans du vieux régime. Plusieurs citoyens s'empressèrent de donner leur démission d'officiers de la garde nationale, et cherchèrent à empêcher l'assemblée où les gardes nationaux devaient prêter serment.

Cette assemblée eut lieu cependant, et se tint « à l'issue des vêpres » dans l'église du Prieuré. Mais à l'appel nominal, vu le nombre des absents, la cérémonie de prestation de serment ne put avoir lieu. Cette réunion menaçant même de devenir orageuse, le Conseil « pour éviter un tumulte », renvoya la réunion au 25 du mois, à 8 heures du matin, pour permettre à la garde nationale de remplacer les démissionnaires.

Au jour dit, le Conseil municipal et le Conseil général étant réunis dans l'église du Prieuré, M. Patural fit la lecture de la proclamation du décret aux gardes nationaux constitués. Le marquis de Foudras, colonel commandant, prêta le serment exigé; mais il n'eut pas plus tôt fini qu'à l'instant il s'éleva du tumulte dans la milice nationale. Les difficultés provoquées par plusieurs de ses membres retardèrent encore la continuation de la cérémonie, qui fut renvoyée au soir « à deux heures de relevée ». Enfin, à l'heure indiquée, cette prestation difficile du serment put être faite par tous les gardes nationaux, officiers et soldats légalement constitués.

(1) *Registre mun. Charlieu, 1790.*

Ces difficultés et ce tumulte avaient été soulevés par plusieurs gardes nationaux, sous l'instigation des officiers démissionnaires. Ces officiers, bourgeois de Charlieu, étaient MM. Duplex-Desmalet, Montfort, Ducoing, Nobis, Cucherat, Adam, Carré frère, de la Ronzière père et fils, Bigaud frère, Boutouge, Alesmonière fils, Duret, Chabrier, Hale, Villerest et autres. Le Conseil général « les blâma grandement », ainsi que les membres de la garde nationale. Il vit dans leur manière de faire une vraie rébellion contre l'autorité et contre les décrets. En effet, en vrais rebelles, ils s'étaient présentés à la réunion, munis de leurs armes et demandaient à reprendre les fonctions qu'ils avaient « précédemment abdiquées ». Cette démarche « renversait l'ordre nouvellement établi et faisait un affront répréhensible, soit au corps de la commune en général, soit à chacun des officiers nommés en leur lieu et place, et la chose devenait d'autant plus sérieuse, qu'ils avaient prêté pareillement de leur côté, le serment civique. Aussi, à la fin de la réunion, on requiert M. de Foudras, commandant général, de remettre sur le bureau, et en mains des officiers municipaux, les lettres de démissions des sus-nommés, pour en faire tel usage qu'ils aviseraient bon être (1) ».

Quelque temps après cette insubordination, ces mêmes gardes nationaux rebelles à l'autorité, cherchèrent encore, lors de la formation du département et du district, à troubler et à empêcher les élections dans l'assemblée primaire. Ils provoquèrent avec quelques habitants « une agitation regrettable ». Le marquis de Foudras lui-même, gagné sans doute à leur cause, fit réunir la garde nationale sans l'autorisation du maire.

Cette infraction grave est ainsi expliquée par la délibération que fit le lendemain le Conseil municipal :

CE JOURD'HUI, 2 mai de l'année 1790, sur les 4 heures de relevée, nous Claude Alesmonière, maire de la ville de Charlieu, après avoir convoqué l'assemblée du conseil municipal de se rendre à la dite heure à la maison de ville, nous nous y sommes

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 10 et 11.

transporté assisté de M. Patural, avocat procureur de la commune, et du sieur François Deschêzeaux, secrétaire greffier, où étant, se sont présentés les sieurs Benoit Crétin, Louis Chabal et Marc Hilaire Belin Richet, tous officiers municipaux et composant avec nous le plus grand nombre du conseil de la dite municipalité. A l'instant, le dit M. Patural, procureur de la commune, a observé que, au mépris des ordonnances de police et des décrets de l'assemblée nationale, qui défendent de faire battre la caisse et de s'attrouper sans la permission des municipalités, le sieur marquis de Foudras, commandant de la garde nationale de Charlieu, fit battre la caisse le jour d'hier sur les 4 heures de relevée, dans toutes les rues, coins et carrefours de cette ville, par quatre tambours assistés du tambour-major pour assembler la troupe, ce jourd'hui à l'heure de trois de relevée dans la cour du prieuré de Charlieu, avec armes ; que néanmoins, il n'avait pas demandé à cet effet la permission à la dite municipalité ; qu'ayant fait inviter le dit sieur de Foudras de déclarer pourquoi il avait fait battre la caisse et convoqué une assemblée de la garde nationale sans la permission de la municipalité, il répondit qu'il avait cru que cela n'était pas nécessaire ; que lui ayant observé que précédemment il avait toujours eu soin de demander cette permission, qu'en conséquence il aurait dû continuer de même. Que là-dessus il répondit qu'il ferait publier le lendemain matin, que c'était par permission de la municipalité que la publication dont il s'agit avait été faite et que pour cet effet il fallait lui donner une permission par écrit, signée de la municipalité : ce qui fut fait sur le champ. Néanmoins, la publication dont il est question n'a pas été faite quoique le dit sieur commandant ait fait battre, ce jourd'hui à 8 heures, à midi, et à trois heures, la caisse dans toute la ville, de sa propre autorité. Et à l'instant toute la garde nationale se trouva assemblée dans la cour du prieuré, assistée du sieur commandant, des officiers, des tambours et drapeaux ; l'on a fait sonner la principale cloche du prieuré par trois reprises, ce qui a rassemblé toute la ville et notamment la populace dans la cour du prieuré : ce qui est fait pour donner lieu à des émeutes, surtout la veille de la convocation de l'assemblée primaire du canton de Charlieu, qui doit s'ouvrir demain, 10 du présent, en l'église du dit prieuré, sur les 9 heures du matin. Dans l'état de choses le dit Patural a requis le conseil municipal de lui donner acte de ses dites remontrances et réquisitions et de délibérer sur le tout, lequel jugera à propos.

Le tout vu et examiné par le conseil municipal, vu les décrets de l'assemblée nationale, les ordonnances de police, l'infraction faite par la garde nationale et notamment par le commandant, aux serments civiques par eux prêtés, et le dit conseil municipal n'ayant aucune force pour réprimer les procédés, il a été arrêté que la présente délibération sera envoyée à nos Seigneurs de l'assemblée nationale, pour être par eux ordonné ce qu'il appartiendra, et ont tous les officiers ici présents signé avec le secrétaire greffier (1).

Soixante des principaux citoyens de la ville protestèrent ainsi contre les opérations électorales et cherchèrent à y mettre obstacle.

De Saint-Vincent, commissaire désigné pour la formation des assemblées primaires, après avoir rendu compte à l'assemblée nationale des incidents produits à Charlieu, terminait ainsi : je ne dois pas vous dissimuler que le principe du trouble peut être attribué aux cabales des ennemis de la Révolution, qui cherchent à s'introduire par tous les moyens possibles dans les assemblées administratives ; ah ! combien leur pluralité serait dangereuse, dans nos provinces surtout où le peuple a langui si longtemps sous le joug de la superstition et de la fatalité.

Le maire de Charlieu, Alesmonière, « indiquait comme principaux auteurs des troubles, Brac, Duplex-Desmallet, Ducoing, Adam, Laronzière, etc. » (2)

Mais malgré leur opposition et les troubles que ces mécontents avaient provoqués à Charlieu, la majorité des citoyens actifs de la ville et des campagnes, renseignés sur leurs agissements, refusèrent de donner leurs suffrages aux partisans de l'ancien régime, ou prétendus tels.

Nous jugeons encore des agissements de ces ennemis de la Révolution, par la pétition adressée le 24 avril au Conseil municipal, par voie d'huissier, et dont se plaignit M. Patural. Cette pétition, signée par cinquante personnes environ, attaquait la façon dont avait été prêté le serment civique de la commune, et la manière dont avait été faite la nomi-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 14.

(2) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 265, vol. 1.

nation des nouveaux marguilliers. — Avait-elle sa raison d'être ? En tout cas, « la pétition dont il s'agit, dit Patural au Conseil municipal, n'a été faite que dans le cabinet, sans assemblée particulière, sans avis donné aux officiers de la municipalité ; les signatures qui s'y trouvent, ont été mendrées ; et d'ailleurs, au lieu d'avoir été apportée par des citoyens... elle lui a, au contraire, été signifiée par un huissier, ce qui est on ne peut plus *indécent* (1) ». Le sieur Patural, pour toutes ces raisons, pria la municipalité de rejeter ladite pétition, et de « défendre à qui que ce soit d'en faire de pareille à l'avenir ».

La municipalité accepta les conclusions du procureur, s'appuyant sur l'article 62 du décret sur la constitution des municipalités, qui veut que les citoyens actifs, désirant faire une pétition « soient tenus de se réunir paisiblement et sans armes, et de donner avis aux officiers municipaux, du temps et du lieu de la réunion, et de ne pouvoir député que dix citoyens pour porter la pétition ».

Mais toutes ces difficultés soulevées par la garde nationale et par plusieurs habitants de la ville étaient peu de chose, comparées à celles éprouvées par la municipalité, en face de la disette, dont était menacé Charlieu.

L'hiver avait été difficile à passer ; l'insuffisance des récoltes et le manque de travail augmentaient le nombre des nécessiteux. La municipalité s'ingéniait par tous les moyens en son pouvoir pour venir en aide aux malheureux. Au mois d'avril, elle fut réduite à demander à l'administration du district de Roanne « 8.000 bichets (2) de seigle ou de froment » pour fournir ses marchés du samedi. Le Prieuré devait chaque année une aumône aux pauvres de Charlieu et de Versbeau ; on se la fit délivrer le 7 mars par le sieur Trouillet, régisseur et fermier du monastère sécularisé. « Attendu les clameurs publiques, les 200 mesures de blés, seigles, que le Prieuré de Charlieu est dans l'usage

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790.

(2) Bichet, ancienne mesure pour les grains, de 20 à 40 litres.

de donner annuellement à titre d'aumône aux pauvres..... il ne doit plus être question actuellement que d'en faire la distribution....., le procureur de la commune a requis qu'il soit à l'instant, en présence de M. le curé de Charlieu, procédé à ladite distribution aux pauvres..... (1) », ce que fit immédiatement le Conseil municipal.

Malgré les efforts de la municipalité, les denrées, et les grains surtout, atteignirent un prix élevé pour l'époque. Dans les différentes taxes fixées par la mairie dans le courant de cette année 1790, nous relevons celle du mois d'août où le prix du pain blanc de fleur de farine demeure établi à « 3 sols 3 deniers la livre ; le pain bis, à 2 sols 9 deniers la livre ; et le pain à son, à 2 sols 6 deniers la livre ». La taxe de la viande « de toute espèce, était fixée, le 2 avril, à raison de 4 sols 9 deniers la livre ».

Quant au sel, il provoqua dans la ville des troubles assez grands pour amener la réunion immédiate du Conseil municipal.

Le décret du 30 mars avait aboli tout droit concernant la vente du sel ; mais les greniers en possédaient un stock considérable appartenant à la nation et à la ferme générale, représentant une valeur que l'Etat ne pouvait perdre. Un article du décret stipulait qu'on devait le vendre 3 sols la livre au lieu de 6 sols. Les habitants de Charlieu, pensant pouvoir déjà profiter de cette grande diminution de prix, bien qu'elle ne fût pas encore publiée en ville, vinrent en foule au grenier à sel le 3 avril 1790, et faillirent amener une émeute que nous relatons d'après le procès-verbal du Conseil :

CE JOURD'HUI, 3 avril 1790, sur les 8 heures du matin, toute la municipalité de la ville de Charlieu étant assemblée... maître Patural, avocat procureur de la commune, a représenté que M. Brac de Saint-Loup, receveur du grenier à sel dudit Charlieu, vient de l'entretenir que la population veut le forcer à délivrer du sel de son grenier, à raison de 3 sols la livre ; que dans la

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790, f. 14.*

ville de Roanne et dans celle de Thizy, les receveurs du grenier à sel ont été forcés ces jours derniers à le délivrer à ce prix. En conséquence il nous a invité à faire cette représentation à la municipalité pour l'engager à venir arrêter les registres et l'autoriser, pour prévenir une émeute, à vendre le sel à ce prix. En conséquence, ledit M. Patural... nous a requis de délibérer sur ce point. Le tout vu, considéré et examiné par la municipalité, il a été arrêté que la municipalité se transportera à l'instant au grenier à sel de cette ville pour vérifier les faits... Et de suite la municipalité s'est transportée au grenier à sel de titre ; il ne s'y est trouvé personne, si ce n'est le receveur et les mesureurs. De là, elle est allée dans le petit grenier à sel que le receveur fait exercer par des demoiselles ; et s'y est trouvé beaucoup de gens de campagne qui voulaient acheter du sel à petite mesure. M. le maire leur a représenté qu'on ne pouvait donner le sel qu'à 6 sols la livre, attendu que le décret qui le fixe à 3 sols n'était pas encore parvenu dans cette ville. Sur le champ tous les particuliers ont acheté le sel à 6 sols la livre en présence de la municipalité. En conséquence la municipalité s'est retirée sans faire droit aux invitations du sieur receveur, en le prévenant néanmoins que si par la suite on veut le forcer réellement à donner le sel à 3 sols la livre, il pourra se retirer par devers la municipalité, pour qu'elle ait à prendre le parti le plus convenable, laquelle se transportera alors au grenier pour vérifier les faits, et en cas de danger, arrêtera les registres, aura une clef du grenier, commettra une personne d'entr'elle pour présider aux mesurages, et tiendra un registre des ventes qui seront faites, et cela d'autant mieux qu'une partie du sel appartient à la nation, dont et de tout quoi a été rédigé le procès-verbal, et a la municipalité signé (1).

L'année précédente, la municipalité avait pris ses précautions en s'unissant à d'autres localités, pour conjurer la disette et faire approvisionner les marchés de la ville. Mais malgré ces précautions, la grenette de Charlieu n'avait plus le blé nécessaire à la consommation. De plus, le manque d'application des règlements faisait grand tort à la prospérité des marchés qui devenaient, de ce fait, de moins en moins importants.

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790, f. 2, verso.*

Alesmonière avec le Conseil tâcha de remédier à ce dernier état de choses, en se montrant plus rigide à l'égard de tous les délinquants. Il fit poursuivre tous ceux qui cherchaient à se soustraire aux règles établies sur les marchés, et fit mettre à l'amende les marchands peu scrupuleux qui ne faisaient pas le poids. C'est ainsi que le 10 et le 16 avril 1790 furent « amendés de douze livres les boulangers Jacques Chavanne, Claude Etaix, Laurent Chartier, pour avoir vendu du pain n'ayant pas le poids voulu ».

Tout en « parant » de son mieux à toutes ces difficultés, la municipalité s'employait en même temps aux améliorations des services de la ville. Elle cherchait à obtenir des bâtiments mieux disposés, plus vastes, soit pour le service du culte, soit pour ses assemblées, soit enfin pour le service de la justice et de la prison.

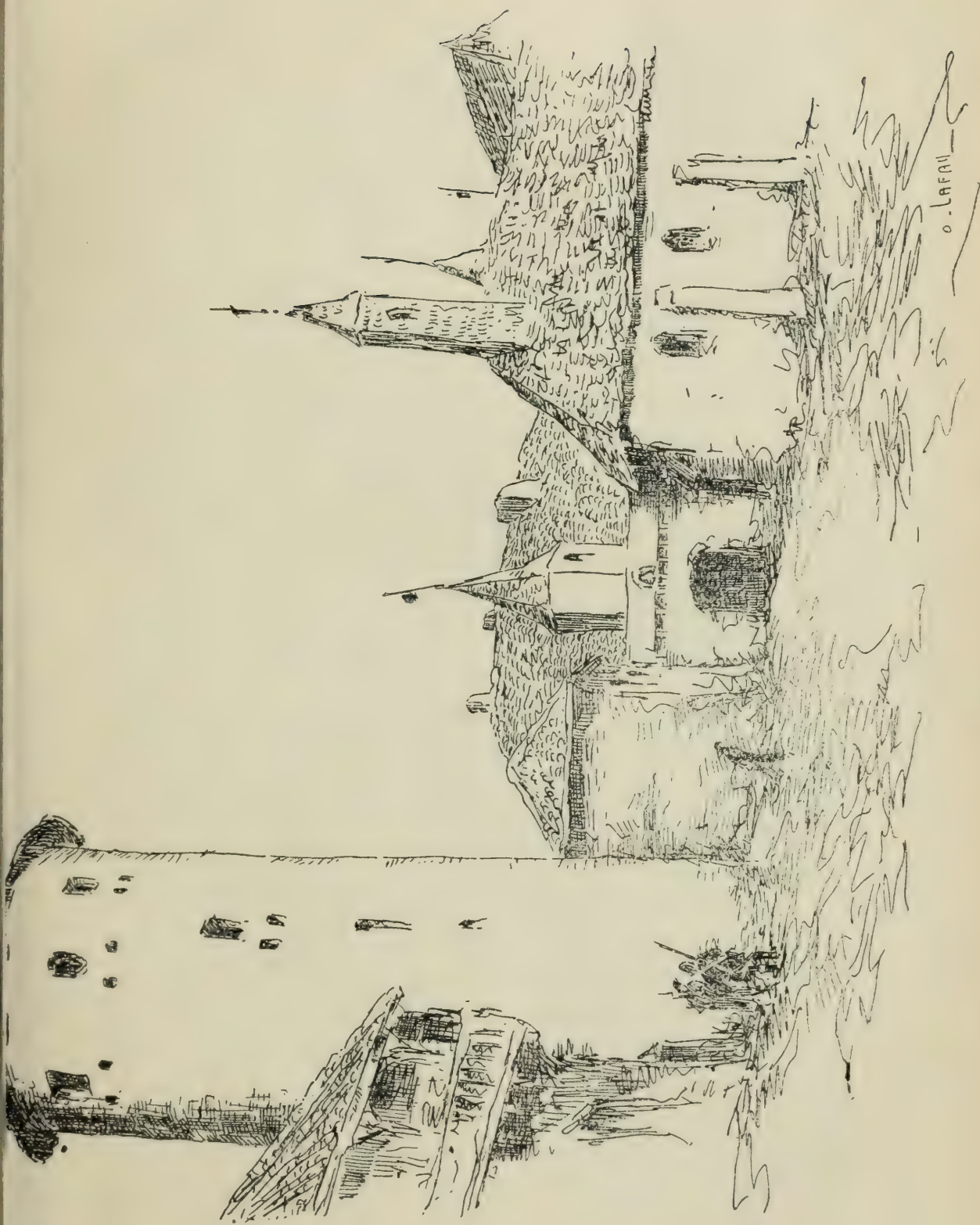
La population de Charlieu, très religieuse en général, n'avait plus pour se réunir et assister aux cérémonies que l'église Saint-Philibert, celles des Bénédictins, des Capucins, des Cordeliers, voire même la chapelle des Ursulines étaient sous séquestre ou fermées au public. La municipalité, voulant donner satisfaction aux habitants que ne pouvait « contenir » l'église de la paroisse, émit le vœu, dans sa séance du 27 mars 1790, d'obtenir la grande et belle église du Prieuré comme église paroissiale, avec les objets du culte, et des bâtiments du Prieuré également, pour le presbytère, « sans préjudice des aumônes » qu'avaient l'habitude de faire les Bénédictins.

Nous rapportons ici dans son entier cette délibération, vu l'importance que nous y ajoutons :

...Maître Patural, procureur de la commune, nous a représenté qu'en exécution d'une délibération de l'ancienne municipalité, vu le mauvais état de l'église de Saint-Philibert, de Charlieu, sa petitesse pour en contenir les habitants, et la destruction de la communauté des Bénédictins de cette ville dont l'église formait anciennement notre église paroissiale, et encore aujourd'hui notre église primaire, la municipalité de cette ville aurait présenté requête à M^{gr} l'évêque de Macon, pour obtenir la réclamation de l'église du prieuré, comme formant l'église primitive paroiss-

siale de la ville ; sur laquelle requête seraient intervenues ordonnances portant *commise* de M. Seguin, archiprêtre, pour dresser procès-verbal de l'état de l'église de Saint-Philibert ; il aurait été procédé à ce procès-verbal le 26 du présent jour de hier ; et le mauvais état de ladite église, et son insuffisance pour contenir les habitants, ont été constatés ; en sorte qu'il y a lieu de croire que la translation du service dans l'église du prieuré, et réclamation de cette dernière église seront incessamment ordonnées. Cependant il paraît qu'il serait à propos de présenter avant toutes choses un placet à nos Seigneurs, les députés de l'Assemblée nationale, pour obtenir la réclamation de l'église du dit prieuré, comme formant l'église paroissiale primitive de Charlieu. Il a encore observé qu'il n'y a point de presbytère dans cette ville, et que le presbytère était autrefois au prieuré, que le cimetière y tenait pareillement ; qu'il serait à propos de réclamer le tout, même les ornements de l'église du prieuré, comme appartenant à la communauté. Enfin, il a observé que le 29 du présent, ledit M. Seguin est chargé de rédiger procès-verbal de *commodo et incommodo*, pour la sécularisation des Bénédictins de cette ville, et qu'il serait à propos de paraître lors du procès-verbal, pour y faire encore une réclamation et même pour y demander la conservation d'une aumône annuelle de *deux cents mesures* de blé, dont les Bénédictins sont *tenus* envers les pauvres de cette ville, et pour obtenir les arrérages de quelques années de ladite aumône, qui n'ont pas été acquittés. En conséquence il a requis la municipalité de délibérer sur tous les points.

Le tout vu et examiné par ladite municipalité, il a été arrêté qu'elle présentera un placet à nos Seigneurs, les députés de l'Assemblée nationale, pour obtenir la *réclamation* d'un bien qui appartient à cette ville, savoir : l'église du prieuré, ses ornements, ses cloches, des appartements dans le prieuré suffisants pour loger le curé, deux ou trois vicaires, si besoin est, un cimetière, un jardin pour le curé, sans préjudice de l'église de St-Philibert pour en faire une halle ou tout autre édifice nécessaire à la ville. Il a en outre été arrêté que la municipalité comparaitrait au procès-verbal qui sera fait relativement à la sécularisation demandée par les Bénédictins, pour y former opposition pour la conservation des droits de la municipalité relativement à l'aumône sus-énoncée, et arrérages d'icelle, sans préjudice des aumônes dues par le prieuré ; réclamation de l'église du prieuré, cloches et ornements d'icelle,



Prétoire. — Tour. — Entrée du prieuré. — Chapelle de l'Assomption.

presbytère pour le curé et ses vicaires, jardin et cimetière, et avons tous signé (1).

C'était beaucoup demander, surtout dans un temps où la Nation avait besoin d'argent. Celle-ci escomptait la vente des biens pris au clergé pour combler le déficit. La ville aurait été mieux éclairée, malgré le défaut de son budget, si elle avait su réaliser les sommes nécessaires pour acquérir tout ce qu'elle venait de demander inutilement dans son *placet* et à titre gracieux. Les dons patriotiques avaient abondé à Charlieu ; une souscription des habitants pour cet objet aurait été encore plus fructueuse.

Les événements vont se succéder rapides et malheureux pour cette église dont la richesse architecturale est attestée par les deux bas-côtés qui restent encore debout appuyés au porche. Nous verrons plus tard le sort regrettable que lui firent subir ses acquéreurs, pour tirer parti de leur achat.

Si la Révolution ne permit pas à Charlieu de jouir de cette église, elle ne lui permit guère non plus de jouir du Prieuré et des autres bâtiments de l'Abbaye, pour y tenir les assemblées. La municipalité cependant ne se décourageait pas et formulait de nouvelles demandes. Son Hôtel de Ville laissait beaucoup à désirer, étant « tout à fait insuffisant » pour les réunions. Le 15 juillet 1790, le Conseil général de la commune s'assembla à la mairie, située rue Mercière (actuellement n° 15), et « M. Patural, procureur de la commune, a observé que la salle de la maison de ville destinée à recevoir les assemblées, est trop petite pour contenir le conseil général de la commune, et d'ailleurs trop inconmode, attendu qu'on ne peut y entrer sans passer par un escalier très sombre et très mauvais, qu'il serait à propos de tenir les assemblées dans deux salles du prieuré, très vastes et au surplus non habitées... Le conseil arrête de prendre possession de deux salles dépendantes des bâtiments qu'occupaient les Bénédictins supprimés,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 1, verso.

jusqu'à ce que messieurs du district ou du département aient statué autrement » (1).

Le 18 juillet, le Conseil général prit possession de ces deux salles et y tint ses séances jusqu'à l'époque de la vente des bâtiments du prieuré.

Non content de demander l'église du monastère et les deux grandes salles en question, le conseil convoitait encore l'auditoire et la prison de l'Abbaye.

Pour arriver à cette possession, il se décida l'année suivante, lors de la vente des biens nationaux, à soumissionner et fit préalablement la délibération suivante :

Le 24 février 1791, le corps municipal et le conseil général de la commune assemblés, le sieur Jacques Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, en l'absence de celui en titre, a requis qu'attendu le besoin et l'utilité de cette ville, qu'il est très à propos de s'occuper d'avoir une prison pour contenir les prévaricateurs tant aux décrets qu'aux lois de l'assemblée nationale ; en conséquence il a fait observer à la dite assemblée qu'il est de la plus grande conséquence de couvrir l'évaluation faite sur la tour-prison et auditoire portée dans la feuille numéro 21 et a signé.

Vu le réquisitoire de M. le procureur de la commune, la matière mise en délibération, il a été unanimement arrêté par le corps municipal et le conseil général de la commune, pour le profit, besoin et utilité de cette communauté, attendu qu'il n'y a aucune prison, ni maison de force appartenant à la dite communauté, et qu'elle s'est toujours servi de celle du seigneur prieur, appartenant aujourd'hui à la nation, tant pour les prisonniers civils que criminels ; qu'il est très intéressant pour les citoyens de réclamer la tour qui compose la prison et cachot au rez-de-chaussée et un auditoire contigu à la dite tour, composé de trois chambres et *gotons*, estimé par les experts à la somme de onze cents livres, porté sur l'affiche numéro 21, désirant que MM. du directoire du district feroient jouir la municipalité de toutes les faveurs et avantages accordés par les décrets de l'assemblée nationale, c'est pourquoi, tant le corps municipal que le conseil général de la commune a nommé le sieur Besson pour aller faire la soumission

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 26.

au directoire du district de Roanne, des objets ci-dessus nommés, dont le pouvoir lui a été donné par les soussignés ; de plus, le dit sieur Besson demeure aussi nommé, ainsi que le sieur Cognet et Louis Chabal, pour se transporter en la ville de Roanne le jour indiqué de l'adjudication de la dite prison et auditoire, pour y mettre les enchères qu'ils jugeront convenables, les autorisant à cet effet, et leur donnant tout pouvoir. Fait et clos en la maison commune les jour et an que dessus, et ont signé avec notre secrétaire greffier. (1)

Pour quels motifs ces immeubles ne devinrent-ils pas la propriété de la ville ? Il est probable que l'adjudication dépassa les prévisions et que les chargés de pouvoir de la municipalité n'osèrent pas grever son modeste budget.

Les documents d'ailleurs sont muets sur ce point ; mais en tout cas, nous savons que tous les bâtiments composant l'Abbaye ou en dépendant, furent vendus en détail, sans que la ville, malgré son désir, n'en devînt propriétaire. Pendant quelque temps encore le conseil municipal put cependant tenir ses séances au prieuré, et jouir du prétoire et de la prison. Cette dernière d'ailleurs ne fut jamais vendue, et c'est cette circonstance qui la sauva de la destruction lorsque, en 1884, le conseil municipal vota sa démolition, croyant la ville propriétaire.

Bien que très préoccupée de toutes ces affaires administratives, et inquiétée par les difficultés que faisaient naître l'approvisionnement des marchés, l'insubordination de la garde nationale, et des citoyens ennemis de la Révolution, la municipalité de Charlieu restait animée du plus beau patriotisme et cherchait à l'inspirer aux habitants.

Le corps municipal de Lyon, cédant aux sollicitations des trente-deux sections de la ville, résolut de former le 30 mai une Assemblée fédérative devant unir tous les Français dans un même esprit de fraternité. Charlieu répondit à cet appel.

Le 25 mai 1790, le marquis de Foudras, commandant

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790 à 1792, f. 44, verso.*

général des gardes nationales de Charlieu, représenta au Conseil municipal de la ville, « qu'il a été invité de la part de ses frères et amis de la ville de Lyon, d'envoyer un détachement des gardes nationales de Charlieu pour se trouver le trente du présent à Lyon, pour assister à la fédération des gardes nationales de France, qui s'y tiendra sous les murs de la dite ville, y prêter le serment civique, y jurer, au nom de tout le corps, de maintenir la constitution nouvelle, les droits sacrés qu'elle nous assure, et de mourir fidèles à la nation, enfin y témoigner les sentiments de bons patriotes ; qu'en conséquence il en a conféré avec le conseil des gardes nationales de la dite ville de Charlieu où il a été décidé qu'on enverra un détachement de fidèles patriotes armés, pour paraître à la dite fédération ; ce considéré, il a requis à cet effet le consentement du Conseil municipal de Charlieu... » (1).

Le conseil autorisa le marquis de Foudras « à envoyer un détachement de son corps en la ville de Lyon, pour assister à la fédération... et y témoigner les sentiments de braves patriotes ».

« Cette fête se célébra, écrit M. Brossard, au Grand-Camp, avec tous les transports de la joie la plus vive ; les députations, constituant une armée de 50.000 hommes, prêtèrent le serment civique et jurèrent de regarder comme ennemis irréconciliables tous ceux qui porteraient atteinte à la nouvelle constitution ; et se reposant avec confiance sur la Providence qui soutenait leur patriotisme, elles promirent de sacrifier leur fortune et leur vie pour conserver à leurs descendants cette liberté, après laquelle elles soupiraient depuis si longtemps ».

Les divertissements suivirent cette cérémonie imposante et durèrent autant que le séjour des fédérés à Lyon ; au retour, les villes sur leur passage tinrent à les accueillir avec empressement. Charlieu reçut avec transport et fête le détachement de sa garde nationale qui lui parut apporter plus de fraternité, plus de concorde et plus de liberté.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 19, verso.

§ 4.

Alesmonière nommé administrateur du district de Roanne. — Ducoing, maire. — Le 14 Juillet. — État d'esprit du clergé. — Toujours la crainte de disette. — Suspicion d'accaparement. — Affaires Brosselard et Berthéas. — Délibération contre Andriot à propos des murs d'enceinte. — Diverses délibérations intéressant la ville. — Les voleurs. — Dévastations des forêts. — Ducoing donne sa démission de maire.

M. Alesmonière n'exerça pas longtemps les fonctions de maire. Nommé en juin administrateur du district de Roanne, il donna sa démission. « Aujourd'hui, trentième juin 1790, sur les 9 heures du matin, la municipalité... étant assemblée... M. Alesmonière, maire, a déclaré que l'assemblée tenue à Roanne pour la formation du district, lui ayant fait l'honneur de le nommer un des membres, ayant accepté, il remercie avec reconnaissance la ville de l'honneur qu'elle lui avait fait et la supplie de le faire remplacer le plus tôt, en procédant à la nomination d'un nouveau maire et a signé » (1).

Le 12 juillet, « en l'église du prieuré, la commune assemblée » nomma M. Ducoing Jean-Marie, docteur en médecine, maire de la ville de Charlieu.

Ce fut lui qui présida la fête du 14 juillet 1790. Nous avons vu l'empressement et la joie des habitants lors de la fédération des gardes nationales à Lyon. Des manifestations plus grandes éclatèrent le 14 juillet, jour où la France célébra à Paris, au Champ-de-Mars, la grande fédération commémorative de la prise de la Bastille. Charlieu se fit représenter à cette grandiose et imposante cérémonie par trois de ses citoyens : « Duvernay, Turet et Gacon ». La ville elle-même célébra dans ses murs cet anniversaire mémorable.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 22.

Le 12 juillet, la municipalité avait pour ce motif pris une délibération sur la demande de MM. Louis de Foudras, commandant la garde nationale, François Duplex-Desmalet, major, Joseph Adam, aide-major, et Pierre-Marie Carré, sous-aide major. Ils demandaient au conseil de vouloir « se conformer aux autres villes du royaume en faisant une prestation de serment civique, en corps, le 14 du présent, pour solenniser l'anniversaire de la liberté en France, et célébrer une fête civique le dit jour, pour se réunir d'intention à la grande fédération du Champ-de-Mars ». Le conseil décréta « la prestation du serment civique » pour le 14 juillet et « invita en outre tous les citoyens de la ville à célébrer, le dit jour, une fête civique en réjouissance de la liberté en France ».

Le 14 juillet, sur les onze heures du matin, M. Ducoing et les officiers municipaux, M. de Foudras, commandant, avec ses officiers et ses gardes nationaux, et nombre d'autres citoyens actifs « se sont tous transportés dans un champ situé derrière le calvaire de la ville, où étant arrivés quatre prêtres ont célébré chacun la messe sur un autel à quatre faces construit à cet effet.

« Lesdites messes finies et l'heure de midi arrivée, M. Ducoing, maire, a fait lecture à haute et intelligible voix, en présence de la commune assemblée, de la formule du serment civique à prêter. De suite, devant l'autel et en présence de la commune, il a prêté le serment civique en ces termes : *Je jure d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le roi, de protéger en particulier les propriétés individuelles, la libre circulation des subsistances, la perception des impôts, et de demeurer réuni à tous les Français par les liens indissolubles de la fraternité.* A son exemple, les autres officiers municipaux, les gardes nationaux, ont prêté en présence de la commune, entre les mains de la municipalité et devant l'autel, le même serment civique, en disant tour à tour : *je le jure.* — Ensuite tous les citoyens actifs ici présents et assemblés ont aussi réitéré tour à tour le

même serment entre les mains de la municipalité, en disant : *je le jure* » (1).

Après cette imposante et religieuse cérémonie qui se clôtura par un « *Te Deum* », au bruit du canon et au son des cloches, tous les citoyens se rendirent en procession à l'église du prieuré « pour y rendre des actions de grâces ».

Comme dans bien d'autres villes, à Roanne et Montbri-son en particulier, les habitants de Charlieu durent se réunir dans la soirée en des banquets communs et y célébrer avec joie l'ère de la concorde et de la liberté. La nuit venue, des illuminations générales et des danses patriotiques terminèrent cette journée mémorable qui marque une date faisant bien présager de la Révolution.

La constitution promulguée par l'Assemblée nationale, respectait les convictions religieuses. Aussi la plupart des prêtres du Forez et du canton de Charlieu partageant les aspirations du peuple dont ils étaient issus, n'y portaient guère opposition. Comme nous venons de le voir pour la cérémonie du 14 juillet, ils participaient aux fêtes civiques où les vœux de la nation unis à la prière s'émettaient en commun, sous l'invocation de Dieu.

Une note discordante cependant jetait quelque trouble dans l'esprit du clergé et parmi les fidèles. Elle était produite dans la région par l'archevêque de Lyon qui depuis longtemps montrait une hostilité marquée contre les principes de la Révolution. En 1788 déjà, aux approches des élections aux Etats-Généraux, Mgr Yves Alexandre de Marbeuf disait dans son mandement, à l'occasion du carême « que tous ceux qui attaquaient les privilèges des nobles étaient frappés d'un esprit de vertige, qu'ils avaient la tête renversée, qu'ils étaient en délire... qu'en conséquence le peuple ne devait s'attendre à rien moins qu'à éprouver un entier dépérissement, à être dévoré par la malédiction... Dans une sortie vraiment séditionnaire, il montrait le ciel irrité contre la France et prêt à lancer le ton-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, f. 25.

nerre et la foudre, parce que le peuple avait fait une insurrection... et altéré le droit public, etc... » (1).

« Dans ce mandement, de Marbeuf cherchait moins à défendre la cause de la religion que celle de ses intérêts et celle des privilégiés en général ». Il jetait dans le peuple et le clergé les semences de trouble et de haine qui devaient fructifier dans la région, bien que les prêtres de Charlieu n'eussent pas de direction à recevoir de lui, le canton dépendant encore pour le spirituel du diocèse de Mâcon. Mais, par la proximité de Lyon et par les rapports que les habitants de Charlieu avaient avec cette ville, ils ne pouvaient que subir l'influence de cette généralité et être renseignés sur les événements qui s'y passaient.

Ils savaient que le peuple de Lyon, soulevé contre l'archevêque à cause de son hostilité, avait brûlé devant son palais le mandement séditieux et déplacé. Ils avaient appris la chanson composée pour ce motif et que l'on chantait sur l'air de la *Marche du roi de Prusse* :

*Monseigneur de Marbeuf
N'est pas si gros qu'un bœuf,
Mais il a plus d'esprit,
Comme il écrit.
Son mandement pour les œufs
Est plein de traits piquants et neufs ;
C'est le traité le plus complet
Qu'on ait sur le beurre et le lait,
Sur la Noblesse et le Tiers-Etat,
Dont il règle le débat.
Par Isaïe endoctriné,
Par le ciel même illuminé,
Ce bon prélat séduit nos cœurs ;
Voici ses mots consolateurs :
« Un peuple fidèle et chrétien
« Doit souffrir et n'a droit à rien !
« Il doit travailler pour les grands,*

(1) Ext. de l'Histoire du département de la Loire, Brossard, t. I, p. 24.

« *Caresser, bénir les tyrans ;*
« *Surtout qu'il ne murmure pas,*
« *Ou bien qu'il murmure tout bas.*
« *Il est clair*
« *Que la grêle et le grand hiver,*
« *Que tant de maux,*
« *Tant de fléaux*
« *Sont lancés par l'Eternel*
« *Sur ce Tiers criminel*
« *Qui dans sa stupide illusion,*
« *Pense qu'il est la Nation ».*

L'archevêque de Lyon avait manqué de prudence à l'égard de ses diocésains dont beaucoup en furent peiné. Son hostilité contre les principes de la Révolution et contre la constitution promulguée se continua toujours avec ardeur et ténacité, bien que la voix du pape ne se fût pas encore prononcée.

Ce manque suprême de direction fit que le clergé en grand nombre, suivant ses aspirations naturelles, et n'écoulant pas la parole de l'archevêque, son chef hiérarchique, accepta la constitution. Elle soumettait le clergé à la société civile qui introduisait l'élection dans la hiérarchie ecclésiastique et astreignait les prêtres au serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi.

Les prêtres du Forez et du Lyonnais, malgré de Marbeuf, accueillirent en général et sans peine ce nouvel état de choses. Ceux du canton de Charlieu n'y firent pas obstacle.

Le 30 janvier 1791, nous verrons en effet dans les registres municipaux les prêtres de Charlieu venir devant le conseil général de la commune demander la prestation du serment exigé par la Constitution.

D'ailleurs, les prêtres de Charlieu avaient déjà montré leur esprit de libéralisme et de patriotisme dans une adresse qu'ils avaient envoyée à l'Assemblée nationale, et dans laquelle ils expriment leurs sentiments d'admiration pour les travaux qu'elle accomplit.

Si les orages qui grondent souvent sur vos têtes, écrivent-ils

le 20 juin 1790, si les menées sourdes et artificieuses des ennemis de l'heureuse révolution qui s'opère ne peuvent ralentir la marche ferme et intrépide que vous vous êtes tracée, les écrits incendiaires qui circulent parmi nous, les fausses alarmes qu'on cherche à répandre sur la conservation d'une religion gravée dans tous nos cœurs et dont vous êtes les plus fermes appuis, ne seront jamais capables de nous égarer sur la pureté de vos principes.

L'indignation s'est emparée de nous, nos Seigneurs, en lisant la déclaration insensée de certains membres infidèles de votre illustre assemblée; nous avons vu avec douleur dans cet acte antipatriotique des noms que nous ne prononcions auparavant qu'avec vénération; eh bien! qu'ils sachent, ces mauvais citoyens, que s'ils n'abjurent promptement leurs erreurs, tous les liens qui nous unissaient à eux sont brisés pour jamais; qu'ils sachent encore que les peuples de nos cantons partagent les sentiments qui nous animent » (1).

Les signataires de cette adresse et tous ceux qui firent adhésion à l'Assemblée nationale « étaient dans la vérité, écrit M. Brossard. L'Assemblée respectait la liberté de conscience et séparait le temporel du spirituel, en s'opposant à la reconnaissance d'une religion nationale; si elle eût persévéré dans la voie où elle venait de s'engager, bien des fautes eussent été évitées, bien des obstacles que la Révolution ne put surmonter, n'auraient pas existé, et aujourd'hui la question religieuse, sans doute, serait résolue en France ».

Malgré le patriotisme des populations, la fête du 14 juillet ne dissipait pas le nuage qui assombrissait la joie générale. La pénurie des grains continuait d'exister partout. On craignait de manquer de pain avant les nouvelles récoltes qui s'annonçaient d'ailleurs comme peu abondantes.

Pour atténuer autant que faire se pouvait cette grande inquiétude, la municipalité de Charlieu se vit dans l'obligation de recenser tous les grains existant et d'en établir le prix. Les habitants s'assemblèrent en nombre pour visiter

(1) Arch. nat., c. 118. Ext. de l'*Hist. de la Loire*, Brossard, t. I, p. 256.

les greniers des particuliers et obtenir la taxe des blés ; et malheur à ceux qu'on soupçonnait d'accaparer les grains. On surveillait toute personne qui achetait du blé, et la suspicion faisait souvent découvrir en elle un accapareur, comme il advint à un nommé Brosselard de Thizy.

Le 3 juillet 1790, le premier officier municipal représenta au conseil « que sur un bruit public qu'un boulanger de Thizy était à la Grenette de cette ville où il accaparait les blés, et que la populace s'ameutait contre son opération ; qu'il s'est transporté sur le champ à la place de la dite Grenette où il a débarrassé ce particulier des mains du peuple qui voulait lui faire un mauvais parti, et que pour le mettre en sûreté, il l'a fait, par précaution, emprisonné » (1).

Ce particulier, nommé Brosselard, boulanger à Thizy, était venu à Charlieu, d'après l'enquête, pour acheter seulement 12 ou 14 mesures de blé de froment, « n'ayant amené avec lui que deux mulets pour porter à dos son emplette, et qu'une centaine de francs pour son achat ». Vu cette circonstance, ce prétendu accapareur fut élargi de la prison. Craignant cependant que la « populace ne lui fit un mauvais parti » il y fut retenu jusqu'au lendemain par précaution.

Ce prétendu accapareur qui faillit être victime de la suspicion des habitants de Charlieu, fut plus heureux que le citoyen Berthéas, à Saint-Etienne. D'après le *Mercure de France*, n° 34, samedi 21 août 1790, nous transcrivons ici le fait regrettable qui s'y passa. « Chaque courrier, dit cette revue, apporte la nouvelle de nouveaux troubles ou de nouveaux crimes. On nous mande ce qui suit dans une lettre du Forez en date du 7 de ce mois :

La ville de St-Etienne en Forez, à l'exemple de Paris, de Lyon, de Marseille, de Valence, etc., vient encore d'être le théâtre d'une scène horrible. Le nommé Berthéas, commis aux aides, un des plus honnêtes hommes du monde, et généralement reconnu pour

(1) Arch. Charlieu, *reg.* 1790, f. 23.

tel, faisait un petit commerce en grains. Le 4 de ce mois, il venait d'en acheter quelques mesures, dix sous au-dessus du prix courant. Une femme va le dénoncer à la populace qui se soulève de tous côtés et qui le saisit. On allait le pendre sans autre formalité, lorsque M. Neyron, maire de la ville, accourut et vint à bout pour le moment de l'arracher d'entre les mains de ces furieux. Il le conduisit en prison, en promettant de lui faire son procès. Mais les forcenés, devenus plus nombreux et plus enragés, enfoncèrent les portes malgré la garde nationale, se ressaisirent de ce pauvre malheureux et le maltraitèrent impitoyablement au milieu de la place publique. M. le maire eut beau se mettre à genoux pour demander qu'on sursit au moins jusque au lendemain; l'infortuné Berthéas eut beau leur offrir toute sa fortune qui pouvait valoir 14 à 15 mille francs, les prières, les larmes, rien ne fut capable d'apaiser ces furieux. Ils lui refusèrent même le temps d'achever sa confession. Ils se jettèrent sur lui comme des bêtes féroces et l'assommèrent, les uns à coups de bâtons, les autres à coups de marteaux : on vit une femme lui enfoncer un clou dans la tête pour l'achever. La rage de ces cannibales n'était pas encore assouvie, elle voulait encore, le lendemain, immoler un boulanger de Valbenoite, abbaye des Bernardins, à quelques pas de St-Etienne, qui s'était avisé de blâmer les actes de liberté populaire : quelques-uns de ces scélérats le saisirent et allaient l'accrocher à un arbre, si la garde nationale ne le leur eût arraché. Que de réflexions à faire sur ce délire populaire.

Pour empêcher de pareils excès, la municipalité de Charlieu prit de nouvelles précautions. Les marchés, précédemment mal surveillés, permettaient aux revendeurs d'aller journellement attendre et acheter en dehors de la ville les provisions destinées aux habitants, et ensuite de les leur revendre à un prix exagéré. Le Conseil y mit ordre et le 7 juillet, il fit appliquer strictement les ordonnances de police défendant « à toutes personnes, marchands, revendeurs ou autres, d'aller attendre hors la ville, les provisions qu'on apporte aux marchés ».

Tout en cherchant de son mieux à faciliter les approvisionnements de Charlieu et à empêcher les accaparements et la famine menaçante, la municipalité s'occupait chaque jour des affaires administratives.

Le 19 et le 20 juillet, le maire Ducoing et son conseil procèdent à la nomination de trois recteurs et d'un trésorier pour l'Hôtel-Dieu. Furent choisis pour recteurs : MM. Braque, Carré et Duret, et pour trésorier le sieur Morillon.

Comme l'Hôtel-Dieu périclitait, faute d'une bonne administration, les nouveaux recteurs essayèrent d'y porter remède, en faisant d'abord un inventaire « de tous les titres, papiers, meubles et effets, or et argent et monnayés dépendant dudit Hôtel-Dieu, dont la minute restera dans les archives ».

Le même jour de la nomination des recteurs, et dans la même séance, on procéda par voie de scrutin à la nomination de deux marguilliers pour la paroisse, « en présence de M. le curé de Saint-Philibert ». MM. Claude Lacroix et Gilbert Coignet « ayant réuni la pluralité des voix » furent nommés marguilliers de l'église.

Le 22 juillet, la municipalité délibéra sur le marché aux bœufs où la circulation était entravée par le marché des cotons fils, marché qui « s'est étendu par abus, dit le rapport, depuis y compris le marché à bœufs, jusqu'au Pont-de-Pierre, et qui empêche par l'affluence du monde qui s'y trouve, la liberté des voitures » et des bestiaux. Une délimitation nécessaire fut établie.

Le maire Ducoing, outre la surveillance exercée sur la taxe du pain et de la viande, veillait également sur la bonne qualité des produits alimentaires, sur ceux de la boucherie en particulier. Certains bouchers, peu scrupuleux en effet, tuaient parfois des bêtes malades et en vendaient la viande aux habitants. C'est contre l'un d'eux que le Conseil fit la délibération suivante :

CE JOURD'HUI 19 août 1790... le procureur de la commune a exposé qu'il vient d'apprendre qu'un boucher de Charlieu a tué dernièrement un bœuf qui était sur la litière, dont il a vendu la viande dans la boucherie, ou pour mieux dire qu'il se propose de le faire ; et comme il pourrait se faire que ce bœuf fut atteint de quelque maladie et que la viande en fut pernicieuse, il a requis la municipalité de délibérer pour empêcher cette contravention,

sauf audit sieur procureur de la commune, dans le cas où il acquerrait des preuves, à prendre tels règlements qu'il appartiendra, et a signé Patural.

La matière mise en délibération, il a été arrêté unanimement que tous les bœufs et vaches que les bouchers de cette ville voudront faire tuer, pour en faire vendre la viande, seront préalablement mis et attachés à un poteau placé sur la place St-Philibert ; auquel poteau, de les laisser l'espace d'une heure, pour que tous les particuliers puissent les voir et examiner ; après lequel (temps), tous les bouchers, propriétaires desdits bestiaux seront tenus de les faire marquer par un huissier de police ; qu'ils ne pourront tuer lesdits bestiaux qu'après les avoir exposés audit poteau et les avoir fait marquer par ledit huissier ; et qu'ils seront tenus d'en représenter la peau le jour ou le lendemain, et même le surlendemain, s'ils en sont requis, le tout à peine de trente livres d'amende et même de plus grandes, s'il y échoit. Il a été en outre arrêté que la présente délibération sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera (1).

Non seulement la municipalité veillait à l'hygiène de l'alimentation, elle s'occupait encore dans ce temps d'appliquer des amendes contre ceux qui contrevenaient aux règlements imposés aux cabaretiers, se permettant de donner à boire pendant les exercices religieux. Plusieurs délibérations nous montrent en effet jusqu'à quel point s'exerçait sa sollicitude religieuse, et parmi elles, nous citons la suivante : « Ce jourd'hui 1^{er} septembre de l'année 1790, sur les 4 heures de relevée, nous officiers municipaux sus-nommés, M. Crétin aussi officier et M. le procureur de la commune, étant assemblés dans la maison commune dudit lieu, sont comparus Jean Sérol, Pierre Laplaine et Antoine Pitre, tous trois aubergistes ou cabaretiers, demeurant à Charlieu, qui nous ont supplié vouloir modérer l'amende par eux encourue, en exécution du procès-verbal du 29 août dernier, pour avoir donné à boire pendant les offices divins. Et sur ce, ouï M. le procureur de la commune, il a été arrêté qu'Antoine Pitre ne paiera que 5 livres pour amende, Jean Sérol 3 livres, et Pierre Laplaine 24 sols ;

(1) *Reg. Charlieu*, 1790, f. 37.

lesquelles sommes chacun a payées en ce qui le concerne. Dont acte, et ont lesdits officiers, procureur de la commune et le secrétaire greffier signé » (1).

A la même période, la municipalité fut fort occupée par les empiètements que se permettait M^e Andriot, notaire royal, sur les murs d'enceinte de la ville. Les habitants regrettaient depuis longtemps l'abandon dans lequel étaient tombées les fortifications, qui restaient sans réparation. Ils avaient déjà manifesté leur mécontentement lors de la formation de la milice, en nommant Ducoing président de l'Assemblée communale, le 24 juillet 1789, au lieu de Bardet qu'on accusait, étant maire depuis dix-sept ans, d'avoir laissé détériorer les murs d'enceinte. Ils les jugeaient d'une grande utilité pour la défense de la ville, surtout en ce moment de troubles et de révoltes. Aussi, en 1790, lorsque Andriot s'avisa de démolir une partie des murs de ville pour y construire une maison, les habitants s'unirent pour formuler une protestation, sous forme de pétition, qu'ils déposèrent à la mairie.

Cette pétition signée par soixante-douze notables, « tous citoyens actifs de la ville et composant beaucoup plus du sixième de la totalité des habitants et citoyens de la ville », mérite, vu son importance, d'être rapportée ici avec les noms de quelques-uns de ses principaux signataires.

Les sieurs... vous remontrent, disent-ils, qu'ils éprouvent dans ce moment, ainsi que toute la ville et communauté de Charlieu, un tort d'autant plus réel et plus condamnable... qu'il est une atteinte à la sûreté et à la propriété des habitants, et que pour le commettre, on a choisi précisément la circonstance des troubles et des insurrections qui agitèrent la province pendant les six derniers mois de 1789. La ville de Charlieu a été dans des temps, à la vérité reculés, le théâtre de la guerre. Les Anglais avaient tenu longtemps son territoire, dans les derniers siècles ; les habitants furent obligés de faire une enceinte de murs et de fortifications autour de la ville, avec de larges fossés. Pour la construction de leurs murs, ils eurent recours au roy, pour pouvoir disposer avec son agrément des matériaux d'un ancien château en ruine qui appartenait à sa Majesté, dans les environs de la ville, à sa partie occidentale. Il y eut même un traité passé avec

(1) *Reg. Charlieu*, 1790, f. 40.

les habitants et le commissaire du roy, par lequel en considération de l'octroy des matériaux dont on vient de parler, les habitants s'engagèrent de fournir dans leur ville, une maison avec prison, pour la demeure et l'exercice de la justice et des fonctions de châtelain de sa Majesté. Ce traité a reçu son entière exécution. La maison du châtelain fut construite et fournie au milieu de la ville et les habitants furent mis en possession des matériaux qu'ils avaient réclamés pour construire leurs fortifications.

Cette ville fut donc enceinte de murs flanqués de tours de distance en distance et revêtue d'un large fossé. Elle demeura ainsi murée depuis la cessation des troubles des ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles jusqu'à nos jours, et les habitants virent avec plaisir l'année dernière, qu'il existait encore assez d'étendue desdits murs sains et entiers, pour qu'ils puissent espérer de les mettre en peu de temps en état de défense, si des événements leur en faisaient jamais la nécessité.

Cependant, le sieur Andriot, notaire royal et commissaire en droits seigneuriaux, résidant à Charlieu, a usé de son autorité privée, et abattu environ cinquante toises des murs de la ville, à la partie septentrionale et occidentale d'icelle ; il s'est approprié les matériaux et a fait construire, tant sur l'emplacement des murs que dans le fossé, une maison, une loge ou hangar et un mur de clôture qui renferme le terrain ; qu'il a ainsi usurpé du côté du midi et du côté d'orient, vis-à-vis le jardin de M. Guillermin. Il s'est également permis de couper le fossé et d'élever un mur qui va jusque sur la chaussée ou contrescarpe des fortifications de la ville.

Les remontrants qui ne doutent pas, etc., etc.

Suivent les signatures dont nous relevons quelques-unes :

BROSSELDARD, DREUX, VIVERIEUX, CARRON, GACON,
GRAPPELOUP, MONTERET, PRAS, MATRAY, ANDROT,
BIGAUD, DOILLAT, BARNAUD, BUSSY, DUPERRON,
CHABAL, GONNARD, VERMOREL, DÉAL, DUMONT,
BRUN, DANIÈRE, BLONDEL, DELORME, FAVRE,
BERNARD, MONVENOUX, TOUZET, BESSON, BUISSON,
GANIÈRE, CHARTIER, VADON, JALLEMONT, ROUX,
etc. (1).

Après plusieurs séances concernant cette pétition, et pendant lesquelles M^e Andriot fut tenu sur la sellette, le Conseil municipal fit enfin la longue et dernière délibération suivante :

CE JOURD'HUI, le 3 octobre 1790, 3 heures de relevée, nous Jean-Marie Ducoing, maire de la ville de Charlieu, Jacques Alesmonière,

(1) Arch. municip. Charlieu, 1790, f. 40.

Benoît Crétin, Louis Chabal et Paul Décroze, tous officiers municipaux de la ville de Charlieu, Gilbert Coignet, Benoît Morillon, Jean-Marie Perraud, Jean-Louis Ronchivol, Gilbert Carron, Jean-Louis Roulliet Lavarenne, notables, tous assemblés en conseil général de la commune, dans la salle commune dudit lieu, où était sieur François Deschêzeaux, secrétaire greffier, délibérant sur la pétition présentée par le sixième des citoyens actifs, au dit conseil, relative aux dégradations que le sieur Andriot, notaire royal et procureur, résidant à Charlieu, a faites aux murs de la ville; vu les délibérations du 29 août 1790, celle du 5 septembre même année, et celle du 19 et celle du 26; vu encore le procès-verbal, en date du 9 septembre, fait par le corps municipal, en présence du conseil de la commune; vu les observations que le sieur Andriot a remises à la municipalité; il a été arrêté, et le ouï Benoît Crétin, faisant les fonctions de monsieur le procureur de la commune en l'absence de celui en titre, qu'à la diligence de M. le procureur de la commune, ledit sieur Andriot sera dénoncé au tribunal du district de Roanne, dès que son organisation sera achevée, aux fins d'y poursuivre la réparation des torts et griefs dont il est parlé dans les pétition et délibérations dénommées; arrête en outre que le sieur Robert Duplex, charpentier, sera assigné par devant le dit tribunal, poursuite et diligence du procureur de la commune, pour déclarer en vertu de quel titre il a démolí la porte de ville dite des Moulins, et s'en est approprié les matériaux.

Et de suite Monsieur le Maire a exposé que mardi dernier, 28 septembre, il se transporta, avec le sieur Andriot, sur les fossés de la Solitude, et que là, dans la partie des fossés qui est vis-à-vis sa maison, il vit que le sieur Andriot avait fait élargir le fossé, immédiatement jusqu'aux arbres qui, dans la majeure partie du restant de la promenade, se trouvent éloignés de deux pieds dudit fossé, et que cette dégradation ne conduirait à rien moins qu'à faire tomber les dits arbres ou à les faire périr, attendu qu'il avait coupé une grande partie de leurs racines. Ce à quoi le sieur Andriot répondit que son intention était de faire dans cette partie un canal couvert dont un des murs se trouverait appuyé contre les dits arbres, et qu'il se proposait de les couvrir ensuite de terre. — Ce à quoi Monsieur le Maire répondit que le mur qu'il se proposait de faire, serait toujours préjudiciable à *les* arbres, en ce que les racines n'y pourraient pas prospérer comme si c'était de la terre. En conséquence, qu'il lui enjoignait de cesser

tout travail jusqu'à ce qu'il ait pu recueillir le vœu de la municipalité sur cet objet ; que néanmoins, malgré ses défenses, le dit sieur Andriot a poursuivi son travail et a fini son mur comme il avait projeté ; et qu'il priait Messieurs du conseil général de la commune de délibérer sur cet objet.

Le tout vu et considéré, après avoir entendu M. Benoît Crétin, faisant fonction de procureur de la commune en l'absence de celui en titre, il a été arrêté que ledit sieur procureur de la commune ferait détruire l'ouvrage fait et rétablir les choses telles qu'elles étaient auparavant, et qu'il délivrerait exécutoire aux ouvriers qu'il emploierait contre le dit sieur Andriot ; que néanmoins le dit sieur Andriot serait prévenu de la détermination prise dans ledit arrêté, par le secrétaire-greffier de la municipalité, et qu'il serait tenu de faire lui-même cet ouvrage trois jours après l'avertissement, si mieux il n'aime que le procureur de la commune le fasse faire, ainsi qu'il est dit, et avons signé... (1).

C'est par ces empiètements successifs que n'arrêtait pas toujours la municipalité, et par le manque d'entretien et de réparation, que les murs d'enceinte de la ville se démolirent et disparurent petit à petit.

Entre temps, la municipalité, outre ces graves difficultés, avait à réprimer les gens malfamés et les voleurs devenus nombreux et audacieux, dans ces moments de disette et de trouble.

Les bois qui appartenaient antérieurement aux moines de Charlieu, étaient devenus biens nationaux ; ils restaient sous la sauvegarde de la municipalité. Mais les pauvres et les gens mal intentionnés, comme dans un domaine leur appartenant, ne se gênaient pas pour y faire provision, voire même pour en tirer bénéfice « par vente ou pour construction ». Les déprédations et les vols de bois menaçaient de destruction les forêts voisinant la ville. C'est contre ces pillards que le Conseil prit plusieurs délibérations, en particulier celle que nous rapportons :

CE JOURD'HUI, 21 août 1790, sur les 4 heures de relevée, nous

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. 3.*

Jean-Marie Ducoing, maire de la commune de Charlieu (avec son conseil réuni), ledit sieur procureur de la commune a exposé qu'il avait donné ordre aux gardes des bois nationaux de faire une ronde ce jourd'hui dans lesdits bois, assistés de MM. les cavaliers de la maréchaussée de Roanne et de Thizy, qui se trouvaient en tournée à Charlieu, auxquels le bureau avait donné ordre de suivre lesdits gardes aux fins de prendre et arrêter ceux qui y commettent journellement des dégâts.

En conséquence, Jacques Durand, garde des bois du prieuré de Charlieu, demeurant audit lieu et aujourd'hui (garde) des bois nationaux, a exposé et déclaré audit procureur de la commune, avoir trouvé dans la forêt de Sorillard, six personnes à lui inconnues qui avaient déjà plusieurs faix de bois et qui ont pris la fuite dès qu'ils les ont aperçus ; et qu'en conséquence ledit Durand, assisté desdits cavaliers, a fait conduire le bois coupé par le granger de M. l'avocat Petit, dans cette ville ; que ledit Durand a de plus trouvé une serpe et un chapeau que les fuyards avaient laissés.

En conséquence ledit sieur procureur de la commune a requis le bureau de mander ledit Durand et lesdits cavaliers pour raconter le fait, représenter le bois enlevé, la serpe et le chapeau. A quoi le bureau adhèrent ; lesdits Durand et cavaliers ayant été mandés, ils se sont présentés, savoir : ledit Jacques Durand, garde, Pierre Antoine Thomas, cavalier de maréchaussée à la résidence de Thizy, et Etienne Loison, cavalier à la résidence de Roanne ; auxquels lecture faite des présentes, ils ont attesté que les faits étaient vrais, et ledit Etienne Loison a de plus déclaré avoir cassé la gourmette et les rênes de la bride de son cheval, en poursuivant les fuyards parmi les taillis ; laquelle bride il nous a représentée, et nous reconnûmes en effet que son assertion était sincère. Ledit Durand et lesdits cavaliers ont ensuite représenté au bureau le bois enlevé par eux, ainsi que la serpe et le chapeau.

En conséquence le bureau a sur le champ saisi ledit bois qui est de la valeur d'un demi char, la serpe et le chapeau, et a fait transporter le bois chez ledit Durand, qui s'est rendu gardien volontaire, pour le représenter quand il en sera requis. Quant à la serpe et au chapeau, ils ont été déposés dans la maison commune.

Dont et de quoi a été dressé le présent procès-verbal, dont expédition sera envoyée à MM. les administrateurs du directoire du district de Roanne, pour être statué par eux sur le tout ainsi

qu'il appartiendra, et ont, lesdits officiers, Durand et cavaliers, signé avec le secrétaire greffier (1).

Mais, hélas ! malgré la municipalité, le garde et la maréchaussée, les bois continuèrent longtemps à être abattus par les pillards, qui produisirent des dégâts considérables dans les forêts de Charlieu.

Outre ces brigandages, des voleurs et des malfaiteurs exerçaient encore leur industrie dans le pays et dans Charlieu même. La police n'était pas une sinécure pour les officiers municipaux qui étaient seuls à l'exercer à cette époque. Les cas de vols et de méfaits étaient fréquents, si nous nous en rapportons aux délibérations contenues dans les registres, telle la longue délibération du Conseil de Charlieu et de celui de Chandon, qui eut lieu le 2 octobre 1790. L'on jugea utile de pratiquer des perquisitions au Pont-de-Pierre de la commune de Chandon où se réfugiaient les voleurs et les malfaiteurs « lesquels étaient même accusés de crimes ». Nous voyons encore dans une autre délibération, à la même date, que le procureur demande poursuite « contre la mère et la fille Petit, accusées d'être recéleuses », et aussi contre un sieur Meino, de Marcigny, accusé « d'avoir volé la montre du sieur Adrien Renard, de Coublanc », etc., etc.

Tout en s'occupant de son mieux, pour parer à la disette, pour poursuivre les contrevenants aux règlements, et pour découvrir et arrêter les malfaiteurs et les voleurs, la municipalité avait à s'occuper également des intérêts généraux et de la prospérité de la ville. Nous avons sur ce sujet la délibération importante du 8 août 1790.

CE JOURD'HUI, 8 août de l'année 1790, 3 heures de relevée, nous Jean-Marie Ducoing, maire de la municipalité de Charlieu, après avoir convoqué pour ladite heure en conséquence de la délibération du 6 du présent, l'assemblée du conseil général de la commune, en la maison commune, nous nous sommes transportés dans ladite

(1) *Reg. m. Charlieu*, 1790, f. 39.

maison avec M. Patural, procureur de la commune, et sieur Alesmonière, faisant son cours de palais, qui a été commis pour secrétaire greffier, en l'absence de celui en titre, après avoir prêté le serment au cas requis, où étant arrivés, se sont présentés M. Jacques Alesmonière, Marc-Hilaire Belin, Richet, Benoît Crétin et Louis Chabal, tous officiers municipaux et composant la pluralité de la municipalité ; M. Claude Deschézaux, Gilbert Coignet, Benoît Morillon, Jean-Louis Rouillet Lavarenne, Gilbert Canard Jean-Marie Perraud, Claude Besson, Claude Rigollet, Claude Romeuf, tous notables et composant la pluralité desdits notables.

A l'instant, nous maire, avons fait lecture d'un *placet* contenant six articles, que nous avons proposé de présenter à MM. les administrateurs du directoire du district de Roanne pour les intérêts de cette ville, savoir : pour obtenir un pont en bois sur Sornin, proche la prairie ; des réparations au Pont-de-Pierre ; ouverture du grand chemin tendant de Belleville à Pouilly, le long des murs de cette ville ; un établissement de maréchaussée dans notre petite ville ; une direction des postes aux lettres ; une décharge d'une somme de 1.051 livres sur les tailles, sur laquelle on n'a pas fait droit l'année dernière ; et enfin une autorisation pour conserver la maison commune dont nous nous servons aujourd'hui ; des gages pour le secrétaire greffier, et une somme de 400 livres à prendre sur les fonds de la fabrique pour subvenir aux besoins de la municipalité qui n'a aucun revenu. Et a demandé sur le tout l'avis de l'assemblée ; et sur ce où le procureur de la commune, il a été arrêté que les pétitions énoncées dans le *placet* dont il s'agit, étaient justes et légitimes.

En conséquence on est convenu qu'il sera signé par toute l'assemblée, et de suite présenté à MM. les administrateurs du directoire du district, pour y être statué ainsi qu'il appartiendra... (1)

La charge de la mairie était lourde pour Ducoing, surtout dans un moment où les esprits, entraînés par le désir d'émancipation et de liberté, ne cadraient pas toujours avec ses idées modérées. Il donna sa démission le 31 octobre 1790, prétextant ses obligations médicales qui le condam-

(1) *Reg. munic. Charlieu*, 1790, f. 34.

naient à faire des absences fréquentes, et la multiplicité de ses occupations et de ses devoirs personnels.

Le même jour, Jacques Alesmonière démissionna de son emploi de premier officier municipal, et quelques jours après M. Patural renonça à ses fonctions de procureur de la commune, ainsi que M. Crétin d'officier municipal.

Le Conseil était à renouveler.

§ 5.

Pellot maire. — **Le Club des amis de la Constitution.** — Toujours l'insubordination de la garde nationale. — Deux juges de Paix. — Conflit entre le Procureur Duplex et le maire. — Prestation de serment des prêtres. — Lamourette nommé évêque de Lyon. — Protestation de de Marbeuf. — L'abbé Goulard, de Roanne. — Bref du Pape. — Election de plusieurs curés dont celui de Charlieu. — Presbytère pour l'abbé Bardet. — L'Abbé Cartelier, chapelain de l'Hôtel-Dieu. — Refus de livrer les vases sacrés du prieuré.

Le renouvellement annuel des municipalités, d'après le décret de l'Assemblée nationale, devait avoir lieu dans tout le royaume, le dimanche après la Saint-Martin. Mais le Conseil de Charlieu « considérant que le dimanche fixé par le décret, était un jour totalement employé aux offices », renvoya l'assemblée au lundi, 8 heures du matin.

Le titre de maire, de conseiller, voire même de notable, n'était guère recherché dans ces temps troublés, et peu nombreux étaient ceux qui les acceptaient. Les électeurs dans la crainte d'être choisis, montraient peu d'empressement à assister aux réunions électorales, comme il est constaté par le compte rendu de l'assemblée du 15 novembre.

CE JOURD'HUI, quinzième jour de novembre mil sept cent quatre vingt-dix, sur les huit heures du matin, heure à laquelle était indiquée l'assemblée de la commune, en vertu du décret concernant la constitution des municipalités, et vu les extraits de démissions faits au greffe de cette ville, par MM. Ducoing de la

place de maire, Jacques Alesmonière, de premier officier municipal, Benoît Crétin, de celle de second officier municipal, et M. Patural, de celle de procureur de la commune, sous leurs différentes dates ; et l'acte de délibération de la municipalité qui indique à ce jourd'hui huit heures du matin, l'assemblée de la commune en l'église du prieuré de Charlieu, pour procéder à la nomination desdits maire et officiers municipaux, ainsi qu'au renouvellement des notables, ladite délibération ayant été publiée au prône de l'église paroissiale et ensuite publiée et affichée aux lieux et endroits accoutumés, les officiers municipaux ayant fait sonner la cloche de l'église paroissiale de cette ville et publier à différentes reprises, pour indiquer derechef l'assemblée en ladite église du prieuré dans laquelle ils se sont transportés à l'heure indiquée ; et après avoir attendu dans ladite église jusqu'à midi sonné, sans qu'il se soit présenté un nombre suffisant de citoyens pour procéder à ladite nomination, ils ont renvoyé l'assemblée à une heure de relevée, en avertissant de nouveau par le son de la cloche et celui de la caisse, les différents citoyens de se trouver à ladite heure en ladite église du prieuré, pour procéder à ladite nomination. De tout quoi il a été rédigé procès-verbal... (1)

Enfin dans la soirée le scrutin cependant put avoir lieu. Pellot, médecin, fut élu maire ; Jacques Bardet, 1^{er} officier municipal ; Louis Brosselard, 2^e officier municipal. Le 16, on procéda à la nomination du procureur de la commune, et Simon fils fut choisi pour remplir cet office. Le 17, il y eut un nouveau scrutin pour l'élection des notables. « MM. Mazoyer, Nicolas, Denis Girard, Dumont, jardinier, Forest de la Grenette » obtinrent cet honneur et vinrent compléter le nombre nécessaire des notables, « avec ceux restés en fonction : MM. Matray, Coignet, Besson, Roullier-Lavarenne, Perraud et Barnaud ».

Cette municipalité se vit en butte à bien des difficultés ; elle n'offrait pas aux habitants les garanties désirées pour soutenir leurs revendications. Une opposition ouverte se forma contre elle et se créa le *club* des amis de la Constitution, le 4 janvier 1791.

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, t. 12.*

Sa raison d'être est ainsi établie d'après cet extrait du règlement.

Les amis de la Constitution résidant à Charlieu, intimément pénétrés de la sagesse des décrets de l'Assemblée Nationale acceptés et sanctionnés par le roi, et remplis de reconnaissance pour les bienfaits qui en seront nécessairement les fruits, désirant concourir de tout leur pouvoir au maintien de la nouvelle Constitution, se sont réunis en un club particulier sous le titre *d'Amis de la Constitution*, et promis de se conformer ponctuellement au règlement ci-après transcrit...

1° Tout membre du club fera une profession particulière d'observer strictement les décrets de l'Assemblée Nationale acceptés ou sanctionnés par le Roi.

2° Les membres du club s'engagent à s'aider mutuellement de leurs conseils et de leur secours dans tous les cas où l'un d'eux serait menacé de devenir la victime de l'injustice ou de l'oppression.

3° La même assistance sera par eux prêtée à tout malheureux à qui défaut de fortune, de crédit ou de protection ne laisserait aucune ressource pour se garantir par soi-même d'un pareil danger... » (1).

Suivent les articles du règlement dictés par le libéralisme le plus pur et le plus humanitaire, et signés par les principaux membres du Club.

Les premiers adhérents de cette société furent :

MM.

- 1 DE FOUDRAS.
- 2 DE LA RONZIÈRE.
- 3 NOBIS, notaire.
- 4 CHABRIER.
- 5 CHABREUIL aîné.
- 6 DUCOING, médecin.
- 7 DUPLEX aîné, avocat.
- 8 PERROUX aîné.
- 9 BIGAUD cadet.
- 10 DUPLEX cadet.
- 11 BOUTOUGE, notaire.
- 12 PERROUX cadet.
- 13 SIMON, notaire.
- 14 CUCHERAT, marchand.
- 15 ALESMONIÈRE fils aîné, md.
- 16 BIGAUD aîné, chirurgien.

MM.

- 17 LACROIX fils, marchand.
- 18 GACON parisien, marchand.
- 19 BALL, inspecteur.
- 20 BARNAUD, tailleur.
- 21 BERARD Demont.
- 22 DUPERRON Pierre, chapr.
- 23 DÉAL André.
- 24 DURET jeune, marchand.
- 25 VILLERET, huissier.
- 26 JACQUEMIN, tailleur.
- 27 TURET, marchand.
- 28 ANDRIOT, notaire.
- 29 ADAM fils.
- 30 MONTVENOUX, chapelier.
- 31 CHABREUIL Jean-Marie.
- 32 RAQUIN Pierre, cadet (2).

(1) Arch. départ. Reg. L. 398. f. 1.

(2) — — — — f. 38.

Ce club, aidé de la garde nationale, ne tarda pas à montrer son mauvais vouloir contre la municipalité, à propos de l'élection du juge de paix, élection qui amena une véritable émeute dans la ville.

Le juge de paix devait être choisi en Assemblée générale. Dans le but de faire nommer un personnage à sa convenance, et selon le désir des Amis de la Constitution, le marquis de Foudras, sans l'autorisation de la municipalité, fit publier par trois gardes nationaux « que tous les citoyens eussent à s'assembler, demain dimanche, 28 du courant (novembre 1790), avec armes, dans la cour du Prieuré de cette ville pour délibérer sur les objets dont il leur ferait part ».

Le procureur de la commune dans la réunion du Conseil requit le même jour contre la garde nationale et « les attroupements provoqués par elle ». Le maire fut dans l'obligation d'appeler la maréchaussée de Thizy pour lui prêter « la force dont avait besoin la municipalité ». Ce secours fut insuffisant. Au mépris de l'arrêté du Conseil et d'une publication nouvelle que Pélot fit faire dans toute la ville, « à neuf heures du matin, au son de la caisse, faisant défense à toute personne de prendre les armes et de s'assembler quelque part que ce soit, sans permission, le commandant fit battre de la caisse à onze heures et demie par quatre tambours, à l'effet de réunir tous les citoyens de cette commune à la cour de l'abbaye pour y délibérer » (1).

Le procureur « pour ne pas laisser plus longtemps dans l'erreur le peuple égaré par ces différentes publications, et la municipalité voulant donner de nouvelles marques de douceur envers ses concitoyens, ont fait de nouveau publier au son de la caisse, sur les deux heures de relevée, que nouvelle défense était faite de prendre les armes et de s'assembler sans permission, à peine d'être poursuivi comme coupable d'attroupement, de sédition et de désobéissance

(1) *Reg. mun. Charlieu*, f. 19-20 (1790-1792).

tant aux décrets de l'Assemblée nationale qu'aux ordres de la municipalité » (1).

Mais toutes ces sages précautions furent inutiles. Le commandant « fit de nouveau battre la générale par quatre tambours, sur les quatre heures du soir ». Lui-même, avec le major Duplex, engageait chaque particulier à se rendre à l'assemblée. Tous les citoyens dont la plupart n'étaient pas même citoyens actifs ou électeurs, se rendirent en foule dans la cour de l'Abbaye. Cette « multitude de peuple », avec les gardes nationaux, formait par le nombre un attroupement vraiment révolutionnaire.

La municipalité, dépourvue de la force nécessaire pour dissiper cet attroupement et mettre à la raison la garde nationale, ne put que se réunir à la mairie et prendre la décision d'aviser le district de Roanne des désordres commis par les habitants, et de l'insubordination des gardes nationaux. Elle demanda en même temps au Comité des recherches de l'Assemblée nationale « qu'il portât défense aux officiers et soldats de se réunir sans un ordre exprès émanant de la mairie ».

Grâce à ces difficultés fomentées par les ennemis de la Révolution, l'Assemblée générale des citoyens actifs de Charlieu ne put se réunir que le 30 novembre, à l'église du Prieuré, pour procéder à la nomination du juge de paix.

Mais là, une scission se produisit. « Des citoyens, écrit M. Brossard, excipèrent de l'article 2, titre III du décret du 24 avril, disposant *que s'il existe dans un canton une ou plusieurs villes dont la population excède 2.000 âmes, ces villes auraient un juge de paix et des prud'hommes assesseurs*. La majorité des électeurs de Charlieu réclamèrent un juge de paix spécial pour la ville, attendu que la population était supérieure à 2.000 âmes, et ils se retirèrent dans l'église des Capucins. Là, ils nommèrent Henri Duplex, avocat, juge de paix de Charlieu ; l'autre Assemblée désigna Richet ».

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 19-20.

Deux juges de paix ainsi nommés pour le canton, c'était un de trop ; une annulation était nécessaire.

Le Conseil municipal, le 11 décembre, déclara que Duplex « était inéligible, tant à cause de ses impositions qui n'excédaient pas 5 livres 10 sols, qu'à cause de l'intrigue et de la cabale employées pour se faire élire ». Par contre, l'éligibilité du sieur Marc-Hilaire Belin Richet fut reconnue valable par la municipalité et le Conseil général, qui lui firent prêter le serment requis, le 14 décembre 1790.

L'annulation de l'élection de Duplex ne faisait pas l'affaire des habitants en général, et du Club en particulier qui considérait la ville comme dépourvue de juge de paix, malgré l'élection de Richet pour le canton.

Devant les réclamations des habitants, le directoire du département convoqua de nouveau les citoyens actifs qui firent connaître, le 27 mars 1791, leurs vœux sur cette question. La réunion se fit en présence de Cl.-M. Berchoux, commissaire nommé par le directoire de Roanne. « Par 109 voix sur 111 votants » fut proclamée la nécessité d'avoir deux juges de paix, un pour la ville et l'autre pour les communes du canton.

Mais la sanction du vote émis se faisant trop attendre, les membres du Club des Amis de la Constitution prirent une délibération le 1^{er} mai 1791. « ...Etant assemblés, l'un d'eux a dit que depuis près de six mois cette ville était sans juge de paix, quoiqu'il fût nommé par les citoyens : qu'une cabale malveillante s'était formée parmi les membres de la municipalité qui s'opposaient par toutes espèces d'intrigues et de mensonges, au mépris de la loi, à recevoir ce juge de paix ; que ces intrigants abusaient de l'influence que leur donnait leur place, pour tromper MM. les administrateurs du directoire du département de Rhône-et-Loire, qui n'ont que trop prêté l'oreille à leurs perfides suggestions, puisque les bons citoyens n'ont cessé de réclamer justice auprès d'eux jusqu'à présent sans aucun succès ni apparence d'en avoir ; que ce Club a même adressé une lettre la semaine dernière à MM. les administrateurs, pour les prier de nouveau à donner aux citoyens

leur juge de paix ; mais qu'espérant peu de sa réussite, ledit Club doit employer tous les moyens honnêtes pour obtenir justice de ses concitoyens, pour éviter les malheurs qu'une anarchie peut produire. Pourquoi il est instant d'envoyer sans perdre de temps une députation de plusieurs membres de ce Club, au Club central des Amis de la Constitution séant à Lyon, à l'effet de le prier de prendre en considération les malheurs qui peuvent résulter d'une anarchie effroyable où est plongée cette ville faute de juge de paix ; en conséquence, le prier de vouloir bien protéger nos citoyens auprès de MM. les administrateurs pour que bonne et prompte justice leur soit rendue.... » (1).

MM. de la Ronzière, Barnaud, Perroux aîné, Duperron et Turret, membres du Club, furent députés à Lyon, où ils obtinrent gain de cause, pour la tranquillité de Charlieu.

Les principes de la Révolution blessaient bien des esprits. Les amis du vieux régime surtout s'élevaient contre le maire et les conseillers, appelés par leur charge à défendre les idées nouvelles. Les conflits soulevés par la garde nationale et une partie de la population n'eurent pas d'autres sources. Pellot d'ailleurs ne paraît pas être très populaire à Charlieu où son autorité était minée par les mécontents, voire même par le procureur de la commune.

Le sieur Simon avait donné sa démission de procureur le 1^{er} janvier 1791. Les électeurs l'avaient remplacé par François-Marie Duplex cadet, bourgeois de Charlieu, parent de Duplex, le major de la garde nationale, que nous avons vu avec le marquis de Foudras, amener la foule le 28 novembre 1790. Le maire tenait ce nouveau procureur en grande suspicion, et c'est ce dont se plaint Duplex dans la déclaration suivante, faite en plein Conseil :

Le procureur de la commune de la ville de Charlieu observe à Messieurs les officiers municipaux, qu'ayant été choisi par ses concitoyens pour veiller à l'exécution de la loi et décrets de l'Assemblée

(1) Arch. départ. *Reg. L.* 398, f. 6.

Nationale, il a vu avec le plus grand chagrin que dans toutes les circonstances on éludait sa présence, que les paquets se décachaient sans sa participation ; qu'aujourd'hui, quatre du mois, ils avaient procédé à l'ouverture des scellés de l'ancienne justice de cette ville sans sa participation et même à son insu ; que hier, trois du même mois, ils s'étaient cachés de lui pour l'enlèvement des meubles des Capucins, et avaient laissé commettre les plus grands désordres dans ce ci-devant couvent par une populace sans frein ; observe encore le procureur de la commune que lorsqu'il veut leur remontrer les règles prescrites, il ne reçoit que des *décrétés* ; que s'étant plaint au district de Roanne, il n'en avait eu aucune satisfaction.

Ce que voyant, pour faire cesser les désordres, il prend le parti de retirer chez lui les registres pour empêcher que Messieurs les officiers municipaux puissent rien faire qu'il n'en soit instruit, en attendant qu'eux-mêmes aient procédé conjointement avec les notables à la nomination d'un secrétaire greffier, majeur et d'assez grande maturité d'âge, pour qu'on lui puisse confier les présents registres ; observe encore que les citoyens, et notamment le procureur de la commune, n'en peuvent prendre aucune lecture, attendu que le sieur Pellot, par de fréquentes visites chez ses malades, est obligé de s'absenter de chez lui, et emporte les clefs de l'armoire où il tient toujours renfermés les présents registres.

C'est bien malgré lui que le procureur de la commune prend un parti qui peut être taxé de violence. Mais il espère que Messieurs du directoire de Roanne voudront bien apporter le plus prompt remède à des divisions qui ne viennent parmi nous que de l'inexécution de la loi.

A Charlieu, ce 4 avril 1791.

Signé : DUPLEX (1).

Devant cette plainte du procureur, l'Assemblée générale convoquée se réunit le 22 avril 1791 et par voie de scrutin nomma « le sieur Marcoux, secrétaire greffier ». Nous allons le voir en fonction pendant les premiers temps de la tourmente révolutionnaire.

Nous avons vu, sous l'administration municipale du docteur Ducoing, l'adresse signée par les prêtres de Charlieu, dans laquelle ils manifestaient leurs sentiments d'admiration pour les travaux de l'Assemblée nationale.

Poussés par les mêmes sentiments de libéralisme et de patriotisme, ils n'hésitèrent pas à prêter le serment requis. Il est vrai qu'à cette date ils n'avaient pas reçu du pape,

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. verso 49.*

le chef hiérarchique du clergé, les ordres éclairés pour les diriger et pour les empêcher d'accepter l'église constitutionnelle qui les rendit schismatiques.

Vu l'importance de leur prestation de serment, nous relevons cet acte dans son intégralité :

CE JOURD'HUI, trente janvier mil sept cent quatre-vingt-onze, nous Claude Pellet, maire de la ville de Charlieu, Louis Chabal, Paul Decroze, Jean-Baptiste Brosselard, tous officiers municipaux de la ville de Charlieu ; François Mafray, Gilbert Coignet, Claude Besson, Claude-Marie Barnaud, Louis-Etienne Désarbres, Denis Girard, Cl.-Marie Nicolas, Gilbert Dumon, composant la pluralité du Conseil général de la commune : Jacques Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, en l'absence de celui en titre, assemblés en l'église de Saint-Philibert dudit lieu, à l'issue de la messe paroissiale, à l'effet de recevoir de messieurs les curés, vicaires et autres fonctionnaires publics et autres prêtres, le serment porté par le décret de l'Assemblée Nationale du vingt-sept novembre de l'année dernière, sanctionné par le roi, le 26 décembre suivant ; lecture leur ayant été faite du dit décret et de la formule du serment y énoncée en présence de tout le public assemblé, se sont présentés par-devant nous, les sieurs Marc-Antoine Duvernay, curé de la ville de Charlieu, Claude Bardet, vicaire du dit lieu, et aumônier de l'Hôtel-Dieu de ladite ville ; Joseph Cucherat et François Coignet, ayant des lettres de vicaires pour Charlieu, et Nicolas Carthelien, ancien curé de Saint-Paul de Varas, tous les deux pensionnés par démission de leur cure, qui tous, séparément, l'un après l'autre, la main droite sur la poitrine, ont prêté entre nos mains, et en présence de la commune, le serment énoncé audit décret, par lequel ils ont juré et promis, savoir : les curés et vicaires de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui leur sont confiés ; et tous, d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout leur pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée Nationale, et acceptée par le roi.

De tout quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal, et ont tous lesdits prêtres, curés, vicaires susnommés signé avec nous... (1).

Quelques jours après, est enregistrée également la prestation du serment civique du « sieur Louis Servant, ci-devant capucin de cette ville, » et celle de « Jallemon, vicaire nouvellement nommé ».

L'évêque métropolitain, de Marbeuf, n'avait pas voulu prêter le serment prescrit. Il s'évertuait au contraire à

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. verso 37.*

prêcher la résistance au décret et à la loi de la constitution civile du clergé. Un grand nombre de prêtres avaient dans son diocèse imité son exemple, contrairement à ceux de Charlieu. En face de cette résistance, le Conseil général de Rhône-et-Loire, dans la séance du 15 novembre 1790, avait délibéré sur les dénonciations portées contre les chapitres, corps et communautés séculières qui enfreignaient journellement les décrets, et contre les prêtres qui n'avaient pas prêté le serment. Il avait pris ce jour une grande décision, en décrétant l'inventaire des ornements et objets du culte, en adressant une monition nouvelle à l'archevêque, et en fixant la prestation du serment civique dans la quinzaine au plus tard, par tous les prêtres qui n'avaient pas encore rempli ce devoir de citoyen. Il établit pour eux l'obligation de lire au prône de la messe tous les décrets et notamment celui du 12 juillet sur la constitution civile du clergé.

Dès lors, le prêtre qui refusait le serment était déchu de ses fonctions, dépouillé de son traitement, et celui qui se rétractait devenait parjure et était déclaré déchu des droits de citoyen actif et incapable d'arriver aux fonctions publiques.

Dans ces conditions, beaucoup de prêtres redoutaient, en refusant le serment, d'encourir la suppression de leur traitement et d'être privés de leurs droits de citoyen. Ils ne voulaient pas non plus montrer de l'hostilité à la Révolution dont beaucoup étaient partisans ; et d'ailleurs, ils ignoraient encore l'opinion du pape qui n'avait pas encore parlé au nom de l'Eglise. Toutes ces considérations expliquent l'acquiescement d'une partie du clergé à la Constitution civile.

Mais en attendant cette parole du chef hiérarchique, l'Eglise de France se trouva dans le plus grand des embarras, ce qui causa une division fâcheuse dans tout le clergé.

De Marbeuf persévéra dans sa résistance. Le procureur général syndic du département, en face de cette ténacité, avisa les électeurs que ce prélat, étant déchu de sa charge, la nomination de son successeur s'imposait et qu'elle aurait

lieu le 27 février 1791. Malgré les protestations de l'archevêque, son *avertissement pastoral*, les *lettres aux électeurs*, et divers écrits tels que *prône d'un bon curé sur le serment civique*, il fut remplacé par l'abbé Lamourette, vicaire général d'Arras, par 264 suffrages sur 495 votants.

Ce nouvel évêque de Lyon, nommé par le suffrage, prêta le serment civique et fut sacré le 27 mars 1791.

De Marbeuf, de sa retraite protesta encore avec plus de véhémence, traitant Lamourette de « faux pasteur, de loup ravisseur ». « Nous déclarons intrus et schismatique, écrit-il aux prêtres du diocèse, le sieur Adrien Lamourette, lequel, sans aucune mission et contre tous les saints canons, a eu l'audace, le 14 du mois d'avril, de prendre solennellement possession de notre siège épiscopal, métropolitain et primitif, quoique non vacant, en s'arrogeant le titre d'évêque du département de Rhône-et-Loire et de métropolitain du Sud-Est ». En le déclarant schismatique, il lui interdit toutes fonctions épiscopales et sacerdotales. En même temps, il ordonna à tous les fidèles de regarder les prêtres assermentés, non canoniquement institués, « comme de faux pasteurs ; de ne pas communier avec eux ; de ne recevoir d'eux aucun sacrement ; ni d'assister à la messe célébrée par eux ».

Plusieurs prêtres, les Bénédictins et les Cordeliers entre autres, furent dociles à ses conseils. Nous citons également l'abbé Goulard, curé de Roanne, et ses trois vicaires, qui furent réfractaires. L'abbé Goulard, député à l'Assemblée nationale, devint par son influence, le chef, dans le département, des partisans de l'Eglise non concordataire.

Ce décret sur la constitution civile du clergé, cause des pires catastrophes en France, fut soumis à Pie VI, par l'intermédiaire du cardinal de Bernis. Mais le pape ne crut pas devoir se rendre aux supplications de Louis XVI. Le roi d'ailleurs ne l'avait signé qu'à son corps défendant et forcé par les circonstances. Après de longs atermoiements, le chef spirituel de l'Eglise donna son opinion sur la constitution du clergé. Dans un premier bref du 10 mars 1791, sans condamner d'une façon absolue le décret du 12 juillet



1790 de l'Assemblée nationale, il le critiquait en termes virulents et il sommait les prêtres de demeurer fidèles à l'Eglise catholique.

Un second bref parut bientôt, celui-là plus catégorique. Le 13 avril en effet, dans ce bref, le souverain pontife donnait les ordres suivants : « Nous ordonnons par ces présentes, à tous cardinaux, archevêques, évêques, abbés, chanoines, curés, vicaires, en un mot à tous prêtres et ecclésiastiques, séculiers et réguliers, qui auraient prêté le serment purement et simplement, tel qu'il a été prescrit par l'Assemblée nationale, de se rétracter dans le délai de quarante jours, à compter de la date des présentes. Ceux qui dans cet intervalle n'auraient pas fait la rétractation, seront suspendus de l'exercice de tout ordre ecclésiastique et soumis à l'irrégularité, s'ils en exercent les fonctions ».

La Constitution civile du clergé était donc condamnée en termes formels par le Saint-Siège. De plus, le bref déclarait nulles les élections des curés et des évêques, et il défendait aux assermentés d'administrer les sacrements.

Mais le mal était fait. La peur et l'intérêt firent le reste.

La Nation se trouva ainsi partagée, au point de vue religieux, entre les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires. Ne condamnant pas immédiatement la Constitution le pape laissa l'Eglise de France dans la plus grande incertitude, incertitude qui, en jetant le trouble parmi les catholiques, fut cause de cette division néfaste.

L'Assemblée Nationale, par le vote de la Constitution civile du clergé, oubliant douze siècles d'histoire, avait troublé profondément les consciences, froissé les opinions sans respect pour des habitudes enracinées. Ce fut une des plus grandes fautes de la Révolution qui dans ses débuts avait cependant les plus louables intentions. Cette constitution donna naissance à bien des parjures, comme nous l'avons vu pour les prêtres de Charlieu, et aussi à bien des résistances, non seulement dans le clergé, mais encore dans le peuple des fidèles.

Cependant, après le bref de Pie VI, des prêtres rétractèrent leur serment. Ainsi fit Duvernay, curé de Charlieu,

qui ne tarda pas à mourir quelque temps après sa rétractation.

Les prêtres réfractaires devinrent alors de plus en plus tumultueux. Soutenus et guidés par l'autorité du pape, ils agirent contre la constitution par leurs paroles et par leurs actes. Ils refusèrent dès lors de lire au prône de la messe paroissiale les décrets de l'Assemblée Nationale, celui surtout concernant le clergé.

Pour porter remède à cette situation inquiétante et préjudiciable à la Révolution, le conseil général et les directeurs des différents districts de Rhône-et-Loire, prirent de grandes décisions. Celui de Roanne signala, dans une circulaire aux municipalités, « la conduite des prêtres qui *trompaient* la population et qui ne prêtant pas le serment préparaient la résistance aux décrets ». « On a espéré inutilement, disaient les administrateurs, que la raison succéderait à ce vertige et que les prêtres, ramenés à elle par les instructions de leur évêque *constitutionnel*, cesseraient une conduite qui nuit plus à la religion que les décrets qu'ils en accusent mal à propos. La modération et la patience dont on a fait usage, n'ont servi qu'à accroître leur intolérance » (1).

Les administrateurs ordonnèrent la lecture de leur circulaire, ainsi que l'instruction pastorale de Lamourette du 12 mai, « le plus prochain dimanche, à tous les offices ».

Si les prêtres refusaient la lecture, elle devait être faite par les municipalités elles-mêmes, à l'église paroissiale.

A Charlieu cette lecture fut faite régulièrement par les prêtres assermentés de Saint-Philibert, mais ceux de la ville de Roanne s'y refusèrent, ainsi que beaucoup de curés d'autres paroisses du district.

De ce fait, beaucoup de cures devinrent vacantes, les prêtres réfractaires étant destitués par l'administration.

Duvernay, curé de l'église Saint-Philibert, étant mort, le poste de Charlieu était vacant également. L'adminis-

(1) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 374, tome V.

tration avait donc à le remplacer et à nommer des prêtres dans toutes les cures dépourvues.

Les 5 et 6 juin les électeurs se réunirent dans l'église principale de la ville de Roanne et procédèrent à ces nominations diverses, comme le rapporte le compte rendu suivant :

L'an 1791, et le 5 Juin, les électeurs du district de Roanne, assemblés dans l'église principale de la ville de Roanne, ensuite de la convocation faite par M. le procureur syndic, à l'effet de remplacer MM. les curés de Roanne, St-Romain-d'Urphé, Changy, Saint-Just-la-Pendue, Mars et Coutouvre, démissionnaires par le refus de prêter le serment auquel ils étaient assujettis par les lois du royaume, et spécialement par celle du 27 novembre dernier ; et à l'effet de nommer à la cure de Charlieu, vacante par mort, après la seconde messe paroissiale célébrée par M. Legoff, ci-devant religieux au couvent des Minimes, sur le refus fait par tous les vicaires de la paroisse, la séance a été ouverte par M. Lamurette père, doyen d'âge, qui a fait l'office de président, et par MM. Forest, Alesmonière et Detours qui ont rempli les fonctions de scrutateurs. M. Lamurette a de suite proposé à l'assemblée de s'occuper du choix du président. Le scrutin formé il s'y est trouvé 88 bulletins ouverts et dépouillés. M. Michon a réuni 48 suffrages et a ainsi obtenu la pluralité absolue, et a été proclamé président de l'assemblée. Le scrutin formé ensuite pour la nomination du secrétaire, par le recensement qui en a été fait, il a été reconnu que M. Aucler a réuni 53 suffrages et a obtenu la pluralité requise, ne s'étant trouvé dans ce scrutin, comme dans le premier, que 88 bulletins.

MM. Michon et Aucler, ayant pris séance, ils ont en présence de l'assemblée prêté le serment prescrit par le décret du 22 décembre 1789, et celui ordonné par le décret du 28 mai dernier, et sous la formule qui est énoncée.

Après cette prestation de serment, M. le président a prononcé un discours où il a montré combien il est essentiel de nommer des pasteurs recommandés par l'opinion publique et d'un attachement parfait et inviolable à la Patrie comme à la Religion. Après quoi, il a proposé de nommer les scrutateurs pour laquelle nomination il n'est besoin que de la pluralité relative.

Et ensuite (l'assemblée des électeurs) a procédé au remplacement du sieur curé de Roanne, et chaque électeur en apportant son billet a prêté le serment prescrit par le décret du 28 mai,

dont la formule avait été mise sur la table, au pied du vase destiné à contenir les bulletins. Le scrutin fut trouvé composé de 106 bulletins. Ouverts et dépouillés, il y en a eu 5 qui, blancs ou à défaut de désignation suffisante, ont été déclarés nuls par l'assemblée ; ce qui a réduit à 101 le nombre des suffrages et a fixé la pluralité absolue à 51. M. Vignon, professeur de physique au collège de Roanne, ayant réuni 64 voix, il a été proclamé curé de Roanne.

Cette élection a été suivie de celle d'un curé pour la ville de Charlieu. Par le recensement du scrutin formé à cet effet et composé de 90 bulletins, il a été reconnu que M. Bardet, vicaire à Charlieu, en a été nommé curé, ayant obtenu la pluralité absolue par la réunion de 71 suffrages (1).

Furent ainsi nommés par l'assemblée électorale :

MM. GUILLOT, curé de Saint-Romain-d'Urphé.

VALLAS, curé de Changy.

FILLON, curé de Coutouvre.

BOUQUIN, curé de Saint-Just-la-Pendue.

PEGON, curé de Mars.

Ces nominations étant terminées, l'assemblée électorale a arrêté que la proclamation solennelle serait faite de suite ; et à cet effet, M. le président a été prié d'écrire à MM. les officiers municipaux de Roanne pour les engager à faire célébrer la messe exigée par l'art 31 du titre 2 du décret sur la constitution civile du clergé pour cette proclamation (2).

Suivent diverses formalités concernant ces élections, et les procès verbaux soumis à l'évêque Lamourette, qui s'empressa d'accorder l'investiture à tous les nouveaux élus, et en particulier à l'abbé Bardet, nommé curé de Charlieu :

Vu l'expédition des procès verbaux d'élection et de proclamation de M. Claude Bardet à la cure de Charlieu, département de Rhône-et-Loire, district de Roanne, et après nous être assuré de sa capacité et de sa bonne conduite, et reçu son serment de catholicité, nous lui avons accordé et accordons par les présentes

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 71 et suivants.

(2) — — — — —

la confirmation et institution canonique. Fait à Lyon le huit juin mil sept cent quatre-vingt-onze.

Signé : Adrien LAMOURETTE, évêque de Rhône-et-Loire,
métrop. du sud-est ; par mandement.

Signé : BOUTEILLE Ph., *secrétaire* (1).

L'abbé Bardet s'empressa à son tour de prendre possession de sa charge, et à ce sujet la délibération suivante fut prise par la municipalité :

CE JOURD'HUI, 12 juin 1791, en l'église paroissiale de Saint-Philibert, sur les 10 heures du matin, le peuple assemblé pour ouïr la messe de paroisse, et devant nous les maire et officiers municipaux et notables, assemblés en la dite église, s'est présenté sieur Claude Bardet, prêtre et ancien vicaire de cette ville, qui a dit que par la délibération et procès-verbal de MM. les électeurs du district de Roanne du 5 du présent mois, il aurait été nommé pour remplir les fonctions curiales de la ville de Charlieu, dont la cure était vacante par la mort du dernier titulaire, que depuis la nomination il a reçu l'approbation de l'évêque de Lyon, constaté au bas de l'expédition du procès-verbal de la nomination ; en conséquence qu'il désire prendre possession de la dite cure de Charlieu et prêter le serment ordonné par les décrets de l'assemblée nationale. Il a remis à cet effet entre nos mains l'expédition du procès-verbal de son élection, au bas duquel est l'approbation de l'évêque diocésain. Avons ordonné que le dit Bardet est admis à prêter le serment ordonné par les décrets ; et de suite il a entre nos mains et en présence des notables et de tout le peuple et le clergé assemblés, levé la main à Dieu et juré de veiller avec soin sur les fidèles de la paroisse qui lui sont confiés ; d'être fidèle à la nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout son pouvoir la constitution décrétée par l'assemblée nationale et acceptée par le roi ; duquel serment nous lui avons dressé acte, et ordonné qu'il demeure dès à présent installé du dit titre de curé de la ville de Charlieu, et des fonctions qui y sont attachés, dont il a pris la réelle et actuelle possession ; et ordonné en outre que sa nomination sera inscrite sur les registres de la municipalité de cette ville.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 71 et suivants.

Dont et de tout quoi, nous avons rédigé le présent procès-verbal ; et de suite ledit sieur Bardet a commencé ses fonctions curiales par dire la grand'messe de paroisse, à laquelle les dits officiers municipaux et notables, le clergé et le peuple ont assisté.

Fait les jour et an que de l'autre part est dit, et a ledit sieur Bardet, signé avec les officiers municipaux, MM. les notables, le sieur Jean-Baptiste Brosselard, faisant les fonctions de procureur de la commune, en l'absence de celui en titre, et le sieur greffier, le clergé et ceux qui l'ont voulu (1).

Six jours après sa prise de possession de la cure, l'abbé Bardet se présenta de nouveau devant le conseil municipal, déclarant « avoir fait choix, pour remplir la place de vicaire vacante en ce moment, de M. Jean-François Coignet, pour en remplir les fonctions ». Coignet avait déjà prêté serment et il fut accepté comme vicaire par le conseil.

Depuis longtemps les curés de Charlieu avaient demandé une maison pour presbytère. La ville les avait logés jusqu'alors tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, selon la volonté des propriétaires ou celle des prêtres. M. Alesmonière avait, sous son administration, demandé le prieuré comme presbytère. Cette demande était restée sans effet. Mais après la nomination de l'abbé Bardet à la cure de Charlieu, une maison fut accordée : « Ce jourd'hui, 3^e jour du mois de juillet 1791, nous, maire et officiers municipaux de la ville de Charlieu, assemblés en la maison commune à la manière accoutumée avec la majeure partie des notables, sieur Jacques Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, nous avons fait lecture d'une lettre en date du 28 juin dernier, à nous adressée par MM. les administrateurs du Directoire du district de Roanne, signée Alesmonière, vice-président, Berchon, Bergier, et Geoffroid secrétaire, laquelle nous a donné pouvoir de mettre sieur Claude Bardet, curé de cette ville, provisoirement en possession des bâtiments de M. Berton, ci-devant

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 68.

Bénédictin, pour lui tenir lieu de presbytère, lesquels bâtiments furent distraits lors de la vente des biens nationaux, en vertu des décrets de l'Assemblée nationale. Et sur ce ouï le susdit procureur de la commune, nous avons de suite remis au dit sieur Claude Bardet, curé de cette ville, les clefs de la dite maison, de laquelle il a pris sur le champ possession, lequel a signé avec nous le présent arrêté, et les notables ci-présents et notre secrétaire greffier... » (1).

Quelque temps après, on procéda à l'élection du chapelain de l'Hôtel-Dieu. Cartelier fut nommé et il prit possession de sa charge selon les formalités ordinaires, le 7 août 1791, dans la chapelle même de l'hôpital (2).

Le clergé de Charlieu, assermenté et épuré selon les lois constitutionnelles, était au complet et marchait à l'unisson avec la municipalité. Seuls, les abbés Barruel et Samoël, bénédictins, restaient en dehors du mouvement, avec les Cordeliers et les Capucins, excepté Louis Servant qui avait prêté le serment. N'ayant aucune charge, la loi ne les avait pas encore atteints, bien que leurs propriétés fussent inventoriées et placées sous séquestre.

Les commissaires avaient établi comme gardien de l'Abbaye, l'abbé Barruel. Il devait veiller à la garde des bâtiments et à celle des ornements, vases sacrés et tous objets du culte dépendant du monastère. Ces objets précieux faisaient sans doute la convoitise de certaines personnes, probablement de quelques prêtres constitutionnels nouvellement élus et s'en trouvant dépourvus. Le district de Roanne, dans ce but présumé, fit demander les vases sacrés de l'Abbaye à la municipalité de Charlieu. Celle-ci refusa en prenant la délibération suivante :

... Nous procureur de la commune de la ville de Charlieu, après lecture faite à l'assemblée de la municipalité, d'une lettre du

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 75.

(2) Voir *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 81.

directoire de Roanne, datée du 5 courant, par laquelle le district de Roanne invite MM. les officiers municipaux de leur faire parvenir les vases sacrés des communautés et églises supprimées, voyant que la lettre ci-dessus n'était revêtue que d'une simple signature, et ne paraissait en aucune manière le fruit d'une délibération; ayant en outre entendu les plaintes et les scrupules de M. l'abbé Barruel, chargé des pièces et effets renfermés dans l'inventaire fait par MM. Michelet et Perret, commissaires nommés à cet effet, dans le mois de juin 1788; avons formé et formons, entre les mains dudit sieur Barruel, opposition à la relaxation d'aucun effet, jusqu'à ce qu'une manière plus régulière de procéder ait mis à couvert les différents intérêts tant de la commune de Charlieu que dudit Barruel sus-nommé, et avons ordonné en outre que copie de la présente opposition serait délivrée à qui de droit pour en faire usage en tant que de raison, et avons signé à Charlieu le 7 août 1791.

DUPLEX, *procureur*. (1).

§ 6.

Contrevenants aux règlements de Police. — Encore les voleurs, les malfaiteurs. — Les bagarres. — Nouvelle demande pour obtenir une maréchaussée. — Taxe du pain, de la viande, abolition du privilège du boucher de carême. — Toujours grande pénurie de grains. — Ateliers de charité. — Distribution des grains des Bénédictins. — Service religieux en l'honneur de la mort de Mirabeau. — Fuite du Roi. — Ordre à la garde nationale de faire la police. — Camp de la Fédération. — Discours de Pellot. — Fête en l'honneur de la Constitution.

Toutes ces installations, prestations de serment et diverses délibérations, avaient grandement absorbé le temps de la municipalité. Outre ces occupations, la surveillance de la ville et la nécessité d'y faire continuellement la police, donnaient au conseil force difficultés et surcroît de travail.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 81, verso.

Pour mettre ordre aux abus des contrevenants, on fit de nouveau afficher et publier les ordonnances de police, et l'on s'appliqua à les faire observer, en punissant d'amendes les délinquants. Le 4 décembre 1790, le conseil réuni, « le procureur de la commune a représenté qu'au mépris des ordonnances de police, différents particuliers affectent de laisser dans les rues et sur les lieux les plus voisins de la ville des fumiers et autres immondices qui nuisent à la salubrité, et par suite à tout le public ; que d'autres particuliers embarrassent les rues par les chars et charrettes, bois et autres matériaux ; que d'autres particuliers encore jettent par les fenêtres de l'eau, bois et autres *denrées* qui peuvent occasionner les plus grands inconvénients, etc. »

Si ces délinquants occasionnaient quelques embarras à l'administration, les voleurs et les malfaiteurs jetaient un trouble autrement inquiétant, en continuant de rendre peu sûr le séjour de la ville. De plus, vu l'état des esprits, et les divisions qu'avait suscitées la loi sur la constitution civile du clergé, on redoutait à chaque instant des bagarres et des émeutes. Elles étaient d'autant plus à craindre que la ville était dépourvue de soldats et de gendarmes. On ne pouvait compter sur la garde nationale qui, comme nous l'avons déjà constaté, ne marchait pas toujours d'accord avec la municipalité.

Nous relevons ici quelques-uns des crimes et des vols commis dans ce temps troublé, nous prouvant l'insécurité de la ville et de la région.

Un meurtre eut lieu le 14 mars 1791, sur les huit heures du soir. « Le nommé Marchand, soldat du régiment Limousin, étant en semestre en cette ville depuis plusieurs mois, eut une rixe avec le nommé Pierre Ebvard, natif de Vichy, auquel il donna plusieurs coups de sabre dont le dit Ebvard est mort à l'Hôtel-Dieu de cette ville dans la nuit du quinze au seize du présent » (1).

Le 2 mars 1791, eut lieu une plainte pour coups et bles-

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 46.*

sures. « Nous procureur de la commune, après avoir ouï la nommée Marianne Donjoux, femme Demon, laquelle nous a porté plainte contre Jean Villard, mineur, Antoine Michel, aussi mineur, et Gaspard Colon, aussi mineur, tous résidant à Charlieu, de ce que ces derniers ont violemment maltraité, aujourd'hui à deux heures, son mari, au point qu'il a été obligé de garder le lit, ainsi qu'elle plaignante, ayant reçu une contusion à la tête, mais qui ne la tient pas assez malade pour l'empêcher de sortir ; se plaignant encore que ses enfants ont été battus par les mêmes Michel, Villard et Colon » (1).

Le 14 mai 1791, la veuve Garmier, cabaretière, requit les officiers municipaux. Chabal se transporta chez elle, « et ayant trouvé trois particuliers pris de vin que l'on nous a nommés Ressort, Carizel et Capy de la paroisse de Villers et des environs », et qui se disputaient, malgré les invitations à se retirer. On fut obligé de demander « main forte au sieur Perraud, officier de la garde nationale, qui a commandé sur le champ des soldats pour arrêter ces trois particuliers et les conduire en prison » (2).

Nous voyons, toujours à la même époque, le Conseil délibérer sur le cas d'un sieur Lespinasse Jean, « arrêté pour vol de planches dans la nuit du 29 au 30 mai, au préjudice du sieur Deschézeau, aubergiste » ; sur le cas d'un sieur Philibert Tomachot, de Pouilly, et de François Lefranc, « détenus à la maison d'arrêt de Charlieu ». Ils avaient, le 12 juin, « arrêté et volé sur le chemin de Tigny, au bois Juillet, le nommé Jean Botet, marchand, après l'avoir terrassé ».

Outre ces faits regrettables pour la sécurité des habitants, la municipalité avait toujours à sévir contre les brigandages commis dans les bois. La dévastation des forêts et des biens nationaux était incessante, malgré la surveillance du Conseil. Le 7 mars, « Louis Magnin et Gaspard

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 44.

(2) — — — — — f. 57, verso.

Ganière, huissiers de police, faisant visite dans les bois de la nation, ont trouvé des baliveaux de la grosseur d'environ dix pouces, coupés sur place dans différents endroits » (1).

Pour maintenir l'ordre et sévir mieux contre les voleurs et les criminels, Charlieu avait besoin d'une maréchaussée. Le Conseil déjà l'avait demandée en plusieurs fois, mais sans succès. Le 6 mai 1791, il prit sur ce sujet une nouvelle délibération et formula une pétition qu'il adressa « à Messieurs les administrateurs du directoire du district de Rhône-et-Loire ».

La municipalité de Charlieu, y est-il dit, chef-lieu de canton, avait anciennement une brigade de maréchaussée qui fut transférée à Thizy. Cette ville (Charlieu) se trouve à trois grandes lieues de Roanne, séparée par la rivière de Loire, à trois lieues de distance de Thizy et de La Clayette. Il s'y fait un commerce considérable de fil et de coton, le samedi qui est jour de marché ; il y a un concours de marchands, soit pour la vente des blés, soit pour les toiles et bestiaux. La difficulté des mauvais chemins oblige les marchands à venir coucher la veille, ou à voyager la nuit pour se trouver du matin au marché. Le pays est couvert de bois appartenant à la nation, qui sont journellement brigandés, malgré le soin de la municipalité qui se trouve sans force ; les vols se multiplient, et (le pays) ne tardera pas à être infecté de brigands. Dans les délais de 15 jours, il y a eu nombre de personnes *d'attaquées* et *deux de tuées* : Messieurs du district ont fait l'exécution d'un, quelques jours après l'assassinat. Il y a une grande route de Beaujeu à la Loire, depuis cette ville qui est à sept grandes lieues du port de Pouilly qui est considérable. L'endroit est sujet à beaucoup de difficultés et de rumeurs. Il n'existe aucune brigade, conséquemment point de ressources pour les secours. Le ministre avait promis, quelque temps avant la nouvelle constitution, le rétablissement d'une brigade ; la position des choses en a suspendu l'exécution. Mais la nécessité d'en avoir une oblige la ville de Charlieu, dans un moment où les insurrections naissent d'un instant à l'autre, à vous supplier, messieurs, par l'intérêt que vous prenez à la sûreté des citoyens, de lui accorder une brigade de maréchaussée. C'est une grâce qu'elle attend de votre justice ; ainsi que de la croire avec toute la reconnaissance et le respect le plus profond : Messieurs les officiers municipaux de la ville de Charlieu, ce 6 mai 1791, BARDET, BROSELARD, DECROZE, MATRAY, CHABAL, BABA, PELLOT, *maire*, MARCOUT, *secrétaire-greffier* (2).

Pour les mêmes motifs, le Conseil avait, le 24 février de

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 45.

(2) Archives municipales de Charlieu, 1790-1792, f. 53.

la même année, délibéré sur l'urgence pour la commune d'avoir une prison pour renfermer « les prévaricateurs tant aux décrets qu'aux lois de l'Assemblée nationale, et les nombreux malfaiteurs ».

Au milieu de ces troubles inquiétants et de cette insécurité, la municipalité avait grandement à faire encore pour atténuer la misère des habitants, et poursuivre les spéculateurs.

Certains boulangers peu scrupuleux vendaient souvent, en effet, le pain sans qu'il eut le poids requis. Le 7 décembre 1790, « le sieur Thevenet, boulanger près l'église, le sieur Nicolas Brun et Claude Etaix, également boulangers », furent pris en contravention, condamnés à l'amende, et « leurs pains furent confisqués et distribués aux pauvres ».

D'ailleurs en 1791, circonstance atténuante à leur indécatesse, les boulangers se plaignent de vendre le pain à un prix onéreux : « s'il valait au commencement de l'année un prix inférieur, au mois de septembre de la même année, les farines avaient augmenté de valeur, à cause de la grande sécheresse qui avait tari les rivières et empêché les moulins de moudre ». « Nous ne pouvons, déclarent les boulangers, continuellement faire à la société des sacrifices qui nous deviennent trop onéreux ». Le Conseil, prenant part à leur doléance, arrête « que vu la difficulté qu'il y a de faire moudre à défaut d'eau », la livre de pain de première qualité, « sera de trois sols, le pain de seconde qualité, deux sols six deniers ».

Quant à la viande, elle avait été tarifée, le 22 février 1791, à cinq sols la livre, bœuf, mouton ou veau, et cela, « pendant l'espace du carême prochain ».

Sous l'ancien régime, les bouchers n'avaient pas le droit de vendre en carême. Un seul avait ce privilège donné par adjudication, et pour les besoins uniquement « des vieillards ou des malades dispensés de l'abstinence ». Mais les bouchers, le 15 mars de la même année, « se prévalent de l'abolition de tous les privilèges pour continuer à mettre

en activité leur boucherie pendant le carême, comme dans un autre temps ». L'adjudication faite « en faveur de Rebbé », le 24 février, fut annulée en présence de cette réclamation, et tous les bouchers eurent « le droit de tuer jusqu'à nouvel ordre ». Et ayant émis cet arrêté, le Conseil décida « que la viande, soit bœuf, soit veau et mouton, se paierait à quatre sols neuf deniers la livre, attendu qu'il n'y a point de boucherie de carême et que tout boucher qui en passera la taxe, sera amendé de cinquante livres et puni selon les ordonnances de police, et que tous particuliers auront la faculté de prendre bœuf, veau ou mouton à leur choix... » (1).

Cette taxe de la viande, avec ses considérants, nous démontre le relâchement dans les pratiques religieuses, laissant les catholiques libres dans l'abstinence du carême. Elle nous instruit également sur la valeur de cet aliment, prix élevé pour l'époque, mais que nous apprécierions grandement aujourd'hui.

La misère était grande, et les déshérités de la fortune, sans travail, souffraient de la disette. Pour y remédier, selon la possibilité de la nation, on créa des ateliers de charité : des chantiers furent ouverts pour les ouvriers.

La généralité de Lyon avait compris Charlieu pour une somme de huit cent dix-sept livres. Cette somme fut employée « à réparer le chemin de Charlieu à Fleury-la-Montagne ». Ce chantier fut une ressource pour les malheureux qui voulurent y travailler.

« Vous ne devez pas perdre de vue, Messieurs (écrit, le 28 février 1791, M. Larochette, procureur syndic de Roanne, aux membres de la municipalité de Charlieu), que les travaux étant essentiellement un moyen de subsister pour les pauvres, vous devez appeler à les partager tous les individus de cette classe qui habitent votre paroisse; vous devez surtout vous attacher à y employer ceux absolument

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. 45, verso.*

dénués de secours, et à qui leur âge, leur sexe, leur faiblesse empêchent de trouver par le travail de leurs bras une ressource contre l'indigence dans les ouvrages ordinaires de la campagne ; les vieillards, les femmes, les infirmes ont droit à cette aumône utile. Car c'est véritablement une aumône ; la désignation des fonds qu'on y emploie le dit assez. Mais il faut chercher à la rendre profitable, et elle le sera en effet, si, assignant à un ouvrier une tâche modérée et un salaire proportionné, vous obtenez de chacun d'eux ce qu'ils peuvent fournir de travail, en raison de leur force, et s'ils ne reçoivent que le prix réel de ce qu'ils auront fait.

« Vous sentez, Messieurs, que cette destination écarte toute idée d'entreprise par voie d'adjudication ; elle devrait aussi vous détourner du projet de faire travailler à prix de journées. Il semble que pour concilier, dans l'exécution de ce travail, l'avantage que votre chemin peut en tirer avec l'intérêt des pauvres, il conviendrait de le donner à faire à prix fait, partiel autant divisé que les localités et la nature des ouvrages pourront le comporter... » (2).

Le Conseil municipal arrêta de suite « l'enregistrement de la lettre de M. le procureur syndic », et de suite également prit l'engagement de prendre des ouvriers pauvres « pour réparer les chemins les plus urgents ».

Outre ce moyen de venir à l'aide des malheureux, la municipalité eut recours aussi à l'aumône que faisaient d'habitude les Bénédictins avant leur sécularisation. Il était d'usage, en effet, au monastère, de distribuer chaque année aux pauvres de Charlieu 200 mesures de blé, usage que le séquestre n'avait pas encore supprimé. Le 15 avril donc, de l'année 1791, dans la maison des « ci-devant Bénédictins », le maire et les officiers municipaux, « après avoir fait avertir par billets et au son de la cloche, à la manière accoutumée, les pauvres du village du Bois et ceux

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. 47, verso.*

de cette ville, à se trouver au ci-devant Prieuré des Bénédictins..., nous avons délivré aux susdits pauvres la quantité de deux cents mesures de grain que M. Trouillet fils était chargé, par son bail à ferme de la dîme du village de Bois (Verbois) de nous remettre, et dont nous lui avons donné décharge » (1).

Dans ces temps malheureux, l'hôpital aurait pu rendre de grands services à la ville de Charlieu. Mais cet établissement était toujours dans l'état lamentable que nous avons constaté à la fin du vieux régime. La mauvaise administration de cette maison de charité s'était continuée par l'insouciance ou l'intérêt de ceux qui auraient dû veiller à sa prospérité.

En plusieurs fois, l'administration municipale avait cherché à mettre ordre à cet état de choses, mais sans pouvoir y parvenir. La pauvreté de cet établissement avait sa source, comme nous l'avons déjà dit, dans le prêt qu'on avait fait de ses fonds à certains habitants de la ville. Ces derniers ne se pressaient pas de restituer (2).

Cependant, dans sa séance du 9 janvier 1791, le Conseil s'employa mieux pour obtenir cette restitution. « ...Le sieur Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, nous a exposé qu'il est de sa connaissance, et que c'est avec peine qu'il annonce que toutes les ressources dudit Hôtel-Dieu sont totalement épuisées par le défaut des dûs arréragés ; et ayant pris l'avis de messieurs du directoire du district de Roanne, qui nous ont ordonné d'assembler à cet effet le Conseil général de la commune, ici présent, pour leur demander leur avis ; à quoi ils ont répondu qu'ils autorisent, s'il est nécessaire, messieurs les maire et officiers municipaux d'avertir tous les redevables de l'Hôtel-Dieu des rentes qu'ils peuvent y devoir..... Le tout vu, considéré et examiné, après avoir ouï le procureur de la commune, il a été unanimement arrêté que tous ceux qui

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 50.*

(2) Voir § 6 *Charlieu à la fin du XVIII^e siècle*

doivent des rentes à l'Hôtel-Dieu seront de nouveau avertis pour la dernière fois, et ceux qui ne s'exécuteront point seront poursuivis à la requête du sieur procureur de la commune... » (1).

Quelque temps après, le Conseil, dans sa séance du 6 mars, arrêta « d'unanime voix que M. Gacon, ancien trésorier de l'Hôtel-Dieu, sera invité à venir rendre ses comptes le vingt et un du présent, par devant nous, maire, officiers, notables et administrateurs, audit Hôtel-Dieu, et à défaut de s'y rendre, nous requerrons M. le procureur de la commune de l'y contraindre par toutes les voies de droit... » (2).

Sans préjuger d'une administration meilleure, qui exigera encore du temps avant son perfectionnement, nous constatons simplement qu'à l'heure présente l'hôpital ne pouvait guère remplir la tâche si utile de soigner bien les malades et de secourir les malheureux de Charlieu.

Au milieu de toutes ces difficultés, l'administration municipale suivait quand même la marche de la Révolution et ne perdait aucune occasion pour manifester son libéralisme et son attachement à la Constitution.

Mirabeau s'était acquis une popularité dans toute la nation par les mesures révolutionnaires qu'il avait provoquées dans l'Assemblée des Etats-Généraux. En dernier lieu il s'était rapproché de la Cour, essayant de sauver la royauté. Malgré cette attitude, quand il mourut, usé par le travail, le 2 avril 1791, il eut de superbes funérailles, et, par un décret de la nation, ses restes furent portés au Panthéon. Toute la France regretta sa mort prématurée, surtout dans un moment où son autorité pouvait empêcher bien des défaillances.

Charlieu se montra digne de ce grand citoyen, en s'associant au deuil général. « Considérant, le procureur de la commune ouï, que toutes les villes du royaume ont mani-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 40.

(2) — — — — — f. 45.

festé un profond chagrin en apprenant la mort de l'illustre défenseur du peuple, M. de Mirabeau, requiert messieurs les officiers municipaux de suivre un si noble exemple et d'inviter en conséquence la garde nationale de cette ville pour assister au service qui doit lui être fait le jour qu'ils trouveront convenable et a signé, à Charlieu ce 2 mai 1791, Duplex, procureur de la commune..... Le tout vu, considéré, examiné, il a été unanimement arrêté que, jeudi prochain, l'on fera en l'église de St-Philibert de cette paroisse, un service pour feu Monsieur de Mirabeau, député à l'Assemblée nationale, et qu'invitation sera faite à M. le commandant de la garde nationale d'y faire trouver sa troupe sur les neuf heures du matin, en la cour de l'Abbaye » (1).

Le compte rendu de cette cérémonie est intéressant par les personnes notables et du Conseil qui y prirent part. Nous le relevons à ce titre : « Ce jourd'hui, cinq mai mil sept cent quatre-vingt-onze, nous Claude Pellot, maire de la ville de Charlieu, après avoir invité le Conseil général de la commune pour les neuf heures du matin, cinq du présent, ouï Jacques Bardet, faisant les fonctions de procureur de la commune, en l'absence de celui en titre, l'ayant invité, nous nous serions transporté en ladite maison commune où se sont trouvés les sieurs Louis Chabal, Paul Decroze, Jean-Baptiste Brosselard, François Matray, tous officiers municipaux ; assisté de Philibert Marcoux, notre secrétaire greffier et les sieurs Jean-Louis Rouillet, Claude Mazoyet, Claude-Marie Nicolas, Gilbert Dumon, Denis Girard, Louis Desarbres, tous notables, formant le Conseil de la commune. En conséquence de l'arrêté de l'Assemblée du département de Rhône-et-Loire, en date du septième avril dernier et de notre arrêté du deux du courant, nous nous sommes rendus en l'église de Saint-Philibert de cette ville, pour assister au service de feu M. Riquetti Mirabeau l'aîné, député à l'Assemblée nationale, et avons signé.. » (2).

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 52.

(2) — — — — — f. 53.

Quelque temps après la mort de Mirabeau, la ville de Charlieu fut « grandement impressionnée », comme toute la France d'ailleurs, par la fuite du roi et de la famille royale, et par leur arrestation à Varenne, le 21 juin 1791.

Cette nouvelle souleva un mouvement d'indignation contre la royauté. Dans les départements et à Paris, on regardait cet événement comme le prélude de la guerre civile et étrangère. Alors aussi on commença à croire, grâce aux dispositions de l'Assemblée nationale, que l'on pouvait se passer des rois et le parti républicain prit naissance.

En prévision des troubles, « dès que le directoire du département avait eu connaissance de l'événement, il se réunissait aux districts de la ville et de la campagne, à la municipalité et aux mandants de la garde nationale et des troupes de ligne ; il recommandait aux citoyens la tranquillité et l'ordre ; il déclarait les personnes et les propriétés sous la sauvegarde de la loi et que nul ne pouvait y porter atteinte, sans encourir les peines prononcées contre les brigands et les séditieux » (1).

A Charlieu, l'inquiétude régnait également, et dans cette circonstance, la municipalité, à défaut de soldats ou de gendarmes qu'elle n'avait pas à sa disposition, donna des ordres à la garde nationale. « Ce jourd'hui, 27 juin 1791, nous maire et officiers municipaux assemblés... le procureur de la commune a dit que pour la sûreté publique, il convenait de prier M. le commandant de la garde nationale de cette ville de commander sa troupe par piquets, alternativement jusqu'à nouvel ordre, suivant le décret de l'Assemblée nationale du 21 du courant, et a signé... Duplex » (2).

Le Conseil accepta de suite les conclusions du procureur, et invita le commandant de la garde nationale « de faire monter la garde dans cette ville par sa troupe, pour maintenir la tranquillité et le repos public ».

(1) *Hist. départ. de la Loire*, Brossard, t. I, p. 409.

(2) *Reg. Charlieu*, 1790-1792, f. 75.

Le roi, ramené à Paris, fut gardé captif aux Tuileries jusqu'à l'achèvement de la Constitution qu'il accepta solennellement, devenant ainsi roi constitutionnel, malgré l'opposition du parti républicain déjà puissant qui demandait sa déchéance, et malgré l'opposition des amis de l'ancien régime qui tenaient à la royauté avec ses anciennes prérogatives. Les constitutionnels l'emportèrent par le nombre de leurs votes, et Louis XVI n'accepta ce nouveau titre qu'à son corps défendant et forcé par les circonstances.

Les constitutionnels avaient cru bien servir la nation en émettant leurs votes, et parmi eux on voit figurer le nom de Trouillet de Charlieu. « ...La nation française, disait une lettre signée de lui et de quelques députés de Rhône-et-Loire, veut un chef suprême pour veiller à l'exécution des lois qu'elle se donne, mais elle ne peut consentir à avoir un maître : elle cesserait d'être souveraine, le corps politique serait détruit » (1).

Pendant que Louis XVI restait pour ainsi dire le captif de l'Assemblée nationale, et que celle-ci édictait des décrets et des lois que le roi signait souvent à contre-cœur, la France, escomptant les bienfaits de la Constitution, se sentait heureuse de la liberté conquise, malgré la disette et les troubles.

Les troubles provenaient surtout des ennemis de la Révolution, laquelle bouleversait bien des habitudes et troublait bien des consciences. Par les discours du maire de Charlieu, nous jugeons que la division des esprits dans cette ville restait grande et donnait des inquiétudes à la municipalité. Pellot d'ailleurs, comme nous l'avons dit, ne paraissait pas très populaire à ses administrés, bien qu'il cherchât à le devenir en toutes circonstances. Nous l'avons vu présider la cérémonie en l'honneur de Mirabeau ; nous allons le voir avec plus d'ostentation présider l'anniver-

(1) *Hist. départ. de la Loire*, Brossard. t. I, page 413.

saire de la grande fête de la Fédération nationale, célébrée l'année précédente avec tant d'enthousiasme au Champ de Mars à Paris, et célébrée également à Charlieu avec tout l'apparat que comportait la ville.

Dès le 10 du mois de juillet 1791, il fit arrêter le programme de cet anniversaire et se prépara à présider dignement cette fête nationale. « Ce jourd'hui 10^e jour du mois de juillet, sur les 9 heures du matin, nous, maire et officiers municipaux de la ville de Charlieu, assemblés en la maison commune..., il a été unanimement arrêté que M. le commandant de la garde nationale sera invité de faire trouver sa troupe en l'église paroissiale de cette ville, jeudi prochain, 14 juillet, sur les 9 heures du matin, pour renouveler le serment concernant la constitution du royaume, dans la fête ordonnée ce jour par les décrets de l'Assemblée nationale, acceptée par le roi, et que le présent arrêté sera publié au prône de la messe paroissiale et affiché... »

Le jour de cette fête, que Pellot tâcha de rendre aussi grandiose que possible, il y eut renouvellement de la prestation du serment civique. Voici d'ailleurs le compte rendu de cette journée :

CE JOURD'HUI 14^e jour du mois de Juillet 1791, nous maire et officiers municipaux et notables de la ville de Charlieu, assemblés en la maison commune..., nous nous sommes transportés au lieu et place où a été élevé un autel destiné à la patrie, pour être témoins du serment de ceux qui sont armés pour la défendre, et après l'issue des messes qui se sont célébrées sur l'heure de midi, la garde nationale présente et rangée en haie, la dite garde nationale a prononcé par devant nous le serment dont la formule est en ces termes, stipulés dans le dit décret en date du 22 du mois dernier : *je jure d'employer les armes remises en mes mains, à la défense de la patrie et à maintenir contre tous les ennemis du dedans et du dehors, la constitution décrétée par l'assemblée nationale, de mourir plutôt que de souffrir l'invasion du territoire français par des troupes étrangères, et de n'obéir qu'aux ordres qui seront donnés en conséquence des décrets de l'assemblée nationale.* Au même instant s'est présentée une compagnie d'environ cinquante jeunes gens de l'âge d'environ

de dix à quatorze ans, qui ont prêté le même serment, animés du zèle patriotique. (1)

Le procès-verbal de cette fête fut signé par un grand nombre de citoyens, et Bardet requit « à ce que le discours prononcé par M. le maire, lors du serment, soit enregistré sur le présent registre ».

Comme il plut à l'assistance réunie autour de l'autel de la Patrie, nous le rapportons dans son intégralité, sans croire à sa vertu d'édification posthume.

Mes très chers concitoyens, assemblés à cette heure pour célébrer la mémoire du grand jour, où nous vîmes tout d'abord anéantir tant de persécuteurs désarmés, nous devons le faire avec le plus grand empressement, digne de ce zèle ardent et de cette fraternité sincère qui animent nos immortels représentants. Ces héros, citoyens, à travers les traits dangereux que leur lançaient de toutes parts les ennemis de notre bonheur, à travers les orages impétueux que faisait gronder sur leur tête respectable l'injustice de quelques inhumains, nous ont fait des lois dignes de la plus haute sagesse, des lois qui, n'ayant pour base que l'équité, nous rapprochent de la simple nature, nous promettent les choses les plus consolantes et réduisent pour toujours au néant celles qu'avaient dictées l'ambition et l'orgueil.

Quoi de plus beau que la Constitution française ! Jamais, non jamais ! l'esprit des mortels ne se signala plus particulièrement ! Quel changement heureux n'opère-t-elle pas, puisqu'elle nous délivre du fardeau pesant et honteux dont nous avait chargés la plus crasse ignorance ? Une foule énorme de préjugés révoltants étaient autrefois les règles d'après lesquelles nous devions agir. Aujourd'hui, les principes les plus clairs et les plus naturels servent à diriger nos actions.

Déjà nous avons ressenti les doux effets que produit et doit produire en plus grand nombre ce régime nouveau sous lequel nous commençons à vivre ; déjà ont disparu ces tyrans, ces anticitoyens français, ces hommes avides du sang de leurs semblables ; qui, non contents de nous avoir vexés jusqu'à l'époque de l'heureuse Révolution dont nous sommes témoins, voudraient, s'il était en leur pouvoir, exercer parmi nous une autorité qu'ils avaient essayée à force ouverte, une autorité que la religion leur interdit et que la raison leur refuse. Ses mortels égoïstes, toujours contraires à notre intérêt commun, ne cessent encore de conspirer contre nous.

Que l'union la plus intime nous rallie donc, afin de renverser les remparts d'iniquité que ces pervers osent élever pour intercepter le cours de tant de bienfaits qui bientôt nous seront sensiblement connus. La cocarde seule nous assure de la victoire, et toute autre voie pour-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 76 et 77.

rait faire prospérer les projets odieux de ces âmes avilies qui semblent avoir juré notre perte.

Que chacun de nous, par une entière soumission aux lois, s'efforce comme à l'envie de répondre aux courageux desseins du corps législatif ; que toutes nos forces soient destinées à le défendre contre tout attentat criminel ; que tous nos bras soient armés pour protéger l'exercice des lois qu'il a décrétées et décrètera ; en un mot que tous nos cœurs soient embrasés du patriotisme le plus pur et le plus éclairé. Dans peu, oui dans peu, si tous les Français persistent dans ces généreux sentiments, nous ne verrons plus qu'une famille de frères qui, prévenant mutuellement leurs besoins, ne pourront manquer d'être agréables au souverain législateur. Tous, tant que nous sommes ici, renouvelons donc avec ardeur, en présence de l'Etre-Suprême, le serment qui assure l'inviolabilité des décrets. Cette promesse solennelle ne pourra que déconcerter nos adversaires, déjouer leurs complots et nous faire jouir par conséquent des avantages que doit se partager une nation libre (1).

Ce discours patriotique de Pellot fut sans doute très applaudi, et le triomphe qu'obtint l'orateur, le matin, le mit en goût d'en prononcer un second dans la soirée, au camp de la Fédération. Là, il s'adressa plus directement aux ennemis du nouveau régime, à Duplex sans doute, lequel était l'âme de l'opposition et avait beaucoup de partisans dans la ville.

Intéressant par la forme comme le précédent, ce discours nous montre la division des esprits : d'un côté l'enthousiasme pour les idées nouvelles, de l'autre, le parti des mécontents. Il s'élève au ton d'une véritable catilinaire et nous ne résistons pas au plaisir de le relever.

Eh ! Messieurs ! jusqu'à quand exciterez-vous ma sollicitude fraternelle ? Jusqu'à quand continuerez-vous de vous repaître des folles idées qui alimentent la division dans notre ville ? Voyez-vous les maux incalculables que peut nous attirer votre inconduite ? Ne savez-vous pas que votre exemple entraîne après lui une infinité de calamités ? Ignorez-vous que vous donnez l'exemple de l'insubordination ? Ne prévoyez-vous pas que les ennemis de notre prospérité sont réjouis sur de semblables nouvelles ? Enfin, auriez-vous envie de vous dévouer à la plus déplorable anarchie ? Mais, messieurs, vous en serez victimes comme nous.

Respectez au moins les décrets de vos représentants, profitez des sages leçons qu'ils vous donnent, cessez de reconnaître des chefs qui

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 78.

commencent par s'égarer et qui finiront par vous perdre ; cessez de marcher sur les traces de ces hommes qui vous paraissent nés pour le bien de la société et qui ne cherchent qu'à la détruire. Examinez de sang froid la fin de leurs actions et vous avouerez sans délai que ces personnes sont l'unique cause des malheurs sous lesquels peut-être notre ville infortunée succombera. Vous confesserez que leur intérêt personnel les fait mouvoir, et produit toutes les rumeurs qui désolent les vrais citoyens. Vous ne ferez pas difficulté de convenir que le respect que vous devez à ces hommes désintéressés qui se sacrifient pour votre bonheur, doit surpasser le mépris que vous leur avez témoigné jusqu'à ce jour.

A mon avis, un vrai citoyen est celui qui s'occupe sans cesse de procurer à ses frères le plus doux bonheur. Ce bonheur git principalement dans le repos public. Un vrai citoyen exécute ponctuellement les justes décrets de ceux qu'il sait choisir pour supérieurs. En un mot, je regarde comme citoyen zélé cet homme, qui, toujours prêt à servir sa patrie, néglige ses propres intérêts pour épouser ceux de ses concitoyens. Je compte au contraire parmi les ennemis de l'ordre et du bien général celui qui, n'envisageant que son avantage personnel, ne songe qu'à fomentier des divisions, susciter des querelles et à entretenir dans les pays qu'ils habitent la discorde la plus désastreuse. Discorde ! Quel mot ! C'est un monstre qui n'a jamais manqué de déchirer le sein des pays qui l'ont produit !

Je vous conjure, au nom du Dieu vivant, au nom de la Patrie et de la Liberté, de fouler aux pieds les avis de ces hommes qui s'arrogent le nom de citoyen sans en avoir le caractère. Que deviendra donc, Messieurs, ce beau royaume dont on vante tant la Constitution, si le peuple français adopte les sentiments pervers par lesquels croient se signaler quelques personnes mal intentionnées.

A Dieu ne plaise que nos ennemis soient instruits de pareilles choses ! Veuille le Ciel nous préserver du sort fatal qu'ils nous destinent, si une fois ils peuvent être victorieux.

Jurons donc pour jamais de vivre en frères ; promettons-nous mutuellement d'étouffer ces haines qui nous divisent. Plus tôt nous apporterons remède à ces plaies qui ne sont que trop invétérées, plus tôt nous verrons régner parmi nous la paix et la tranquillité, qui seules peuvent nous rendre heureux. (1)

Ce discours de Pellot semble et paraît être un plaidoyer *pro domo suâ*. Sa popularité était grandement compromise par les menées sourdes de ses ennemis.

Nous verrons plus loin sa déception manifeste, après les élections municipales.

En attendant il était maire, et présida comme tel la fête en l'honneur de la Constitution proclamée.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1793, f. 79.

L'Assemblée nationale, parvenue au terme de ses travaux, avait voté la Constitution, qui codifiait les lois organisant le nouveau régime. A cette occasion, toutes les communes de France furent appelées à en célébrer la date par des réjouissances en une fête solennelle. Charlieu n'y manqua pas, et, pour préparer dignement cette fête, le Conseil prit la délibération suivante :

« Ce jourd'hui, 15^e jour du mois d'octobre 1791, il a été unanimement arrêté qu'en vertu de l'arrêté du département de Rhône-et-Loire, du 4 octobre présente année, la loi constitutionnelle française, donnée à Paris le 14 septembre 1791, sera solennellement proclamée par M. le maire, dimanche prochain 16 du présent mois. Qu'à cet effet, M. Foudras, commandant, sera invité de faire mettre sous les armes toute la garde nationale et de la faire trouver à l'issue des vêpres, dans l'église paroissiale, où le *Te Deum* sera chanté. Qu'en outre il sera fait des réjouissances publiques pour célébrer l'heureux achèvement de la Constitution. Avons de plus arrêté que tous les citoyens de cette ville seront tenus d'illuminer chacun leurs fenêtres, à peine de 40 livres d'amende... » (1).

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 87.*

CHAPITRE II

Assemblée Législative.

§ 1.

Les élections. — Alesmonière Jacques, maire de Charlieu. — Mécontentement de Pellot. — Réouverture de l'église du Prieuré et de celle des Ursulines. — L'abbé Patural rétracte son serment. — Expulsion des Cordeliers, leurs délateurs. — Fermeture de l'église des Bénédictins. — Menace d'émeute. — Inventaire du Calvaire. — Expulsion des Ursulines. — Vente des biens nationaux.

Les élections à l'Assemblée législative avaient eu lieu dans toute la nation du 25 août au 5 septembre. En exécution du décret de l'Assemblée nationale, nul des membres de cette dernière Assemblée ne fit partie de la Législative. Cette détermination fut funeste à la France, qui fut privée ainsi de la direction et des conseils d'hommes remarquables par leur haute capacité et leur expérience éprouvée.

Le département de Rhône-et-Loire eut quinze députés. Charlieu cette fois n'eut pas l'avantage d'en avoir un pris

dans son sein, comme sous l'Assemblée nationale où Trouillet joua un rôle assez marqué.

De suite après la nomination des députés, les électeurs procédèrent à celle des membres de l'Assemblée départementale.

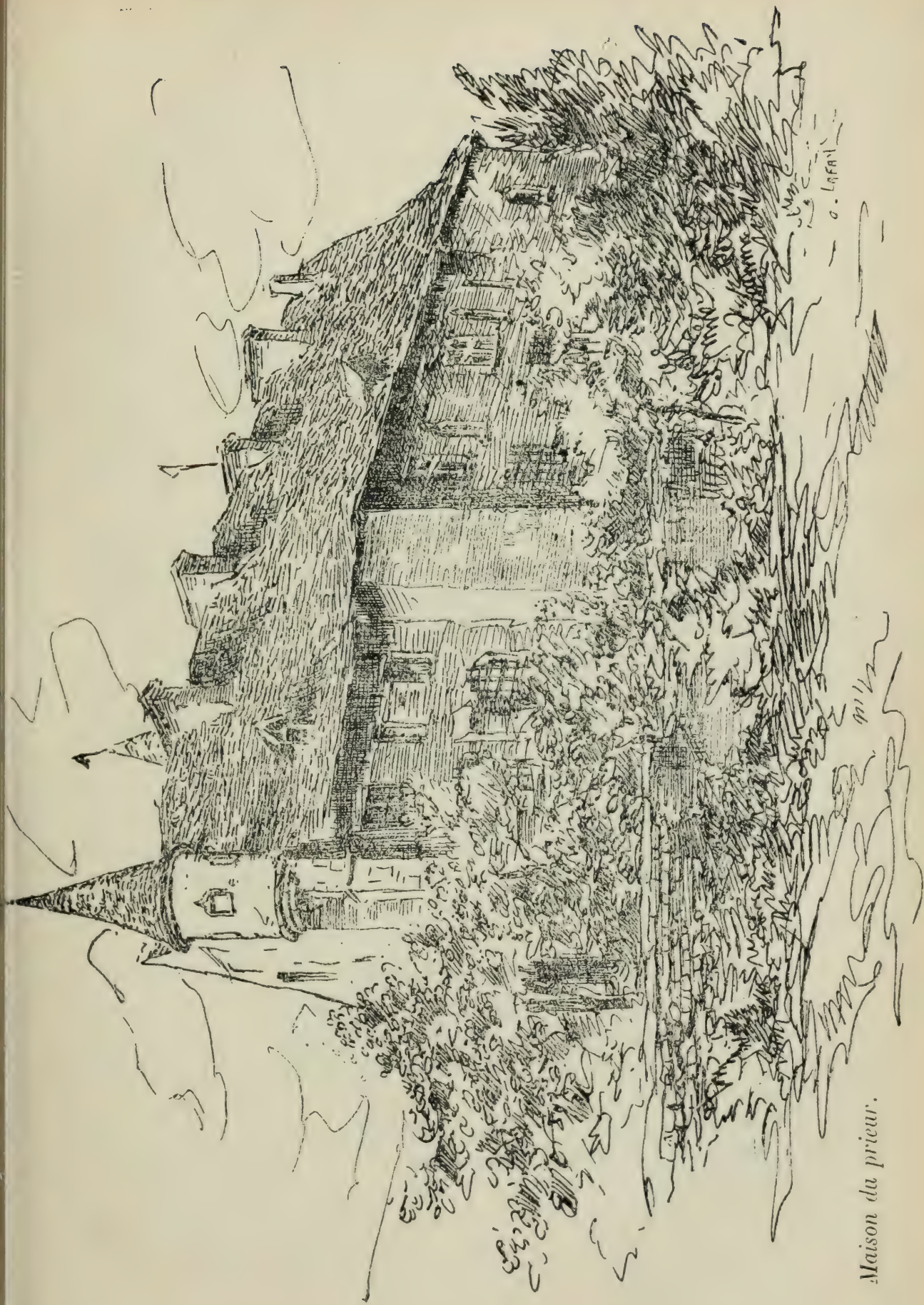
Chaque district devait avoir six membres. Le district de Roanne en avait cinq à remplacer. Les élus furent « Popule, Tillard de Tigny, Mathé Claude-Magdeleine, Lorange et Boulet Lamurette ».

Quelque temps après, eurent lieu les élections municipales dans toutes les communes, en vertu du décret de l'Assemblée nationale sur le renouvellement des conseillers municipaux et des notables.

Les citoyens de Charlieu, le 13 novembre 1791, se réunirent dans « la ci-devant église des Bénédictins ». Ils nommèrent Jacques Alesmonière, « marchand », maire de la ville, pour remplacer Pellot qui « n'obtint qu'une voix ». Nobis fut proclamé procureur de la commune ; MM. Morillon, Bigaud et Barnaud furent nommés officiers municipaux ; et MM. Perroux *l'ainé*, Cucherat Lamanne, Duplex *cadet*, Gacon *parisien*, Michel François *dit Poisson*, Nicolas Cret *fils*, et Gay Simon *dit Coquille*, furent nommés notables.

Pellot fut fort mécontent de voir sa popularité perdue. Jaloux sans doute d'Alesmonière qui avait pris sa place à la mairie, il refusa longtemps de remettre à la nouvelle municipalité les registres de la ville, ainsi que les armes à feu et les décrets qu'il conservait chez lui. Plusieurs délibérations du conseil ne purent l'amener à faire la restitution demandée. Les délégations envoyées chez lui recevaient refus ou le trouvaient absent.

Pour l'amener à résipiscence, le conseil prit un autre moyen, le 29 novembre. « Nous avons arrêté, dit le procès-verbal, que deux de nous seraient députés avec notre dit greffier pour inviter dame Pellot à engager son mari à nous remettre demain tous les objets susmentionnés, et ce, sur les huit heures du matin. A défaut de quoi, monsieur le commandant de la garde nationale de cette ville sera par nous invité à commander un piquet de six fusiliers avec



Maison du prieur.

un sergent et un caporal de ladite garde nationale, à l'effet de conduire et amener ledit Pellot à la maison commune, pour y apporter les objets dont il s'agit, ou pour nous dire les raisons de son refus à faire la dite remise ; et en cas d'absence de la part dudit sieur Pellot, donner des ordres au dit sergent pour se mettre en garnison avec les fusiliers et caporal dans la maison du sieur Pellot, pour y demeurer jusqu'à ce que celui-ci aura fait la remise en entier ; lesquels sergent, caporal et fusiliers seront nourris par sieur Pellot, comme d'honnêtes citoyens, et seront payés par le sieur Pellot à raison de trente sous par jour ; et seront lesdits sergent, caporal et fusiliers, relevés toutes les vingt-quatre heures. A l'effet de quoi, etc... » (1).

Devant cet argument attentatoire à la bourse de l'ex-maire, Pellot sans plus tergiverser remit le lendemain matin tous les registres et les objets conservés chez lui. Mais il fit cette restitution avec la rage au cœur. Au procès-verbal de la remise, il signe « Pellot *maire*, avec toutes réserves et protestations telles que de droit ». Mais au-dessous de cette protestation de l'ancien maire, le procureur de la commune, pour bien établir la déchéance, écrit à son tour : « le sieur Pellot n'est point *maire* ; il ne peut y en avoir deux ; il n'est que *ci-devant*, suivant l'assemblée primaire qui a fait la nomination de Jacques Alesmonière pour nouveau maire, en conformité des décrets de l'Assemblée nationale » (2).

Cette nouvelle municipalité, pleine de bonne volonté, s'occupa de suite des intérêts de la ville et chercha à ramener le calme dans les esprits troublés par la Constitution civile du clergé et par la vente des biens confisqués aux monastères.

S'inspirant de l'arrêté du directoire du département de Rhône-et-Loire du 3 novembre 1791, qui proclamait la

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 100.

(2) — — — — — f. 106.

liberté religieuse, elle fit, le 22 novembre, publier et afficher que les églises du prieuré et des Ursulines « seront ouvertes comme par le passé. »

Mais cette tolérance ne fut pas de longue durée. La question religieuse, en effet, causait des troubles dans toute la région, et à Charlieu en particulier. Les prêtres réfractaires présentaient la constitution civile du clergé comme contraire aux lois de l'Eglise et aux principes dans lesquels avaient vécu les habitants jusqu'à ce jour. Fidèles à la parole du pape, ils prêchaient la lutte contre cette constitution civile, comme entachée de schisme et d'hérésie, et ils étendaient leur haine à toute la constitution française.

Dévouée à ses anciens pasteurs, une bonne partie de la population de Charlieu repoussait les prêtres assermentés que les suffrages des électeurs lui avaient donnés, et montrait hautement l'exemple de la désobéissance aux lois.

Tout en proclamant la liberté religieuse, les révolutionnaires surveillaient les prêtres qui avaient refusé le serment, ou qui, l'ayant prêté, s'étaient rétractés.

Ce fut le cas de l'abbé Patural, résidant à Charlieu. La délibération suivante du conseil municipal nous édifiera suffisamment sur les délateurs de l'époque : « Ce jourd'hui
« 18 janvier 1792, nous, maire et officiers municipaux de la
« ville de Charlieu..., l'un de nous a dit qu'il vient d'être
« informé par la voix publique que le sieur Patural, ci-
« devant curé de la paroisse de Poule, et actuellement
« simple prêtre demeurant en cette ville, avant de célé-
« brer sa messe, dimanche dernier, 15 de ce mois, sur les
« onze heures du matin, il déclara en public qu'il se rétrac-
« tait du serment civique qu'il avait ci-devant prêté ; qu'il
« y avait beaucoup de monde à sa messe, entr'autres les
« sieurs Decroze, Viverieux père et Fresne fils et Prat ;
« qu'il était essentiel de s'informer de la vérité des faits.
« Sur quoi, ouï le sieur Nobis, procureur de la commune,
« et la matière mise en délibération, nous avons arrêté que
« lesdits sieurs Decroze, Viverieux père, Fresne fils, et
« Prat seraient mandés ici pour savoir par leur bouche
« la manière dont ledit Patural se serait expliqué. Lesquels

« mandés, lesdits sieurs Viverieux père, Fresne fils et Prat
« sont venus et nous ont dit que dimanche dernier, à l'is-
« sue de la grand'messe de paroisse, ils entendirent sonner
« une autre messe qui devait se dire dans la même église
« et qu'ils y furent pour l'ouïr, sur les onze heures du
« matin; que ledit sieur Patural s'est rendu à la chapelle,
« appelée Notre-Dame, pour y célébrer la messe; qu'avant
« de descendre du marche-pied de l'autel pour la commen-
« cer, *qu'il* prononça certain discours qu'ils ne compri-
« rent pas bien pour être trop éloignés de lui, si ce n'est
« qu'il parlait de rétractation; mais que voulant savoir plus
« particulièrement ce qu'il avait dit au public qui était
« très nombreux, ils se rendirent tous les quatre à la
« sacristie à l'issue de la messe, où ils y trouvèrent ledit
« Patural à qui ils demandèrent ce qu'il avait dit au public
« avant sa messe. A quoi il leur a répondu qu'il s'était
« rétracté du serment civique qu'il avait ci-devant prêté,
« et qu'il entendait vivre dans la religion catholique,
« apostolique et romaine, et qu'il n'avait prêté son serment
« qu'il dit politique, et qu'il ne l'avait fait que par complai-
« sance et obéissance. De laquelle déclaration nous avons
« donné acte aux sieurs susnommés. Qu'à l'égard du sieur
« Decroze, il n'est point comparu pour cause d'absence.
« Et ont les dits Viverieux père, Fresne et Prat, signé avec
« nous sus-dits et notre secrétaire greffier (1) ».

La lutte était engagée entre les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires ; entre les partisans des premiers et ceux qui restaient fidèles aux derniers. Attirés par les uns, sermonnés par les autres, les habitants étaient dans un état d'âme très perplexe et ne savaient plus, c'est le cas de le dire, à quel saint se vouer, et quelle église fréquenter.

Les révolutionnaires, partisans des prêtres assermentés veillaient et dénonçaient ceux qui étaient hostiles à la

(1) Arch. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 119.

constitution. Après la dénonciation de l'abbé Patural, vint celle des Cordeliers.

La délibération du conseil du 25 mars 1792, en nous éclairant sur ces dénonciations, nous montre la puérilité des témoignages que trois délateurs ne craignirent pas de faire odieux et obscènes :

CE JOURD'HUI vingt-cinq mars 1792, sur les deux heures de relevée, nous maire et officiers municipaux de Charlieu, assemblés en la maison commune extraordinairement, et par devant nous sont comparus Messieurs Philibert Grapeloux, Louis Chabal, Guillaume Bigaud, Claude Besson père, François Bardet, Jean-Louis Ronchivol, Antoine Gonnard, Bertrand Blondel, Claude Rigollet, Philibert Alesmonière, tous citoyens actifs de la ville de Charlieu, qui nous ont priés de recevoir leur pétition tendante à ce que les ci-devant Cordeliers soient expulsés de la ville et du canton de Charlieu pour les raisons ci-après :

Savoir que ce jourd'hui à l'issue de la messe célébrée par un d'eux, dans l'église des ci-devant Ursulines de Charlieu, l'un des assistants était muni d'un fusil ; ce qui a occasionné une assemblée au-devant de la porte d'icelle, attendu que l'on prétendait que ceux qui assistaient à ladite messe étaient soupçonnés d'aristocratie, et ce pour les soutenir. De sorte que craignant qu'il ne se servit de son arme contre les citoyens patriotes, ces derniers ont pris le parti sage de les renfermer dans ladite église. Néanmoins, après plusieurs efforts ils sont venus à bout d'ouvrir la porte en menaçant de faire main basse de sur les jeunes personnes assemblées. Ces derniers se voyant provoqués, se seraient armés de mottes de terre pour toute arme. Enfin, sans des personnes raisonnables qui ont empêché la rixe, peut-être que plusieurs personnes auraient été assassinées. C'est pourquoi, nous citoyens susdits, craignant une récidive qui peut-être deviendrait funeste pour un autre parti, attendu que lesdits Cordeliers n'ont point prêté serment conformément à la loi, et s'avisent journellement de confesser et de faire communier des personnes qui ont la simplicité de les écouter, même de porter furtivement Notre-Seigneur dans différentes maisons aristocratiques ; font même plus, obligent les gens qui leur ont confié, par leurs différentes recherches, la conduite de leurs âmes, de se transporter chez eux ou dans des lieux qu'ils leur indiquent, pour les confesser, et sur le champ leur administrer le sacrement de la Sainte-Eucharistie,

soit dans les bois ou communauté des Ursulines et autres lieux où l'administration ne peut s'en faire.

Comme ces différents faits sont contraires à *la religion catholique, apostolique et romaine*, observée dans cette ville et dans le canton en dépendant, et même contraires à la loi et aux décrets de l'Assemblée Nationale, à ces fins les requérants prient Messieurs le maire et officiers municipaux de vouloir entendre la déclaration d'un chacun des citoyens.

1° Est intervenu à la pétition Philibert Grapeloup, l'ainé, lequel nous a dit qu'ayant eu hier une conférence avec M^{me} Brosselard, femme de Jean-Baptiste Brosselard, officier municipal de cette ville, elle lui aurait dit qu'étant à la communauté des Ursulines de cette ville, et ayant eu une conférence particulière avec M^{me} de St-Pierre, ursuline de la communauté, cette dernière lui aurait dit que si elle communiquait avec Bardet, curé de ladite ville, qui n'est *qu'un intrus*, elle recevrait sa condamnation ; que ledit curé, au lieu de la sauver, lui ferait subir les peines éternelles, et a signé GRAPELOUP aîné.

2° Et à l'instant est comparu sieur Louis Chabal, qui, ayant pris lecture de la déclaration ci-dessus de Philibert Grapeloup, nous en a déclaré la sincérité, comme ayant été témoin des dires de la dame Brosselard, et a signé CHABAL aîné.

3° Et à l'instant est comparu sieur Jean Foriat, maître jardinier de cette ville, lequel nous a dit que la femme Moncorgé, vigneron aux Egrivers, paroisse de St-Nizier, fut chez lui acheter des oignons pour planter ; qu'elle lui dit que le révérend père Uguenin, ci-devant cordelier à Charlieu, lui avait conseillé de ne pas aller à la messe et vêpres à l'église paroissiale de Saint-Philibert de Charlieu ; qu'auparavant d'y aller il vallait mieux pour elle de garder son foyer, et a signé FORIAT.

4° Et à l'instant est comparu sieur Marie-Antoine Gacon, et Jean-Louis Duvernay, qui nous ont dit avoir appris d'Antoinette Monteret, sœur et belle-sœur des susdits, que la semaine dernière sieur Monteret était allé à la messe du couvent des Ursulines ; s'étant présenté pour commencer sa confession pascalle auprès du ci-devant père Sichet, cordelier, ce dernier n'a voulu lui donner l'absolution qu'à condition qu'il entendait qu'il communiât pour ses Pâques ; que ledit sieur Monteret eut beau lui présenter qu'il n'était pas en habit décent, attendu qu'il n'avait qu'un mauvais bonnet, sa veste et ses sabots de travail ; que néanmoins le père insista et l'obligea de communier : ce qu'il fut obligé de faire, et ont signé DUVERNAY, GACON.

5° Et sur le champ s'est présenté Guillaume Labrosse qui nous a dit que ce jourd'hui la femme Vacogne, de la paroisse de Pouilly, (*lui aurait rapporté*) qu'il y avait la moitié des femmes de la paroisse dudit Pouilly, qui se sont présentées auprès desdits cordeliers et se sont confessées ; que deux n'ayant pas eu l'absolution pour n'avoir pas voulu promettre de ne pas aller dans leur église paroissiale, et a signé LABROSSE.



Clôître des Cordeliers.

6° Et à l'instant est comparu Claude Chemy, citoyen de cette ville, qui nous a dit que deux ci-devant cordeliers, et le sieur Samoël ci-devant bénédictin, conférant entr'eux, disaient que les femmes de ce pays ici étaient trop fermes et que l'on ne pouvait pas faire un coup avec elles, et a signé CHEMY.

7° Et de suite est comparu Louis Magnin, citoyen, qui nous a dit que venant de Saint-Nizier, il rencontra le sieur Samoël, ci-devant bénédictin, les pères Euguenin et Janin, ci-devant cordeliers ; que ces derniers en discourant ensemble, disaient que les femmes de cette ville ou de ce pays, on ne pourrait plus leur parler, qu'elles étaient des âmes trop discrètes....., et a signé MAGNIN.

8° Au même instant est comparu Claude Bussi, citoyen, qui nous a dit qu'étant au parloir des religieuses de cette ville, en parlant à M^{me} Adam, l'une d'elles lui dit que la Nation et tout ce qui la compose, étaient des gredins, des voleurs, et qu'ils les volaient impunément, en volant leurs propres biens, et a signé BUSSI.

9° De suite est comparu Antoine Thévenet, citoyen de cette ville, qui nous a dit que revenant de Saint-Nizier, en cette ville, il fit rencontre des sieurs Samoël, Euguenin et un des fils Brac. Conférant entr'eux se disaient mutuellement que les femmes de cette ville étaient devenues bien sévères....., et a signé THÉVENET,

Et sur le champ les susdits citoyens requérant, réclament à ce qu'il plaise à MM. les maire et officiers municipaux de leur donner acte de leurs précédents dires et d'y statuer ; et de suite pour éviter plus grands scandales et autres accidents prévus et imprévus, ils nous requièrent vouloir ordonner que l'église du ci-devant prieuré de Charlieu et chapelle y adhérente et adjacente seront fermées, closes et les clefs en dépendant seront remises entre nos mains sur le champ, à la notification de notre ordre à intervenir ; nous réclavons de plus que prohibition sera faite aux dames Ursulines de cette ville de faire célébrer dans leur église la messe, qui s'y célèbre, que par un prêtre assermenté, et que défense soit faite à tous autres, de quelle qualité que ce soit, de l'y célébrer, à peine par elles en cas de contravention d'être poursuivies suivant droit et raison.

Vue par nous, susdits maire et officiers municipaux, la pétition ci-dessus et des autres parts, à nous faite par les citoyens de cette ville ci-dessus dénommés et un grand concours d'autres citoyens qui sont survenus et qui étaient du même avis que les signataires. Oûi sur ce M. le Procureur de la commune, nous avons arrêté que lesdits ci-devant Cordeliers seraient sur le champ appelés par devant nous, pour leur faire part des plaintes contre eux rendues par lesdits citoyens, et prendre leurs réponses.

Lesquels mandés, est arrivé le sieur Euguenin, l'un des ci-devant Cordeliers, auquel nous avons fait lecture des plaintes desdits citoyens, énoncées en leur pétition. Après quoi il nous a dit que les pères Sichet et Janin, ses deux autres confrères, ci-devant Cordeliers, étaient dans ce moment absents de cette ville ; qu'il

n'a aucune connaissance des faits qui lui sont imputés ainsi qu'à ses deux confrères, si ce n'est que tant lui qu'eux, ont confessé et donné la communion, seulement dans l'église des ci-devant religieuses ; qu'à l'égard de leur expulsion, il était douloureux pour eux de s'y voir forcés, mais dès que lesdits citoyens l'exigeaient, ils consentaient de sortir de cette ville et du canton, et qu'ils ne demandaient pour y satisfaire qu'un délai de trois jours pour faire leurs malles et se défaire des effets qui pourraient les embarrasser : consentement qui est par nous accepté pour mettre la paix et la tranquillité dans cette ville.

Qu'à l'égard de l'église des ci-devant Bénédictins, considérant que ladite église appartient à la Nation, que personne n'a droit d'y célébrer la messe et autres offices divins ; considérant aussi que le sieur Samoël qui y dit la messe, n'est point assermenté, que cette circonstance donne lieu à un rendez-vous général de tous les fanatiques, ce qui pourrait troubler la paix et la tranquillité des bons citoyens, ouï sur ce Monsieur le Procureur de la commune, nous avons arrêté que sur le champ ladite église serait fermée et que les clefs d'icelle seraient remises entre les mains de Monsieur le maire.

Comme de fait, Monsieur Samoël a tout présentement remis à M. le maire quatre clefs, l'une qui ferme la porte principale de l'église, la seconde, celle du cadenas de ladite porte, la troisième, celle du clocher, et la quatrième, celle de la porte qui a entrée dans le cloître ; desquelles quatre clefs, M. Samoël demeure déchargé.

Fait et clos les jour et an susdits, et avons signé avec notre secrétaire greffier.

ALESMONIÈRE, *maire* ; MARCOUT, *secrétaire greffier* ; NOBIS, *procureur* ; BARNAUD, BARDET et BIGAUD, *officiers municipaux*. (1)

Cet arrêté d'expulsion et de fermeture d'églises donnait satisfaction à l'abbé Bardet, curé de l'église paroissiale, prêtre assermenté et nommé par les électeurs. Ce dernier voyait en effet d'un œil jaloux une grande partie des habitants délaisser l'église Saint-Philibert pour fréquenter

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 142.*



Les Cordeliers. — Etat extérieur actuel.



Calvaire.

celles où officiaient les prêtres qui n'avaient pas prêté le serment civique. Cette circonstance donne à croire qu'il ne resta pas étranger à la demande d'expulsion des Cordeliers et à la fermeture de l'église du prieuré. Cette mesure d'expulsion, en contradiction avec la loi qui proclamait la liberté religieuse, faillit provoquer un soulèvement de la population. C'est contre cette menace grandissante de protestation et de troubles possibles que la municipalité prit ces précautions par l'arrêté suivant :

CE JOURD'HUI 4 avril 1792, sur les deux heures de relevée, nous maire et officiers municipaux de Charlieu, assemblés... l'un de nous a dit qu'il vient d'être informé par la voix publique, que des gens malveillants cherchent à troubler l'ordre public par des voies secrètes, en excitant le peuple à faire des émeutes pour troubler les opinions religieuses et le culte religieux en faisant mouvoir des femmes et des enfants, pour insulter des personnes qui n'ont pas les mêmes opinions ; que cette conduite est contraire aux lois ; que cette insurrection est, dit-on, ménagée pour demain, Jeudi-Saint, au sortir de l'office des ci-devant religieuses de cette ville ; qu'il est essentiel de s'opposer à toute insurrection et veiller à l'exécution des lois.

La matière mise en délibération, après avoir ouï M. le Procureur de la commune, nous avons arrêté que défenses sont faites à toutes personnes d'ameuter le peuple, et à toutes personnes, de quelque âge et de quelque sexe qu'il puisse être, de s'assembler pour s'opposer à aucun culte religieux, à peine d'être poursuivi extraordinairement suivant la loi, déclarant que les maris seront responsables des actions de leurs femmes, et que les pères et mères, tuteurs ou tutrices, le seront de leurs enfants et de ceux qui sont sous leur surveillance, toujours suivant la loi ; lequel arrêté sera publié et affiché à la manière ordinaire, dans ce jour pour que personne n'en ignore (1).

Les Ursulines étaient en lutte journalière avec la municipalité. Ne voulant pas être complices, au point de vue religieux, de la fréquentation de la chapelle du Calvaire par les prêtres assermentés et par la population qu'ils y

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 145.

conduisaient, chose qu'elles considéraient comme une profanation, elles remirent au maire la clef de cette chapelle dont elles étaient gardiennes depuis longtemps.

Il y avait conflit et la municipalité, le 20 juillet 1792, délibéra sur ce sujet « ...M. le procureur de la commune a dit que, le 21 juin dernier, les dames ci-devant Ursulines de Charlieu, nous ont adressé une lettre par laquelle et sous de vains prétextes, elles nous ont envoyé la clef de la chapelle du dit Calvaire, la clef du tronc et la clef du buffet qui sont dans icelle ; que lesdites dames étaient chargées du soin et de l'entretien de ladite chapelle, pour raison de quoi elles recevaient les aumônes des fidèles qui, suivant l'usage se jettent au travers du *gril* d'icelle dans ladite chapelle ou dans le tronc ; qu'en conséquence, il est intéressant de faire un inventaire des effets, or ou argent, qui doivent se trouver dans ledit tronc. A l'effet de quoi il nous requiert de vouloir nous transporter dans ladite chapelle pour faire ledit inventaire ; pour après icelui être par nous fait contre lesdites dames le réquisitoire qu'il appartiendra » (1).

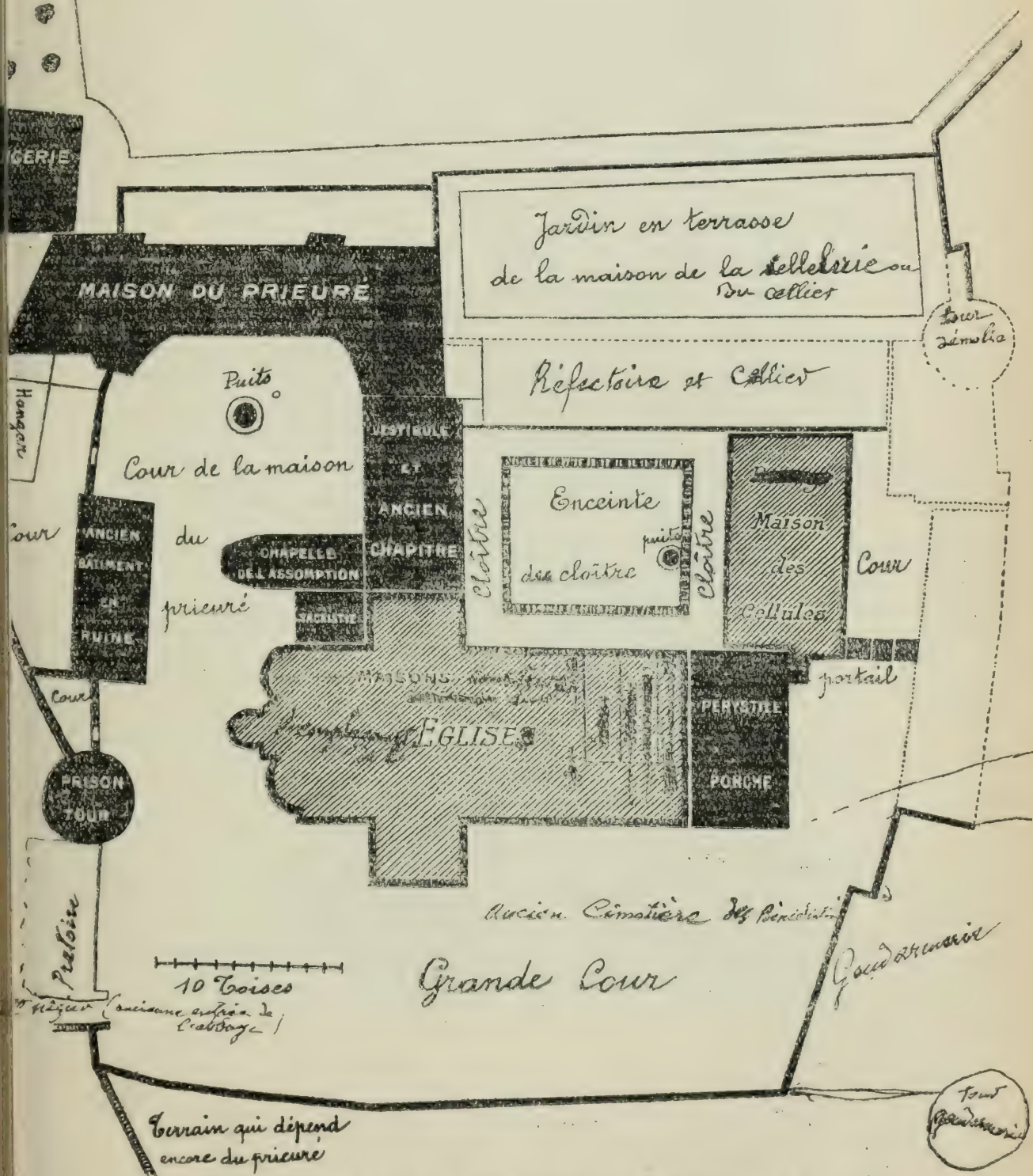
Cet inventaire fut immédiatement fait, et vu son intérêt nous le rapportons :

...Nous avons trouvé sur l'autel un gradin sur lequel il y a deux chandeliers en bois peints en rouge, ayant chacun un cierge en partie usé, un Christ peint en noir, deux bouquets artificiels en papier de différentes couleurs passées ; au-dessus, un grand tableau et cinq autres petits tableaux autour du grand, représentant Piété. Sur l'autel nous avons trouvé un tapis *vert* en laine *grenat* ; au-dessous d'icelui, une nappe ouvragée, façon à la *Venise*, garnie de mousseline rayée et festonnée, probablement bonne ; dessous cette nappe, nous en avons trouvé une autre, et pliée en quatre ; plus trois *cartons* pour la messe, vieux et non encadrés. Dessous l'autel est un sépulcre où est la figure ou représentation de Jésus-Christ, en bois et en grandeur d'homme, couché, ayant sous la tête un petit coussin couvert de sa taie en toile blanche ; et autour dudit coussin est une toile blanche d'environ un quart de large ; sur le marchepieds de l'autel est un couvre marche pieds, en planche, bois de sapin ; plus un livre intitulé missel romain, et son porte-livre en bois ; deux grands chandeliers en bois brut, deux bancs en bois ; une lampe de cuivre

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 165.

de Charlieu à Roanne

Jardin du prieuré



Plan géométral des différents corps de bâtiments qui composaient ci-devant la maison des bénédictins de Charlieu où sont marquées les différentes divisions pour servir à leurs ventes en parcelles avec les jardins pour chaque partie.

argentée et passée. avec son verre et un nœud de ruban garni de sa frange japon argent passé. Ouverture faite du tronc, nous y avons trouvé 28 sous, 3 deniers, que nous y avons laissés et l'avons refermé... (1).

Les Ursulines, bien que réfractaires aux décrets, et malgré l'animosité du conseil, restèrent pour la plupart dans leur couvent jusqu'aux premiers jours de la Convention. Leur expulsion définitive est en effet du 24 octobre 1792, d'après l'arrêté que nous rapportons ici :

CONSIDÉRANT que toutes les ci-devant religieuses de cette ville devraient avoir évacué leur ci-devant couvent depuis le 2 de ce mois, conformément à la loi; que néanmoins, il y en a encore quelques-unes qui l'occupent; que néanmoins leur habitation dans ce couvent peut tirer à des conséquences dangereuses et occasionner des troubles; après avoir ouï les conclusions de M. le Procureur de la commune, nous avons arrêté que dans trois jours, date de celui-ci, lesdites religieuses qui occupent encore ledit couvent de Charlieu, seront tenues d'en sortir, à peine d'en être expulsées. A l'effet de quoi notre secrétaire greffier demeure chargé de leur signifier officiellement notre présent arrêté dans ce jour, pour qu'elles ne l'ignorent.

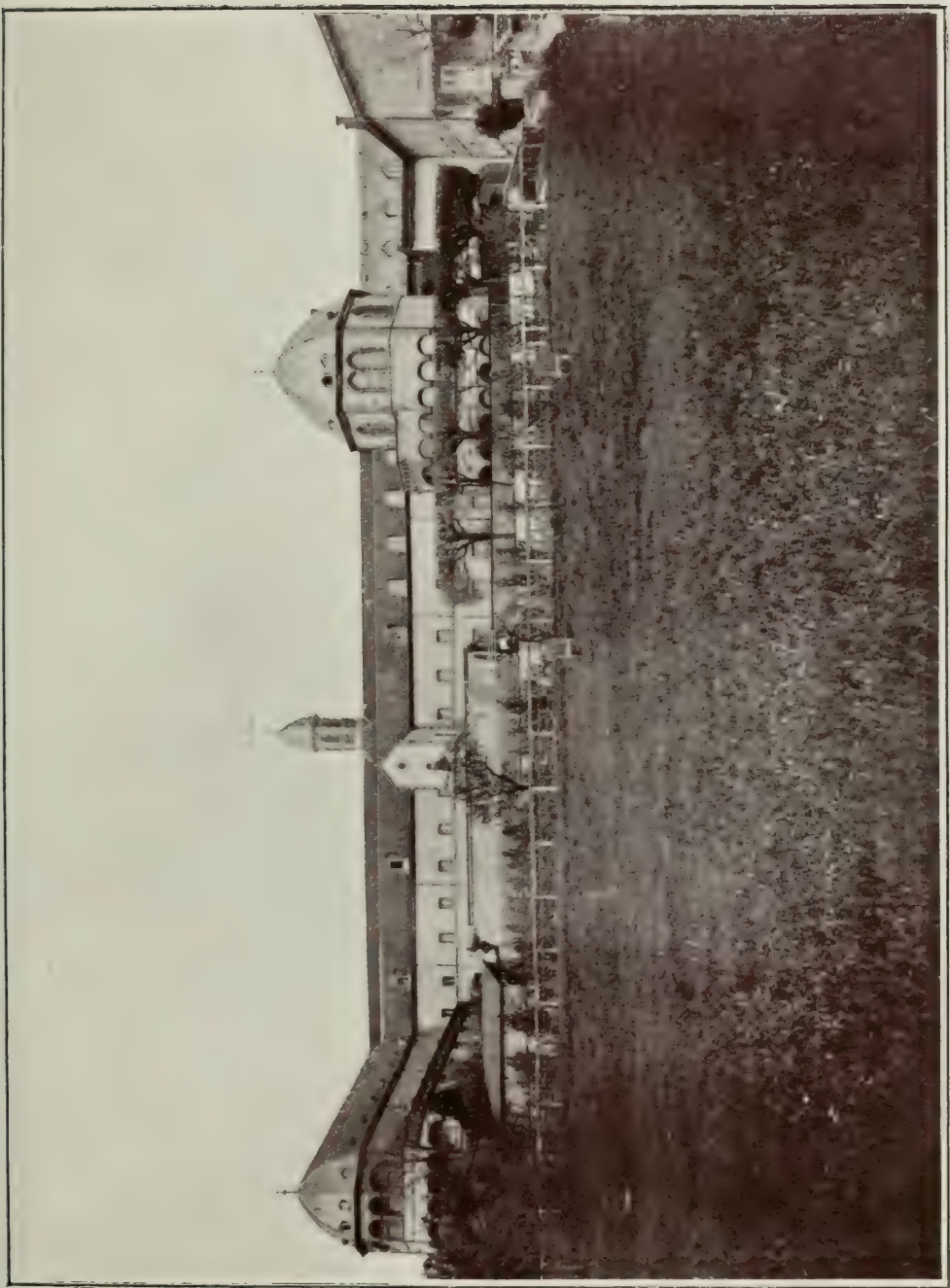
Avons encore arrêté que pour la conservation des effets qui sont encore dans ledit couvent, et pour éviter des brigandages qui peuvent nuire à l'intérêt de la nation, il sera par nous commis un homme pour veiller à tout ce que dessus, jusqu'à ce que nous ayons reçu des ordres ultérieurs de Messieurs les administrateurs du district, et nous avons signé. (2)

Les Ursulines, après cet arrêt, se dispersèrent, abandonnant à regret leur monastère devenu bien national.

Ces biens nationaux, on avait cherché à les vendre à Charlieu, et plusieurs citoyens s'étaient déjà rendus acquéreurs de quelques lots de terre. Nous voyons en effet les nommés Bonnaventure, Rouillet-Lavarenne, aubergiste, Guillaume Paillet, etc., déclarer chacun au greffe de la municipalité « qu'ils avaient acquis une terre de la nation,

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 165.

(2) — — 1792 à l'an II, f. 16.



Couvent des Ursulines.

qu'ils voulaient faire miner leur terre pour planter la vigne » (1). Ces déclarations étaient utiles pour les propriétaires désirant jouir des avantages et exemption d'impôt accordés par la loi.

Mais de ces biens nationaux, il en restait encore beaucoup à vendre. C'est de cette vente que le conseil municipal s'occupa dans sa séance du 25 mars 1792 :

Les conseillers et notables assemblés en la maison commune, l'un de nous a dit que pour l'intérêt de la nation, il est essentiel de vendre les biens nationaux qui ne l'ont pas été et qui existent encore dans cette communauté, consistant en une terre appelée Verger, de la contenance d'environ cinq coupes ; de l'église des ci-devant Bénédictins ; le cloître des ci-devant Bénédictins, de la contenance d'environ deux coupes ; les archives attenant à ladite église ; une petite place à la porte des Moulins ; l'auditoire et la tour servant ci-devant de prison, avec la cour d'icelle ; les bois taillis appelés Brosses, de la contenance d'environ deux cent soixante et une mesures ; le tout dépendant desdits ci-devant Bénédictins ; et une terre d'environ deux mesures et demie, dépendant des biens des ci-devant Ursulines, de Charlieu, située près le clos desdites Ursulines...

En conséquence que pour parvenir à la dite vente, il est à propos que nous en fassions l'estimation pour éviter les frais d'expertise, pour mettre messieurs les administrateurs du directoire du district de Roanne dans le cas de faire la dite vente et de leur offrir d'accepter lesdits biens au prix de l'estimation qui en sera par nous faite. (2)

La municipalité avait donc l'intention d'acheter pour la ville les lots énoncés dans sa délibération ; mais elle ne voulait ou ne pouvait dépasser l'estimation qu'elle établit ainsi pour l'acquisition de ces biens : « la terre appelée Verger, à la somme de trois cents livres ; l'église, à la somme de trois mille cinq cents livres ; le cloître d'icelle, à la somme de cinq cents livres ; les archives, à la somme

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 138, 146, etc.

(2) — — 1790-1792, f. 141.

de six cents livres ; l'auditoire, la tour et la cour d'icelle, à la somme de douze cents livres ; les bois taillis appelés les Brosses, à la somme de quatre mille livres, et la terre, à la somme de trois cents livres. Lesquelles estimations nous nous soumettons de payer en cas d'adjudication desdits fonds, dans le cas que personne ne surenchérisse lesdites estimations.

« A l'effet de quoi, Messieurs les administrateurs sont priés de les faire incessamment publier et afficher en vente pour mieux être vendues à la manière ordinaire et accoutumée, laquelle délibération sera envoyée au directoire par notre greffier pour tenir lieu de soumission pour les causes ci-dessus et pour en accélérer la vente ; laquelle expédition sera par surabondance signée par les soumissionnaires et avons signé » (1).

La municipalité avait une bonne et heureuse intention ; mais privée de ressources, elle ne put acheter les immeubles qu'elle convoitait pour Charlieu.

L'adjudication se fit plus tard au profit d'acquéreurs plus hardis et moins timorés. Ce fut chose regrettable pour la ville. Elle fut ainsi privée de la belle église des Bénédictins, qui était l'église primitive de Charlieu ; elle fut privée également des autres bâtiments de l'abbaye qui passèrent entre les mains de spéculateurs éhontés et peu scrupuleux. Cette vente ainsi accomplie fut la raison première du sort néfaste de cette belle église romane du ^xⁱ^e siècle et des autres immeubles, qui seraient à l'heure présente la plus belle richesse et la plus belle parure artistique de la ville et du pays.

Nous donnons ici la nomenclature que M. de Fréminville, archiviste du département, a bien voulu nous faire relever, sur la vente de tous ces biens nationaux, des Bénédictins, des Ursulines, des Capucins et des Pénitents de Charlieu.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792. f. 141 et suivant.

Nous omettons dans cette nomenclature, les biens des Cordeliers, dont nous avons établi la vente, en faisant la monographie de ce monastère.

Cette vente des biens nationaux a joué un rôle considérable dans toute la France, à la période révolutionnaire. A cette époque de transition, l'Etat croyait pouvoir détruire tous les abus. Il voulait supprimer les corporations formant un état dans l'Etat même. Acculé à la guerre et privé d'argent, il espérait ainsi combler le déficit par la spoliation des biens des monastères, et par leur vente au plus offrant.

Charlieu, ville de couvents, fournit à la Nation une large part des biens confisqués et vendus au profit de l'Etat.

En morcelant la grande propriété, cette vente va modifier grandement la ville, et la situation de quelques habitants, heureux de pouvoir acquérir et de jouir d'une parcelle de ces immeubles ou de ces terrains achetés à bon marché, et de pouvoir plus tard spéculer sur leur achat.

Les uns, et ce fut le grand nombre, achetèrent sans scrupule ; les autres, avec entente et consentement préalables de l'Eglise orthodoxe.

Quoiqu'il en soit, voici la nomenclature des biens nationaux vendus au district de Roanne, et dépendant des monastères de Charlieu.

I. — BÉNÉDICTINS

Série Q, n° 38

NOMS DES ACQUÉREURS	PRIN DE VENTE	DATE	NATURE DES BIENS
Claude-Marie ANDRIOT.....	93.000 »	11 mars 1791	Terriers du Prieuré.
Antoine TROUILLET.....			
Gabriel DE LA RONZIÈRE.....			
Bonaventure LIVET.....			
Pierre RACQUIN et Denis GUET, jardiniers.....	6.000 »	id.	Terre La Blancherie.

NOMS DES ACQUÉREURS	PRIX DE VENTE	DATE	NATURE DES BIENS
François VALET, marchand.....	500 »	11 mars 1791	Terre de la Sacristie.
Joseph DURET, marchand.....	4.500 »	id.	Maison de deux fours bannaux.
Gilbert CARRON, marchand.....	5.450 »	id.	Bâtiments (grenette).
Antoinette-Pierrette BEYNAND...	11.500 »	id.	Maison du Prieur.
Simon BOULARD, à Gatelier.....	11.000 »	id.	Maisons (la Chanterie et la Sacristie).
Philippe SAMOËL, ci-devant béné- dictin	5.400 »	id.	Maison (La Célelerie).
Philippe BEAUD, chirurgien....	7.400 »	1 ^{er} mars 1791	Maison et deux moulins.
Bonaventure LIVET, commis- saire en droits seigneuriaux, à Charlieu.....	3.400 »	id.	Appartem ^t appelé la Chambrière.
ROUILLET-LAVARENNE.....	26.000 »	28 prairial an II	Bois des Brosses, 10 ^e lot.
Jacques ROUSSET, de Roanne....	31.000 »	id.	9 ^e lot.
Hugues CHABREVILLE cadet.....	33.000 »	id.	8 ^e lot.
Pierre BERNARD et autres de Charlieu.....			
Philibert JURET.....			
Antoine ANDRIEU	46.000 »	id.	7 ^e lot.
Jacques LACROIX fils, de Charlieu			

Série Q, n° 172

Claude-Marie NICOLAS, de Char- lieu	36.000 »	id.	4 ^e lot.
Hugues CHABREVILLE	42.000 »	id.	3 ^e lot.
Pierre BERNARD et autres.....	34.000 »	id.	2 ^e lot.
idem idem			
idem idem			
Benoît BERTHIER, à Charlieu.....	15.000 »	id.	Terre.
Pierre RAY, à Charlieu.....	150.000 »	id.	Eglise et cloître.
Hugues CHABREVILLE	31.500 »	id.	Bois des Brosses.
Pierre BERNARD et autres			
Pierre RAY, à Charlieu.....	50.000 »	id.	Bois taillis.

Série Q, n° 51

Nicolas FOREST, à Charlieu	825 »	6 juin 1791	Terrain du Prieuré.
Antoine REBET.....	660 »	id.	id.
Louis FARJETON.....	1.275 »	id.	id.
Paul PETIT.....	625 »	id.	id.

NOMS DES ACQUÉREURS	PRIX DE VENTE	DATE	NATURE DES BIENS
Pierre DESROCHES	600 »	6 juin 1791	Terrain du Prieuré.
François BURT, boulanger	1.350 »	id.	id.
Guillaume et Pierre PAILLET	625 »	id.	id.
Crépin DARFENILLE	950 »	id.	id.
Pierre RENON	705 »	id.	id.
François CHAMPAGNE	615 »	id.	id.
Philibert DÉCLUNY	555 »	id.	id.
Claude-Marie RAY	1.315 »	id.	id.
Jacques MORELON	380 »	id.	id.
Léonard FRESNE, maçon	1.100 »	id.	id.
Jean PERRICHON	515 »	id.	id.
Claude BUSSY	670 »	id.	id.
Benoît BRIDET	655 »	id.	id.
Antoine MILLET	680 »	id.	id.
Claude CHABREUIL	680 »	id.	id.
Jean-Marie CHABREUIL	460 »	id.	id.
Claude-Marie PAILLET	500 »	id.	id.
Claude AUCLERC	400 »	id.	id.
Louis DUPLEX	420 »	id.	id.
Antoine LAVIGNE	470 »	id.	id.
Pierre DUCARRE	460 »	id.	id.
Jean AUCLERC	465 »	id.	id.
François MICHEL	680 »	id.	id.
François FRANC	800 »	id.	id.
Louis ANDROT	700 »	id.	id.
Claude MICHEL	450 »	id.	id.
François ALIX	405 »	id.	id.
François NICOLET	420 »	id.	id.
Gaspard ANDROT	260 »	id.	id.
Louis ARDENNE	605 »	id.	id.
Claude PERROUX	4.000 »	id.	id.
Antoinette-Pierrette BURNAND	390 »	id.	id.
Philippe BERAUD	2.485 »	id.	Pré.
Louis PITRE	3.000 »	id.	id.
Jean-Claude CUCHERAT, de Saint- Bonnet-de-Cray	17.600 »	id.	id.
Claude BOUTOUGE et André-Mar- guerite BIGAUD, à Charlieu	7.500 »	id.	Maison.
Claude RENON fils	2.400 »	id.	Pré.

NOMS DES ACQUÉREURS	PRIX DE VENTE	DATE	NATURE DES BIENS
---------------------	------------------	------	------------------

Série Q, n° 174

Bonaventure LIVET, notaire à Charlieu.....	2.024 »	18 messidor an IV	Un canton de terrain à demi défriché; l'autre partie en bois.
---	---------	----------------------	--

Série Q, n° 177

Thomas COGNET, marchand à Charlieu.....	12.088 »	3 thermidor an IV	Porche de l'église bé- nédictine.
--	----------	----------------------	--------------------------------------

II. -- URSULINES

Série Q, n° 38

PITRE Antoine, traiteur à Char- lieu.....	6.100 »	10 mars 1791	Locaterie-terre.
ALIX, marchand.....	300 »	id.	Terre Morland.
RAQUIN Pierre, jardinier.....	3.500 »	id.	Terre.
GERBET François, marchand....	1.600 »	id.	Terre Chantoiseau.
BESSON Claude, marchand.....	4.000 »	id.	Terre : les Taureaux.
BOUTOUGE Claude.....	2.250 »	id.	Terre: la Grenouillette.
CARRON, marchand.....	22.400 »	id.	Pré de la Pitance.
ROUILLET-LAVARENNE Jean-Louis.	8.900 »	id.	Terre Desnoyer.
BESSON Claude, marchand.....	6.050 »	1 ^{er} mars 1791	Domaine de Montoizy.
			Domaine de Montplaisir.

Série Q, n° 91

CUCHERAT Louis.....	3.800 »	12 nivôse an III	Terre.
EVARD, PIQUE, DUTIL, MILLET cadet, COLY fils.....	221.000 »	id.	Bâtiments et dépen- dances.

Série Q, n° 51

POMEY Jean-Marie et BROSELARD Jean-Baptiste.....	2.100 »	6 juin 1791	Bois.
---	---------	-------------	-------

Série Q, n° 174

Bonaventure LIVET.....	3.256 »	19 messidor an IV	Bois taillis.
------------------------	---------	----------------------	---------------

LES CAPUCINS

Série Q, n° 38

BOULARD Simon.....	19.100 »	10 mars 1791	Couvent et dépendance.
--------------------	----------	--------------	------------------------

LES PÉNITENTS

Série Q, n° 172

Claude-Marie RAY.....	10.000 »	28 prairial	Chapelle et dépendances?
-----------------------	----------	-------------	--------------------------

§ 2.

Réorganisation de la garde nationale. — Les volontaires. — Bataillon de Rhône-et-Loire. — Dupleix. — Compagnie des grenadiers. — La consigne des gardes nationaux. — Veto de Louis XVI. — Adresses de félicitations au Roi et à l'Assemblée. — Fête du 14 Juillet. — Arbre de la liberté. — La guerre avec l'Autriche et la Prusse. — La patrie en danger. — Déclaration des armes. — Port de la cocarde.

Partout en France la question religieuse soulevait des difficultés et des émeutes. De plus, la crainte d'une guerre troublait les populations. Louis XVI, réduit à son simple droit de veto, était sans autorité. Ses rapports avec l'Autriche, sa fuite et son arrestation à Varennes (20 juin 1791), le rendirent encore plus impopulaire et plus suspect à la nation. On l'accusait de fomenter la guerre étrangère.

Dans cette crainte de guerre prochaine, il était urgent pour la France de s'armer, pour tenir les factieux en respect d'abord, et ensuite pour repousser les ennemis extérieurs, menaçant d'envahir le territoire de la Nation.

Pour ce but, l'Assemblée édicta le 29 septembre 1791 une loi relative à l'organisation de la garde nationale dans toutes les communes. Le département de Rhône-et-Loire se décida à faire exécuter cette loi, et le 9 décembre 1791 le Conseil général adopta un certain nombre de mesures pour obliger les jeunes gens de dix-huit ans, les citoyens actifs ayant droit de vote, et ceux appelés par la loi au service de la garde nationale, à se faire inscrire le deuxième jour de janvier, sur le registre de cette garde de leur commune, « sous peine d'être suspendus des droits de citoyens actifs » ; à fixer ensuite le nombre des compagnies ; à élire les officiers ; à constituer les pelotons, sections, bataillons, etc.

En vertu de cet arrêté, la municipalité de Charlieu,

réunie avec les municipalités des communes du canton, réorganisa la garde nationale les 15, 20 et 22 janvier 1792.

La France était sur le *qui vive*, et déjà l'Assemblée avait décrété la levée de 169 bataillons mobiles. L'effectif devait être fourni par voie d'enrôlement volontaire.

« Les volontaires du district de Roanne constituèrent en grande partie le 3^e bataillon de Rhône-et-Loire, formé le 3 décembre 1791. Ces premiers défenseurs de la liberté avaient la faculté de choisir leurs chefs. Parmi les officiers nommés ce jour, appartenant à Charlieu, on reconnaît François-Marie Duplex-Desmallet, chef de bataillon, Jacques Petit étudiant en droit, lieutenant, César Alesmonière épicier, sous-lieutenant, et Simon Lemaire épicier, caporal, excellent soldat qui devint lieutenant au bout de deux ans » (1).

Duplex, ayant joué un rôle important comme soldat d'abord, et comme citoyen plus tard sous la Convention et sous le Directoire, nous nous plaisons à dire déjà quelques mots sur sa carrière militaire, nous réservant de le suivre sous la Terreur où il faillit monter sur l'échafaud de Feurs, et sous le Directoire où il eut à lutter contre Saint-Didier.

A l'époque de l'enrôlement des volontaires, F.-M. Duplex-Desmallets était procureur de la commune de Charlieu (1791). Il abandonna « l'écharpe violette qui lui procurait la quiétude et le bien-être pour endosser par patriotisme l'habit de soldat ».

A la tête de ses huit cents guerriers qui l'avaient choisi à cause de ses capacités et de sa bravoure, il se rendit dans l'armée du Rhin et prit une part active à ses opérations.

« Dans la campagne de 1793 il effectua la retraite du Palatinat. Le 3 avril de cette même année, dans les champs de Lemercein, seul avec trois compagnies du 21^e régiment d'infanterie, il soutint à la tête de son 3^e bataillon de Rhône-et-Loire tout le poids de l'avant-garde de l'armée

(1) *Charlieu pendant la Révolution*, Brossard, p. 6.

autrichienne, et sut, dans sa retraite, arriver dans le meilleur ordre possible, par une marche lente et serrée jusque sur les lignes de Weissembourg où était le salut. Il participa le 17 mai aux affaires de Reizbern, et le 19 septembre, dans la forêt de Biewald, près de Lauterbourg, en se portant à l'attaque d'une redoute fortement occupée par l'ennemi, il fut grièvement blessé d'un biscaïen à la jambe droite. Il ne dut la vie qu'au dévouement d'un officier de son bataillon, qui le sortit de la mêlée, et ne le quitta pour retourner à la bataille, qu'après l'avoir mis tout à fait hors de danger » (1).

Après un séjour prolongé dans les hôpitaux, et avoir subi une opération grave pour extraire le projectile, Duplex ne guérissant pas, fut envoyé en congé de deux mois. Il revint à Charlieu, son pays natal, pour hâter la cicatrisation de sa plaie, et réparer ses forces compromises.

C'est pendant ce temps de convalescence que nous le verrons agir et lutter contre les sans-culottes de son pays.

Outre la réorganisation de la garde nationale, il se forma à Charlieu, le 18 mars 1792, une Compagnie de grenadiers, composée de 63 hommes. Ils sortirent du corps des gardes nationaux pour former cette nouvelle troupe dont Jean Villard fut nommé capitaine. « Considérant l'avantage que la nation peut tirer de la formation de la compagnie des grenadiers, et que cette formation est conforme à la loi, en applaudissant à la bonne volonté et au zèle des citoyens, nous leur avons donné acte de leur formation » (2).

Mais ces diverses compagnies étaient des corps sans armes, et malgré le zèle et le patriotisme des citoyens qui les composaient, elle restaient impuissantes. Elles s'adressèrent donc à la municipalité pour obtenir les armes et l'équipement nécessaires :

Les officiers de la garde nationale du bataillon du canton de

(1) *Mémoire de Duplex contre Saint-Didier.*

(2) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 138 verso.*

Charlieu, soussignés, ont l'honneur de vous exposer qu'ayant pris en considération le danger et l'état de crise dans lequel se trouve l'empire français, dans un moment où les ennemis du dehors et du dedans le menacent de toutes parts, croyant qu'il est très-urgent de se tenir en garde et de se mettre à même, par tous les moyens possibles, d'opposer une résistance capable de déjouer leurs criminels projets, mais, en vous assurant du zèle et de l'ardeur de toute notre garde nationale, ils ne peuvent vous dissimuler, et vous ne l'ignorez pas, qu'ils sont dénués de tous moyens à cet égard, sans poudre, sans plomb et n'ayant que 34 fusils pour tout le canton. C'est pourquoi ils vous requièrent à ce qu'il vous plaise leur procurer trois quintaux de poudre, de plomb à proportion, et une quantité suffisante de fusils, pour pouvoir opposer une force capable d'en inspirer aux mal-intentionnés. Avec cette assistance de votre part, qu'ils espèrent que vous voudrez bien obtenir du département, attendu qu'il leur est connu que malgré votre bonne volonté, vous ne pouvez le faire par vous-mêmes, faute de fonds, nous espérons pouvoir venir à bout de faire respecter l'ordre public et les propriétés, et ont signé sur ladite pétition :

PERROUX eadcl. *adjudant* ; FOUDRAS, *commandant* ;
 PELLETIER, *sous-commandant* ; DUCOING, *capitaine* ;
 GERBET, *sous-lieutenant* ; ALESMONIÈRE fils, *lieutenant* ; VILLARD, *sous-lieutenant* ; RIGOLLET, *sous-lieutenant* ; MORILLON, *lieutenant* ; BARDET, *lieutenant* ; ROUX, *sous-lieutenant* ; CUCHERAT, *sous-lieutenant* ; GAGON, *lieutenant* ; BOUTOUGE, *capitaine* ;
 DURET, *capitaine* ; CUCHERAT, *lieutenant* ; DE LA
 RONZIÈRE, *sous-lieutenant* ; CARRÉ, *porte-enseigne* ;
 CHARTET Pierre, *sous-lieutenant* ; Vincent CUCHERAT,
capitaine ; SÈVE, RIVET potier, et PETIT (1).

Cette pétition fut immédiatement adressée par le Conseil au district de Roanne « vu la nécessité urgente ».

La France avait déclaré la guerre à l'Autriche, et les ennemis de la Révolution redoublaient d'efforts pour susciter des obstacles au gouvernement. « Prêtres réfractaires et aristocrates » conspiraient avec l'ennemi du dehors et escomptaient son succès.

En face de la guerre étrangère, et des troubles intérieurs, le peuple partisan du nouveau régime s'armait comme il pouvait. Le district de Roanne « dépourvu lui-même des armes nécessaires », et tardant à répondre à la demande

(1) Reg. mun. Charlieu, 1790-1792. f. 136.

de Charlieu, le Conseil de la ville avec les notables, décida, le 29 avril, de prendre l'argent de la fabrique de l'église de Saint-Philibert, « excepté celui nécessaire à l'usage du culte, pour acheter cent fusils, vu les circonstances critiques ». Cet achat nécessita 1270 livres qui furent ainsi prélevées sur les fonds de la fabrique.

Munies des armes nécessaires, la garde nationale et la compagnie des grenadiers formaient un contingent assez puissant à Charlieu pour en imposer aux factieux et aux rebelles. La garde nationale était composée en effet de 300 hommes environ et la compagnie des grenadiers comptait 63 soldats.

Mais la plupart de ces hommes, n'ayant jamais servi dans un régiment, manquaient de discipline et avaient tendance à commettre des abus. Pour remédier à cet état de choses, le Conseil municipal prit une délibération et promulgua la consigne suivante pour le corps de garde :

CE JOURD'HUI, 30 avril 1792, après-midi, les maire et officiers municipaux de la ville de Charlieu soussignés, assemblés en la maison commune, M. le Procureur de la C^{ne} a dit que les circonstances critiques où nous nous trouvons exigent impérieusement à ce que les citoyens de cette ville montent la garde pour leur sûreté et celle de leurs voisins; qu'à cet effet, il conviendrait d'inviter MM. les commandant et sous-commandants de la garde nationale de venir à notre assemblée, pour délibérer conjointement avec nous des objets qui méritent essentiellement d'être réglés dans cette consigne.

Signé : NOBIS.

Cette consigne fut arrêtée et promulguée ainsi :

ART. 1^{er}. — La garde sera composée de douze fusiliers, un officier, un sergent, un caporal.

ART. 2^e. — L'officier de garde fera faire des patrouilles qui se succéderont des unes aux autres sans intervalle pendant la nuit, dans toutes les rues de la ville, autour de la ville, jusqu'au Pont, aux Ursulines, à Gayen et jusqu'aux ci-devant Cordeliers.

ART. 3^e. — L'officier de garde recommandera à celui qui commandera la patrouille de faire un profond silence, d'aller au pas ordinaire et de s'arrêter de distance en distance pour écouter si elle n'entend pas de bruit.

ART. 4°. — L'officier de garde recommandera au chef de patrouille de ne pas entrer aux cabarets pour y boire, non plus que sa troupe, à peine par le chef d'être puni suivant la loi.

ART. 5°. — L'officier de garde exigera de la troupe qu'elle ne parle qu'à voix basse dans le corps de garde.

ART. 6°. — L'officier de garde ne mettra qu'une sentinelle devant les armes, et si la sentinelle entend du bruit dedans les rues, elle en avertira l'officier de garde sans quitter son poste, lequel enverra une patrouille pour s'en instruire.

ART. 7°. — Si la sentinelle aperçoit le feu dans quelqueendroit de la ville, elle en avertira l'officier de garde, lequel fera battre *la générale* et fera inviter M. le maire et M. le commandant.

ART. 8°. — L'officier de garde aura soin de veiller à ce que tous les fusils de sa garde soient placés au ratelier, qu'il n'entre aucun fusil dans le corps de garde, à l'exception de ceux qui seront en exercice.

ART. 9°. — A la forme de la loi décrétée le 1^{er} février, sanctionnée par le roi le 28 mars suivant, toute personne qui voudra voyager dans le royaume sera tenue, jusqu'à ce qu'il ait été ordonné, de se munir d'un passeport. En conséquence l'officier de garde ordonnera aux patrouilles et à la sentinelle d'arrêter tout voyageur qui ne sera point muni d'un passeport.

ART. 10°. — Le voyageur qui ne présentera pas un passeport, sera conduit devant les officiers municipaux, à la descente de la garde.

ART. 11°. — L'officier de garde veillera à ce qu'il ne soit fait aucune dégradation dans le corps de garde et corridor en dépendant, à peine d'en être responsable.

ART. 12°. — L'officier de garde veillera à ce que le corps de garde et le corridor soient bien balayés et mis en état de propreté, à la descente de la garde : à défaut de quoi l'officier qui le remplacera le fera faire aux frais de celui qui aura descendu la garde. Et (*l'officier de garde sera chargé*) de faire la visite des armes restantes au corps de garde, à la descente de la garde, pour les rendre en bon état en les faisant bien essuyer.

ART. 13°. — L'officier de garde recommandera au chef de la patrouille de conduire au corps de garde toutes personnes domiciliées qui seraient trouvées dans les cabarets après 10 heures du soir, dans le cas qu'elles feraient du bruit, et dans le cas contraire, de les inviter à sortir du cabaret et de faire le rapport à l'officier, du cabaretier qui aura donné à boire après 10 heures.

ART. 14°. — La garde se montera à 9 heures du soir, et descendra à 4 heures du matin, et donnera la clef du corps de garde au sieur Augay.

Et avons signé avec lesdits commandant et notre secrétaire greffier, les jour et an, que d'autre part est dit (1).

(1) Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 154.

Les républicains accusaient les prêtres non assermentés d'être, par leurs paroles et leurs menées, les auteurs principaux des troubles à l'intérieur du royaume. Aussi l'Assemblée législative, après avoir entendu le rapport de son comité des douze contre les ecclésiastiques réfractaires, décréta le 27 mai 1792, leur déportation en masse.

Louis XVI refusa de sanctionner ce décret. Il refusa également de donner sa sanction au décret du 8 juin, créant sous Paris un camp de 200.000 hommes de fédérés envoyés par tous les cantons de France. Ces deux veto soulevèrent le peuple de Paris qui se rendit d'abord à l'Assemblée et envahit ensuite le palais des Tuileries, pensant forcer le roi à donner sa sanction. Mais Louis XVI dans cette circonstance resta inflexible.

Cet acte lui valut des adresses de félicitations de bien des directoires ; mais par contre il renforça le parti des patriotes qui voulaient la République.

Le directoire du district de Roanne, dont M. Alesmonière de Charlieu était un des administrateurs, prit le parti du roi et envoya deux adresses, l'une à Louis XVI et l'autre à l'Assemblée législative.

Ces adresses, reflétant les sentiments de la région, et de Charlieu en particulier, pays d'Alesmonière, nous nous plaçons à les reporter ici :

ADRESSE AU ROI

SIRE,

C'est avec consternation que nous avons appris la violation de votre palais et le danger qu'a couru la France de voir ses annales souillées du plus horrible des forfaits ; il fallait la fermeté héroïque d'un prince, fort de sa conscience et de son amour pour son peuple, du digne descendant d'Henri IV. pour en imposer à la multitude égarée qui osait exiger de lui une sanction qu'il était en droit de refuser, et lui prescrire le rappel de ministres qu'il avait le droit de renvoyer.

Le veto royal est le bonheur de notre Constitution, il est essentiel à la liberté française que vous l'exerciez toutes les fois que vous croirez le devoir ; l'anéantissement de ce droit, en la détruisant, serait cent fois plus funeste à l'Empire que l'abus que vous pourriez en faire.

Vous l'avez déclaré, Sire, rien ne pourra vous engager à sacrifier

vos devoirs, mais la nation française ne souffrira pas que votre sûreté, votre tranquillité soient plus longtemps compromises ; indignée des attentats médités contre votre personne sacrée, elle demande que leurs auteurs soient livrés à la rigueur des lois... (1).

ADRESSE A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Le 20 juin, la constitution a été outragée par un attentat qui est une violation manifeste de ses dispositions, singulièrement de celle qui attribue au roi le veto suspensif, et de celle qui consacrent l'inviolabilité des représentants de la nation ; nous nous flattons que les auteurs de ce délit vous auront été bientôt connus et que le grand exemple que vous en ferez fera rentrer les factieux dans le néant : s'il était possible que les fauteurs osassent retarder la condamnation ou la punition due à un tel forfait, il n'est pas de district qui ne s'empressât à votre premier signe, d'envoyer près de vous un assez grand nombre de ses citoyens pour leur en imposer.

Signés : RAMEZ DE SUGNY, *président* ; ALESMONIÈRE, JOUVENCEL, DE LA BLANCHE, GAUNE, *administrateurs* ; MEAUDRE, *procureur syndic* (2).

Bien des districts de province se prononcèrent comme celui de Roanne : ils ne voyaient dans l'envahissement des Tuileries par le peuple qu'un attentat contre la Constitution, sans penser à une tentative de changement de régime. Cependant le parti contre la royauté devenait de jour en jour plus menaçant et prenait de l'extension et de la puissance. Le régime républicain pour le peuple représentait l'idéal de la liberté, le régime monarchique, celui de la tyrannie.

La municipalité de Charlieu restait cependant encore gouvernementale et tenait à la Constitution avec la royauté. Elle partageait les sentiments du district de Roanne. Invitée par lui à participer à la fête du 14 juillet qu'il devait célébrer avec solennité, elle répondit favorablement le 10 juillet 1792 : « Considérant qu'il est de notre devoir de manifester à tous les ennemis de la Patrie, notre em-

(1) *Ert. hist. de la Loire sous la Révolution*, Brossard, p. 499, v. I.

(2) — — — — — Brossard, p. 499, v. I.

pressement de nous réunir pour la cause commune et de prêter le serment avec tous nos frères, de vivre libres ou de mourir, nous avons arrêté et nommé à cet effet pour député de cette municipalité M. Jacques Alesmonière, maire de cette ville, l'un de nous, que nous avons chargé de nous représenter à la fête nationale, au chef-lieu de notre district, lequel a accepté avec honneur sa nomination » (1).

Cette cérémonie du 14 juillet fut célébrée à Roanne en grande pompe, au Bois d'Amour, où était dressé l'autel de la Patrie. Après une messe solennelle, eut lieu la prestation du serment ainsi formulée « *je jure d'être fidèle à la Nation, à la loi et au roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution du royaume, décrétée par l'Assemblée nationale constituante, aux années 1789, 1790 et 1791* ».

Cette fête du 14 juillet se célébra également à Charlieu, et à cette occasion, on planta l'arbre de la Liberté.

Comme cette plantation avait été cause d'une certaine dépense, le Conseil prit sur ce sujet une délibération que nous relevons à titre documentaire intéressant :

CE JOURD'HUI 31 juillet 1792, nous..... assemblés en conseil général à la maison commune, l'un de nous a dit que les citoyens soldats de cette ville nous ont fait une pétition tendant à ce qu'il fut planté l'arbre de la Liberté, ce que nous leur avons octroyé ; et comme nous avons fait les frais de cette cérémonie, il est à propos de régler les comptes des ouvriers pour être payés par le receveur de cette commune sur les mandats qui leur seront délivrés par l'un de nous.

Où M. le Procureur de la commune en ses conclusions, la matière mise en délibération, nous avons arrêté que les comptes desdits ouvriers seraient par nous liquidés, savoir :

Au sieur Maisonneuve qui a fait le bonnet de la Liberté, la somme de 33 livres.....ci 33 livres

Au sieur Alesmonière, marchand de fer, pour 63 livres et demie de fer et six sous de clous qu'il a four-

A reporter..... 33 livres

(1) Reg. Charlieu, 1790-1792, f. 164.

	<i>Report.</i>	33 livres
nis pour la <i>formente</i> du bonnet de la Liberté, 49 livres		
6 sous		49 l. 6 s. 15.
Au sieur Déal, taillandier qui a fait la <i>formente</i> ,		
6 livres		6
Au sieur Debrenil et Delorme, charpentiers, pour		
avoir arraché l'arbre, avec plusieurs autres personnes		
qu'ils ont nourries, et l'avoir planté, la somme de		
15 livres.		15
Au sieur Jacques Martin, maçon qui a fait le creux		
pour la plantation dudit arbre et l'avoir comblé, 42		
livres		42
Total 85 livres 6 sous		85 l. 6 s.

Toutes lesquelles sommes seront payées aux sus-nommés sur le mandat qui leur *seront* fournis par M. Alesmonière, maire, sur M. Barnaud, l'un de nous, receveur de la commune, dont lui sera fait compte en rapportant lesdits mandats quittancés de tous les sus-nommés, à l'exception dudit Martin qui ne sait le faire ; et avons signé avec lesdits sieurs notables, le sieur procureur de la commune et notre greffier (1).

La guerre devenait de plus en plus menaçante pour la nation. L'Autriche et la Prusse coalisées, s'avançaient à pas rapides sur les frontières de la France ; les émigrés et leurs complices de l'intérieur conspiraient avec l'étranger et rêvaient le triomphe de la contre-révolution. Notre armée de ligne était incomplète, les volontaires mal organisés, mal équipés ; les esprits étaient troublés et remplis d'inquiétude ; partout la confiance faisait défaut.

En face de cette situation périlleuse et critique, l'Assemblée déclara que *la Patrie était en danger*.

Aussitôt les Conseils de départements et de districts, ainsi que les municipalités et les Conseils généraux s'établirent en surveillance permanente, et tous les citoyens en état de porter les armes, et ayant déjà fait l'exercice des gardes nationales, furent mis en état d'activité.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 169.

Les municipalités prirent des dispositions urgentes pour dissiper les ennemis du bien public, surveiller les suspects et protéger la sûreté des personnes et des propriétés.

Dans ce but le Conseil municipal de Charlieu fit l'arrêté suivant, dicté par les événements :

CE JOURD'HUI 31 juillet 1792..... M. le Procureur de la commune a dit, qu'à la forme de la loi du 11 de ce mois, sanctionnée par le roi le 12 dudit mois, portant que la Patrie est en danger ; qu'à cet effet, la loi des 4 et 5 de ce mois, sanctionnée le 8 du dit, veut que lorsque l'Assemblée nationale aura décrété que la Patrie est en danger, article 4, *que tous les citoyens soient tenus de déclarer devant leur municipalité respective le nombre et la nature des armes et munitions dont ils seront pourvus, à peine d'être punis par la voie de police correctionnelle en conformité de la loi ; l'article 16 veut que tout homme résidant ou voyageur en France, soit tenu de porter la cocarde nationale ; l'article 17 ordonne que toute personne revêtue d'un signe de rébellion, sera poursuivie devant les tribunaux ordinaires, et en cas qu'elle soit convaincue de l'avoir pris à dessein, elle sera punie de mort ; qu'il est ordonné à tous citoyens de l'arrêter ou de le dénoncer sur-le-champ, à peine d'être réputé complice ; toute cocarde, autre que celle aux trois couleurs nationales, est un signe de rébellion.*

Pourquoi il a requis à ce que les dites deux lois soient publiées dans tous les coins et carrefours de la ville, à la manière ordinaire, pour qu'aucun citoyen n'en ignore et a signé, NOBIS (1).

Cet arrêté, approuvé par le conseil, fut de suite publié et affiché dans les rues de Charlieu.

Plus de 160 citoyens firent sur le registre de la mairie la déclaration des armes et des munitions en leur possession, et tous les patriotes, voire même ceux qui par crainte voulaient le paraître, portèrent dès lors la cocarde tricolore de manière ostensible.

(1, Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 170.

§ 3.

Journée du 10 Août. — Internement de Louis XVI au Temple. — Archives de l'abbaye brûlées. — Bibliothèque et papiers du château de Gatelier également brûlés. — Adresse aux citoyens formulée par le conseil général de Rhône-et-Loire.

Les armées de la Prusse et de l'Autriche avaient envahi les frontières. La Patrie était de plus en plus menacée et en danger. A l'intérieur les aristocrates espéraient enfin pouvoir triompher de la Révolution. Mais la journée du 10 août leur fut fatale, ainsi qu'à la royauté. L'Assemblée législative, où s'était réfugié Louis XVI, fut incapable de défendre la Constitution. Sous l'autorité révolutionnaire de la Commune et de Marat, le véritable triomphateur de la journée sanglante du 10 août, le roi de France fut détrôné et interné au Temple. Avec la famille royale, il devint l'otage du peuple.

En même temps l'Assemblée législative décréta la réunion d'une Convention.

Dès que ces événements furent connus dans la région, ils excitèrent grandement les populations. Le directoire de Rhône-et-Loire, sur la demande et l'autorité de Chalier, officier municipal, fut destitué sur l'accusation de favoriser les aristocrates et de faire de Lyon le centre de la contre-révolution ; il disait que le directoire était prêt à arborer l'étendard du despotisme et à rallier les puissants ennemis intérieurs de la liberté française, pour favoriser les ennemis extérieurs déjà sur les frontières. Le directoire de Lyon chassé, c'était la Révolution maîtresse de la ville.

Les paysans, enhardis par les événements du 10 août, et par les faits survenus à Lyon, se portèrent aux pires excès, tels que la dévastation des forêts nationales qu'ils considéraient comme étant devenues leurs biens propres, et le pillage de certaines propriétés particulières appartenant à des *ci-devant* nobles. Les anciens censitaires sur-

tout avaient hâte de faire disparaître à jamais les titres rappelant leurs redevances au seigneur.

Les habitants de Charlieu profitèrent de ce moment pour anéantir les archives de l'abbaye, espérant anéantir les charges qui pesaient sur eux.

Rien ne vaut le document puisé dans le registre des délibérations de la municipalité comme témoignage de ce fait regrettable. Aussi nous le relevons dans son intégralité :

CE JOURD'HUI, 9 septembre 1792, sur une heure et demie du soir, nous, maire et officiers municipaux de la ville de Charlieu, assemblés en la maison commune, et en permanence, soussignés, assistés du procureur de la commune, sont comparus grand nombre de citoyens et propriétaires de cette ville, tant grenadiers et autres de la garde nationale, qui nous ont dit vouloir s'emparer et brûler les titres et terriers des ci-devant Bénédictins de cette ville. — Nous leur avons représenté que nous ne pouvions que nous opposer à cette destruction, que nous n'y étions pas autorisés par les lois. — A quoi ils nous ont observé qu'ils n'étaient pas en sûreté, puisque le sieur Andriot en avait enlevé à plusieurs reprises, suivant les instructions qu'ils en ont eu. — Le sieur Andriot ayant été mandé, il a été invité par les dits citoyens à représenter les dits papiers qu'il avait enlevés, ce qu'il a désavoué — et ont interpellé ledit s^r Andriot de les conduire aux archives pour leur présenter tous les papiers, terriers et plans qui sont en son pouvoir — Ce à quoi il a consenti — et nous ont *prié* de monter avec eux aux dites archives, pour renfermer dans *un* armoire les papiers qui se trouveraient être au pouvoir du dit s^r Andriot, et être par nous apposés les scellés sur l'écusson de la serrure du *dit* armoire. — Et y étant arrivés avec les dits citoyens et le dit s^r Andriot, les dits citoyens ont commencé par arracher et déchirer les scellés qui paraissaient avoir été apposés sur l'écusson de la serrure d'*un grand* armoire, dans lequel le dit s^r Andriot a dit contenir les dits papiers, terriers. — Lequel ouvert de force, n'ayant point de clefs, lesdits citoyens ont sorti les dits papiers, terriers d'icelui, et les ont déposés sur une grande table qui était proche *le dit* armoire. — Sur quoi nous leur avons représenté qu'ils auraient dû rester tels sous les dits scellés, et laisser les dits papiers terriers sous les dits scellés, et qu'il n'était question de mettre sous les scellés que ceux qui étaient au pouvoir du s^r Andriot. — Mais les dits citoyens

ayant dit au contraire qu'il fallait les déchirer et les brûler, nous leur avons représenté qu'ils n'en avaient pas le pouvoir, puisqu'ils n'étaient point autorisés par les lois à le faire, et que nous nous opposions autant qu'il était en notre pouvoir, et nous leur défendions de le faire. — Nonobstant ce, ils se sont mis en devoir de déchirer et mettre en pièce les dits terriers. A quoi nous leur avons représenté que n'ayant pas la force en main pour nous y opposer, puisqu'ils étaient eux-mêmes la force, que nous nous retirions pour en dresser procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, lequel sera envoyé au district de Roanne, à la diligence de M. le procureur de la commune, pour être, par Messieurs les administrateurs du dit district, statué ce qu'il appartiendra.

Et à l'instant plusieurs des dits citoyens nous ont apporté à la maison commune plusieurs paquets de plans et cartes, et qu'ils ont déposés en cette maison, malgré notre opposition à les recevoir. En conséquence nous les y avons laissés jusqu'à ce qu'autrement soit ordonné par les dits sieurs administrateurs, et avons signé avec le dit s^r procureur de la commune et Pierre Duperron que nous avons choisi pour notre secrétaire greffier, en l'absence de celui en place.

ALESMONIÈRE, *maire*; MORILLON, BROSSELAUD.
officiers municipaux; DUPERRON, NOBIS.
procureur de la C^{ne} (1).

Tous ces papiers précieux, après avoir été déchirés par des mains inconscientes, furent jetés par une fenêtre dans la cour située au-devant du porche. On se saisit également des papiers déposés dans une salle voisine, sur la porte de laquelle les administrateurs du district de Roanne avaient apposé les scellés, ainsi que de ceux possédés par M. Andriot. Tous ces titres, tous ces manuscrits lacérés furent mis en tas et brûlés. La foule en délire dansa autour de ce foyer en chantant la *Carmagnole* et le *Ça ira*.

« Dans cette journée, écrit M. Brossard, furent perdus à jamais les titres originaux dont Lambert de Barive nous

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792, f. 9.



Salle des Archives.

a conservé l'énumération de quelques-uns, et les documents qui auraient pu jeter la lumière sur l'histoire de Charlieu et de la région ».

Quelques jours après ce désastre criminel, un attroupement parti de Charlieu se rendit au château de Gâtelier, et força le chargé d'affaires de lui livrer tous les papiers, qui furent impitoyablement brûlés, ainsi que la bibliothèque.

Sur ces faits déplorables, les membres du directoire du district de Roanne exposèrent le 11 septembre au ministre de l'Intérieur Roland les troubles survenus à Charlieu, et lui fournirent en même temps des renseignements peu rassurants sur l'état du pays. « Nous voyons avec chagrin, écrivaient-ils, ce district où jusqu'ici la sûreté des personnes et des propriétés avait été religieusement maintenue, prêt à être agité des désordres qui en ont troublé tant d'autres : de tous côtés la fermentation augmente et les propriétaires qui en prévoient les suites, songent sérieusement à se coaliser pour repousser les premières atteintes qui seront portées à leurs propriétés » (1).

De leur côté, les administrateurs du conseil général du département formulèrent, le samedi 29 septembre, une adresse à tous les citoyens. Elle fut adressée aux districts qui la transmirent aux municipalités de leur ressort, à l'effet d'empêcher le retour de tels méfaits contre les propriétés.

CITOYENS,

Il est temps que le règne de la loi soit reconnu, et que vous ne prêtiez plus l'oreille aux ennemis de la liberté, aux ennemis de votre bonheur. L'exemple de Charlieu où les terriers de la nation et autres titres renfermés dans ses archives ont été pillés, livrés aux flammes, est sans doute le fruit de leur haine pour le bien public, et le glaive de la loi, qui n'en a pas encore atteint les auteurs, est la cause du renouvellement de ces scènes, qui encourage leurs efforts.

Déjà de nombreux attroupements ont eu lieu dans la paroisse de

(1) *Ext. de l'Histoire du département de la Loire*, M. Brossard, v. I, p. 518.

Saint-Denis-de-Cabanne : ces hommes égarés se sont portés chez le sieur Boulard de Gâtelier ; ils ont obligé son chargé d'affaires de leur livrer tous ses papiers, qui n'ont pas plus tôt été en leur pouvoir, qu'ils les ont brûlés ; dans leur délire ils ont sacrifié sa bibliothèque, le fruit précieux des connaissances humaines, ce dépôt des hommes illustres qui ont enrichi l'humanité des connaissances utiles. Citoyens, que ces désordres soient les derniers dont les lois et votre intérêt personnel aient à gémir, que tous vos mouvements soient désormais réglés pour le bonheur commun, et d'après la voix de vos magistrats ; c'est le seul moyen d'éviter de nouveaux écarts auxquels vous avez tant d'intérêt de ne vous livrer jamais.

Ne devez-vous pas craindre que ceux dont les terriers ont été enlevés à main armée, ne viennent vous dire : dans les terriers que vous avez lacérés, brûlés, dont il n'existe plus de vestiges aujourd'hui, je soutiens qu'il y était constaté, de la manière la plus authentique, que votre fonds pour lequel vous m'avez payé publiquement un cens annuel, m'était réellement dû ; que votre fonds était vraiment ma propriété, et que je m'en suis détaché en votre faveur ou en celle de vos ayeux que sous cette condition. Mais en vain avez-vous violé à mon égard le serment que vous avez fait de respecter les personnes et les propriétés ; la loi veille, elle saura bien vous contraindre à réparer votre injustice.

Rappelez-vous bien que la loi dont la sagesse vous a proscrit les cens et servis qui laissaient le moindre louche sur leur origine, a conservé par le même esprit ceux qui étaient prouvés avoir pour origine la concession bien constatée d'un fonds, qu'elle les a expressément réservés, reposez-vous sur la Convention Nationale de sollicitude pour compléter votre bonheur ; c'est le seul objet qu'elle ait en vue.

Citoyens, la liberté, l'égalité que tous les Français ont jurées, ce régime précieux qui doit faire leur bonheur, ne peut s'asseoir sur des bases solides qu'autant que le respect pour les personnes et les propriétés, sera religieusement observé ; que chaque français, observateur rigoureux de la loi, empêchera qu'on n'y porte aucune atteinte.

Et vous, municipalités, gardes nationales et spécialement juges de paix, à qui le droit de police de sûreté est attribué d'une manière particulière, que votre exactitude à vous saisir de tous les moyens de répression que la loi a placés dans vos mains, prévienne les scènes affligeantes qui retardent le triomphe de la liberté, triomphe auquel nous n'arriverons que par l'union, la fraternité, l'oubli de toutes les haines particulières, l'obéissance la plus entière à toutes les lois et la punition exemplaire de tous ceux qui les ont violées, et de la poursuite desquels vous êtes rigoureusement responsables (1).

(1) *Procès-verbaux des séances du conseil général de Rhône-et-Loire*, t. II, p. 147.



Château de Gâtellier.

§ 4.

Diverses délibérations concernant la ville. — Réparations diverses. — Exagération des impôts. — Pénurie de grains. — Rareté du numéraire. — Métal de cloche, sous, flans, billets de confiance. — Encouragement à l'agriculture. — Manufacture à créer à Charlieu. — Fin de la législative.

La période pour les élections des députés à la Convention était ouverte. Mais avant de parler des événements qui eurent lieu à Charlieu pendant sa durée, jetons un coup d'œil sur les travaux de la municipalité pendant l'Assemblée législative qui était à sa fin.

Le premier travail accompli après la nomination de M. Alesmonière Jacques, au titre de maire, fut la réparation complète de l'horloge de l'église de Saint-Philibert. « Le 16 novembre 1791, nous avons arrêté qu'il est à propos de refaire l'horloge à neuf ; qu'à cet effet le sieur Duret demeure chargé par la commune de faire un devis de l'horloge qui sera faite à neuf. »

Le 11 décembre 1791, trouvant la place de la Porcherie trop petite pour le marché aux chevaux, transfère ce marché sur l'emplacement compris « entre l'auberge de la Croix-Blanche et celle de la Providence », emplacement formant actuellement le boulevard Eugénie-Guinault.

Le même jour, elle prit les diverses délibérations suivantes, dont l'une montre le degré de négligence de l'instruction à cette époque :

CE JOURD'HUI, 11^e jour du mois de décembre 1791, nous, Jacques Alesmonière, maire de la ville de Charlieu, en conséquence du mandement à nous adressé, ainsi qu'aux autres officiers municipaux de la part de MM. les administrateurs du conseil du district de Roanne, en date du 29 octobre dernier, nous avons fait publier à la messe paroissiale de cette ville, dimanche dernier, 4 du présent mois, et ensuite afficher à la porte de l'église paroissiale, pour convoquer une assemblée générale de la commune.

à ce jourd'hui, à l'issue des Vêpres de la paroisse, à l'effet de délibérer :

- 1° Sur l'entretien et réparation du presbytère ;
- 2° Sur le loyer du lieu ordinaire de nos séances ;
- 3° Sur les appointements du secrétaire-greffier ;
- 4° Sur les fournitures du papier, bois et lumière ;
- 5° *Sur le traitement du maître d'école ;*
- 6° Et enfin sur le traitement au receveur de la communauté, pour la perception de la contribution foncière.

A l'effet de quoi, nous avons, à l'issue des dites vêpres de notre paroisse, fait sonner l'assemblée à la manière ordinaire et accoutumée, et nous étant rendus à la maison commune, les citoyens de cette ville s'y sont assemblés et réunis ; auxquels nous avons proposé de délibérer sur les articles ci-dessus. — Après mure réflexion, les dits citoyens ont délibéré sur le 1^{er} article : que nous n'avons pas de presbytère, que celui occupé par notre curé, nous a été accordé provisoirement par MM. du directoire du département de Rhône-et-Loire ; que d'autre part, les dits entretiens et réparations doivent être à la charge de la nation. — Sur le second, néant. — Sur le troisième, la dite assemblée générale des citoyens a accordé pour appointements du secrétaire-greffier, la somme de deux cents livres. — Sur le quatrième, la somme de soixante livres. — *Sur le cinquième, les dits citoyens ont déclaré qu'il serait très essentiel et intéressant pour cette ville de faire un traitement au maître d'école, mais que la surcharge des impositions ne les mettait pas dans le cas actuellement de faire ce traitement.* — Sur le sixième, que les dits citoyens nous prient d'envoyer des lettres circulaires à toutes les municipalités de notre canton, pour savoir celles qui voudront se réunir à nous pour faire un traitement, tant au receveur de notre communauté qu'à celui des autres communautés qui voudront se réunir.

Et avons signé..... (1).

Le conseil eut aussi à délibérer le 14 décembre 1791, sur la nouvelle organisation du notariat, décrétée le 6 octobre précédent. La population de Charlieu était à cette époque d'environ 2.600 habitants ; le canton était composé de douze paroisses, non compris la ville, et sa population

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. 107 et 108.*

n'excédait guère onze mille âmes. Pour cette population, il y avait sept notaires royaux, les sieurs Adam père, Andriot, Nobis, Barnaud, Simon, Patural et Boutouge. Il n'y avait plus de notaire seigneurial.

En réponse à la demande du district de Roanne la municipalité émit l'avis que « le nombre de sept était susceptible de diminution, et que celui de quatre notaires pour le canton paraissait suffisant, eu égard à la population ».

Le 9 février on s'occupa des réparations jugées nécessaires pour la Bouverie, près la porte Chanteloup ; et pour la promenade dite des Grands-Fossés (actuellement boulevard Jacquard).

« Cette place de la Bouverie est très dégradée en ce qu'elle est creusée de manière que les eaux y séjournent ; ce qui empêche les bestiaux qui viennent aux marchés y soient commodément, de même que les personnes qui les amènent pour les y vendre ; que si l'on ne fait pas des réparations, les étrangers qui viennent menacent de désert nos marchés... »

Cette réparation fut adjugée, ainsi que les travaux nécessaires pour embellir la promenade des Grands-Fossés où l'on compléta les arbres marronniers, et où l'on construisit « en bas et en haut, des murs d'environ dix-huit pouces dans toute la largeur, avec une forme de porte en pierres de taille, pour empêcher le passage des voitures et des charrois. »

Outre ces réparations et quelques autres que nous ne citons pas, Charlieu, qui n'avait pas de ressources budgétaires, avait encore à payer un impôt exagéré. C'est de l'exagération de cet impôt dont se plaint la municipalité, le 18 mars 1792 :

A l'issue des vèpres, le conseil réuni, l'un de nous a dit que la contribution foncière de cette communauté a été fixé par MM. les administrateurs du département à la somme de *seize mille sept cent trente quatre livres, cinq sous*, non compris les charges particulières ; qu'en conformité de la loi, nous avons, conjointement avec les commissaires nommés à cet effet, procédé à l'évaluation du revenu net de cette communauté ; que par icelle, il paraît que

ce revenu net ne se porte qu'à la somme de quarante un mille cent quatre vingt six livres, sept sous ; de manière que suivant la loi et l'arrêté de notre département, nous ne devons supporter les dites impositions qu'un sixième d'icelles, montant à *la somme de six mille huit cent soixante neuf livres, dix sept sous, deux deniers* ; au moyen de quoi, que cette communauté se trouverait surchargée de neuf mille huit cent soixante neuf livres, dix sept sous, deux deniers. D'où il résulte que nous avons à examiner si avec la meilleure intention du patriotisme le plus zélé, notre communauté peut supporter la surcharge et payer l'imposition entière qui nous a été adressée, ou non...

Après avoir ouï M. Nobis..... considérant que la ville de Charlieu, dans la détresse où elle se trouve, entourée d'eau sans ponts ni sans planches, n'ayant d'autres ressources que les marchés de cette ville, qui se trouvent le samedi, lesquels sont souvent nuls, lorsque les eaux sont enflées, parce que les étrangers ne peuvent l'aborder, en conséquence nous avons arrêté que nous adresserons à MM. les administrateurs de Rhône-et-Loire une pétition pour les supplier de modifier nos impositions foncières au sixième de notre revenu net, et de nous décharger du surplus... (1).

La cherté des grains venait encore aggraver la situation. Les marchés de Charlieu n'avaient plus la quantité de blés nécessaire pour la population. On redoutait la famine et l'émeute. Des citoyens s'opposaient à la circulation des grains ; d'autres les accaparaient.

En face de la gravité de cette détresse, le Conseil prit le 25 avril 1792, sur la proposition de Nobis, procureur de la commune, la délibération suivante : « Considérant que ce pays-ci, et les paroisses voisines, ne subsistent que des graines tirées des provinces voisines ; qu'il se débite dans nos marchés chaque semaine environ deux mille mesures de graines ; considérant que les marchands qui approvisionnent nos marchés ont déjà été arrêtés sur la route et qu'ils sont menacés ; que le peuple s'oppose plus fortement à l'avenir à leur passage ; considérant enfin que s'il ne peut arriver de grains dans ce marché, il arrivera indispensable-

(1) Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 139.

ment des émeutes populaires ; nous avons arrêté qu'il sera fait de suite une pétition à MM. les administrateurs de notre département pour, en conformité de la loi ci-dessus citée (1), et sous la soumission que nous faisons de nous conformer à l'article 3 de ladite loi, nous procurer *huit mille bichets* de grains de seigle ou froment, pour en fournir nos marchés qui alimentent tous les environs, et avons signé... » (2).

Au commencement de l'année 1792, la ville souffrait également d'une crise qui lui était commune avec bien d'autres localités : c'était la rareté du numéraire, occasionnée par l'agiotage. Les opérations commerciales, par ce fait, étaient rendues très difficiles et amenaient souvent des troubles et des rixes, le peuple refusant le papier monnaie ou les assignats. Le cultivateur qui apportait ses denrées aux marchés de la ville, ne voulait les vendre que contre argent monnayé. Dans ce moment tout ce qui était argent, soit en écus, soit en menues monnaies, restait religieusement dans les coffres de la campagne, et n'en sortait que pour ruiner le malheureux acheteur ou l'ouvrier, forcé de changer un assignat avec la perte du quart de sa valeur.

Pour essayer d'enrayer cet état de choses, le Conseil dans sa séance du 26 juin 1792 prit un arrêté :

« Considérant, est-il dit, que non seulement les bouchers, boulangers, marchands, ouvriers et cabaretiers, de quelque nature et espèce de commerce que l'on fasse, et autres personnes quelconques vendant sa denrée, font différence du prix de l'argent avec la monnaie papier de la nation; considérant que cette différence occasionne des difficultés entre celui qui vend et celui qui achète; considérant que cette différence occasionne des difficultés entre les particuliers; qu'il est même arrivé à cette occasion des rixes très sérieuses; pour arrêter les accidents qui peuvent

(1) Décret des 9 et 14 mars 1792, relatif au secours en grains et farine à procurer aux départements.

(2) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 50.

naître de pareilles circonstances, nous avons arrêté que défenses sont faites à toutes personnes vendant en gros ou en détail, commerçants ou non, de distinguer le prix en argent ou en assignat, c'est-à-dire que le prix doit être fait sur le pied de la monnaie courante en papier de la Nation, à peine, contre les contrevenants, de dix livres d'amende » (1).

Cette défaveur des assignats amena l'Assemblée législative à faire fabriquer de la monnaie de billon au moyen du métal des cloches, des vases, meubles et ustensiles de cuivre et de bronze, provenant des communautés, des églises et chapelles supprimées.

Un industriel roannais, Alcook, avait conclu avec le Pouvoir exécutif un marché pour la fabrication des flans ou monnaie non frappée. On se hâta dans la région de conduire à Roanne le métal des cloches et tous les vieux cuivres des églises supprimées. L'une des cloches envoyées de Charlieu « pesait 2525 livres », les cinq cloches des Bénédictins « pesaient ensemble 3263 livres ». Alcook reçut également les cloches du couvent des Ursulines et de la chapelle des Pénitents de la ville.

Ces flans fabriqués par cet industriel roannais étaient envoyés à l'Hôtel des monnaies de Lyon, pour y recevoir l'empreinte. Cette monnaie de billon était ensuite partagée, en échange d'assignats, entre les différents fournisseurs de la matière première.

Mais cette monnaie ne corrigea pas le mal. Elle était retirée de la circulation par la cupidité des habitants, à mesure qu'on la mettait en circulation.

Pour y remédier, bien des municipalités créèrent des billets de valeur inférieure à celle des assignats ; on leur donna le nom de *billets de confiance* ou de *billets patriotiques*. Les officiers municipaux et les notables de Charlieu mirent en circulation, d'abord pour 9400 livres de billets

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 161, verso.

de 5 à 20 sols, hypothéqués sur leurs biens, et ensuite ils augmentèrent de 2000 livres le montant de leur première émission. Le 20 juillet 1792, une délibération eut lieu sur cette question importante pour la ville. « Pour éviter les fraudes et les falsifications desdits billets patriotiques, dit l'un des municipaux, il serait à propos de constater par un procès-verbal, de la manière dont ils ont été fabriqués, de leur couleur, de leur prix, des signatures, des contresignatures, des numéros et des souches pour servir de comparaison » (1). Ce procès-verbal fut dressé de suite, constatant la description de ces billets.

Mais ces billets patriotiques n'eurent qu'une faveur éphémère. La Convention les abolit, et le 24 décembre de la même année de leur création le Conseil de Charlieu arrêta « que lesdits billets patriotiques par nous mis en émission seront retirés et payés aux porteurs d'iceux, à commencer mercredi prochain, 26 du présent... ».

La municipalité s'ingéniait et s'employait de son mieux pour améliorer le sort des habitants, empêcher la famine menaçante, et faciliter les transactions, pendant que l'administration cherchait également à encourager l'agriculture, en exemptant de l'impôt foncier les terres à défricher.

A titre de document, nous relevons une demande de l'exemption de cet impôt. « Aujourd'hui 13 mars 1792, avant midi, au greffe de la municipalité de la ville de Charlieu, est comparu Jean-Louis Rouillet Lavarenne, aubergiste audit Charlieu, etc... lequel a déclaré qu'il a acquis une terre de la nation de la contenance d'environ trente mesures, située en la communauté dudit Charlieu, appelée *terre de la Beluze*, confinée, etc... Ledit sieur Rouillet Lavarenne déclarant y faire miner la quantité d'environ seize mesures, pour faire planter en vigne, la présente année ; en conséquence qu'il désire jouir des avantages et exemptions accordés par la loi décrétée par l'Assemblée nationale, les

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1790-1792, f. 166.*

20, 22 et 23 novembre 1790, sanctionnée par le roy le premier décembre de la même année ; requérant en outre MM. les officiers municipaux et commissaires adjoints de se transporter sur ladite terre pour en dresser procès-verbal, pour lui servir et valoir ce que de droit et de raison... » (1).

Beaucoup d'ouvriers étaient sans travail, et le nombre des malheureux était considérable. Les ateliers de charité fonctionnaient toujours ; et autant que le permettaient les ressources, on faisait réparer les mauvais chemins. Mais ce moyen n'était pas suffisant. Pour occuper une catégorie de personnes qui ne pouvaient être employées à ces durs travaux de voirie, on essaya d'implanter à Charlieu une industrie dont la rémunération pouvait être susceptible d'amener un peu plus de bien-être dans la population ouvrière. Mais les essais tentés ne furent pas couronnés de succès.

Quoiqu'il en soit du résultat, nous constatons que la municipalité fit tous ses efforts pour amener une industrie à Charlieu.

Les deux délibérations que nous citons en font foi.

CE JOURD'HUI, 26 juillet 1792..., l'un de nous a dit que par délibération du district de Roanne du 28 octobre 1791, il nous a été accordé une somme de 1000 livres pour faire des essais d'établissement dans cette ville pour divers ouvrages de bonneterie, fabrication de rubans de soie, de fleurets ou autres ouvrages de ce genre. A l'effet de quoi, M. le procureur syndict du district, en nous adressant le dit arrêté, nous a écrit une lettre datée du 25 février dernier par laquelle il nous marque que la modicité de la somme mise à sa disposition ne lui a pas permis d'être plus généreux ; que le zèle et l'intelligence avec lesquels nous l'emploierions, pourront néanmoins en faire résultat de très bons effets, et que le succès que nous obtiendrons sera pour l'administration un motif de nous en accorder d'autres l'année prochaine ; que pour y parvenir, MM. les administrateurs du dit district nous ont remis par la voie de M. Alesmonière, l'un d'eux,

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1790-1792, f. 138.*

la somme de 1000 livres, laquelle est entre les mains de M. Nobis, procureur de la commune ; qu'il s'agit donc, dans ce moment de nous décider à quel établissement nous nous attacherons pour le plus grand avantage de cette ville ; qu'en conséquence, il serait nécessaire de choisir l'un de nous pour faire toutes les démarches pour en assurer le succès, en se transportant dans les lieux où il y aura des manufactures de l'espèce que nous croirons le plus convenable...

La matière mise en délibération nous avons arrêté, après mûre réflexion, que l'établissement le plus utile pour cette ville, est celui d'une manufacture de *fleurets* en soie ou en lin. A cet effet, nous avons nommé M. Nobis, procureur de la commune, pour faire toutes les démarches nécessaires pour prendre les informations, renseignements et les connaissances de cette nouvelle fabrique ; en conséquence, de se transporter en la ville de Saint-Chamond ou autres endroits dans lesquels il y a pareilles manufactures, même d'amener un ouvrier pour la conduite des ouvrages, s'il le juge à propos pour un temps déterminé ; et faire avec lui telles conditions qu'il jugera les plus avantageuses ; même d'acheter de métiers propres à la dite manufacture. Pour raison de quoi, nous l'autorisons à se servir et à employer la dite somme de 1000 livres, qui est entre ses mains ; lequel promet de nous rendre compte de tout, lorsqu'il en sera par nous requis : ce qu'il a volontairement accepté, et avons signé avec MM. les notables et notre secrétaire greffier... (1).

Si cette fabrication de fleurets fut implantée à Charlieu, elle ne donna guère de bons résultats et fut de peu de durée.

Malgré tous les efforts et la bonne volonté de la municipalité, la misère restait grande dans la ville qui souffrait de la même souffrance que toute la nation. L'Assemblée Législative, faible et impuissante, était au-dessous de la tâche que lui imposaient les événements. Il fallait faire face aux ennemis extérieurs, et lutter contre les ennemis intérieurs. Danton et Marat dirigeaient la commune de Paris. Par leur tuerie des 3 et 4 septembre 1792, ils avaient pro-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1790-1792, f. 168.

duit, et au delà, l'effet de terreur qui les maintenait tout-puissants. Chaque jour Marat demandait qu'on égorgeât les suspects, et les membres de la Législative « ces traîtres, ces royalistes, ces partisans de Brunswick... ».

Devant le danger de cette tyrannie nouvelle et en face du péril extérieur, l'Assemblée reprit pourtant un courage louable et chercha à renverser les membres de la Commune. « Ils ont des poignards, je le sais, s'écria Vergniaud,... mais qu'importe la vie aux représentants du peuple, lorsqu'il s'agit du salut de la France ! »

Tout en luttant contre ce pouvoir terrible de la Commune dont les membres continuaient les massacres dans les prisons de Paris, et dans certaines villes de province, l'Assemblée organisait l'armée et faisait appel aux volontaires. Ils répondirent nombreux : la Patrie était en danger, il fallait la défendre.

Nous avons parlé des volontaires de Charlieu, qui s'enrôlèrent avec enthousiasme, par amour de la France.

Mais si les patriotes et les amis de la nation s'enrôlaient avec zèle, les partisans du vieux régime étaient loin de les imiter, et cherchaient même à les détourner de ce devoir. Nous relevons la dénonciation suivante prouvant qu'à Charlieu, bien des citoyens n'étaient pas doués du pur patriotisme qui soulevait la France entière dans ce moment de danger extrême :

AUJOURD'HUI, 17 août 1792, l'an 4^{me} de la liberté..., M. le procureur de la commune nous a dit que le 12 du présent mois, sieur Claude Chabreuil, adjudant du second bataillon du canton de Charlieu, nous a fait une dénonciation contre le nommé Moreaux, domestique de Mlle Buinand, et contre le domestique des dames ci-devant Ursulines, pour avoir passé derrière les compagnies avec un air insolent, et tâcher par leurs mauvais propos, de détourner des jeunes gens qui désiraient de s'inscrire pour le service de la nation dans les volontaires; que ces menées ont soulevé contre eux tous ceux qui s'en sont aperçus, et que sans la subordination qui règne dans les compagnies, ils auraient été immolés à la juste indignation des citoyens; qu'un attentat pareil, dans le moment où la patrie est en danger, mérite une punition

exemplaire. — En conséquence M. le procureur de la commune nous a requis acte de la remise qu'il a faite tout présentement de ses dénonciations sur le bureau, pour être déposé dans notre greffe... A l'effet de quoi, il nous requiert de l'autoriser à faire toutes poursuites et diligence contre les sus-nommés, par-devant le juge de paix de la police correctionnelle de cette ville...

Signé : NOBIS. (1)

Pendant que l'Assemblée législative luttait contre les ennemis intérieurs et cherchait par ses armées improvisées à arrêter l'invasion étrangère, elle surveillait également les élections pour la Convention, et cherchait aussi à calmer l'alarme, qui fut grande après la prise de Longwy par les Prussiens.

Elle espérait, par la réunion dans le plus bref délai d'une Convention, donner à cette nouvelle Assemblée une force morale plus puissante, pour faire face au danger qui menaçait la France.

Nous allons nous appliquer à montrer Charlieu sous ce régime qui, s'il commit des fautes et des crimes nombreux, eut la gloire de repousser l'invasion.

Dieu nous garde de diminuer l'horreur que les crimes de la Convention ont laissé dans la mémoire ! Des criminels, fous ou idiots, issus de la lie du peuple, formèrent seuls le fleuve de sang qui coula à cette époque et qui isola la Nation, l'obligeant à chercher son salut par les moyens de la Terreur.

C'est par la terreur que la Convention régna et qu'elle put vaincre. Et pourtant, malgré les crimes, l'histoire d'aucun peuple n'offrit à ce degré l'étonnante éruption d'héroïsme, l'immense élan de dévouements et de sacrifices que présenta alors la France.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792, f. 1 et 2.

CHAPITRE III

Charlieu sous la Convention.

1^{re} période, ou période d'action.

§ 1.

Elections pour la Convention. — Javogues et Lapalus. — Victoire de Valmy. — La garde nationale en faction jour et nuit. — Les piques. — Prestation du serment civique. — Les hospitalières refusent de le prêter. — Fête civique. — Registre de l'état civil porté à la mairie. — Cachet de la mairie de Charlieu. — Registre pour les malheureux. — La pierre de l'huile. — Les annonces.

L'Assemblée électorale de Rhône-et-Loire se tint à Saint-Etienne, dans l'église des Minimes. Charlieu, dans son assemblée primaire des 26 et 27 août, avait désigné comme électeurs les citoyens Louis Duvernay, Henri Duplex, Cucherat de la Manne et André-Marguerite Bigaud.

Commencées le 2 septembre, les élections furent terminées seulement le 9 du même mois, par la nomination de 15 députés et de 5 suppléants.

La patrie était envahie ; le roi et la famille royale enfer-

més au Temple, étaient accusés d'entretenir des relations avec l'Autriche et la Prusse ; les bruits de conspiration des aristocrates contre la Révolution étaient partout accrédités. Tous ces faits ainsi commentés contribuèrent dans ces élections, à amener à la Convention les plus terribles révolutionnaires. Presque partout les Assemblées électorales se prononcèrent pour la Révolution contre la Monarchie.

A Saint- Etienne, l'Assemblée, après avoir terminé ses opérations, déclara donner aux élus, au nom de ses commettants, des mandats illimités conformément à l'invitation de l'Assemblée législative. Les députés de la Convention eurent ainsi plein pouvoir pour sauver la Patrie en danger et pour donner à la France un gouvernement capable d'assurer son bonheur et d'asseoir sur des bases inébranlables les principes d'égalité et de liberté.

Mais en octroyant de tels mandats, les électeurs firent une faute grave. Les événements ne tardèrent pas à le démontrer.

Parmi les nouveaux élus du département, était un administrateur du district de Montbrison, Claude Javogues, né à Bellegarde. Il devait bientôt se signaler par son caractère féroce et ses actes arbitraires, avec son subordonné, le citoyen Lapalus de Mardore, qui terrorisa Charlieu et la région.

Le 20 septembre, Dumouriez, avec son armée improvisée, remporta à Valmy, contre les Prussiens, une victoire éclatante. En arrêtant les progrès de l'invasion, elle produisit un effet moral immense.

Ce fait de guerre, loin de ralentir les armements, les encouragea au contraire, en faisant partout renaître l'espoir et grandir le patriotisme. A Charlieu, outre les volontaires déjà partis, on avait armé les grenadiers, dont plusieurs furent destinés à se rendre au camp de Cessieux, près de Bourgoin. Ceux qui restaient étaient armés de cartouches, et il leur était enjoint « de monter la garde aux portes des Moulins, de Chanteloup, de Notre-Dame, et au corps de garde, et la nuit de faire la patrouille ». « Il est enjoint,

dit le règlement, à toute personne, sans distinction d'âge ni de sexe, de répondre à la sentinelle qui criera *qui vive*, jusqu'à trois fois, à peine d'être tiré dessus, faute de répondre, *ami ou citoyen* ».

Les armes déclarées par les citoyens de Charlieu s'élevaient à deux cent trente-six ; mais la moitié seule était à peu près en bon état. Devant cette insuffisance, le conseil général de la ville jugeant le moment critique, arrêta, le 26 octobre 1792, la fabrication de deux cents piques. Elles furent données en adjudication au sieur Etienne Danière, serrurier, moyennant la somme de 435 livres. « Ces piques étaient garnies de leur fourreau avec la douille ; et le bâton était en bois de chêne le plus dur possible, de la grosseur de 16 lignes, de 10 pieds de long avec la pique, avec deux clous à visse pour tenir la pique et la douille, et deux porte-grenadines pour les porter en bandouillère »(1).

Armer les citoyens, enflammer les cœurs des patriotes et démasquer les ennemis de la Révolution, était pour les municipalités d'une nécessité absolue et prudente. C'est dans ce triple but que la prestation du serment se renouvela de manière solennelle. Elle eut lieu à Charlieu, le 13 octobre 1792, pour les salariés de l'Etat, les conseillers municipaux et tous les fonctionnaires de la ville. Ils jurèrent tous, « d'être fidèles à la Nation et de maintenir de tout leur pouvoir, la liberté et l'égalité ou de mourir à leur poste ».

Quelques jours plus tard, ce fut le tour de la Garde nationale et de la Compagnie des Grenadiers. « Ce jourd'hui, 28 octobre 1792, l'an 1^{er} de la République Française, le Conseil général de la Commune, assemblé devant l'Eglise paroissiale de la ville de Charlieu, en exécution de son arrêté du 24 de ce mois, à l'effet de faire prêter serment aux officiers, sous-officiers et soldats du bataillon de Charlieu et de celui du canton, d'être fidèles à la Nation, de maintenir la liberté

(1) *Reg. municip. Charlieu*, f. 17 et 72, verso. 1792.

et l'égalité ou de mourir en les défendant, lesdits deux bataillons assemblés, le Conseil général de la Commune a reçu lesdits serments desdits commandants, officiers, sous-officiers et soldats des deux bataillons, moyennant lesquels ils ont juré d'être fidèles à la Nation, de maintenir la liberté et l'égalité, ou de mourir en les défendant ; et ont, lesdits commandants, officiers et sous-officiers, signé avec nous susdit Conseil général ». (*Suivent une soixantaine de signatures.*) (1)

Mais le jour de la prestation de serment par les fonctionnaires de la ville, les religieuses de l'hôpital refusèrent d'accomplir cette formalité. « ...Et à l'instant sont comparues les sœurs de l'Hôtel-Dieu dudit Charlieu, qui sont, savoir : Marie Dénuelle, Anne Dufour, Claudine Plassard et Jeanne Ray ; auxquelles nous avons fait lecture de ladite loi et décret du 15 août dernier, relatif au serment à prêter par les fonctionnaires publics. D'après lecture à elles faite du sus-dit décret et serment, (elles) ont fait refus de le prêter et se sont retirées. De tout quoi, nous avons rédigé le présent procès-verbal que nous avons signé avec notre secrétaire-greffier, dont expédition sera envoyée au ministre de l'Intérieur pour servir et valoir ce que de droit, en exécution de la loi du quinze août dernier ». (2)

Ce refus, véritable acte de rébellion, fut pour les hospitalières le prélude de leur persécution et la cause de leur fuite dont nous parlerons dans un paragraphe spécial.

Quelque temps après la prestation du serment, on célébra dans la ville une fête civique en l'honneur des succès de l'armée. « Nous avons arrêté que la fête civique dont il s'agit sera célébrée dans cette ville avec toute la solennité possible, dimanche prochain, 25 du présent mois, à l'issue des vêpres, à laquelle fête tous les citoyens soldats seront invités de s'y trouver de la part des officiers commandants, et d'illuminer leurs fenêtres à 7 heures du soir ». (3)

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1790, f. 17.

(2) — — —, f. 16.

(3) — — — 1792. f. 23.

La municipalité de Charlieu n'avait pas de registre pour tenir l'état civil des naissances, des décès et des mariages. Cet état jusqu'alors était tenu par le curé de la paroisse. Mais le 6 novembre 1792, en conformité de la loi, le Conseil arrêta que l'état civil de la population serait désormais tenu à la mairie. « Lesdits jour et an, nous, Jacques Alesmonière, maire, avec le citoyen Marcout, secrétaire greffier..., en exécution de l'arrêté ci-dessus, nous sommes transportés au presbytère de cette commune, où étant, nous y aurions trouvé le citoyen Claude Bardet, curé de la ville, lequel en exécution de la loi, nous avons interpellé de nous remettre sur le champ tous les registres de baptêmes et sépultures, qui sont en son pouvoir, même ceux courants. Lequel adhérant à notre réquisition, il nous a représenté les registres susdits, consistant :

« 1° En 53 cahiers de registres de baptêmes, mariages et enterrements, numérotés par le citoyen Belin Richet, juge de paix du canton, nommé commissaire par les administrateurs du district de Roanne, à l'effet de dresser des procès-verbaux d'iceux, lesquels doivent être audit district. — Le premier desdits registres numéroté 144 jusqu'à 194, dont trois desdits registres sont à double numéro. Dans le nombre desdits registres, il s'en trouve plusieurs qui sont en très mauvais état, où il manque plusieurs feuillets.

« 2° Deux registres de l'année 1791.

« 3° Et enfin deux autres registres, *pro duplicata*, pour l'année courante 1792.

« Lesquels, nous susdit maire, avons clos et arrêtés suivant la loi ; de tous lesquels registres de baptêmes, mariages et sépultures, nous déchargeons ledit Claude Bardet, curé, pour être iceux remis entre les mains de notre secrétaire-greffier, à dessein d'avoir des archives pour être par lui représentées par toutes réquisitions à qui de droit, et en être par lui délivré cet extrait qu'il appartiendra, et avons signé avec le citoyen curé et notre secrétaire-greffier. » (1).

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1792, f. 19.*

Les citoyens Jacques Bardet et Benoît Morillon furent choisis et nommés le même jour « pour tenir, selon la loi, les registres de naissances, de mariages et de décès ».

La mairie prenait ainsi l'importance qu'elle devait avoir, et à partir de ce moment l'état civil des citoyens devenait plus régulier.

Mais le cachet de la municipalité était encore celui de l'ancien régime avec ses fleurs de lis, emblème de la royauté. On en créa un nouveau.

« Ce jourd'hui 1 mars 1793, l'an deux de la République
« Française, le Conseil général de la commune de Char-
« lieu, assemblé... considérant que le cachet de la ville de
« Charlieu, étant de l'ancien régime et contraire aux lois
« de la République ; considérant qu'il est de la dernière
« importance à cette commune, d'en avoir un autre qui soit
« conforme à la nouvelle loi ; après avoir ouï le citoyen
« procureur de la commune, a arrêté qu'il sera gravé un
« nouveau cachet pour servir à l'usage de cette commune,
« fait en forme ovale, avec une inscription autour, por-
« tant : *municipalité de Charlieu*, et au bas : *République*
« *Française* ; au milieu duquel se trouve l'*arbre de la*
« *Liberté surmonté du bonnet*. Et autour du cachet un
« cordon ayant un pouce et trois quarts de ligne de lon-
« gueur sur onze lignes de largeur ; pour la gravure du-
« quel, il en coûtera six livres... ». (1)

La municipalité s'était occupée, comme nous l'avons relaté déjà, de venir au secours des malheureux en cherchant à créer une industrie pour les ouvriers, et en formant des ateliers de charité. Mais tous ces moyens ne suffisaient pas pour empêcher la disette qui fut grande pendant l'hiver de 1792 et 1793. On ouvrit un registre pour inscrire les familles privées de leurs soutiens naturels, pères ou fils, soldats volontaires au service de la République. Pour ce but louable, la municipalité comptait sur une part des deux

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792, f. 48.

millions que la Convention venait de décréter le 26 novembre 1792.

Tout en cherchant à améliorer le sort des nécessiteux, le Conseil n'oubliait pas de faire disparaître de la ville tout ce qui pouvait rappeler le vieux régime. Il existait une pierre, appelée la *Pierre de l'huile*, où sans doute le propriétaire, ayant seul le droit de vendre cette marchandise, la débitait ou en tirait une redevance de tout autre vendeur qui y venait également vendre son huile. Le Conseil délibéra le 11 décembre 1792 sur cette pierre : « considérant que le citoyen Michel père, dit Poisson, a auprès de la maison une pierre très grosse, appelée la *Pierre de l'huile*, ancien vestige de la servitude et de l'aristocratie ; considérant que depuis longtemps ledit citoyen Poisson est invité de la faire enlever ; que jusqu'à présent il n'a fait que des promesses de l'enlever sans les exécuter..., le Conseil arrête qu'à défaut de le faire dans la huitaine, elle sera enlevée à ses frais... » (1).

Les annonces publiques et les publications de la Garde nationale, faites par le tambour de ville, amenaient souvent une confusion dont se plaignaient les habitants. Le Conseil y mit ordre par son arrêté du 1^{er} mars 1793.

« Considérant que pour faire les publications des arrêtés de la municipalité, de la Garde nationale, et des choses qui sont perdues, ou marchandises à vendre, on se sert indistinctement pour toutes ces publications de la caisse du tambour de ville ; considérant que toutes ces publications font une confusion qui arrête souvent la curiosité des citoyens, de manière qu'ils ignorent souvent les arrêtés de la municipalité et les ordres de la Garde nationale ; en conséquence qu'il est intéressant pour le public de diversifier les publications de la municipalité et de la Garde nationale, lesquelles devraient être faites au son d'une cloche qui sera remise au crieur public ; ouï le citoyen procureur de la Commune en ses conclu-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792, f. 34.

« sions, il a été arrêté qu'à l'avenir les arrêtés de la municipalité et les ordres de la Garde nationale continueront d'être publiés au son de la caisse par le tambour de la Commune, et que les choses *perdues, marchandises à vendre et autres choses*, seront publiées et annoncées au son d'une cloche par le crieur public... ». (1)

§ 2.

Mort de Louis XVI. — Registres pour les volontaires, les malheureux. — Les dons patriotiques. — Cherté des vivres. — Inventaire des objets de l'église de St-Philibert. — Démêlés entre le curé Bardet et l'abbé Moreau. — Bagarre à l'église et dans la ville. — Le peuple mécontent nomme une nouvelle municipalité.

Dans sa séance du 19 janvier 1793, la Convention vota la mort de Louis XVI sans sursis, par 380 voix sur 690 votants, sous l'accusation d'avoir provoqué l'invasion de la France, pour sauver son trône ébranlé.

L'exécution eut lieu le 21 janvier, sur la place appelée aujourd'hui place de la Concorde.

Cette mort tragique suscita de nouveaux ennemis à la cause de la Révolution. L'Angleterre et presque toutes les puissances de l'Europe, se liguèrent avec l'Autriche et la Prusse. En apparence leur but était de venger la mort du roi, mais en réalité il consistait surtout à arriver à démembrer la France, et la partager en lambeaux.

Pour résister à tous ses ennemis extérieurs, et pour tenir en respect à l'intérieur les partisans de la royauté la Convention décréta, le 24 février 1793, une levée de 300.000 hommes.

Le directoire de Rhône et Loire ordonna à chaque municipalité d'ouvrir pendant trois jours un registre « sur lequel les citoyens désireux de servir volontairement la Patrie,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1793, f. 48, verso.

viendraient s'inscrire ». La municipalité de Roanne fit précéder l'ouverture de son registre par la proclamation suivante : « Le registre de la municipalité est ouvert ; que l'amour de la Patrie, de votre liberté, vous anime, venez mériter la reconnaissance de vos concitoyens et que ceux d'entre vous qui ne peuvent briguer l'honneur de voler aux frontières, s'empressent de secourir leurs frères d'armes ».

Charlieu, mû par son patriotisme et par le noble exemple de son district, s'empressa d'ouvrir un pareil registre pour l'inscription de volontaires et, « le 3 mars, le Conseil général assemblé », décida la création de deux autres registres pour recueillir les dons patriotiques en argent ou en nature, tels que bas, souliers, guêtres, chemises et tout vêtement « pour secourir les volontaires qui ont si bien défendu la Patrie..., ne doutant, dit la délibération, que le patriotisme des citoyens ne corresponde à des vues aussi sages pour le soutien de la République ». (1).

Le service militaire devint alors une lourde charge pour les populations ; mais du moment qu'il était volontaire, il fut une gloire que beaucoup s'empressèrent de mériter.

Les municipalités avaient non seulement la charge de recueillir des dons, de faire inscrire les volontaires, il leur fallait encore surveiller les ennemis de la Révolution et parer autant que possible à la rareté des subsistances.

Durant tout l'hiver de 1792 et 1793 la disette se fit sentir et le blé devenu de plus en plus rare, était d'un prix élevé. La municipalité de Charlieu s'occupa sans cesse de cette question poignante. Au mois de février 1793, elle décida qu'il ne serait fabriqué qu'une seule espèce de pain dont le gros son serait enlevé, et elle en fixa le prix à 4 sous, 3 deniers la livre ; le prix de la mesure de blé passait de 7 livres 15 sols au 1^{er} janvier, à 10 livres le 30 avril suivant.

Malgré tout son dévouement à la chose publique, le Con-

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1792-1793, f. 49.*

seil fut en butte à d'autres difficultés issues de la question religieuse, et en particulier, des démêlés qu'il eut avec l'abbé Bardet, curé de Saint-Philibert, démêlés qu'aggrava l'abbé Moreau, personnage tout dévoué à la municipalité.

L'abbé Bardet avait été fort indisposé déjà par la remise faite par lui, des registres de catholicité en sa possession, et qui seuls établissaient l'état civil des habitants. Bien que prêtre assermenté et élu par élection, il n'avait pas toutes les sympathies du Conseil municipal. Le jacobinisme des partisans de la Convention voyait en lui le prêtre, et le jugeait ennemi de la Révolution.

De plus, la municipalité trouvait extraordinaire que « le-dit curé », recevant selon la loi un traitement suffisant, s'appropriât encore pour son usage personnel « certains dons faits à l'église par dévotion ou piété ». Dans sa séance du 3 octobre 1792, le maire et les conseillers cherchèrent à mettre ordre à cet abus. Ils établirent l'inventaire de tous les objets de l'église :

CONSIDÉRANT qu'il est du plus grand intérêt de la commune de veiller à la conservation des ornements de l'église paroissiale de Charlieu, linges, calices et autres ornements servant à l'usage de ladite église, tant de ceux qui existaient anciennement que de ceux qui nous ont été remis par messieurs les administrateurs du district de Roanne; considérant qu'il est du même intérêt que messieurs les fabriciens de la dite église aient la surveillance de tout; considérant encore que le traitement accordé par la loi au curé de cette paroisse est très considérable pour l'indemniser du casuel qu'il percevait ci-devant; que les offrandes en cire, qui lui étaient faites lors des enterrements et par dévotion aux chapelles de la dite église, en faisaient partie; que néanmoins le curé de cette paroisse se les arroe toujours et en fait son profit, tandis qu'elles doivent appartenir à la commune pour l'indemniser des frais d'entretien de l'église, soit pour la cire dont elle doit être illuminée, soit autrement.

Où M. le Procureur de la commune en ses conclusions, nous avons arrêté qu'il sera procédé à l'inventaire des ornements, linges, vases sacrés et autres objets appartenant à la dite paroisse, lequel sera fait par nous, en présence du sieur Claude Lacroix et

sieur Gilbert Coignet, tous deux fabriciens d'icelle; qu'ils en seront chargés pour les représenter quand ils en seront requis par la commune; que les fabriciens remettront au curé les ornements, linges et vases sacrés dont il aurait besoin, et à fur et mesure d'icelui; qu'ils ne remettront audit curé d'autres ornements et linges que lorsqu'il leur remettra ceux dont il s'était servi. Avons de plus arrêté que les dits fabriciens auront le soin de s'approprier la cire des offrandes qui seront faites à la dite église, soit par enterrements, soit par dévotion, devant les chapelles, pour être par eux employée aux besoins de la dite fabrique, et faisons défense au dit curé de s'en saisir et de se l'approprier, attendu son traitement (1).

Nous rapportons ci-dessous l'inventaire de l'église :

Aujourd'hui 3 octobre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an 1^{er} de la République française, avons procédé audit inventaire en présence des sieurs Lacroix et Coignet, ainsi qu'il suit :

- 1° Deux croix, une argentée avec son bâton en *arquémique* et l'autre aussi en *arquémique*.
- 2° Six chandeliers d'autel et deux pour les acolytes, tous en cuivre, blanchis en *arquémique*.
- 3° Six autres chandeliers, un crucifix en cuivre, or couleur.
- 4° Un crucifix en cuivre blanchi.
- 5° Une lampe, un bassin, deux burettes, un encensoir avec sa navette, une petite croix, le tout en cuivre argenté.
- 6° Deux encensoirs avec leur navette blanchies en *arquémique*.
- 7° Deux lampes blanchies, en cuivre, avec un bénitier et son goupillon, toujours en *arquémique*.
- 8° Quatre burettes, un bassin, le tout en étain.
- 9° Un dais à porter le saint viatique.
- 10° Huit livres de chant, psautier, pour l'usage de l'église.
- 11° Quatre missels, pour la desserte des messes.
- 12° Un lutrin en bois, avec son tapis, et un second tapis pour les fêtes, garnis de leurs franges communes.
- 13° Une table, servant de crédence, où est entreposé la croix, et un escabeau, pour exposer le Saint-Sacrement.
- 14° Trois tabourets, garnis en peau rouge, puis trois *idem* en bois sans garniture, et une table en chêne, pour recevoir les morts.
- 15° Trois cartons, en cadre doré, trois autres pour tous les jours et deux livres pour dire les messes de *Requiem*.
- 16° Une petite fontaine en étain et un pot-à-eau en faïence.
- 17° Quatre nappes d'autel, toile garnie en mousseline, une en tulle, une non garnie.

(1) *Rég. municip. Charleux*, 1792 à l'an II, f. verso 12.

- 18° Trois aubes garnies en tulle, deux autres garnies en mousseline, deux essuie-mains, une autre nappe de dessous en grain d'orge, non garnie.
- 19° Sept amicts, vingt-six purificatoires ou lavabos.
- 20° Deux garnitures de... (?), l'une en damas et l'autre violette, garnies de leurs franges communes.
- 21° Deux draps de mort, un trépied en fer.
- 22° Deux surplis, cinq devant d'autel de différentes couleurs.
- 23° Cinq chasubles de différentes couleurs, anciennes.
- 24° Une chasuble blanche, deux dalmatiques et trois chapes garnies en galon et franges fines, avec l'étole et manipule garnies de même.
- 25° Une chasuble rouge, deux dalmatiques, trois chapes garnies de galon et franges communes, avec l'étole et manipule.
- 26° Une chape blanche, de différentes couleurs, en damas, garnie de ses galons et franges communes.
- 27° Une chape violette, garnie en galons communs.
- 28° Autre chasuble violette et deux dalmatiques.
- 29° Autre chasuble verte, en velours, garnie de son étole, manipule voile et bourse.
- 30° Autre chasuble violette, garnie de même que la précédente, en galons communs.
- 31° Autre chasuble rouge cerise, garnie de même, en galons communs.
- 32° Autre chasuble noire, avec sa garniture en commun.
- 33° Autre ornement, noir complet, en galon commun.
- 34° Un ostensor, trois calices, un doré, garni chacun de leur patène, un ciboire, une petite custode, le tout en argent.
- 35° Deux garnitures de cierge postiche, deux cierges pascaux avec chacun leur chandelier toujours postiche.
- 36° Deux devant d'autel, l'un en damas broché, or et soie, et l'autre en satin blanc, brodé en soie plate, de différentes couleurs, mêlées d'or, plus deux petits devant d'autel, même étoffe et broderie que le dernier.
- 37° Une chasuble avec son étole et un voile de calice, manipule, lesquels quatre articles sont en drap d'argent brodé en or, relevé en bosse et galonné aussi en or fin, une bourse aussi en drap d'argent, galonné en or, avec un corporal fin.
- 38° Plus, deux voiles, l'un en satin blanc, brodé en or, relevé en bosse et en fleurs de différentes couleurs, et une dentelle en or et l'autre en satin cramoisi, broché en or, et en soie de différentes couleurs, aussi bordé en dentelle fine, en or.
- 39° Un voile en gros de Naples, broché en or, argent et soie, de différentes couleurs, aussi garni d'une dentelle d'or fin.
- 40° Une chasuble, deux dalmatiques, deux étoles, trois manipules, trois chapes, un voile, une bourse ; tous ces susdits articles, en damas blanc, broché en or et en soie de différentes couleurs, en grands dessins, de différentes couleurs, et le tout, galonné en galons, système or fin, et les franges de tous ces ornements, en or fin, plus, dans la susdite bourse, un carton garni d'un filet de soie et garni d'une dentelle ; un dais,



Eglise Saint-Philibert.

garni de ses quatre parties de la même étoffe que les ornements ci-dessus désignés, même galon. et franges aussi or fin, et la garniture du ciel, en damas blanc, avec les bâtons en bois, verni en blanc.

- 41° Une étole pastorale en gros de Naples, broché or, argent et soie de différentes couleurs, galonné et garni de ses franges en or fin.
- 42° Une robe de saint Ciboire, en velours cerise, garni d'un grand ruban en or et soie.
- 43° Un encensoir avec sa navette et la cuillère, le tout en argent.
- 44° Deux autres encensoirs, en cuivre argenté, en *arquemie*, et navette.
- 45° Six livres processionnaires.
- 46° Quatre amicts, deux corporaux, deux nappes de communion, six essuie-mains, deux nappes sans garniture.
- 47° Deux burettes avec son plat en argent, huit bouquets artificiels, deux surplis, dont le bas de l'un est en tulle brodé, deux nappes de communion, six amicts, six purificateurs, six lavabos.

Qui sont tous les effets, qui ont été trouvés dans ladite église, appartenant à ladite paroisse que nous avons laissés au pouvoir des sieurs Lacroix et Coignet, fabriciens, pour, par eux, en faire l'usage ci-dessus expliqué, desquels ils sont volontairement chargé, et avons signé avec lesdits sieurs Lacroix et Coignet, le procureur de la Commune et notre secrétaire général :

ALESMONIÈRES. *maire* : NOBIS, *procureur*
de la Commune ; BIGAUD, *off. mun.* ;
COIGNET, LACROIX, MARCOUX, *secrétaire*
greffier. (1)

Mais la délibération du Conseil municipal, assujettissant le curé à la surveillance des fabriciens, n'était guère du goût de l'abbé Bardet. Il saisit la première occasion pour soulever un conflit, en se servant des textes de la loi contre l'abbé Moreau qui lui portait préjudice. Cet abbé cumulait les fonctions d'instituteur et de prêtre. Il s'arrogeait des droits ecclésiastiques qu'avait seul le curé en titre de l'église paroissiale. L'abbé Bardet porta plainte contre cet empiètement, et provoqua ainsi un grave conflit qui amena une véritable émeute dans l'église et dans la ville.

Nous nous plaçons à rapporter l'accusation formulée par

(1) *Reg. mun. Charleva*, an 41, n° 59 — D, 2^e série, n° 3.

le curé de Saint-Philibert, et la réponse que fit l'abbé Moreau.

CE JOURD'HUI 9 mars 1793, l'an deux de la République, sur les 5 heures du soir, au greffe de la municipalité de Charlieu, est comparu le citoyen Bardet, curé du dit Charlieu, qui a dit qu'il dénonce au Procureur de la commune des faits qui intéressent l'ordre public, entre autres que l'abbé Moreau partage les dimanches et fêtes ses fonctions, en se rendant à l'église pendant les offices du culte, muni de son surplis; qu'il s'est même permis de confesser, quoique cette faculté ne soit attribuée qu'aux seuls fonctionnaires publics; qu'au préjudice de la loi qui prohibe le costume, il le porte publiquement et méconnaît par ce moyen les décrets qui n'accordent qu'aux seuls fonctionnaires publics le droit de s'en revêtir; qu'il lui dénonce ces faits afin qu'il prenne contre le dit abbé Moreau l'arrêté qu'il jugera le plus convenable, sous l'exécution de la loi; de laquelle dénonciation le citoyen Bardet a demandé acte, que nous lui avons accordé, et a signé avec nous, le jour et an que dessus... (1).

Sans perdre de temps l'abbé Moreau répondit ainsi au curé de Saint-Philibert :

CE JOURD'HUI 11 mars, l'an II de la République, en réponse à la dénonciation faite le 9 du même mois, par le citoyen Bardet, curé de Charlieu, contre Michel Moreau, instituteur de cette ville, ce dernier ne peut s'empêcher de témoigner sa surprise sur les faits dont il est accusé, comme tendant à troubler le bon ordre. Le citoyen Moreau, en protestant contre ces prétendus délits, observe que depuis plus de dix-huit mois, il assiste à l'église avec décence, qu'il n'a jamais dû scandaliser personne, que sa conduite fut toujours régulière, et qu'il ne mérite pas conséquemment d'être inculpé, puisque jamais il ne se présente que pour se rendre utile. C'est donc à tort que le citoyen Claude Bardet s'avise de le représenter comme un perturbateur. Il est vrai que tous les dimanches et fêtes, le dénoncé se fait un devoir d'assister à l'église; il est vrai qu'il se sert ordinairement de son surplis; il est vrai que le carême dernier il fit la prière pendant une partie de ce temps et qu'il prêcha très souvent, qu'il accourut même

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1793 à l'an II, f. 50.

avec plaisir toutes les fois qu'il fut appelé : il est vrai qu'il se servait alors de son surplis, et que personne ne le dénonça ; il est encore vrai qu'il n'est pas le seul qui paraît à l'église sous cet ornement. Pourquoi le citoyen Bardet n'en veut-il qu'à lui seul ? Quant à la confession dont il est parlé, le dénoncé n'a rien à répondre sur ce chef. Lorsqu'il sera appelé devant un juge compétent, il déduira ses raisons. — Pour ce qui concerne le costume, le dénoncé convient qu'il lui est arrivé de porter quelques fois sa soutane de sa maison à l'église, mais son intention n'a jamais été d'enfreindre une loi qu'il a juré de maintenir, et à laquelle il s'est soumis sans difficulté. Il ajoute même que si c'est là une infraction, il laissera ses vêtements à la sacristie. Le citoyen Moreau devient à son tour dénonciateur. Il offre de prouver que le citoyen Claude Bardet, en le dénonçant, était lui-même réfractaire à la loi qui proscrit le costume ecclésiastique hors des fonctions ; que samedi, 9 du présent, étant comparu devant le citoyen juge de paix, où il n'était certainement pas en fonction, il avait lui-même la soutane, son rabas et tous les attributs du costume. — Il dénonce en même temps et pour la même raison plusieurs prêtres de cette ville, qui vont toujours de leur domicile à l'église, bien costumés. Le citoyen Moreau espère que le Procureur de la commune, après avoir examiné ses réponses, reconnaîtra en lui un vrai citoyen, plein de respect pour les lois, et que la dénonciation du citoyen Bardet sera regardée comme vague et insignifiante, puisqu'elle est sans fondement.

Fait au greffe de la municipalité, les jour et an que dessus.

Signé : MOREAU, instituteur (1).

La dénonciation de Bardet et la défense de Moreau parurent un peu extraordinaires aux habitants. Cette dispute provoqua en tout cas une scission grave entre eux et le Conseil municipal, qui eut tort de prendre fait et cause pour l'abbé Moreau, et de condamner, pour atteindre le curé Bardet, un de ses vicaires, l'abbé Jallemon.

CE JOURD'HUI, 20 mars 1793... l'un de nous a dit que ce jourd'hui dans l'assemblée des citoyens non mariés et veufs sans enfants.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1793 à l'an II, f. 50, verso.

pour procéder au recrutement du contingent de cette commune, le citoyen Jallemon, vicaire d'icelle, s'y est présenté sur l'appel nominal, comme faisant partie des membres du dit recrutement; qu'il y a paru en costume ecclésiastique. Sur quoi le maire lui a représenté qu'il devait paraître dans cette assemblée dans un autre costume, conformément à la loi. — A quoi il a répondu qu'il sortait d'être en fonction, et qu'il ne connaissait point cette loi. — A quoi on lui a observé qu'il devait la connaître mieux que personne, puisque c'est lui-même ou le curé qui ont fait ou dû faire la publication suivant la loi, d'autant mieux qu'elle est enregistrée sur les registres de la municipalité; que ce même jour, après midi, sans avoir égard aux représentations qui lui ont été faites, il s'est trouvé dans les rues et surtout celle de la rue Mercière, au-devant de la porte du citoyen Turret père, sans y faire aucune fonction, faisant au contraire la conversation avec plusieurs personnes, ou le citoyen maire, et Bigaud l'un de nous, lui ont fait les mêmes représentations que dans l'Assemblée; à quoi ils ont ajouté qu'ils en allaient dresser procès-verbal; — à quoi il leur a répondu avec un air ironique : *faites, faites, Messieurs*.

En conséquence, nous requérons le procureur de la commune de faire citer au tribunal de cette municipalité, le citoyen Jallemon, vicaire, pour se voir condamner à l'amende et aux dépens, en conformité de la loi, et pour voir dire que défense lui serait faite à l'avenir de continuer de porter le costume ecclésiastique ailleurs que dans ses fonctions, sous les peines portées par l'article X de la loi relative : *suppression des congrégations séculières et des confréries*, du 18 août de l'année dernière, titre premier, et nous avons signé avec notre greffier. (1)

L'abbé Moreau dut être en joie de cette condamnation. Il le fut davantage lorsque le Conseil le choisit pour annoncer en chaire les décrets et lois de la Convention en lieu et place du curé de la paroisse de Saint-Philibert, qui avait refusé « de continuer les publications ».

Ce 25 mars 1793, vu la loi énoncée au réquisitoire du citoyen procureur de la commune, considérant que les occupations des officiers municipaux ne leur permettent pas toujours de pouvoir faire la lecture des dites lois au peuple, considérant enfin qu'il

(1) *Reg. municip. Charlieu, 1792 à l'an II, f. 52.*

est intéressant pour le peuple d'avoir un bon lecteur et qui ait un organe à se faire entendre, a arrêté que le citoyen Moreau, prêtre, sera par nous invité à faire la lecture des dites lois, tous les dimanches, à la messe de la paroisse, avant la *Préface*, à la manière ordinaire et accoutumée, à commencer dimanche prochain, 31 du présent mars ; lequel citoyen Moreau, mandé et ici présent, a accepté avec civisme la nomination de sa personne... ; avons encore arrêté qu'il y sera publié et assisté à la manière ordinaire et qu'extrait du présent sera notifié au dit citoyen Bardet, afin qu'il n'en ignore et ait à se conformer. (1)

Mais la municipalité et l'abbé Moreau avaient compté sans l'hostilité de la population. Il est probable que le curé Bardet n'était pas resté inactif. Il avait dû, avec l'aide de ses vicaires et de ses partisans, préparer l'auditoire à l'hostilité contre le lecteur improvisé par le Conseil.

La délibération suivante nous donne un aperçu curieux sur la protestation des fidèles, protestation qui empêcha l'abbé Moreau de parler et qui amena des troubles graves dans la ville.

CE JOURD'HUI 31 mars 1793... nous maire et officiers municipaux... avons dit que sur le refus du citoyen Bardet, curé, de continuer de faire la publication des décrets, nous avons, en exécution de la loi du 17 août dernier... arrêté, le 25 de ce mois, que les dites lois seraient lues et publiées... par le citoyen Moreau, prêtre. A l'effet de quoi, nous nous sommes rendus avec lui, ce jourd'hui, en citoyens, à la messe de paroisse, pour être présents à la lecture des dites lois et décrets. Mais le citoyen Moreau ayant monté à la chaire où on lit ordinairement les dits décrets, ayant commencé la dite lecture, tout le peuple a crié : à bas ! à bas ! par différentes reprises. — A l'instant le citoyen maire a dit au peuple : *au nom de la loi laissez lire les décrets...* — Le peuple a répété : à bas ! à bas ! — Le citoyen Moreau est descendu et la tranquillité a régné dans l'église jusqu'à la fin de la messe, et nous nous sommes retirés en la maison commune, où grand nombre de peuple s'est assemblé. Et craignant une insurrection, nous avons requis la force armée auprès du commandant de la garde natio-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 53.

nale de cette ville, laquelle n'a pas paru. De tout quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal, pour être envoyé au directoire du district, pour être statué ce qu'il appartiendra. (1)

La question de jalousie haineuse entre le curé Bardet et l'abbé Moreau avait ainsi amené une vraie révolte à Charlieu. Les troubles allant s'aggravant, les citoyens de la ville firent une pétition le même jour, pour convoquer une assemblée générale de la commune.

Le maire et les conseillers, mis ainsi en demeure d'agir, firent la proclamation suivante :

CE JOURD'HUI 1 avril..., ayant fait réflexion que la pétition qui nous fut faite le jour d'hier pour la convocation d'une assemblée générale de la commune pour ce jourd'hui, une heure de relevée, pour être fait droit à icelle, qu'à la forme de la loi cette assemblée ne peut avoir lieu que huitaine après la publication de la dite assemblée, afin d'y appeler tous les citoyens qui ont droit d'y donner leurs voix : ayant pareillement fait réflexion que malgré les soins et la vigilance que nous avons apportés aux affaires publiques, et avoir maintenu le bon ordre et la tranquillité dans cette ville, nous voyons avec douleur que des ennemis du repos public ont égaré le peuple, que nous invitons à réfléchir sérieusement sur cette assemblée et sur les propositions que l'on y veut faire. Nous ne négligerons rien pour apporter la paix et la tranquillité si nécessaires pour le bonheur du peuple, et dont nous avons tant besoin, d'après les troubles que nos ennemis excitent non seulement hors de la république, mais encore dans l'intérieur. — Défiez-vous, chers concitoyens, des hommes perfides qui journellement échauffent les esprits et égarent le peuple contre son propre intérêt. Rappelez-vous, chers concitoyens, que nous avons prêté entre vos mains le serment d'être fidèles à la nation et de maintenir de tout notre pouvoir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant. Rappelez-vous aussi du même serment que vous avez prêté entre nos mains. Nous aimons à croire que si vous vous en êtes écartés, c'est plutôt par erreur que par mauvaise intention. — Considérant donc que l'assemblée requise par la pétition du dit jour ne pouvant se faire

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 53, verso.

aujourd'hui, qu'à la forme de la loi, après avoir ouï le procureur de la commune dans ses conclusions, nous avons arrêté que la dite assemblée de la commune demeure convoquée pour dimanche prochain, 7 du présent mois, à 7 heures du matin, à la maison commune, à laquelle tous les dits citoyens sont invités de s'y trouver... (1)

Malgré cette proclamation, les citoyens se réunirent le 1^{er} avril en assemblée générale, et se trouvant en nombre plus que suffisant pour former la majorité de tous les citoyens qui composaient la commune, ils délibérèrent sous la présidence de Pierre Pelletier, doyen d'âge, et choisirent comme scrutateurs les citoyens Claude Fresne, Marc Couturier, Gacon et Jean-Louis Duvernay.

L'assemblée ainsi formée, le président a consulté tous les citoyens qui la composent, pour connaître leur opinion sur les maire et officiers municipaux dudit Charlieu, et quelles étaient leurs intentions ? Lesdits citoyens ont unanimement répondu qu'ils étaient mécontents de la municipalité actuelle, que les conseillers avaient démerité, et qu'ils entendent les renouveler ; en ajoutant que *quand un peuple trouvait sa liberté exposée, il avait dans tous les temps le droit de l'affermir...*

Considérant, disaient-ils dans leur délibération, que la municipalité est coupable d'avoir divisé les opinions des citoyens en nommant le citoyen Moreau, prêtre, pour faire la publication des lois pendant la messe, et ainsi de troubler le citoyen curé de Charlieu dans ses fonctions publiques, tandis que le civisme, les mœurs du citoyen curé sont connus de la commune et qu'il s'acquitte très bien de cette mission ; considérant que l'opinion publique avait déjà manifesté son improbation sur le citoyen Moreau pour remplir la mission dont il était chargé, et que cependant le maire et officiers municipaux ont montré une opiniâtreté répréhensible, surtout un jour de Pâques que la foi catholique a solennisé ; considérant que cette opiniâtreté a causé un scandale et a exposé les citoyens à s'opposer respectivement la force dans l'église même ; considérant qu'il résulte des faits une vexation combinée contre le ministre du Culte, qui a toujours montré une conduite sévère et des principes louables ; considérant que cette

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 54.

provocation au désordre de la part de la municipalité est un attentat aux lois et à la tranquillité qui forme le bonheur du peuple et la sûreté de sa liberté ; considérant que cette intention se manifeste encore plus fortement, si l'on remarque que les décrets rendus par la Convention nationale, le 9 décembre 1792, les écrits, dont elle aura ordonné l'impression et l'envoi au département, seront lus par le magistrat et non pas par un individu qui n'est revêtu d'aucune fonction publique, et par conséquent de la confiance publique ; considérant que par un article des délibérations du directoire du département de Rhône et Loire, en date du 28 février 1792, il est enjoint aux officiers municipaux d'accorder assistance et protection aux curés et vicaires établis par la loi, au lieu de les fatiguer ; considérant que la municipalité n'est point occupée à veiller aux intérêts de la commune, et que loin de là, lors de la vente des sels, les citoyens en ont en très peu, tandis que le maire et quelques officiers municipaux en ont acheté, et fait acheter pour leur compte la majeure partie des sels, avec prix inférieur à celui qu'ils avaient vendu aux citoyens ; considérant qu'ils ne veillent point au maintien des propriétés nationales qui sont dégradées sous leurs yeux ; considérant que le peuple *étant souverain*, il lui est libre de retirer ses pouvoirs, surtout dans un moment où les intérêts sont compromis et où il lui est urgent de les déposer dans des mains plus sûres pour sa tranquillité ; considérant qu'à cet effet il est indispensable de procéder de suite au renouvellement de la municipalité actuelle ; en conséquence le vœu général de tous les citoyens de la commune de Charlieu, ayant arrêté que la municipalité de cette commune a démérité, et qu'ils retirent les pouvoirs qu'ils lui avaient délégués.

Il a été de suite procédé par lesdits citoyens... au choix et nomination d'un nouveau maire et des officiers municipaux, et ont signé :

GACON, FRESNE, ROUILLER, PELLETIER, DUVERNAY (1).

Le nombre des citoyens qui prirent part au vote fut de 176. Jean-Louis Duvernay fut nommé maire, et Chabal aîné, Patural notaire, Pouget, Cucherat et Brosselard, furent choisis comme conseillers municipaux.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 54.

De suite après cette élection, les élus furent invités à prêter serment.

Cette élection, faite en dehors des voies légales, fut attaquée par la municipalité en titre. Le directoire de Roanne, saisi de l'affaire, après avoir, le 7 avril, délibéré sur la dénonciation portée contre le Conseil et sur son remplacement ainsi opéré, « est d'avis et arrête que l'assemblée tenue à Charlieu le 1 du courant, les nominations qui s'y sont faites, ensemble, tout ce qui l'a précédée et suivie, sont déclarées nulles et de nul effet ; que défenses sont faites aux particuliers qui ont été nommés maire, procureur de la commune, officiers municipaux ou notables, de remplir aucune fonction municipale ; qu'il est enjoint à la municipalité de Charlieu. de reprendre et continuer ses fonctions, sous sa responsabilité » (1).

Ainsi fut terminée pour la ville cette révolte comique et bizarre, issue de la rivalité de deux prêtres assermentés, l'abbé Bardet curé de la paroisse, et l'abbé Moreau.

§ 3.

Insurrection de Lyon. — Perquisitions dans les maisons suspectes. — Délégués de Lyon à Charlieu. — Ducoing et Garmier envoyés à Lyon. — Retour de Garmier et rappel de Ducoing. — Perplexité de la ville de Charlieu. — Décret de fidélité à la Convention. — Démarches de Charlieu pour ne plus faire partie de Rhône-et-Loire. — Annexion au département de Saône-et-Loire. — Délégués à la fête civique de Marcigny.

Après la mort de Louis XVI sur l'échafaud, les ennemis de la Révolution redoublèrent d'ardeur dans les départements, dans celui de Rhône-et-Loire en particulier. Beaucoup de villes se mirent dans un état de contre-révolution ouverte. A Lyon, Montbrison et Roanne, « les émigrés et les prêtres réfractaires s'y montraient impudemment et

(1) *Reg. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 60.

prêchaient la révolte contre la Convention ». Ces agissements étaient arrivés à un tel point, qu'un agent de l'Assemblée, de passage à Lyon, put écrire avec vérité, le 13 mai 1793 : « ...le directoire du département est aristocrate, la municipalité patriote, mais ignorante..., les impositions ne se perçoivent point, les tribunaux sont mal organisés, les denrées horriblement chères, le mécontentement général, la lassitude et la défiance sur la durée de la Révolution à son comble. On a promis de bonnes lois, et si la Convention ne se hâte d'en donner, je crains beaucoup que tous les départements voisins soient dans la même disposition » (1).

Pour combattre cette contre-révolution et faciliter les armements nécessaires pour lutter contre les puissances coalisées, Pressavin et Reverchon furent le 23 mai envoyés à Lyon par la Convention. Elle leur donna plein pouvoir, soit pour activer les armements, soit pour sévir contre les rebelles aux lois de la République.

En conformité du décret de la Convention, le Conseil général de Charlieu arrêta le 28 avril 1793, « qu'il sera sur le champ nommé quatre commissaires... qui se feront accompagner de la force publique pour se transporter dans les maisons suspectées de receler des individus mis par la loi dans la classe des émigrés ou des prêtres déportés ». Les commissaires nommés pour cet office furent « les citoyens Bigaud, officier municipal, Barnaud, Bardet, aussi officiers municipaux, et Adam, notable. Outre cet office, ils reçurent mission de « désarmer les citoyens désignés ».

Le même jour, le Conseil prit la date du 5 mai pour réunir l'Assemblée générale « à l'effet de composer un comité de douze citoyens pour recevoir les déclarations de tous les étrangers actuellement résidant dans la commune ou qui pourront y arriver ». Furent élus membres de ce comité, les citoyens « Chabal aîné, tanneur, Rouillet dit Lavarenne, aubergiste, Ronchivol, Brosselard, entrepreneur, Pouget,

(1) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 84, t. II.

Perraud, aubergiste, Cucherat, marchand épicier, Garmier, marchand épicier, Romeuf, Lacroix père, marchand épicier, Jallemon père, tanneur, et Dreux, huissier ».

Cependant la révolte de Lyon prenait de l'extension et s'étendait dans les communes voisines. En appliquant de son mieux les décrets de la Convention, Charlieu restait dans une situation perplexe, ne sachant quel parti prendre en face de cette contre-révolution.

Nous ne pouvons ici que décrire superficiellement les causes de la révolte contre la Convention. En quelques mots nous allons les établir, pour mieux comprendre le rôle de Charlieu dans cette circonstance, d'où il se tira assez habilement pour sa sécurité ultérieure.

Dès le début, c'est-à-dire après la journée du 29 mai, où les révoltés de Lyon substituèrent à une municipalité légalement constituée, une municipalité arbitrairement choisie, tenant pour nuls les pouvoirs de la Convention, on ne vit là qu'un mouvement local, comme cela s'était produit à Charlieu. On croyait à la lutte des Girondins de Lyon contre les Jacobins de cette ville. Tous les efforts des royalistes d'ailleurs tendaient à maintenir l'esprit public dans cette illusion, et pendant plusieurs mois il en fut ainsi. « Dans le mois de juin, écrit M. Brossard, les délégués des sections tinrent un langage politique équivoque. Partout les rebelles lyonnais portaient le drapeau républicain, et souvent, dans les occasions où l'on redoutait les patriotes, la cocarde tricolore ; partout les citoyens réclamaient la liberté, la sûreté des personnes et des propriétés, et la République une et indivisible ». Beaucoup étaient sincères ; mais les partisans du vieux régime, en se joignant aux républicains sages et modérés, furent les principaux auteurs de la guerre civile de Lyon.

Dans ces conditions mal déterminées, beaucoup de villes prirent fait et cause pour Lyon contre la Convention. Charlieu en particulier faillit se déterminer en faveur des révoltés, d'autant mieux que sa population professait en général des idées modérées, en conformité de celles des Lyonnais.

Le 20 juin arrivèrent à Charlieu les citoyens Simon Adam, Antoine Gayet et Lambert Joseph, commissaires nommés par les 34 sections de Lyon. Leur présence dans la ville alarma la population, et pour la tranquillité publique, la municipalité les invita à se rendre à l'assemblée de ce jour, pour faire connaître l'objet de leur mission.

Ils exposèrent « qu'ils venaient dans cette ville pour lui jurer amitié, fraternité » et l'engager à se joindre aux Lyonnais, afin de maintenir l'ordre et la République. « Le citoyen maire a répondu aux trois citoyens députés, que la commune de Charlieu est vraiment animée des sentiments de républicanisme, et avait appris avec douleur la plus sensible les malheurs et les désastres dont l'anarchie avait affligé la ville de Lyon ; qu'elle soupirait comme eux après le moment où le glaive de la loi ferait tomber la tête des vils intrigants qui, sous le masque du patriotisme, avaient porté la désolation, le pillage et la mort dans leur intéressante cité ; que cette commune animée des mêmes principes n'avait pas été moins sensible aux atrocités des factieux que la ville de Lyon ; que tant que cette ville professerait des principes aussi sublimes que ceux énoncés dans l'adresse de ses sections, elle pouvait compter sur la fraternité et sur tous les secours qui sont au pouvoir de cette commune... » (1).

Confiant dans les paroles patriotiques des délégués, Charlieu, dans le but de faire cause commune avec la ville de Lyon nomma le 24 juin 1793 les citoyens Ducoing et Garmier pour le représenter. « Ils reçoivent mission d'assister à Lyon à l'assemblée qui se tiendra le 30 du mois de juin, et les jours suivants, dans l'église Saint-Joseph, des ci-devant missionnaires, de conférer avec les députés des autres sections du département et d'arrêter ensemble les mesures pour le salut de la République, le maintien de la liberté, etc... »

Mais le mouvement lyonnais, après avoir été conduit par

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 74.

les *Girondins* contre la *Montagne* et les anarchistes, fut dominé par les royalistes. La guerre civile était allumée ; elle faillit amener la ruine et la destruction de la ville de Lyon.

Aussi, dès le 7 juillet, Garmier était de retour à Charlieu, pour se démettre de son mandat. « Ma démission, dit-il, aux citoyens assemblés, est basée sur l'impuissance où je me trouve de remplir la mission qui m'a été confiée par la délibération du 25 juin dernier, faite par la commune de Charlieu ; en conséquence il rétracte son acceptation de ladite mission et déclare qu'il s'est retiré de l'Assemblée populaire républicaine et de salut public du département de Rhône-et-Loire, depuis ce congrès, le 3 de ce mois, pour avoir aperçu à Lyon une conspiration contre la liberté ; et a signé GARMIER ». (1)

« Sur quoi, lesdits citoyens assemblés, après avoir délibéré sur ladite démission, ont unanimement arrêté qu'ils l'acceptent et applaudissent à la conduite dudit citoyen Garmier ; et de suite nous avons fait faire lecture par notre secrétaire greffier de l'extrait du registre de la commission populaire républicaine et de salut public de Rhône-et-Loire, en date du 4 du présent, signé, pour copie conforme à l'original, Gilbert, président, Rémon, Morillon, Royer et du Troncy, secrétaire ; lequel extrait porte que le peuple de Rhône-et-Loire déclare qu'il mourra pour le maintien d'une représentation nationale républicaine, libre et entière ; déclare que la représentation nationale n'est ni entière, ni libre ; déclare qu'il demande dans le plus bref délai la réunion d'une représentation nationale libre et entière ; déclare que jusqu'au rétablissement de son intégrité et de sa liberté les décrets rendus depuis le 31 mai, sont regardés comme non avendus, et qu'il va prendre des mesures pour la sûreté générale... » (2).

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 78, v°. — Cette déclaration et l'arrêté de l'assemblée générale sont paraphés en date du 14 octobre 1793, par Lapalus.

(2) *Reg. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 78, verso.

Garmier avait rapporté de Lyon une lettre de Ducoing. Celui-ci, après avoir écrit les vœux de la société, demande par sa lettre « si ses commettants approuvent ces grandes mesures ». — « En conséquence ...dit la délibération du Conseil, nous avons invité les citoyens de délibérer et émettre leurs vœux sur les objets fournis à leur délibération, en déclarant par *oui* ou par *non* et au scrutin, s'ils adhèrent aux mesures prises par la commission républicaine et de salut public de Lyon ; s'ils entendent continuer au citoyen Ducoing les pouvoirs qu'ils lui ont donnés pour se rendre à Lyon ; s'ils adhèrent aux décrets rendus par la Convention nationale depuis le 31 mai dernier... » (1).

Le vote sur ce grave sujet fut en faveur de la Convention. Les citoyens de Charlieu, connaissant les dispositions et la force de l'Assemblée Conventionnelle, et craignant en faisant scission avec le pouvoir établi d'encourir des représailles fâcheuses, en cas d'insuccès, prirent fait et cause pour la Convention, approuvèrent ses décrets et « improuvèrent les mesures de la commission populaire de Lyon ». En même temps ils retirèrent au citoyen Ducoing les pouvoirs qu'ils lui avaient donnés.

Celui-ci, de retour à Charlieu, demanda à être entendu par le Conseil général de la Commune. « Le peuple assemblé (le 14 juillet), ledit citoyen Ducoing a monté à la tribune, a rendu compte de ce qui s'est passé à l'assemblée de la Commission populaire républicaine et de salut public à Lyon, pendant son séjour dans icelle, par la lecture qu'il a faite des procès-verbaux de ladite assemblée, et autres pièces. Après quoi ledit citoyen Ducoing a demandé acte de la déclaration qu'il a faite, que pendant son séjour à Lyon, il n'a rien vu, ni connu dans la Commission populaire républicaine et de salut public de Rhône-et-Loire, qui porte atteinte à la liberté, à l'égalité et à l'unité et à l'indivisibilité de la République française ; qu'il n'y a vu, au contraire, qu'une réunion de moyens et d'efforts puissants pour résis-

(1) *Reg. mun. Charlieu.* 1792 à l'an II, f. 78, verso.

ter à l'oppression, détruire l'anarchie et le brigandage, et pour ramener l'ordre et la paix, et que tels sont les sentiments dont il a vu toute cette assemblée animée » (1).

A la suite des deux comptes rendus contradictoires de Garmier et de Ducoing, les habitants, malgré leur vote en faveur de la Convention, restaient inquiets et perplexes, d'autant plus que les idées des Lyonnais leur paraissaient sages et rapprochées de leur idéal de liberté. Il leur répugnait encore de s'aliéner les sentiments de leurs frères de Lyon et du département.

Dans cet état d'esprit, ils se réunissent le 21 juillet avec le maire et le conseil municipal pour délibérer sur les « circonstances critiques » où ils se trouvent. Pour ne pas rester isolés, ils décident l'envoi dans les communes environnantes de quatre commissaires chargés de connaître leurs vœux, de fraterniser avec elles et de vouloir mutuellement se prêter des secours. Les citoyens Duvernay et Pelletier furent envoyés à La Clayette, Charolles, Paray, Digoin, Marcigny, Saint-Martin-d'Estreaux, Lapacaudière, Changy, Saint-Germain-Lespinasse ; et les citoyens Brosse-lard et Pouget furent envoyés à Thizy, Amplepuis, Tarare, Villefranche, Belleville, Mâcon, Beaujeu, Belmont, etc. Ces commissaires avaient surtout pour but principal de sonder le terrain pour détacher le canton de Charlieu du département de Rhône-et-Loire.

En attendant le résultat de leurs démarches, le conseil par prudence prit un arrêté de fidélité à la Convention, dans sa séance du 27 juillet 1793. Après avoir expliqué l'envoi de deux députés à Lyon, le retrait de leurs pouvoirs, le conseil ajoute : « ...d'après toutes ces considérations, il croirait n'avoir besoin d'aucune rétractation particulière ; mais pour prouver à la Convention son désir sincère de rester réuni avec elle, a arrêté, et ce, ouï le procureur de la commune, qu'il rétracte en tant que de besoin, tout ce que la commune de Charlieu aurait pu faire qui pourrait être

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1793 à l'an II, f. 80.

interprété d'une manière contraire ; et dans la présente rétractation, le citoyen Ducoing, l'un des députés nommés à Lyon, y a accédé d'une manière particulière, ainsi que le citoyen Boulouge, juge de paix de la ville de Charlieu, comme encore au besoin le citoyen Garmier, l'un des députés par la commune, qui s'est retiré de l'assemblée départementale depuis le 3 de ce mois ; arrête en outre que le présent procès-verbal sera publié en la manière accoutumée dans cette commune, et qu'extrait collationné serait adressé au Comité de salut public de la Convention nationale. Fait et clos les jour et an que dessus, et avons signé avec ledit DUCOING, BOUTOUGE et GARMIER, MARCOUT, *secrétaire-greffier* ».

(Paraphé : LAPALUS, 14 octobre 1793) (1).

Le conseil municipal de Charlieu fut appuyé le lendemain 28 juillet, par l'assemblée primaire du canton qui émit un vote unanime en faveur de la Convention, de la Constitution et des droits de l'homme. « Nous avons commis une grande faute, dit un citoyen de la commune de Chandon, en adhérant aux différents arrêtés de la commission populaire de Lyon, arrêtés que nous connaissons maintenant, qui ne sont point émanés de la Convention nationale. La vérité est que nous nous sommes toujours soumis le plus scrupuleusement aux lois qui nous ont été transmises par les corps constitués, auxquels nous devons obéir. A la forme d'icelles, je vous propose, citoyens, de vous rétracter dudit arrêté du 14, et d'exprimer votre soumission et obéissance à tous les décrets de la Convention nationale émanés d'elle avant et après le 31 mai, et à ceux qui seront rendus par la suite, et d'accepter présentement l'acte constitutionnel et les droits de l'homme, et de biffer sur le registre l'arrêté du conseil général du 14 courant » (2).

Le procès-verbal de cette délibération fut accepté à l'una-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1793 à l'an II, f. 82 et 83.

(2) *Ext. de l'Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 137, vol. 2.

nimité. Vu l'urgence d'agir avec promptitude pour ne pas encourir les représailles de la Convention, on nomma délégué le sieur Duvernay aîné, qui fut chargé de se rendre de suite à Paris, et de soumettre à l'assemblée l'expédition de cette délibération importante.

Charlieu, à cause de ses compromissions avec Lyon, ne se sentait pas cependant très rassuré et craignait la guerre civile qui s'étendait à tout le département. La municipalité pour éviter au canton ce grave danger trouva un moyen de salut en l'annexion au département de Saône-et-Loire.

Grâce à la topographie du canton de Charlieu et de celui de Belmont, l'un et l'autre sur les confins de Saône-et-Loire, et grâce aux relations commerciales avec les villes de ce département, cette annexion ne présenta pas de trop grandes difficultés.

Dans ses séances du 28 et du 29 juillet 1793, le Conseil émit le vœu de faire partie de Saône-et-Loire avec l'assentiment et les désirs des communes du canton, et avec l'assentiment du canton de Belmont. L'assemblée communale décida que vu les circonstances, vu l'état révolutionnaire de Lyon et du département, il lui était avantageux de ne plus faire partie de Rhône-et-Loire lequel « ne paraît pas marcher dans le pas de la Révolution, et qui lui ferait supporter tôt ou tard les charges auxquels ont donné lieu différents mouvements et que la ville de Lyon doit supporter seule » (1).

Le citoyen Grappeloux aîné fut nommé commissaire pour porter à Mâcon les vœux de la commune et prier les représentants du peuple assemblés à ce moment « de vouloir bien solliciter auprès de la Convention nationale, la réunion demandée, et même de l'ordonner provisoirement ».

Le conseil général de Saône-et-Loire donna un avis favorable à l'annexion, ainsi que les représentants en mission, Reverchon, Laporte et Javogues. Ceux-ci arrêterent provi-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 85.

soirement, avant toute décision de la Convention, que le district de Marcigny ferait aux cantons de Charlieu et de Belmont toutes invitations et réquisitions, tant pour se réunir à la force armée destinée à rétablir l'ordre dans la ville de Lyon, que pour tous autres objets d'administration relatifs à l'exécution des lois.

Ainsi fut annexé Charlieu au département de Saône-et-Loire, échappant par ce moyen à la guerre civile qu'avait suscitée l'insurrection de Lyon.

Dès le 9 août l'administration municipale reçut du district de Marcigny, auquel étaient rattachés les cantons de Charlieu et de Belmont, « une invitation de coopérer et assister par députation à la fête civique qui doit se célébrer le dix de ce mois en la ville de Marcigny ».

Le conseil « plein de reconnaissance à ce témoignage de fraternité... arrête qu'il sera envoyé une députation prise dans son sein, pour se rendre demain à la ville de Marcigny, à l'effet d'assister à la fête proposée, et de renouveler au nom de la commune le serment, gravé dans le cœur de tous ses membres, de maintenir le culte et l'indivisibilité de la République ».

Les citoyens Nobis, procureur de la commune, Bigaud, officier municipal, Patural, notable, et Marcout, secrétaire, furent immédiatement désignés pour représenter la municipalité à cette fête civique.

§ 4.

L'ère des Français ou républicaine. — Le calendrier républicain. — Les sans-culotides. — Divers arrêtés pour l'application de ce calendrier et pour le port de la cocarde. — Délibération sur les marchés d'après le calendrier républicain.

Avant de continuer la marche de la Révolution à Charlieu nous croyons utile de parler de l'ère républicaine et de son calendrier employé dans les délibérations et dans tous les actes de la Convention.

La Convention pour vivre avait besoin de détruire la religion qui lui faisait obstacle, et de faire table rase du passé. Croyant se maintenir mieux, tout en brisant les signes et les emblèmes religieux, elle supprima l'ère chrétienne ou grégorienne et fonda l'ère des Français ou républicaine, par un décret du 5 octobre 1793 ou 16 vendémiaire.

L'année commençait le 22 septembre, et l'ère républicaine partait de l'année 1792, le jour de la fondation de la République.

L'année fut divisée en douze mois égaux de trente jours chacun. Après les douze mois, suivirent cinq jours pour compléter l'année ordinaire. N'appartenant à aucun mois, ils formèrent les jours complémentaires. Tous les quatre ans, il y avait un jour supplémentaire de plus, formant l'année bissextile, et s'ajoutant aux cinq jours supplémentaires. En mémoire de la Révolution, la période bissextile de quatre ans fut appelée la Franciade, et le jour intercalaire fut nommé jour de la Révolution.

Les douze mois de l'année portèrent les noms suivants : pour l'*automne*, Vendémiaire (vendanges), Brumaire (les brouillards), Frimaire (les frimas) ; pour l'*hiver*, Nivôse (la neige), Pluviôse (les pluies), Ventôse (le vent) ; pour le *printemps*, Germinal (les germes), Floréal (les fleurs), Prairial (prairies) ; pour l'*été*, Messidor (moissons), Thermidor (chaleur), Fructidor (les fruits).

Ces poétiques appellations sont dues au conventionnel Fabre d'Eglantine.

Chaque mois fut divisé en trois dizaines, ou décades, et les noms des jours portaient l'ordre naturel de la numération : Primidi, Duodi, Tridi, Quartidi, Quintidi, Sextidi, Septidi, Octidi, Nonidi et Décadi.

Chaque jour des mois, au lieu de rappeler le nom d'un saint, comme les calendriers grégoriens en ont l'habitude, rappelait celui d'un fruit, d'une fleur ou d'un légume.

Les Décadis étaient réservés au repos des citoyens. Quant aux jours supplémentaires de fin d'année, appelés encore les sans-culotides, ils étaient consacrés à des fêtes :

Le Primidi, à la fête de la Vertu,

Le Duodi, à la fête du Génie,

Le Tridi, à la fête du Travail,

Le Quartidi, à la fête de l'Opinion,

Le Quintidi, à la fête des Récompenses,

Le Sextidi enfin, dans les années bissextiles, à la célébration de la Sans-Culotide, ou fête de la Révolution.

Ce calendrier, malgré son ordonnance naturelle, et sa poésie, resta toujours d'une application difficile. Il rompait trop avec l'usage que le peuple avait de l'ancien.

Les Décadis, consacrés au repos et aux fêtes de la Nation, devaient remplacer les dimanches, consacrés d'habitude à la prière et aux cérémonies religieuses. Ce ne fut pas chose toujours facile pour les habitants de se prêter à ce nouvel usage.

A Charlieu, les Décadis, dans la séance du Conseil général du 19 frimaire an II, furent ainsi publiés et annoncés à la population, après délibération :

... Le procureur de la commune a dit que d'après la publication de la nouvelle ère de la République française, dont les mois sont distribués par décade tous les dix jours, chaque jour de décade est celui du repos de tous les citoyens sans-culottes républicains, que tous les ci-devant jours de dimanches et fêtes doivent être anéantis et oubliés ; que pour y parvenir, les jours de décade doivent être célébrés suivant la loi : ce qui n'a pas été exécuté jusqu'à présent ; qu'il est intéressant de mettre cette loi à exécution demain, jour de la seconde décade de ce mois. A l'effet de quoi, il requiert à ce qu'aujourd'hui tous les citoyens soient invités de célébrer le jour de repos, tous les dix jours qui seront la décade, à commencer demain, 20 prairial, et sans discontinuation ; en conséquence, que tous les citoyens marchands seront tenus de fermer leurs boutiques, les dits jours de décade, et qu'ils seront tenus de les ouvrir les ci-devant jours de dimanches et fêtes, et que la dite décade de demain sera annoncée à tous les citoyens par la publication du dit arrêté et par deux coups de canon qui seront tirés ce soir, et a signé :

NOBIS.

Vu par le dit conseil général le réquisitoire du procureur de la commune, considérant que tous les vrais républicains sans-culot-

tes doivent s'empressez d'exécuter la loi des jours de repos : considérant qu'ils doivent en être instruits de la manière la plus imposante, accepte les conclusions du citoyen Nobis. (1).

Cet arrêté n'eut pas toute la sanction voulue, Charlieu, en partie refusant le repos des décadis, et persistant à l'observer les dimanches et les fêtes, comme il en avait l'habitude. C'est contre cette désobéissance à la loi, que le Conseil municipal se vit obligé de faire de nouvelles délibérations et de prendre de nouveaux arrêtés.

Sur l'injonction du Comité révolutionnaire et de surveillance de Feurs, la Société populaire de Charlieu délibéra le 25 Ventôse de la manière suivante :

« Un des secrétaires a fait lecture d'une délibération du
« Comité de Feurs du quinze du présent, envoyée à la
« Société relativement au fanatisme, qui a arrêté que tout
« citoyen qui finira ses travaux sous prétexte d'un jour de
« fête ou du dimanche (*vieux style*), ou qui paraîtra...
« vêtu ou paré autrement qu'un jour ordinaire de travail,
« sera arrêté et traduit dans la maison d'arrêt ; qu'il était
« défendu à tous les citoyens des campagnes de suborner
« les cultivateurs à gage sous prétexte qu'ils auront la
« liberté de célébrer le dimanche et le décadi ; que ceux
« qui s'en rendront coupables à l'avenir seront saisis,
« arrêtés et conduits dans les maisons d'arrêt pour être
« traduits ensuite devant les tribunaux et jugés révolutionnairement...

« Un membre ayant développé les horreurs du fanatisme,
« en faisant connaître combien les citoyens avaient été
« trompés par les prêtres, il a demandé que l'arrêté dont
« on venait de faire lecture, fût envoyé au Comité révolutionnaire et à la municipalité de cette commune avec
« invitation de le faire exécuter strictement.

« Un autre membre est entré dans les plus grands détails
« et a prouvé aux citoyens que la véritable religion était

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 129.

« une bonne morale, amie de la raison et de la justice. Son
 « discours a reçu des applaudissements et la mention
 « honorable.

« D'autres membres ont parlé sur le même objet et ont
 « demandé que les membres qui sont présents à la séance,
 « prêtassent le serment d'exécuter et faire exécuter cha-
 « cun en ce qui les concerne, l'arrêté ci-dessus envoyé par
 « le Comité révolutionnaire de Feurs...

« A l'instant tous les membres présents se sont levés en
 « masse et ont prêté le serment d'exécuter et faire exécu-
 « ter chacun en ce qui les concerne, l'arrêté du Comité
 « révolutionnaire de Feurs ». (1)

Mais cet arrêté, malgré la volonté des membres du comité, ne fut guère observé à Charlieu, et le 17 messidor de la même année le Conseil à son tour fit sur ce sujet la délibération suivante :

CE JOURD'HUI, 17 messidor an II... le conseil de la commune, considérant que lorsque la loi a autorisé *tous les cultes*, elle a défendu les cultes extérieurs, et a indiqué pour jour de repos tous les décadis ; considérant qu'au mépris de cette loi, des citoyens et citoyennes se laissent entraîner par le fanatisme religieux, et observent les jours ci-devant dimanches et fêtes ouvertement ; considérant que connaissant le patriotisme des citoyens et citoyennes, il y a lieu de croire que ce ne sont que les anciens préjugés qui les plongent dans cette erreur vraiment contraire aux lois ; il est persuadé qu'ils reviendront de leurs erreurs fanatiques, surtout d'après les observations du citoyen Reverchon, représentant du peuple, lors de son séjour en cette commune, dans la séance de la société populaire ; considérant que le fanatisme ne peut que préjuger au bonheur de nos concitoyens, que les momeries ne dérivent et ne sont la suite que des conspirations ourdies pour anéantir la représentation nationale et pour faire rentrer le peuple dans l'esclavage ; en conséquence le conseil général voulant prévenir les maux que le fanatisme, œuvre des prêtres, pourrait occasionner, l'agent national ouï, arrête que tous les citoyens ou citoyennes qui cesseront leurs travaux, sous prétexte

(1) Arch. dép., Reg. L. 400, f. 31.

d'un jour de fête ou de dimanche (*vieux style*), et qui paraîtraient dans les rues et dans les promenades, vêtus ou parés autrement qu'un jour ordinaire de travail, seront arrêtés et traduits dans la maison d'arrêt. — En conséquence il est enjoint à tous les citoyens et citoyennes d'observer les décadis et les autres fêtes nationales seulement, sous peine d'être poursuivis suivant les rigueurs des lois, et a le conseil général signé avec le secrétaire-greffier... (1).

On resta sourd à cet arrêté, et le Conseil de nouveau, « le premier jour des sans-culotides de l'an II », avec les termes d'objurgation la plus vive, prit l'arrêté que nous rapportons encore :

Un membre a dit : « Citoyens, depuis longtemps nous nous efforçons à faire observer les décadis et à faire oublier les ci-devants jours de fêtes et dimanches; différents arrêtés ont été pris à cet égard. Pendant un temps les citoyens de cette commune s'y sont conformés ; mais c'est avec douleur que j'ai vu, ces jours de décade, qu'ils s'éloignent de l'obéissance due aux lois, et qu'ils se laissent replonger dans leurs anciens préjugés et superstitions. Insensés qu'ils sont ! qu'il ouvrent donc enfin les yeux et qu'ils voient, d'un côté toutes les horreurs du sang et du carnage que le fanatisme des prêtres a produits dans la Vendée et autres lieux de la République, et d'un autre côté, ce que la Patrie a fait pour eux : la liberté qui a été conquise, l'égalité qui a fait restituer la dignité de l'homme qu'ils n'avaient jamais connue, puisqu'avant la Révolution ils étaient esclaves de tout ce qu'ils croyaient au-dessus d'eux. Il est temps de prendre des mesures rigoureuses et définitives pour arrêter le cours de ces maux et faire oublier aux citoyens leurs anciens préjugés et les désabuser d'une religion qui les opprimait par le fanatisme des prêtres.

Différentes citoyennes se permettent aussi, au mépris de la loi, de ne point porter la cocarde nationale ; je demande à ce qu'elles y soient contraintes et qu'il soit fait droit sur toutes mes observations. »

L'agent national entendu, considérant qu'il est temps que l'hydre du fanatisme soit abattue, et de faire oublier à nos frères les vieilles erreurs et superstitions qui tôt ou tard les plongeraient dans des abîmes de maux ; considérant que la République ne reconnaît plus pour jours de fêtes et repos que les décadis, qui sont par elle consacrés spécialement pour célébrer les vertus républicaines ; considérant que la cocarde nationale est le signe de ralliement de tous les républicains français, et que tous les citoyens et citoyennes doivent

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, f. 6 et 7.

se faire un devoir de s'en décorer, que ceux et celles qui ne le font point sont réfractaires à la loi,

ARRÊTE,

1° Que tous les citoyens et citoyennes qui cesseront leurs travaux sous prétexte d'un jour de fête ou dimanche (*vieux style*), et qui paraîtront dans cette commune, vêtus ou parés autrement qu'un jour ordinaire de travail, seront punis selon toute la rigueur des lois.

2° Défenses sont faites à tous les citoyens et citoyennes de travailler les jours de décadis et autres fêtes nationales, et qu'il leur sera enjoint de ne pas faire d'autres fêtes à l'avenir, sous plus grandes peines.

3° Tous les citoyens et citoyennes qui seront trouvés sans être décorés de la cocarde nationale, seront pareillement punis suivant la loi.

4° Tous les citoyens composant la société populaire et autres républicains sont invités, au nom du salut de la Patrie, de surveiller toutes les personnes qui contreviendront au présent arrêté et les dénoncer à la Municipalité pour être pris contre elles le parti qu'il appartiendra, etc... » (1)

Au point de vue commercial, que pouvait troubler le nouveau calendrier, le comité de division s'occupa des foires et des marchés des localités qui en étaient pourvues, et leur adressa le questionnaire que nous relevons, avec les réponses que la municipalité de Charlieu y fit, après délibération. Ces réponses nous renseignent sur l'état commercial de la ville, et sur les jours de marché, d'après la mise en vigueur du nouveau calendrier.

Le dit jour, 6 germinal an II, dans la séance du soir, le conseil général en séance publique et permanente, un membre a dit que par une lettre du directoire du district de Roanne du 19 ventôse, il paraît que le comité de division, chargé des moyens propres à mettre de l'ensemble dans la distribution des foires et marchés de la République, et sur les jours auxquels il faut les fixer d'après le calendrier républicain : qu'il nous engage de ne pas négliger de lui faire passer toutes les intentions : que pour éviter toute confusion, il faut mettre l'article en tête de la réponse ; en conséquence, il nous requiert de nous en occuper de suite.

La matière mise en délibération, l'agent national ouï, le conseil général arrête que sur le champ il s'occupera du mode de

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, f. 40.

faire la distribution des marchés et foires de cette commune de la manière suivante :

DEMANDES	RÉPONSES
1 ^o <i>Les noms des lieux où se tiennent les marchés ?</i>	Place de la Bouverie. Place de la Porcherie. Rue Grenette. Place de la Liberté. Place de la Montagne. Grande Rue.
2 ^o <i>L'époque et la durée de chaque foire ?</i>	Il n'y a point de foire.
3 ^o <i>Les jours de la tenue des marchés d'après l'ancien calendrier ?</i>	Les marchés des bœufs, porcs, moutons, coton, grain, poterie, beurre, œufs et fromages, se tiennent le samedi. Il y a encore un autre marché de grains le mercredi.
4 ^o <i>Les espèces de commerce qui ont lieu dans chaque foire et marché, leurs objets et leur importance ?</i>	Le commerce des bœufs, celui des fils, du coton qui est très considérable, par rapport aux manufactures de toile de montagnes du ci-devant Beaujolais, des grains et de la poterie.
5 ^o <i>S'il y a des établissements publics pour l'utilité du commerce ?</i>	Il y a un établissement de manufacture de grosse toile qui est considérable ; une autre manufacture de fleurets, établi depuis peu ; et filature de coton établi depuis peu.
6 ^o <i>Epoque et durée qu'il conviendrait de fixer à l'avenir pour la tenue des foires, d'après le nouveau calendrier ?</i>	Il n'y a point de foire, et il serait peut-être nuisible au commerce de cette commune, si l'on en établissait, attendu que les marchés ordinaires équivalent aux foires.
7 ^o <i>Les jours qu'il conviendrait de fixer à l'avenir pour la tenue des marchés d'après le nouveau calendrier ?</i>	Les 4 et 9 de chaque décade, savoir le 4 pour le marché du grain seulement, et le 9 pour le commerce des bœufs, autres marchandises et grain.
8 ^o <i>Le lieu où il conviendrait d'établir des foires ou des marchés ?</i>	Il n'y en a point dans ce canton ni nécessaire d'en avoir.

Fait les dits jours et au que dessus, et a le Conseil général signé avec l'agent national et le commis secrétaire greffier, etc. (1).

(1) Reg. munic. Charlieu, 1792 à l'an II.

§ 5.

**Société populaire. — Comité de surveillance,
leur action et leur puissance.**

La Société populaire et le Comité de surveillance ayant joué pendant la Convention un rôle prépondérant à Charlieu, il est nécessaire, pour juger mieux les faits accomplis, de faire connaître ces deux sociétés, à la subordination desquelles fonctionnait généralement la municipalité.

Javogues avait besoin de personnes dévouées, de bons sans-culottes, pour seconder ses vues, pour atteindre les partisans de l'ancien régime et les partisans de la révolte de Lyon.

Il profita des dénonciations qui lui parvenaient en nombre de la part des amis de la Révolution pour prendre le 22 octobre 1793 l'arrêté suivant :

Les représentants du peuple, délégués pour l'organisation du département de la Loire et le rétablissement de l'ordre, considérant la multiplicité des dénonciations qui sont faites journellement contre les complices de la rébellion lyonnaise, la nécessité de mettre à profit les *notes* que l'on peut recueillir sur tous les hommes suspects et les renseignements utiles qui sont à la décharge des citoyens.

ARRÊTENT :

ART. 1^{er}. — Il sera établi à Feurs, à Armeville, ci-devant St-Etienne, à Montbrisé, à Roanne, à St-Chamond, et en général, dans tous les chefs-lieux de canton, un comité de surveillance.

ART. 2. — Ces comités seront composés de douze membres qui seront préalablement choisis dans les sociétés populaires.

ART. 3. — Les citoyens des cantons du département de la Loire sont invités à se réunir en sociétés pour maintenir l'esprit public, livrer les décrets de la Convention, s'éclairer mutuellement sur leurs droits et leurs devoirs.

ART. 4. — Les différents comités, établis par le présent arrêté, seront tenus de s'assembler chaque jour ; ils nommeront un président et un secrétaire qui seront renouvelés tous les mois.

ART. 5. — Dans chacun desdits comités, il y aura deux registres :

l'un pour recevoir les dénonciations, et l'autre, pour les délibérations du comité.

ART. 6. — Les dénonciations ne seront reçues qu'autant qu'elles seront signées, et dans le cas où le dénonciateur ne saurait pas écrire, il en sera fait mention sur le registre, ainsi que de son nom et de sa demeure.

ART. 7. — Ces comités auront le droit de lancer des mandats d'arrêt, notamment contre les rebelles de Lyon que la corruption ou la faveur auraient fait élargir. Ils sont tenus de se conformer à la loi du 17 septembre contre les gens suspects.

ART. 8. — Le mandat d'arrêt ne pourra être lancé qu'après délibération et à la majorité de sept membres.

ART. 9. — Les citoyens arrêtés en vertu des ordres desdits comités seront conduits dans la maison d'arrêt du chef-lieu du district, pour ensuite être traduits auprès du tribunal révolutionnaire établi à Feurs, chef-lieu du département de la Loire.

Fait en commission, à Armeville, ci-devant Saint-Etienne, le cinquième jour de la première décade du 2^e mois de la seconde année de la République française, une et indivisible.

Le représentant du peuple.

Claude JAVOGUES (1).

La ville de Charlieu s'empressa de constituer son comité de surveillance. Les sans-culottes y avaient d'autant plus d'intérêt, que la loi accordait 100 livres de gratification à l'auteur de l'arrestation d'un prêtre réfractaire, ou d'un émigré, ou d'un complice de la conjuration lyonnaise.

Le Comité de surveillance, selon l'arrêté « composé de douze membres », possédait dans son sein les hommes les plus dévoués à la Convention, les apôtres les plus zélés de Javogues et de Lapalus. Sa première séance eut lieu le 20 mai 1793, sous la présidence du citoyen Pierre-François Garmier « dans un appartement au rez-de-chaussée de la maison du citoyen Michelet, rue Chanteloup (2). Il y est arrêté qu'une séance aura lieu un jour par semaine, qui sera chaque dimanche, à huit heures du matin ».

Le Comité était dès le début chargé de « surveiller les étrangers et toute personne de passage ». C'était peu ; mais

(1) Arch. dép. A. F. 114 (Ext. Hist. de la Loire, Brossard, p. 242, 2 vol.

(2) Maisons portant actuellement les n^{os} 42 et 44.

par délibération du 31 mai, désirant étendre « son pouvoir limité », il s'adresse au Comité de Salut public établi par la Convention nationale à Paris, et lui envoie la pétition transcrite sur le présent registre dans les termes suivants :

Citoyens, votre institution est un témoignage bien éclatant des services que vous rendez à la Patrie. Pénétrés de respect pour la représentation nationale, permettez que nous vous demandions la solution de quelques questions.

Conformément à la loi du vingt et un mars mil sept cent quatre-vingt-treize, il a été formé dans la commune de Charlieu, district de Roanne, département du Rhône-et-Loire, un comité composé de douze membres, dont les fonctions paraissent limitées à recevoir la déclaration des étrangers. Cependant, le préambule de cette loi semble annoncer que ce comité doit surveiller les complots liberticides, ensemble les ennemis intérieurs ; de manière que nous, comme membres du comité, nous nous trouvons embarrassés sur l'attribution de nos fonctions. Mais nous osons nous flatter que par l'intérêt que vous prenez à notre Patrie, vous voudrez bien nous éclairer, afin de concilier notre zèle avec les bornes posées par la loi.

QUESTIONS :

1° Le comité peut-il surveiller les complots liberticides ? Les citoyens suspects par leur incivisme ou pour être frères ou sœurs des émigrés ? Les conciliabules secrets ? Et en un mot toutes les menées qui peuvent tendre et étouffer le vœu des patriotes ?

2° Le comité peut-il mettre en état d'arrestation les citoyens qui seraient suspects ? Et s'il y a des renseignements, ne doit-il pas les dénoncer à l'accusateur public ?

3° Le comité a-t-il le droit d'étendre sa surveillance sur la municipalité et sur les autorités qui ne feraient pas exécuter les lois ou qui seraient coupables par d'autres motifs ? Par exemple, si les répartitions d'impôt sont inégales, si les objets de police et autres fonctions attribuées à la municipalité ne sont pas par elle remplies ? Le comité a-t-il le droit d'exercer ces mêmes fonctions ? S'il fait des invitations à la municipalité pour l'intérêt de la commune et qu'elle néglige ou refuse d'y faire droit, quel parti doit prendre le comité ? Enfin l'institution du comité se borne-t-elle à la simple fonction passive de recevoir la déclaration des étrangers ?...

Signée : DREUX, CUCHERAT, RONCHIVOL, ALESMONIÈRE
père, BROSELARD, PERRAUD, ROMEUF, GARMIER,
président, Pouget, secrétaire (1).

Nous verrons par la suite, que selon le désir du Comité de surveillance, ses pouvoirs furent largement étendus.

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, f. 7.

Les Comités de surveillance redoutables par eux-mêmes, le devinrent davantage par la puissance que leur donnèrent, par leur renouvellement, les représentants de la Convention en mission dans le département.

Par un décret du 17 septembre, et par arrêté de Javogues du 22 octobre, ces Comités furent chargés de désigner les suspects.

Celui de Charlieu n'attendit pas la promulgation de ces décrets pour montrer son pouvoir. Il délibéra avant, contre plusieurs citoyens qui se trouvaient à Lyon pendant l'insurrection.

Le 17 septembre 1793, le comité de surveillance de la commune de Charlieu, extraordinairement convoqué et réuni pour les faits ci-après expliqués, considérant qu'au mépris de la loi, intervenue à l'occasion de la rébellion de la ville de Lyon, qui a enjoint aux bons citoyens de cette ville d'en sortir sous trois jours, plusieurs citoyens qui habitaient cette commune au moment où cette loi a été connue, ont quitté la dite commune et se sont rendus à Lyon; considérant que par cette infraction à la loi ils doivent être traités comme émigrés, le comité dénonce aux administrateurs du district de Marcigny, comme coupables de ces faits, les citoyens Brac, Boullard de Gatellier, Antoine Andrieux de cette commune, Bérot Rassin de la commune de Nandax, lesquels, au lieu de s'être conformés à la loi, n'ont plus reparu et sont constamment restés à Lyon; en conséquence les dits administrateurs sont invités à prendre, à l'égard des présentes, les mesures qu'ils croient convenables pour l'intérêt de la République. — A l'effet de quoi, extrait de notre procès-verbal leur sera adressé (1).

Déjà, au moment de la demande d'annexion, le Comité, pour obtenir les faveurs de la Convention, « vu le besoin d'armes », avait pris le 16 juin 1793, la délibération suivante, attestant ainsi son patriotisme et sa haine contre tout ce qui rappelait le vieux régime.

Sur ce qui a été exposé au comité par l'un de ses membres.

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, 1^{er} cahier, f. 26.

qu'il subsiste sur le toit d'une tour dépendante des biens possédés par les ci-devant Bénédictins de Charlieu, une statue de hauteur d'environ cinq pieds, en plomb, placée par l'orgueil monacale ; que la ci-devant église des Bénédictins, ainsi que celle des expénitents, servent d'entrepôt de vin, quoiqu'elles ne soient pas en fermage ; considérant qu'aux yeux d'un républicain, le signe de la féodalité est un *monstre*, considérant d'un autre côté que les deux bâtiments qui servaient d'église aux ci-devant Bénédictins et aux pénitents doivent être affermés dans les formes établies, le comité a arrêté que la municipalité sera invitée à statuer sur ce qui suit :

1^o La statue en plomb dont il a été parlé, vulgairement appelée Jacquemart, sera déposée dans la maison commune pour être fondue et réduite en balles au profit de la commune ;

2^o Que le district sera invité à faire procéder le plus incessamment possible à l'affermage ou à la vente des ci-devant églises des Bénédictins et des Pénitents.... (1).

La salle du Comité de surveillance n'était fréquentée que par les membres qui le composaient. Les réunions étaient privées et les délibérations devaient rester secrètes, comme il convient à des membres dont la mission était la surveillance et la délation des suspects.

Cette salle, démunie de tout emblème au début, fut ornée plus tard, selon les sentiments des membres, de « l'image de la Liberté et de celles de Marat, de le Pelletier et de Chalier ».

La liste des suspects y fut également affichée :

« Le Comité considérant qu'il est invité à travailler incessamment à cette opération (tableau des suspects)
 « pour que tous les bons citoyens puissent donner les renseignements qu'ils auront sur les détenus, arrête que
 « sur le champ lesdits tableaux seront affichés dans ladite
 « salle commune avec les noms des détenus, pendant trois
 « jours, et que tous les bons citoyens sont invités à lui
 « donner tous les renseignements qu'ils auront sur les

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, 1^{er} cahier, f. 6.

« personnes ci-dénommées, et qu'en suite il sera procédé
« aux opérations requises, et ont les membres signé :

« CUCHERAT, DREUX, POUGET, JALLEMON,
PATURAL, RONCHIVOL, ROMEUF » (1).

Ce tableau, renouvelé souvent et adressé à la municipalité, réclamait toujours une sanction. Pour que les citoyens ne puissent s'égarer en renseignements erronés, le Comité avait pris ses précautions ; il avait fait délivrer aux bons républicains une carte de civisme.

« Délibérant sur les précautions qu'il convient de prendre contre les malveillants pour la tranquillité de cette commune, le Comité estime qu'il doit être délivré des cartes de sûreté aux francs républicains, portant d'un côté, liberté, égalité, République une et indivisible, avec un sceau portant l'emblème de la liberté, et autour surveillance de la commune de Charlieu ; et de l'autre côté, le signalement du citoyen à qui la carte sera délivrée... » (2).

A l'époque des arrestations en masse et journalières des suspects, le Comité fit changer le nom de Charlieu en celui de Chalier, conventionnel tué à Lyon au début de l'insurrection. Dans plusieurs lettres et délibérations, les membres de la municipalité, du Comité et de la société populaire, se sont servi de cette appellation, qui ne dura pas.

Les membres du Comité tenaient à la considération de Javogues et des commissaires du Comité général de la Convention. Lapalus et Evrard, étant venus à Charlieu « le 17 frimaire », ils furent reçus par le Comité tout entier « au milieu des plus vifs applaudissements et des cris mille fois répétés : vive la République, vivent les Montagnards »...

« Sur la motion faite par plusieurs membres, la société déclare que les citoyens Lapalus et Evrard rendent des services énergiques à la chose publique, qu'ils ont

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, 2^e cahier, f. verso 28.

(2) — — — 1^{er} cahier, f. 26.

« balayé des montagnes du Beaujolais et dans les envi-
« rons, les aristocrates, les égoïstes, les modérés, les fé-
« déralistes ; qu'ils ont tué le fanatisme. En conséquence
« la société leur témoigne à l'unanimité la satisfaction
« qu'elle ressent de les posséder dans son sein, et de ce
« qu'ils ont mis la terreur à l'ordre du jour ; arrête en
« conséquence que le baiser fraternel leur sera donné par
« le président... » (1).

Non contents de cette ovation et de ce témoignage de reconnaissance, les membres du Comité adressèrent « le 23 frimaire » une lettre de félicitations à Lapalus et à Evrard, montrant leur joie « des mesures vigoureuses qu'ils ont prises pour le salut public » et en envoyèrent un extrait « au Comité de sûreté général de la Convention nationale » (2).

Ce Comité de surveillance, avec ses pouvoirs et l'appui de Lapalus eut une puissance manifeste et tyrannique sur les corps constitués de Charlieu et sur les habitants. Cependant, ne se jugeant pas assez fort pour lutter contre les ennemis de la Révolution, il réforma, avec l'appui de la municipalité la Société Populaire qui lui porta aide.

La première Société Populaire, qui avait été fondée le 4 janvier 1791, avait cessé de fonctionner depuis un certain temps. Les amis de la Révolution jugèrent utile de la reformer sur des bases plus républicaines. Dans ce but, le Conseil municipal et le Comité de surveillance prirent « le 15 septembre 1793 » la délibération suivante pour la création de la nouvelle société :

Nous maire et officiers municipaux et membres du conseil général de la commune, réunis avec le comité de surveillance du dit lieu, à la maison commune, en séance publique et permanente, considérant que dans les circonstances où se trouve la République, il est important d'en surveiller les ennemis avec le plus grand scrupule. Considérant que la société populaire, établie

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 399, f. 11.

(2) — — 396, 2^e cahier, f. 15, verso.

dans cette commune, a suspendu ses séances depuis le 14 avril dernier, parce que les souscripteurs de cette société n'avaient pas continué le paiement de la dépense qu'elle nécessitait ; considérant que pour le salut de la République il est nécessaire que la société populaire de cette commune soit promptement rétablie, a arrêté, que la dite société populaire sera continuée, à compter de ce jour ; qu'à cet effet, les citoyens seront invités à se réunir en société populaire ; que pour cela ils seront agrégés sur un registre qui sera tenu à ce sujet par le citoyen Cucherat, secrétaire du comité qui demeure ; que le nombre des citoyens ne sera point déterminé. Arrête en outre que les citoyens de cette commune seront invités lors de leur agrégation, à contribuer aux dépenses que pourra nécessiter la dite société, soit pour le paiement des journaux qui seront lus, soit autrement, et que la société portera le nom de *Société des amis de la Liberté, de l'Égalité et de la République, une et indivisible* ; sauf à la société à établir ensuite les règlements qu'elle croira convenables à l'effet de quoi... (1).

La société populaire fut ainsi reconstituée et vint donner son appui au Comité de surveillance. Elle n'était pas une société fermée ; tous les républicains, citoyens et citoyennes pouvaient assister aux séances, les jeunes gens même n'ayant pas encore l'âge de 14 ans, comme il est arrêté dans une délibération du 18 frimaire :

« Sur la proposition d'un membre appuyé, la Société a
« rapporté son arrêté qui rejetait du sein de la salle les
« enfants qui n'avaient pas 14 ans révolus ; la Société a
« unanimement arrêté qu'ils entreraient dans le fond du
« local, et là, qu'ils seront sous l'inspection d'un censeur
« spécial. Défenses leur sont faites de prendre part aux
« diverses délibérations de ladite Société ; il leur est
« pareillement défendu de manifester leurs vœux aux
« propositions qui se feront, soit en approuvant ou en
« improuvant, sous peine à celui d'entre eux qui se per-
« mettrait de parler ou de se lever quand le président
« mettra aux voix, d'être chassé de la Société... » (2).

(1) *Reg. mun. Charlien* 1792 à l'an II. f. 94.

(2) *Arch. d'p. Reg. L.* 401. f. 32.

Le siège de la société était l'ancien prétoire de l'Abbaye des Bénédictins. La salle des réunions était assez spacieuse, mais mal distribuée. Pour y remédier, on résolut de construire des gradins « pour que ladite salle puisse contenir tous les membres, et qu'ils y soient assis, et empêcher la confusion qui y existe dans ce moment » (1).

Malgré les gradins, la salle était trop petite « pour la « quantité des citoyens et citoyennes » qui venaient de « plus en plus nombreux assister aux séances. On résolut « son agrandissement, et « le 8 ventôse 1793 »... « un « membre a observé qu'un grand nombre de citoyennes « qui désiraient assister fréquemment aux séances de la « Société, en étaient souvent privées, parce que la tribune « destinée à leurs places était trop petite ; il a proposé de « faire allonger la tribune jusqu'au fond de la salle... » (2).

Cette demande fut acceptée de suite et un registre fut ouvert pour recueillir les souscriptions nécessaires pour cet agrandissement.

Comme la salle du Comité de surveillance, celle de la société populaire avait besoin de quelques décorations. Le 10 Pluviôse, an II, « sur la motion d'un membre, la Société arrêta que le trésorier est autorisé à faire l'acquisition de différents emblèmes, la Liberté particulièrement, les Droits de l'homme, et les portraits de Marat, le Pelletier et Chaliier, pour décorer le sein de cette salle » (3). Mais par contre, elle arrêta, le 25 Floréal, que la tribune où sont entendus les pétitionnaires, serait changée, et qu'à sa place serait un gradin, attendu que ladite tribune représente et est précisément celle où les ci-devants prêtres prêchaient l'erreur et le mensonge » (4).

Les séances n'étaient pas toujours à l'abri du bruit et du tapage que faisaient les assistants. Le 13 Brumaire, un membre s'en plaint : « le bruit qui se fait journellement

(1) Arch, dép. *Reg. L.* 400, f. 1 et 2.

(2) — — — — 400, f. 25, verso.

(3) — — — — f. 14, verso.

(4) — — — — f. 54.

dans cette Société, provient de la mêlée entre les garçons et filles... Ils interrompent souvent le lecteur ; je demande que toutes les femmes sans exception (aient) à se mettre au lieu qui leur est destiné, ainsi que ceux qui sont agrégés, à entrer dans le sein de la salle » (1).

A l'exemple des femmes sans-culottes de Paris, qui assistaient en tricotant aux séances des Clubs de la Convention, celles de Charlieu croyaient de bon ton de travailler à des ouvrages manuels pendant les séances. Mais à ce propos « un membre demande la parole, et s'étant plaint de ce que « les citoyennes qui se placent dans les tribunes... s'occupent à travailler au lieu de profiter de la lecture des lois « et de la discussion des droits du peuple..., l'Assemblée « consultée a arrêté que défenses sont faites aux citoyennes de travailler dans l'enceinte de ladite salle, et qu'il leur est enjoint de prêter leur attention aux différentes « discussions ; et arrêté de la Société d'observer le plus « profond silence » (2).

Malgré les arrêtés et les règlements il se produisait souvent des troubles dans la salle, et le bureau fut dans ces circonstances obligé de sévir contre les perturbateurs. « Je vois avec peine, dit un citoyen, que des membres et notamment le citoyen Simon fils, se permettent de plaisanter sur ces objets. Je demande la censure contre le citoyen Simon fils » (3).

Le « 4 Frimaire de l'an II », trouble provoqué par le citoyen « Jean-Louis Barnaud de la rue Mercière ». Ce citoyen, est-il dit, « commet journellement les scandales les plus affreux et ôte le repos à tous ses voisins et autres, tant par son ivrognerie qu'autrement » (4).

Après la réaction thermidorienne, la Société populaire eut à sévir contre Jacques Maissonade qui, en pleine séance, se servit « de termes impropres et obscènes, blessant la

(1) Arch. dép. Reg. L. 401, f. 28, verso.

(2) — — — 400, f. 45, verso.

(3) — — — 401, f. 31.

(4) — — — — f. 10.

décence et scandalisant la société » (1), et contre le citoyen Alesmonière dit Démonin. Ce citoyen, le 4 frimaire an III, « a été nommé lecteur à l'effet de lire les feuilles politiques, et par sa manière de lire, il excitait les rires les plus immodérés, et a blasphémé le nom de Dieu. Un membre a demandé qu'il soit censuré. Il a répondu audacieusement qu'il s'en *foutait*. Alors la Société, instamment indignée, a demandé son expulsion à perpétuité de ladite Société. Le délinquant a éteint les chandelles de la tribune et a froissé tellement les feuilles, qu'elles étaient presque illisibles ; de même il a persisté à vouloir demeurer parmi les citoyens paisibles. Les censeurs ont employé la force et l'ont mis hors du sein de la salle. D'après ce, le calme a reparu et la Société a arrêté de rechef à l'unanimité que le citoyen Alesmonière, dit Démonin, était rejeté de la Société... » (2).

La prudence exigeait parfois l'épure de la Société qui pouvait contenir des membres d'un républicanisme douteux. C'est le cas de citer le vers suivant, plein d'actualité sous la Convention :

« Un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure. »

D'après un arrêté, on devait procéder à l'épuration tous les trois mois, et « quand il y avait nécessité ». On nommait 12 membres probes et bons sans-culotte, qui formaient le comité d'épure, et de présentation des nouveaux membres.

Ce comité n'était pas toujours partial. Les haines particulières et la jalousie jouaient un grand rôle.

Nous rapportons ici quelques-uns de ces examens d'épuration : « Le huitième jour de la 2^e décade du second mois de l'an II..., chaque scrutin appliqué à chaque citoyen, il en est résulté que de tous les citoyens inscrits sur le registre..., les citoyens Nobis, président de cette Société, Boutouge, juge de paix, et Chabrier père, greffier, ont été

(1) Arch. dép. Reg. L. 401, f. 31, verso.

(2) — — — — f. 31.

rejetés de ladite Société » (1), jusqu'à plus amples informations.

Le comité d'épurement « a pensé que le citoyen Claude-Marie Andriot devait être rejeté comme insouciant, égoïste, qui n'a jamais rien fait pour la chose publique » (2)

Nous pourrions multiplier les citations dans ces séances d'épurement où chaque fois quelques membres étaient accusés « d'incivisme ou de ne pas marcher avec assez de zèle dans le chemin de la Révolution ».

Les premiers temps de la Société reconstituée, ses membres siégeaient coiffés du bonnet rouge. Cependant le 1^{er} décadi de Floréal de l'an II, « Un membre obtint la parole et dit : Citoyens, par un article du règlement les membres composant le comité de correspondance de cette Société doivent être décorés du bonnet rouge pendant les séances ; sans doute, il est honorable pour un vrai républicain d'être paré de cet attribut des hommes libres ; mais bientôt les ennemis de la Révolution l'employèrent pour se cacher et assassiner la liberté. Ce fut pour cette raison que la liberté du costume fut établie par la loi et que l'on se défia de ces hommes pervers qui s'étaient affublés du bonnet rouge. Un ami de la Révolution doit être connu et jugé par ses actions. Je propose donc à la Société de reporter son arrêté, et à ce qu'il soit permis aux membres qui tiendront le bureau et la correspondance de la Société, de se décorer, et ils aviseront, à l'exception cependant du président qui restera paré du bonnet rouge pendant la séance.

« Ces propositions ayant été appuyées ont été adoptées » (3).

Quant aux simples assistants, ils devaient tous être parés de la cocarde, à moins d'expulsion. « Ce jourd'hui, 11 Germinal de l'an II..., un membre a dit : Citoyens, il existe un décret qui enjoint aux citoyens et citoyennes de porter la

(1) Arch. dép. *Reg.* L. 399, f. 4 et verso.

(2) — — — 400, f. 50.

(3) — — — — f. 48, verso.

cocarde nationale. Je me suis aperçu avec indignation que des citoyennes de cette commune s'introduisaient dans notre Société sans être décorées de la cocarde nationale. En conséquence, je demande que le décret soit exécuté et que les citoyennes, qui se rendront à la Société sans être décorées de la cocarde nationale, soient mises hors de la Société et dénoncées aux autorités constituées, pour être punies de désobéissance aux lois » (1).

Décorés de la cocarde nationale, en face des présidents coiffés du bonnet rouge, les citoyens et les citoyennes restaient hypnotisés par les belles espérances de liberté, d'égalité et de fraternité, contenues dans les décrets et les proclamations de la Convention. La lecture faite et commentée avec conviction, transportait les cœurs, et quand la séance prenait fin, tous les assistants entonnaient d'allégresse « l'hymne chéri de la Liberté ».

Cependant après la chute de Robespierre, les esprits étant moins enthousiasmés, les fidèles des séances négligeaient parfois ce chant républicain. Ils furent rappelés à l'ordre. Le 8 Fructidor an II « un membre a obtenu la parole et a dit « Citoyens, frères et amis, je vois avec peine que partie des membres de la Société se permettent de sortir des séances avant qu'elles soient levées et que l'hymne de la Liberté soit chanté. En conséquence je demande qu'à l'avenir aucun membre ne sorte de la Société avant que l'hymne chéri de la Liberté soit chanté ». La proposition fut acceptée, et la séance levée « aux cris de vive la République, vive la Montagne, mort aux conspirateurs ! » (2).

Les séances de la Société populaire étaient suivies non seulement par les citoyens et citoyennes, et par les jeunes gens, mais souvent par les enfants de l'école. Le citoyen Cartelier, instituteur, se présentait une fois par décade à la réunion avec plusieurs de ses élèves, et demandait l'admission de « ces jeunes citoyens ». C'est ainsi qu'un jour « plusieurs d'entre eux, les citoyens Beraud, Alesmonière

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 400, f. 38.

(2) — — — 401, f. 13.

et Jacquemin, après avoir successivement obtenu la parole, ont récité à la tribune la superbe déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Ces différents récits ont été reçus avec les plus vives sensations au milieu des applaudissements. La Société accorde la mention honorable à ces jeunes citoyens et le baiser fraternel » (1).

En présence du zèle des écoliers, le citoyen Garnier, dans l'intention de les encourager mieux dans les principes du bon républicanisme, proposa de créer des récompenses pour les plus méritants. « Le 30 Messidor an II », il soumit à la Société « le plan » que nous relevons : « Il est incom-
« préhensible, dit-il, le génie qui, dirigeant la Convention
« Nationale, a amené par elle, avec une rapidité heureuse,
« la Révolution au complet où elle se trouve. Mais tandis
« que la Convention achève de fonder notre bonheur sur
« des bases immuables, il y a quelque chose de si grand
« dans ses travaux immenses, que rien ne lui échappe.
« Dans les objets de sa sollicitude, elle a placé pour les
« jeunes citoyens, intéressant espoir de la Patrie, une loi
« sublime, réglé la matière, l'ordre et la forme de bonnes
« études pour les approprier sous tous les rapports au
« gouvernement républicain. Les écoles primaires, qui
« remplissent cet objet, vont être impunément organisées,
« d'après le plan sur les écoles primaires. Un enfant, en
« ouvrant les yeux, doit voir la Patrie, et jusqu'à la mort,
« il ne doit plus voir qu'elle : tous vrais républicains,
« suçant avec le lait de sa mère l'amour de la Patrie, c'est-
« à-dire, des lois et de la liberté. Cet amour fait toute son
« existence. En attendant ce bienfait la Société populaire,
« toujours surveillante sur les intérêts de la Patrie, a
« arrêté qu'on lui présenterait un mode pour encourager
« les jeunes citoyens dans l'étude des principes républi-
« cains.

« Le comité nommé pour cela n'a pas cru devoir s'en
« tenir à vous présenter le mode de récompenses qu'il a

(1) Arch. dép. *Reg. L. 400*, f. 61 r. verso.

« arrêté; il pense qu'aujourd'hui, en apprenant à lire aux
« enfants qui ne sont pas encore parvenus à l'adolescence,
« on doit leur faire lire uniquement des choses de leur
« pays, qui peuvent le plus toucher leur jeune cœur, et
« faire l'application de leur esprit. Ainsi un enfant, à dix
« ans, doit connaître les productions de son pays; à
« douze, tous les départements, tous les chemins, toutes
« les communes; à quinze, on doit lui enseigner l'histoire
« et les lois, afin qu'il n'ait les yeux ouverts que pour sa
« patrie, et que le feu sacré de la liberté constitue sa vie.

« Je suis chargé de vous proposer, au nom de votre
« comité, d'inviter les instituteurs à suivre les idées qui
« viennent d'être indiquées.

« En ce qui touche le mode de récompenses, le comité
« me charge de vous proposer l'arrêté suivant, la Société
« voulant contribuer, autant qu'il est en elle, à étendre
« l'esprit public et à former les jeunes citoyens à l'étude
« des principes républicains, en attendant l'organisation
« des écoles primaires :

« Arrête que ceux des jeunes citoyens qui réciteront le
« mieux les Droits de l'homme, les Maximes, les traits
« d'héroïsme du pays, et en un mot tous les principes
« républicains, recevront de la Société populaire un gage
« de satisfaction et de fraternité, soit en un sabre, soit
« en une médaille, ou des livres renfermant les grands
« principes du gouvernement. La Société décidera à quels
« citoyens l'une de ses marques de sa joie sera donnée.

« En conséquence il sera fait achat par le trésorier de la
« Société, de sabres et autres livres, analogues au présent
« arrêté. Il sera frappé des médailles sur cuivre, portant
« d'un côté, un sans-culotte armé d'une pique, de l'autre
« un emblème de la Liberté, avec ces mots : *à la vertu et*
« *à l'étude zélée des principes républicains, Reconnaissance est due.* Les médailles seront suspendues par un
« ruban tricolore. A chaque fête civique, les jeunes ci-
« toyens seront décorés du témoignage honorable que la
« Société leur aura accordé.

« Sur quoi, la Société consultée a adoptée à l'unanimité

« le plan entier de son comité, à l'exception de la récompense du sabre qui demeure rapportée; arrêté en outre qu'il y aura un concours, tous les derniers décadi de chaque mois, entre les jeunes citoyens de cette commune. Ce concours sera public; il portera sur l'exercice des armes et sur le récit des maximes, des traits d'héroïsme et autres principes propres au gouvernement républicain » (1).

La Société s'était déjà occupée de donner aux jeunes républicains la science du maniment des armes, et de les préparer ainsi à l'art de la guerre. Précédemment, dans la séance du « 8 Ventôse, an II, un membre s'était exprimé ainsi sur ce sujet : « Citoyens, frères et amis, dans une république, tous les citoyens sont et doivent être soldats; il est donc un devoir sacré pour les pères et mères de faire instruire leurs enfants aux évolutions militaires.

« A l'instant se sont présentés les citoyens Perroux cadet et Pion, qui se sont offerts à donner gratuitement aux jeunes citoyens les premiers principes de l'exercice militaire. La Société a vivement applaudi au zèle et au généreux dévouement de ces deux républicains, et a arrêté que la municipalité est invitée d'employer tous les moyens qui sont en son pouvoir, pour engager les pères et mères à envoyer leurs enfants, depuis l'âge de douze ans, jusqu'à dix-huit ans, aux exercices qui seront ouverts... » (2).

La Société populaire, pour avoir plus d'autorité, et ne pas rester isolée dans ses efforts en faveur de la Convention et de la Nation, demanda et obtint son affiliation à la Société mère des Jacobins de Paris « qui par son zèle et son courage, est-il dit dans la demande, s'est montrée digne défenseur en nous débarrassant d'un gouvernement tyrannique pour y substituer le régime des lois et de la liberté » (3).

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 400, f. 74 verso et 75.

(2) — — — — f. 25 verso et 26.

(3) — — — — f. 11 verso.

Avec le comité de surveillance, la Société populaire dirigeait la ville, surveillait les suspects, entretenait « l'amour sacré de la Patrie », s'occupait avec la municipalité à atténuer la disette, et à venir au secours des malheureux. Elle s'employait également, par tous les moyens en son pouvoir, à recueillir les vêtements indispensables « aux braves défenseurs de la Patrie ». Elle alla même jusqu'à équiper à ses frais « un cavalier monté ».

Le citoyen Badet s'offrit d'abord pour être ce cavalier ; mais ayant donné « sa démission » quelques jours après, « le citoyen Déchézeaux fils cadet, ancien militaire dans les dragons », s'offrit pour le remplacer. « La Société voulant se conformer à la bonne volonté et faire don d'un cavalier dans le cas de se battre et d'exterminer tous les tyrans », appelle dans son sein ledit Déchézeaux, « applaudit à ses sentiments, lui donne le baiser fraternel et la mention honorable » (1).

Pour prouver le patriotisme et la générosité de la Société populaire, nous donnons ici la copie d'un récépissé des dons faits par elle pour les volontaires.

« Je soussigné reconnais que les citoyens Coignet et
« Eustache, commissaires nommés par la Société de Char-
« lieu, ont déposé dans les magasins de l'administration
« du district de Roanne, une balle contenant deux cent
« quinze chemises, vingt-cinq paires de bas, cinq habits,
« une veste, une culotte, quatre paires de guêtres, deux
« sacs de toile, dix paires de souliers, vingt gibernes, le
« tout destiné pour nos braves défenseurs de la Répu-
« blique.

« Roanne, le quatre Germinal an II de la République,
« une, indivisible et impérissable.

« Signé : LAVAGUE, garde-magasin du directoire » (2).

Nous pourrions multiplier ces preuves de patriotisme,

(1) Arch. dép. Reg. L. 400, f. 18 et verso.

(2) — — — — — f. 35 verso.

qui d'ailleurs furent reconnues par la Convention, dans « six extraits de procès-verbaux de la Convention Nationale, « qui attestent les mentions honorables des dons faits à « la République, par les citoyens de la Société populaire « de Charlieu, de son dévouement à la chose publique, en « la félicitant sur ses glorieux travaux et sur les diffé- « rentes trames qu'elle a déjouées » (1).

Avec la fin de la Convention, cessèrent les rôles du Comité de surveillance et de la Société populaire de Charlieu.

§ 6.

Charlieu fournit les recrues pour combattre l'insurrection de Lyon. — Réquisitions nombreuses. — Suspicion. — Obligation de monter la garde jour et nuit. — Création du département de la Loire. — Prise de Lyon et guerre aux fugitifs.

Après cet aperçu succinct sur le calendrier républicain et sur les sociétés de Charlieu, nous reprenons la marche des événements révolutionnaires.

Si le canton de Charlieu, en s'annexant au département de Saône-et-Loire, échappa à la révolte et aux massacres de Lyon, il ne put échapper aux réquisitions nombreuses qui lui furent imposées. Par sa proximité du département de Rhône-et-Loire, il fut obligé, plus que tout autre canton, de concourir à la lutte contre les révoltés, ses anciens frères dont il partageait en général les idées et les sentiments. Pour s'éviter la vengeance de la Convention et de Javogues, il fit sans doute un acte habile par cette annexion ; mais accomplit-il un acte courageux et honorable ? Cette défection égoïste ne mérite guère les éloges de l'histoire.

Marcigny, nouveau district dont dépendait Charlieu, invita, comme nous l'avons déjà dit, la municipalité de cette

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an III an IV, f. 52.

ville, à sa fête civique, « où devaient se resserrer les liens de la Fraternité ». Il avait déjà pris un arrêté, le 8 août, concernant le contingent des hommes à fournir par la ville de Charlieu pour aller combattre les rebelles de Lyon. Ce contingent fut fixé à six hommes que la municipalité, docile à l'arrêté de son nouveau district, désigna par la voie du sort, et qui se rendirent à Marcigny pour être incorporés.

Le 22 août, sur un décret de la Convention, le Conseil est dans l'obligation d'envoyer aux fonderies les trois cloches de Saint-Philibert, ne conservant que « celle qui sonne les heures ». La Convention, pour sa défense et celle de la nation, avait besoin de canons et d'armes de guerre. Pour confectionner ces dernières, Charlieu envoya encore à Marcigny « les battants et autres fers » provenant du clocher de la commune, ainsi qu'une vieille horloge et sa cage provenant de l'église « du ci-devant prieuré », avec une petite cloche déposée à la maison commune.

Le 26 août, sur lettre des administrateurs de Marcigny, et au nom du Pouvoir exécutif, le Conseil de Charlieu est obligé de prendre une délibération concernant les réquisitions demandées pour la troupe.

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ :

1° Que tous les chevaux de selle et voitures de cette commune, sans distinction quelconque, sont mis en réquisition pour le transport des troupes de la garnison de Valenciennes, qui doivent passer à Charolles pour se rendre à Mâcon :

2° Que défenses sont faites à tout particulier, sous aucun prétexte, d'évader celui ou ceux qu'il aura, excepté les juments prêtes à mettre bas ou ayant de très jeunes poulins :

3° Que tous les voituriers et voitures sont mis en état de réquisition pour marcher au premier ordre :

4° Que les propriétaires des chevaux et voitures seront tenus de pourvoir à la subsistance des chevaux qu'ils fourniront, n'étant pas possible de leur faire fournir l'étape, auxquels il sera accordé une indemnité pour cet objet ;

5° Que lesdits propriétaires, sur leur responsabilité, sont obligés et spécialement chargés de pourvoir à la subsistance des chevaux ;

6° Que les propriétaires desdits chevaux et voitures fourniront les harnais tant pour les chevaux de selle que de voitures ;

7° Que tous les dits propriétaires de chevaux de selle et de voiture seront tenus dans ce jour, de se rendre à la maison commune sous les quatre heures de relevée pour y faire leur déclaration de leurs chevaux et voitures ;

8° Seront pareillement tenus de conduire demain, vingt-sept de ce mois, à neuf heures du matin, à la place du ci-devant prieuré de cette ville, tous les dits chevaux et voitures pour faire la visite des harnais, tant des chevaux de selle que de voitures ;

9° Enfin, que le présent arrêté sera lu, publié et affiché à la maison ordinaire...(1)

Cette réquisition eut son effet le 29 août. Les propriétaires, avec leurs chevaux et leurs voitures, se rendirent à Digoin pour le transport de 3.500 à 4.000 hommes de troupe.

Outre ces diverses réquisitions, Charlieu fut astreint à bien d'autres obligations onéreuses. Ainsi le 30 septembre, sur la demande du district de Marcigny, le Conseil arrêta de dresser « une liste des tailleurs, ouvriers, ouvrières en couture, à l'effet de faire confectionner des vêtements pour les volontaires de la République ».

Le 7^e jour, premier mois de l'an II, nouvelle réquisition de chevaux, habillements, avoine, etc. Réquisition encore de foin, paille. Toujours dans le même mois, réquisition de voitures pour conduire fourrage et avoine à La Clayette et à Mâcon « pour les frères d'armes de la République ».

Toutes ces réquisitions amenèrent sans doute bien des misères ; mais ces misères ne furent pas les seules qu'eut à supporter la ville de Charlieu. Les temps troublés, la guerre civile de Lyon, suscitèrent encore une suspicion haineuse au sein des habitants qui voyaient des ennemis partout, suspicion qu'augmenta la délibération du Conseil, le 11 septembre, an II. « Le Conseil général de la commune, le « Comité de surveillance et l'état-major de la garde « nationale de cette ville réunis, assemblés à la maison « commune en séance publique et permanente, le procureur de la commune a dit que les citoyens de cette « ville, ayant pris en considération les dangers que cette « commune peut courir relativement à la révolte de Lyon, « qui peut occasionner des brigandages ; que pour les « éviter, il serait à propos de monter la garde nationale

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 92.

« pour surveiller les malveillants ; que cette réquisition
« paraît prudente et sage, en prenant les précautions nécessaires pour la sûreté publique ; pourquoi il requiert
« à ce qu'il soit arrêté par les corps constitués réunis, que
« la garde nationale de cette ville soit tenue de monter la
« garde toutes les nuits, à commencer vendredi prochain,
« depuis six heures du soir jusqu'au lendemain six heures
« du matin, et que, pendant la journée, ladite garde demeure en permanence jusqu'à la nouvelle garde montante, et suivant la consigne qui leur sera donnée par
« la municipalité et a signé, NOBIS. »

Et selon la réquisition du procureur, les corps constitués arrêterent « ...que la garde sera montée pendant la nuit par neuf fusiliers, un officier, un sergent et un caporal... » (1). Cette délibération visait surtout les suspects.

Si Charlieu, grâce à son annexion au département de Saône-et-Loire, n'eut pas à souffrir des horreurs de la guerre civile qui ensanglanta la ville de Lyon, il ne put échapper, comme nous venons de le voir, aux charges écrasantes des réquisitions et aux dénonciations contre les suspects, qu'une inimitié ou un intérêt quelconque faisaient naître. L'arrêté de Javogues, la création d'un comité de surveillance troublaient les habitants paisibles, tous ceux dont le passé était entaché de modérantisme, les amis de l'ancien régime surtout.

La Convention redoublait de violence et cherchait tous les moyens pour écraser l'insurrection de Lyon. Pour arriver plus facilement à ce but, les représentants divisèrent le département de Rhône-et-Loire, et formèrent celui de la Loire, en réunissant tout le Forez avec les districts de Saint-Etienne, de Montbrison et de Roanne, et en reprenant au département de Saône-et-Loire, les cantons de Charlieu et de Belmont.

Cette formation d'un nouveau département avait pour

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 94.

but d'enlever à Lyon une partie importante de son territoire, duquel il tirait force et puissance pour la lutte.

Feurs fut choisi pour chef-lieu du département de la Loire, et Charlieu fut incorporé dans le district de Roanne, après avoir fait partie, pendant quelques mois seulement, du département de Saône-et-Loire.

L'arrêté créant le département de la Loire est du 12 août 1793 ; mais ce n'est qu'à partir du 19 novembre que Charlieu fait réellement partie du nouveau département dont il va suivre désormais les vicissitudes.

Par cette division et par des mesures énergiques qu'employa la Convention, le siège de Lyon fut facilité et Kellermann put enfin se rendre maître de la ville.

Après des atrocités regrettables, l'armée républicaine entra le 9 octobre dans la cité lyonnaise ; elle y établit le gouvernement révolutionnaire et le régime de la Terreur, en commettant les atrocités que rapporte l'histoire. Les rebelles vaincus furent dénoncés et poursuivis non seulement à Lyon, mais partout où ils avaient pu trouver un refuge pour se soustraire à la mort.

Le Comité de surveillance avait reçu l'ordre de dénoncer et arrêter les fugitifs lyonnais ; pour plus de précaution, le district de Marcigny dont dépendait encore Charlieu, malgré l'arrêté du 12 août, adressa aux communes la proclamation suivante :

CITOYENS COMPATRIOTES,

Votre comité de surveillance vient de recevoir sur l'heure une lettre du district de Marcigny, datée du jourd'hui (11 octobre) annonçant la prise de Lyon, et dans laquelle on prévient que trois mille émigrés ou prêtres réfractaires, ont fait une trouée du côté de la Bourgogne. Citoyens, il est dangereux que ces ennemis implacables, se répandant dans les campagnes, se portassent sur notre territoire. Si le malheur nous arrivait, ces dit scélérats exerceraient toutes les atrocités réservées à leur barbarie. Mais plus le danger est menaçant, plus il est prudent d'être calmes. Votre comité de surveillance appelle votre zèle civique et votre tranquillité, et vous conjure, au nom de la Patrie, de vous tenir prêts à marcher au premier signal, et d'exercer une active vigilance pour prévenir toute surprise. L'horreur que ces brigands inspirent, est un sûr garant que vous seconderez les moyens auxquels votre comité doit aviser pour notre sûreté.

Arrête en outre que dès cet instant la garde sera montée nuit et

jour, et une sentinelle placée à chaque porte d'entrée de cette ville. ensemble dans les autres endroits qui seront jugés convenables par le commandant de la force armée ; à l'effet de quoi le présent arrêté sera de suite remis à la municipalité pour le faire exécuter sous sa responsabilité, et une semblable copie notifiée au commandant de la force armée... (1)

§ 7.

Javogues et Lapalus. --- Décret de destruction de la ville de Lyon. — Arrêté contre Montbrison et les châteaux. — Etat de guerre. — Saisie des objets du culte. — Réquisition des ustensiles de cuivre et réquisitions diverses. — Fabrique de salpêtre. — Taxe sur les riches. — Biens sous séquestre. Dépréciation des assignats.

Javogues, disciple ardent de Babeuf, avait de plus que lui le sentiment de la vengeance. Durant sa mission, le pays fut soumis au régime de la terreur, et malheur à celui qui lui était dénoncé. Il ne vint pas à Charlieu, mais il était dignement représenté dans la région, par Lapalus, de Mardore, qui resta pendant la dictature de ce triste personnage, investi de toute sa confiance, ainsi que de celle du Comité de surveillance et de celle de la société des Amis de la Liberté et de l'Egalité.

En se retirant à temps de l'insurrection de Lyon, Charlieu n'eut pas à supporter la vengeance de Javogues et de la Convention, vengeance qui s'exerça terrible sur la cité lyonnaise. Les conventionnels prirent contre cette ville, « le vingt-unième jour du premier mois de l'an II », un décret portant « que la ville de Lyon sera détruite et son nom effacé du tableau des villes de la République » (2).

Si Lyon ne subit pas le sort que la Convention lui destinait, elle fut ensanglantée par des exécutions en masse que Javogues et ses satellites ordonnèrent.

Le martyrologe de leurs victimes est long, comme l'attes-

(1) Arch. dép. L 396. 1^{er} cahier, comité surv. f. 38.

(2) Reg. Charlieu des décrets du 29 juillet au 4 pluviôse an II, f. 9, verso.

lent les registres de la ville, qu'il est douloureux de feuilleter.

Bien d'autres villes du département, ayant pris fait et cause pour Lyon, subirent une pareille vengeance. Parmi elles, il faut citer surtout Montbrison. Le 29 octobre, Javogues porta contre elle l'arrêté que nous citons ici :

Considérant qu'à la forme des décrets de la Convention, toute ville qui a trahi les intérêts de la République, et porté les armes contre elle, mérite d'être rayée du sol de la Liberté.

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} — Toutes les murailles et fortifications qui entourent la ville de *Montbrisé* seront rasées ;

ART. 2. — Il sera élevé sur leurs débris une colonne portant cette inscription :

La ville de Montbrisé fit la guerre à la Liberté, elle n'est plus, etc. (1).

Quelques jours après, on se mit à cette triste opération. Trouvant trop de lenteur dans l'accomplissement de cette destruction, Javogues, pour stimuler le zèle des ouvriers et des entrepreneurs, écrivit à la municipalité. « Il y a, disait-il, une grande mollesse relative à la démolition des maisons de Montbrison ; si vous trouvez que la main-d'œuvre ne presse pas assez la démolition, faites jouer la mine. Ayez attention que les maisons des patriotes ne souffrent aucun dommage » (2).

Grâce à cette lenteur, la ville ne fut pas détruite ; mais les murs d'enceinte furent en partie démolis.

Les châteaux « de luxe » du département furent également victimes de la vengeance de Javogues qui, ne pouvant l'assouvir dans le sang des émigrés, s'en prenait à leurs demeures.

Charlieu dut s'estimer heureux d'avoir échappé, par sa tactique habile, à ces représailles terribles. Mais il ne put se soustraire aux confiscations, aux arrestations arbitraires et aux persécutions religieuses ; et il continua de supporter

(1) *Histoire du département de la Loire*, Brossard, p. 239, vol. 2.

(2) — — — — — p. 280, vol. 2.

les réquisitions que l'état de guerre justifiait dans ce moment. Les troupes, se rendant dans les Alpes, traversaient la région. Il fallait subvenir à leur subsistance, même à leur habillement. Ainsi, le 6 frimaire, an II, le Conseil municipal « vu la saison et le dénuement des volontaires de la République, nomme deux commissaires pour faire confectionner par les citoyennes, gratuitement, des chemises, la commune fournissant la toile et le fil nécessaires ».

Pour les besoins de la nation, la Convention fit saisir les objets du culte et réquisitionner les ustensiles de ménage chez les habitants. « Ce jourd'hui, neuf frimaire, l'an II..., « le Conseil assemblé en séance publique et permanente, « lecture a été faite d'un arrêté du directoire..., en date « du 26 brumaire, portant entre autres choses que les « meubles et effets des temples, en or et en argent, comme « croix, burettes, calices, ciboires, statues, chappes, niches, galons de chasubles et tous autres ornements et « hochets sacerdotaux, ainsi que goupillons, bénitiers, « lutrins, lampes, chandeliers et autres ustensiles de « bronze et de cuivre, seront envoyés au directoire du district de chaque commune, et qu'il en sera fait un état « exact et détaillé par des citoyens choisis par les conseils « généraux des communes et pris dans leur sein. Et de « suite pour se conformer au sus-dit arrêté, ledit conseil « général de la commune l'a fait publier et afficher, et « pour en remplir les dispositions et faire l'état détaillé « de tous les effets mentionnés ci-dessus, il a choisi les « citoyens Alesmonière, maire, Bardet, officier municipal, « et Gerbet, notable, lesquels il a invités de s'occuper de « suite et sans délai, de former ledit état, et de le représenter lors de sa confection au sus-dit Conseil général, « et leur a pour cet effet, remis le sus-dit arrêté..... » (1).

Le 11 du même mois, les citoyens Adam et Gerbet furent chargés de transporter tous ces objets du culte au district de Roanne (2).

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 125.

(2) Voir l'inventaire, même reg., p. 126.

Voici la délibération du 13 frimaire sur la réquisition des ustensiles de cuivre, de cuisine et de ménage : « Lesdits
« maire et officiers municipaux prennent en considéra-
« tion l'extrait des registres des délibérations du Conseil
« général du département de la Loire, du 26 brumaire
« dernier, article cinq, portant que tous les citoyens du
« département sont tenus, sur la réquisition de leur muni-
« cipalité, d'apporter à la maison commune toutes les
« casseroles, coquemars, chenêts, tourtières et poisson-
« nières en cuivre, qui sont en leur pouvoir, à la charge
« par les municipalités, de délivrer à chaque citoyen des
« récépissés de la quantité et la qualité de toutes les ma-
« tières en cuivre, qui seront apportées à chaque munici-
« palité, lesquels récépissés seront acquittés sur les fonds
« que le ministre de la Guerre fera parvenir à chaque
« district, sur la réquisition du citoyen Hubert. Le pro-
« cureur de la Commune ouï en ses conclusions, ils ont
« arrêté que tous les citoyens de cette commune sont
« tenus d'apporter à la maison commune, dans trois
« jours, date de ce jour, toutes les casseroles, etc... » (1).

Le 26 pluviôse, nouvelle réquisition faite par le citoyen Filliat, commissaire pour le district de Roanne. Il est autorisé à requérir et préhender, pour le service de la République, « dans l'arrondissement du canton de Charlieu, de Belmont et Perreux, chez tous les citoyens marchands, les selles, brides, bridons d'abreuvoir, licols, mors, sangles, housses..., couvertures de laine, cordes à fourrage, bottes à l'écuyère, bottes à la hussarde, éperons, peaux de daims et moutons pour culottes, et culottes de peaux propres à l'équipement des troupes à cheval... » (2).

Et ces réquisitions se continuent impitoyables sur la ville. Le citoyen Chevalier, le 14 pluviôse, « en vertu des pouvoirs qui lui ont été donnés, requiert la municipalité de Charlieu de lui faire paraître tous les manteaux des citoyens aisés, afin d'en prendre quatre pour le service de la République ».

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 127.

(2) — — — — — f. 155.

Réquisition des cordonniers « pour la fabrication de souliers, pour les défenseurs de la Patrie », à partir du premier Nivôse jusqu'à la seconde décade de Pluviôse ; les délinquants devaient être condamnés « à la confiscation de leurs ouvrages et à une amende de cent livres ».

Le 16 Nivôse, Javogues délégué de Roanne « Constantin et Civeton, pour réquisitionner à Charlieu tous les chevaux de luxe, à l'effet d'entretenir une force armée en cavalerie, dont le but est d'assurer la tranquillité et l'ordre publics dans le département de la Loire, agité par la contre-révolution des riches et des fanatiques qui cherchent à affamer le peuple par les subsistances ».

Les derniers jours de Floréal et les premiers de Prairial, on recherche encore « les chevaux de luxe pour l'armée, et les cochons pour nourrir les défenseurs de la Patrie ».

Le 3 Prairial, réquisition de « vieux linges, drapeaux, chiffons, *pattes*, etc., pour les blessés ».

Nous arrêtons ici la nomenclature de ces réquisitions opérées par l'intermédiaire de la société populaire et de la municipalité. Fiers de leurs actes patriotiques, les membres de la société populaire donnèrent mission, le 31 Frimaire, à Garmier leur président, alors à Paris, « de se présenter à la barre de la Convention pour y exprimer leurs vœux et lui annoncer que la société a armé et équipé un cavalier, ainsi que les autres actes civiques faits par eux ».

Cette motion ayant été fortement appuyée, la matière mise en délibération, la société, levée en masse, arrête à l'unanimité que l'intrépide républicain Garmier demeure chargé et autorisé à se présenter à la barre de la Convention nationale, pour lui renouveler les félicitations de la société sur ce que, par ses glorieux travaux, elle a établi la république une et indivisible sur des bases immuables : comme encore pour l'engager à rester à son poste jusqu'à la paix ; dire à la Convention que la société a pris l'engagement d'exterminer tous les ennemis de la chose publique, et que le fanatisme a été tué dans notre commune, au point qu'il n'y a plus de prêtres, et que l'argenterie de l'église, les saints et autres signes superstitieux sont partis pour aller au creuset républicain ; annoncer que la société a armé et équipé un cavalier ;

qu'il a été ouvert des registres pour recueillir des chemises pour nos braves frères d'armes et pour soulager la classe infortunée de nos concitoyens ; en un mot exposer tous les autres actes civiques de la société et de la commune... (1)

La ville de Charlieu contribuait encore à la fourniture du salpêtre pour la fabrication de la poudre à canon. Les premiers fabricants du salpêtre nous sont indiqués par la délibération du 16 germinal, an II.

Le citoyen Brun cadet, membre de cette société, ayant obtenu la parole, a dit : Citoyens, frères et amis, par un décret de la Convention, toutes les communes sont autorisées et invitées à fabriquer le salpêtre, matière essentielle à la destruction des satellites des despotes. En vrais républicains et amis de la liberté, conjointement avec les citoyens Perroux aîné, Perroux cadet et Prat, nous avons monté un atelier pour la fabrication du salpêtre, et voici notre essai à l'instant déposé : deux vases contenant du salpêtre bien épuré ; et a offert, ainsi que lesdits Perroux et Prat, de continuer jusqu'à la destruction du dernier de nos tyrans.

Un membre ayant obtenu la parole a dit : Citoyens, frères et amis, vous voyez, ainsi que moi, l'empressement avec lequel les citoyens Perroux aîné, Prat, Perroux cadet et Brun cadet, quatre membres de notre Société, s'offrent de fabriquer du salpêtre, matière la plus essentielle pour la destruction de nos ennemis ; en conséquence, je demande que la société arrête la mention honorable de la conduite républicaine des citoyens Perroux aîné, Prat, Perroux cadet et Brun cadet.

La société consultée arrête la mention honorable de la conduite républicaine des citoyens Perroux frères, Prat et Brun cadet. (2)

Mais cette fabrique de salpêtre n'étant pas assez active dans ce moment de guerre, le conseil, dans sa séance du 13 Prairial, résolut de l'activer. « Considérant que tous les
« citoyens de la République ont le plus grand intérêt de
« fabriquer du salpêtre pour exterminer les tyrans, nos
« ennemis, considérant que la fabrique de salpêtre, établie
« dans cette commune, manque de bras pour cette fabri-

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 399, f. 12.

(2) — — 400, f. 40.

« cation qui doit être prompte et active, considérant qu'il
 « est nécessaire de prendre des précautions pour s'assurer
 « d'un nombre d'hommes chaque jour, pour aider les
 « salpêtriers à ladite fabrication, considérant enfin que
 « la Société populaire de cette commune nous invite
 « de faire appeler auxdits ouvrages, six citoyens de la
 « Garde nationale chaque jour, la matière mise en déli-
 « bération, l'agent national ouï, il a été arrêté que pour
 « accélérer la fabrication de salpêtre, six citoyens de la
 « Garde nationale de cette commune seront employés à
 « ladite fabrication chaque jour, à l'effet d'aider lesdits
 « salpêtriers à ladite fabrication. »

« A l'effet de quoi le commandant de la Garde nationale
 « est invité de faire trouver chaque jour six citoyens de
 « ladite Garde nationale ; et ce, par tour de rôle, à com-
 « mencer demain, 14 du présent, à l'effet de ce que dessus,
 « à l'atelier des salpêtriers, à peine par ceux qui s'y re-
 « fuseraient d'être regardés comme insoumis et suspects,
 « etc... » (1).

Cette fabrication subit un sabotage, et le 2 Floréal la société populaire ordonna des recherches contre les auteurs de cet acte malveillant et antipatriotique... « Un républicain
 « s'est plaint, est-il écrit dans la délibération, que des
 « malveillants cherchent à entraver leurs travaux, en fai-
 « sant écouler succinctement les eaux qu'ils déposent
 « dans des tonneaux pour la fabrication du salpêtre, en
 « enlevant plusieurs des *terrasses* destinées à recevoir
 « lesdites eaux ; sur quoi, l'assemblée saisie d'indignation
 « d'un pareil délit et désirant en découvrir les auteurs,
 « pour leur faire subir les peines qu'ils méritent, a arrêté
 « que la dénonciation faite en cette séance, du fait dont
 « il s'agit, sera envoyé au Comité de surveillance de cette
 « commune, avec invitation de poursuivre avec le zèle qui
 « lui est ordinaire, les auteurs du délit dont il est ques-
 « tion et de faire les recherches convenables pour les

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 191.

« découvrir, comme aussi, que les membres nommés par
« l'Assemblée pour veiller à la fabrication du salpêtre,
« sont également invités de se réunir et de prendre les
« renseignements nécessaires sur le délit qui vient d'être
« dénoncé par les salpêtriers... Et la séance a été levée à
« dix heures du soir; et ont le président et les secrétaires
« signé : **POUGET, PATURAL, DURET** » (1).

Toutes ces réquisitions qui pesaient lourdement sur la population avaient leur raison d'être. La Convention manquait des fonds nécessaires pour nourrir, habiller et équiper ses soldats et pour se procurer le matériel de guerre indispensable à ses armées. Les patriotes répondaient à toutes ces charges avec moins d'amertume que lorsqu'elles leur étaient imposées pour combattre leurs frères rebelles de Lyon. La Patrie était en danger. Il fallait la défendre, soutenir et protéger les soldats de la République.

Charlieu fut à la hauteur des circonstances et ne se déroba pas à son devoir. Il accepta avec dévouement toutes les charges imposées, et répondit bravement au décret que le Conseil porta le 17 Nivôse, sur délibération du directoire de Roanne, pour l'enrôlement des volontaires. Tous les jeunes gens en état de porter les armes, de dix-huit à vingt-cinq ans, répondirent à l'appel et se rendirent de suite au district pour y être incorporés.

La Convention avait besoin d'argent pour secourir les familles nécessiteuses, privées de leurs soutiens naturels incorporés dans les régiments, et pour prévenir la famine menaçante, le pays n'ayant plus les grains suffisants « pour la subsistance de ses habitants ».

En face de ces besoins urgents, la Convention décréta l'emprunt forcé et la taxe sur les riches. « La Commission temporaire de surveillance envoya des instructions à toutes les municipalités et à tous les comités révolutionnaires. Elle recommanda de percevoir promptement la taxe pro-

(1) Arch. dép., Reg. L. 400. f. 45.

portionnelle aux grands besoins de la Patrie ». « Il faut
« commencer, prescrit-elle, par déterminer d'une manière
« grande et vraiment révolutionnaire, la somme que cha-
« que individu doit mettre en commun pour la chose publi-
« que. Il ne s'agit pas ici d'exactitude mathématique, ni de
« ce scrupule timoré avec lequel on doit travailler dans la
« répartition des contributions publiques : c'est une me-
« sure extraordinaire qui doit porter le caractère des cir-
« constances qui la commandent. Agissez donc en grand ;
« prenez tout ce qu'un citoyen a d'inutile ; car le superflu
« est une violation évidente et gratuite des droits du peu-
« ple. Tout homme qui a au delà de ses besoins, ne peut
« plus user, il ne peut qu'abuser. Ainsi, en lui laissant tout
« ce qui lui est strictement nécessaire, tout le reste,
« pendant la guerre, appartient à la République et à ses
« membres infortunés » (1).

Le 21 Frimaire, sur le décret de la Convention et selon les instructions de la Commission temporaire, le Conseil de Charlieu nomma les six commissaires vérificateurs, « républicains bons sans-culottes », pour juger les déclarations des citoyens susceptibles d'être imposés. Les « sans-culottes » choisis furent « Benoît Morillon, comme assistant, et comme commissaires, Patural aîné, Pierre-Marie Carré, Benoît Dreux, Gilbert Cognet père, Paul Decroze et Antoine Boidon ».

Les commissaires nommés se mirent donc à l'œuvre, et heureux étaient encore les propriétaires qui n'avaient pas quitté la localité ; ils étaient sans doute imposés, mais les absents étaient déclarés suspects, et avaient leurs biens séquestrés. Furent ainsi mis sous séquestre les biens de Guillermin, d'Andrieux, de Boulard de Gatelier, de Brac, de Bisseuil de Saint-Victor, de Chercot et de Samoël, ci-devant bénédictin, etc.

La liste des absents que donna le Comité de surveillance s'élevait pour Charlieu, à « 24 personnes, émigrés, fugitifs

(1) Ext. de l'*Histoire de la Loire*, Brossard, vol. 2. p. 270.

et déportés ». Nous avons trouvé deux lettres concernant deux de ces fugitifs, et à titre de documents, nous nous plaçons à les rapporter ici.

Le citoyen Javogues fut prévenu par une lettre spéciale concernant M. de Gatelier :

LIBERTÉ. ÉGALITÉ OU LA MORT.

Charlieu, ce douze pluviôse, l'an 2^e de la République, une, indivisible et démocratique.

RÉPUBLICAINS.

Instruit que le nommé Boulard fils, ci-devant seigneur de Gatelier, était dans ce moment à Paris, nous croyons que c'est de notre devoir de t'en prévenir ; nous t'envoyons son signalement afin que tu puisses prendre tel parti que tu voudras ; salut républicain.

Les membres du Comité de surveillance de la commune de Charlieu,

Signé : CHABAL *ainé*, DREUX, ROUILLET,
CUCHERAT, *président*, et LACROIX,
secrétaire.

Par copie conforme :

LACROIX, *secrétaire*. (1)

La seconde lettre concerne Alesmonière :

LIBERTÉ. ÉGALITÉ.

Charlieu ce 3^e pluviôse l'an 2^e de la République française, une, indivisible.

FRÈRES ET AMIS,

Nous venons de recevoir votre lettre en date du 28^e du présent, par laquelle vous nous invitez à nous assurer de la personne d'Alesmonière, ancien administrateur ; nous vous prévenons qu'il est en arrestation à Bourg-en-Bresse ; s'il eut été dans notre commune, nous nous serions conformés à votre invitation.

Salut et fraternité.

Les membres du comité de surveillance de la commune de Charlieu.

Pour extrait conforme,

BROSSELDARD (2).

Dans ce temps de réquisitions, de confiscations et de

(1) Arch. dép. Reg. L. 397, f. 2.

(2) — — — — f. 3.

rareté des denrées alimentaires, une chose venait encore aggraver la situation. Le peuple n'avait pas confiance en la valeur des assignats de cent livres et au-dessous et les refusait en paiement. Cette crainte sur la valeur de ce papier-monnaie, empêchait grandement les transactions. Le Conseil municipal de Charlieu se vit dans l'obligation, le 1^{er} Nivôse an II, de prendre un arrêté « faisant défense à tous les citoyens de refuser ces assignats en paiement, à peine d'être considérés comme suspects et punis comme tels » (1).

§ 8.

Toujours disette à Charlieu. — Demande de secours à Marcigny. — Plus de grain. — Saint-Bonnet au secours de Charlieu. — Tableau des communes devant approvisionner les marchés de la ville. — On tue les chiens inutiles. — Adresse à la Convention. — Division ou partage des grains. — Arrêté de Javogues. — Dénonciation des accapareurs. — La neige détruit les récoltes. — Nouvelle demande à Marcigny. — Arrêté du district de Roanne. — Barnaud envoyé à Paris. — Emprunt pour l'achat de grains. — La Convention au secours des malheureux.

Outre les réquisitions et les saisies qui accablaient la population, Charlieu, pendant cette triste période de guerre civile et de guerre étrangère, eut à supporter la disette et les plus grandes privations. Les registres municipaux contiennent un nombre considérable de délibérations concernant l'approvisionnement des marchés et les moyens d'éviter la famine.

Le 29 juin 1793, le conseil, .. considérant que les citoyens et les marchés manquent de grains, que la disette est des plus grandes, que la ville tend à la famine, n'ayant de grains que pour quatre jours ; que les paroisses du canton et celles de la montagne avoisinantes, sont dans le même cas, arrête que les citoyens

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1792 à l'an II.*

Jacques Alesmonière, maire, et Philibert Grapeloup, notable, se transporteront lundi prochain en la ville de Marcigny, pour demander à ce qu'elle porte secours et assistance aux frères citoyens de Charlieu (1).

Vu la misère du peuple, la pénurie des marchés qui sont dépourvus de grains, la commune de Charlieu assemblée le 2 août 1793, arrête que tous les propriétaires, marchands, cultivateurs, sont tenus de battre les grains en gerbe de suite et les conduire aux marchés de mercredi et autres marchés suivants, pour les approvisionner suffisamment (2).

Le 19 août, le Conseil nomme quatre commissaires pour saisir et séquestrer toutes les denrées, « entre les mains des accapareurs ou revendeurs », achetant en dehors du marché, pour empêcher l'enchérissement des objets de première nécessité (3).

Le 21 octobre 1793, l'an II de la République... s'est présenté à la maison commune de Charlieu, Philibert Grappeloup, marchand boulanger de cette commune, lequel a déclaré que n'ayant point de grain ni farine en son pouvoir, et n'ayant pu s'en procurer au dernier marché de cette commune, il est dans l'impossibilité de remplir sa profession de boulanger et de cuire du pain quant à présent, et qu'il se soumet de cuire lorsqu'il aura du grain ou de la farine en son pouvoir et a signé GRAPPELOUP (4).

La situation était donc très critique pour la population de Charlieu. Heureusement le dixième jour de la troisième décade de ce mois, se présenta devant le Conseil général de la ville le citoyen Jean-Claude Cucherat, maire de la commune de Saint-Bonnet-de-Cray, qui fit part de la réquisition faite auprès des différents propriétaires de sa commune, « lesquels allaient conduire des grains pour approvisionner Charlieu ».

Sur ce, ouï le procureur de la commune, il a été arrêté par ledit

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, t. 77.

(2) — — — f. 88.

(3) — — — f. 89, verso.

(4) — — — f. 106, verso.

conseil général, que pour témoigner la reconnaissance de la commune de Charlieu envers celle de St-Bonnet, de la conduite fraternelle et vraiment républicaine de cette dernière, que mention honorable sera faite de ladite délibération, qu'il sera voté des remerciements à la commune de St-Bonnet-de-Cray, et que le baiser fraternel sera donné au citoyen Cucherat, maire et délégué (1).

Le baiser fraternel fut donné avec joie et de grand cœur, et les remerciements furent votés avec la plus grande reconnaissance.

Mais, hélas ! ce secours n'eut qu'un effet éphémère, et fut vite épuisé. La municipalité se souvint alors que la Convention avait, le 18 et le 20 Vendémiaire, décrété le maintien dans leurs arrondissements, des anciens marchés existant avant 1789, et qu'elle avait défendu d'en établir d'autres. Fort de ce décret, la municipalité de Charlieu, espérant empêcher dans sa circonscription la création de nouveaux marchés, fit une délibération sur ce sujet important. Le même jour de Brumaire, où la ville célébra avec pompe la mort de Marat, le Conseil arrêta « qu'il sera fait *un* « *tableau* de toutes les communes de ce canton qui aidaient « à l'approvisionnement de nos marchés, mais encore les « districts circonvoisins qui y coopéraient le plus, savoir « les communes de Vougy, Nandax, Saint-Hilaire, Pouilly, « Chandon, Saint-Nizier, Saint-Denis, Maizilly, Villers, « Mars, communes de notre canton ; Saint-Bonnet-de- « Cray, Saint-Julien-de-Cray, Ligny, Saint-Maurice, Saint- « Martin-de-Lixy, Tancon, Mussy, Chassigny, Chauffailles, « Belmont, Coublanc ; Saint-Laurent, Vauban, Saint- « Christophe, Briant, Oyé, Varenne, Saint-Didier, Pois- « son, Sarry, toutes communes du district de Marcigny, « indépendamment des paroisses qui composent les dis- « tricts de Cusset, ci-devant la province du Bourbonnais, « le Donjon, Bellevue-les-Bains, Charolles, comme encore « il nous vient des grains des départements d'Orléans, la

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, f. 107.

« Nièvre, et en remontant, jusqu'au district de Roanne.
 « En conséquence invitons l'administration du district de
 « Marcigny, sous sa responsabilité, de faire droit sur le
 « champ aux indications de la municipalité de Charlieu,
 « *chef-lieu de marché*, et de faire les réquisitions néces-
 « saires à toutes les communes inscrites sur le tableau du
 « marché, même dans les communes des départements et
 « districts dont nous ne connaissons pas les noms... » (1).

Mais ces communes désignées pour l'approvisionnement, ne purent guère venir au secours de Charlieu. Elles souffraient elles-mêmes de la rareté des grains.

En présence d'une si cruelle situation, le Conseil, le 11 Frimaire, « fait menace de procès-verbal contre les communes du canton, refusant d'amener des grains, et les prévient de les dénoncer au Comité de surveillance. Il défend aux communes circonvoisines, qui ne dépendent pas de Charlieu, d'acheter du grain aux marchés, à moins d'avoir un certificat de leurs municipalités constatant leurs besoins » (2).

Pour économiser le pain, on fait défense, le 25 Frimaire, « de donner aux chiens et aux animaux des aliments provenant du froment, seigle, orge, et l'on ordonne de tuer tous les chiens de luxe » (3).

Mais, malgré tous ces efforts et ces moyens, le Conseil n'arrive pas à approvisionner les marchés, et l'on redoute la famine de plus en plus.

En face de cette terrible perspective, la municipalité fait une nouvelle demande à la Convention, ainsi formulée :

CONSIDÉRANT que dans les années les plus fertiles de ce canton et autres communes circonvoisines, elles n'ont jamais récolté de subsistances que pour cinq mois au plus ; considérant que la récolte de cette année a été très médiocre ; considérant que depuis plus de deux mois nous prévoyons la disette ; qu'en conséquence nous nous sommes adressés aux départements, aux districts qui avaient coutume

1 Reg. mun. Charlieu, 1792-1793, f. 117, verso.

2 — — — f. 125.

(3) — — — f. 131, verso.

de nous approvisionner, pour avoir des secours en subsistance ; considérant que nous n'en avons point pu obtenir ; considérant qu'il ne nous reste de subsistances que pour deux mois au plus ; considérant qu'à la forme de la loi, les grains des émigrés doivent être versés dans les magasins de la République, de même que ceux qui doivent provenir des impositions en nature ; considérant que les grains qui restent dans nos communes, ne sont pas à beaucoup près suffisants pour faire les versements ; considérant que s'ils ont lieu, il ne nous reste absolument plus de subsistance, ce qui nous attirerait la famine la plus horrible, au point que tous les citoyens périraient tous en peu de jours de la faim ; considérant que dans la distribution de grains que nous faisons dans nos marchés, nous n'en pouvons délivrer aux petits ménages qu'une coupe pesant neuf livres moins un quart, poids de marc, et aux plus gros ménages, deux coupes pesant dix-sept livres et demie ; que les grains ont même manqué dans plusieurs marchés, et notamment le jour d'hier ; considérant enfin que la pénurie des grains exige de prendre des mesures saluaires et promptes pour écarter les vives inquiétudes de nos citoyens,

Il a été délibéré, 1° que la présente délibération sera envoyée de suite aux représentants du peuple près Ville-Affranchie, à l'effet d'obtenir d'eux que provisoirement les communes du canton et circonvoisines demeurent à continuer les approvisionnements, soit en pain, soit en orge, pois, fèves, avoines et autres menues denrées ;

2° Que ladite délibération sera envoyée sans délai, par des commissaires nommés à cet effet, à la Convention nationale, au ministère de l'Intérieur et au comité de subsistances et approvisionnements de la République, afin de leur faire connaître l'état de détresse où se trouvent les communes de cet arrondissement, et les inviter à donner à cette commune, comme chef-lieu de canton, des pouvoirs suffisants pour s'en procurer dans les départements qui étaient habitués de l'approvisionner. Les commissaires sont les citoyens Barnaud, Bigaud, officiers municipaux de cette commune, et le citoyen Garmier, membre de la société populaire, aussi de cette commune, et a ledit conseil général signé... (1)

Enfin, le 18 Pluviôse, le Conseil est autorisé par Javogues, représentant du peuple, à envoyer des commissaires dans les districts de Charolles, Bellevue-les-Bains, et dans le département de l'Ain, « pour requérir, au prix du maximum, la quantité de dix mille quintaux de grains, seigle et orge, pour approvisionner le canton de Charlieu ». Aussi, la municipalité vota-t-elle des remerciements au représentant de la Convention.

Le Comité des subsistances avait accordé cinquante mille

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, t. 132.

quintaux de grains au district de Roanne, et Charlieu avait droit à une partie de ce secours. Mais avant l'arrivée de ces grains, il fallait vivre, et comme il est rapporté dans le registre « les bons sans-culottes étaient grandement privés ».

De plus, les marchés n'étaient plus approvisionnés de denrées de première nécessité et « notamment de beurre, œufs, fromages, volailles et autres menues denrées ». « Cette disette, est-il rapporté, ne peut-être que l'effet de l'égoïsme de différents citoyens du canton, qui ne veulent point se conformer au prix du maximum, en cherchant à soustraire lesdites denrées des marchés, pour les vendre au-dessus du maximum ». Le Conseil arrête des peines contre les contrevenants, en particulier, d'être dénoncés comme suspects, rebelles aux lois et traités comme tels, enfin de mettre la Terreur à l'ordre du jour » (1).

Les deux délibérations suivantes du Conseil général de Charlieu attestent encore le degré de disette des habitants :

1^o Ce jourd'hui, 5 Germinal de la 2^e année républicaine, démocratique et impérissable, à la maison commune de Charlieu, séance publique et permanente, un membre a dit : Citoyens, la pénurie des subsistances, qui règne dans le canton et notamment dans cette commune, *que* quantité de citoyens sont sans pain depuis plusieurs jours ; en conséquence, pour empêcher de mourir de faim des républicains, il serait à propos de requérir que les citoyens, qui dans ce moment se trouvent avoir pour plus de huit ou quinze jours de subsistances, soient tenus de remettre certaine quantité en grains, en farine, à cette commune, pour en faire la distribution aux citoyens qui en sont totalement dépourvus ; que cette quantité soit déterminée d'après l'examen du dernier recensement qui a été fait dans la commune : observant en surplus que le cas est pressant, et qu'il faut en toute nécessité et en bons républicains, diviser les subsistances, et en procurer à ceux qui n'en ont pas.

La matière mise en délibération, et l'agent national ouï, le

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, t. 158.

conseil général de la commune arrête, qu'il sera fait de suite un tableau des citoyens qui se trouvent avoir des subsistances pour plus de quinze jours, que sur le levé de ce tableau, les citoyens qui y seront figurés, seront requis de conduire aux marchés de cette commune, la quantité de grains et farines qui leur sera fixée par ledit tableau.

En conséquence, il sera nommé des membres du Conseil général de cette commune, pour faire mettre à exécution lesdites réquisitions ; lesquels seront autorisés à se faire assister de la force armée pour l'exécution des présentes, et en cas de refus de la part desdits citoyens portés sur le tableau dont il s'agit, ils seront autorisés d'employer la force armée pour l'exécution dudit réquisitoire.

Fait en la maison commune, en séance publique et permanente, et ont les membres signé... (1)

2^e Ce jourd'hui, 6 Germinal de l'an II... le conseil général de la commune de Charlieu, assemblé..., un membre a dit : Citoyens, le retard qu'apportent les commissaires nommés par le département de la Loire et du district de Roanne, à l'achat des grains que le comité des subsistances leur a accordés pour l'approvisionnement de nos marchés, met cette commune dans une pénurie des plus alarmantes et nous plonge dans la famine la plus désastreuse, au point que vous vous êtes vus forcés de faire diviser les grains et farines des personnes qui en avaient pour plus de huit à quinze jours ; que cette division ayant été faite, il est resté quantité de ménages qui sont toujours restés sans subsistance, ou du moins qui n'en ont eu que pour deux ou trois jours ; mais, citoyens, nous avons des frères dans les communes de Boyer, Coutouvre, Vougy, Nandax et Bornat, ci-devant St-Hilaire, qui se trouvent avoir des subsistances dont ils pourraient nous secourir dans un moment aussi pressant. En conséquence je propose de faire part à ces républicains frères des campagnes, de nos besoins pressants et de les inviter de venir à notre secours, en nous faisant un prêt de denrées, subsistances, jusqu'au moment de l'arrivée des grains qui sont accordés à notre district, sur les cinquante mille quintaux accordés par le comité des subsistances ; et qu'à cet effet il soit nommé des commissaires pour se transporter dans les communes

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, f. 166, verso.

sus-désignées, pour inviter les municipalités des dites communes à nous faire un prêt de cinquante mesures de blé chacune... (1)

Les conclusions de ce citoyen furent adoptées de suite et des commissaires nommés, pour se transporter dans les communes en question.

Mais ces moyens restèrent sans résultat. Les propriétaires, malgré leur républicanisme, tenaient en réserve pour eux-mêmes les quelques provisions qu'ils possédaient, dans l'intention de parer à toute éventualité grave, ou peut-être même de les vendre à meilleur prix.

Dans ce dernier but, en effet, beaucoup de propriétaires et de marchands, spéculant sur la misère publique, cachaient ou accaparaient les grains, et faisaient naître les suspicions, portées souvent injustement contre les riches et les aristocrates.

Ce refus de donner des grains avait provoqué la délibération suivante de la Société populaire, et fit prendre plus tard par Javogues un arrêté que nous citerons après cette délibération :

Dans la séance du troisième jour de la décade du second mois de l'an deux, plusieurs membres... considérant que la plupart des gens de la campagne ne traitent point les autres citoyens en frères ; considérant que plus qu'égoïstes, ils ne sont point dans les principes révolutionnaires ; considérant que malgré les invitations qui ont été faites aux municipalités du canton, le marché de Charlieu n'a point été approvisionné en grains ; considérant qu'à regret la force pourra seule imprimer au moins une terreur capable de faire exécuter les lois sur les subsistances ; la société arrête à l'unanimité que les citoyens Garnier, président de ladite société, et Cucherat, membre d'icelle, se transporteront sans délai auprès du district de Marcigny, pour y solliciter l'établissement prompt d'une armée révolutionnaire, à l'effet d'accélérer la *battue* des grains et leur transport progressif et successif au marché de Charlieu ; comme encore, à ce que ladite force armée soit autorisée à faire toutes les visites nécessaires pour découvrir la vérité des

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792-1793, f. 167.

déclarations ; autorise les commissaires nommés, à faire toutes les pétitions qu'ils jugeront convenables, etc...

Signé : RODE, DURET, GARMIER, CUCHERAT (1).

La plainte de la Société populaire fut entendue, et un mois après, Javogues prit l'arrêté suivant :

Les représentants du peuple, envoyés près l'armée des Alpes et dans différents départements de la République, profondément affligés de voir qu'il existe dans le département de la Loire une classe d'hommes qui ne calculent que sur les malheurs publics et sur la calamité du peuple, que ces ennemis implacables de l'humanité, qui ont juré la perte de la Patrie, ont ourdi les complots les plus désastreux pour travailler le peuple par les subsistances, et attirer le fléau de la guerre civile; indignés de la conduite de ces lâches conspirateurs, qui ont refusé d'exécuter les lois bienfaisantes de la Convention pour l'approvisionnement des marchés, et de remplir les sages mesures et précautions qu'elle avait prises pour l'aliment du peuple : frappés de cette vérité que, s'il est des monstres dans la société, ce sont ceux qui, dans leur espoir insensé et dans leur rage contre-révolutionnaire, veulent faire éprouver au peuple les horreurs de la famine...

Considérant que les propriétaires, accapareurs, fermiers, qui, par une obstination des plus liberticides, se sont montrés réfractaires aux décrets de la Convention, ont commis le plus grand de tous les crimes envers l'immense famille des Français à qui ils doivent du pain: que leur projet d'affamer le peuple est lié étroitement au système des royalistes, des fédéralistes, des rebelles de ci-devant Lyon, coalisés avec les puissances étrangères... arrêtent ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} — Les municipalités qui dans la huitaine, pour final et entier délai, ne feront pas procéder au battage de tous les grains, ne donneront pas le recensement des récoltes à leurs districts respectifs, seront regardées comme auteurs de rébellion envers la Patrie, comme complices de la contre-révolution... : elles seront mises en état d'arrestation, livrées aux tribunaux ou à la Commission Populaire, et leurs propriétés seront confisquées au profit de la République.

ART. 2. — Dans le même délai, toutes les municipalités du département de la Loire, seront tenues de dénoncer les accapareurs et, à défaut, elles encourront les peines portées par l'article précédent.

ART. 3. — Les Administrations de districts qui, par négligence ou autrement, n'auront pas fait exécuter la loi sur le recensement, feront les diligences pour obtenir des municipalités ces recensements, et à défaut de les faire, trois jours après la prorogation donnée aux municipalités, elles seront responsables collectivement et personnellement de tous retards; les administrateurs seront mis en état d'arres-

(1) Arch. dép. Reg. L. 399, f. 3.

fation, leurs biens seront séquestrés et ils seront poursuivis par-devant les tribunaux ou commissions populaires, comme complices et fauteurs de trahison envers la Patrie.

ART. 4. — Les administrateurs des districts de la Loire seront tenus de donner immédiatement le tableau de tous les recensements à leur département, deux jours après le délai qui leur a été accordé. Les administrateurs de département adresseront le tableau général de recensement aux représentants du peuple près l'armée des Alpes et au ministre ; en cas d'inexécution de la part des administrateurs de districts, ils seront tenus de les poursuivre par-devant les tribunaux ou commissions populaires ; les administrateurs de département seront aussi collectivement et personnellement responsables de toutes omissions ou fausses complaisances qui pourraient compromettre le salut public. A défaut par eux de se conformer au terme préfixé, ils seront soumis aux peines énoncées dans le précédent article.

ART. 5. — Tout accapareur, propriétaire et fermier qui aura enfoui ou fait une fausse déclaration, sera regardé comme traître à la Patrie et *puni de mort*, ses biens seront confisqués au profit de la République. Tout *dénonciateur* aura droit à la reconnaissance nationale et obtiendra des récompenses relatives à l'importance des dénonciations.

Le présent arrêté sera imprimé et affiché dans l'étendue du département de la Loire et partout où besoin sera.

Fait en commission à Commune d'Armes, le 26 Frimaire, l'an second de la République une et indivisible,

Le représentant du peuple,

Claude JAVOGUES.

Enregistré le 26 Frimaire, l'an second de la République française une et indivisible.

CHALIER-GUYOT, *secrétaire général* (1).

L'arrêté de Javogues était excessif ; « aucun proconsul n'alla plus loin ». Il excitait à la haine et à la vengeance. Aussi certains citoyens trouvaient facilement prétexte pour dénoncer non seulement des coupables, mais des innocents qui n'avaient pas le don de plaire.

Nous ne savons si les dénonciations à Charlieu furent nombreuses et leurs conséquences graves. En tout cas, elles se manifestèrent, d'après celle que nous rapportons ici :

CE JOURD'HUI, premier jour de la troisième décade du troisième mois de l'an II de la république française...., nous, maire, offi-

(1) Ext. de l'*Histoire du départ. de la Loire*, Brossard, p. 330, vol. 2.

ciers municipaux de la ville de Charlieu, assemblés à la maison commune... s'est présenté le citoyen Jacques Ducel, régisseur du citoyen Laffond, négociant, domicilié en la commune de Saint-Nizier-sous-Charlieu, qui a dit qu'une femme à lui inconnue par son nom, mais bien par sa demeure, qui lui dit qu'un jour de la semaine dernière que son mari devait aller donner un coup de main au citoyen Lefranc, granger au lieu des Egrivay, paroisse de Saint-Nizier, pour lui aider à *cacher* son grain ; laquelle dite femme lui dit en outre : vous devriez lui en demander, il vous en donnerait ; et ne voulant pas s'écarter de la loi, il lui répondit qu'il n'en achèterait qu'au marché, lieu où devaient se vendre tous les grains et a signé DUCEL.

Vu la dénonciation ci-dessus, considérant l'utilité et l'effet qu'elle peut produire, en découvrant les malveillants, avons arrêté qu'extrait de la dite dénonciation sera fait pour être envoyé au comité de surveillance, pour être par lui pris tel parti qu'il croira convenable pour punir les coupables dénommés dans la dite dénonciation ; le tout, après avoir entendu le procureur de la commune et avons signé avec lui... (1)

Une nouvelle calamité vint encore frapper le canton et le département : une neige abondante tomba les 22 et 23 Floréal (11 et 12 mai) et coucha les blés, détruisant ainsi l'espérance de la récolte prochaine. Les marchés de Charlieu, à partir de ce moment, devinrent de plus en plus dépourvus, les marchands n'amenant plus de grains, et Roanne n'ayant pas donné les secours qu'on attendait du district.

En face de cette situation critique, le Conseil général de la commune envoya, le 29 Prairial, un commissaire au district de Marcigny, l'implorant de venir de nouveau à son secours. « Citoyens, dit un membre du Conseil, malgré
« toutes les démarches que la commune de Charlieu a fai-
« tes, soit auprès de son département, soit auprès de son
« district, elle n'a pu parvenir à se procurer les subsis-
« tances qui lui sont nécessaires ; l'état de pénurie dans
« lequel se trouve le département entier, n'a pas permis à
« nos administrateurs de venir à notre secours, et nous

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1792-1793, f. 114, verso.*

« touchons au moment de voir nos concitoyens absolument
« sans pain, éprouver les horreurs de la famine la plus
« horrible, peut-être succomber sous son poids. Déjà,
« citoyens, nous nous sommes vus dans cette triste posi-
« tion, dénués absolument de ressources; nous nous som-
« mes adressés à nos voisins, nos frères de Marcigny, et
« en généreux amis, connaissant nos besoins, se sont
« empressés de nous tendre une main secourable, et de
« partager leurs subsistances avec nous. Le souvenir de
« ce service important, qui ne s'effacera jamais de notre
« mémoire, nous fait espérer à de nouveaux secours de la
« part de nos frères de Marcigny, et je propose de leur
« faire connaître de nouveau notre position alarmante et
« de réclamer auprès d'eux des secours que nous ne pou-
« vons trouver dans notre département. La Société répu-
« blicaine de notre commune, aussi reconnaissante que
« nous de la conduite des citoyens de Marcigny, vient
« d'arrêter dans sa séance de hier, qu'il sera nommé deux
« commissaires pour se rendre à Marcigny, à l'effet d'ex-
« poser la disette dans laquelle nous nous trouvons, et
« réclamer un emprunt; et je demande qu'il en soit
« choisi un dans le sein du Conseil pour s'adjoindre aux
« dits deux commissaires.

« Le Conseil, approuvant, nomme le citoyen Barnaud
« pour se rendre auprès de l'administration de Mar-
« cigny » (1).

Mais cet emprunt momentané ne pouvait retarder la famine que de quelques jours. Aussi Charlieu porta plainte au district de Roanne contre les communes comprises dans le *tableau*, devant contribuer à l'approvisionnement des marchés et ne le faisant pas. Le Conseil fut autorisé à envoyer dans toute commune en retard, « une force armée de dix hommes accompagnés et commandés par un chef prudent, lesquels dix hommes, ainsi que le commandant seront nourris, logés aux frais de la municipalité du lieu, et recevront en outre une indemnité de trente-cinq sols par

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II et an III, f° 1.

jour, qui sera acquittée par ladite municipalité solidairement, etc. » (1).

Ces moyens draconiens ne paraissent pas avoir donné le résultat désiré et si attendu, car, le 11 Brumaire de l'an III le Conseil, poussé par la misère des habitants, s'adressa de nouveau à Paris, au Comité des subsistances, et y envoya le citoyen Barnaud qui « promet de s'acquitter de sa nomination avec tout le zèle d'un bon républicain ».

Le blé avait atteint un prix élevé, et les pauvres ne pouvaient s'en procurer. Le Conseil général de la ville fit, le 11 Ventôse an III, un emprunt aux habitants aisés. Cet emprunt fut peu considérable (17.280 livres), mais tel quel, il put suffire pour payer une petite quantité de grains qui furent distribués aux plus nécessiteux.

Non seulement les grains et les subsistances alimentaires manquaient, mais les habitants étaient encore privés de toutes les provisions indispensables dans un ménage, telles que sucre, huile, savon, etc... comme l'atteste la délibération suivante : « Aujourd'hui, 29 Floréal, an II de la République... le Conseil général de la commune... considérant
« que cette commune est entièrement dépourvue de toutes
« sortes de comestibles, que les marchands qui avaient
« coutume de débiter et vendre du savon, du sucre, de
« l'huile d'olive et de l'huile de noix, n'en ont absolument
« plus dans leurs magasins, que tous les citoyens de cette
« commune sont dans la plus grande pénurie de ces
« objets ; considérant que les citoyens André Marguerite,
« Bigaud, Jean-Baptiste Brosselard, Philibert Turret et
« Philibert Grappeloup, vont à Commune-Affranchie, ledit
« Conseil général les nomme commissaires, à l'effet de se
« rendre auprès des représentants du peuple, actuellement
« à Commune-Affranchie, pour leur peindre la détresse où
« se trouvent nos concitoyens relativement au manque de
« savon, de sucre et d'huile, et de les inviter à vouloir leur
« donner une réquisition pour faire l'achat desdits objets,

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II et an III, f. 57.

« lesquels seront individuellement répartis à tous les citoyens de cette commune par ledit Conseil, etc. » (1).

La période de disette fut longue : elle dura pendant toute l'administration d'Alesmonière et se continua de façon aussi inquiétante sous celle de Ducoing, comme nous verrons par la suite.

Si la municipalité de Charlieu s'employa de son mieux pour éviter la famine chez les habitants, la Convention, de son côté, chercha les moyens d'adoucir le sort des malheureux, tout en s'évertuant à créer des armées pour combattre les puissances étrangères liguées contre la France.

En l'an II, au mois de Brumaire, l'Assemblée avait décrété des lois pour venir en aide aux nécessiteux. Le Conseil municipal les appliqua de son mieux, si nous en jugeons d'après une de ses délibérations : « Considérant l'indigence où peuvent se trouver les veuves, femmes, pères, mères et enfants, des défenseurs de la Patrie, faute d'avoir reçu les secours, que les lois des 26 novembre et 4 mai dernier leur accordent ; considérant qu'il est du devoir de tous bons patriotes républicains de prévenir les besoins des personnes nommées dans la loi ; avons arrêté qu'il sera fait un emprunt volontaire de tous lesdits citoyens républicains pour former une masse pour secourir les personnes désignées par la loi ; *secondo*, qu'il sera ouvert un registre qui sera côté et paraphé par le citoyen maire pour inscrire le nom de tous les bons citoyens qui participeront auxdits secours... » (2).

Tout en faisant donner, selon ses moyens, des secours aux bons patriotes malheureux, la Convention les favorisait encore en les incitant à acquérir les biens des émigrés : « Le 1^{er} jour de la 3^e décade du second mois (Brumaire) de l'an II, considérant, est-il dit dans une délibération, que la classe indigente et les bons sans-culottes doivent jouir le plus promptement possible des bénéfices et avantages

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II, f. 189.

(2) — — 1792 à l'an II, f. 115, verso.

« que les lois leur accordent, et qu'il est de notre devoir
 « d'en presser l'exécution, avons arrêté que les chefs de
 « famille, veufs ou veuves, ayant des enfants, non pro-
 « priétaires et non compris dans les rôles d'impositions,
 « sont invités de venir à la maison commune... pour se
 « faire inscrire... et arrêtons en outre que tous chefs de
 « famille... qui sont sous les armes de la République, sont
 « pareillement invités d'envoyer de suite leurs procura-
 « tions, s'ils ont l'intention de profiter du bénéfice de la
 « loi pour acquérir des biens des émigrés... » (1).

Si ces moyens soulageaient un peu et favorisaient les malheureux, ils contribuaient grandement à la violation de la propriété. Mais la Convention n'avait qu'un but, exalter par l'intérêt le patriotisme du peuple, régner par la Terreur pour arrêter les insurrections et vaincre les ennemis extérieurs par la force de ses armées improvisées.

Elle trouva dans ses bons sans-culottes le patriotisme nécessaire pour faire face à tous les événements, malgré la disette et le dénuement de la France, dont Charlieu vient de nous donner une idée.

§ 9.

Les paroisses au pouvoir des prêtres constitutionnels. — Décret du 18 Mars contre les émigrés et les prêtres réfractaires. — Décret autorisant le mariage des prêtres. — Violation de la liberté des cultes. — Cérémonie en l'honneur de Marat, Lepelletier et Chalier. — Attentat sur la femme Duret. — Destruction des vestiges du passé : Pompons des grenadiers, Congés militaires, Reine Virginie. — Instruction de Collot d'Herbois et de Fouché. — Mutilation et destruction des emblèmes religieux. — Les iconoclastes de Charlieu. — Le culte de la Raison. — Fermeture de l'église. — Emeute à Belmont.

Le premier acte de la Convention avait été la condamnation de Louis XVI dont l'exécution eut lieu le 21 janvier

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 114.

1793. Les persécutions en même temps devinrent plus nombreuses et plus cruelles. Elles s'exerçaient sur tous les suspects et sur les prêtres qui avaient refusé le serment exigé par la loi. Les paroisses, devant cette chasse aux prêtres réfractaires, passèrent la plupart au pouvoir du clergé assermenté. « Dans toute l'étendue du diocèse de Lyon, écrit un auteur catholique, on ne compte bientôt plus qu'une trentaine de paroisses qui eussent échappé complètement au schisme. » Les prêtres réfractaires ne se montraient plus en public. Cachés dans des retraites sauvages, déguisés et recueillis dans les familles, ils employaient leur influence à combattre la Révolution, et à maintenir la religion catholique.

Les difficultés suscitées par les prêtres insermentés amenèrent la Convention à voter le décret du 18 mars 1793. « Tout citoyen était tenu, dans la huitaine après sa publication, de dénoncer et mettre en arrestation les émigrés et les prêtres, dans le cas de la déportation. Ces derniers, arrêtés dans ce délai, seraient conduits de suite dans les prisons du district, jugés par un jury militaire et punis de mort dans les 24 heures.

« Ainsi tout prêtre rentré en France devait être condamné à la peine capitale sur la constatation de son identité ; les autres prêtres furent condamnés par une loi du 23 avril, qui décidait que l'on déporterait à la Guyane tous les ecclésiastiques qui n'auraient pas prêté le serment de liberté et d'égalité, ainsi que tous les prêtres dénoncés pour incivisme par six citoyens de leur canton » (1).

Seuls, les prêtres constitutionnels purent desservir les paroisses, jusqu'au jour où, chassés et emprisonnés eux-mêmes, les églises servirent au culte de la déesse Raison.

La loi les autorisant même « à se marier à leur convenance », plusieurs profitèrent de l'occasion pour contracter mariage. Le décret de la Convention du 19 juillet, à ce pro-

(1) Ext. de l'*Histoire de la Loire*, Brossard, vol. 2, p. 20.

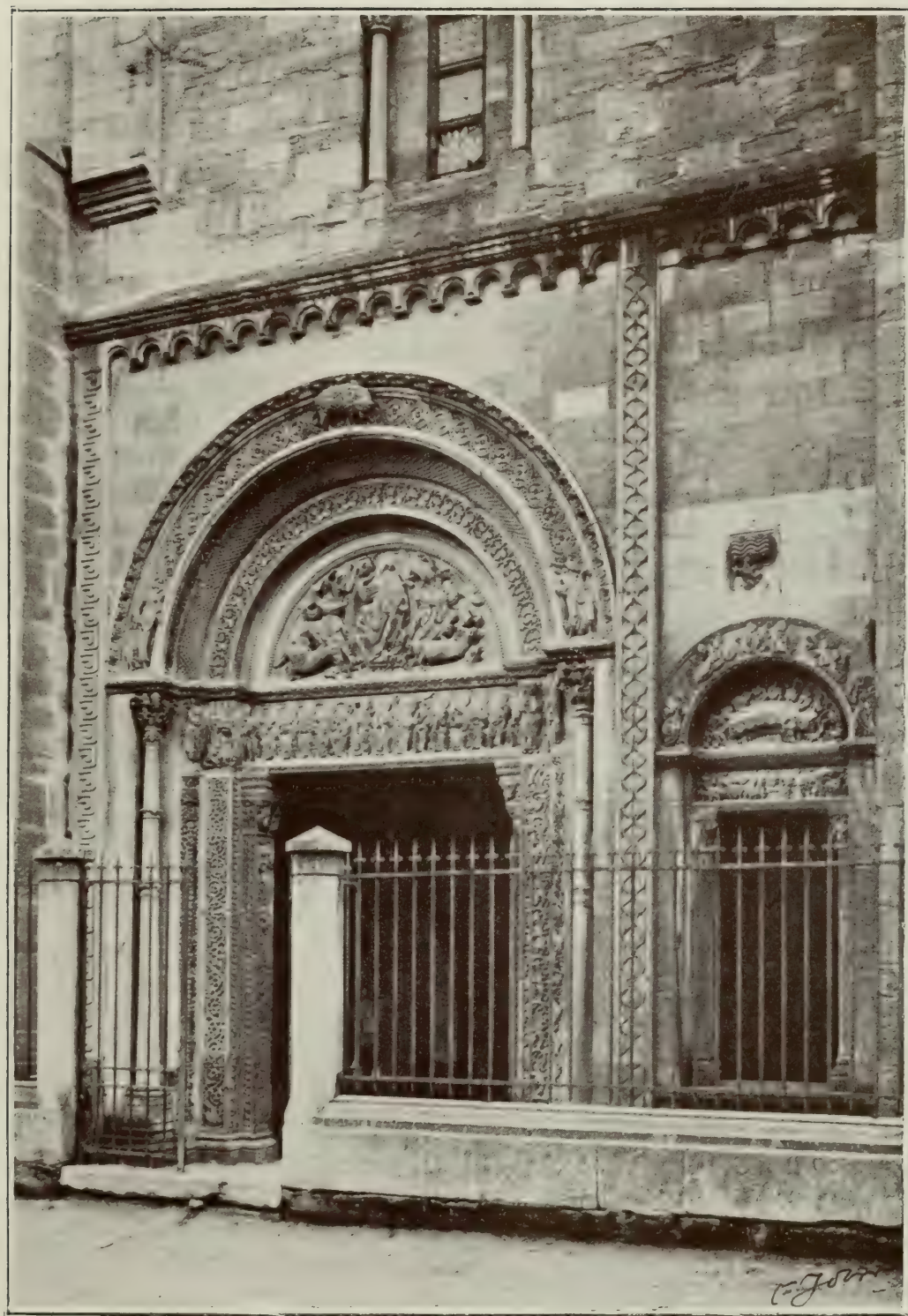
pos, portait le remplacement et la déportation des évêques qui mettraient quelque obstacle à cet acte absolument contraire aux lois de l'Eglise. La religion catholique, dans ces conditions se trouvait complètement abolie par la Convention, qui cherchait les occasions pour détruire tout simulacre de culte religieux, en tâchant de faire rendre suspects même les prêtres assermentés.

Une loi en effet du 29 Vendémiaire, an II, déclarait tout ecclésiastique, ayant même prêté le serment requis, mais dénoncé pour incivisme par six citoyens, déportable sur la côte d'Afrique ; et la prime était tentante, cette loi accordant une récompense de cent livres à l'auteur de la dénonciation et de l'arrestation de ces prêtres.

La Convention regardait la religion comme hostile à ses principes et voulait détruire partout les idées qu'elle appelait du *fanatisme*. Tout en proclamant la liberté des cultes, elle s'efforçait de détruire cette liberté. Aussi n'improuvait-elle pas la conduite des représentants en mission qui attendaient par leurs arrêts à l'exercice du culte. Le Comité de Salut public d'ailleurs transmettait des instructions aux autorités et aux sociétés populaires des départements et les exhortait à combattre le fanatisme dont était accusée toute personne allant à l'église.

A Charlieu le Comité de surveillance, composé par des révolutionnaires dévoués à Javogues et à Lapalus, était le Comité occulte qui dominait le Conseil général de la commune. Il était chargé, comme nous l'avons vu dans un précédent paragraphe, des dénonciations portées contre les suspects de la ville et ceux de la région. Ce fut lui qui devint le principal instigateur des actes de vandalisme commis sur les monuments de l'Abbaye, quelques jours après la cérémonie faite en l'honneur de Marat, cérémonie que nous ont conservée les documents.

Marat, l'idole du peuple, avait été assassiné dans son bain, par Charlotte Corday qui voulait venger les Girondins et croyait délivrer sa patrie de la tyrannie de ce conventionnel.



Entrée du Porche de l'Abbaye.

On fit des funérailles magnifiques à cet homme qui aux yeux du peuple était mort victime de la liberté ; son corps eut les honneurs du Panthéon.

Beaucoup de villes déplorèrent cette perte et célébrèrent les vertus de ce *grand citoyen*. Charlieu ne resta pas en retard. Il associa à cette glorification celle de Lepelletier et de Chalier. Lepelletier de Saint-Fargeau avait été assassiné à Paris, et Chalier, surnommé le Marat lyonnais, avait été exécuté à Lyon au moment de l'insurrection.

Charlieu ayant porté le nom de Chalier pendant la Convention, nous rappelons brièvement, d'après M. l'abbé Prajoux, le passage à Roanne de ce conventionnel dont les excès de barbarie commis à Lyon, lui valurent sa notoriété auprès des sans-culottes. Sa mort tragique le plaça à leurs yeux, au nombre des martyrs de la liberté.

« La journée du 10 août 1792 venait d'avoir lieu. Les Tuileries avaient été envahies ; le roi, contraint de se réfugier au sein de la Convention, avait été suspendu de ses fonctions et enfermé au Temple.

« Le conventionnel Chalier, qui s'était rendu à Paris pour y fomenter les passions populaires, passa à Roanne en retournant à Lyon, où il devait faire régner la terreur.

« Au moment où il traversait notre ville, un Roannais, fort connu à cette époque, M. Noailly, donnait l'hospitalité à M. des Echerolles, ancien commandant de la Garde nationale de Moulins. Celui-ci avait avec lui sa fille qui, dans ses Mémoires, relate en ces termes le passage de Chalier à Roanne :

« Le trop fameux Chalier, revenant de Paris, profita de son rapide passage à Roanne pour y prêcher les doctrines nouvelles ; monté sur l'impériale de la diligence, pérorant de la voix et du geste, il appelait le peuple à la connaissance des bienfaits du 10 août ; sa bouche vomissait l'imprécation et le blasphème ; une lave sanglante coulait de ses lèvres impies et portait son ardeur dans la foule agitée. J'entends encore les mots terribles qui finissaient la harangue de cet énergumène : « Frères et amis, vous avez détruit l'infâme

Bastille, mais vous n'avez abattu que des murailles ; un travail plus beau vous attends. Abattez des têtes et vous serez libres. A bas le roi ! Mort au tyran ! Vive le peuple ! Vive la liberté ! » La voiture partit et il criait encore : « Mort au tyran ! »

Chalier, entré à Lyon, s'y livra à de tels excès et fit tomber tant de têtes, que les Lyonnais exaspérés le traduisirent devant une commission qui le condamna à mort.

Au dire d'un écrivain lyonnais bien informé, les excès et les cruautés de Chalier contribuèrent bien plus à la révolte de Lyon, que les efforts des royalistes ».

La cérémonie en l'honneur de Marat, Lepelletier et Chalier intéressant particulièrement la chronique locale, nous la rapportons ici, telle que nous l'a conservée le registre de la municipalité.

Tous les corps constitués y participèrent et le Comité de surveillance, « dans sa séance du 3^e jour, première décade, du second mois de l'an II, arrêta sur la motion du président, que le Comité assisterait en corps à la fête civique qu'on devait célébrer le vingtième jour de ce mois par la société républicaine de cette commune, en l'honneur de Marat, *hercule de la liberté française* » (1).

Voici le rapport que dressa après la cérémonie le Conseil municipal de Charlieu :

CE JOURD'HUI, quatrième jour de la troisième décade du mois Brumaire de l'an II de la République Française, une et indivisible, dans la séance publique et permanente où étaient les citoyens membres composant le conseil général de la commune de Charlieu, assemblés à la maison commune du dit lieu, le citoyen Nobis, procureur de la commune de Charlieu a dit : Citoyens frères et amis, vous avez avec les corps constitués de cette commune célébré la fête civique des Immortels Marat, Lepelletier et Chalier, le 20 de ce mois Brumaire, comme martyrs de la liberté républicaine ; mais ce n'est pas assez : Vous leur devez prouver toute votre reconnaissance et votre amour en les plaçant

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, f. 61.

dans les fastes de l'immortalité de cette commune. — En conséquence il a requis à ce que procès-verbal soit dressé de la cérémonie de la dite fête et a signé...

Vu le réquisitoire du procureur de la commune, considérant que Marat, l'ami du peuple, Lepelletier et Chalier, ont été assassinés par des scélérats, à cause de leur amour et de leur attachement pour le soutien de la liberté, de l'égalité et de l'indivisibilité de la République Française, considérant enfin que pour l'immortalité de ces grands hommes, tous les corps constitués se sont réunis avec le citoyen Evrard, commissaire du Comité de sûreté générale de la Convention nationale, pour faire la cérémonie de la fête civique de Marat, de Lepelletier et de Chalier, et qu'il est de notre devoir de faire passer à la postérité l'immortalité de ces martyrs de la liberté, en en constatant par un procès-verbal.

Le conseil général a arrêté que procès-verbal serait fait de suite ainsi qu'il suit :

Le vingtième jour du présent mois Brumaire, sur les trois heures après-midi, le comité de surveillance, les membres composant la société populaire, les juges de paix de la commune et du canton et leurs assesseurs, le citoyen Evrard, se sont réunis à la maison commune avec le conseil général de la commune, et sont pareillement arrivées trente jeunes citoyennes républicaines, toutes habillées de blanc, ceintes d'un ruban tricolore, tenant à la main chacune une branche de chêne. Au-devant de la porte de la maison commune étaient rassemblés tous les sans-culottes des différents sexes, avec la garde nationale. Le cortège ainsi rassemblé, a dirigé sa marche pour se rendre auprès de l'arbre de la liberté, où les corps constitués avaient fait préparer un autel sur lequel était placée une baignoire, avec l'effigie de Marat égorgé dans son bain par l'infâme et scélérate Charlotte Corday.

Pour immortaliser Marat, le père du peuple, ainsi que Lepelletier et Chalier, victimes de l'aristocratie, il a été prononcé un discours par le président de la société populaire ; et de suite l'hymne des Marseillais a été chanté par les dites jeunes républicaines et par tous les sans-culottes des différents sexes. Les dites citoyennes ont ensuite déposé sur le dit autel les branches de chênes dont elles étaient munies, en criant : anathème contre les assassins de ces trois victimes de la Liberté et de l'Égalité, et vengeance contre tous les traîtres de l'unité et de l'indivisibilité de la République et de la représentation

nationale, et de la Montagne, vrais soutiens et fondateurs de la Constitution et du bonheur du peuple. — Et à l'instant s'est fait entendre le bruit du canon, au travers duquel l'on entendait crier de toutes parts : Vive la République, Vive la Convention nationale, Vive la Montagne. — Et en signe de réjouissance, l'on a brûlé les anciens vestiges de la dite royauté et de la féodalité. Les cris de Vive la République, Vive la Convention nationale, Vive la Montagne, les héros de la Liberté, ont été répétés.

De tout quoi le dit Conseil général a dressé procès-verbal pour servir à immortaliser lesdits martyrs de la Liberté et signé...

ALESMONIÈRE, *maire*, COQUILLE, *off. m.*, MORILLON, *off. m.*,
 BARDET, BIGAUD, BARNAUD, ADAM, *notable*, BARNAUD,
notable, GRAPELOUX aîné, SIMON, GERBET, DUVERNAY,
 RAY, PATURAL, NICOLAS, NOBIS, *procureur*, MARCOUT,
secrétaire greffier. (1)

Outre ce compte rendu de la municipalité, la société populaire, de son côté, rédigea un rapport qu'elle adressa à la Convention :

Plusieurs membres ont dit que la fête civique qui s'est célébrée aujourd'hui dans cette commune en l'honneur de Marat, l'ami du peuple, de Pelletier et Chalier martyrs de la Liberté, est un témoignage éclatant des principes civiques dont les sans-culottes de cette commune sont pénétrés, mais qu'il ne suffit pas d'avoir solennellement célébré cette fête, d'avoir adressé les hymnes pieuses, prières dignes des trois amis inflexibles de l'égalité, d'avoir secondé ces hymnes par les chants des citoyennes républicaines, de l'écho du canon dans les airs, d'une oraison funèbre qui fait connaître nos regrets, et d'avoir fait réduire en cendre les portraits des ci-devant tyrans des Français et celui de sa femme, mais qu'il faut apprendre à nos petits neveux et à la postérité les droits de l'homme, au lieu de leur enseigner les superstitions des prêtres ; et informer les gardiens incorruptibles de la liberté, c'est-à-dire la société mère des Jacobins, que cette fête majestueuse s'est faite en présence du citoyen Evrard, membre de la dite société mère, etc., et du commissaire du Comité de Sûreté générale de la Convention nationale.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 117.

En conséquence, la Société, prenant en considération les observations qui viennent d'être faites, arrête que l'oraison funèbre prononcée par le citoyen Garmier, président de la Société, au pied de l'arbre de la liberté et au-devant du buste de Marat, qui y était placé, sera transcrite à la suite des présentes et que extrait du tout sera adressé à la Convention nationale, et un autre extrait à la Société mère dite des Jacobins de Paris.

Aussitôt le président a dit : Je propose d'attacher à l'arbre de la liberté, dont Marat, Pelletier et Chalier ont été les défenseurs zélés, une inscription comme un monument éternel de nos douleurs sur la perte de ces fondateurs de la liberté. Je l'ai rédigée dans les termes suivants :

« Le sublime Marat, adoré par le peuple, Pelletier, Chalier, tous trois défenseurs intrépides de la liberté, méritent par leurs bienfaits les pleurs des siècles de l'éternité.

« Sur quoi la société adopte à l'unanimité la proposition et l'inscription présentées par le président; arrête qu'elle sera attachée sans délai à l'arbre de la liberté, entourée de feuilles de chêne. » (1)

Le jour de la fête de Marat fut marqué par une tentative criminelle sur la femme du citoyen Duret. « Etant à la porte de son domicile, elle a eu le pouce de la main nettement coupé, et le mari présuma que le poignard qui a servi à cet attentat était un sabre et que le citoyen Baraud et sa femme en connaissaient l'auteur » (2).

Ce beau jour de cérémonie, « souillé ainsi par un attentat », exaspéra les esprits déjà surchauffés par les orateurs, contre les ennemis de la Révolution, les aristocrates et les prêtres, et contre tout ce qui rappelait le vieux régime.

C'est alors qu'emportés par l'enthousiasme et aussi par un patriotisme mal éclairé, les bons sans-culottes commirent des actes, quelques-uns louables, d'autres enfantins, et un acte malheureux et criminel, en s'attaquant aux monuments religieux.

C'est par un bon sentiment que la société populaire s'occupa de la citoyenne Maisonnade : « la citoyenne Mai-

(1) Arch. dép. Reg. L. 339, f. 5 et 5 verso.

(2) — — — —

sonnade, qui a quatre enfants aux frontières et qui est douée du patriotisme le plus pur n'a encore rien reçu quoiqu'elle soit dans la nécessité la plus absolue » (1).

La municipalité est chargée d'y pourvoir et « à l'instant Rouiller Lavarenne, un membre de cette société, a déclaré qu'il fait remise à la patriote Maisonnade de la moitié qui lui revient de son loyer échu à la St-Martin dernière » (2).

Le Comité pensant républicaniser mieux la ville, s'empresse de faire disparaître certains signes contraires à ses vues. « Le citoyen Alesmonière ci-devant administrateur du district de Roanne avait perdu la confiance de ses concitoyens et avait été mis en arrestation à Bourg... Il n'est plus possible de lui laisser le signe de confiance qui existe à sa porte par la plantation d'un *mai* que la commune y avait placé...

...En conséquence la Société arrête que le *mai*... sera arraché et brûlé sur la place du marché aux bestiaux, le jour du repos » (3).

De même pour « le nommé Bardet, ci-devant homme de loi, qui a laissé subsister au devant de sa maison située en cette ville, porte Notre-Dame, un *mai* qui avait été placé par l'effet de la servitude et de la tyrannie » (4).

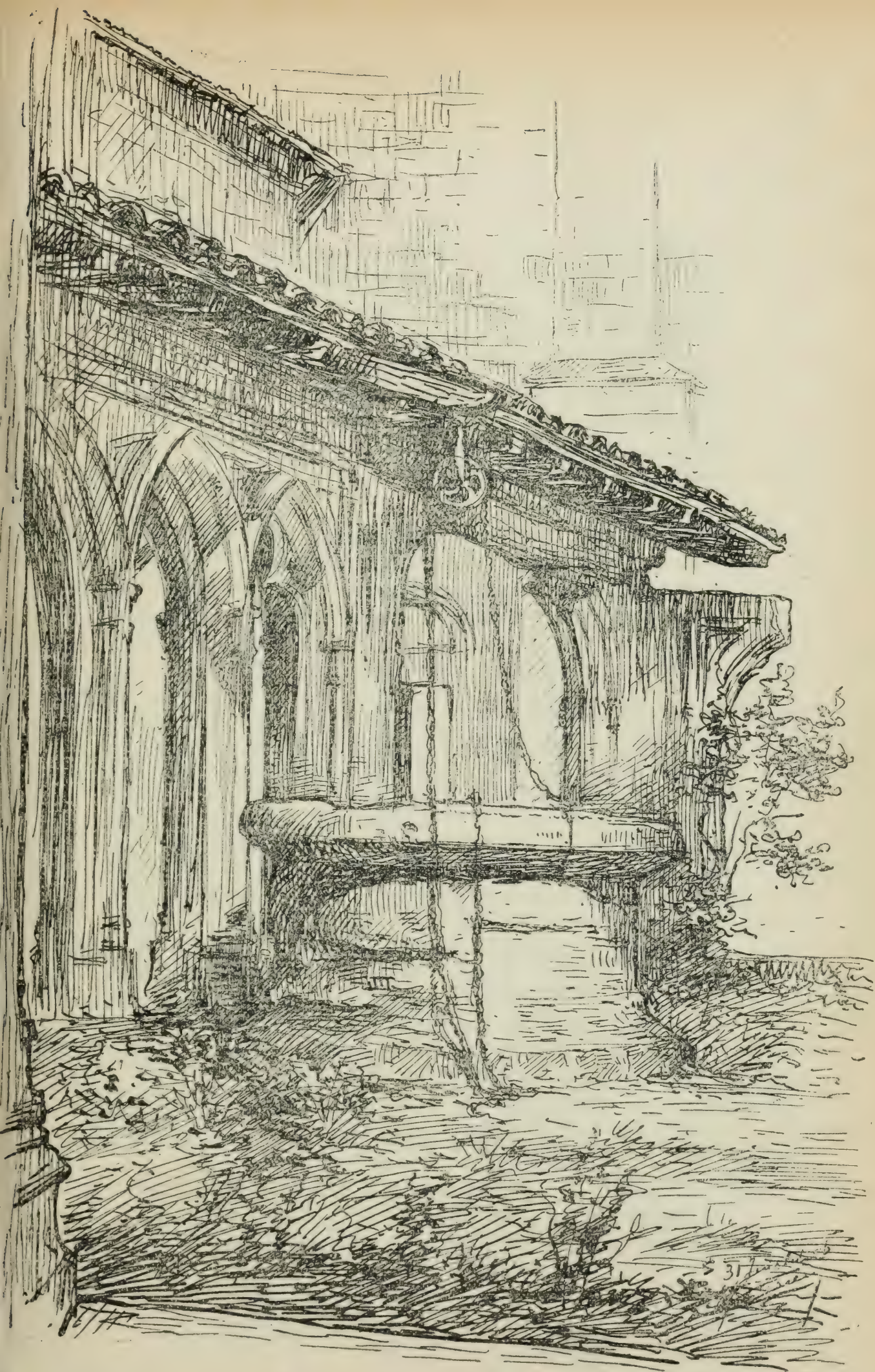
Toujours hantée par l'idée de servitude, sur « observation... que les citoyens qui composent la compagnie des grenadiers, ont conservé leurs grenades et forment des Compagnies à part, la Société considérant que toutes les corporations blessent l'égalité, qu'une Compagnie de grenadiers est une distinction parmi les citoyens, qui ne doit pas subsister, invite tous les grenadiers à déposer sur le bureau les grenades et autres objets indicatifs de leur corporation, et arrête que ladite Compagnie demeure dissoute... A l'instant se sont présentés au bureau successivement les citoyens Benoît Villeret, Chavanne, Livet, Cucherat, Gacon, Rouillier-

(1) Arch. dép. Reg. L. 399, f. 5 et 5 verso.

(2) — — — — —

(3) — — — — —

(4) — — — — — f. 5.



Puits du cloître de l'Abbaye.

Lavarenne, Marcout, Monté, Evrard, Bardet fils, Laplaine, Chabal, Cazanova, Rébet, Rodes, Cuinat, Vermorel, Jalmon et Roux, tous officiers et soldats grenadiers, lesquels ont volontairement déposé sur le bureau les ponpons, épau-
lottes et grenades qu'ils portaient... » (1).

Les citoyens Rode et Labrosse firent encore mieux.
« Ayant l'un et l'autre, dirent-ils, des congés militaires qui portent l'empreinte de la tyrannie et qui justifient qu'ils ont servi avec honneur et probité, ils désirent d'effacer le souvenir de la féodalité... et déposent lesdits congés sur le bureau » (2).

Dans le même ordre d'idée nous voyons un fait encore plus bizarre, quelques mois après la cérémonie en l'honneur de Marat. Est-ce par crainte de la nouvelle tyrannie ou par haine de l'ancienne, qu'un père vint demander au Conseil l'autorisation de changer le nom de sa fille ? Quoiqu'il en soit, voici ce curieux procès-verbal :

CE JOURD'HUI, 11 pluviôse de l'an II,... s'est présenté le citoyen Jacques Ducel, marchand domicilié au dit Charlieu, par devant nous... lequel a déclaré qu'il est père d'une fille âgée de quatorze ans, de défunte Jeanne Bredeau, sa mère, à laquelle il a été donné le nom de *Reine*, le jour de sa naissance ; que ce nom lui devient odieux, attendu qu'il dérive du despotisme et de la tyrannie, et qu'il ne doit plus exister parmi les républicains ; que son intention ainsi que celle de sa fille est de le renier authentiquement en lui donnant celui de *Virginie*. De laquelle déclaration ainsi que de celle qu'il fait de fixer sa résidence au dit Charlieu où il réside depuis deux mois avec sa famille, il demande acte au dit conseil général de cette commune, et a signé DUCEL.

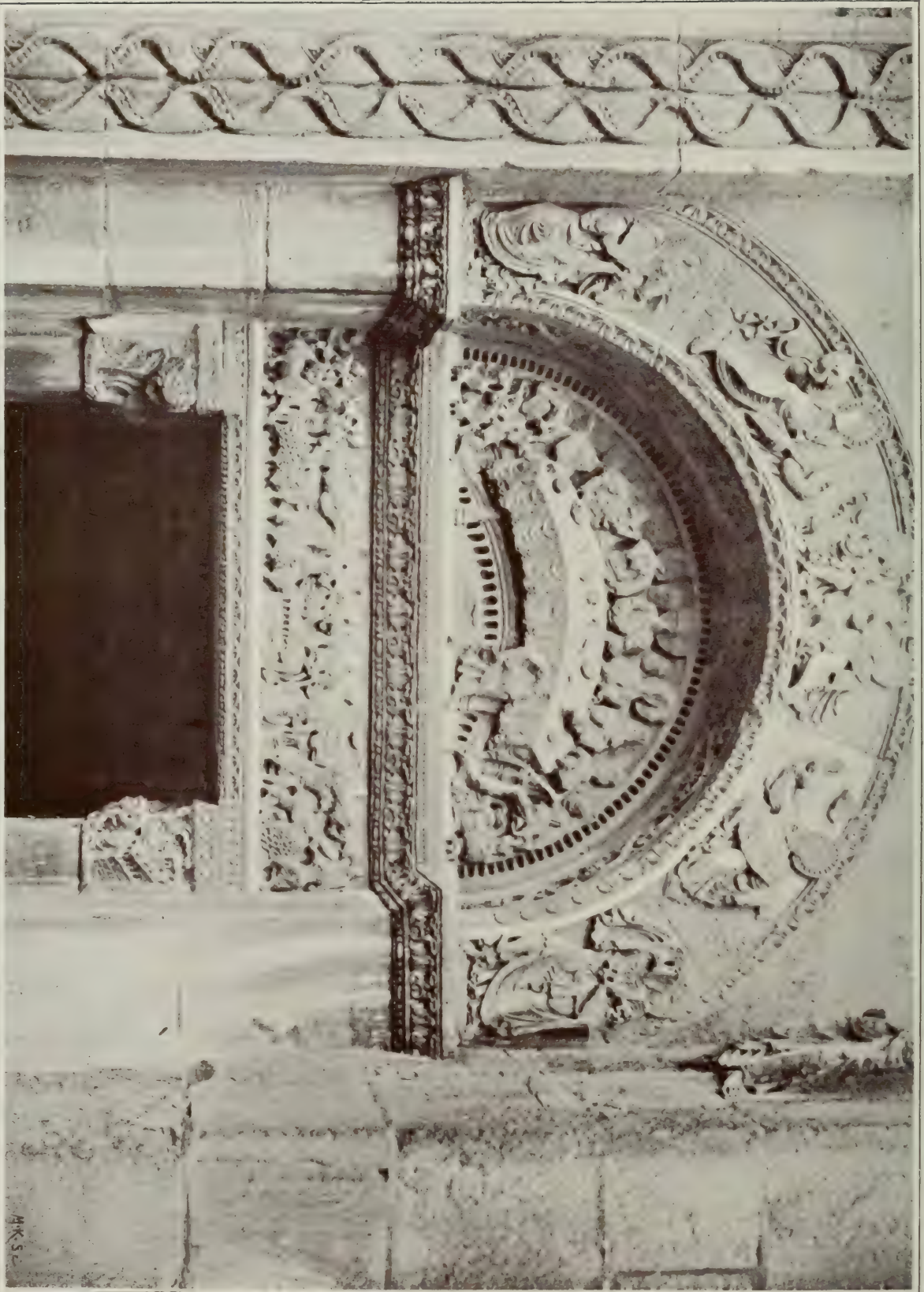
Le conseil général, *pieusement* satisfait des principes de républicanisme du dit citoyen Ducel, déclare qu'acte lui est octroyé de sa déclaration et qu'il consent que sa dite fille porte à l'avenir le nom de *Virginie*, et avons signé avec la dite Virginie Ducel, etc. (2)

Enfin pour finir d'attester cette haine contre les signes et

(1) Arch. dép. Reg. L. 399, f. 5.

(2) — — — — —

(3) Reg. mun. Charlieu, 1792 à l'an II, f. 147, verso.

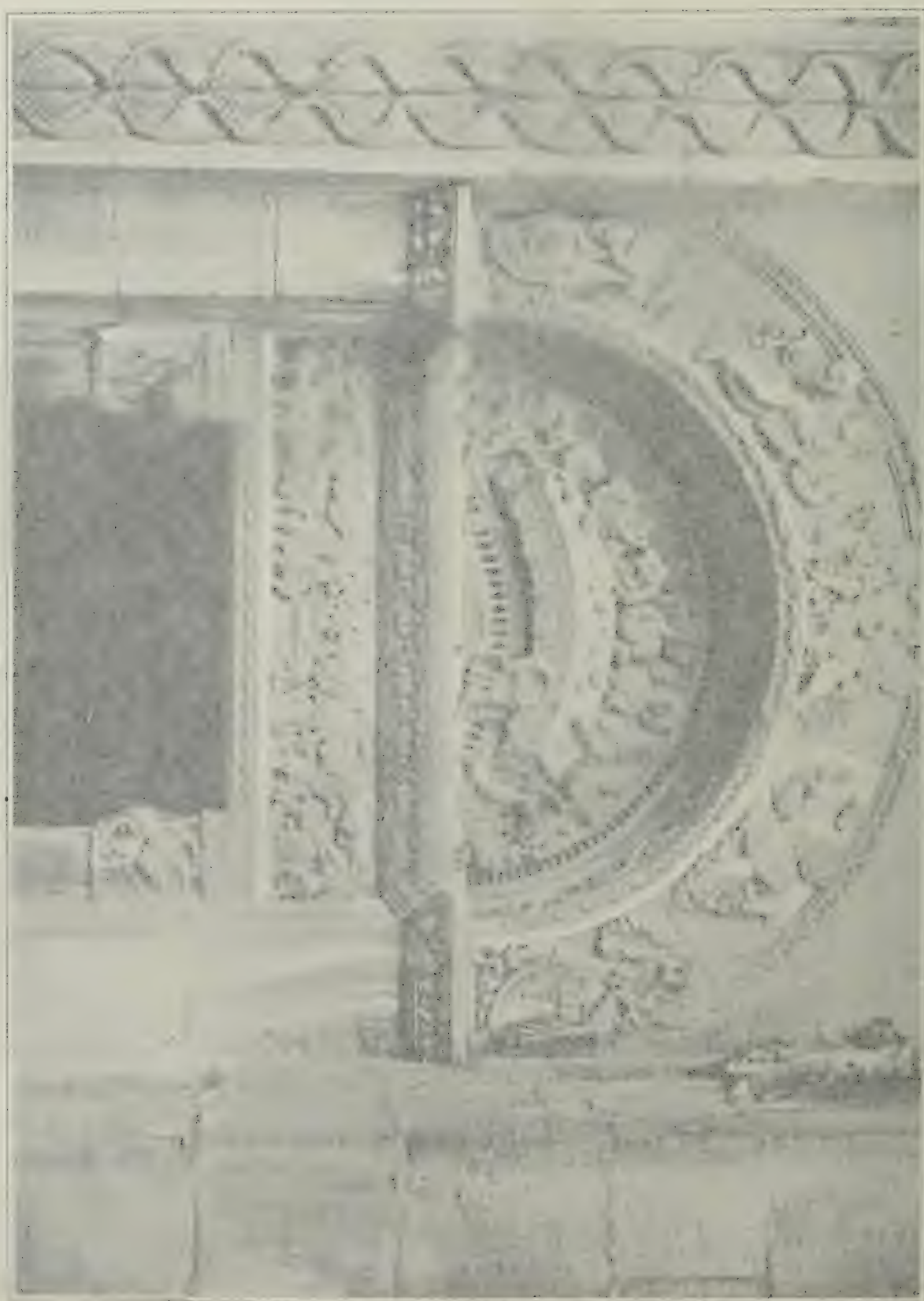


Fenêtre. — Les noces de Cana.

AKS



Compartiment de la porte de l'église.



Fronton — Les murs de Lomé



Tympan de la porte du Porche.

les emblèmes du passé, citons encore ces deux déterminations prises, l'une par le citoyen Jolet, membre de la Société populaire, et l'autre, par les citoyens Patural et Richet, membres également de cette Société.

« Jolet a déposé sur le bureau, des passeports et attestations portant l'empreinte des armoiries du prétendu chef de l'Eglise » (1).

« Les citoyens Patural et Richet... ont déposé sur le bureau leurs lettres d'avocat pour être brûlées le jour de décadi au pied de l'arbre de la Liberté, attendu que ces lettres rappellent encore l'ancien régime et que des républicains doivent oublier jusqu'à son nom... » (2).

Les sans-culottes, en voie de faire disparaître tout ce qui rappelait le vieux régime, voulurent également effacer les noms rappelant une origine religieuse. Après avoir donné à Charlieu le nom de Chalier, en mémoire de ce grand Conventionnel lyonnais, ils décapitèrent les noms des communes de Saint-Hilaire, de Saint-Nizier, de Saint-Denis, qui furent désignées sous les noms de « Hilaire-sous-Chalier, Nizier-sous-Chalier, Denis-de-Cabanne » ; Saint-Pierre fut désigné sous le nom d' « Unité-sur-Loire ».

Ces dénominations nouvelles durèrent peu ; on ne les trouve que dans trois ou quatre délibérations sous la Convention.

Si l'aberration révolutionnaire s'était contentée de ces derniers actes, les faits n'auraient eu aucune conséquence grave. Mais pour les sans-culottes, il fallait absolument détruire les emblèmes de la religion.

La cérémonie du 20 Brumaire y contribua largement.

D'ailleurs les représentants du peuple avaient fait paraître une instruction relativement à ce but, quelques jours après cette grande fête immortalisant Marat. « Les prêtres, y est-il dit, sont les seuls causes du malheur de la France... Les rapports de Dieu et des hommes sont des rapports

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 490, f. 19, verso.

(2) — — — 400, f. 22, verso.

purement intérieurs et qui n'ont pas besoin, pour être sincères, des faits du culte et des monuments apparents de la superstition. Vous commencerez par envoyer au trésor de la République, tous les vases, tous les ornements d'or et d'argent qui peuvent flatter la vanité des prêtres, mais qui sont nuls pour l'homme vraiment religieux. Vous anéantirez tous les symboles extérieurs de la religion qui couvrent les chemins et les places publiques, puisque les chemins et les places sont la propriété des Français ».

Cette pièce, approuvée par Collot d'Herbois et Fouché, est datée de Ville-Affranchie le 26 Brumaire an II (16 novembre 1793).

Obéissant à cette instruction, le Conseil général de Charlieu prit, le troisième jour de Frimaire, l'arrêté du département en bonne considération et délibéra ainsi sur les signes extérieurs du culte religieux :

Le procureur de la commune ouï, nous avons arrêté :

1° que le susdit arrêté dudit département sera sur le champ publié et affiché à la manière accoutumée, et qu'il sera exécuté suivant sa forme et teneur :

2° qu'il sera nommé des ouvriers pour abattre les croix, enlever les ornements d'oratoires, tableaux, bustes et autres monuments de piété, (selon) la publication dudit arrêté du département ;

3° nous avons nommé pour l'exécution dudit arrêté les citoyens Androt, maçon, Vieillot fils, Lafleur, Dreux aîné, Dreux cadet, Jacques Martin, Fribourg, Ray, Ducard, Joannin, Bouchard, tous maçons ou tailleurs de pierre de cette commune ; Jollet, Delorme, Debreuil cadet, Corget, Tourenjoux, Marmet, Labrosse, Bourguignon, Darfeuille, tous charpenliers de cette commune.

En conséquence, nous les avons tous requis de mettre à exécution ledit arrêté.

4° Ledit arrêté dudit département sera sur le champ notifié au citoyen Bardet, ministre du culte de cette commune, et avons signé avec le procureur de la commune et le secrétaire greffier,

ALESMONIÈRE, *maire* ; BARDET, MORILLON,
off. *municip.* ; MARCOUX, *secrétaire* ;
NOBIS, *procureur de la commune* (1).

A Chandon, toutes les croix furent arrachées de leur emplacement et transportées dans l'église. « Le Conseil muni-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 120, verso.

cipal de Saint-Hilaire, considérant qu'il était urgent de ne reconnaître aucune marque distinctive que l'emblème de l'arbre de la Liberté, décida que tous les citoyens propriétaires de la commune qui avaient des ci-devant croix ou autres marques de leur ressemblance, plantées ou existantes dans leurs propriétés, seraient requis de les faire arracher et disparaître sur le champ ».

Ces attentats furent un désastre pour les monuments de Charlieu, pour l'Abbaye en particulier, tout en restant une violation de la propriété privée. On ne trouve pour la Convention aucune circonstance atténuante à ces actes de barbarie ; tout au plus peut-on invoquer l'état de folie des ouvriers chargés de cette besogne, état provoqué par l'ivresse dans laquelle, d'après la tradition, les avaient plongés les meneurs, tous bons sans-culottes de Charlieu.

Après cet acte de vandalisme, le Comité de surveillance de Charlieu répondit à celui de Roanne par la lettre suivante :

LIBERTÉ. EGALITÉ OU LA MORT

Charlieu, le quatre Pluviôse, l'an deux de la République, une, indivisible et démocratique. — Citoyens sans-culottes, nos frères et amis, nous nous empressons de répondre à votre lettre datée du 28^e Nivose que nous recevons seulement aujourd'hui, par laquelle vous nous invitez à faire disparaître tous les signes de superstition, conformément à l'arrêté des représentants du peuple en date du 17 Nivose, si toutefois il en existait. Citoyens, nous avons en horreur tout ce qui rappelle la tyrannie et nous vous assurons que, depuis deux mois environ, tous les signes extérieurs du fanatisme sont anéantis dans notre commune ; soyez convaincus de notre zèle et de notre dévouement pour la chose publique et de la fraternité que nous avons jurée à tous nos frères les républicains.

Les membres du Comité de surveillance de la commune de Charlieu

Aux membres du Comité de surveillance de la commune de Roanne,

Signé à l'original :

BROSSELD, JALLEMONT, RONCHIVOL, ROMEUF,
ROUILLIER et CUCHERAT, *président*.

Copie conforme à l'original :

CUCHERAT, *président* (1).

(1) Arch. dép. Reg. L. 397, f. 1, verso.

Mais la destruction des emblèmes religieux ne se fit pas partout le même jour à Charlieu. Des récalcitrants n'ayant pas obéi au décret, la Société populaire prit contre eux « le 24 Pluviôse, l'an II », la délibération que nous relevons :

Il a été fait lecture des nouvelles politiques après laquelle un membre a observé qu'il existait encore sur plusieurs maisons de cette commune des emblèmes du despotisme, que la loi n'avait pas à cet égard reçu son entière exécution, que les propriétaires des dites maisons devaient être punis des peines qu'elle prononce contre eux, et a demandé que la municipalité soit invitée de faire exécuter la loi relative aux marques qui retracent le régime féodal ; sur quoi, la société, indignée de l'infraction qu'ont faite à la loi plusieurs particuliers de cette commune, a arrêté que la municipalité sera invitée à mettre à exécution la loi relative aux marques de despotisme et de féodalité et à prononcer contre les réfractaires les peines prononcées par la dite loi. (1)

La guerre entreprise contre le clergé réfractaire, et en dernier lieu contre le clergé constitutionnel lui-même, avait pour but l'anéantissement du culte religieux. La Convention, dépourvue de l'idéal inné chez tout homme qui pense, avait établi le culte de la Raison, en attendant celui de l'Etre Suprême que Robespierre, mieux avisé, fit proclamer plus tard, espérant par lui exercer une sorte de dictature quasi sacerdotale.

La Déesse Raison remplaça donc le Christ, et la plupart des églises furent fermées au culte. Celle de Charlieu l'était déjà le 11 Frimaire an II, d'après une délibération du Conseil général datée de ce jour : « ...Considérant enfin que la ci-devant église où l'on faisait autrefois (lecture des décrets) est fermée, qu'il est indispensable de choisir un autre lieu pour faire ladite lecture, etc... » (2).

La fermeture de l'église Saint-Philibert, tout en mécontentant la généralité des habitants, n'amena aucun trouble grave. Seule, une manifestation se produisit au Calvaire

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 400, f. 20, verso.

(2) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 126, verso.

qu'on ferma également. Des personnes pieuses, des femmes en majorité, s'assemblèrent et réussirent à transporter l'image du Christ dans un lieu sûr et à l'abri de toute investigation.

Mais à Belmont il n'en fut pas de même. Il s'y produisit une émeute, pour la répression de laquelle il fallut réclamer la présence de la force armée.

A cause du voisinage de ce canton, nous rapportons ici les troubles qui y eurent lieu.

« Le 30 Frimaire, an II (20 décembre), jour de décadi, était consacré au repos ; à Belmont les officiers municipaux, les membres du Conseil général de la commune et le Comité de surveillance se réunirent en corps, avec un grand nombre de citoyens, dans l'église pour y lire et publier les décrets et le bulletin de la Convention. La séance étant publique, une femme s'y rendit et interrompit la lecture, en disant qu'on s'exposait à une excommunication, et qu'on eût à se retirer. La réunion ne prêta d'abord aucune attention aux paroles de cette femme qui sortit de l'église ; mais aussitôt après, elle revint accompagnée d'un grand nombre de citoyennes ; elle renouvela son invitation et ajouta que les femmes de Belmont allaient se mettre en état de révolte, afin d'obtenir le rétablissement de la religion catholique, leur religion première, le retour de leurs prêtres, et qu'elles ne voulaient d'une *religion de chèvre*.

« L'Assemblée fut ainsi dissoute et les femmes s'emparèrent de la clef de l'église.

« Bientôt un nouveau rassemblement se forma autour de l'église, et le Juge de Paix requit la garde nationale pour le dissiper. Cependant les femmes, au nombre de cent environ, occupèrent le cimetière, armées de pierres et de bâtons, criant qu'elles voulaient leur religion et leurs prêtres, et le rétablissement du culte catholique comme auparavant ; qu'elles étaient à la garde de leur église pour empêcher que l'on introduisit un culte étranger à leur vraie religion et toute cérémonie quelconque. — A la vue

du Juge de Paix, des officiers municipaux et de la garde nationale, l'attroupement prit peur et se dispersa. Néanmoins celles qui le composaient se réunirent de nouveau à sept heures du soir, se rendirent au presbytère où elles s'emparèrent d'une seconde clef de l'église, et passèrent la nuit auprès des feux qu'elles allumèrent autour.

« L'attroupement dura trois jours et le maire de Belmont dut requérir les gardes nationales de Cours et de Thizy de lui prêter secours, pour rétablir l'ordre et arrêter les coupables. — Les gardes nationales se portèrent à Belmont. Arrivées à proximité du bourg, elles aperçurent une troupe nombreuse d'hommes et de femmes autour d'un feu immense allumé sur la place publique ; le tocsin sonnait. Dès que l'attroupement vit la colonne, il se porta au-devant d'elle en poussant des cris séditieux et en injuriant les hommes qui la composaient. Quelques coups de fusils suffirent pour mettre en fuite la foule d'émeutiers. Les gardes nationales entrèrent à Belmont, firent une centaine d'arrestations et rétablirent dans leurs fonctions la municipalité et le Comité de surveillance. Ce service interrogea les séditieux détenus et envoya les plus coupables à Roanne.

« En même temps, des troubles se produisirent à Saint-Igny-de-Roche et à Saint-Germain-la-Montagne. Dans cette dernière commune, des troupes vinrent le 3 Nivôse, afin de mettre un terme à la sédition » (1).

Le 1^{er} Nivôse de l'an II, Javogues avait pris un arrêté définitif pour la fermeture et la désaffectation de toutes les églises.

(1) Ext. de l'*Hist. de la Loire*, Brossard, vol. 2, p. 28.

§ 10.

Persécution des prêtres. — Leur arrestation. — Apostasie des prêtres assermentés. — Mariages des prêtres. — Serment de plusieurs religieuses. — Rétractation de l'abbé Boutouge et de la sœur Vedeau. — Le baiser fraternel des citoyennes au conventionnel Evrard. — L'abbé Samoël malade est gardé prisonnier dans sa maison.

Les églises fermées au culte, les prêtres persécutés, l'exercice du ministère sacerdotal n'était guère prudent. Il fallait une foi vive et réelle pour persévérer dans sa pratique.

Cependant nombreux étaient les prêtres fidèles à leur serment canonique. Ils se cachaient et célébraient leur messe dans les granges, les caves ou dans les bois. Clandestinement quelques fidèles s'y rendaient et restaient aux aguets, crainte de surprise de la part des sans-culottes, payés pour les dénoncer. La dénonciation dans ce cas était toujours grave. Traduits devant le tribunal de Feurs, les rebelles aux décrets étaient jugés et exécutés souvent.

Quant aux prêtres assermentés, qu'atteignait à leur tour la Révolution dans sa marche ascendante, beaucoup ne se trouvaient nullement gênés par leurs vœux de prêtrise. La liste de ces prêtres, bien que peu importante, est triste pour la foi catholique. Nous jugeons utile, dans l'intérêt de cette histoire locale, de ne pas la passer sous silence. Elle n'atteint pas d'ailleurs les principes de la religion que ne peuvent effleurer les défaillances de ces hommes égarés par la crainte et la terreur.

Cette terreur était à chaque instant mise à l'ordre du jour dans les séances du Comité de surveillance, de la Société populaire et du Conseil municipal.

A titre de document nous citons une de ces délibérations qui durent grandement agir sur l'esprit de quelques prêtres :

Dans la séance de la Société populaire du 29 Brumaire l'an II... le

président a dit : frères et amis, les malveillants s'attachent à nos pas pour nous désunir ; ils manifestent encore le coupable et insensé désir de tiédir le patriotisme brûlant qui anime cette Société, mais le précipice qu'ils cherchent à creuser doit être leur tombeau, parce que le nœud qui lie les bons sans-culottes est inextricable.

Je propose en conséquence de le consacrer solennellement par un serment que je vais prêter et que j'invite... à répéter ainsi : Je jure de rester l'ami inviolable des sans-culottes, de ne jamais me séparer d'eux, de pulvériser les ennemis de la chose publique ou de mourir.

La majorité des citoyens ont aussitôt prêté individuellement le même serment...

Sur la motion d'un membre, considérant que les prêtres ont fait tout le mal qu'ils ont pu à la chose publique, considérant que pour réussir plus sûrement ils se sont couverts par leur hypocrisie d'un dehors conforme aux lois ; considérant que les *calotins* furent dans tous les temps le fléau du genre humain ; considérant qu'il est contre toute vraisemblance de croire à la sincérité de cette secte fangeuse et ennemie de la République.

La Société arrête que les municipalités ensemble, les comités de surveillance de cette commune et du canton sont invités à ne délivrer ni viser aucun certificat de civisme à aucun prêtre.

La Société, transportée à la joie de la pétition faite à la Convention nationale, par la Société mère des Jacobins de Paris, de mettre la terreur à l'ordre du jour, remercie et félicite ladite Société mère sur un point aussi salulaire à contenir les malveillants.

Par la motion faite par plusieurs membres tendant à renvoyer de cette commune les *arlequins* vêtus de noir,

Considérant que le moment est arrivé où la raison et la vérité doivent succéder au mensonge et à l'ignorance ; considérant que les tyrans n'ont régné que par l'erreur que prêchaient les prêtres à l'homme, en le prenant au berceau pour ne le quitter qu'au tombeau ; considérant qu'il faut effacer tout ce qui rappelle l'ancien gouvernement,

La Société déclare hautement qu'elle ne reconnaît d'autre culte que celui de la vertu, de la raison et de la vérité, arrête en conséquence que la municipalité sera invitée à convoquer les citoyens de la commune en assemblée générale à l'effet d'émettre leur vœu sur ces questions, qui se résoudront sans doute pour l'affirmative. La commune ne doit-elle pas renvoyer promptement son curé et tous les autres calotins ? accessoires ? ne doit-elle pas faire parvenir à la Convention nationale les ciboires, calices, soleils, burettes, chasubles, saints en argent et autres, ensemble la Sainte-Vierge, pour les faire passer dans les creusets de la fondu nationale et les pétrir de patriotisme ? Arrête que sur l'observation d'un membre de la Société, Charlieu portera désormais le nom de *Chalier*, charge les citoyens Richet et Garmier, commissaires nommés à cet effet, de présenter un mode d'exécution ainsi que les noms à donner aux rues de cette commune. Arrête en outre que l'oraison funèbre de Marat, Pelletier et Chalier, prononcée par le citoyen Garmier le dernier jour de la seconde décade, le discours prononcé par le citoyen Devillaine fils

dans cette séance sur les *calotins*, comme encore le présent procès-verbal, seront imprimés et envoyés à la Convention nationale, à la Société mère des Jacobins, aux Sociétés populaires et aux autorités constituées du district et du canton.

Sur la motion de plusieurs de ses membres, la Société arrête que par les citoyens Richet et Garmier qu'elle choisit, la municipalité sera invitée à faire abattre les signes extérieurs de la superstition et à empêcher que les républicains ne soient plus troublés à minuit par le son d'une cloche qui reproduit l'idée de la momerie des prêtres....., et ont les présidents et secrétaire signé avec ceux qui ont su le faire :

DUCEL, LACROIX, BONNIÈRE, MARCOUX, CARRÉ,
EVRARD, CUCHERAT, RODE, PATORAL, ROUILLET,
VILLARD, JALLEMON, GARMIER, *président* ;
MORILLON, LAVAL, ROUX, HOUDAILLE, *secrétaire* (1).

Parmi ces prêtres du canton et de la région qui renoncèrent à leur titre de prêtrise, nous signalons d'abord l'apostasie du curé de Nandax.

Le 30 Brumaire, J.-B. Imbert, curé assermenté, fit déclaration de ne vouloir plus exercer les fonctions de prêtre. Il voulait devenir simple citoyen, embrasser une profession plus utile à la nature et servir celle-ci dans tous les postes où son civisme et son attachement à la République pourraient le rendre digne d'être appelé. « A déclaré de plus le citoyen Imbert, rapporte le procès-verbal signé par le curé et par Boizet, maire, que quoiqu'il ne lui reste pas une fortune suffisante pour le faire vivre, un républicain qui a des bras et de la santé ne doit vivre aux dépens de la République qu'autant que tout son temps est employé à la servir dans ses armées ou autres postes qu'elle lui a assignés ; que n'ayant point d'infirmité qui l'empêche de travailler, il renonce aux secours offerts par la Convention aux curés peu fortunés qui donneront leur démission ; les besoins de la République et son patriotisme ne lui permettent pas de les recevoir. Desquelles déclarations ledit Imbert, curé de Nandax, nous a requis de lui donner acte,

(1) Arch. dép. Reg. L. 392, f. 6 et 7.

lesquelles seront consignées sur nos registres et envoyées de suite à la Convention nationale » (1).

Le 1^{er} Frimaire, Cl. Boutouge, prêtre domicilié à Charlieu, apostasia devant le Comité de surveillance de la ville, dans les termes suivants :

« Je soussigné, déclare que je renonce à ma qualité de prêtre, pour vivre désormais citoyen français et user de la plénitude des droits d'un homme libre, pour professer la maxime de la raison et de la vérité ; que déjà depuis plus de vingt mois, j'ai usé des droits attachés à la liberté en ne servant plus le culte ; en conséquence, j'abandonne huit mois de traitement échus ; j'aurais donné mes lettres de prêtrise, si je les avais en mon pouvoir ; je n'ai que celle de tonsure que je joins à ma déclaration, et consens que ladite déclaration soit rendue publique.

« Signé, BOUTOUGE ».

L'abbé Cartellier suivit cet exemple et adressa au Comité de surveillance cette déclaration : « Je soussigné déclare hautement que j'abdique à jamais la qualité de prêtre dont je fus revêtu sous le règne de l'ignorance et de la tyrannie, que je renonce à la momerie qui fut le métier des prêtres et que je ne reconnais d'autre culte que celui de la vertu, de la raison et de la vérité ; qu'à cet effet je joins à ma déclaration mes lettres de tonsure et de prêtrise, je déclare que je ne reconnaîtrai désormais les temples que pour y chanter les hymnes de la vertu et de la liberté, que j'apprendrai à la jeunesse pour prière, les devoirs et les droits de l'homme, et pour sermon, je leur prêcherai les bienfaits de la Constitution républicaine et le bonheur de la vertu. Depuis longtemps mon cœur soupirait après le moment qui devait éloigner de nous la superstition et les prétendues vertus qu'elle a favorisées avec le plus d'ardeur, qui ont rompu tous les liens qui devaient unir les hommes et qui n'ont été propres trop souvent qu'à multiplier nos vices et faire taire nos

(1) Arch. dép. Saône-et-Loire, *Reg. des délibérations du district de Marcigny*.

remords ; depuis longtemps je désirais un culte dégagé de superstition.

CARTELLIER » (1).

CONSIDÉRANT, dit le procès-verbal du Comité de surveillance, que le jour est venu où la raison pouvant s'étendre dans la latitude que la nature lui a donné, va triompher, dégagée de l'hypocrisie et de la scélératesse calotine ; considérant que la tyrannie ne régna que par l'ignorance où les prêtres ont tenu le peuple jusqu'au moment où la liberté a jeté dans le cœur des Français la vérité accompagnée de tous ses rayons lumineux ; considérant que la République doit être enfin purgée de tous préjugés pour ne connaître désormais que ce qui intéresse le bonheur de la Patrie et du genre humain ; considérant que les illustres Montagnards sont les auteurs de tant de bienfaits ; considérant qu'il convient de donner la plus entière publicité à l'abdication faite par Cl. Boutouge et M. Cartelier, prêtres, pour que les autres *calotins* suivent l'exemple ;

Le Comité arrête que le présent procès-verbal sera imprimé et envoyé dans le jour à la Convention Nationale avec les lettres de prêtrise et de tonsure déposées, un extrait à la société mère des Jacobins, et à toutes les sociétés populaires de ce district et du canton avec invitation aux sociétés populaires du canton d'éclairer les citoyens sur le mensonge que les prêtres leur ont prêché, et ont les membres du comité signé, GARMIER, *président*, etc... » (2).

Le 26 Pluviôse, c'est le tour de l'abbé Duvernay.

« Je soussigné, Jean Duvernay, déclare que quoique prêtre, je n'ai jamais été fonctionnaire public ; j'ai toujours vécu libre et je désire vivre à l'avenir comme faisant partie de la classe des citoyens de la République ; je déclare que je ne ferai à l'avenir aucune fonction de prêtre et que j'y renonce, et que quant à mes lettres de prêtrise, elles ne sont point en mon pouvoir.

Signé, DUVERNAY » (3).

Devigne, curé de Cuinzier, dans son abjuration déclarait, en remettant ses lettres de prêtrise, bien que sexagénaire et infirme, ne solliciter aucun secours, « pour n'être pas à la charge de la Nation ».

Le 29 Messidor de l'an III, nous voyons dans les regis-

(1) Arch. dép. Loire, *Reg. L.* 366, 2^e cahier, f. 10.

(2) — — — 306, 2^e cahier, f. 10.

(3) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 155.

tres la soumission du citoyen Gaspard Simon, « ci-devant curé de Saint-Germain-la-Montagne, et en résidence à cette date à Charlieu », et celle du citoyen Jacques Servant, « prêtre, ci-devant capucin ».

Le 1^{er} Thermidor, est faite la soumission du citoyen Claude Bardet, « curé de Charlieu ».

Le 28 Thermidor, c'est celle de Jean-François Coignet, « prêtre à Charlieu », et de Benoît Jallemond, également « prêtre à Charlieu ».

Le 26 Fructidor, Joseph-Louis Cucherat, « prêtre à Charlieu », fait aussi sa soumission.

Citons encore, en nous tenant dans la région, l'abjuration de Pegon, curé d'Arcinges ; celle d'A.-D. Moulins, curé de Belmont, et enfin celle de Fenouillet, curé de Saint-Hilaire.

Bien des religieuses suivirent l'exemple de ces prêtres apostats. Nous relevons en particulier, dans les registres de Charlieu, les noms « des citoyennes » Jacqueline Paillet, Marie-Geneviève Aulteroche, Louise-Pierrette Vedeau et Claudine Riehet, « ci-devant religieuses » domiciliées à Charlieu. Ladite citoyenne Aulteroche avait déjà prêté le serment, mais pour plus de sécurité pour sa personne, elle le renouvelle le 19 Ventôse, an II et apostasie.

Parmi toutes ces apostasies, il est juste de dire que plusieurs furent rétractées quelque temps après. Nous trouvons dans les registres de Charlieu, en effet, la rétractation de la religieuse Vedeau, et celle de l'abbé Boutouge que nous relevons la première.

AUJOURD'HUI, 9 Germinal, an III de la République, est comparu Claude Boutouge qui a dit : les droits imprescriptibles de la nature et la Constitution française assurent à tout citoyen la liberté des cultes. Voulant me prononcer d'une manière non équivoque sur mon opinion religieuse, je rétracte, dans tout son contenu et ses suites, un écrit signé de moi, inscrit sur les registres du comité de cette commune, qui a donné lieu à des interprétations qui lui sont injurieuses, quoique j'en eusse développé le sens clairement et notamment par une confession de foi la plus

orthodoxe. Je déclare donc que je veux vivre et mourir dans le sein de l'église catholique en qualité de prêtre, quoique indigne, et que je suis prêt à sceller cette vérité de tout mon sang ; que je me propose d'en célébrer les mystères le plus tôt que je pourrai, dans l'intérieur de la maison où je demeure, dans l'espérance d'un lieu plus décent, et a signé BOUTOUGE. (1)

La religieuse Vedeau n'attendit pas si longtemps pour se rétracter. Prise de remords et voulant effacer la mauvaise impression que son apostasie avait pu produire sur les esprits, elle fit placarder la nuit, des affiches sur les murs de la ville, annonçant rétractation du serment qu'elle avait prêté.

La connaissance de ces affiches produisit un grand émoi dans la population, et le conseil municipal s'empressa de délibérer sur ce cas de rébellion, le 6 Floréal, an II.

...Un membre a dit : frères et amis, il vient de paraître des affiches sur les portes de cette commune, sur papier timbré, datées du 4 de ce mois, signées Vedeau, religieuse ursuline de Charlieu, par lesquelles la dite Vedeau montre un repentir du serment qu'elle a prêté à la République ; qu'elle le rétracte à la face de l'Univers. Ces affiches annoncent la malveillance des ci-devant religieuses et prouvent évidemment combien les concitoyens doivent les surveiller et prendre des précautions pour détruire le fanatisme religieux. — En conséquence je demande à ce qu'une de ces affiches que je dépose sur le bureau, soit paraphée *ne varietur*, par le maire, ainsi que la lettre par elle écrite au citoyen maire, à la même date, lesquelles seront déposées aux archives de cette commune pour y avoir recours, si le cas y échoit. En conséquence, que la dite Vedeau soit déclarée suspecte et traitée comme telle ; à l'effet de quoi, que l'arrêté à intervenir sera dénoncé au comité de surveillance de cette commune, pour par lui faire toutes les diligences en tel cas requis.

La matière mise en délibération, l'agent national oui, (le conseil) arrête que sur le champ il sera nommé deux commissaires qui seront pris dans le sein de la municipalité pour se transporter au domicile de la dite Vedeau, ci-devant religieuse, pour y

(1) *Reg. munic. Charlieu*, 16 ventôse an II au 26 frimaire an IV, 7.

apposer les scellés sur ses propres papiers, meubles et effets, et partout où il en sera trouvé. En conséquence, avons déclaré la dite Vedeau suspecte, et ordonné qu'elle sera traitée comme telle ; à l'effet de quoi, qu'elle sera arrêtée partout où elle sera trouvée, pour être conduite à la maison d'arrestation de cette commune ; et pour l'exécution de notre présent arrêté, il sera remis à la gendarmerie de cette commune un mandat d'arrêt contre ladite Vedeau, pour faire la recherche de sa personne et la traduire en la dite maison d'arrêt ; et que le présent arrêté sera dénoncé au comité de surveillance de cette commune pour prévenir les malveillances des intrigants et des fanatiques religieux et avons nommé pour commissaires, Jean-Baptiste Patural, l'un de nous, et le citoyen Marcoux, notre secrétaire greffier... et avons signé,

NOBIS, *agent national*, ALESMONIÈRE *maire*... etc.

Lapalus et Evrard dignes représentants de Javogues et de la Convention, après la cérémonie solennelle en l'honneur de Marat, ordonnèrent l'arrestation des prêtres de Charlieu, bien que ceux-ci se fussent rendus coupables d'apostasie pour éviter la prison ou la mort.

Le conseil municipal dans sa séance du 5^e jour du mois frimaire, an II, en témoigne sa satisfaction avec le Comité de surveillance :

CONSIDÉRANT que les citoyens Lapalus et Evrard, commissaires du comité de sûreté générale de la Convention nationale, ont mis en arrestation les nommés Bardet, curé, Jallemond, vicaire, de cette commune, Boufouge et Cartelier, prêtres :

Considérant que cette précaution ne peut que consolider la paix et la tranquillité de ladite commune ;

Considérant que la proclamation qui a été faite aux citoyens le jour de hier par le citoyen Evrard accompagné des autorités constituées et de la force publique, a produit les heureux effets qu'on devait en attendre ;

Considérant que les citoyennes de cette commune, transportées de joie, ont donné individuellement le baiser fraternel audit commissaire Evrard, pour témoigner que le fanatisme et la momerie des prêtres n'a aucun empire sur leur âme ;

Considérant que cet acte civique doit être connu, déclarant que les citoyens et citoyennes de cette commune ont manifesté haute-

(1) *Reg. munic. Charlieu*, 1792 à l'an II, t. 183.

ment leur haine contre les prêtres, que les uns et les autres ont attesté qu'ils rejettent à jamais le fanatisme et qu'ils ferment la porte inaccessible à toute suggestion calotine, déclarent que les citoyennes ont donné le baiser fraternel et individuel au citoyen Eyraud, pour témoignage ineffaçable de cette vérité, en l'invitant d'assurer la Convention Nationale de leur attachement pour la liberté, pour le culte de la Raison et de la Vérité.

Arrête en conséquence, qu'extrait de ce procès-verbal sera envoyé sans délai à la Convention, au comité de salut public et à la société mère des Jacobins ; et avons signé avec le procureur de la commune et le secrétaire greffier :

ALESMONIÈRE, *maire*. BARNAUD, DREUX, SIMON
fils, BALET aîné, GRAPPELOUP aîné, PATURAL,
BROSSELAUD, NOBIS, MORILLON, BARDET, CUCHE-
RAT, COQUILLE, ADAM, GARMIER, MARCOUX. (1).

Tous les prêtres à Charlieu furent donc ainsi pourchassés sans distinction. Avoir été prêtre était motif suffisant de suspicion. Ceux qui ne purent fuir à temps ou se cacher furent conduits dans les prisons.

L'abbé Samoël, « ci-devant bénédictin », résidait toujours à Charlieu, dans un appartement du prieuré. Ayant toujours refusé la prestation de serment, ses biens étaient donc séquestrés et ses meubles sous scellés, mais malade, il n'avait pu prendre la fuite et « attendu qu'il se trouve alité » on ne le conduisit pas dans la maison d'arrêt. Des sentinelles furent placées à sa porte et cela à ses frais. Sa maison lui servit provisoirement de prison.

Le curé de Pouilly, réfractaire aux lois, avait pris la fuite. En partant, il avait déposé des meubles et des effets dans la maison de la citoyenne Petit Size de Charlieu. Cette femme imprudente fut dénoncée pour cet effet, et le Conseil « arrête (5 octobre 1793) » de procéder au séquestre des meubles et effets de ce prêtre, sans parler de la sanction grave encourue par la citoyenne.

Le 27 Brumaire, on arrête le curé Butty de Saint-Pierre-la-Noaille, de Seguin, curé de Maizilly, de Pertuca, curé de Saint-Denis-de-Cabanne.

A propos de l'abbé Butty, nous trouvons une dénoncia-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 122, verso.

tion portée contre lui par l'abbé Servant, ex-capucin, desservant alors la paroisse de Briennon. Ce prêtre apostat, le premier jour de Brumaire, fit devant le Comité de surveillance la déclaration suivante :

Il a dit qu'étant, il y a environ un mois à diner chez le citoyen Laman, curé de Fleury, où était le citoyen Butty, curé de Saint-Pierre et plusieurs autres ; dans la conversation il s'éleva une difficulté ; que le citoyen Butty s'irrita contre lui de ce qu'il soutenait la Constitution, et lui dit qu'il l'estimait beaucoup, mais que depuis qu'il avait eu la bêtise de prêcher la Constitution dans la paroisse d'Iguerande, il avait perdu ses amitiés et sa confiance. Le déposant a ajouté que le citoyen Butty lui cherchait aussi difficulté sur ce qu'il avait prêté son serment ; qu'il lui répondit : de quoi diable vous mêlez-vous ? je l'ai fait en bon républicain et je n'ai fait que mon devoir, d'ailleurs vous l'avez bien prêté vous-même ; que le citoyen Butty lui répliqua : Je sais de quelle manière je l'ai prêté... Qu'à l'instant arriva le citoyen Barnaud, notaire public, qui dit : de quoi diable vous entretenez-vous ? vous êtes tous des *Jeans-foutres* : le citoyen Servant a raison. Qu'alors la dispute cessa qui est tout ce qu'il a dit savoir, et a signé. (1).

Les dénonciations et la chasse aux prêtres se continuèrent, même quelque temps encore après la chute de Robespierre.

Nous citons ici le rapport fait au Comité de surveillance de Charlieu sur un prêtre « soupçonné être au Château du Poyet ». Cet exemple de perquisition nous instruit sur celles qu'on pratiquait un peu partout pour découvrir les prêtres fugitifs et cachés :

CE JOURD'HUI, vingt neuf septembre mil sept cent quatre-vingt treize, l'an second de la République Française une, indivisible et démocratique, le comité de surveillance de la commune de Charlieu assemblé à la manière ordinaire, cinq de ses membres ont observé que dans une expédition à laquelle ils ont assisté la nuit dernière pour la recherche d'un prêtre réfractaire, caché dans la maison du citoyen nommé Ste-Colombe, située au lieu du Poyet, paroisse de Pouilly, sur le commandement du citoyen Ray, accompagné de deux officiers municipaux de la commune dudit Pouilly, ils ont trouvé dans un appartement au rez-de-chaussée

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, 1^{er} cahier, f. 53-54.

du château, donnant sur la cour, une petite chapelle avec l'autel en bois et un prie-Dieu, sur lequel plusieurs livres pieux, avec quatre cierges sur l'autel qui ont été reconnus avoir été très fraîchement allumés ; dans un petit cabinet à gauche de l'autel, se sont trouvés tous les ornements propres à la célébration de la messe ; que dans un pareil cabinet à droite, il s'est trouvé beaucoup de lavabos pour le calice, fraîchement tachés de vin, dont plusieurs ont été reconnus encore humectés, ensemble les autres objets nécessaires ; ils ont ajouté que dans une des chambres du château, ils ont trouvé Pierre Deveaux, greffier de la commune de Thizy, couché dans un lit ; que dans une autre chambre, il s'est trouvé sur un lit deux matelats roulés avec ces mots écrits sur une carte qui était attachée : *matelats de la chambre de Monsieur l'abbé*. Fait les premiers jours de septembre mil sept cent quatre-vingt treize, et ont les dits cinq membres signé :

PIGNÉS, CUCHEBAT, POUGET, RABAT aîné, DREUX.

Sur quoi, considérant que depuis longtemps le château du Poyet est véhément soupçonné d'être un repaire de prêtres réfractaires ; considérant que ces présomptions acquièrent un degré de certitude par les chapelles, cierges fraîchement allumés et linges encore humectés par le vin, et par la note trouvée sur le matelat désignative d'un prêtre, le comité arrête que les officiers municipaux de la commune de Pouilly, ensemble, le commandant du bataillon du Levant, qui ont assisté à l'expédition dont il s'agit, seront invités, pour l'envoi qui leur sera fait de suite du présent arrêté, à envoyer sans délai à l'administration du district de Marcigny, le procès-verbal qu'il ont dû adresser sur les faits exposés par les cinq membres, comme encore à exercer la plus active surveillance sur le château du Poyet et les personnes qui l'habitent, arrête que les présentes seront adressées de suite à la dite administration pour qu'elle prenne le parti qu'elle croira convenable, sur tout pour faire exécuter son arrêté du vingt-sept de ce mois sur le prélèvement des matelats inutiles qui subsistent au château du Poyet. (1)

(1) Arch. dép. Reg. L. 396, 1^{er} cahier, 31.

§ 11.

Refus réitéré des religieuses hospitalières à la prestation de serment — Elles sont prisonnières à l'hôpital. — Arrêté contre la sœur Ray. — Evasion des hospitalières. — Recherches infructueuses opérées contre elles. — Trois citoyennes remplacent les sœurs à l'hôpital. — Nomination de deux médecins pour soigner les malades hospitalisés.

Les poursuites dirigées contre les sœurs hospitalières forment un épisode mouvementé. Il mérite une narration spéciale.

Ces religieuses au service de l'hôpital n'avaient pas subi le sort des autres communautés, des Ursulines en particulier ; leur présence avait été reconnue indispensable pour les soins des malades.

Mais en dernier lieu, leur refus réitéré d'obéir aux lois de la Constitution, les rendit de plus en plus suspectes et « inciviques ».

Non contentes, au début, de refuser la prestation du serment, elles ne craignaient pas « de s'absenter de l'Hôtel-Dieu » pour assister à toute autre messe qu'à celle célébrée par l'aumônier, l'abbé Cartelier, qui *était un intrus*. Elles quittaient également l'hôpital pour pouvoir se confesser à un prêtre réfractaire. La délibération suivante que nous avons puisée dans les archives de cet établissement prouve leur désobéissance aux décrets de l'Assemblée nationale :

CE JOURD'HUI, 18 septembre 1791, nous Placide Pellot, maire de la ville de Charlieu, Louis Chabal, officier municipal, sieur Duret, recteur de l'hôtel-Dieu, sieur Etienne Désarbre, notable, sieur Jacques Bardet, officier municipal et sieur Nicolas Cartelier, chapelain desservant dudit hôtel-Dieu, nous étant réunis en la manière accoutumée au bureau dudit hôtel-Dieu à l'effet de délibérer sur les affaires de la dite maison.

Considérant que rien n'est si important que de maintenir le bon ordre et donner le bon exemple dans la maison, notamment de remplir ponctuellement les décrets nationaux sanctionnés par le roi.

Ayant été informés qu'Anne Dufour, hospitalière dans cette maison, ainsi que la sœur Dénuelle, aussi hospitalière de cette maison, s'absentent plusieurs fois, notamment qu'elles s'en vont au loin pour y entendre des messes particulières, sous le prétexte que l'aumônier de l'hôtel-Dieu a prêté le serment requis par la loi ; que ce jourd'hui même le Saint-Sacrifice de la messe a été retardé par leur refus de présenter à l'aumônier les choses nécessaires au service divin ; que le service des pauvres ainsi que l'office souffrent de leur absence.

Avons arrêté que les sœurs seraient sur-le-champ mandées pour répondre au bureau sur les causes de leurs fréquentes absences et de leur retard à présenter à l'aumônier les choses nécessaires à l'office divin.

Icelles mandées et arrivées au bureau, après que lecture leur a été faite de la présente délibération, ont répondu l'une et l'autre qu'elles croyaient être libres d'entendre telles messes qu'elles jugeront à propos et de s'abstenir de celles qui se disaient journellement par l'aumônier du dit Hôtel-Dieu. — Sur quoi le bureau les a informées que leurs absences étaient absolument contraires au règlement de la maison, que le service divin en souffrait : pourquoi le bureau les invitait pour cette fois et plusieurs autres, et les enjoignait de se conformer au règlement, de ne point s'absenter à l'avance sans l'autorisation expresse du recteur et éviter les scandales qui pourraient en résulter ; à défaut de quoi le bureau serait douloureusement forcé de prendre contre elles un parti plus rigoureux, et avons signé avec les deux sœurs...

Les deux sœurs cependant jugeant, ce jour, qu'il n'y avait dans la prestation du serment, rien d'attentatoire aux lois de la religion catholique, firent amende honorable et continuèrent leur service hospitalier.

Mais l'année suivante, lors de la prestation solennelle du serment par les corps constitués, la Garde nationale, les salariés de l'Etat et les fonctionnaires, les hospitalières refusèrent de prêter ce serment.

CE JOURD'HUI, 13 octobre 1792, l'an I de la République... sont comparues les sœurs de l'hôtel-Dieu du dit Charlieu, qui sont, savoir Marie Dénuelle, Anne Dufour, Claudine Plassard et Jeanne Ray, auxquelles nous avons fait lecture de la dite loi et décret du

15 Août dernier, relatifs au serment à prêter par les fonctionnaires publics ; d'après lecture à elles faite du sus-dit décret et serment, ont fait refus de le prêter et se sont retirées. De tout quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal.... dont expédition sera envoyée au ministre de l'intérieur pour servir et valoir ce que de droit.... (1)

Les hospitalières ne pouvaient donc qu'être traitées en suspectes ; elles le devinrent encore bien davantage quand les églises furent fermées, les prêtres emprisonnés, et lorsque fut créé le culte de la déesse Raison.

Le 19 Ventôse, an II, elles ne parurent même pas devant le Conseil général de la commune pour la prestation du nouveau serment. Devant cette obstination à rester réfractaires aux lois, il y eut délibération du Conseil :

CONSIDÉRANT que les nommées Dénuelle, Ray et Plassard, hospitalières de l'Hôtel-Dieu de cette commune, Valance, Rebut, Bardet, Chuzeville, Guillermin, ci-devant religieuses résidentes audit Charlieu, ne se sont point présentées pour prêter leur serment, en exécution du décret de la Convention nationale du 9 nivôse dernier, qui les a assujetties au serment ;

Considérant que leur non comparution, annonce de leur part une désobéissance formelle à la loi :

Sur quoi, ouï l'agent national de cette commune en ses conclusions,

ARRÊTE que lesdites citoyennes Dénuelle, Ray et Plassard, hospitalières, Valance, Rebut, Chuzeville, Bardet et Guillermin, ci-devant religieuses, sont exclues des places qu'elles occupaient, regardées comme suspectes et traitées comme telles. En conséquence lesdites hospitalières et religieuses seront mises en état d'arrestation et conduites dans la maison d'arrêt incessamment, et que sans délai, il sera pourvu au remplacement desdites Dénuelle, Ray et Plassard, et que pour exécution du présent arrêté, qu'extrait du présent arrêté sera délivré par le secrétaire greffier au citoyen commandant de la force armée de cette commune, et à ledit Conseil général signé avec l'agent national et le secrétaire greffier :

ALESMONIÈRE, *maire* ; NICOLAS, NOBIS,
DUCEL, BARDET, BARNAUD, BERAUD,
MARCOUX (2).

Sur cet arrêté les religieuses Ursulines réfractaires furent

(1) *Reg. munic. Charlieu*. 1792 à l'an II, f. 15, verso.

(2) — — — — f. 60.

poursuivies et conduites dans la maison d'arrêt. Quant aux hospitalières, dont le service était indispensable aux malades de l'Hôtel-Dieu, elles furent gardées à vue et restèrent prisonnières dans cet établissement, jusqu'au 18 Messidor de l'an II.

Aux yeux des bons sans-culottes cette situation ne paraissait pas régulière. Le citoyen Marcoux convoqua l'administration municipale et fit prendre sur ces hospitalières la délibération suivante, que nous empruntons telle quelle, dans l'ouvrage de M. l'abbé Tardy :

Je suis instruit, dit le citoyen Marcoux, par la clameur publique, que les femmes employées au service des malades, les ci-devant hospitalières, continuent de professer une doctrine contraire aux mœurs républicaines..., qu'elles propagent d'une manière effrayante le fanatisme dans ce canton.... De tels crimes ne peuvent être pardonnés... Les lois mettent en votre pouvoir des moyens de répression contre ces femmes ennemies irréconciliables de la patrie...

En conséquence, je vous requiers de renvoyer de l'hospice civil de Charlieu les ci-devant hospitalières... et de les remplacer par des femmes plus dignes de la confiance publique.

L'administration municipale de Charlieu, considérant qu'il est de son devoir de faire cesser les si criants abus et de mettre un terme aux infractions des lois que ces femmes affectent de violer insolemment.

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. — La fille Ray, attachée au service de l'hospice, cessera dès aujourd'hui toutes fonctions et sera renvoyée de la maison ;

ART. 2^e. — Les administrateurs sont chargés de l'exécution (de l'arrêté) ;

ART. 3^e. — Ne pas différer...

Cet arrêté était la condamnation de la sœur Ray, et aussi de ses compagnes, bien qu'elles ne fussent pas nommées.

Mais elles avaient dans la ville des amis qui surent les prévenir à temps.

Nous empruntons encore à l'ouvrage de M. l'abbé Tardy, le récit qu'il fait de leur évasion :

« Le même jour (le milieu de Messidor an II), un homme

Le cœur, ami de la communauté, vint trouver secrètement M^{me} Ray et lui dit : « Citoyenne, ne me vends pas ; je te préviens que très prochainement on doit venir t'arrêter pour te conduire à Feurs. »

« Et en effet, le lendemain, deux commissaires du gouvernement se présentèrent au nom de la loi des suspects, pour signifier à M^m la Supérieure son arrestation avec ordre de les suivre. Celle-ci, sans se troubler, ni paraître trop surprise, leur offrit quelques rafraîchissements qui furent reçus avec empressement et même avec reconnaissance ; puis, sous prétexte que le jour était à son déclin et qu'on arriverait fort tard à Roanne, elle les invita à souper et à passer la nuit à l'hôpital, ce qui fut accepté... Harassés de fatigue et surpris par le bon vin dont ils ont usé et même abusé, ils demandent à prendre quelques heures de repos ; mais ils exigent qu'on leur remette toutes les clefs de la maison. Une fois en possession de tous les passe-partout, ils se retirent dans la chambre qui leur a été préparée, et les voilà bientôt endormis, heureux de jouir d'un bien-être qu'ils n'avaient pas goûté depuis longtemps.

« Plus personne pour faire sentinelle ; pour s'en assurer, on passe plusieurs fois devant leur porte et on les entend ronfler à qui mieux mieux. Alors, sans perdre un instant, la Supérieure rassemble sa petite communauté, étouffant ses sanglots, qui défile silencieusement le long des corridors, emportant quelques provisions de route ; puis, arrivées au fond du jardin, on parvient à dévisser les écrous de la serrure... la porte est ouverte... et les voilà libres. A la faveur des ténèbres elles s'éloignent précipitamment et vont se cacher et se reposer au milieu des bois de Saint-Bonnet. C'est là qu'elles restent plusieurs jours ; mais leurs provisions épuisées, il fallait songer à chercher un abri sûr et hospitalier ; chacune ayant donc fait disparaître tout signe de vêtements religieux, alla séparément demander un refuge à des âmes charitables et bien connues. Sœur Ray se rendit dans sa famille ».

A la nouvelle de la fuite des hospitalières, il y eut, dès le

matin, grand émoi dans toute la ville. Le Conseil municipal s'assembla de suite et prit cette délibération :

Anjourd'hui, 18 Messidor de l'an II de la République Française, une et indivisible, démocratique et impérissable, nous, maire et officiers municipaux de la commune de Charlieu, assemblés... en séance du matin, se sont présentés les citoyens Joseph Duret et Pierre-Marie Carré, recteurs et administrateurs de l'hôpital de Charlieu, qui ont dit que la nuit dernière, les nommées Anne-Marie Dénuelle et Jeanne Ray, hospitalières du dit hôpital, détenues dans la maison des pauvres du dit Charlieu, se sont évadées nuitamment, sans savoir où elles se sont retirées ; qu'ils ignorent si elles n'ont fait aucun enlèvement d'autres effets que ceux à elles appartenant ; pourquoi ils nous requièrent de nous transporter au dit hôpital, à l'effet d'y dresser procès-verbal de tout enlèvement et soustraction qu'elles auront pu faire au préjudice des pauvres, et ont signé...

Vu le réquisitoire des citoyens administrateurs du dit hôpital, le citoyen Devillaine ouï, faisant les fonctions de l'agent national,

Avons arrêté que sur-le-champ, trois membres de cette municipalité se transporteront au dit hôpital de Charlieu pour reconnaître et constater de l'évasion des dites Dénuelle et Ray, de faire une vérification exacte, et reconnaître si les sus-nommées ont fait des enlèvements d'effets appartenant à la maison du dit hôpital ; qui constateront le tout par un procès-verbal qu'ils rapporteront à cette municipalité, pour prendre sur le tout tel parti qu'il appartiendra, et avons nommé à cet effet les citoyens Jacques Bardet, officier municipal, François Marie Simon, notable, et Philibert Marcoux, secrétaire greffier.

Avons de suite arrêté en outre que le commandant de la garde nationale de cette commune serait invité de commander un piquet de cinq hommes à l'effet de faire la recherche la plus exacte des dites Dénuelle et Ray dans l'étendue de cette commune et de les arrêter partout où elles seront trouvées : même de prendre toute information sur leur fuite ; et attendu que la dite Ray, l'une d'elles, est de la commune de Saint-Christophe, district de Marcigny, et que ses parents y sont domiciliés, avons arrêté qu'il sera tiré une lettre à la municipalité du dit Saint-Christophe pour y prendre des renseignements et faire des recherches en pareil cas nécessaires pour arrêter et traduire en la maison d'arrêt

de cette commune, ainsi que la Dénuelle si elle se trouvait avec elle, et avons signé avec le secrétaire-greffier.

ALESMONIÈRE *maire*, BARDET, Patural,
DURET, DEVILLAIN, MARCOUX. (1)

La garde nationale de Charlieu et la municipalité de St-Christophe sont donc à la recherche des fugitives. Ici, nous reprenons le texte de M. l'abbé Tardy, lui laissant la responsabilité de sa narration, véritable odyssée que la communauté de l'hôpital aime encore à raconter et dont elle se glorifie.

« Le lendemain (de l'arrêt), les cinq gardes nationaux se rendent en toute hâte à St-Christophe, adressant toutes sortes de questions à ceux qu'ils rencontrent sur leur chemin. Pas de chance, personne n'avait vu les fugitives. Alors dans le dessein d'intimider les parents, on met un arrêt-saisie sur deux bœufs ; mais cette mesure, accueillie par une formidable explosion d'hilarité, fut abandonnée quelques instants après.

« Huit jours plus tard, nouvelle perquisition et nouvelle déception...

« Un jour, de grand matin, un bruit inaccoutumé se fait entendre : Au nom de la loi, ouvrez et ouvrez de suite ; oui, oui, s'écrie le père Ray qui avait deviné le but d'une visite si matinale... Ah ! dit-il en abordant les visiteurs, fouillez partout ; toutefois, je vous prie de ne pas faire peur à ma femme qui se trouve bien fatiguée dans ce moment. Les terroristes ayant donc entr'ouvert la porte de la chambre où reposait M^{me} Ray mère, en entendant les plaintes et les gémissements d'une malade (*parturiente*), se retirèrent précipitamment pour diriger leurs recherches dans d'autres endroits où ils supposaient trouver la cachette de sœur Ray, car les dénonciateurs les avaient avertis qu'elle était dans sa famille. — Enfin, les perquisitions terminées, ils s'en allèrent avec un insuccès de plus à consigner dans

(1) *Reg. m. Charlieu*, an II au 12 ventôse an III, f. verso 7.

leurs procès-verbaux. — Comment échappa-t-elle cette fois aux regards avides de ses ennemis ? Le voici :

« A l'annonce du danger, la digne mère avait mis en pratique les exemples qu'elle avait eus souvent sous les yeux. Comme une poule, à la vue d'un milan ou d'un oiseau de proie, rassemble ses poussins sous ses ailes et s'apprête à les défendre, même au péril de sa vie, ainsi elle avait en toute hâte placé sa fille dans son lit ; puis, la tenant cachée au-dessous d'elle-même, elle avait attendu tout acte de rapacité. — Ce moyen réussit au-delà de toute espérance.

« Désireuse d'éviter de nouveaux dangers, sœur Ray quitta la maison paternelle et se retira à l'hôpital de Mâcon où elle connaissait plusieurs religieuses... » (1).

Ce récit, tel qu'il est raconté par l'abbé Tardy, paraît un peu enfantin, et les cinq gardes nationaux ainsi trompés nous semblent jouir d'une naïveté exagérée.

Quoiqu'il en soit, sœur Ray échappa aux poursuites et investigations commandées contre elle. Elle put, après avoir quitté sa famille, se sauver et gagner Mâcon. Elle y resta inaperçue pendant la grande tourmente révolutionnaire. Quant à la sœur Dénuelle, elle réussit également à dépister les hommes envoyés à sa poursuite et sut se cacher, sans avoir à son actif les mêmes péripéties que sa compagne. Les autres fugitives purent aussi se soustraire aux recherches des sans-culottes. Seule la sœur Plassard resta prisonnière à l'hôpital, incapable de suivre ses compagnes, « alitée depuis près de six mois et atteinte d'une maladie des plus dangereuses pour son existence ».

Elle adressa une pétition à la Société populaire, expliquant que « ses maux augmentant et sont prêts à la réduire au tombeau, elle fonde l'espérance de sa vie sur sa translation à Commune-Affranchie pour y recevoir des plus grands secours, et cela accompagnée d'une garde et à ses frais et dépens » (2).

1) *L'hôtel-Dieu de Charlieu*, par l'abbé Tardy, p. 200.

2) Arch. départ. Reg. L. 401, f. 9.

Mais sa demande ne fut pas écoutée par la société... « Si la dite Plassard a des besoins qu'elle ne puisse se les procurer dans cette commune, elle peut s'adresser directement à l'administration du district, lui présenter sa pétition, laquelle administration fera droit, s'il y a lieu... » (1).

L'administration de l'hôpital, privée des religieuses qui faisaient le service des malades, s'empressa de chercher et de nommer « trois laïques bonnes citoyennes républicaines. Le 20 Ventôse de l'an II, dans la séance de la Société populaire, « un membre après avoir obtenu la parole a dit : les femmes qui servaient la maison de l'hospice de cette commune n'ont pas voulu prêter le serment exigé par la loi, je demande qu'il soit fait une invitation aux citoyennes présentes à la séance ; que si quelques-unes parmi elles voulaient se charger de la mission honorable de servir l'humanité souffrante, en se conformant à la loi, elles eussent à se présenter incessamment ; il a demandé aussi, qu'attendu la faiblesse des citoyennes qui desservent, il fut fait une invitation à la municipalité de nommer un homme de peine qui leur sera adjoint.

« La société consultée, a arrêté qu'invitation serait faite par son président aux citoyennes présentes à la séance, pour remplir la mission honorable de servir l'humanité souffrante, en se conformant à la loi et qu'il serait fait une invitation à la municipalité de nommer un homme de peine qui sera adjoint aux filles qui se dévoueront au service des pauvres, laquelle invitation le secrétaire greffier sera tenu de faire par une notification du présent arrêté ».

« Le président a fait sur le champ l'invitation requise, en les priant de se présenter incessamment à la municipalité pour se faire inscrire » (2).

Le Conseil municipal ne répondit pas, ou ne put pas répondre de suite au vœu de la Société populaire.

Il ne remplaça les sœurs hospitalières que le 21 Messidor

(1) Arch. départ. Reg. L. 401, f. 10, verso.

(2) — — — 400, f. 30.

de la même année, quelques jours après leur fuite. Ayant trouvé trois citoyennes pour le service de l'hôpital, il fit à ce propos la délibération suivante :

CONSIDÉRANT que d'après la fuite des sœurs hospitalières... il est intéressant, pour que les services des malades ne soient pas négligés, de s'occuper de suite du remplacement de hospitalières ;

Considérant que les citoyennes Bigaud aînée, Valorge, fille du citoyen Valorge, jardinier, et Claudine Rigolet, de Charlieu, se sont présentées à la maison commune et ont témoigné leur désir de se dévouer au service des malades dudit hôpital et de remplacer les sœurs qui sont en fuite, ledit Conseil général de la commune connaissant la bonne conduite desdites trois citoyennes, et leur aptitude pour le service dudit hôpital, en applaudissant à leur zèle ;

Sur ce ouï l'agent national, a arrêté que lesdites citoyennes Bigaud, Valorge et Rigolet, demeurent choisies et reçues pour le service dudit hôpital, qu'elles seront nourries aux frais de la maison, comme l'étaient les autres sœurs, le tout sous la direction du recteur dudit hôpital et sous la surveillance du corps constitué ; que les citoyens Nobis, agent national, Bardet, officier municipal et Marcoux, greffier, demeurent choisis et nommés à l'effet d'installer lesdites trois citoyennes dans ledit hôpital ; et pour procéder, en leur présence et en celle du recteur, au récolement des effets servant à l'usage dudit hôpital, et de les confier au pouvoir desdites trois citoyennes qui en demeureront chargées, toujours sous la direction desdits administrateurs,

Et de suite lesdites Bigaud, Valorge et Rigolet, s'étant présentées à la maison commune et désirant manifester leur soumission et obéissance, leur ont promptement prêté individuellement, entre les mains dudit Conseil général de la commune, le serment requis... (1).

Ces trois citoyennes firent, selon leur capacité, le service de l'hôpital, jusqu'en l'an IV de la République. Elles ne donnèrent pas, paraît-il, toute satisfaction à l'administration. Aussi, après la tourmente, les religieuses furent rappelées et remises dans leurs fonctions. D'après le registre de l'Hôtel-Dieu nous voyons en effet les sœurs Dénuelle et Ray, signer à la date du 3 Germinal, an IV, l'inventaire que firent les administrateurs, « des objets dudit hôpital », avec Alesmonière, Maire, Carré, Ducoing, Lacroix, Dreux et Nobis (2).

(1) *Reg. mun. Charlieu*, Prairial an II à Ventôse an III, f. 8, verso.

(2) *Reg. de l'Hôpital*, f. 37.

Les religieuses, avant leur fuite, cumulaient les fonctions de gardes-malades et de médecin, n'ayant recours à la science des hommes de l'art, que dans des cas exceptionnels d'urgence. Ne pouvant compter ni sur l'expérience, ni sur la science des trois citoyennes nommées à la place des hospitalières, le Conseil désigna deux médecins pour le service régulier des malades.

Quelques jours après l'installation des citoyennes en question, le 25 Messidor, an II, il prit sur ce sujet la délibération que nous citons :

CONSIDÉRANT que les malades de l'hôpital de cette commune sont en ce moment sans aucun traitement, que l'on ne leur administre aucun remède ; considérant que jusqu'à présent ils étaient traités par les soins des sœurs qui étaient attachées audit hôpital, et qui *avaient quelques connaissances dans l'application des remèdes et le discernement du genre des maladies* ; considérant que par la résistance aux lois, apportée par lesdites sœurs hospitalières, et leur fuite dudit hôpital, les malades se voient sans aucun soulagement à leurs maux : considérant que l'humanité et le bien public font un devoir impérieux de prendre des mesures promptes pour le soulagement des malades et de veiller à ce que les remèdes nécessaires à leurs maux, leur soient administrés à propos, et par des personnes de l'art... ledit Conseil général... arrête que séance tenante il sera choisi un officier de santé, lequel sera chargé de prêter ses soins pour le service des malades de l'hôpital de cette commune, de faire les opérations nécessaires et de leur appliquer les remèdes et médicaments nécessaires à leurs maladies ; lesquels médicaments seront néanmoins fournis aux frais dudit hôpital ; que ledit officier de santé sera tenu de faire auxdits malades au moins une visite par chaque jour, et encore toutes celles qu'il sera à propos, et de se rendre audit hôpital toutes les fois qu'il en sera invité, soit de la part du recteur et des administrateurs, soit de celles des citoyennes attachées audit hôpital et destinées au service des malades ; arrête en outre que le traitement dudit officier de santé pour les soins et visites qu'il fera auxdits malades, demeure fixé à une somme de quatre cents livres annuellement, laquelle lui sera payée par ledit hôpital à l'expiration de chaque année à compter de ce jour, ou en deux paiements si ledit officier de santé le juge à propos.

Et ayant considéré que l'intérêt des malades exige qu'au lieu d'un seul officier de santé, il en soit choisi deux, pour que le traitement desdits malades ne soit jamais interrompu et que lesdits officiers de santé puissent se remplacer en cas d'absence, de suite ledit Conseil de la commune s'occupant du choix des officiers de santé, a unanimement nommé les citoyens Bigaud et Bensièrre, lesquels demeurèrent invités à se conformer au présent arrêté... ; il a été arrêté que lesdits Bigaud et Bensièrre feront le service dudit hôpital com-

munément et que le traitement de quatre cents livres, ci-dessus fixé, sera partagé entre eux, et a ledit Conseil... signé avec les officiers de santé (1).

Nous considérerions comme extraordinaire que l'hôpital fût privé de médecins avant cette époque, si les registres antérieurs ne nous démontraient pas en plusieurs circonstances leur présence dans cette maison des malades indigents. Mais, nous l'avons vu, l'hôpital, sous l'ancien régime, était tombé dans un tel état d'abandon administratif et de pénurie, que les religieuses, par faute de fonds, soignaient elles-mêmes les malades selon leurs propres connaissances médicales, n'appelant les médecins de la ville qu'en cas d'exceptionnelle urgence.

Quoiqu'il en soit, la fuite des hospitalières devant la tourmente révolutionnaire, si elle fut regrettable, eut au moins pour conséquence heureuse la nomination régulière de deux médecins, dont les études et le titre restaient une garantie pour les malades.

§ 12.

Communication terroriste de Collet d'Herbois et de Fouché. —

La guillotine à Feurs. — Biens des émigrés sous séquestre.

-- Arrestation de plusieurs citoyens de Charlieu. — Ducoing et Garmier mis en arrestation. — Municipalité et comité de surveillance dénoncés. — Duplex détenu devient dénonciateur.

-- Arrestation du marquis de Foudras, du fils Alesmonière, des dames de Sirvinges, etc. — Les prisons insuffisantes.

-- Duplex transféré à Paris avec Lapalus.

Pendant que les prêtres et les religieuses étaient pourchassés, les suspects subissaient le même sort. Beaucoup de citoyens de Charlieu et de la région étaient dénoncés et poursuivis.

Quelques-uns s'étaient compromis avec les Lyonnais et

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an II à Par III, f. 10.

étaient suspects de fédéralisme. D'autres passaient pour être des aristocrates, des amis du vieux régime. Les conventionnels les connaissaient et ne se faisaient pas faute de les dénoncer.

Les Comités de surveillance de chaque canton avaient reçu l'ordre d'inscrire sur leurs registres les dénonciations et de sévir même contre les citoyens « qui se tairaient sur des faits de nature à faire connaître des coupables ».

« L'intérêt public, disait une communication signée de Collot d'Herbois et de Fouché, veut que l'on répande la terreur parmi les ennemis... Vous habitez un pays qu'une rébellion infâme a souillé. Eh bien ! citoyens, magistrats du peuple, il faut que tous ceux, qui ont concouru d'une manière directe ou indirecte à la rébellion, portent leur tête sur l'échafaud. C'est à vous de les remettre entre les mains de la vengeance nationale... Républicains, voilà vos devoirs ; qu'aucune condition ne vous arrête : ni l'âge, ni le sexe, ni la parenté ne doivent vous retenir ; agissez sans crainte, ne respectez que les sans-culottes, etc... ».

En même temps que cette communication était proclamée, on recevait avis que la guillotine fonctionnait à Feurs.

« La Commission révolutionnaire est en activité, écrit le 3 Frimaire, an II, le syndic du département aux représentants ; nous avons installé le tribunal militaire ; nous avons reçu leur prestation de serment. L'exécuteur est arrivé. La guillotine est en permanence, la vengeance nationale va être satisfaite ; la tête des coupables tombera sous le glaive de la loi, et le sol de l'Egalité, prostitué par tant de forfaits, sera purgé de la présence des brigands ».

L'arrêté des représentants du peuple, envoyés dans l'armée des Alpes, dans les départements de Saône-et-Loire, de l'Ain, de Rhône-et-Loire, ordonnait le séquestre des biens appartenant à des habitants de Lyon, ou étant à Lyon ou émigrés. Dans ce but, le Conseil de Charlieu avait nommé Barnaud, Bigaud, officiers municipaux, Lacroix et Garmier, membres du Comité de surveillance, commissaires chargés de mettre sous scellés les biens et immeubles de ces propriétaires et des suspects qu'ils désigneraient.

Par leur autorité furent séquestrés les biens et immeubles des citoyens Guillermain, Andrieux, Brac, Boulard père et fils, Bisseuil de Saint-Victor, Chercot, huissier à Lyon, Adam, avoué à Lyon, Samoël, ci-devant bénédictin, etc.

Dès le 14 octobre, avant l'arrestation des prêtres, Lapalus requiert les commandants de la garde nationale « d'amener devant lui Laronzière de Ladouze, Tillard de Tigny et Ducoing » et probablement Patural. Les deux premiers sont mis en état d'arrestation, comme prévenus d'avoir trempé dans la rébellion de Lyon. Ducoing prit la fuite.

Tillard de Tigny, le jour de son arrestation, conduit au corps de garde, manifesta avec colère son mécontentement : « Le piquet qui est venu me chercher pour me conduire ici, ne m'a pas donné le temps de prendre des bas et des chemises, le commandant n'a pas su donner la consigne... j'ai été conduit par des scélérats... » (1).

On les conduisit à Paris avec divers membres de l'administration du district de Roanne pour comparaître devant le tribunal révolutionnaire, celui de Feurs n'étant pas alors complètement installé. Enfermés à la Conciergerie et dans d'autres prisons, ils y séjournèrent pendant près d'un an, et eurent la chance d'être mis en liberté.

Le Comité de surveillance renferme dans l'un de ses registres, les accusations portées contre Alesmonière, ci-devant administrateur du district de Roanne. Nous relevons, vu l'importance de la charge de ce personnage de Charlieu, les témoignages portés contre lui :

S'est présenté Pierre Chalmet de cette commune, en suite de l'invitation qui lui en a été faite, lequel a volontairement déclaré et dénoncé que dans les premiers jours du mois de juillet dernier, le nommé Alesmonière ci-devant administrateur du district de Roanne lisait au-devant de la boutique du dénonçant, un livre imprimé en

(1) Arch. départ. Reg. L. 396, 1^{er} cahier, f. 48.

brochure, en présence du citoyen Beraud, chirurgien, et qu'il entendit par la lecture que faisait le sieur Alesmonière, que l'imprimé dont il s'agit parlait beaucoup de Marat, l'ami du peuple, et de Chalier, mais qu'il ne lui souvient pas si c'est en bien ou en mal ; observe que le sieur Alesmonière dit au citoyen Beraud que quand il y avait quelque chose de curieux, ces MM. de Lyon le lui faisaient passer, quoi qu'il ne fût plus administrateur, et a le sieur Chalmet, signé...

.....

CONSIDÉRANT que d'après les faits dénoncés par Claude Brosselard, il résulte que Claude Alesmonière a cherché à discréditer la constitution qui assure notre bonheur et celui du genre humain, considérant qu'il résulte de cette dénonciation, qu'il a tenté d'empêcher l'enrôlement des jeunes gens pour la défense de la République, et ainsi d'avoir voulu faciliter le progrès des armes de nos ennemis sur le territoire de la liberté, considérant que cette dénonciation prouve que Claude Alesmonière était coalisé avec les rebelles de Lyon, puisqu'il engageait Brosselard à embrasser le parti de cette citée contre-révolutionnaire, considérant que l'imprimé dont parle Chalmet était sûrement un amas de calomnies et de perversités contre le gardien fidèle de la liberté, Marat, et contre le patriote Chalier ; considérant que l'opinion générale de cette commune a désigné Claude Alesmonière comme n'étant pas dans les principes de la Révolution, considérant que le fils aîné du sieur Alesmonière s'est montré partisan du fédéralisme de Lyon régénéré, et qu'à ce titre il a été mis en arrestation.

Le Comité arrête que Claude Alesmonière ci-devant administrateur à Roanne, demeure au nom de la loi en arrestation (1).

Quant à Ducoing, Lapalus n'eut pas la chance de le voir amener devant lui. Prévenu de son arrestation imminente, il avait pris la fuite.

Il était accusé de fédéralisme, et les paroles imprudentes de sa femme rapportées au Comité, le rendirent encore plus suspect :

...Le citoyen François-Marie Simon fils a volontairement déclaré et dénoncé que, tenant la plume comme secrétaire lors du séquestre qui fut fait chez le nommé Ducoing, de Saint-Nizier, il entendit, en l'absence des deux commissaires du Comité qui étaient dans les appartements supérieurs, que la citoyenne Duplex, femme dudit Ducoing, étant dans une petite chambre au premier étage, dit en monosyllabant : ces scélérats ne se feront donc pas prendre. Observe que la manière insolente dont elle se conduisit, lui fait présumer

(1) Arch. départ. Reg. L. 396, 2^e cahier, f. 3 et 4.

que ces propos s'adressaient à ceux qui opéraient ou qui avaient donné des pouvoirs pour le faire, ou à d'autres causes qu'il ignore ; ajoute qu'au moment où l'on sortit du domicile du sieur Ducoing, la femme de ce dernier dit en menaçant : aujourd'hui à vous, demain à nous, chacun aura son tour. Et a le sieur SIMON signé (1).

Ducoing, pour se disculper, demanda à la municipalité une attestation de son civisme et le 22 Ventôse de l'an II le Conseil établit en effet « que le citoyen Ducoing a toujours mérité la confiance de ses concitoyens qui la lui ont manifestée en le nommant successivement, à la place de maire, électeur, capitaine de la garde nationale, notable et recteur de l'Hôtel-Dieu de Charlieu,... que dans les différentes assemblées qu'il a présidées, il a toujours manifesté les meilleurs principes, un attachement constant à la Révolution ; ...que sa nomination à la place de député à la Commission départementale, n'a été qu'une suite de la confiance de ses concitoyens ; que, s'il l'a acceptée, ce n'était que dans la vue du bien public ; que c'est une erreur dans laquelle avait entraîné la commune et le canton le langage perfide des rebelles, et qu'il l'a partagée, en acceptant cette mission, avec ses concitoyens qui l'avaient nommé ; ...qu'aussitôt que cette erreur fut reconnue et les projets liberticides des rebelles dévoilés, la commune s'empressa de rappeler ses députés ; que le citoyen Ducoing s'empressa de son côté de satisfaire au rappel en abandonnant le repaire des brigands d'où il sortit le 8 juillet ; ...que la rétractation formelle du citoyen Ducoing a été faite dans le temps fixé par le décret de la Convention nationale du 26 juin dernier, contenant envoi d'une adresse aux Français... etc. » (2).

Cette attestation en faveur de Ducoing était également un certificat de bon civisme que se donnait le Conseil municipal. Il craignait pour lui-même la vengeance de Javogues et de Lapalus, pour avoir été sur le point de prendre fait et

(1) Arch. dép. *Reg. L.* 393, 2^e cahier, f. 3.

(2) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 162.

cause en faveur de la révolte de Lyon. Ses craintes d'ailleurs n'étaient pas chimériques si nous en jugeons par la dénonciation portée contre lui, et pour laquelle Lapalus et Evrard vinrent en personne enquêter à Charlieu.

Nous commissaires du comité du sûreté générale de la Convention nationale,

D'après les déclarations qui nous avaient été faites par des personnes qu'aujourd'hui nous reconnaissons pour des malveillants, des désorganiseurs et ennemis de l'ordre, que le corps municipal et les notables de la commune de Charlieu, la plupart d'entre eux étaient inciviques, les autres modérés et égoïstes, de manière que les travaux importants qui leur étaient confiés, restaient en souffrance, nous nous sommes transportés en la dite ville de Charlieu. Après avoir pris des informations auprès des vrais sans-culottes, nous nous sommes convaincus que le civisme de toute la municipalité entière était pur, qu'ils étaient de vrais républicains, à l'exception du nommé Ducoing qui est en fuite.

Pour nous convaincre davantage de ces vérités, nous avons fait la vérification de leurs registres, et reconnu qu'ils avaient parfaitement rempli leurs travaux importants dont ils étaient chargés; et pour ne laisser aucun doute sur leur conduite, nous avons fait assembler tout le peuple de la ville de Charlieu dans la salle des séances de la société populaire; nous lui avons demandé si la municipalité de cette ville avait sa confiance, et s'il était content de ses travaux. De suite le peuple s'est levé en masse, et d'une voix unanime a déclaré que la municipalité avait la pleine et entière confiance, et qu'il était pleinement satisfait de ses travaux, et qu'elle avait bien mérité de lui...

Sur le champ, nous nous sommes transportés à la maison commune du dit Charlieu où nous avons trouvé toute la municipalité assemblée. Après lui avoir fait part que des ennemis de l'ordre avaient jeté du doute sur leur civisme et leur conduite, cela nous avait mis dans le cas d'épurer la municipalité; que nous l'avons fait de la manière dont nous avons parlé.

En conséquence, nous déclarons aux dits maire et officiers municipaux et notables, qu'ils ont la pleine et entière confiance du peuple de Charlieu, qu'ils ont bien mérité d'eux, les invitons à continuer avec le même zèle de remplir les fonctions dont ils sont chargés.

Fait à Charlieu le 17 frimaire, l'an II de la République française, une et indivisible et démocratique.

Signé, EVRARD-LAPALUS (1).

En même temps que le Conseil municipal, le citoyen Garmier fut dénoncé. Ce dernier cependant avait montré son civisme de bon républicain, lors de sa mission à Lyon avec Ducoing. Il présidait le Comité de surveillance de Charlieu, et il était loin dans ses fonctions, de donner des preuves de fédéralisme, chose dont il fut accusé, et qui lui mérita la prison.

Pour le faire élargir de la maison d'arrêt, le Conseil fit la protestation suivante :

CE JOURD'HUI 16 frimaire an II... se sont présentés les citoyens Grapeloup aîné et Simon fils, notables de cette commune, lesquels ont dit que, conformément aux vues du conseil général, ils ont accompagné le citoyen Garmier de cette commune, au Comité général de surveillance de Ville-Affranchie, où le dit Garmier avait été dénoncé; que devant les républicains qui composent le comité, le dit citoyen Garmier a établi authentiquement et par les témoignages d'intrépides républicains, que dans tous les temps il a été ferme et incorruptible dans les principes de républicanisme que nous lui avons connus.

En conséquence, il a été pris par le Comité de surveillance de Ville-Affranchie un arrêté, à la date du 12 de ce mois, dont la transcription sur nos registres devient nécessaire pour votre satisfaction.

Sur quoi ledit conseil, considérant que malgré le poison de la calomnie et les efforts des malveillants, les francs républicains sont toujours reconnus; considérant que la justice qui a été rendue au citoyen Garmier en est une preuve éclatante; considérant que depuis la Révolution, le dit Garmier a montré une haine implacable pour la tyrannie, pour les égoïstes, les modérés, les fédéralistes et les fanatiques; considérant qu'il a sans cesse prêché et soutenu les maximes de l'Unité et de l'Indivisibilité de la République; considérant qu'il a beaucoup contribué à sauver

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. verso 128.

cette commune et le canton du fédéralisme ; considérant que c'est un apôtre ferme et sincère de la République.

Le conseil général déclare et arrête... qu'il ressent la plus vive satisfaction de la justice rendue au républicain Garmier par le Comité général de surveillance de Commune-Affranchie, dans son arrêté du 12 de ce mois.

En conséquence, ledit arrêté sera transcrit sur nos registres, à la suite de la présente délibération et le dit arrêté remis au citoyen Garmier ; et avons signé... à la suite de la transcription du dit arrêté... de Ville-Affranchie :

LIBERTÉ. EGALITÉ.

Comité de surveillance.

Nous, membres du Comité de surveillance, établi sous les auspices des représentants du peuples.

D'après la vérification de notre copie de lettres, nous nous sommes assurés que la dénonciation portée contre le nommé Garmier, et qu'il a été adressé le 29 brumaire une lettre à la municipalité de Charlieu, pour se saisir du dit Garmier ; vu la pétition à nous présentée par Pierre-François Garmier de la commune de Charlieu ; vu aussi les délibérations prises par le conseil général, par la Société républicaine et par ledit Comité de surveillance du dit lieu, après avoir entendu les témoignages de très bons républicains connus par nous, le tout constatant que le dit Pierre-François Garmier s'est toujours comporté en bon sans-culotte, invitons, et au besoin requérons de ne donner aucune suite à notre lettre du 22 brumaire contre le dit Garmier, et de n'attenter à sa personne pour raison de sa dénonciation mentionnée dans notre copie de lettres à la date du 22 brumaire.

Fait et arrêté au Comité de sûreté générale de surveillance de Commune-Affranchie, ce 12 frimaire l'an II, etc. (1).

Suivent les signatures des membres du Comité et celles des membres du Conseil municipal de Charlieu.

Garmier, bien que reconnu bon sans-culotte et d'un civisme parfait, ne put jouir longtemps de la liberté obtenue. Ses ennemis veillaient, et n'attendaient qu'une occasion

(1) *Reg. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 127-128.

propice pour agir contre lui. Deux mois après, ils réussirent auprès du Comité de surveillance de Ville-Affranchie par le faire arrêter avec le citoyen Perraud.

« Deux gendarmes, Loizeau et Diot, arrivent de Roanne et déposent sur le bureau du Conseil municipal de Charlieu, dans la séance du 11 Pluviôse, un pli contenant ce qui suit » :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Commission temporaire de surveillance républicaine, établie en Ville-Affranchie, par les représentants du peuple,

Vu l'arrêté de la Commission du sept Pluviôse, il est ordonné au républicain commandant de la place, de faire mettre en arrestation et traduire aux maisons d'arrêt de ville... à Roanne, les nommés Perraud et Garmier, l'un ci-devant président, et l'autre membre du Comité révolutionnaire de surveillance de Charlieu, prévenus de contre-révolution... (1).

Ces dénonciations contre le Conseil municipal et contre Garmier et Perraud, membres du Comité de surveillance de Charlieu, étaient l'œuvre de Duplex-Desmallet. Il était lui-même mis en arrestation, cherchait à obtenir son élargissement, et ne craignait pas d'accuser à son tour ses ennemis, comme en fait foi la délibération suivante :

CE JOURD'HUI, 3 pluviôse an II de la République... Un membre a dit : frères et amis, il est sans doute glorieux pour des républicains d'être utiles à leur partie ; mais en même temps, il est bien douloureux que l'exercice des fonctions des places où les ont appelés leurs concitoyens, les expose à la malveillance et les mette dans le cas de lutter contre la calomnie.

Vous connaissez les principes des membres qui composent le Comité de surveillance de cette commune : ils ont toujours eu en partage le patriotisme le plus pur ; toutes leurs démarches n'ont eu d'autre guide que la loi. Sans cesse occupés à surveiller son exécution et à en déployer les rigueurs contre les ennemis de la Révolution, ils ont sacrifié leurs moments à la chose publique et pour prix de ce travail, ils se voient aujourd'hui opprimés et en butte aux vexations et aux manœuvres les plus fortes.

C'est avec la plus grande indignation que je viens d'apprendre

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 148.

que le Comité, qui ne cessa jamais de mériter la confiance publique, vient d'être dénoncé auprès des représentants du peuple à Commune-Affranchie, ou du moins que quelques-uns de ses membres y ont été indiqués comme coupables. Une lettre qui vous a été adressée par Duplex, chef de bataillon, mis en état d'arrestation par le même comité, vous a annoncé le fait, et en même temps, que c'est ce détenu qui est l'auteur de la dénonciation. J'ignore quels en sont les motifs ; mais il est certain, d'après la conduite de ces fonctionnaires publics, d'après l'attachement constant qu'ils ont manifesté à la Révolution, que la dénonciation portée contre eux ne peut être que fausse, et est le fruit de la vengeance et de l'intrigue des ennemis que les fonctions de leurs places leur ont suscités.

Souffrirez-vous, citoyens, que des patriotes les plus zélés restent plus longtemps outragés et qu'ils soient victimes de la calomnie ? Non sans doute. La chose publique courrait des dangers, l'aristocratie reprendrait sa première force, et bientôt elle dirigerait ses coups contre cet édifice qui doit faire le bonheur commun de tous les citoyens. Hâtez-vous donc de venir à leur secours ; que la vérité perce et que les sans-culottes opprimés obtiennent la justification qu'ils méritent.

Je demande en conséquence que vous donniez votre attestation sur la conduite des membres du Comité de surveillance de cette commune, et que vous fassiez des démarches pour les tirer de l'oppression où leurs ennemis cherchent à les jeter (1).

Sur quoi le dit conseil général acquiesça de suite, en considérant « que la dénonciation portée contre partie des membres de ce comité, était fausse, injurieuse, et était l'effet de la vengeance, puisqu'elle a été donnée par un citoyen en état d'arrestation, le détenu Duplex ».

Le citoyen Simon fut choisi « à l'effet de se transporter à Commune-Affranchie, auprès des représentants du peuple » pour plaider la cause de Garmier et de Perraud.

Ces deux membres du Comité de surveillance furent reconnus pour être « de bons citoyens sans-culottes ». De retour à Charlieu et avec la complicité de Lapalus, ils conti-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 145.

nuèrent au sein du Comité de surveillance les dénonciations ; et les arrestations se multiplièrent.

Parmi ces arrestations, nous citons celles de la famille de Foudras, de la veuve Guillermain et de ses filles, de Crétin, de Laronzière fils, de M^{me} de Sirvinge et de ses filles, etc. Le Comité de surveillance nous fournit les motifs de leurs arrestations ; ces motifs sont établis ainsi dans la liste que le Comité « dressa conjointement avec la municipalité de cette ville » :

1° Le nommé Foudras père, sa femme et sa fille sont tous ci-devant nobles ; le fils dudit Foudras se trouve émigré depuis longtemps. En sorte, le Comité a pensé que de tels gens ne sont point républicains, ni qu'ils ont de la sincérité dans leurs démarches ». C'est surtout la mère et la fille que le Comité accuse « d'avoir constamment manifesté leur haine pour la Révolution ».

2° La veuve Guillermain et ses deux filles demeurant dans cette commune, en ce qui les concerne le Comité a considéré en premier lieu que toutes sont ci-devant nobles ; en second lieu que la veuve Guillermain a un fils émigré ; en troisième lieu que c'est un crime de ne pas aimer à l'excès la République une et indivisible ; tandis que la veuve Guillermain et ses filles ont constamment tenu une conduite qui justifie de leur part une haine contre la liberté. Jamais elles n'ont assisté à aucune fête civique ; de manière que le fer de l'opinion publique les avait déjà marquées comme suspectes. Dans cet état, moralement convaincu que la mère Guillermain et ses deux filles emploient tous leurs moyens à la ruine de la Patrie, et qu'il les soupçonne *véritablement* d'avoir entretenu chez elles des concilia-bules nocturnes, le Comité les a mises en arrestation, (l'une des filles ci-devant religieuse au couvent des Ursules de Mareigny n'a pas encore été rencontrée).

3° Le nommé Crétin fils, marchand de tabac en cette ville, rue Mercière, (le Comité) à son égard, considérant que la République doit rejeter de son sein tous ceux qui n'ont pas montré qu'ils en sont les enfants naturels ; considérant que Crétin a un frère prêtre qui n'a point prêté de serment et qui se trouve déporté, considérant qu'il s'est montré protecteur zélé de ce frère, qui a tenté de semer dans cette cité le feu de la guerre civile, en prêchant le fanatisme et l'avilissement de la représentation nationale ; considérant que ce prêtre infâme a travaillé de tout son pouvoir, pour assassiner sa patrie et armer les citoyens les uns contre les autres ; considérant que les relations rendent ledit Crétin fils plus que suspect ; considérant qu'à ce titre il a été désarmé par la municipalité ; considérant que Crétin fils n'a point assisté aux fêtes civiques de la commune ; considérant que d'après la dénonciation faite par le citoyen Gaudin, le dernier jour du premier mois, il résulte que Crétin a tenté de discréditer la Convention nationale, en insistant pour faire lecture dans une assemblée des citoyens de cette commune, d'une

lettre imprimée, signée Barbaroux, qui contenait des calomnies atroces contre la Convention qui a donné la liberté à l'univers, le Comité l'a mis en arrestation.

4° Dans une délibération particulière du même jour, le Comité a décerné un mandat d'arrêt contre Laronzière fils aîné ; les motifs sont exprimés dans la délibération et justifiés encore par la dénonciation de Marc-Antoine Gacon, en date de ce jour ; le Comité ajoute que ledit Laronzière fils aîné, est un contre-révolutionnaire hypocrite et déguisé, que son père était un ennemi acharné contre la liberté, tellement que comme juré de jugement à Lyon, son dit père a concouru à juger Chaliér ; une note trouvée sur lui et remise au citoyen Lapalus commissaire de société générale de la Convention, prouve que ledit Laronzière père a opiné pour condamner à mort le patriote Chaliér qui était à la hauteur de la Révolution. Laronzière père a en conséquence été mis en arrestation par le citoyen Lapalus ; son fils aîné qui s'est constamment occupé à avilir la Convention nationale, s'est jugé lui-même coupable en prenant la fuite dès le lendemain de l'arrestation de son père, de manière que ledit Laronzière fils aîné n'est point encore arrêté.

5° Dans la séance du dernier jour du premier mois, le comité a décerné un mandat d'arrêt contre Alesmonière, fils aîné de l'ancien administrateur au district de Roanne, les motifs exprimés dans la délibération justifiant que ledit Alesmonière fils, est un contre-révolutionnaire déclaré, puisqu'il s'est montré le défenseur du congrès départemental de Lyon et qu'ainsi il a conspiré contre la Convention nationale ; la dénonciation du citoyen Gannière, celle de Marc-Antoine Gacon, celle du citoyen Chabreuil et l'opinion publique établissent la validité du mandat d'arrêt du dit Alesmonière ; étant absent de la commune lorsque le mandat a été décerné, il n'est point encore arrêté.

6° Dans la séance dudit jour, Madelaine Humbert, domestique de Berot Ressin, ci-devant noble fuyard, rebelle de Lyon et plus que soupçonné d'émigration, a été mise en arrestation aux motifs expliqués dans le procès-verbal ; le comité ajoute que le séquestre ayant été apposé sur les biens du dit Berot-Ressin ci-devant noble, il adressa une lettre sans date aux administrateurs du district de Marcigny, dans laquelle il demandait la suspension de la vente de son mobilier. Cette lettre qui fut reçue par le district de Marcigny le vingt-neuvième jour du premier mois, paraissait avoir été écrite très fraîchement sans signature ; de manière que Berot-Ressin étant présumé ne pas être éloigné, le district de Marcigny fit part de ces faits au comité, qui prit des mesures pour faire faire recherche du dit Berot-Ressin, et ne l'ayant pas trouvé, la fille Humbert fut amenée. Cette fille ayant avoué avoir reçu la lettre fraîchement écrite de Berot-Ressin, connaissait certainement le lieu de sa retraite ; le comité convaincu que cette fille, confidente de Berot-Ressin, avait des relations avec lui, et sur son refus de déclarer où était le dit Berot, et de donner les noms de celui qui lui avait remis la dite lettre, le comité a été persuadé que la dite fille Humbert était coupable de complicité, en conséquence il l'a mise en arrestation pour otage.

7° La veuve Sirvinge, dit Sevelinge, et ses deux filles demeurant dans cette commune. Relativement à elles, le comité, considérant que la république ne sera tranquille dans l'intérieur que quand ses ennemis seront exterminés ; considérant que la veuve Sirvinge et ses deux filles sont ci-devant nobles ; considérant que ladite veuve Sirvinge a deux fils émigrés ; considérant que, soit elle soit ses deux filles, ont toujours vu avec haine les progrès de la révolution ; considérant qu'elles sont fortement soupçonnées d'avoir entretenu chez elles des conciliabules secrets avec des contre-révolutionnaires ; considérant qu'il est contre toute vraisemblance que la veuve Sirvinge ayant deux fils émigrés, soit, ainsi que ses filles, attachées à la république ; considérant que de telles gens se nourrissent du désir abominable et insensé de voir renaître la tyrannie ; considérant qu'elles ne prononcent le mot de patriote ou de république qu'avec dédain, le comité les a mises en arrestation »...

Tels sont les individus que le comité de surveillance a cru devoir mettre en arrestation... et ont les membres du bureau signé :

LACROIX, PERRAUD, JALLEMON, RONCHIVOL,
CHABAL *ainé*, ROMEUF, DREUX, ROUILLIER,
CUCHERAT *secrétaire*, GARMIER *président* (1).

Les dames de Sirvinge avaient contre elles, pour les rendre suspectes, non seulement leur titre de noblesse et un frère émigré, le chevalier Benoît-Claude de Sirvinge, mais on savait encore l'alliance de leur famille avec Aimé Guillin du Monter, chevalier, seigneur de Poleymieux, « qui avait fait une résistance terrible contre les révolutionnaires. Retiré à Poleymieux avec sa femme et ses enfants, ce chevalier, allié aux de Sirvinge, fut attaqué et massacré, le 26 juin 1791, par les bandes révolutionnaires des paroisses voisines et des faubourgs de Lyon. Le château fut pris, brûlé et mis à sac ; Guillin, massacré après une belle défense, fut dépecé, son cœur fut cuit et mangé dans une auberge de Neuville-sur-Saône » (2).

Avec de tels antécédents à leur actif, les paisibles dames de Sirvinge ne pouvaient être que dignes de la prison.

Après ces arrestations, le Comité de surveillance procéda

(1) Arch. départ. Reg. L. 396, 2^e cahier, f. 55.

(2) A. Balleydier, *Hist. politique et militaire du peuple de Lyon pendant la Révolution*.

à celle de « Marcus, architecte en la commune de Chandon, et le 28 Frimaire en établit les motifs : « Il existe plusieurs dénonciations contre lui qui portent toutes, qu'il a cherché à avilir et à discréditer la Convention nationale... il a également cherché à détourner les citoyens de marcher contre les Lyonnais rebelles, etc., etc... » (1).

La tentative d'arrestation du citoyen Ray, de Vougy, fut assez mouvementée pour ne pas la laisser dans l'oubli. Nous la rapportons telle que nous la donne le Comité de surveillance :

Ce jourd'hui, quatrième Nivôse, l'an deux de la République française, une, indivisible et démocratique, les membres du comité de surveillance de la commune de Charlieu assemblés à la manière ordinaire, s'est présenté le citoyen Perroux, sous-commandant de la garde nationale de cette commune qui a dit : citoyens je me suis rendu dans la commune de Vougy pour mettre à exécution le mandat d'arrêt décerné contre le nommé Antoine Ray de Vougy, en date du décadi de ce mois. Le jour d'hier, étant arrivé au domicile du dit Ray, perquisition faite, je n'ai pas trouvé la personne en question, en suite de quoi je me suis retiré avec le piquet que j'avais conduit. Le même soir pour remplir ma mission, je me suis de nouveau transporté au domicile du dit Ray, toujours assisté d'un piquet de douze hommes ; je me suis mis en devoir de perquisitionner dans le dit domicile du nommé Ray ; j'ai rencontré le dit Ray caché dans une crèche de l'écurie à bœufs, et à qui j'ai dit : citoyen, au nom de la loi, tu demeures en état d'arrestation ; à l'instant le nommé Ray s'est saisi d'un fusil à deux coups, en me criant et me couchant en joue que si j'avais il me brûlerait la cervelle, qu'il ne voulait pas obéir au *foutu* Comité de Charlieu. Le requérant toujours au nom de la loi de me suivre, toujours de sa part nouvelles menaces ; qu'enfin il trouva le moment de s'évader pendant que j'avais envoyé à Charlieu pour requérir mains fortes, et qu'en se retirant, il tira un coup de pistolet qui n'atteignit personne ; qu'étant instruit qu'un perruquier de cette commune avait été la veille avertir ledit Ray, je me suis saisi de la personne du citoyen Jean, un ouvrier de ce dernier et de Claude Valendru et Antoine Devaux, domestiques du nommé Ray, lesquels je vous présente pour être interrogés à ce sujet, et vous remet le procès-verbal conforme à mes dires, au bas duquel je trouve celui d'appliquer les scellés.

PERROUX, *sous-commandant* (2).

(1) Arch. départ. Reg. L. 396, 2^e cahier, f. 16-17.

(2) — — — — — f. 19.

C'est pendant cette période de dénonciations et d'arrestations que le citoyen Andrieux fut déclaré « plus que suspect, plus que muscadin », accusé entre autres choses de chercher à acheter des « louis en or » contre des assignats. Un jour, la femme de Nicolas Cret fils, envoya chez Fresne, chez lequel Andrieux était alors, un louis en or qui lui restait, et le lui vendit cinquante livres en assignats, etc... » (1).

Ce fait grave de dépréciation des assignats méritait punition et Andrieux fut arrêté.

Les arrestations ne cessèrent guère à partir de Brumaire jusqu'au mois de Thermidor.

Charlieu n'ayant pas de maison d'arrêt suffisante, une vingtaine de personnes furent dirigées sur Marcigny où le couvent des Ursulines était transformé en prison. Le 3 Frimaire, en effet, « le Comité arrête que tous les individus mis en arrestation dans cette commune, seront transférés sans délai par le commandant de la force publique et sur sa responsabilité personnelle, dans le ci-devant couvent des Ursulines de Marcigny, pour laisser lesdits détenus sur bonne et sûre garde, et en rapporter décharge valable ; à l'effet de quoi extrait du présent arrêté sera remis de suite audit commandant avec la liste des détenus, de laquelle demeurent exceptés, la veuve Sirvinge dite Sevelinge, à cause de son grand âge et des infirmités qui y sont attachées ; le nommé Samoël, ex-bénédictin, et la femme Foudras, lesquels seront les uns et les autres visités dès demain par Bigaud, officier de santé du district, pour constater si lesdits trois individus peuvent supporter le voyage jusqu'à Marcigny » (2).

Pour éviter ce transport à Marcigny, le Comité de surveillance fit prendre par le Conseil général un arrêté pour transformer en prison la maison des Ursulines de Charlieu.

CONSIDÉRANT que la maison nationale qui sert aujourd'hui de

(1) Arch. départ. *Reg. L.* 396, 1^{er} cahier, f. 36.

(2) — — — — 2^e cahier, f. 11, verso.

maison d'arrêt pour les personnes suspectes n'est pas suffisante pour y renfermer toutes les personnes suspectes détenues dans leurs domiciles ou ayant la ville pour détention.

Arrête que la maison des ci-devant religieuses servira à l'avenir de maison d'arrêt comme maison nationale, pour servir à renfermer toutes les personnes suspectes qui ont été ou qui seront arrêtées. En conséquence, toutes les personnes actuellement détenues, dans la ci-devant maison d'arrestation soit dans leur domicile ou dans la commune, seront conduites à ladite maison nationale des ci-devant religieuses, pour y être conduites sous bonne et sûre garde et y être détenues conformément audit arrêté. Les détenus qui sont atteints de quelque maladie ou infirmité qui leur empêcheraient de supporter la prison, ne pourront être placés ailleurs qu'à l'hôpital. Le commandant du poste y placera une sentinelle pour la garde des prisonniers. Le commandant de la garde nationale sera requis de placer des sentinelles à ladite maison d'arrêt pour surveiller lesdits détenus, sous sa responsabilité personnelle. Enfin, les citoyens Jacques Alesmonière, maire, et Joseph Adam, notable de cette municipalité, ont été nommés commissaires à l'effet de distribuer les appartements aux détenus et de les faire conduire dans lesdits appartements le dix-huit de ce mois, et a ledit Conseil général signé :

ALESMONIÈRE, *maire*; ADAM, MORILLON, NICOLAS,
NOBIS, BERAUD, COQUILLE, CUCHERAT, PATORAL,
MARCOUX (1).

Duplex-Desmallet, suspect et prisonnier, avait cherché à se venger des Jacobins et des sans-culottes de Charlieu, en portant des accusations contre ses ennemis. Mais sa dénonciation contre le Conseil municipal et contre le président et un des membres du Comité de surveillance, aggrava son cas. Il faillit payer de sa tête les tentatives qu'il fit pour empêcher les infamies commises à Charlieu sur ses parents et ses amis.

Le rôle qu'il joua pendant la Révolution est assez important, et mérite quelques mots de narration, faisant connaître l'homme et les phases de la lutte que ce citoyen mena avec succès contre Lapalus et la Terreur, à Charlieu.

Il était, à cette époque de suspensions et d'arrestations en masse, en congé dans sa ville natale, espérant y trouver le calme reposant pour sa santé et la guérison de la blessure

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 et an II, f. 137.

qu'il avait reçue pendant sa campagne dans l'armée du Rhin, où il s'était distingué et avait combattu en parfait patriote, comme nous l'avons raconté déjà.

« J'arrive, écrit-il, je vois des énergumènes en bonnet rouge, prêchant la Fraternité avec des poignards, invitant au meurtre, au pillage, au nom de l'Égalité ; partout je rencontre des regards sinistres... » (1).

Imbu des principes de 89, il ne pouvait comprendre qu'au nom de ces principes mêmes, la Convention usât de tant de tyrannie et d'atrocité. Il répugnait à son patriotisme et à sa conscience de suivre les excès des hommes au pouvoir. La Terreur, instituée par eux et si bien exercée par Javogues et Lapalus dans la Loire, par Collot d'Herbois et Méguet à Lyon, excita sa haine contre le Jacobinisme et lui fit commettre des actes compromettants pour sa sécurité personnelle.

Lyon venait d'être pris par les armées de la Convention. Celle-ci, par l'intervention de Collot d'Herbois et de Méguet, y exerçait une terrible vengeance par les fusillades et le meurtre. Devant tant de barbarie, et pour essayer d'y porter quelque remède, Duplex fut assez naïf de croire à son influence sur les égorgeurs, pour arrêter les tueries. Malgré sa blessure, il quitte Charlieu et arrive à Lyon « et là, à travers les décombres, les fusillades et les vociférations d'une multitude égarée, il parvint jusqu'aux appartements de Méguet ». Mais à Lyon l'attendait un mandat d'arrêt de la part du Comité de surveillance de Charlieu, et de la part de Lapalus.

Le Comité de surveillance de Charlieu avait en effet pris contre lui la délibération suivante :

Dans la séance du premier jour de la troisième décade du second mois de l'an deux de la République une indivisible et démocratique, le comité qui a vu la réponse faite par le citoyen Lapalus, commissaire du comité de sûreté générale de la convention nationale et celle du citoyen Chavany, mise au dos de la lettre écrite par les

(1) *Mémoire de Duplex au ministre de la police générale*, f. 17.

membres du comité au citoyen Lapalus, le cinquième jour de la seconde décade de ce mois, lesquelles réponses sont conçues dans les termes suivants :

Je déclare que le citoyen Duplex a eu la lâcheté de m'offrir dix louis en or, pour ne pas faire arrêter Ducoing et que je les ai rejetés avec indignation, signé LAPALUS.

Le citoyen Duplex, commandant de bataillon, m'a dit que les arrestations étaient arbitraires et que son beau-frère, le médecin, n'était pas un aristocrate, et qu'il emploierait tous ses moyens pour le soustraire à une tyrannie semblable, signé CHAVANY.

Considérant que par ces deux déclarations Duplex dit Démalet est coupable d'avoir tenté de corrompre le commissaire du comité de sûreté générale de la Convention, considérant que dans la vue d'y réussir plus sûrement, il s'est servi de l'or, ce qui justifie son attachement à ce dit métal et son mépris pour les assignats, seule monnaie précieuse pour les républicains ; considérant qu'en voulant soustraire Ducoing, membre du congrès départemental de Lyon, à la sévérité de la loi, Duplex est devenu au moins aussi coupable que Ducoing, son beau-frère ; considérant qu'en s'efforçant d'acheter l'inflexibilité des fonctions importantes dont le citoyen Lapalus est chargé, Duplex a commis un attentat à la sûreté publique ; considérant que cette lâcheté est d'autant plus répréhensible que Duplex se trouva commandant du troisième bataillon de Rhône et Loire, et que cependant il s'est rendu traître à la patrie dont il avait dû se montrer le défenseur intrépide ; considérant qu'il a traité de tyrannie les arrestations que la loi a scrupuleusement recommandées contre ceux qui ont participé au congrès et au fédéralisme ; considérant qu'au lieu de soutenir l'indivisibilité de la République, Duplex emploie une honteuse corruption pour soutenir les individus qui ont essayé d'anéantir cette unité ; considérant que Duplex réside et vit avec les mères et filles Sirvinge, ci-devant nobles, ayant, la mère Sirvinge deux fils émigrés, et se trouvant les unes et les autres en arrestation comme suspectes ; considérant que par ces relations intimes et par ses correspondances avec elles, quand il était aux frontières, Duplex s'est rendu justement suspect ; considérant que par sa place de commandant, il devait lui-même partager la gloire d'exterminer tous ceux qui sont appliqués à la ruine de la patrie ; considérant que les dénonciations ou déclarations faites par les citoyens Lapalus et Chavany méritent une entière confiance par le patriotisme brûlant qu'ils professent et qui a été consacré par la mission dont le citoyen Lapalus est chargé, arrête à l'unanimité que Duplex dit Démalet est déclaré suspect ; en conséquence le comité le met au nom de la loi en arrestation dans le domicile où il se trouve. Charge le commandant de la force publique de s'assurer de la personne de Duplex sur sa responsabilité personnelle, et à cet effet, d'établir les sentinelles que le commandant jugera convenables aux frais du dit Duplex, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné. A l'effet de quoi extrait du présent arrêté sera remis de suite au commandant et expédition des présentes, ainsi que de la lettre et des déclarations étant au dos d'icelle, sera adressée dès

demain au comité de sûreté générale de la Convention nationale ; et ont les membres du Comité signé : ROMEUF, BABA, BROSSELDARD, JALLEMON, RONCHIVOL, PERRAUD, CUCHERAT, GARMIER, *président* (1).

Ramené à Charlieu, il y fut emprisonné et gardé à vue, en attendant son transfert. « Ma famille toute entière, écrit-il, fut jetée dans les fers ; mes amis eurent presque tous le même sort ; et pour mettre le comble aux atroces, aux extravagantes vexations commises à leur égard, on les forçait à payer à cinquante-quatre sous par jour et par homme, huit ou dix fainéants qu'on leur avait donnés pour gardes et dont souvent les mains dès longtemps exercées partageaient *fraternellement* avec les détenus les nippes et les provisions qui avaient échappé aux avides recherches du Comité » (2).

Il ne resta pas longtemps gardé à vue à Charlieu. Sur le rapport de Lapalus, Javogues ordonna son transfert à Feurs, le 8 Pluviôse.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS, LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

Les représentants du peuple envoyés dans la Commune-Alfranchie pour y assurer le bonheur du peuple, avec le triomphe de la République, dans tous les départements environnants et près l'armée des Alpes.

Instruits que le nommé Duplex dit Demalet, demeurant à Charlieu, frère de Duplex, président syndic du district de Roanne, beau-frère du contre-révolutionnaire Ducoing, médecin à Charlieu, membre du Congrès départemental et protecteur de l'ex-noble Maret de Saint-Pierre, membre du même Congrès, qui a eu lieu au ci-devant Lyon, *avait déserté son bataillon*, que sa conduite et ses principes annonçaient un vrai contre-révolutionnaire,

Chargent le Comité révolutionnaire de Charlieu, sur sa responsabilité personnelle, d'arrêter ou faire arrêter ledit Duplex-Démalet, le faire traduire sous bonne et sûre garde en la maison d'arrêt du département de la Loire, à Feurs, et apposer les scellés sur ses papiers et correspondances.

Fait en commission à Monbrisé, le huit pluviôse, l'an deux de la République démocratique, le représentant du peuple.

Signé : JAVOGUES (3).

(1) Arch. départ. Reg. L. 396, 2^e cahier, f. 6.

(2) *Mémoire de Duplex*, p. 18.

(3) Arch. départ. Reg. L. 2^e cahier, f. 24.

Dans le but de disculper Duplex en prouvant son bon civisme et son amour de la Patrie, des amis déposèrent au secrétariat de l'administration municipale de Charlieu la pièce justificative suivante qui démontrait ses bons états de service :

République française.

Armée du Rhin.

Troisième bataillon de Rhône-et-Loire.

ÉGALITÉ — LIBERTÉ — FRATERNITÉ

Nous, citoyens composant le Conseil d'administration du troisième bataillon de Rhône-et-Loire, certifions et attestons à tous ceux qu'il appartiendra, que le citoyen François-Marie Duplex, natif de Charlieu, qui depuis le 3 décembre 1791, est chef dudit bataillon, a constamment servi la Patrie d'une manière irréprochable ; qu'il s'est toujours employé avec zèle et succès pour le maintien de la discipline, et que dans toutes les occasions il a donné l'exemple de la soumission aux lois, de la subordination, du courage et du civisme le plus épuré ; attestons en outre qu'il est à la connaissance de tout le bataillon que le citoyen Duplex, qui dans tous les combats où nous nous sommes trouvés, a constamment montré le sang-froid du courage, a été blessé à l'affaire du 19 septembre dernier (vieux style), dans la forêt de Biéval, près Lauterbourg, étant à la tête de la colonne républicaine qui se portait à l'attaque d'une redoute occupée par l'ennemi. En foi de tout ce que dessus, nous avons signé le présent, en marge duquel sera apposé le cachet du bataillon.

Fait au bivouac, dans le bois en arrière de Hagueneau, le vingt-neuvième frimaire, deuxième année de la République française, une et indivisible. Ainsi signés à l'original :

DURAND, *capitaine* ; CHABRIER, BOISSERAND,
adjudants-majors ; SAIN, LEMASSOU, GIALLET,
sergents-majors ; GRIPPOT, *sergent*.

Pour extrait conforme :

BARDET, *secrétaire en chef* (1).

Outre le certificat produit en sa faveur par ses compagnons d'arme, il se fit une protestation énergique au sein de la Société populaire.

CE JOURD'HUI, six pluviôse, l'an deux de la République Française une, indivisible et démocratique.

(1) *Mémoire de Duplex*, p. 77.

Le citoyen Bresson de Villefranche ayant obtenu la parole a demandé que la société se leva en masse pour délivrer Duplex de l'arrestation dans laquelle il se trouve ; il a déclaré contre le citoyen Lapalus, commissaire du Comité de sûreté général de la Convention nationale, en le traitant de scélérat, de vil intrigant, de fabricant de faux assignats, en l'accusant d'actes arbitraires et d'avoir fait incarcérer des patriotes qui ont succombé sous la hache nationale ; il a fait l'éloge du patriotisme de Duplex et a réclamé une attestation en sa faveur.

Le citoyen Duclos ayant obtenu la parole, a appuyé les propositions du préopinant.

Plusieurs membres s'étant élevés contre les réclamations injurieuses des préopinants plusieurs fois rappelés à l'ordre par le président, la société s'est levée en masse, et témoignant toute son indignation sur l'impertinente conduite des citoyens Bresson et Duclos, a arrêté qu'elle les improuve hautement, qu'elle ne connaît que l'exécution de la loi et a passé à l'ordre du jour sur leur demande.

La séance a été levée à huit heures et demie, et les président et secrétaire ont signé :

LACROIX fils, RICHEL (1).

Cette protestation de Bresson et Duclos fut d'autant moins prise en considération, que Duplex avait fait des dénonciations contre des membres du Comité de surveillance et de la municipalité. Plusieurs même avaient été arrêtés, tels Garmier et Cucherat. Il s'était acquis des ennemis dangereux, qui profitant des accusations portées contre lui approuvèrent son arrestation et sa mise en accusation.

Malgré sa blessure qui ne guérissait pas, accusé de fédéralisme et même de royalisme, il fut traîné à Feurs et traduit devant la Commission révolutionnaire où Lapalus « remplissait les fonctions d'accusateur et de juge ». Celui-ci cherchait à recueillir toutes les accusations graves portées contre Duplex pour la condamnation à mort. En

(1) Arch. départ. Reg. L. 400, f. 14.

réponse à une demande faite par lui au Comité de surveillance, les membres firent la lettre suivante :

Charlieu, le 12^e pluviôse, l'an deux de la République Française, une, indivisible et démocratique.

Liberté, Egalité. — Vive la Montagne.

Citoyens,

En nous conformant à l'arrêté des représentants du peuple en date du treize pluviôse, nous nous empressons de te faire passer les différentes dénonciations communiquées sur nos registres.

Suivant une lettre qu'à l'instant nous recevons, signée De Lhorme, secrétaire-greffier, qui nous demande le tableau de la conduite de Duplex dit Demallet, nous t'observons que nous avons envoyé le tout par les citoyens Para et Grapeloup qui étaient également porteurs de différentes dénonciations faites contre Ducoing. Rappelle-toi que Grapeloup t'a remis deux mémoires faits par Duplex en faveur des prêtres réfractaires ; nous te prions de nous en accuser la réception de ces différentes pièces afin de nous tranquilliser, car il nous serait difficile de nous les procurer, surtout les deux imprimés en question.

Salut républicain sans-culotte.

Les membres du Comité de surveillance de la commune de Charlieu.

Signé : JALLEMON, CUCHERAT, ROUILLET, RONCHIVOL, ROMEUF, DREUX, POUGET, *président*,
et BROSELARD, *secrétaire*.

Pour copie conforme.

P. S. Nous t'observons que toutes les pièces que nous t'envoyons l'ont déjà été au Comité de sûreté générale en conformité de la loi (1).

Mais l'infamie de Lapalus était déjà connue à la Convention. Sur la motion de Bruguières, le 19 Pluviôse, l'Assemblée désista le tribunal de Feurs et « dépêcha à cet effet un courrier », qui, paraît-il, arriva juste à temps pour sauver Duplex et le soustraire, lui et d'autres citoyens, à la haine de Lapalus et de ses acolytes.

Duplex fut appelé devant le tribunal de sûreté générale de Paris et incarcéré au Luxembourg en attendant son juge-

(1) Arch. dép. Reg. L. 397, f. 2, verso.

ment. Là, il eut la satisfaction d'apprendre que Lapalus serait traduit devant le même conseil de justice.

En attendant son jugement, le citoyen Duplex obtint, grâce à sa blessure et à l'intervention encore de Bruguières, de sortir de la prison du Luxembourg. Sous la surveillance d'un gendarme à ses frais, il eut la permission de se chercher un asile dans Paris où il séjourna près de trois mois.

Enfin, lors de son jugement, le Comité de sûreté générale déclara « n'avoir aucune raison pour retenir le citoyen François-Marie Duplex ». — Nous verrons par la suite qu'il n'en fut pas de même pour Lapalus.

§ 43.

Javogues et Lapalus. — La terreur qu'ils inspirent. — Force armée de Javogues. — Sa manière d'opérer. — Protestation de Charlieu contre Lapalus. — Roanne dénonce les faits de ces terroristes. — Déposition de Duplex à Paris contre Lapalus. — Sa condamnation. — Rappel de Javogues. — Mémoire de Feurs sur les crimes de Javogues. — Sa condamnation.

La guillotine fonctionnait chaque jour à Feurs, et ne suffisant pas, on institua une commission militaire, le premier Frimaire. Les fusillades étaient plus expéditives.

Javogues, pour avoir la puissance nécessaire dans l'exécution de ses victimes, s'était entouré d'une force armée révolutionnaire. Cette troupe, créée le 20 octobre dans la Loire, devait rechercher les gens suspects et les conspirateurs ou prétendus tels ; elle était chargée en même temps de la garde des maisons d'arrêt et des prisons ; enfin, elle était préposée à la libre circulation des subsistances et à l'exécution des réquisitions, etc.

C'est pour l'équipement de cette force armée révolutionnaire que Javogues, étant de passage à Roanne « délégua Constantin et Civeton à Charlieu, le 16 Nivôse, pour réquisitionner tous les chevaux de luxe ».

Le but de cette force armée, est-il dit dans les archives de Charlieu, « est d'assurer la tranquillité et l'ordre publics dans le département de la Loire, agité par la contre-révolution des riches et des fanatiques qui cherchent à affamer le peuple par les subsistances » (1).

Soutenu par cette troupe révolutionnaire, ce proconsul était tout puissant et redoutable. Sous son influence le Conseil général, le 5 Frimaire, pour établir l'assiette de la taxe révolutionnaire sur les riches et les suspects, obligea les municipalités et les Comités de surveillance de chaque canton, de lui adresser, « à lui personnellement », le tableau des citoyens sur lesquels la taxe serait prélevée, en la proportionnant « à leur fortune et à leur incivisme ». Ces fonds devaient être consacrés pour venir en aide aux vieillards, infirmes, orphelins et indigents sans ouvrage et sans propriété. Mais les documents nous ont appris que ces fonds, détournés de leur destination, servaient à tout autre usage. Au départ de Javogues, on trouva des caisses d'or et d'argent, des richesses volées dans les églises et dans les châteaux, servant à ses orgies et à ses besoins personnels.

Javogues faisait bien les choses pour remplir ses caisses. Quand les délégués à la taxe ne la fournissaient pas ou la donnaient insuffisante, ils étaient maltraités et conduits à Feurs. Là, jugés sommairement, la guillotine ou la fusillade terminait leur supplice.

M. Antonin P... a fait paraître dans un journal de la région le long martyrologe des condamnés de Rhône-et-Loire. Nous lui empruntons ce fait, démontrant les procédés inouïs de Javogues. Ils dépassent en férocité les pires brigandages connus dans l'histoire. « M. Praire du Rey, ancien négociant en rubans à Saint-Etienne, fut arrêté dans sa propriété du Montaud, le 20 octobre 1793. Javogues apprend qu'il était soupçonné d'avoir de l'argent caché ; aussitôt on le conduit dans sa campagne, on le questionne et il avoue.

(1) *Reg. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 138.

On veut qu'il en donne plus qu'il n'en a ; en comptant son or, les désirs de Javogues s'irritent davantage. On l'attache à un arbre, on lui bande les yeux, l'on charge les armes et il est commandé de faire feu, s'il n'avoue pas davantage. L'infortuné ne pouvant satisfaire la cupidité de Javogues, est reconduit dans un cachot infect et pendant trois jours privé de lumière. Il est mort ensuite en prison ».

Lapalus, son digne collaborateur dans la région, opérait de même. Nous avons vu par les arrestations arbitraires faites à Charlieu, qu'il était digne de Javogues, dont il était le valet, redouté de toute la population. Il n'était pas prudent de désobéir à ses ordres. Une lettre écrite par lui, à Duvernay, commandant de bataillon à Charlieu, et à Gerbay, adjudant, nous montre le châtement réservé à ceux qui enfreignaient sa volonté.

Par cette lettre, datée du « dix du troisième mois de l'an II de la République », Lapalus leur enjoint expressément de tenir secret et d'exécuter sous leur responsabilité l'arrestation du citoyen Ducarre, homme de lois, à Saint-Maurice. « Républicains et amis, écrivait-il, vous trouverez ci-joint un mandat d'arrêt qu'il faudra exécuter promptement, requérir toute la force armée possible, gendarmerie, garde nationale, etc. ; prenez toutes les précautions nécessaires pour n'échapper aucun des quidam ; enfin, opérez en républicains ; vous ne devez considérer ni parents, ni amis ; tout pèse sur vos têtes ; la responsabilité est grande, car si vous vous avisez d'en prévenir, comme tout se découvre, vous devez savoir qu'en ce cas *la guillotine* vous atteindrait. Je vous salue et suis votre ami.

LAPALUS » (1).

« Le pays terrorisé, écrit M. Brossard, hors d'état de résister, était courbé sous le joug de Javogues et de ses satellites... Avant le rappel de ce monstre par la Convention, 71 détenus dans les prisons de Feurs avaient subi leur inter-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an III à l'an IV, f. 13.

rogatoire et devaient, dit-on, être condamnés à mort. On demanda au proconsul ce qu'il comptait faire de ces malheureux, et s'il fallait de suite faire exécuter les jugements. Il faut, répondit-il, une bonne fournée pour le lendemain : *il en faut cent*. Heureusement le même jour le décret de la Convention rappelant Javogues et lui retirant ses pouvoirs, était apporté à Feurs par des commissaires ».

Lapalus accusé déjà, avait été incarcéré et conduit à Paris.

Dès le mois de Pluviôse, il s'était élevé des protestations graves contre les actes de Lapalus. La société populaire de Charlieu, par crainte ou par sentiment, fit une délibération en sa faveur le 22 Pluviôse, an II.

Citoyens, dit un membre, la malveillance s'attache à calomnier les personnes et à les faire succomber sous le poids des dénonciations ; vous êtes instruits que le citoyen Lapalus, commissaire du Comité de sûreté générale de la Convention nationale, a été en proie à la calomnie, et que s'il n'eut pas été pur, elle serait venue à bout de le sacrifier ; vous savez que pour se soustraire à la rage de ses ennemis, le représentant du peuple, Javogues, l'a mis sous la sauvegarde des bons sans-culottes. Ce témoignage rassurant ne l'a peut-être pas encore mis à l'abrit de la persécution ; vous devez vous empresser aussi de donner à vos concitoyens égarés l'attestation que mérite ce républicain ; remplissez donc l'engagement que vous avez pris de venir au secours des patriotes opprimés.

Plusieurs membres ont appuyé ces propositions. Sur quoi la Société consultée s'est levée en masse et a arrêté qu'elle rend hommage à la vérité, que le citoyen Lapalus est venu dans cette commune, y a fait arrêter les contre-révolutionnaires, qu'il a paru à cette Société et qu'il n'y a prêché que les principes d'un vrai sans-culotte et d'un bon républicain (1).

Mais cette attestation n'empêcha pas les protestations de se produire plus accentuées quelque temps après. Le 7 Floreal, en effet, la même société populaire se repent d'avoir délivré une attestation de bonne conduite... « au nommé Lapalus », mais n'ayant eu en ce moment « aucune connaissance de la conduite infâme de ce traître » elle lui avait délivré « ladite attestation. Aujourd'hui s'étant levée en

(1) Arch. départ. Reg. L. 400, f. 20.

masse, elle arrête que cette attestation demeure rapportée et regardée comme non avenue » (1).

Le même mois de Floréal, la société populaire protesta contre la mise en arrestation de Ducoing. « Un membre ayant obtenu la parole a dit : frères et amis, le citoyen Ducoing que nous avons toujours reconnu pour bon républicain, a été obligé d'absenter cette commune depuis plusieurs mois, pour se soustraire à la persécution d'un scélérat dont la république se trouve délivré, et dont le but était de diviser les vrais amis de la Révolution. Je demande que la société vienne au secours de ce patriote opprimé... » (2).

Roanne également avait eu le courage de porter à la connaissance de la Convention les événements dont le territoire de son district était le théâtre. Pour la troisième fois en Pluviôse, cette ville envoya des délégués à Paris. En même temps, une pétition signalait « le cas de Duplex, dénoncé par Lapalus qui deviendrait son juge » ; et une seconde pétition appelait aussi l'attention de la Convention sur Bardet de Charlieu, ex-juge au tribunal de Roanne, poursuivi de nouveau pour des faits sur lesquels il avait été acquitté par jugement de la commission de justice révolutionnaire de Feurs.

Outre ces faits, Lapalus s'était compromis avec Duret de Roanne, dans une conspiration ourdie au Luxembourg par le général Dillon. Il comparut le 21 germinal (10 avril 1794) devant le tribunal révolutionnaire. Duplex, appelé comme témoin, déposa « que Lapalus avait des liaisons fréquentes avec Hébert et Julien de Toulouse ; qu'il pillait les églises » et s'appropriait tout ce qui pouvait avoir de la valeur ; « que juge de la commission révolutionnaire de Feurs, il faisait les fonctions de dénonciateur et n'admettait point les témoins à décharge ». — « Quant à moi, ajouta-t-il, dénoncé par Lapalus, plongé dans les fers, j'ai été traîné de prison en prison, et le jour de ma mort était marqué, augmentant

(1) Arch. départ. *Reg. L.* 400, f. 46.

(2) — — — — f. 49.

le nombre de ses victimes, si la Convention ne m'avait délivré de cette oppression pour soumettre ma conduite à l'examen du Comité de sûreté générale qui, d'après l'audition de mes témoins justificatifs, déclara n'avoir aucune raison pour me retenir » (1).

Lapalus et Duret furent condamnés à mort et conduits à l'échafaud.

Javogues, rappelé à la Convention, continua d'être poursuivi par les plaintes des districts de la Loire. Le Conseil général et les citoyens de Feurs, témoins les plus directs des atrocités commises dans leur ville, adressèrent (19 Floréal) le 8 mai 1795, à la Convention, le mémoire que nous relevons, et qui intéresse tout le département et Charlieu en particulier :

Citoyens représentants,

Il est bien temps de sortir de la stupeur qui paralysa notre énergie, et qu'à l'exemple des autres communes de la République, nous vous témoignons l'admiration que nous ont inspirée vos glorieux travaux, depuis la mémorable journée du 9 thermidor, et la reconnaissance dont nous sommes pénétrés, depuis que vous nous avez délivrés du joug où nous tenaient les infâmes partisans de l'hydre que vous avez terrassée... Quoique la généralité des citoyens de cette commune ne partage pas nos sentiments, nous sommes encore en nombre suffisant pour comprimer les terroristes et toujours prêts à marcher pour votre défense, avec cette ardeur intrépide qui distingue nos vrais héros de la Liberté. Nous avons été calomniés, et par suite de cette perfidie, nous avons été persécutés et sacrifiés à la voracité d'un vautour, dont la naissance dans notre département nous fait craindre de partager l'opprobre qui doit à jamais couvrir les auteurs de ses jours.

Le monstre vous est connu, il siège encore parmi vous ; les communes de Montbrison, et de Saint-Galmier vous l'ont déjà dénoncé ; chacune d'elles vous a mis dans le cas de connaître l'énormité de sa barbarie. Quoique partie des faits qu'elles vous ont rapportés soient à notre connaissance, et qu'il y en ait même plusieurs qui se sont passés sous nos yeux, nous nous contenterons, pour ne pas abuser de votre sensibilité, de tracer sa conduite immorale et quelques traits de sa férocité.

Nous voudrions pouvoir nous dispenser de prononcer l'infâme nom de l'auteur de nos infortunes, tant nous éprouvons d'horreur en pensant à lui, et vous-même serez plutôt portés à attribuer aux fureurs d'un tigre le résultat de ses actions ; mais nous sommes

(1) Mémoire de Duplex.

forcés de convenir, à la honte de l'humanité, qu'il s'agit d'un homme, qu'il s'agit de Javogues.

Monstrum horrendum, ingens, cui lumen ademptum...

Ce Sardanapale est arrivé pour la seconde fois dans notre commune, le 13 Pluviôse, an II ; il était entouré d'une garde révolutionnaire à pied et à cheval, montant à 2.400 hommes, qu'un bon salaire lui avait entièrement dévouée ; il traînait à sa suite plus de 200 malheureux chargés de chaînes, après avoir mis en réquisition, en passant à Sury, de la chaux vive pour fuser leurs cadavres, et l'on a remarqué que d'un char de triomphe traîné par six chevaux, il repaissait à chaque instant son cœur du spectacle de ces victimes infortunées.

Le voilà à Feurs. Ses partisans l'attendaient dans une maison particulière : il s'y rend ; et là, sur l'exposé qu'on lui fait que les riches propriétaires voisins, arrêtés ou fugitifs, offraient des ressources à ses grands besoins, il donne l'ordre de lever les scellés pour enlever ce qui pourrait lui convenir. Bientôt après, nous voyons arriver des voitures chargées d'une grande quantité de caisses contenant des liqueurs, du vin, du sucre, du café et jusqu'à des chandelles. Le mot avait été donné par sa fidèle hôtesse aux mercenaires envoyés pour cette réquisition ; aussi fut-elle servie à souhait. Pas une cave ne fut respectée, pas une maison n'échappa à leur piraterie ; et ces malheureux, se sentant eux-mêmes de la commission qu'ils venaient de remplir, chancelant et vomissant les plus horribles imprécations, donnaient au peuple, en représentation, la fête des bacchanales.

Les bons citoyens, qui connaissaient l'esprit du tyran, furent dès lors atteints d'une frayeur mortelle ; et, renfermés dans leur demeure, ils attendaient patiemment le coup qui les menaçait. C'est alors que l'on vit incriminer l'innocence et déifier le crime, c'est alors que tout ce qu'il y avait de plus inepte, de plus taré et de plus scélérat fut mis en place ; c'est alors que pour plaire au monstre, les ambitieux lui désignaient des victimes : et malheur à ceux que l'imposture ou la vérité accusaient d'être riches ! leur sentence était dès lors irrévocablement prononcée.

Javogues, entouré des résultats de ses brigandages, ne donnait de relâche à ses débauches que lorsque les vapeurs du vin lui enlevaient ses facultés ; mais bientôt, sortant de cette espèce de léthargie, il se livrait aux impulsions de son cœur, et dans ses transports, il s'écriait : *du sang, du sang, tout pour le pôt, tout pour le pôt* ; expression qui lui était familière et qui désignait la guillotine.

Javogues, comme nous l'avons dit, avait fait traduire dans cette commune un nombre infini de malheureux qu'il destinait au sacrifice de sa cruauté. Parmi ces infortunés, nous avons vu une femme de Saint-Etienne, appelée Martinon, âgée de 83 ans, dans l'enfance depuis cinq ans, affligée en outre d'une hernie ombilicale, et qui dès son arrivée, fut déposée à l'hôpital sur de la paille où elle est morte deux heures après. Quel était son crime ? La fortune.

Nous avons vu son tribunal assassin, composé des chefs de son armée, se permettre de juger à mort des citoyens sur des faits

dont ils avaient été absous. De ce nombre sont, Berry, Labarre, de Meaux, et plusieurs autres dont les noms nous ont échappé ; nous avons vu creuser trois fosses d'une grandeur et d'une profondeur énorme, destinées à engloutir les cadavres de ses victimes. Le représentant Poccholle peut attester ce fait qu'il a lui-même reconnu ; et le représentant Richaud, son successeur, en a ordonné le comblement, le 10 Germinal, an III, lors de son passage à Feurs. Nous l'avons vu avilir la représentation nationale au point de se permettre de siéger parmi les membres de son tribunal et de conclure hautement à la mort ; nous l'avons vu paraître en public, entouré de sec-taires, et regarder d'un air farouche ceux que ses proscriptions n'avaient point encore atteints. Nous l'avons vu le jour où 28 victimes de sa rage ont été sacrifiées, montrer une figure rayonnante, et l'on dit même qu'il faisait partager à son hôtesse la joie qu'il se procurait au bruit des coups de fusil, qui répandaient aussi indignement le sang humain. Nous l'avons entendu à la société populaire dire que Feurs serait traité comme Sodome et que pas un de ses habitants n'échapperait à la mort. Il prêchait en même temps aux mères la prostitution de leurs enfants, aux femmes l'infidélité, et aux filles le libertinage. Nous avons éprouvé des taxes révolutionnaires exorbitantes, le pillage de toutes nos matières d'or et d'argent, nous avons vu nos maisons fouillées par des cohortes de ses satellites ; nous avons tous été portés sur une liste de proscription, et si nous avons échappé à la mort, nous ne le devons qu'au bien-faisant décret qui prononça son rappel. Qu'il fut heureux ce jour qui nous rendit la vie ! Combien il soulagea nos âmes sensibles ! en nous évitant l'horreur du meurtre de 69 infortunés, dont le jugement était arrêté et dont l'exécution n'était suspendue que parce que le nombre ne suffisait pas à la sanguinocratie du tyran.

Telles sont, en raccourci, les actions atroces dont nous avons été témoins ; les crimes des Néron, des Tibère, et des Domitien, sont-ils comparables à de tels forfaits ? Est-il surprenant si, d'après cela, nous avons été terrorisés au point d'avoir perdu toute énergie ?

La postérité ne pourra croire qu'un homme aussi coupable ait joui de l'impunité pendant plus de 47 mois, et qu'il ait même continué de siéger dans la représentation nationale, et, lorsqu'elle apprendra l'anéantissement de la faction qui vous opprimait et la punition de ses auteurs, elle sera forcée de convenir que vous avez substitué au plus horrible des gouvernements, l'humanité et la justice qui sont vraiment à l'ordre du jour.

.....

Frappez donc celui que nous désignons aux coups de la justice ; par ce moyen, vous anéantirez les suppôts de la tyrannie et vous nous assurerez le bonheur. L'Univers entier sera forcé de rendre aux Français l'estime que les crimes des factieux leur avaient enlevée.

Suivent un grand nombre de signatures. (1).

(1) *L'Histoire de la Loire*, Brossard, v. 2, p. 426.

Ce mémoire seul nous éclaire sur la manière d'opérer de Javogues et sur les crimes atroces commis par lui et par ses subordonnés. On se demande comment un pareil monstre put, après son rappel à Paris, siéger au sein de la Convention. Soutenu et protégé par les Jacobins, dont les crimes étaient aussi affreux que les siens, il jouit de l'impunité jusqu'en 1796, où il monta à son tour sur l'échafaud (9 octobre 1796).

L'horreur qu'il inspirait, après la chute de Robespierre, nous est rappelée par un compte rendu de l'Assemblée électorale de l'an IV, qui procédait à la formation du Directoire. Javogues avec Collot d'Herbois avaient obtenu une voix. « Toute l'Assemblée a frémi d'horreur, rapporte le procès-verbal, au nom de ces deux monstres abreuvés dans le sang des Français, et surtout du sang des meilleurs citoyens des départements du Rhône et de la Loire, et les voue à l'exécration de la postérité ; le président, aux applaudissements de l'Assemblée, a invité l'anonyme qui avait osé leur donner son suffrage, à respecter l'Assemblée, s'il ne se respectait pas lui-même. L'Assemblée a arrêté à l'unanimité que mention serait faite au procès-verbal, des sentiments de douleur et d'indignation avec lesquels elle a repoussé la mention faite de ces deux scélérats » (1).

Ces quelques attestations, puisées à des sources qu'on ne peut soupçonner de partialité, suffisent pour juger ce triste personnage, et nous n'avons à invoquer ici aucune circonstance atténuante. L'histoire n'en a pas trouvé davantage sur la conduite infâme de Lapalus.

(1) Ext. de *Histoire de la Loire*, Brossard, v. 2, p. 452.

§ 14.

Manque d'école sous la Convention. — Méfaits des enfants. — Cartelier veut ouvrir une école. — Cultes de la Raison et de l'Etre suprême. — Eglise Saint-Philibert, temple de l'Etre suprême. — Arbre de la Liberté. — Fête en l'honneur de la prise de Toulon. — Fête de l'Etre suprême.

Pendant la Terreur, alors que les prêtres, les religieuses et les suspects étaient pourchassés, mis en prison et conduits à Feurs, on n'avait guère le temps de s'occuper de l'éducation et de l'instruction des enfants. D'ailleurs par la force des événements, les maisons d'éducation tenues par des communautés étaient fermées. Une école primaire seule recevait quelques élèves, mais si peu nombreux, qu'elle ne comptait pas. Aussi la licence s'épanouissait dans toute sa splendeur parmi la jeunesse. En contact avec les bons sans-culottes qui n'étaient pas toujours d'une vertu exemplaire, les jeunes gens ne pouvaient être qu'imbus de mauvais principes et livrés au dévergondage. Leurs débordements naturels et sans frein les portaient souvent à commettre des méfaits. C'est contre un de leurs moindres actes que le Conseil municipal, le 7 Nivôse de l'an II, prit la délibération suivante :

...Instruit que des enfants se portent dans les appartements de la ci-devante communauté des religieuses, et qu'ils y commettent des dégâts, malgré la vigilance des corps constitués ; considérant que les biens nationaux sont sous la sauvegarde des bons citoyens, et que nous ne pouvons y porter atteinte ; considérant que tous les jours les dits corps constitués font leurs efforts pour empêcher qu'on ne dilapide rien, et que leur vigilance *est inutile*, que plusieurs enfants, appartenant à des citoyens de cette commune, s'y portent avec des bâtons et des pierres, et qu'ils fracassent les portes et vitres de la ci-devante communauté des religieuses, ce qui est une atteinte aux lois.

Où le procureur de la commune, délibère que les pères et mères de cette commune sont invités à réprimer les actions

liberticides de leurs enfants, et que ceux qui seront trouvés à commettre le moindre dégât, soit aux ci-devantes religieuses, soit aux autres propriétaires, seront arrêtés, mis à la maison d'arrêt, et les pères et mères responsables des délits de leurs enfants, et a, le dit conseil général de la commune, signé avec le secrétaire-greffier. (1)

Poussé par un bon sentiment, le citoyen Cartelier voulut ouvrir une école et fit au Conseil la demande sur laquelle délibéra le Conseil :

CE JOURD'HUI, 2 ventôse, an II de la République... s'est présenté à la maison commune de Charlieu, le citoyen Nicolas Cartelier, résidant et natif de cette commune, lequel a déclaré qu'il était dans l'intention d'ouvrir une école, annonçant qu'il enseignerait aux enfants, suivant leurs forces et leurs dispositions, à lire, écrire, l'arithmétique, la grammaire française, l'orthographe, la géographie, la géométrie pratique, la morale républicaine, les droits de l'homme et les lois de la Constitution républicaine. Enfin il a annoncé qu'il remplirait la mémoire des enfants des faits héroïques vertueux des grands hommes, et qu'il ferait brûler leurs cœurs de l'amour de la vérité, de la Raison, de la Liberté et de l'Egalité.

Le dit Cartelier nous a ensuite exhibé un certificat de civisme et de bonnes mœurs en bonne forme, et comme la loi l'exige ; et le dit Cartelier a signé sa déclaration (2).

Ce brave citoyen réussit-il à grouper beaucoup d'élèves dans son école ? Les troubles créés dans la ville, soit par les arrestations des suspects, soit par l'état de guerre de la nation, soit par la disette extrême où toute famille était réduite, nous donnent à penser que les enfants suivaient plutôt leur penchant naturel à vagabonder, curieux d'assister aux sorties de la garde nationale et aux fêtes révolutionnaires, plutôt que de passer des heures à écouter les leçons, si patriotiques fussent-elles, de l'instituteur Cartelier.

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 134, verso.

(2) — — — — f. 157.

Le culte de la Raison avait été inauguré à Paris depuis le 20 Brumaire an II. L'église de Notre-Dame était devenue son temple. Les provinces imitèrent la capitale. Bien que la région de la Loire montrât peu d'enthousiasme pour cette religion nouvelle, la plupart des églises furent soustraites au culte catholique pour servir au culte de la divinité proclamée par la Convention. Laforest, procureur syndic de Saint-Etienne, avait pu écrire « que l'on renonçait au vieux charlatanisme des prêtres, que les temples de l'imposture étaient fermés et l'autel du mensonge abattu ».

L'église de Saint-Philibert, à Charlieu, servit sans doute au culte de la Raison pendant un certain temps, pour servir ensuite à celui de l'Etre-Suprême, comme l'atteste la célébration des fêtes républicaines, et une délibération du Conseil du 15 Brumaire an III, concernant certaines réparations à faire. « Un membre a dit : Citoyens, je viens d'être instruit qu'une petite partie du couvert de la ci-devant église, *présentement temple de l'Etre-Suprême*, s'est écroulée avec fracas, et qu'il est de l'intérêt de la Nation de connaître les dégradations... » (1).

Le culte de la Raison, sans idéal, ne contentait pas les populations, imbues des principes du christianisme et croyant à l'immortalité de l'âme. Il avait d'ailleurs provoqué en maints endroits des saturnales que réprouvaient beaucoup de personnes, même une partie des conventionnels.

Robespierre crut être mieux inspiré, tout en croyant servir sa politique, en faisant, le 18 Floréal an II, décréter le culte de l'Etre-Suprême où l'immortalité de l'âme était reconnue.

A la promulgation de cette loi, la Société populaire, le 10 Prairial, prit une délibération où après avoir reconnu « les vérités éternelles développées dans le sublime rapport de Robespierre..., les grandes idées morales qui for-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 53.

ment la consolation de l'homme vertueux et malheureux, qui effraient le méchant, et sont le port de notre félicité, comme l'une des bases sacrées de notre république », adressa à la Convention nationale une adresse « pour la féliciter et lui témoigner sa sensibilité sur les principes immortels consacrés par son décret du 18 Floréal » (1).

La Convention répondit ainsi à cette adresse :

Paris le 19 Messidor, deuxième année républicaine, liberté, égalité, fraternité ou la mort, commission des dépêches.

Les représentants du peuple composant la commission des dépêches, aux citoyens composant la Société populaire de Charlieu.

Il nous est parvenu, citoyens, une adresse que vous avez envoyée à la Convention nationale, datée de Charlieu, par laquelle vous la félicitez sur ses glorieux travaux et particulièrement sur le décret du 18 Floréal qui proclame l'existence de l'Être suprême, l'immortalité de l'âme. Elle lui a été lue ce jourd'hui et il en a été ordonné la mention honorable et l'insertion au bulletin.

Salut et fraternité p. L. (signature : illisible), *vieux membre de la commission des dépêches.*

LACROIX fils, *secrétaire* ; PATURAL, *président*,
VILLERET (2).

Ces décrets d'interdiction du culte catholique pour faire place au culte de l'Être-Suprême, mécontentaient les sentiments des populations et augmentaient le fanatisme que les Sans-Culottes essayaient d'anéantir.

Un des fanatiques de Mars alla jusqu'à produire et faire circuler une prétendue lettre « *émanant du Bon Dieu* ».

Cet écrit tombé sous les yeux du Comité de surveillance inspira de suite la délibération que nous transcrivons :

CE JOURD'HUI, dix-sept Thermidor, l'an deux de la République Française, une, indivisible, le comité de surveillance et révolutionnaire de Charlieu, permanent dans l'endroit accoutumé, lecture a été faite d'une lettre adressée à ce comité par celui du canton de Mailly, en date du jour de hier, dans laquelle il est fait mention que le comité de surveillance de *Belhaire-les-foires*, ci-devant St-Christophe, a annoncé au dit comité de Mailly qu'il venait de faire arrêter un fanatique nommé François Margue, de

(1) Arch. départ. Reg. L. 400, f. 58.

(2) — — — — f. 73 verso.

la commune d'Iguerande, porteur d'une lettre intitulée « Loué soit le Très-Saint-Sacrement de l'autel, lettre trouvée dans un lieu appelé la Bastille en Languedoc, écrite de la *main propre du Bon-Dieu*, etc.

Que le dit Comité de Belhaire a encore annoncé à celui de Mailly, que le dit Margue dans son interrogatoire, a déclaré qu'il tenait ladite lettre du maître d'école de Mars qui demeure dans la maison Guillermain, appartenant au nommé Chervié, et qu'il en a donné des copies à des particuliers du canton du dit Mailly. En conséquence, ce dernier comité nous averti qu'il va faire des recherches pour retirer les copies délivrées, et nous invite à user de toutes les mesures de rigueur contre ce maître d'école, et à lui en donner avis. « Considérant que sa qualité de maître d'école ou d'instituteur public lui faciliterait les moyens de fanatiser les jeunes gens : tout vu et considéré, le comité arrête à l'unanimité que le maître d'école ou instituteur public, Ducare, demeurant au dit Mars, maison ci-devant Guillermain, appartenant actuellement au citoyen Chervié, sera mis, au nom de la loi, en état d'arrestation; qu'à cet effet, mandat d'arrêt sera délivré contre lui et remis au brigadier de la gendarmerie nationale de Charlieu pour, sur sa responsabilité, en faire ou faire faire la recherche, se saisir du dit instituteur ou maître d'école..... (1)

Quoiqu'il en soit de l'écrit fanatique d'un déséquilibré, les habitants regrettaient les cérémonies du culte catholique et ne se prêtaient que par crainte ou curiosité à cette nouvelle religion inventée par Robespierre.

C'étaient les jours de décadis, réservés au repos, que l'on consacrait généralement à la célébration des fêtes. Elles donnaient quelques satisfactions aux habitants. Le déploiement des emblèmes patriotiques, les discours prononcés contre les *tyrans*, et les louanges dithyrambiques adressés aux défenseurs de la nation, attiraient le peuple et lui faisaient oublier un peu les misères de l'époque et les craintes de la Terreur.

La première fête célébrée à Charlieu, après la fermeture des églises, fut la cérémonie en l'honneur de Marat, Lepel-

(1) Arch. dép. Reg. L 396, 2^e cahier, f. 34.

letier et Chalier, le 20 brumaire an II. Cette cérémonie, nous l'avons rapportée déjà à sa place naturelle, à cause des conséquences désastreuses qu'elle provoqua sur les monuments de Charlieu, sur l'Abbaye en particulier.

Puis vint la cérémonie de la plantation de l'arbre de la Liberté, à laquelle succédèrent la fête en l'honneur de la prise de Toulon, et celle de l'Etre-Suprême.

Nous les rapportons ici telles qu'elles sont décrites dans les registres de la municipalité. Les délibérations du Conseil, mieux que nous, feront sentir l'état d'esprit des patriotes et donneront une couleur locale et particulière à cette narration.

ARBRE DE LA LIBERTÉ

CE JOURD'HUI, 24 Pluviôse, an II..., considérant qu'il existe un décret de la Convention Nationale qui ordonne qu'avant le 15 du mois Ventôse prochain, il sera planté dans toutes les communes de la République un chêne vert appelé l'Arbre de la Liberté et de la Montagne; considérant que cet arbre qui doit produire des feuilles, doit rappeler à tous les citoyens que la République sera à jamais durable, et qu'ils la doivent à nos braves représentants Sans-Culottes Montagnards; considérant qu'on ne saurait trop se hâter à donner à la loi son exécution.

(La municipalité) a arrêté que décade prochain, trente de ce mois, à deux heures de relevée, il sera procédé à la plantation d'un *chêne-vert*, appelé Arbre de la Liberté et de la Montagne, lequel sera arraché avec la racine et planté de manière à ce qu'il produise des feuilles; que le conseil général de la commune et autres autorités constituées, sont invités d'assister à la plantation dudit arbre; et que le commandant de la force armée demeure requis d'y faire trouver toute la garde nationale dudit Charlieu, arrivée en ordre; que pour l'exécution du présent arrêté et diriger la plantation dudit arbre, les citoyens Simon fils et Perroux, notables de cette commune demeurent choisis pour commissaires et que le présent arrêté sera publié et affiché à la manière ordinaire.

Fait les jour et an que dessus, après avoir ouï sur le tout le citoyen agent national, et avons signé... (1)

(1) Reg. mun. Charlieu, 1792 et an II, f. verso 153.

FÊTE A L'OCCASION DE LA PRISE DE TOULON

Ce jourd'hui, 9 Nivôse de l'an II de la République... se sont présentés quatre commissaires nommés par la société populaire de cette commune qui ont dit : citoyens, les traîtres de Toulon avaient livré leur ville et leurs forts à l'infâme Pitt, ministre de l'Angleterre. L'héroïsme et la bravoure de nos frères d'armes les en ont chassés.

En conséquence nous invitons le conseil général d'arrêter une fête pour demain et d'en fixer le mode.

La matière mise en délibération, le procureur de la commune ouï.

Le conseil général, considérant que la victoire remportée sur les Anglais, nos ennemis naturels, les Espagnols et autres puissances coalisées contre nous, en emportant d'assaut la ville, le port et les forts de Toulon ; considérant l'avantage que cette prise fait à la République, elle doit en témoigner toute la joie qu'elle en ressent par une fête civique.

Arrête que la fête en mémoire de la prise de la rebelle ville de Toulon, sera célébrée en fête commune de la manière suivante, savoir :

Le jour de demain, décadi, la fête sera célébrée.

ARTICLE 1^{er}. — La retraite sera battue aujourd'hui, à sept heures du soir, et précédée par deux coups de canon.

ARTICLE 2^e. — Ledit jour décadi, à sept heures du matin, la générale sera battue et précédée de deux coups de canon, à l'effet d'assembler tous les citoyens et citoyennes, qui chanteront les airs chéris de vive la République, vive la Montagne.

ARTICLE 3^e. — Tous ceux qui savent jouer de quelques instruments sont invités de s'y trouver.

ARTICLE 4^e. — Le commandant de la garde nationale demeure invité de faire trouver la garde nationale sous les armes à une heure après midi sur la place d'Armes. Et de suite la cérémonie commencera par l'apparition du mannequin de l'infâme Pitt, et neuf couronnes, représentant les despotes coalisés, dont les fers seront brisés par l'arme d'un républicain et jetées dans un brasier. Les cris de vive la République se renouvelleront, et les cendres des scélérats seront jetées au gré des vents.

ARTICLE 5^e. — Les citoyens sont invités, à la fin de la cérémonie de se réunir dans la salle de la Société républicaine, avec pain, vin, et ce qu'ils aviseront utile au banquet civique.

ARTICLE 6^e. — Enfin, à sept heures du soir jusqu'à neuf heures, tous les citoyens sont invités à illuminer leurs habitations.

Et a ledit Conseil général signé avec lesdits commissaires.

ALESMONIÈRE, *maire*, ADAM, BARDET,
NOBIS, PATORAL, MARCOUX.

Après ce programme de fête en voici le compte rendu :

Ce jourd'hui, 10 Nivôse de l'an II de la République..., un membre a dit : citoyens, frères et amis, hier vous avez délibéré que vous feriez aujourd'hui une fête civique à l'honneur de nos frères d'armes qui ont remporté la victoire la plus éclatante dans la reprise de l'exécrable Toulon sur les satellites des tyrans coalisés contre la République. Vous avez dignement célébré cette fête. Mais ce n'est pas assez. Vous devez en faire passer l'immortalité dans les fastes de cette commune.

La matière mise en délibération, le procureur de la commune ouï,

Il a été arrêté qu'il serait fait sur le champ un procès-verbal de la reprise de Toulon sur les satellites anglais et autres despotes coalisés. Ce qui a été fait ainsi qu'il suit :

Le 9 de ce mois, à dix heures du soir, l'on a tiré deux coups de canon, et la retraite a été battue. Aujourd'hui, deux autres coups de canon ont été tirés au point du jour et la générale a été battue. A midi, deux autres coups de canon ont été tirés, et à une heure toute la garde nationale sous les armes, armée de fusils et de piques, s'est rassemblée sur la place d'Armes. A deux heures cette garde s'est rendue en rue Mercière, devant la maison commune et la cérémonie a commencé dans l'ordre qui suit :

Un mannequin représentant l'infâme Pitt, ministre d'Angleterre, ayant deux écriteaux, l'un devant et l'autre derrière : le premier portant *l'infâme Pitt, ministre d'Angleterre*, et l'autre portant, *ennemi de la Liberté* ; ayant sur ses épaules les neuf couronnes des despotes coalisés contre la République ; monté sur un âne escorté par quatre gardes nationaux.

Ensuite vient la musique suivie d'une partie de la garde nationale, et tous les corps constitués dans le centre d'icelle.

Dans cet ordre, le cortège a fait le tour de la ville, en criant : *Vive la République, vive la Montagne*, pour refrain de la musique. De là, cet infâme Pitt avec ses attributs a été conduit à la place du marché de la Bouverie où on lui avait préparé un bûcher pour y être brûlé.

Avant cette exécution, il a été fait un discours relatif à la circonstance, et il a été chanté par les citoyens et citoyennes des chansons analogues à l'Égalité et à la Liberté, avec des cris mille fois répétés : *vive la République, vive la Montagne!*

Les citoyens vivement pénétrés d'horreur de la conduite de cet exécrationnable ministre et de ses maîtres, l'ont taillé en pièces et l'ont jeté dans le bûcher allumé par les corps constitués. La joie s'est manifesté ; l'on a dansé autour du feu la Carmagnole, en criant sans cesse : *Vive la République! Vive la Montagne!* au bruit répété des coups de canon. Les cendres ont été jetées au vent, et le cortège s'est rendu dans le même ordre devant l'arbre de la Liberté. Il y a été prononcé un discours analogue à la circonstance, et il y a été chanté pareillement des chansons à la gloire des vainqueurs de Toulon.

Cette cérémonie a été suivie d'un repas civique qui s'est fait dans la salle de la société populaire, où les citoyens ont apporté chacun leur plat, une bouteille de vin et leur pain, en buvant à la santé de la République française, une, indivisible et démocratique, de l'auguste Convention nationale fondatrice du bonheur du peuple, et des braves vainqueurs de Toulon. L'on a distribué aux pauvres la plus grande partie des provisions, et (la journée) a fini par un bal et l'illumination de la ville.

Dont et de tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal pour servir à immortaliser cette grande victoire ; et qu'extrait du présent procès-verbal sera adressé à la Convention nationale, en invitant les députés à rester à leur poste jusqu'à ce que tous les ennemis intérieurs et extérieurs soient anéantis, et à l'affermissement de la constitution républicaine, et avons signé avec le procureur de la commune et le secrétaire-greffier :

ALESMONIÈRE, *maire*, BARDET, COQUILLE, NICOLAS,
GRAPPELOUP l'ainé, BERRAUD, NOBIS, MORILLON,
SIMON fils, CUCHERAT, GERBET, PATURAL, MAR-
COUT. (1).

Le lendemain de cette fête mémorable, le 11 Nivôse, plusieurs citoyennes se rendirent en chœur dans la salle de la Société populaire. « Elles sont précédées d'une musique et

(1) *Reg. mun. Charlieu, 1792 à l'an II.*

marchent au son de l'air chéri de la nation ; elles se sont approchées du bureau, y ont chanté divers couplets analogues à la Révolution Française et à la bravoure de ses défenseurs, qui sont parvenus par leur courage à terrifier les esclaves des despotes coalisés et à se rendre maître de Toulon ; et après avoir témoigné leurs joies sur un succès aussi éclatant et la part qu'elles prennent à tout ce qui peut concourir à l'affermissement de la République, elles ont déposé entre les mains du président un drapeau tricolore porté par une d'elles, ayant pour devise ces mots « Triomphe de la Liberté, gloire à nos pères », dont elles ont déclaré qu'elles font don à la Société.

« Sur quoi ladite Société a unanimement délibéré que pour témoigner sa satisfaction aux dites citoyennes et sa reconnaissance au cadeau qu'elles viennent de lui faire, qu'elles seront invitées aux honneurs de la séance et que le baiser fraternel leur sera donné au nom de toute la Société par son président ; ce qui a de suite été fait et le drapeau déposé et placé au-dessus du fauteuil du président. Fait les jours et an que dessus, et ont les présidents, vice-présidents et secrétaire signé, Patural, Grapeloup, Dreux ». (1).

Nous rapportons encore la fête en l'honneur de l'Être-Suprême. Son programme bien que ressemblant à celui élaboré sur la prise de Toulon présente certaines particularités qu'il est bon de fixer :

FÊTE DE L'ÊTRE-SUPRÊME

Le dit jour, 18 Prairial, an II, le Conseil général de la commune de Charlien, assemblé à la maison commune du dit lieu, en séance publique et permanente, lecture a été faite du rapport et du décret rendu le 18 Floréal dernier par la Convention nationale, portant, article 1^{er}, que le peuple français reconnaît l'existence de l'Être-Suprême et l'immortalité de l'âme. Sur quoi le dit conseil général de la commune, pénétré de la vérité d'un prin-

(1) Arch. dép. Reg. L. 400, f. 5, verso.

cipe aussi sublime et empressé de rendre hommage à l'Être-Suprême, a arrêté, après avoir ouï l'agent national.

Qu'en conséquence du dit décret, il sera célébré en cette commune, décadi prochain, 20 Prairial, une fête nationale en l'honneur de l'Être-Suprême, d'après le mode qui lui a été présenté et qu'il a adopté ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1^{er}. — La fête de l'Être suprême sera annoncée demain 19 courant, à neuf heures du soir, par une salve d'artillerie.

ARTICLE 2. — Le jour de la fête, au moment de l'aurore, une seconde salve d'artillerie se fera entendre ; il lui succèdera une musique guerrière, ensuite la Générale.

ARTICLE 3. — A l'aspect de l'astre bienfaisant (*levée du soleil*), les citoyens et citoyennes de tout âge s'empresseront à l'envi d'orner et célébrer la fête de la Divinité, et sont invités de décorer l'extérieur de leurs maisons d'une banderolle tricolore ou petits drapeaux, et le portique d'icelles de festons de verdure.

ARTICLE 4. — Tous les citoyens de la garde nationale s'assembleront à sept heures précises du matin, sur la place d'Armes, avec leurs fusils, et déposeront leurs sabres ou épées dans les mains de leur fils qui les suivront ; et formés en bataillons, ils se rendront au devant de la maison commune, à huit heures précises.

ARTICLE 5. — Les citoyens de tous âges assisteront au cortège de la fête ; auront le soin de se parer, autant que faire se pourra, en blanc ; les femmes mariées seront décorées d'une ceinture aux trois couleurs, tenant un bouquet à la main ; les citoyennes de l'âge de douze ans, revêtues en blanc, seront pareillement décorées de la ceinture tricolore, et porteront des guirlandes de fleurs ; et tous les jeunes citoyens et citoyennes de bas-âge, habillés de toutes couleurs, porteront des paniers de toutes fleurs, et présenteront, s'ils le désirent, différents objets analogues à la Révolution.

ARTICLE 6. — Les vétérans s'armeront chacun d'une pique, et marchant les premiers, seront couverts du chapeau destiné pour leur âge, avec une plume au-dessus, ou un bouquet de fleurs.

ARTICLE 7. — Il sera choisi six citoyennes et autant de citoyens : les citoyens revêtus d'un habit d'uniforme, et les citoyennes revêtues de blanc, porteront un ruban tricolore en écharpe sur l'épaule gauche ; et tous les douze tiendront d'une main une branche de chêne, et de l'autre, l'hymne dédié à l'Être-Suprême. Et marchant au milieu du cortège, ils chanteront, pendant la marche qui se dirigera au jardin national. Tous les citoyens et citoyennes seront rendus à huit heures précises au-devant de la maison commune, avec les corps constitués qui demeurent invités d'assister à la fête ; et la marche s'ouvrira de la manière suivante :

« Une salve d'artillerie se fera entendre, mêlée de la musique guerrière avec un roulement de caisse. Les vétérans défilent suivis de la moitié de la garde nationale ; ensuite les femmes mariées suivies de leurs fils, armés d'épée et de sabre, et de leurs filles por-

tant des guirlandes ; puis les jeunes citoyens et citoyennes, le Comité de surveillance avec la municipalité sur deux lignes, dont le Maire à droite, et le Président du Comité à gauche. L'artillerie marchera à la tête des vétérans, les tambours dans le centre, la musique suivra. Puis les douze citoyens et citoyennes formant un chœur, chanteront au moment du départ l'hymne de l'Etre-Suprême, répété à chaque verset par la musique. Le cortège sera ensuite terminé par les drapeaux et le surplus de la garde nationale.

A l'arrivée au jardin national où siègera un autel dédié à l'Etre-Suprême, le Maire montera sur une montagne à ce destiné. Il fera sentir au peuple les motifs de la fête solennelle et invitera le peuple à honorer l'auteur de la nature.

Chacun s'empressera de déposer ses offrandes sur l'autel de l'Etre-Suprême en lui chantant des hymnes. Cela fait, le cortège se rendra au temple de l'Etre-Suprême. Lecture sera faite du rapport et du décret concernant la fête ; des hymnes seront répétés. Tout se prosternera pour rendre grâce à l'Etre-Suprême et la fête sera terminée par une salve d'artillerie et des airs chéris de la nature rendus par la musique ; après, un roulement de caisse qui annoncera à tous les citoyens de se retirer bien pénétrés de ces glorieuses actions.

Et pour l'exécution du dit arrêté, le dit conseil général de la commune nomme pour ce, commissaires, Bardet, officier municipal, Simon, Marcout, membres du conseil, et Fresne fils. Et sera le présent arrêté publié et affiché avec toute la pompe qu'exige la cérémonie (1).

Le programme si bien élaboré pour cette cérémonie fut suivi à la lettre. La fête fut brillante et le Conseil en témoigna sa gratitude au citoyen maire et à la population :

Citoyens, frères et amis, proclama un membre du Conseil, nous venons de célébrer la plus belle fête qu'il ait encore paru sur le sol de la République française. La Convention nationale, toujours attentive pour consolider le bonheur du peuple français, vient, par son décret du 18 Floréal, témoigner à toute l'Europe entière que le peuple français reconnaît l'existence de l'Etre-Suprême et l'immortalité de l'âme. C'est une base bien essentielle pour consolider la République française qui va très certainement anéantir l'aristocratie et le fanatisme. L'enthousiasme que nos concitoyens de notre commune ont témoigné dans la célébration de la fête, et l'ordre qui y a régné, sont bien satisfaisants. La fête a été célébrée conformément au mode adopté

(1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 193.

par votre arrêté du 48 de ce mois. Le citoyen maire a prononcé un discours sur la Montagne, dédié à l'Être-Suprême, par lequel il a rappelé à tous les citoyens, les devoirs des vrais républicains, ceux des pères et mères, des jeunes républicains et républicaines, et leur a fait sentir tous les bienfaits qui résulteront de la fête de ce jour.

En conséquence, je demande que le Conseil lui vote des remerciements, et qu'il consigne sur le présent registre l'enthousiasme et le zèle, que tous nos citoyens et citoyennes ont montrés dans la fête qui a été célébrée aujourd'hui à l'Être-Suprême.

L'agent national ouï, le Conseil général arrête qu'il vote des remerciements au citoyen Alesmonière, maire, et qu'ils est on ne peut plus satisfait de l'ordre qui a régné dans la fête, et du zèle et des vertus républicaines que tous les citoyens et citoyennes de cette commune ont démontrés dans la célébration, et ont signé... (1).

Cette cérémonie et toutes celles que célébraient les révolutionnaires nous paraissent à présent comme appartenant à des enfants qui s'amuse,nt, mais à des enfants terribles. Malheur aux personnes qui refusaient de s'associer à ces fêtes civiques ou qui se permettaient d'en sourire. Déclarées suspectes, elles étaient immédiatement dénoncées et arrêtées.

Les Jacobins, en célébrant les victoires des défenseurs de la Nation, exaltaient ainsi le patriotisme des citoyens. Arrivaient-ils au même résultat, en cherchant à anéantir, comme ils disaient, « le fanatisme religieux » ? A la place de l'autel où se célébraient les cérémonies catholiques, ils avaient dressé celui de la déesse Raison et plus tard, pensant mieux faire, celui de l'Être-Suprême. Par ces parodies civiques, arrivaient-ils à impressionner les esprits et à démontrer la grandeur de la Révolution ?

1) *Reg. mun. Charlieu*, 1792 à l'an II, f. 194.

La Convention.

Période de réaction.

§ 1.

Reverchon à Charlieu. — Son discours. — Son arrêté en faveur des détenus injustement arrêtés. — Elargissement de Ducoing et de sa femme, de Madeleine Humbert de Nandax. — Rapport de la société populaire sur plusieurs détenus. — Chute de Robespierre. — Réaction thermidorienne. — Adresse de la société populaire de Chambéry. — Religieuses et prêtres sortent des maisons d'arrêt. — Andriot accusé mis en prison. — Victoires de la nation. — Lettre au citoyen Villard chef de bataillon. — Anniversaire de la mort de Louis XVI.

Le départ de Javogues et de Lapalus avait été un soulagement pour les habitants de la Loire. La Terreur se calma et devint moins cruelle. Reverchon avait remplacé Javogues dans le département et par son républicanisme, bien qu'appartenant à la Montagne, il inspirait plus de confiance. Il n'avait pas les vices et la corruption de son prédécesseur.

Le conseil profita de son passage à Roanne, pour l'engager à venir à Charlieu et fit le 13 Messidor la délibération suivante :

« Un membre dit : Citoyens, je viens d'être instruit que le citoyen Reverchon, représentant du peuple, l'un des braves Montagnards, est en ce moment en la commune de Roanne, et qu'il doit y séjourner quelques jours. Il serait intéressant pour notre commune, qui a toujours marché dans le sein de la Révolution, et qui a su résister constamment au fédéralisme, de jouir de la présence de cet ami

chéri de la République. Je propose en conséquence qu'il soit envoyé une députation au représentant Reverchon pour l'inviter à se rendre dans notre sein » (1).

Patural fut délégué auprès de lui et réussit à le décider à venir à Charlieu.

Il se rendit, le 13 Messidor, au sein de la Société populaire et y fit l'allocution suivante :

Citoyens républicains, la Convention nationale travaille sans cesse à votre bonheur ; son unique occupation ne tend qu'à cela ; je vous invite de votre côté à la seconder, et tout ira bien. Cette commune, je le sais, est, et a toujours été dans de bons principes ; un seul reproche me reste à lui faire : oui, citoyens, le seul fléau qui existe est le fanatisme dans certaines parties de la République. Votre commune et celles du canton en sont infectées, et vous n'avez pas fait ce que vous auriez dû pour l'anéantir.

Vos autorités constituées sont faibles, craignent de se faire des ennemis ; ce qui leur a fait oublier leurs devoirs. Qu'elles sachent que des républicains sont toujours tranquilles lorsque leurs vues tendent au bien général et qu'ils ont la loi pour sauvegarde.

Je les invite à sévir contre toute personne professant des principes fanatiques ; d'en donner quelques exemples frappants et de ne cesser de s'occuper d'un objet qui peut devenir sérieux et fort pernicieux ; étouffer le germe dans sa racine, c'est le parti à atteindre, et sage. J'espère qu'elles n'oublieront rien, ainsi que vous, pour devenir républicains achevés, et extirper une racine qui pourrait devenir, en s'accroissant, dangereuse par ses rejets...

Je vous invite, au nom du bien public et du salut de tous, de nommer des commissaires pour se rendre les jours de décade dans les diverses communes du canton, leur prêcher les maximes d'un républicain, les exhorter à travailler les ci-devant jours de fête et à célébrer la décade. Ces commissaires emploieront tous les moyens utiles pour les amener au but indiqué ; et à défaut d'exécution de la part des citoyens et citoyennes de ces diverses communes, aviseront les autorités constituées existantes, à s'acquitter avec exactitude d'une tâche aussi urgente et à insinuer à leurs citoyens d'autres principes que ceux qu'ils professent, et à sévir contre eux d'une manière sans exemple s'ils ne s'y conforment.

Citoyens, chargé d'épurer et renouveler les administrations, je vous invite à me présenter trois ou quatre de vos membres pour en placer quelques-uns, ou au district, ou au tribunal séant à Roanne.

Citoyens, votre intérêt exige que vous nommiez des républicains ayant les connaissances utiles à de telles fonctions ; faites des choix qui vous seront indiqués par votre sagesse et votre prudence, afin que dès lors vous n'ayiez plus aucun reproche à vous faire ; occupez-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 4.

vous de suite de cette opération pour m'en remettre le résultat avant mon départ qui est demain (1).

Après son passage à Charlieu et à Roanne, où il avait pris connaissance des incarcérations injustes, il se rendit à Feurs. De cette ville, il adressa le 18 Messidor de l'an II aux municipalités du district de Roanne, l'arrêté suivant, qui nous donne connaissance des prisonniers qu'il fit relâcher :

...CONSIDÉRANT qu'autant il importe de frapper les ennemis nés de la Révolution pour arrêter le cours de leurs complots, autant il est urgent de reconquérir à la liberté, des hommes que des séducteurs perfides avaient entraînés dans l'erreur ;

CONSIDÉRANT que rendre à la liberté des citoyens qui ne pouvaient être des ennemis par leurs qualités et leurs fortunes, c'est régénérer l'esprit public, en démontrant au peuple qu'il n'y a d'indulgence que pour les sans-culottes ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}. — Que les citoyens ci-après nommés seront mis en liberté, et que les scellés apposés, tant sur leurs propriétés mobilières qu'immobilières, seront levés à la diligence de l'agent national du district, chargé de l'exécution du présent arrêté :

Barthélemy Chatelu, de Roanne, ci-devant officier municipal ; Joseph Benoît, officier de santé, domicilié à Roanne ; Jean-Pierre Thiolleron, notaire à Roanne ; Joseph Simiant, médecin, domicilié à Roanne ; Joseph Guillot, domicilié à Roanne ; Agathe Rossitaire, femme de Jean-Michel, de la commune de Crémeaux ; Claire Cuyot, de la commune de Crozet ; Thierry de Montchallier, Noël Garet, agent national de la commune de Violet ; Gilbert Lafay, laboureur de la commune de Marcel-de-Félines ; Joseph Martin, de la commune de Marcel ; Mathieu Peurière, de la commune d'Ambierle ; Claude Thévenard, de la commune d'Ambierle ; Marie Geoffroid, ci-devant homme de loi de Roanne ; Charles Ardaïne, de la commune de Saint-André, ci-devant notaire ; Anne Gaind, de la commune de Val-Libre, ci-devant Saint-Martin ; Jean-Baptiste Godinot, vieux soldat de la commune de St-Haon-le-Vieux ; Jean-Claude Marguaron, de Roanne, ci-devant homme de loi ; le *citoyen Ducoing et Marie Duplex* sa femme, de Charlieu ; *Magdeleine Humbert de la commune de Nandax* ; Jean Buisson, de la commune de Nandax ; François-Gilbert Game, de la commune de Salle ; Trichard dit Marguaron, de la commune ; Damiens-Etienne Vivière, notaire public à Roanne ; Louis Dufour, domicilié à Roanne, ci-devant commis aux Aides ; Claude-Marie Michon, de Montchallier ; Antoine Rostain, médecin à Roanne ; Jacques Rostain, à Roanne, son frère.

(1) Arch. dép. Reg. L. 400, f. 69 et 70.

ARTICLE 2°. — Tous les citoyens sont invités à avoir pour ces citoyens mis en liberté, les égards qui sont dûs au malheur; et les autorités constituées, chargées d'éclairer et surveiller leur conduite.

Fait à Feurs, le 18 Messidor, l'an II de la République une et indivisible.

Signé, REVERCHON (1).

Dans cette première liste de détenus, à Charlieu il n'y avait que Ducoing et sa femme de libérés. Cependant la Société populaire, après le départ de Lapalus, avait fait une délibération concernant plusieurs prisonniers de la ville.

Ces prisonniers, jouissant à cette époque d'une notoriété marquée, nous rapportons la délibération qui eut lieu le 14 Floréal demandant leur élargissement.

Un membre a dit : Citoyens, vous avez nommé quatre commissaires, le dix de ce mois, à l'effet de se transporter dans la maison d'arrêt de cette commune, pour examiner ceux des détenus qui se trouvent frappés par la loi, afin que la société juge ceux qui mériteraient son approbation ; comme je suis l'un de ces commissaires, je viens vous en faire le rapport. Je pense qu'il est essentiel pour connaître ceux qui méritent votre approbation, d'examiner la conduite des détenus, individuellement, pour en mieux juger : 1^{er} Nous avons trouvé Marie-René Tardie, veuve Sirvinge, âgée de quatre-vingts ans, ex-noble ; Etiennette-Marie Sirvinge, âgée de cinquante ans, ex-noble, et Claude-Marie Sirvinge, âgée de quarante ans, aussi ex-noble ; lesquelles mère et filles Sirvinge, ce même membre a dit, qu'elles n'ont cessé depuis le commencement de la révolution de donner des preuves de leur attachement pour elle, soit en faisant des dons patriotiques pour la somme de 500 l., malgré la modicité de leur fortune, soit en se faisant inscrire volontairement dans la Société philanthropique, qui en 1789 vint au secours de la classe indigente de la société, soit enfin en contribuant de tout leur pouvoir au soulagement des volontaires allant aux frontières combattre les tyrans, faits qui ont déjà été attestés dans le certificat de civisme à elles délivré par la municipalité et qui se trouve actuellement au Comité de sûreté générale. Ces observations ayant été appuyées par plusieurs membres de la société consultée, tous les membres se sont levés en masse et ont exprimé leurs vœux pour la réclamation desdites mère et filles Sirvinge.

Le même membre a dit avoir trouvé Jean-Louis Foudras, âgé de soixante et douze ans, dont le civisme et la popularité ont toujours été connus des citoyens, non seulement depuis le commencement de

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 8.

la Révolution, mais encore depuis qu'il est domicilié dans cette commune; ce qui a été reconnu par cette Société, suivant une attestation qui lui a été donnée par elle le 12 Ventôse, dont lecture a été faite par l'un des secrétaires, par laquelle il paraît qu'il s'est toujours conduit en bon patriote et qu'il a manifesté son civisme en faisant des dons patriotiques très considérables, en égard à la modicité de sa fortune, soit en argent, soit en matelas, soit enfin en donnant son habit complet d'uniforme aux volontaires; ainsi que d'un arrêté du Comité de surveillance de cette commune du 27 du premier mois de l'an second, dont lecture a été pareillement faite. Ces observations ayant été appuyées par plusieurs membres, l'Assemblée consultée si ledit Foudras méritait sa réclamation, tous se sont levés en masse pour assurer que c'était leur vœu.

Ce même membre a dit : nous y avons aussi trouvé Françoise-Louise Desgaret, femme dudit Foudras, ex-noble, âgée de soixante et quatorze ans, et Thérèse Foudras leur fille, âgée de quarante-trois ans, lesquelles, a-t-il dit, que lesdites mère et fille Foudras avaient toujours chéri la Révolution et manifesté leur civisme en faisant des dons patriotiques pour leur fortune, soit en argent, soit en matelas, conjointement avec ledit Foudras. L'observation ayant aussi été appuyée par différents membres, l'Assemblée consultée a arrêté unanimement que lesdites mère et fille Foudras seraient réclamées par ladite Société.

Le même membre a dit : Nous avons trouvé Claude-Marie Bouthier, veuve Guillermain, âgée de 70 ans, ex-noble, et Madeleine Guillermain sa fille, âgée de quarante-trois ans; qu'elles ont toujours paru aimer la Révolution, et l'avoir manifesté, soit par un don patriotique de 159 l. sur un revenu de 600 l., soit par leur agrégation volontaire à la Société philanthropique, soit par des dons faits aux volontaires allant aux frontières, soit par la remise de deux lits complets et de huit draps pour le service de la République. »

« Que Jean-Baptiste-Benoît Alesmonière, âgé de vingt-six ans, a toujours paru attaché à la Révolution depuis 1789, en faisant le service de garde national, et comme officier de ladite garde, il en a rempli les devoirs avec zèle et activité, et qu'il a été des plus empressé à hâter les recrutements lors des réquisitions.

« Que Claude-Marie Ducoing née Duplex, âgée de 40 ans, aussi de cette commune, a toujours chéri la Révolution et a conjointement avec son mari, fait des dons patriotiques et s'était agrégée volontairement à la Société philanthropique et fait des dons aux volontaires allant aux frontières. Ces différentes observations mises aux voix, après avoir été appuyées par différents membres, la Société a arrêté que tous les sus-dénommés seraient par elle réclamés.

« Le même membre a dit : Nous avons trouvé Jean Marcus, officier municipal de la commune de Chandon, lequel nous a remis un certificat de civisme de la commune et de plusieurs autres voisins, le tout visé et approuvé par cette Société, par son arrêté du 16 Germinal; lecture ayant été faite du tout, la proposition mise aux voix, après avoir été appuyée par différents membres, la Société populaire a arrêté qu'elle réclamera également ledit Marcus et que

les commissaires par elle nommés, se réuniront à ceux que la commune de Chandon a déjà nommés.

« Le même membre a aussi dit qu'il avait trouvé Jean Buisson, cultivateur en la commune de Nandax, âgé de quarante-cinq ans, lequel est chargé de sept enfants, qu'il n'a aucun bien en propriété, mais qu'il est fermier de sept domaines ; que la culture d'yceux en souffre considérablement, et nous a remis une réclamation de sa commune auprès des représentants du peuple, laquelle prouve que cette Société ferait une grande œuvre que de le joindre au nombre des réclamés ; qu'il s'est toujours montré chérir la Révolution et qu'il a fait des dons patriotiques et donné pour les volontaires allant sur les frontières. Lecture ayant été faite de ladite réclamation, la question mise aux voix et la Société consultée, il a été arrêté que ledit Buisson serait par elle réclamé par les commissaires de cette commune.

« Le même membre a aussi dit que nous avons trouvé Madeleine Humbert fille, de la commune de Nandax, âgée de trente un ans, laquelle a déjà été réclamée par les autorités constituées de la commune, et approuvée par cette Société, dont lecture ayant été faite, la proposition ayant été appuyée par plusieurs membres, et l'Assemblée consultée, a arrêté qu'elle persiste à son arrêté par elle ci-devant pris.....

« La séance a été levée à huit heures du soir, aux cris de vive la République, vive la Montagne et après le chant ordinaire des hymnes de la liberté ; et ont les président et secrétaire, signé : DURIEX, *président* ; POUGET, *secrétaire* » (1).

Cette liste de détenus fut sans doute présentée à Reverchon, lors de sa visite, mais pressé par les événements, il se contenta de faire nommer des commissaires qui devaient former des dossiers sur chacun des prisonniers.

C'est dans celui des dames de Sirvinge, et de Foudras, que nous trouvons la pétition suivante qui nous éclaire sur les membres de ces familles.

17 Messidor.

Lecture pareillement faite d'une pétition présentée à cette Société par les citoyennes Sirvinge, mère et filles, tendante à l'attestation des faits suivants : savoir que la citoyenne Sirvinge mère, a trois fils dont deux émigrés ; que dès longtemps ayant donné à ses enfants tout son bien sous la redevance de trois mille livres, elle ne pouvait avoir aucune influence sur leur conduite ; que cependant il est à observer en sa faveur que le plus jeune des fils émigrés, avait au moins cinquante-deux ans lors de leur émigration, et que c'était une raison suffisante pour se croire dispensé de demander des conseils

(1) Arch. dép. *Reg. L. 400*, f. 50 et 51.

à une mère octogénaire ; que ses deux fils émigrés vivaient depuis plus de vingt ans dans un département étranger à celui de leur mère, et qu'une raison sans réplique à alléguer pour la citoyenne Sirvinge mère, pour établir qu'elle ne put participer en rien dans l'émigration de ses fils, 1° C'est que le seul qui n'eût pas émigré, a constamment vécu depuis la Révolution dans la même commune qu'elle ou dans le voisinage,

2° Que deux filles qui, ainsi qu'elle, sont détenues, jouissent du modique revenu chacune d'environ huit cent livres,

3° Qu'une preuve certaine que ces citoyennes sont amies de la Révolution, c'est que le citoyen Duplex, chef de bataillon, blessé par les esclaves du tyran, a toujours été lié avec elles, et qu'il était encore avec elles à demeure dans leur campagne, lorsqu'il reçut l'ordre de voler sur la frontière.

La Société consultée a arrêté à l'unanimité qu'elle atteste la sincérité des faits contenus en la pétition des citoyennes Sirvinge, mère et filles, de laquelle attestation extrait leur sera délivré pour leur servir à tels fins que de droit.

Lecture faite par l'un des secrétaires d'une autre pétition présentée à cette Société par le citoyen Foudras, tendant à l'approbation des faits suivants : savoir que le citoyen Foudras, depuis dix années sans interruption, habite la commune de Charlieu, que son fils, marié en 1781 (*vieux style*) n'a depuis cette époque habité avec lui, qu'il résidait une partie de l'année dans la ci-devant province de Beaujolais, et l'autre dans celle de Bourgogne. La Société consultée a arrêté à l'unanimité qu'elle atteste les faits contenus à la pétition du citoyen Foudras, de laquelle attestation extrait lui sera délivré pour lui servir et valoir ce que de droit.

Un membre ayant obtenu la parole a dit : « Frères et amis, les commissaires que vous avez nommés pour réclamer les détenus auprès du représentant Reverchon, en commission en notre district, sont de retour de leur mission ; ils ont appris le départ subit de ce représentant de Roanne pour aller à Feurs, et par là même, ils n'ont pu s'acquitter entièrement du dû de leur commission ; cependant les détenus patriotes peuvent souffrir quelque retard, c'est parce que le représentant peut perdre de vue leur jugement, et parce que sa présence par quelques circonstances impérieuses peut être demandée ailleurs ; en conséquence je demande que l'Assemblée prenne en considération cet exposé et qu'elle arrête que les commissaires, par elle déjà nommés pour lesdites réclamations, soient tenus de se transporter sur le champ au chef-lieu de ce département, où le représentant paraît avoir dirigé ses pas ou en toutes autres communes de ce département, où des affaires auraient pu l'appeler, et que le mandat spécial de vos commissaires est de ne quitter le représentant que les détenus n'aient obtenu jugement. Plusieurs motions se succèdent, et toutes tendent au prochain départ des commissaires pour la réclamation énoncée. L'Assemblée consultée, prenant en considération le retour de ses commissaires sur obtention de jugement, considérant que les détenus patriotes gémissent depuis très longtemps en une dure captivité, qu'ils sont en partie cultivateurs,

classe chère aux sans-culottes, dont les bras sont même requis pour la levée des récoltes actuelles, considérant que d'après toutes les réclamations particulières et attestations de civisme délivrées aux détenus, réclamés par les autorités constituées, leur civisme est incontestable ; considérant enfin la conviction certaine qu'à la Société du patriotisme de ces mêmes détenus, d'après l'épuration qu'elle a différentes fois faite de leur conduite, dès la naissance de la liberté, dans plusieurs de ses séances..., etc. » (1).

Pendant que la Société populaire et le conseil municipal s'employaient pour l'élargissement des prisonniers, le citoyen Duplex, que nous avons vu aux prises avec Lapalus et le Comité de surveillance, était revenu à Charlieu, après avoir été reconnu innocent par le Comité de sûreté générale, et après avoir assisté à la condamnation de son mortel ennemi.

Son retour est un triomphe pour les bons républicains ; ils lui démontrent leur joie et l'admettent à leur Société :

Aussitôt est entré au milieu des applaudissements, le citoyen François Duplex, chef du 3^e bataillon de Rhône-et-Loire. Après avoir obtenu la parole, il a dit : « Citoyens, je ne vous rappellerai pas les persécutions que j'ai éprouvées de la part d'un intrigant que le glaive de la loi a frappé et qui cherchait à diviser les plus impertubables patriotes : il m'est doux de souffrir pour la liberté que je défendis depuis... et pour laquelle je verserai jusqu'à la dernière goutte de mon sang. Citoyens, les patriotes doivent se défier des malveillants et resserrer le nœud qui ne doit jamais les séparer, ni détourner leurs yeux de vers la chose publique ; je demande donc comme militaire, d'être reçu membre de cette société pour en partager les principes et contribuer de toutes mes forces à affermir la République démocratique ».

Un membre obtint la parole et dit : « Frères et amis, non seulement le citoyen Duplex, en sa qualité de militaire doit être admis au nombre des sentinelles du peuple, non seulement le vœu de la loi l'y a déjà placé, mais c'est une justice due à ses vertus civiques, je propose à ce que, sous ces doubles rapports, il soit reçu membre de cette société et que le baiser fraternel lui soit donné par le président ».

Cette proposition ayant été appuyée, la société arrête la réception du citoyen François Duplex au nombre de ses membres ; en conséquence il reçoit le baiser fraternel par le président, et se présente au bureau où il a prêté le serment adopté par la société (2).

Mais si dans le département de la Loire se formait une

(1) Arch. dép. Reg. L. 400, f. 70 verso.

(2) — — — 400, f. 47 et 48.

détente favorable après le départ de Javogues et la condamnation à mort de Lapalus, la Terreur existait encore dans le sein de la Convention, grâce à la puissance tyrannique de Robespierre et au Comité de Salut public, dont il était l'âme.

Il avait réussi à faire accepter la loi du 22 Prairial qui supprimait « tout défenseur pour les accusés, tout interrogatoire préalable, les dépositions écrites, les témoins. La preuve morale était suffisante. Nul, d'après cette loi, n'est traduit au tribunal que par la Convention ou les deux Comités. Donc les Comités y envoient tout droit sans la Convention ». « Eh quoi ! si les Comités s'avisaient d'y envoyer la Convention elle-même ? ».

L'Assemblée prit peur, s'irrita de la tyrannie de Robespierre, tyrannie à peine dissimulée.

Cette loi atroce se tourna toute entière contre son auteur qui, à son tour, fut décrété d'accusation, sur la proposition de Tallien, le 9 Thermidor an II.

Il fut conduit à l'échafaud le lendemain même de cette journée mémorable, avec ses principaux adhérents, Saint-Just, Couthon, Lebas, etc.

Il y eut un grand soupir de soulagement dans toute la France. Les thermidoriens au pouvoir s'empressèrent de décréter une fête, devant se renouveler chaque année, pour manifester la victoire remportée sur la tyrannie de Robespierre.

Charlieu célébra avec toute la pompe dont il pouvait disposer, cette fête rappelant la victoire remportée sur « le terrible dictateur ».

Pendant que la municipalité élaborait le programme de la fête, la Société populaire adressait la lettre suivante à la Convention :

Charlieu, ce 19 Thermidor, l'an deux de la République démocratique, une et indivisible.

A la Convention Nationale.

CITOYENS LÉGISLATEURS,

Un volcan terrible couvait dans le sein de la Convention nationale ;

son éruption devait briser cette montagne sublime qui a sauvé tant de fois le vaisseau de la République. Ce cratère combustible de tous les crimes, était Robespierre; et ses adhérents, les Cromwel, les Catilina, et tous les monstres vomis par les furies contre le bonheur des peuples, se trouvaient vivants dans cette fraction effroyable que la sagesse de la Convention nationale vient d'anéantir. Citoyens représentants, jamais vous ne fûtes plus grands, jamais vous n'eûtes plus de titres à la reconnaissance des races futures, que le jour mémorable où, au milieu de la plus abominable des factions, vous sauvâtes la Patrie ! Que de droits n'avez-vous pas acquis sur le livre de l'immortalité ! Il n'appartenait qu'à vous de découvrir et d'arracher le masque hypocrite dont les Néron s'étaient couverts pour ensevelir la liberté ; mais elle est impérissable. Cet événement nous a donné un exemple nouveau de l'attachement incorruptible à la liberté de nos braves frères de Paris. Recevez, citoyens représentants, la plus vive assurance des sans-culottes composant la société populaire de Charlieu, de leur profonde vénération pour la représentation nationale et de leur dévouement sincère à verser tout leur sang pour sa défense et pour le triomphe de l'indivisibilité de la République. Ils ne s'en laissent point imposer par la réputation de quelques personnages ; ils n'ont les yeux ouverts que sur la Patrie.

« Tandis que vous terrassez les tyrans de l'intérieur, tous les citoyens de cette commune s'occupent tour à tour à extraire cette matière précieuse, destructive des tyrans de l'extérieur et de leurs vils satellites ; leurs mains empreintes de ce travail honorable a déjà produit douze cents livres de salpêtre, qui ont été déposées au district de Roanne. Notre atelier continuera avec la même activité tant qu'il existera un tyran. Vive la République. Vive la Convention nationale » (1).

C'est après cette lettre de félicitations aux membres de la Convention, que le Conseil municipal élaborait le programme de la fête du 23 Thermidor, programme intéressant par les nouveaux personnages de Charlieu et par la couleur locale qu'ils lui donnèrent.

Le 21 Thermidor, le conseil général de la commune de Charlieu, assemblé en la maison commune en séance publique et permanente, considérant que la Convention nationale a décrété que le 10 août de chaque année, *ils* feront célébrer une fête dans toute l'étendue de la République, en mémoire de la victoire éclatante que les patriotes remportèrent sur le dernier tyran, en conquérant leur liberté ; considérant que ce jour doit être à jamais mémorable et que son souvenir doit être transmis à la postérité ;

(1) Arch. dép. Reg. L. 402.

l'agent national oui, arrête que la dite fête du 10 août, qui se trouve le 23 Thermidor, présent mois, sera célébrée dans l'étendue de cette commune ; et après s'être concerté avec les différents commissaires, choisis par la société populaire de cette commune pour présenter un mode d'exécution de la dite fête, il a été arrêté qu'elle serait exécutée de la manière suivante :

ART. 1^{er}. — Le 22, veille de la fête, la retraite sera battue et la fête sera annoncée par une salve d'artillerie qui sera renouvelée le jour de la fête, à dix heures du matin et au moment où les autorités constituées et les citoyens et citoyennes seront réunis au lieu indiqué pour la célébration de la fête.

ART. 2^e. — Il y aura un autel de la Patrie, dressé au même lieu et dans la même forme que celui qui fut construit pour la fête de l'Etre-Suprême. Les citoyens Pique fils, Ducel, Viverieux aîné, Jonas, Fresne fils, Caron le jeune, Delorme charpentier, Marmet et Labrosse aussi charpentiers, demeurent chargés du soin de diriger la construction dudit autel.

ART. 3^e. — A neuf heures du matin du jour de la fête, tous les citoyens et citoyennes sont invités à se trouver à la place de la maison commune, lieu du rassemblement général, pour être ensuite mis en marche dans l'ordre suivant.

ART. 4^e. — Huit commissaires choisis par la société populaire veilleront et dirigeront l'ordre de la fête.

ART. 5^e. — Une urne, à l'imitation de celles qui doivent renfermer les cendres des patriotes, morts pour le triomphe de la Patrie, sera portée par quatre citoyens, sur un brancard, suivis des défenseurs de la Patrie qui ont été blessés en combattant les tyrans. Elle sera déposée après la fête dans la salle de la société populaire. Le citoyen Romeuf demeure chargé de sa construction.

ART. 6^e. — Un des membres de la municipalité marchera en avant de l'urne et portera la déclaration des droits de l'homme. Trois citoyens porteront le tableau des martyrs de la Liberté.

ART. 7^e. — La marche sera ouverte par une musique. Les citoyens Devillaine de Paris, Eustache, Paul, Cartellier, le compagnon de Jonas, Pras, Nègre, Pique, Villeret, et autres musiciens sont invités de s'y trouver.

ART. 8^e. — Les vétérans marcheront ensuite, et douze citoyens et citoyennes suivront et chanteront des hymnes à la liberté.

ART. 9^e. — La municipalité, le comité de surveillance, les juges de paix, greffiers et assesseurs, assisteront à la cérémonie ; la municipalité, sur une ligne, sera placée à la droite ; le comité de surveillance, à la gauche ; ensuite les juges de paix, greffiers et assesseurs.

ART. 10^e. — L'urne sera placée au centre des autorités constituées. Les citoyens et citoyennes marcheront sur quatre de front, et tous se rendront auprès de l'autel de la Patrie.

ART. 11^e. — Arrivés à l'autel, la municipalité, le comité de sur-

veillance, le président de la société populaire, prononceront des discours analogues à la fête, et les citoyens et citoyennes chanteront ensuite les hymnes de la liberté. Delà, les citoyens et citoyennes se rendront au temple de l'Etre-Suprême pour y entendre les instructions de la municipalité, et se transporteront à la salle de la société populaire pour y déposer l'urne. A six heures du soir ils se rendront sur la place de la maison commune pour se livrer à la joie et à des danses au son de la musique.

Fait les jour et an que dessus, et a ledit conseil général de la commune, signé.... (1)

Après cette fête mémorable, ainsi célébrée à Charlieu, les habitants espéraient enfin jouir d'un peu plus de liberté et de tolérance. Les esprits n'étaient plus hantés par la terreur. Reverchon prenait à tâche de les calmer en continuant l'élargissement des prisonniers.

Le jour même où Robespierre monta sur l'échafaud, le docteur Ducoing, abandonnant la retraite où il se tenait caché, fit son apparition à Charlieu. La Société populaire où il se rendit, rend compte ainsi de son arrivée : « Le citoyen Ducoing qui, pour se soustraire aux persécutions du nommé Lapalus, avait été obligé de quitter cette commune, a été admis dans le sein de la Société. La salle a retenti d'applaudissements. Il a témoigné à la Société toute sa reconnaissance et a renouvelé le serment d'union et de fraternité, et de maintenir l'unité et l'indivisibilité de la République » (2).

Ce concitoyen innocent, ce patriote zélé qui « avait été opprimé » fut appelé aux honneurs de la séance « après avoir reçu le baiser fraternel ».

De Tigny, quelques jours après, écrivit à la Société populaire pour la remercier sur son élargissement. « Lecture a été faite d'une lettre datée de Paris, venant du citoyen de Tigny, adressée à cette Société, faisant part que sa grande innocence vient de lui valoir sa mise en liberté, et par laquelle il vote des remerciements les plus sincères à cette

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 23.

(2) *Arch. dép. Reg. L.* 401, f. 2.

Société qui a pris part à son sort, comme s'étant toujours occupé de venir au secours des innocents opprimés.

La séance a été levée à neuf heures du soir aux cris de vive la République, vive la Montagne et ont le président provisoire et les vice-présidents et secrétaire, signé, LACROIX fils, HOUDAILLE, GRAPELOUP cadet, MARCOUX *président* » (1).

Après de Tigny, on apprit le 9 du même mois également, qu'on avait levé le mandat d'arrêt contre Frédéric Laronzière, Jean-Baptiste Alesmonière et la citoyenne Chambriat, etc.

Cependant la Société populaire tout en acclamant avec joie la libération de tous ces prisonniers, victimes de Lapalus et de Javogues, montrait dans ses délibérations sa haine contre les aristocrates et les modérés.

L'adresse qu'elle reçut le 3 Fructidor de la Société populaire de Chambéry, à laquelle elle était affiliée, nous montre ses sentiments de républicanisme intolérant, en l'inscrivant dans ces registres comme modèle de conduite, le 15 Fructidor :

Un autre membre ayant obtenu la parole a dit : « Citoyens, vous avez arrêté dans votre précédente séance que votre comité de correspondance demeurerait chargé de faire réponse à la société régénérée des amis de la République Française de Chambéry, à l'adresse qu'elle vous avait envoyée. Les vertus et les principes de républicanisme qui y sont tracés, lui font mériter une plus grande autorité. Conséquemment, je demande qu'elle soit en outre transcrite sur les registres de cette société. »

La proposition ayant été vivement appuyée, la société a arrêté que l'adresse de la société de Chambéry dont il s'agit, sera transcrite à la suite du procès-verbal de cette séance. Lecture a été faite par un des membres du bureau de correspondances, de la réponse à l'adresse de la société de Chambéry dont la rédaction a été adoptée. Suit ladite adresse de la Société de Chambéry, inscrite ainsi qu'il suit :

Egalité, Liberté, Fraternité ou la mort.

La société régénérée des Amis de la République Française, une,

(1) Arch. dép. Reg. L. 401, f. 11 et verso.

indivisible et démocratique, séante au temple de la Montagne de Chambéry, département du Mont-Blanc, à ses frères les Jacobins.

FRÈRES ET AMIS,

Le silence des patriotes, au moment où un génie malfaisant paraît s'élever contre les principes et s'essaye à relâcher la force du gouvernement, serait une lâcheté et une trahison envers la Patrie.

Parlons donc, répétons à toute la République cette grande vérité, qui a déjà retenti dans tous ses points, que l'aristocratie et le modérantisme cherchent à faire tourner à leur profit la Révolution qui vient d'anéantir le nouveau tyran.

Les aristocrates et les modérés, cachés derrière la toile, depuis longtemps alimentés de profonds ressentiments, attendaient en silence une occasion favorable pour reparaître.

Elle s'est présentée par la chute du Colosse que l'idolâtrie avait élevé à côté de la statue de la liberté, et qui menaçait de la renverser.

La Convention nationale et tous les républicains, qui ne voient que la patrie, qui voulant la sauver ou périr avec elle, redoublent d'efforts pour faire tourner ce triomphe au profit du gouvernement révolutionnaire, qui seul peut consolider la République et conduire la Révolution à son terme.

Ils ne s'occupent qu'à écarter les abus et les excès du pouvoir, qu'à rendre le gouvernement tout puissant pour le bien et impuissant pour le mal, qu'à le rendre de plus en plus redoutable aux tyrans et aux ennemis de l'extérieur par son activité, sans que jamais il puisse porter l'effroi dans l'âme des patriotes.

Les modérés au contraire, s'agitent en tout sens pour renverser ces principes ; ils voudraient voir substituer l'indulgence et le pardon à la justice et à l'énergie révolutionnaire. On les a vus se montrer à découvert dès les premiers jours où le tyran a été renversé, on les a vus saisir adroitement l'instant où le souvenir de la tyrannie et l'horreur contre les triumvirs étaient à leur comble, pour calomnier et accabler les patriotes les plus purs.

On les a vus employer l'arme de la séduction auprès des patriotes faibles, égarer leur bonne foi et chercher par leur organe, à surprendre la religion du comité de sûreté générale, obtenir des élargissements dangereux à la liberté ; c'est ainsi que l'aristocratie et le modérantisme veulent arrêter le char de la Révolution et disséminer sur tous les points de la République, des vipères politiques et des noyaux de vendus.

Citoyens, qui ne voit que ces monstres veulent empoisonner l'esprit public ? étouffer l'énergie nationale ? neutraliser les principes ? faire triompher l'incivisme ? apprêter l'incarcération et l'anéantissement des patriotes et préparer enfin une transaction perfide avec les tyrans, au moment où ils touchent à leur entière destruction ?

C'est aux sociétés populaires, sentinelles incorruptibles des droits du peuple, de redoubler leur zèle et leur sollicitude ; elles doivent entourer la Convention nationale des accords de leur énergie, comme elles s'entourent de leur confiance ; l'aider à compléter son ouvrage,

soutenir l'esprit public à la hauteur des principes, étouffer le modérantisme, sous quel masque qu'il paraisse, et ne pas souffrir que les aristocrates, les modérés et les intrigants fassent rétrograder l'opinion.

Citoyens, l'aristocratie et le modérantisme se réjouissent, vrai symptôme des souffrances de la patrie.

Leur joie est une calamité pour la liberté. Ils croient que la marche du gouvernement révolutionnaire est ralentie ; mais la Convention nationale est pénétrée que le gouvernement révolutionnaire est le paladium de la République, une, indivisible et démocratique.

Voilà, frères et amis nos sentiments ; serrons-nous autour de la Convention nationale, centre commun auquel nous sommes toujours fidèlement reliés, lorsque les modérés et les fédéralistes cherchent à nous en séparer ; serrons-nous par les liens de la fraternité et par les élans de l'amour de la patrie, autour de ce rocher que l'aristocratie et le fanatisme n'ont jamais pu aborder. Ces deux monstres voulurent cent fois perdre la République, mais ils furent renversés par la foudre lancée du haut de ce rocher et par l'énergie des fidèles enfants de la liberté.

La République a triomphé de la faction des Brissot, elle a terrassé les rebelles de la Vendée, de la Lozère, de Toulon, de Lyon, et le fédéralisme du midi ; elle a écrasé les conspirations des Danton, des Hébert et des Robespierre ; apprenons aux indulgents, que les victoires remportées sur nos ennemis extérieurs, que les journées de 31 mai, 1^{er} et 2 juin, des 9 et 10 Thermidor, n'ont pas été remportées pour une révolution incomplète : Vive la République, vive la Convention, vive la Montagne.

La société des Jacobins de Chambéry a arrêté à l'unanimité, et au milieu des applaudissements de ses membres et des tribunes, l'impression et l'envoi de la présente adresse à ses frères les Jacobins.

Chambéry le troisième Fructidor de l'an deux de la République, une, indivisible et démocratique.

Signé : MOREL, *président*, GARIOT, LAINÉ,
CHARVET, GUCHER, *secrétaire* (1).

Malgré cette adresse de Chambéry, la municipalité et les sociétés républicaines de Charlieu, ayant reconnu l'injustice et l'ignominie de Javogues et de Lapalus, ayant applaudi à la condamnation de Robespierre, « ce tyran de la liberté », et n'étant plus sous l'influence de la Terreur, avaient enfin des sentiments plus humains et, suivant le recul de la Convention, elles crurent de leur devoir d'adoucir le sort de ceux qui étaient détenus dans la maison d'arrêt de la ville.

(1) Arch. dép. Reg. L. 401, f. 15 et 16.

Le 12 Fructidor, le conseil général prit pour eux la délibération suivante :

Considérant qu'une grande partie des détenus dans la maison d'arrêt de cette commune, ont été mis en liberté par les représentants du peuple... Considérant que ceux qui y sont actuellement, sont pauvres et hors d'état de pouvoir payer deux sentinelles, considérant qu'une seule est suffisante pour les surveiller...

Arrête que le commandant de la Garde nationale sera invité de retirer une des sentinelles qui surveillent les dits détenus et de n'en laisser qu'une... (1).

Le 14 Fructidor, nouvel arrêté de Reverchon et de Laporte.

Considérant, écrivent-ils, qu'il est l'instant de rendre à la société les agriculteurs, les artistes, les hommes utiles aux manufactures, les femmes arrêtées par mesure de sûreté générale, qui ne sont pas compris dans la loi du dix-sept septembre (*vieux style*), et qui ont en leur faveur des réclamations, tant des autorités constituées que des sociétés populaires.

Arrêtent que les citoyens et citoyennes ci-après nommés, seront mis en liberté, et les séquestres apposés sur leurs propriétés levés à la diligence de l'agent national du district : les citoyens Foudras de Charlieu, son épouse et ses filles, la mère et filles Sirvinges du dit Charlieu, etc... (2)

Le citoyen Foudras, après sa *libération*, s'empresse de se rendre au sein de la société populaire pour adresser « ses remerciements les plus sincères, des bontés et amitiés » dont les membres lui avaient si souvent donné des preuves, particulièrement lorsqu'il était « dans la maison d'arrêt... » Après avoir montré son patriotisme et certifié, « que malgré son âge, il défendra la république »..., le président lui répondit « au milieu des plus vifs applaudissements » :

Citoyens, cette société, amie de la justice, de la bienfaisance et de l'union, voit de l'œil le plus satisfaisant renaître de jour en jour la tranquillité et la liberté rendue aux innocents.

Toujours elle leur a démontré son empressement à les secourir ; maintenant elle leur témoigne sa joie de les posséder libres.

O liberté ! don de la nature si sacré et si précieux, de quelle dou-

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. verso 31.

(2) — — — f. verso 34.

ceur inappréciable tu nous fais jouir ! maintenons-la au péril de nos biens, et pour mieux dire, de nos vies.

Ne nous démentons jamais, et l'énergie et le courage républicain passeront d'âge en âge à la postérité.

Consolidons-la, en ne formant plus qu'une seule et même famille, imbue des mêmes opinions et des mêmes sentiments ; là réside tout notre bonheur.

Tels ont toujours été les principes et les désirs de cette société, qui invite aux honneurs de sa séance. Sur la demande de différents membres, l'accolade a été donnée au citoyen Foudras par le président. (1).

Ces paroles du président furent répétées à peu près à chaque nouveau libéré, auquel l'accolade fraternelle fut toujours accordée.

Les citoyennes Guillermain n'avaient pas encore obtenu leur élargissement ; mais le 13 Vendémiaire an III, le Conseil municipal s'apitoya sur leur état. « Considérant qu'il est de l'humanité de chercher à adoucir le sort des dites citoyennes Guillermain, attendu qu'elles le méritent par la conduite irréprochable qu'elles ont tenu au dit Charlieu, depuis le commencement de la Révolution française ; qu'elles jouissent d'un très médiocre revenu, les frais de leur garde leur ôtant en partie le moyen de subsister », et arrête que ces citoyennes « mère et filles, détenues dans la maison d'arrêt de la ville, seront, dans le jour, transférées à leur domicile, à la charge de se représenter tous les jours à la municipalité, en attendant que les représentants du peuple aient statué sur leur sort ».

La réaction se manifesta même en faveur des prêtres et des religieuses, que les révolutionnaires avaient pourchassées en tout lieu. Beaucoup bénéficièrent des arrêtés pris en faveur des prisonniers.

Le 11 Brumaire de l'an III, le Conseil général de Charlieu délibéra sur la pétition d'Anne Rebut, Marie-Joseph Chuzeville et Marie-Thérèse Bardet, détenues dans la maison d'arrêt de la ville, comme ayant été « déclarées suspectes pour avoir refusé la prestation du serment ».

(1) Arch. dép. Reg. L. 401, f. 17.

« Considérant, dit la délibération, que lesdites ex-religieuses sont seules dans ladite maison d'arrêt ; qu'elles n'ont aucune fortune ; qu'elles sont forcées de travailler de leurs mains pour subvenir à leur subsistance, et qu'elles ne sont pas en état de payer les frais d'une garde ; considérant que la maison qu'elles occupent est très grande, qu'elle appartient à la Nation, et qu'elle est au moment de se vendre, et qu'en les laissant dans cette maison, leur détention peut nuire, pour les locations, à l'intérêt public ; considérant aussi qu'il n'y a pas d'inconvénient de les sortir de cette maison provisoirement, et de leur donner cette commune pour leur tenir lieu de détention, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, néanmoins sous le bon plaisir du district de Roanne... L'agent national entendu, arrête que provisoirement lesdites Rebut, Chuzeville et Bardet seront mises en liberté... » (1).

Quant aux prêtres, nous relevons ici, dans sa teneur complète, la délibération que fit le 17 Brumaire le Conseil général de Charlieu, sur leur élargissement des maisons d'arrêt :

Le conseil général de la commune de Charlieu, ayant reçu des administrateurs de Roanne un arrêté, en date du 14 Brumaire, concernant la mise en liberté des ci-devant prêtres du district de Roanne ; sur ce l'agent national ouï :

Arrête que ledit arrêté sera tout au long enregistré sur les registres de cette commune, et à la suite de la présente délibération.

*Extrait du registre des délibérations du directoire
du district de Roanne :*

Les administrateurs composant le directoire du district de Roanne, réunis en séance publique et permanente, vu la lettre, en forme d'arrêté, du représentant du peuple, Pocholle, en date du 8 du présent mois, par laquelle il autorise l'administration à mettre en liberté les ci-devant prêtres détenus, contre lesquels il n'y a ni mandats d'arrêt motivés, ni dénonciations valables, tramés par ordre du traître Lapalus, et en un mot, ceux qui n'ont

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 50 et 51.

point manifesté des principes contraires à la Révolution, néanmoins pour rester à Roanne sous la surveillance de la municipalité.

Vu les renseignements donnés par le comité révolutionnaire du comité de Roanne, et son arrêté en date du 13 du présent, portant qu'il y a lieu de mettre en liberté nombre de prêtres ou ci-devant curés ou vicaires que le comité a désignés dans le tableau, en forme de procès-verbal, déposé à l'administration le dit jour 13 du présent;

Vu enfin l'arrêté du représentant Pocholle, qui autorise les administrateurs à donner main-levée des scellés et séquestres apposés sur les propriétés, meubles et effets des citoyens qui ne seront pas frappés par la loi;

Considérant que la justice fait son devoir de prononcer la liberté de ceux qui ont été arrêtés arbitrairement, que la forme d'arrêté du représentant Pocholle en fait un double devoir à l'administration;

Considérant que la mise en liberté nécessite souvent la main-levée des scellés et séquestres en faveur de ceux où la loi ne prononce point de séquestre;

Considérant enfin, que dans les renseignements donnés par le comité révolutionnaire sur les motifs d'arrestation des dits ci-devant prêtres, il s'en trouve de suffisants contre plusieurs d'entre eux, jusqu'à de nouveaux renseignements sur leur justification;

L'agent national entendu, arrêtent :

ART. 1^{er}. — A la diligence de l'agent national, les citoyens Savagniac, Micon, Michel, Verne, Gonindard, Lafayole, Bonnabeau, Cheminal, Curtille, Picard, Jacquet, Duvernay, Dubos, *Carré, Bardet, Jallemon, Thorat*, Brolette, Roux, Genevrier, Colonge, Nabonnie, Thuillier, Dupuy et Bertucas, seront mis en liberté, et les scellés et séquestres apposés sur leurs biens, meubles et immeubles, seront levés.

ART. 2^e. — Tous les citoyens sus-dénoncés, en conformité de l'arrêté du représentant Pocholle sus-énoncé, resteront sur la commune de Roanne, de laquelle ils ne pourront sortir ni passer les limites; ils se présenteront tous les jours à la municipalité de Roanne, sous la surveillance et la responsabilité de laquelle ils seront confiés.

ART. 3^e. — Les municipalités, sur les communes desquelles les domiciles des sus-nommés sont, lors de la levée des scellés qu'elles feront, sont tenus expressément d'examiner, si dans les titres et papiers des citoyens mis en liberté, il n'y en a pas de contraires aux principes de la Révolution; elles rédigeront procès-verbal de tout;

elles feront parvenir à l'administration qui prendra tel parti qui conviendra.

ART. 4^e. — Le citoyen Carré, ci-devant curé d'Ecoches, restera dans la municipalité de Charlieu, où il se trouve détenu, aussi sous la surveillance de la dite municipalité, étant celle de sa naissance, et attendu son infirmité.

ART. 5^e. — Sera le présent arrêté expédié et envoyé aux agents nationaux des communes de Roanne et de Charlieu, ainsi qu'à toutes les municipalités où les mis en liberté ont des propriétés, pour être exécuté suivant sa forme et teneur.

Fait et arrêté en directoire de Roanne, le 14 Brumaire de l'an III de la République française une et indivisible.

Signé : RAMEL, BOUTOUGE, DONNIOL, LIVET, DURET,
administrateurs ; LOUVRIER, *agent national*,
et BARGE, *secrétaire*.

Expédition collationnée, signée : MORIER, *secrétaire*,

Et avons signé avec notre commis secrétaire greffier :

ALESMONIÈRE, *maire* ; NOBIS, MORILLON,
BARDET, GRAPPELOUP. (1)

Une détente favorable s'était produite dans la Nation. Charlieu voyait avec plaisir beaucoup des siens quitter les prisons et les maisons d'arrêt, où la plupart étaient détenus illégalement.

Seuls, les coupables de fédéralisme et de royalisme, étaient poursuivis conformément à la loi. C'est dans cette catégorie que se trouvait le citoyen Andriot, ayant cherché à éluder les décrets de la Convention.

Une loi en effet prescrivait aux commissaires à terriers, à tous les détenteurs de titres et de droits supprimés, de les déposer, dans les trois mois de la publication du décret, au greffe de la municipalité, pour être brûlés dans les délais indiqués.

Andriot, notaire à Charlieu et commissaire à terriers, avait négligé, avec intention voulue sans doute, de déposer au greffe les titres et droits féodaux, les tenant cachés chez lui. Cet acte le rendit suspect. Dénoncé le 3 Thermidor, le

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 53-54.

Conseil de la ville nomma les citoyens Philibert Grappeloup, Jacques Bardet et Barnaud, officiers municipaux, pour faire une perquisition chez lui, et apposer les scellés sur tous ses papiers ; et le 11 Thermidor la municipalité...

« considérant que par le procès-verbal de perquisition, qui a été fait ledit jour (8 Thermidor), en exécution dudit arrêté ; qu'il s'en est trouvé renfermés, les uns dans une armoire et les autres dans deux malles, sur lesquelles ont été apposés les scellés ; considérant que par un autre arrêté dudit jour et en exécution d'icelui, ledit Andriot a été mis en état d'arrestation ; considérant que cette municipalité n'a pas droit de prononcer un jugement dans cette affaire, et qu'il s'agit cependant de le faire juger ;

« La matière mise en délibération, l'agent national de cette commune ouï,

« Ledit Conseil arrête, qu'à la diligence de l'agent national de cette commune, ledit Andriot sera conduit devant le tribunal de la police correctionnelle de cette commune, pour y être ouï et interrogé et statuer ce qu'il appartiendra... » (1).

Après être resté plus d'un mois en prison, et passé devant le tribunal correctionnel du département, Andriot fut, grâce à la réaction thermidorienne, acquitté en Fructidor an II. Les papiers, relatifs aux droits et aux titres supprimés et en sa possession, furent déposés au greffe de la municipalité, conformément à la loi et subirent sans doute le sort auquel elle les destinait.

Pendant que se passaient tous ces faits, les armées françaises avaient combattu vaillamment et héroïquement. Elles avaient repoussé hors frontières les ennemis coalisés contre la nation.

Les Sociétés populaires et le Conseil municipal avaient en toutes circonstances montré leur patriotisme et concouru, soit par souscriptions, soit par dons, au secours

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. 19.

des « braves défenseurs de la Patrie ». Ils avaient encouragé et fait naître le dévouement pendant toute la guerre et avaient adressé parfois des lettres réconfortantes aux soldats, enfants du pays : telle la lettre écrite au citoyen Villard, chef de bataillon :

Charlieu le 25 Thermidor l'an 2^e de la République, une et indivisible.

Citoyen, la société républicaine du canton de Charlieu a entendu avec attendrissement la lecture de votre lettre du 8 Messidor. Quoique les papiers publiés tous les jours, fassent retentir la salle du bruit de vos exploits et qu'elle donne aux succès de vos armes les applaudissements les plus mérités, elle reçoit encore avec un plus grand plaisir les nouvelles des défenseurs qu'elle connaît et qui sont sortis du sein de cette commune ; elle aura toujours dans sa mémoire les moments douloureux, où la Patrie en pleurs vint annoncer ses dangers et où ses tendres enfants n'hésitèrent point, quittèrent avec joie leur plaisir, leur maîtresse et leur famille éplorée, pour aller supporter les fatigues d'une guerre cruelle, allumée par l'ambition des despotes coalisés. Le génie de la liberté, citoyen, seconde vos efforts ; la gloire que vous avez acquise, les lauriers dont vous vous couvrez tous les jours, la marche rapide que vous venez de faire sur le terrain de nos ennemis, n'ont point étonné cette société, mais ont confirmé la haute idée qu'elle avait conçue sur le courage de ces braves guerriers. L'heure est sonnée, le moment approche où la tyrannie, au dehors comme au dedans, sera écrasée, où vous viendrez dans vos foyers jouir des fruits de vos glorieux travaux, recevoir la bénédiction de vos parents et les embrassements réitérés des membres de cette société, qui dans ce moment vous témoigne la reconnaissance, l'amitié et la fraternité la plus inviolable.

Les membres composant le bureau des correspondances, au citoyen Villard, chef de bataillon et actuellement lieutenant volontaire, armée du Nord. (1).

La guerre finie, Charlieu s'associa de grand cœur à la fête qu'avait décrétée, le 3 Vendémiaire an III, la Convention nationale, en l'honneur des victoires de la République. Le Conseil prit à ce propos la délibération suivante sur la proposition d'un de ses membres :

Citoyens, dit-il, la valeur et le courage des défenseurs de la Patrie ont chassé nos ennemis coalisés du territoire de la République ; ils ne le souillent plus de leur sang impur. Cette action mémorable doit

(1) Arch. dép. Reg, L. 402.

être consignée dans les fastes de cette commune, pour ne jamais oublier nos victoires multipliées. C'est pour les assurer plus particulièrement, que la Convention nationale a décrété, le 3 de ce mois, que les victoires des armées de la République seront célébrées demain, 30 Vendémiaire, dans toutes les communes de la République. En conséquence, je demande à ce qu'il soit fait, séance tenante, un plan de la fête que l'on doit célébrer demain (1).

Suit le plan de la fête, en 11 articles, et que nous nous dispensons de transcrire, le programme ressemblant beaucoup à celui des autres fêtes mentionnées.

Quelques mois après cette fête patriotique, la Convention, pour ne pas se déjuger sur son acte criminel, crut bien faire en décrétant de célébrer l'anniversaire de la mort de Louis XVI.

Un an s'était écoulé depuis le jour où le roi de France avait porté sa tête sur l'échafaud. Les conventionnels tenaient à démontrer que sa condamnation avait été juste, et ils voulaient, par une cérémonie, justifier leur conduite, et la faire paraître équitable à la postérité.

C'est pour cette cérémonie que le Conseil municipal de Charlieu prit la délibération suivante, le premier Pluviôse de l'an III.

Ce jour il a été mis sur le bureau un décret de la Convention nationale, du 21 nivôse, portant que l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des français, sera célébrée le 2 pluviôse prochain, correspondant au 21 janvier, par toutes les communes de la République, et par les armées de terre et de mer.

Le conseil général de la commune de Charlieu, considérant que les décrets de la convention nationale doivent avoir leur entière exécution.

L'agent national ouï, arrête que, pour que tous les citoyens et citoyennes de cette commune, aient à se conformer au décret de la convention nationale du 21 nivôse dernier, il leur en sera fait lecture en son entier, dans les lieux et places accoutumés, et qu'ils seront invités d'en entendre la lecture par le son d'un

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II à l'an III, f. verso 48.

tambour, avec injonction de faire la fête demain, 2 pluviôse, et a le dit conseil signé :

ALESMONIÈRE, *maire* ; GRAPPELOUP, l'ainé ; MORILLON ;
BARNAUD ; NOBIS ; NICOLAS ; BARDET. (1).

Cette délibération, par son laconisme et sans programme, donne à penser que le Conseil de Charlieu avait peu d'enthousiasme pour une pareille fête, et qu'il ne goûtait guère l'idée de célébrer cet anniversaire de la mort tragique « du dernier roi des Français ». Les temps étaient changés ; les bons sans-culottes ne régnaient plus par la Terreur. Les habitants de la ville se contentèrent d'écouter la lecture du décret, sans célébrer une fête dans cette circonstance. Si elle avait eu lieu, les révolutionnaires n'auraient pas manqué d'en établir le compte rendu dans les registres de la municipalité, comme ils en avaient l'habitude.

§ 2.

Richaud réorganise la municipalité. — Ducoing, maire. — La Garde nationale réorganisée. — Guerre aux terroristes. — Duplex Desmallet, le principal dénonciateur. — Loi sur les étrangers à la localité. — Dreux et Cucherat désarmés. — Désobéissance de deux gardes nationaux. — Rébellion burlesque de Jean Destre. — Procès-verbal et sentence contre Roullier dit Lavarenne.

L'administration de Jacques Alesmonière fut relativement longue, puisqu'elle s'étend du 13 novembre 1791, jusqu'au 7 Ventôse de l'an III. Son républicanisme de bon sans-culotte, pendant la période de la Terreur, lui fit signer bien des arrêtés injustes et cruels. Soumis aux ordres de Lapalus et de Javogues, il s'était gravement compromis avec son Conseil, et après le 9 Thermidor, où

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an II an III, f. 72.

la réaction se produisit contre le terrorisme, il n'eut plus la confiance et l'autorité nécessaire pour diriger la municipalité de Charlieu.

Aussi, lorsque les représentants Tellier et Richaud vinrent dans la Loire pour reconstituer les administrations, il ne fut pas désigné pour maire.

Ducoing, que nous avons vu entaché de fédéralisme, et dénoncé comme suspect, fut choisi pour le remplacer. Et avec lui, nous voyons apparaître de nouveaux personnages dans le Conseil municipal, comme l'atteste la délibération du Conseil général :

Ce jourd'hui 7 ventôse de la troisième année républicaine... le conseil général assemblé..., pour, en conformité de l'arrêté de Tellier et Richaud, en mission à Lyon, en date du 15 pluviôse dernier, qui réorganise la municipalité du dit Charlieu et nomme pour la composer, les citoyens: Jean-Marie Ducoing, maire; Durieux, Patural aîné, Alesmonière fils, Simon fils, Duret marchand, officiers municipaux; Boutouge neveu, agent national; Carron le jeune, Morillon fils, Boidon, Claude Marie Andriot, François Déchézeau fils, Deveau père, Benoit Villeret, Bansièrre et Benoit Brun, notables; (en conformité de l'arrêté) du district de Roanne, en date du premier de ce mois, et d'une lettre de l'agent national du district de Roanne, qui annonce que les citoyens Adam, Beraud et Ducelle ont été conservés pour notables, et doivent continuer de remplir leurs fonctions, pour procéder à l'installation des nouveaux membres élus par les dits représentants du peuple, pour former la dite municipalité... et recevoir d'eux le serment requis par la loi, etc, etc. (1).

La municipalité nouvelle fut aux prises, dès son début, avec les terroristes qui ne désarmaient pas, conservant l'espoir de reconquérir leur puissante et tyrannique autorité. Dans cette éventualité, les thermidoriens, après avoir épuré les nouvelles municipalités, réorganisèrent la garde nationale. Sur un arrêté de Richaud et Borel, le 16 Germinal de l'an III, le Conseil de Charlieu, « considérant qu'il est urgent d'organiser la garde nationale et de la faire

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an II à l'an III, f. 76.

mettre en exercice, de veiller aux brigandages qui se commettent... arrête qu'à l'instant ledit arrêté sera lu et publié dans tous les endroits accoutumés, et que tous les citoyens de cette commune sont invités à s'assembler le 20 du présent, neuf heures du matin, en la maison commune, sans armes, pour y être par eux procéder à la réorganisation de la garde nationale... » (1).

Le citoyen Perroux Cadet fut proclamé commandant, et le citoyen André-Marguerite Bigaud sous-commandant.

La garde nationale, une fois organisée, faisait la patrouille jour et nuit dans les rues de la ville. Grâce à ces précautions, les habitants commençaient à être plus rassurés, contre les terroristes qui, nous l'avons dit déjà, continuaient de fomenter des troubles en faisant des menaces. Leurs menées furent assez inquiétantes pour obliger le Conseil municipal à prendre un arrêté contre eux.

Ce jourd'hui 19 floréal, an III de la République... le conseil général de la commune de Charlieu, assemblé en séance publique..., est comparu le citoyen Duplex-Desmalet, lequel nous a représenté et fait lecture d'un arrêté du district de Roanne, du 12 courant, qui le nomme commissaire pour procéder au désarmement des terroristes et agents du terrorisme, avec pouvoir de requérir la force armée pour procéder à son opération.

Sur quoi le conseil, considérant qu'il est intéressant pour la sûreté publique, de connaître les terroristes, de les surveiller et de prendre des mesures contre eux.

Arrête que les bons citoyens seront invités à venir à la maison commune déclarer les terroristes, dont ils auront connaissance, et de donner les renseignements qu'ils auront sur eux....(2).

Par cet encouragement à la délation, la réaction tombait ainsi dans l'excès qu'avait commis la Convention sous la Terreur.

Dans un dernier effort contre la réaction, les Jacobins avaient à Paris cherché à envahir la salle de la Convention

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an III à l'an IV, f. 9.

(2) — — — — — f. verso 14.

pour s'emparer du pouvoir. Ayant échoué dans leur tentative, les Thermidoriens devinrent plus hostiles et partout firent rechercher les partisans de la Terreur.

Duplex ne manqua pas cette bonne occasion de vengeance.

Nommé commissaire pour désarmer les terroristes de Charlieu, il est l'instigateur de la délibération du 19 Floréal : « Ayant invité le Conseil général de la commune de l'assister d'un de ses membres pour être présent au désarmement, qui sera fait dans la commune de Charlieu, ledit Conseil a commis à cet effet le citoyen Patural, officier municipal, lequel sera aussi assisté du secrétaire greffier, et a le Conseil signé avec le citoyen Duplex et le citoyen Bardet, secrétaire greffier » (1).

Ces dispositions prises, Duplex dépose sur le bureau, le 22 Prairial, « une dénonciation en quatorze articles contre les terroristes de cette commune... ladite dénonciation, revêtue de sa signature et de celle de treize autres citoyens ou citoyennes... » Sur quoi le Conseil, considérant qu'il est urgent pour la chose publique de poursuivre tous les principaux auteurs des maux qui ont désolé la France pendant le règne affreux du terrorisme.

« Arrête, sur ce ouï l'agent national, qu'il sera ouvert un registre sur lequel sera inscrite ladite dénonciation, ainsi que toutes celles qui pourraient parvenir sur le même objet, et tous renseignements quelconques.

« Arrête en outre, que le Conseil, après avoir pris connaissance des faits cotés dans ladite dénonciation, l'adressera en original, avec son avis au bas, au procureur syndic du district de Roanne, pour y être de suite statué ce qu'il appartiendra, et a le Conseil signé avec le citoyen Duplex et le secrétaire greffier Bardet » (2).

Dreux et Cucherat, membres du comité révolutionnaire de Charlieu, passaient, d'après les plaintes de leurs conci-

(1) *Reg. munic. Charlieu*, an III à l'an IV, f. verso 14.

(2) — — — f. 26.

toyens et de Duplex, pour être « les deux principaux auteurs des vexations, abus de pouvoir et trames de ce comité, dont les registres annoncent le jacobinisme le plus fougueux et le plus acharné à la perte des citoyens ». Sur un arrêté des administrateurs du district de Roanne, le Conseil, le 8 Messidor, fit exécuter « le désarmement de ces deux jacobins », avec l'assistance de la gendarmerie et de la Garde nationale.

Mais les terroristes avaient des partisans dans la Garde nationale même. Les citoyens Chemy fils et Jean-Marie Ray, dit *Lansmique*, refusèrent d'obéir aux réquisitions pour porter main forte au désarmement. Ils insultèrent leurs chefs ainsi que les membres du Conseil municipal.

Pour ce refus d'obéissance et pour les insultes proférées, le Conseil, le 10 Messidor, les condamna à payer « la taxe de la valeur de deux journées de travail, estimées à trente livres, et à être cités en outre en police correctionnelle pour leurs insultes » (1).

Par ce fait et d'autres que nous passons sous silence, on peut juger du degré de la réaction, et de la division qu'elle apportait dans les esprits. Un fait curieux, et carnavalesque nous prouve encore cette scission : « Ce jourd'hui, 20 Messidor de l'an III... le Conseil général assemblé..., le citoyen Duplex... a déclaré que le citoyen Jean Destre, cité par-devant la police correctionnelle, pour des faits qu'on lui imputait, est monté sur un cheval garni de rubans, que lui-même avait un bonnet de police garni de rubans, comme pour braver la justice, par-devant laquelle il était cité ; et qu'ainsi équipé, il avait fait tout le tour de la ville, suivi d'une affluence de citoyens. Il invitait à haute voix, dans toutes les rues et carrefours, ce qu'il appelait les bons patriotes, à venir prendre ses intérêts contre ce qu'il appelait les aristocrates qui voulaient l'opprimer ».

Le citoyen Duplex ajoutait encore que Destre « s'était rendu, avec ce grand concours de citoyens, au lieu des séan-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III à l'an IV, f. 32.

ces de la police correctionnelle, dans l'espérance qu'il occasionnerait une émeute populaire, à l'aide de laquelle il échapperait à la peine qui lui était dûe » (1).

Sur ce cas du citoyen Destre, le Conseil se jugea incompetent; mais arrêta qu'expédition de la dénonciation et de son arrêté, serait envoyée à l'administration du district, qui prendrait les mesures nécessaires contre cet acte de rébellion; et en même temps il requit « quatre hommes et un caporal de la Garde nationale, pour aider les gendarmes Rigollet et Pelletier, à l'effet d'arrêter le citoyen Destre » qui fut conduit à la maison d'arrêt.

Mais l'inculpé, à sa comparution devant la justice le 30 Messidor, ayant déclaré que « la farce qu'il a faite était occasionnée par le vin dont il était pris à cette époque, qu'il s'en repentait et demandait excuse, promettant de ne plus y retourner à l'avenir », et le citoyen Etienne Alamartine se portant caution pour lui, le Conseil se contenta d'enjoindre au citoyen Destre « d'être plus circonspect à l'avenir ».

Un peu plus tard, le procès-verbal que nous citons rédigé contre le citoyen Jean-Louis Rouilliet, dit *Lavarenne*, vient encore nous montrer que les Jacobins n'avaient pas désarmé, qu'ils espéraient dans le retour du régime de la Terreur :

Ce jourd'hui, 2 vendémiaire an IV...., le conseil général de la commune de Charlieu réuni...., le citoyen Houdaille, receveur des droits d'enregistrement de cette commune, faisant procéder à la vente des fruits des vignes situées à St-Nizier, dépendantes de l'hôpital de Charlieu, par devant le dit conseil, plusieurs citoyens étant venus pour miser, le citoyen Evrard, dit Desmont, ayant observé qu'il voyait ses épaulettes de grenadier qu'il avait données l'année dernière. Et sur l'observation qu'on lui a faite qu'il ne devait pas les donner, il a répondu qu'il les avait données que parce qu'il avait peur alors de Lapalus, mais qu'actuellement il n'en avait plus peur. — Sur quoi le citoyen Jean-Louis Rouilliet, dit *Lavarenne*, ancien membre du comité révolutionnaire de cette commune, avait répondu qu'il *en viendrait bien d'autres*.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III à l'an IV, f. 61.

A ce propos, le citoyen François Duplex, notable, s'est levé et a observé au dit Lavarenne, que quelle que fut son opinion sur le retour du terrorisme, il le priait de ne pas en menacer la municipalité. — Sur quoi le dit Rouilliet s'est emporté, et a demandé avec violence au dit citoyen Duplex, en frappant la table avec le poing fermé, de quel droit il lui faisait cette interpellation ? et que, f..., il n'avait rien à faire ici. — Et sur l'observation que le citoyen maire lui a faite de faire silence pour entendre lecture du procès-verbal d'adjudication qui venait de se faire, il a répondu que c'étaient les royalistes qui régnaient. — Sur quoi le conseil délibérant, et considérant qu'il est du devoir de toutes les autorités constituées de dénoncer, aux administrations supérieures, ceux qui tiennent des propos menaçants du retour de la terreur ; considérant que ces propos et ces menaces ont été tenus par un membre du comité révolutionnaire de cette commune, dans le lieu même des séances de la municipalité ; considérant encore qu'il s'est emporté contre un des membres du conseil général de la commune, par des propos et gestes impérieux ;

Arrête, sur ce ouï l'agent national, qu'extrait du présent arrêté sera de suite adressé au procureur syndic du district de Roanne, pour être pris par lui tel parti qu'il avisera bon être, et a le conseil général signé... (1).

Traduit en justice, Rouilliet Lavarenne s'excusa de son emportement auprès des membres de la municipalité. Ceux-ci alors intervinrent en sa faveur. « Quelle que soit la disposition de notre arrêté, écrivent-ils aux juges, nous vous invitons, citoyens, à en user avec la modération qui est dans nos principes, et qu'il faut apporter en toute circonstance pour maintenir la Fraternité entre les citoyens, celui dont il s'agit paraissant sentir et reconnaître sa faute... »

Les administrateurs furent indulgents, et « ayant mandé ledit Rouilliet et lui ayant fait part des arrêtés pris à son égard, celui-ci arrivé, a dit qu'il reconnaissait sa faute, s'en repentait, qu'il demandait excuse et se soumettait à ce qu'on voudrait ordonner de lui ».

Sur quoi le conseil délibérant, considérant que l'insulte faite au

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an III an IV, f. 35.

conseil général a été publique et notoire, et que le conseil dans le procès-verbal qu'il rédigea alors, ne mit pas toutes les circonstances qui rendaient son cas aggravant, *tel que celui de dire que l'on pouvait faire ce que l'on voulait, qu'il signerait même le procès-verbal, avec un ton qui dénonçait la morgue et l'insolence* ;

Considérant encore qu'il n'est pas dans les principes du conseil général de perdre un citoyen, dès qu'il reconnaît sa faute et qu'il en témoigne son repentir ; et pour se conformer aux principes énoncés dans la lecture de l'administration du district.

Arrête, sur ce oui l'agent national, que conformément à l'invitation du directoire, qui laisse la prudence et à la municipalité l'exécution de son arrêté, elle le modifie de la manière suivante : savoir, que ledit Roulliet Lavarenne sera tenu de se rendre, à la notification de notre présent arrêté qui lui sera notifié par notre secrétaire greffier, dans la maison de détention de cette commune où il restera pendant 24 heures ; à défaut de quoi, l'arrêté du district aura sa pleine et entière exécution.

Arrête en outre, qu'extrait du présent arrêté sera de suite adressé au procureur syndic du district de Roanne, et a le conseil général signé... (1).

Les vingt-quatre heures de prison infligées à Rouilliet calmèrent-elles son jacobinisme en le rendant plus circonspect... ? En tout cas Duplex devait goûter avec plaisir ce commencement de vengeance.

§ 3.

Loi du 5 Ventôse de l'an III sur les étrangers. — Brigandages. — Dévastation des forêts. — Organisation d'une patrouille. — Les prisonniers de guerre. — Nomination d'un garde champêtre. — Vol des canons de Charlieu.

Outre les précautions que prenait la Convention contre les terroristes domiciliés, des arrêtés nouveaux furent édictés par elle, contre les étrangers qu'on pouvait soupçonner d'entretenir et propager la Terreur, et d'être les auteurs des brigandages qui se commettaient alors.

C'est dans ce but que le 5 Ventôse de l'an III, la Conven-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III à l'an IV, f. verso 61.

tion avait édicté la loi sur les personnes étrangères aux localités et non munies de passeport, et sur la sûreté des personnes et des propriétés, voulant « protéger la circulation des bons citoyens et empêcher celle des mauvais ». Cette loi fut publiée et affichée le 3 Messidor seulement, par le nouveau Conseil municipal de Charlieu, avec à l'appui une proclamation des administrateurs du district de Roanne, portant invitation « de surveiller à plus forte raison, ceux *qui conservent encore l'attitude menaçante, ceux qui aux premières nouvelles de la journée du premier Prairial, montraient un front rayonnant d'espérance et dont les vœux impies semblaient demander un autre dénouement* ».

Et le 6 Messidor le Conseil de Charlieu prit l'arrêté suivant :

Considérant que plusieurs des individus compris dans la loi du 5 Ventôse, s'absentent fréquemment de cette commune, contre les dispositions de la dite loi ; considérant encore qu'il est urgent de veiller à ce que les étrangers, qui viennent dans cette commune, soient munis de passeport ; considérant encore que plusieurs citoyens s'abstiennent de porter la cocarde tricolore, qui doit être le seul signe de ralliement des bons français.

Arrête, sur ce ouï l'agent national :

1° Que tous les individus compris dans la loi du 5 Ventôse dernier, seront tenus de justifier chaque jour de leur résidence dans cette commune, en venant inscrire leurs noms tous les matins à la maison commune, sur un registre à ce destiné ; et à défaut par eux de le faire, ils seront poursuivis conformément à l'article 5 de la loi du 5 Ventôse.

2° Que tous les citoyens de cette commune qui auraient des étrangers chez eux, sont tenus de venir en faire une déclaration à la municipalité.

3° Enfin que tous les citoyens sans distinction, seront tenus de porter la cocarde tricolore (1).

La municipalité n'avait pas seulement à surveiller les terroristes ; elle avait encore beaucoup à faire pour arrêter les brigandages qui continuaient de se commettre dans la ville et les environs.

La population pauvre et les gens mal intentionnés consi-

(1) *Reg. municip. Charlieu, an III à l'an IV, f. 31.*

déraient les biens nationaux comme leur appartenant. Armés de haches et de cognées, ils dévastaient les forêts des environs de Charlieu.

C'est contre cette dévastation que le 7 Germinal, an III, le Conseil général délibéra : « ...il a été fait lecture d'un arrêté du district de Roanne du 4 du présent, relatif aux dégâts causés dans les bois de la Fredelière, et autres bois, faisant partie des biens nationaux. Sur quoi, considérant que le Conseil général de la commune est chargé de veiller à cette conservation; considérant que le district de Roanne lui en fait une obligation..., arrête qu'il sera veillé exactement à la conservation des bois nationaux étant dans l'arrondissement de cette commune; qu'on dénoncera les délits qui y seront commis et dont on aura connaissance; qu'on invitera la gendarmerie d'y veiller et d'arrêter les délinquants, etc... » (1).

La dévastation pratiquée par les voleurs dans la forêt de « la Fredelière », était accrue largement par les personnes chargées même de faire aux pauvres une certaine distribution de bois de chauffage.

Pour secourir les malheureux en effet, la municipalité « donnait des réquisitions et des bons pour la délivrance des bois de la Fredelière ». Ces bons étaient remis par elle « aux citoyens Etienne Lacroix et à Jean-Marie Ray ». Ces deux citoyens « adjudicataires dudit bois », n'avaient droit de coupe que sur les arbres de chauffage, mais devaient respecter les grands arbres pouvant servir « aux constructions ». Ils ne se conformaient guère, paraît-il, aux conditions du traité municipal, si nous nous en rapportons à la dénonciation que nous relevons :

CE JOURD'HUI, 4 Pluviôse de l'an III..., le maire et officiers municipaux assemblés, se sont présentés les citoyens J. Carron, Claude Paul et Benoît Villeret, tous domiciliés en la commune de Charlieu, lesquels nous ont déclaré qu'ayant connaissance de l'adjudication des bois de la forêt de la Fredelière, portant qu'il

(1) *Reg. mun. Charlieu*, an III et an IV, f. verso 5.

ne serait vendu aucun arbre pour le travail; (qu') au mépris de cette condition, les citoyens déclarant, passant le 27 Nivôse dernier, auprès de la dite forêt, ont vu les citoyens Etienne Lacroix et Claude-Marie Ray, deux des adjudicataires, qui faisaient charger trois arbres propres à bâtir, dont l'un avait environ trente-cinq à trente-six pieds de long, chargé sur deux chars, et les deux autres d'environ vingt-cinq pieds; que le citoyen Villeret leur représenta que ce n'était point là les conditions du *bref*, qu'ils volaient la République et les citoyens auxquels le dit bois était destiné. — A quoi ils répondirent *que les particuliers à qui ils l'avaient vendu, le fendraient s'ils le voulaient.* — Que le 2 courant le citoyen Claude-Marie Ray étant au café du citoyen Larue, adressa la parole au citoyen Carron, Villeret et Livet; leur dit que les représentations qu'ils leur avaient faites, le 27 Nivôse, *n'avaient servi de rien; que depuis, ils avaient fait enlever une quantité d'arbres, et qu'ils se f... de toutes les représentations qu'on pourrait leur faire et de toutes les dénonciations que l'on voudrait faire à la municipalité; qu'ils continueraient, et qu'il y avait quelque chose de mieux: qu'ils vendraient le char de bois vingt-cinq livres dix sols.* — Qu'à l'instant le citoyen Livet, ci-devant administrateur, lui observa que c'était un vol de ne pas se conformer aux vœux du *bref*; que, *si lui avait resté à l'administration, qu'il le lui ferait exécuter.* — A quoi il lui répondit *qu'il s'en f... encore; que d'ailleurs s'il avait valu quelque chose, qu'il n'aurait pas été chassé de l'administration.*

Et ont signé les dits CARRON, PAUL et VILLERET (1).

Etienne Lacroix et Jean-Marie Ray furent « amendés » et pour éviter la destruction complète de la forêt de la Fredelière, le Conseil arrêta, le 7 Ventôse, « qu'il ne sera plus fait aucune réquisition, ni délivré aucun bon relativement au bois de la Fredelière, et qu'on veillera à ce qu'il ne soit plus délivré desdits bois... » (2).

A ces brigandages et pillages venaient s'ajouter la haine des partis. La réaction thermidorienne n'avait abouti qu'à déplacer le mal. Les partisans de la Terreur voyaient de

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an II et an III, f. 72.

(2) — — — f. verso 78.

mauvais œil les modérés se réjouir de la chute de Robespierre, « le dernier tyran », et fêter sa mort. Ils ne pardonnaient pas la tolérance à l'égard des émigrés qui rentraient en France. Les royalistes, en effet, abandonnaient leurs retraites cachées ou repassaient la frontière pour entrer dans leurs domaines, et les prêtres réfractaires « se montraient impunément ». Dans plusieurs communes de la Loire, on abattait « les arbres de la Liberté », et les terroristes accusaient de ces délits les partisans du vieux régime.

La journée du 9 Thermidor, si elle atteignit gravement les Jacobins, n'avait pas été faite cependant en faveur des royalistes. Mais Jacobins et royalistes ne voulaient comprendre la modération que prêchait alors la Convention, dans l'intérêt de la nation et de la République.

Le désarmement des terroristes ne fit qu'envenimer la haine de leur parti contre les modérés, et la rendre plus dangereuse. Beaucoup de ces terroristes, poussés par le besoin et par leurs idées, se mêlaient aux brigands, parcouraient les campagnes, et par leurs exploits continuaient le règne de Javogues et de Lapalus dans la région.

Il était tellement dangereux de voyager la nuit, que le district de Roanne défendit, en Ventôse, an III, « de passer sur les bacs sans ordre de la municipalité ».

Charlieu, avait bien réorganisé sa garde nationale; mais elle n'était pas suffisante pour le garantir, les nuits surtout. Le Conseil prit un arrêté pour renforcer les patrouilles.

Le 16 Ventôse, an III, le conseil général de la commune assemblé..., un membre a déposé qu'il se commet journellement des brigandages, vols et assassinats dans les environs; qu'il s'agirait de prendre des précautions pour en arrêter le cours et en découvrir les auteurs.

Sur quoi le conseil général de la commune, jugeant qu'il est urgent de prendre des mesures pour prévenir la continuation de ces voies de faits.

ARRÊTE :

1° Qu'à compter de ce jour et jusqu'à ce qu'autrement ait été

statué, le commandant de la Garde nationale, ou sous-commandant, commandera huit hommes et un officier de la Garde nationale, pour faire une patrouille tous les soirs dans la commune et ses environs, entrer dans les auberges et vérifier les passeports de tous les étrangers inconnus qui s'y trouveront, arrêter ceux qui paraîtraient suspects, et les conduire par-devant la municipalité, pour être ensuite statué ce qu'il appartiendra.

2° Que tous les aubergistes demeurent tenus d'avertir la municipalité, lorsqu'ils logeront ou donneront à boire à des personnes qui leur paraîtraient suspectes, des causes de suspicion qu'ils auront, afin que la municipalité puisse prendre les mesures convenables à cet égard.

3° Que les aubergistes ne pourront donner à boire ni à manger aux prisonniers de guerre, après six heures du soir jusqu'au lever du soleil, à peine de l'amende.

4° Que la patrouille, lorsqu'elle sera en tournée, demeure autorisée à arrêter les prisonniers de guerre qu'elle trouvera dans les rues ou cabarets, et à les conduire dans la maison d'arrêt.

5° Que la patrouille se réunira chez l'officier de garde chargé de la commander, tous les soirs à huit heures, partira de suite et ne finira ses tournées qu'à onze heures du soir.

Le présent arrêté sera notifié... etc. (1).

L'internement de quelques prisonniers de guerre à Charlieu exigeait une surveillance particulière et la garde nationale en avait la charge. C'est dans ce but que le Conseil prit encore cet arrêté :

Considérant que lesdits prisonniers de guerre sont tous sous la surveillance de la municipalité, qu'il est à propos d'établir une police pour la conduite que doivent tenir les citoyens de cette commune à leur égard.

Décrète (le 24 Nivôse) : 1° que la retraite sera battue chaque soir à 5 heures et demie du soir, pour que lesdits prisonniers se retirent dans leur caserne ; 2° que tous les citoyens et notamment les cabaretiers seront tenus de ne pas leur donner à boire, passé ladite heure, sous peine d'amende ; 3° tous les citoyens de cette commune sont invités de les surveiller dans leur conduite, et, dans le cas qu'ils commettraient quelques délits, d'en avertir la municipalité pour le maintien du bon ordre etc. (2).

Le nombre des prisonniers internés dans la ville était

(1) *Reg. munic. Charlieu*, an III, an IV, f. 1.

(2) — — — f. 70.

« de cinquante-huit ». Leur conduite ne donna aucun sujet de sévir, d'après les registres municipaux, grâce peut-être à la surveillance et aux précautions prises. Mais « les mal intentionnés » continuèrent leurs méfaits et brigandages, malgré la garde nationale et la gendarmerie, et malgré les patrouilles opérées tous les jours. On adjoignit à la force armée un garde-champêtre pour veiller mieux « à la sécurité des personnes et à celle des propriétés ». Cette charge était de toute nécessité et pour l'occuper, le Conseil nomma le 29 Thermidor an III « le citoyen Antoine Danière, dont la probité, le zèle et le patriotisme sont connus » ...« Vu la cherté des denrées, son traitement devrait être fixé à la somme de mille livres pour la première année ».

Ce fut le premier garde-champêtre à Charlieu, et il ne fut pas de trop par ce temps de rébellion, de vols et de brigandages.

Malgré son zèle, il n'empêcha pas le vol des *canons* de la ville. Voici le procès-verbal sur ce vol important et extraordinaire qui eut lieu au début du Directoire :

Ce jourd'hui 10 Frimaire de l'an IV... jour de décade, sur les huit heures du matin, nous Antoine Patural, agent municipal..., nous étant transporté, assisté du citoyen Jacques Bardet de ladite commune, secrétaire greffier provisoire de l'administration municipale dudit canton, en la maison commune..., et ayant ouvert la porte d'entrée, nous nous sommes aperçus que les deux canons qui étaient dans le vestibule, avaient été volés, qu'il ne restait que leurs coffres, et que les portes sur le derrière de ladite maison étaient entièrement ouvertes. De suite nous avons fait appeler les citoyens Claude-Marie-Frédéric-Louis Laronzière, notre adjoint, et Claude Joatton, Claude Blondel et Benoît Joatton, tous les trois domiciliés en cette commune, Gabriel Carré, marchand, et Claude Dumont, cordonnier, tous demeurant aussi en cette commune. Et tous les susnommés étant arrivés, nous avons en leur présence, après être entrés dans le vestibule de ladite maison, reconnu que les deux canons, qui n'étaient que des *vis de mulet*, n'étaient plus dans ledit vestibule, qu'on les avait enlevés et qu'il ne restait plus que leurs affûts. De là, nous sommes entrés dans un petit appartement, étant sur le derrière dans le rez-de-chaussée attenant audit vestibule, et ayant une

porte de sortie sur le jardin de ladite maison commune. Nous avons remarqué, assisté que dit est, que la porte d'entrée étant du côté dudit vestibule, et son autre porte donnant sur le jardin, étaient entièrement ouvertes, que la porte du côté du jardin avait du côté d'icelui une double porte en verre qui avait été enlevée. Nous sommes ensuite, assisté que dit est, entré dans le jardin, en avons fait le tour et avons reconnu qu'il était clos de murs d'environ sept pieds de hauteur ; que dans l'angle dudit jardin, du côté bise, il s'y trouve douze ou quinze pierres qui sont tombées desdits murs : ce qui nous a fait croire que c'était là où les voleurs avaient passé pour faire ledit vol. Que de là, ils étaient entrés dans le jardin, ensuite par la porte de derrière dont ils auraient enlevé la double porte qui était en verre. Etant parvenus dans le petit appartement ci-dessus désigné, ils auraient ouvert la porte et allant au vestibule, ils auraient volé lesdits canons ou *vis de mulet*, après les avoir détachés de leurs affuts. Nous sommes ensuite sorti, assisté que dit est, de la maison commune, et avons fait le tour du jardin en dehors. Nous avons reconnu que dans l'angle des murs d'icelui, du côté de bise, il y avait aussi plusieurs pierres détachées dudit mur et quelques dégradations dans icelui : ce qui nous a indiqué que c'était réellement dans cette partie que les voleurs avaient pratiqué leur passage. Etant ensuite tous rentrés dans ladite maison commune, nous avons de tout rédigé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de droit et avons signé avec lesdits Laronzière, Carré, les deux frères Joatton, ledit Blondel, Dumont et le secrétaire greffier, les jour et an que dessus.

PATURAL, *agent national* (1).

Ce procès-verbal, tout en prouvant l'audace des malfaiteurs, nous démontre l'intérêt que Charlieu portait à ses canons.

Nous n'avons relevé par la suite aucune délibération autre, concernant ce vol, qui dans le moment jeta un grand émoi dans la population.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an IV, f. 75.

§ 4.

Rareté des grains et des denrées. — Leur prix excessif. — Refus par Charlieu de rendre à Marcigny, en nature, les grains empruntés antérieurement. — Arrêté de distribution des grains aux seuls nécessiteux. — Misères de l'hôpital. — Secours demandés à la Convention. — La Convention au secours des parents pauvres des défenseurs de la Patrie. — Vaisseau de la Loire. — La Société populaire.

La nouvelle municipalité, aux prises avec toutes les difficultés issues du terrorisme et de la réaction, avait à lutter à son tour contre la rareté des grains. Pour parer au manque d'approvisionnement des marchés et empêcher la famine, elle eut recours aux mêmes moyens employés par les municipalités précédentes. Nous ne nous étendrons donc que le moins possible sur ce sujet.

Vu la grande misère du peuple, la Convention avait voté, le 13 Pluviôse de l'an II, dix millions en faveur des malheureux de la République. Par la répartition qui en fut faite, il fut alloué *onze cent cinq livres* à Charlieu. Dans sa séance du 2 Germinal, an III, le Conseil nomma le citoyen Deveaux, « avec mission de se transporter auprès de l'administration du district de Roanne pour y recevoir la somme indiquée et en donner quittance ».

Cette somme perçue, le Conseil, le 22 Floréal, dressa une liste des plus nécessiteux de la ville, et distribua ce secours à trente-six malheureux.

Mais les grains étaient si rares, que cette somme ainsi divisée ne put être d'un long secours. Vu cette rareté, Charlieu ne put rendre, à cette époque, les grains que l'on avait empruntés précédemment, le 29 Prairial an II, à la ville de Marcigny. Cette localité privée également de subsistances, avait fait réclamer par James d'Iguerande, membre du Conseil d'administration de ce district, les quarante quintaux de grains empruntés. Le Conseil de Charlieu, « tout en reconnaissant le grand service rendu à

un moment où l'on était sur le point de supporter les horreurs de la plus grande famine », refuse de rendre ces grains en nature. Ces blés empruntés n'avaient été vendus en effet, à cette époque, qu'à raison de dix livres le quintal, prix du maximum ; tandis que maintenant l'on ne pouvait en trouver qu' « à force de recherches et au prix de plus de *cent soixante livres le quintal* ». Aussi le Conseil arrêta le 8 Germinal an III, « qu'il sera fait des remerciements au district de Marcigny et qu'on offrira le paiement des grains empruntés, au prix courant de l'époque où fut fait l'emprunt » (1).

La misère est si grande, que le 16 Germinal le Conseil général se voit dans l'obligation de prendre ainsi une délibération :

... Un membre a dit qu'il vient d'arriver une petite partie des blés composant l'acquisition qu'on a fait faire pour faire subsister cette commune ; que cette partie de blé trop peu considérable pour être divisée entre tous les individus, doit mettre le conseil dans le cas d'aviser au parti à prendre dans pareille circonstance.

Sur quoi, considérant qu'il y a des individus de la commune qui ont leur provision de blés ;

Considérant qu'il y en a d'autres qui sont en état d'en acheter et de s'en procurer à un prix plus fort que celui que le conseil se propose de faire vendre ;

Considérant qu'il y a des citoyens dont le peu de facultés les mettraient hors d'état d'en acheter des marchands, et qu'il est naturel de venir à leur secours ;

Sur ce, ouï le citoyen Deveaux, faisant en cette part les fonctions d'agent national,

Le conseil arrête qu'il ne sera délivré de blés, provenant de l'acquisition dont il s'agit, qu'aux plus nécessiteux de la commune ; à cet effet qu'il sera nommé des commissaires qui, conjointement avec les membres de la municipalité, parcourront, deux à deux, les différents quartiers et canton de la commune, reconnaîtront les plus nécessiteux, en feront un état particulier ; et sur lesdits états,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 6.

il en sera ensuite composé un général ; et il ne sera délivré des blés qu'aux individus y contenus, à proportion de leur famille, etc... (1)

Dans ce moment de disette, l'hôpital tomba dans un état inquiétant de misère et d'abandon. Depuis la remise, faite par les administrateurs, de ses propriétés mobilières et immobilières, entre les mains du receveur des droits d'enregistrement, conformément à la loi du 23 Messidor dernier, cette maison restait dénuée des ressources les plus indispensables. Pour avoir quelques secours, le Conseil se vit obligé de s'adresser directement à la Convention.

Depuis la remise des biens, dit la pétition des conseillers, ils n'ont reçu qu'une somme de douze cents livres d'une part, et de trois mille d'autre, pour subvenir à la dépense journalière des malades et des personnes préposées à les servir.

Les administrateurs se sont adressés au département de la Loire pour obtenir des secours, mais leur pétition n'a pas reçu son effet.

Néanmoins, il y a seize lits dans la maison d'hospice, pour l'ordinaire occupés, et qui très souvent ne suffisent pas, sans parler des personnes préposées à servir les malades.

Les denrées ont quadruplé de valeur. Au moyen de quoi la dépense de la maison doit nécessairement suivre la même progression.

Les administrateurs, pour éviter de plus grands inconvénients, ont même avancé à cette maison, une somme d'environ trois mille livres. Mais il ne leur est plus possible de continuer ces avances. En sorte que, si vous ne leur accordez pas promptement des secours, ils se verront obligés d'en fermer les portes : ce qui pourrait occasionner des suites fâcheuses.

Il paraît que dans l'état actuel, il est indispensable d'accorder un secours de huit cents livres par décade, pour subvenir aux besoins journaliers de cette maison, et de faire compter en outre le montant des avances faites par les administrateurs.

C'est à ces fins, citoyens représentants, que le conseil général de la commune de Charlieu vous adresse la présente pétition, pour que vous vouliez faire accorder le plus promptement possible, les secours indispensables qu'il vous demande et que la loi a mis à votre disposition...

Signé, BARDET (2).

Cette pétition ne dut pas avoir un effet favorable, si l'on

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 9.

(2) — — — f. 5.

en juge par les paroles des administrateurs. Les citoyens Alesmonière et Claude Nobis nommés en effet, le 10 Messidor, à l'administration de l'hôpital, refusent d'accepter cette charge. « Ils sont, disent-ils, sensibles à la confiance que les conseillers leur ont témoignée en leur déférant la qualité d'administrateurs (qu'ils ne peuvent avoir, et ils s'en feraient un devoir), si leur zèle pour le bien public pouvait être de quelque utilité aux malheureux qui l'habitent.

« En effet, cette maison n'a besoin d'aucune administration, puisque la Convention nationale fait gérer et administrer les biens de la maison d'hospice de cette commune, par ses agents qui en retirent les revenus et sont chargés de surveiller les propriétés et leur amélioration, jusqu'à la vente d'iceux comme biens nationaux. Dès lors les comparants ne connaissent plus d'administration nécessaire dans cette maison... »

Mais le Conseil ne tint pas pour valables leurs raisons, et maintint l'arrêté de leur nomination « sauf à eux à se pourvoir par devant les administrations supérieures (1).

L'Etat ne venant pas au secours de l'hôpital, ou ne donnant que des secours insuffisants, le Conseil fit, le 30 Fructidor, une nouvelle délibération.

Dans la séance « s'est présenté le citoyen Duret, administrateur de l'hospice d'humanité de cette commune, lequel a dit que, quoiqu'il ait reçu de la Commission des secours publics, la somme de 19.200 livres pour les besoins du sus-dit hôpital, il ne se trouvait plus en caisse que la somme de 2.627 livres, somme trop modique pour faire les approvisionnements dont cette maison a besoin, tant en bois qu'en grains, les objets de première nécessité étant à un prix excessif, le char de bois valant 200 livres, et le quintal de seigle 720 livres, la viande 6 livres la livre. En conséquence, il requiert à ce qu'après avoir vérifié son état de recettes et de dépenses, le Conseil général s'adresse à la

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III et an IV, f. 33.

Commission des secours publics pour obtenir des fonds pour subvenir aux besoins de cette maison » (1).

Le Conseil arrêta de suite qu'extrait de cette délibération serait adressé à Paris, et que demande de 40.000 livres serait faite à la Commission des secours publics, « faute de quoi, ladite maison se verrait forcée de fermer ses portes ».

Les portes ne se fermèrent pas cependant, grâce aux secours nouveaux que dut fournir la Convention.

L'Assemblée, en effet, faisait de son mieux pour secourir les malheureux, parer à la disette et venir en aide aux parents des défenseurs de la Nation. Par ce moyen elle s'attirait l'affection des patriotes. L'amour de la Patrie vibrait dans leur cœur et les soldats s'improvisaient pour partir combattre les ennemis coalisés de la France républicaine.

A Charlieu, le 20 Brumaire de l'an III, la municipalité prit une délibération relative aux parents des soldats sous les armes.

« Considérant, y est-il dit, que par le décret de la Convention nationale du 21 Pluviôse, et par celui du 14 Prairial de l'an II, il doit être fait une nouvelle liste des parents des défenseurs de la Patrie, qui ont droit aux secours à eux accordés par les dites lois ; considérant que pour s'y conformer, tous les dits parents ont été invités au son de la caisse, pendant deux jours consécutifs, pour l'assemblée en cette maison commune, à l'effet de faire une nouvelle liste de tous les prétendants aux dits secours, et de nommer des commissaires vérificateurs et distributeurs.

« L'agent national entendu, on arrête qu'il sera nommé trois commissaires vérificateurs qui seront pris parmi les citoyens qui ont droit aux secours, et trois commissaires distributeurs pris parmi les plus forts contribuables de cette commune, d'après le rôle des impositions, et que cette séance ne sera pas levée que la liste ne soit clause et déclarée complète...

« En conséquence les dits parents des défenseurs, ayant conféré entre eux sur le choix des trois commissaires-vérificateurs, ils ont

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III et IV, f. 58.

unanimement proclamé les citoyens Léonard Dépierre, Henri Sérol et François Damien, maréchal taillandier, lesquels ont promis, sous le serment du républicanisme, de se conformer dans tous les points aux décrets de la Convention nationale.

« Et de suite, ayant pris connaissance du rôle des impositions foncières, nous avons reconnu que les citoyens Jean-Marie Ducoing, Claude-Marie Andriot et Claude Deschâteau père, aubergiste, sont les plus fort imposés. Nous les avons nommés pour commissaires distributeurs pour les causes sus-dites.

« Et de suite il a été procédé à la liste de tous les parents des défenseurs de la Patrie, qui se trouve faite sur une liste particulière, laquelle demeure annexée au présent registre, et ont signé les dits commissaires vérificateurs et distributeurs... » (1)

Le 12 Prairial de la même année, le Conseil dans le même but, nomme trois commissaires vérificateurs, les citoyens Adam, Jacques Alesmonière et Jean-Louis Rouillet, pour faire une distribution nouvelle des secours accordés « aux parents des défenseurs de la Patrie et qui sont dans le besoin ».

Malgré la disette extrême, les charges lourdes qui pesaient sur les habitants, et les réquisitions de tout genre qui se renouvelaient souvent, on savait gré à la Convention de la résistance victorieuse qu'elle opposait aux ennemis extérieurs de la France.

Les misères du temps, loin d'affaiblir le patriotisme, l'exaltaient encore. On le vit bien quand les administrateurs du département lancèrent un appel en faveur d'une souscription pour doter la Nation d'un vaisseau qu'on devait appeler « la Loire ».

Le Conseil municipal de Charlieu délibéra ainsi, le 27 Vendémiaire, sur l'adresse et l'arrêté des administrateurs du département :

CONSIDÉRANT que la dite adresse et arrêté ont été dictés par des principes d'amour de la Patrie et du plus pur républicanisme ; qu'il a proposé de lui donner toute la publicité qu'elle mérite, pour que les citoyens et citoyennes viennent souscrire.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an II et III, f. 52.

Considérant que dans toutes les circonstances utiles à la Révolution, les citoyens de cette commune se sont empressés d'employer tous les moyens pour la consolider, et qu'ils ne laisseront pas échapper cette occasion si utile pour finir de terrasser les ennemis de la liberté.

ARRÊTE :

1° Que dans le jour, la dite adresse et arrêté seront publiés et affichés à la manière ordinaire.

2° Qu'il sera ouvert par le citoyen Maire un registre pour recevoir les dons civiques, ainsi que pour y consigner les noms des citoyens et citoyennes qui y auront contribué.

3° Que ledit registre sera clos et arrêté le 30 Brumaire prochain, pour être les sommes qui en proviendront, adressées à l'agent national du district pour la construction du dit vaisseau.

4° Qu'extrait du présent sera remis à la Société Populaire pour y être lu, avec l'adresse et l'arrêté du département, laquelle Société demeure invitée d'exciter le zèle des citoyens, de charger les secrétaires de prendre note des citoyens qui se présenteront pour souscrire, et du montant de leurs souscriptions, etc... (1).

Cette souscription s'éleva à cent dix livres, somme relativement forte, eu égard à la cherté des vivres et à la misère qui atteignait tout le monde.

Nous pouvons juger du patriotisme des habitants de Charlieu, en lisant la délibération du Conseil, du 25 Thermidor an III, à propos du dépouillement des registres de la Société Populaire.

Les Comités étant devenus suspects après le régime de la Terreur, le procureur syndic du district de Roanne demanda la remise des registres du Comité de Charlieu. La Société Populaire en fit donc remise à la municipalité. Avant de les envoyer à Roanne, celle-ci en fit la vérification qu'elle établit ainsi :

... Le conseil général a fait le dépouillement sur les registres de la société populaire de cette commune, des dons offerts à la Patrie par les citoyens... Il paraît par ce dépouillement, qu'il a été fait différents dons qui ont été employés, soit pour armer et équiper un cavalier jacobin, soit pour achat de toile pour faire des chemises pour les défenseurs de la Patrie, ainsi qu'il est mentionné

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an II et III, f. verso 47.

dans les registres de ladite société. Il a été fait également des dons en chemises, bas, souliers, habits, vestes, culottes, guêtres, sacs de toile et gibernes, pour les braves défenseurs de la République, lesquels (dons) ont été déposés par deux commissaires..., à l'administration du district de Roanne, le 4 Germinal an II, suivant reçu donné par Lavague, garde-magasin dudit district.

Il a été fait d'autres dons, soit pour le soulagement des indigents de la commune, soit par les dépenses que la société a été obligée de faire, dont l'emploi en a été fait, suivant les comptes rendus, par les différents receveurs, à l'exception d'une somme de 327 livres, 5 sols, qui a été déposée entre les mains de cette municipalité... (1)

Ces « papiers et registres » adressés à Roanne, étaient au nombre de cent dix, et numérotés.

Charlieu donc, malgré les privations, et les divisions qui régnaient entre les habitants, montra un patriotisme à la hauteur des circonstances. Ici, comme partout, on pensait à la France menacée, et l'amour du pays faisait supporter la misère, et inspirait les sacrifices.

§ 5.

Levée de séquestre sur les biens du citoyen Boulard de Gatelier.

— **Règlement de police sur les marchés. — Liberté des cultes.**

— **Location de l'église de Saint-Philibert. — Manifestation religieuse au Calvaire. — L'abbé Bardet et plusieurs autres prêtres, de retour à Charlieu. — Le prétoire, la tour, l'aumônerie de l'abbaye, demandés par le Conseil. — Demande d'un tribunal de commerce, d'un bureau de poste.**

La Convention, après la chute des Jacobins, tout en pourchassant les terroristes, s'employait de son mieux en faveur des citoyens qui n'avaient pris aucune part à l'insurrection de Lyon, et qui n'avaient pas émigré.

C'est ainsi que le Conseil municipal de Charlieu fut

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 51.

appelé à lever le séquestre, mis sur les biens de plusieurs citoyens de la commune et du canton, et en particulier sur les biens du citoyen Boulard de Gatelier.

CE JOURD'HUI, 27 Ventôse de l'an III, les officiers municipaux et membres du conseil général de la commune de Charlieu, assemblés... il a été remis sur le bureau un arrêté du district de Roanne en date du 7 Pluviôse dernier, rendu au bas d'une pétition présentée par le citoyen François Boulard, demeurant en la commune de Lyon, le dit arrêté portant que main-levée pure et simple des scellés et séquestre apposées sur les propriétés mobilières et immobilières du dit citoyen François Boulard, situées dans l'étendue du district de Roanne, lui sera donnée à la diligence des agents nationaux des communes où sont situés les dits biens, et que les officiers municipaux demeurent chargés sous leur responsabilité, de dresser procès-verbal de leurs opérations, et d'en envoyer extrait au bureau des domaines nationaux.

Lecture a aussi été faite d'un arrêté du département de la Loire, en date du 16 du dit mois Pluviôse, qui homologue celui du district de Roanne, ci-dessus cité, et en ordonne l'exécution.

Sur quoi, les dix officiers municipaux et membres du conseil de la commune, pour se conformer aux dits deux arrêtés, ont arrêté que main levée pure et simple est faite au dit citoyen Boulard du séquestre apposé sur ses propriétés mobilières et immobilières, situées sur l'étendue de cette commune; qu'il en est dès cet instant envoyé en possession, pour par lui en disposer ainsi qu'il avisera et a droit de le faire; que copie du présent procès-verbal sera adressée au bureau des domaines nationaux du district de Roanne, et que les dits deux arrêtés ci-dessus datés, seront inscrits tout au long à la suite de notre présente délibération, et ont les dits officiers municipaux et membres du conseil, signé avec le citoyen BARDET, *secrétaire greffier provisoire*; ALESMONIÈRE fils, PATURAL, DURET, BRUN cadet, BERRAUD, ANDRIOT, DUGEL, BOIDON, MORILLON fils, BARDET. (1)

En accomplissant ces actes de justice et en déployant son zèle pour atténuer la grande disette du moment, la municipalité cherchait en même temps à réprimer de nouveau les abus, qui existaient sur les marchés de la ville et

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. verso 2.

qui contribuaient à l'enchérissement des denrées. La délibération du 4^e jour complémentaire de l'an III, nous donne des détails sur la violation des règlements et nous renseigne sur l'ordonnance des marchés de Charlieu à cette époque.

... L'agent national a dit qu'il aurait appris qu'il se commettait beaucoup d'abus dans la police du marché de cette commune, que plusieurs citoyens et citoyennes allaient acheter les denrées qui arrivaient au marché dans des lieux très éloignés des places où elles devaient se vendre, et occasionnaient par là le renchérissement de ces denrées; que le grain se vendait avant même qu'il fut entré dans l'enceinte de la ville, ainsi que le beurre, les œufs, la volaille et autres menues denrées; et qu'il était instant de faire observer les règlements de police rendus à cet égard. Il a dit encore que, nonobstant les lois rendues contre les jeux de hasard, il avait appris que plusieurs particuliers tenaient ces jeux et y recevaient de très jeunes gens; que plusieurs même d'entre eux étalaient publiquement leurs jeux les jours de marché, sur la place de la Bouverie; et qu'il requérait à ce que les lois de police à cet égard fussent exécutées. — Il a dit encore que plusieurs particuliers de cette commune avaient déposé des arbres dans les places du marché des bœufs et des cochons de cette commune, ce qui nuisait aux dits marchés, et a requis que les citoyens qui pouvaient en avoir en dépôt dans ces lieux, fussent tenus de les faire enlever sous trois jours, sous peine de confiscation et d'une amende de la valeur de huit journées de travail.

Sur quoi, la matière mise en délibération, le conseil susdit, considérant qu'il est de la plus grande nécessité de faire cesser les abus dénoncés par l'agent national a arrêté ce qui suit :

1^o Il est défendu à toute personne d'aller acheter du grain, du beurre, des œufs, de la volaille, du fruit et autres denrées qui pourraient être amenées ou apportées au marché de cette commune, si ce n'est dans les places et lieux où elles doivent se rendre suivant qu'ils ont été déterminés par les règlements de police de cette commune, et cela sous peine contre les contrevenants, de la confiscation desdites denrées et d'une amende égale à la valeur de trois journées de travail.

2^o Il est défendu à tous citoyens de tenir chez lui ou d'exposer publiquement des jeux de hasard, sous quelque dénomination qu'ils soient, sous peine d'une amende de cinq cents livres pour la première fois, et de plus grande en cas de récidive.

3^o Il est enjoint à tous citoyens qui auraient du bois en dépôt dans

les places du marché des bœufs et des cochons, de les faire enlever sous huitaine, sous peine contre ceux qui ne se seraient pas conformés à cet article, d'une amende égale à la valeur de deux journées de travail.

4° Il est enjoint à tout cabaretier et cafetier de ne pas donner à boire, et de tenir leur cabaret et café fermés à 10 heures du soir, sous peine d'une amende égale à la valeur de trois journées de travail contre les contrevenants.

5° Extrait du présent arrêté sera lu, publié et affiché dans l'étendue de cette commune et aux lieux accoutumés, et il en sera fait une deuxième publication le matin du plus prochain jour de marché de cette commune, pour que personne n'en prétexte cause d'ignorance.

6° Il est défendu à tout propriétaire de cochons, de laisser courir lesdits cochons dans la rue pour pâturer, sous peine de saisie desdits cochons et d'une amende égale à la valeur de trois journées de travail.

Il sera aussi remis un extrait du présent arrêté au brigadier de la gendarmerie en résidence en cette commune pour qu'il ait à veiller à l'exécution.

Signé : DUCOING, *maire* (1).

La municipalité voulant donner satisfaction à la population, qui depuis longtemps était privée du culte religieux, s'empressa de faire publier la loi du 3 Ventôse an III, relative à la liberté des cultes et à leur exercice ; et « considérant qu'il est intéressant pour l'intérêt de la chose publique » de faire cette publication, la fit proclamer le 22 Ventôse.

Quelque temps après, elle procéda, le 28 Floréal, à la location de l'église Saint-Philibert, désaffectée depuis l'emprisonnement des prêtres. Son usage avait été consacré, durant la période de la Terreur, à la publication des lois et décrets de la Convention, et en même temps elle servait de temple à la déesse Raison, et sous Robespierre, à l'Etre-Suprême.

Cette église devenue bien national, et dépouillée de son mobilier et de tous les objets servant au culte catholique, fut adjugée en location, comme il appert par la délibération suivante :

Le 2 Prairial, le conseil général de la commune de Charlieu...,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. verso 60.

s'est présenté Catherine Cusset, femme Chemy, qui a représenté que par bail du 28 Floréal dernier, elle est restée adjudicataire à titre de bail à ferme pour trois années de la ci-devant église paroissiale de Charlieu, et qu'elle est tenue à la forme de son bail, de faire dresser procès-verbal par les officiers municipaux de cette commune, de l'état de ladite ci-devant église.

En conséquence, elle a requis à ce qu'il soit incessamment procédé à la confection dudit procès-verbal et a signé,

CUSSET (1).

Cette citoyenne était-elle une bonne sans-culotte, et en louant l'église, voulait-elle en faire usage pour y exercer un commerce quelconque ? Les circonstances portent plutôt à croire qu'elle servit de prête-nom, pour permettre l'exercice du culte catholique. Quelque temps avant ce bail, les femmes de Charlieu avaient manifesté leurs sentiments religieux, par un rassemblement au Calvaire, et ce n'était pas au moment où l'on pourchassait les terroristes et les Jacobins que la citoyenne Cusset, femme Chemy, aurait commis l'imprudence de louer l'église dans un but mercantile.

« A Charlieu, en effet, deux cents femmes environ s'attroupèrent le 11 Germinal an III, à 10 heures du soir, prirent la statue du Christ, enterrée depuis un an dans l'ancien Calvaire, et l'y replacèrent; un grand nombre de particuliers y allèrent en adoration, et la population presque entière s'y rendit pour y prier comme elle en avait l'habitude sous l'ancien régime » (2).

De plus « le citoyen Claude Bardet, ci-devant curé de Saint-Philibert, à Charlieu », avait obtenu son élargissement complet, d'après la délibération ci-jointe du 7 Floréal, an III : « ...vu l'arrêté des administrateurs du district de Roanne en date du 26 Germinal dernier, signé Geoffroy, secrétaire greffier, portant la mise en liberté définitive du

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 21.

(2) *Arch. départ. de la Loire. Correspondance du district de Roanne-Charlieu*, 12 Germinal, an III, L. 224.

citoyen Bardet, par l'arrêté du citoyen représentant du peuple Borel, à Lyon, en date du 22 Germinal an III de la République, (les officiers municipaux) arrêtent que ladite mise en liberté sera tout au long inscrite sur nos registres et ont signé... » (1). Suit l'arrêté.

Quelque temps après sa réintégration à Charlieu, l'abbé Bardet fit devant la municipalité déclaration, le 1^{er} Thermidor, « qu'il se propose d'exercer le ministère d'un culte connu sous la dénomination de culte catholique, apostolique et romain, dans l'étendue de cette commune, et a requis qu'il lui soit donné acte de sa soumission aux lois de la République... » (2).

Et le 6 Frimaire an IV, il déclare à la Mairie, pour satisfaire à la loi, « qu'il se propose d'exercer son culte catholique dans l'église paroissiale, dite de Saint-Philibert... ».

Le même jour, l'abbé François Coignet fit la même déclaration, qui fut suivie, « le 26 Frimaire » par celle de l'abbé Joseph-Louis Cucherat (3).

Le culte catholique était donc exercé dans l'église même qu'avait louée la femme Chemy, née Catherine Cusset, et qu'elle avait prise à bail dans cette intention.

Ajoutons, pour compléter la série des prêtres revenus à Charlieu, les déclarations « des citoyens Benoît Jallemon, Claude Boutouge, Gaspard Simon, Camille Duret. Suivant l'exemple de l'abbé Bardet, ils déclarèrent tous « vouloir célébrer la messe comme autrefois ».

Le libre exercice des cultes, s'il ne contentait pas les Jacobins, apportait une immense satisfaction dans les esprits de la plupart des habitants de Charlieu. Les prêtres assermentés n'étaient guère orthodoxes, sans doute, mais l'église était ouverte, et selon leur vieille coutume, les personnes pieuses pouvaient y prier et s'y consoler.

Après avoir rendu l'église à sa destination primitive, la

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 22.

(2) — — — f. verso 40.

(3) — — — f. 78.

municipalité, dans l'intérêt de la ville, chercha à obtenir de l'Etat le prétoire et la tour, ainsi que l'aumônerie des Bénédictins, immeubles nationaux qui n'avaient pas encore été vendus.

Nous avons vu que sous la Constituante, le Conseil de Charlieu avait déjà fait la demande de ces bâtiments ; qu'il avait également fait une pétition pour obtenir l'église du prieuré, voulant en faire l'église paroissiale, à la place de celle de Saint-Philibert qu'on voulait transformer en halle pour les marchés des grains.

N'ayant pu obtenir satisfaction à cette époque, et ayant laissé vendre la belle église du monastère, la municipalité espéra mieux, à la fin de la Convention, pour acquérir le prétoire, la tour principale et l'aumônerie qu'on était en voie de vendre.

Et le 14 Prairial, an III, le Conseil « considérant qu'il est de l'intérêt de tout le canton qu'il y ait une prison dans la commune de Charlieu, et que ladite tour, ayant toujours servi pour cet usage, est habituellement occupée par différents prisonniers... ; considérant encore que le bâtiment qui servait autrefois d'auditoire est actuellement occupé par la société populaire de cette commune, que ce bâtiment joignant la tour servant de prison peut être utilement employé pour y loger le concierge de la prison ; considérant encore que quoique la tour désignée ci-dessus serve de prison, elle mériterait plutôt le nom de cachot que de prison, et qu'il serait essentiel qu'il y eut dans cette commune une maison d'arrêt, et que l'auditoire sus-dit serait très propre à cet usage... », le Conseil arrête que l'administration serait invitée à faire distraire de la vente l'article 4 en entier du premier lot.

Mais l'administration du district de Roanne n'ayant pas tenu compte de la demande de Charlieu, les citoyens Joseph Duret et Jean Carron furent envoyés à Roanne le jour de la vente, le 28 Prairial, et là, ils obtinrent un sursis à la vente du lot désiré.

Dans ses séances du 30 Fructidor, an III, et du 6 Vendémiaire, an IV, le Conseil fit, pour cet objet important,

une pétition à la Convention nationale, « promettant de payer le prétoire et la tour, selon l'estimation, par des sols additionnels au marc la livre des impositions de tout le canton, pendant la durée de cinq à six ans ».

La Convention n'entra pas dans cette combinaison, et la ville n'ayant pas un budget nécessaire, ne put acquérir l'auditoire qui fut vendu, la tour restant toujours propriété nationale.

Après cette déception, la ville en éprouva une autre du même genre, en ne pouvant acquérir l'aumônerie des Bénédictins, maison où depuis longtemps étaient tenues les séances du Conseil municipal, celui-ci ayant délaissé la Maison de Ville de la rue Mercière comme insuffisante. Il louait cette dernière depuis, au citoyen Antoine Rouilliet, moyennant un bail de 1.200 fr. 65.

Le Conseil proposait à l'Etat de faire échange de cette Maison de Ville avec l'aumônerie, la première étant « trop petite, mais d'une valeur égale, à cause de son emplacement dans une rue très commerçante » (1).

Toutes les raisons données par le Conseil furent stériles et cette aumônerie passa dans d'autres mains, contre espèces sonnantes.

Et Charlieu n'était pas à la fin de ses déboires. La Convention venait de décréter « le placement à Montbrison de l'administration du département de la Loire ». Roanne et Charlieu désiraient à leur tour obtenir un établissement administratif ou judiciaire dans leurs murs. Dans ce but, le 13 Fructidor, le Conseil général de Charlieu délibéra :

Considérant, dit la délibération, qu'il est de l'intérêt de cette commune et de ce canton, de solliciter l'établissement du tribunal civil à Roanne, comme étant beaucoup plus rapproché de ce canton que Montbrison ; où il pourrait être établi que le canton de Belmont, qui est éloigné de seize lieues de Montbrison, se trouverait beaucoup plus rapproché, si le tribunal était fixé à Roanne ; considérant encore qu'il est de la justice de la Convention de diviser les établissements publics, de manière que tous ne se trouvent pas dans un même lieu,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 49.

pour faciliter aux administrés et aux justiciables les moyens d'obtenir ce qu'ils désirent.

Et sur l'observation d'un membre qui a dit que le nouvel acte constitutionnel portait qu'il y aurait des tribunaux de commerce établis dans les communes qui le réclameraient.

Considérant que la commune de Charlieu doit être comprise dans le nombre, attendu qu'elle est dans le centre du commerce du Beaujolais, pour les filatures et toiles, et qu'elle a des marchés très conséquents en bestiaux...

Le Conseil arrête qu'il se joindra au district de Roanne pour solliciter... la fixation des tribunaux créés par la constitution, dans la commune de Roanne ; arrête encore que le district de Roanne sera invité à se joindre à lui, pour solliciter la fixation d'un tribunal de commerce dans la commune de Charlieu... etc. (1).

De toutes ses demandes, Charlieu n'obtint, hélas ! aucune satisfaction. Roanne, mieux servie et plus favorisée, fut dotée d'un tribunal civil et d'un tribunal de commerce.

Cependant le Conseil municipal ne se lassait pas, et le 30 Fructidor, il réitéra une demande pour obtenir un bureau de poste :

Considérant, dit-il, qu'il devient très intéressant, non seulement pour cette commune et ce canton, mais encore pour celui de Belmont, d'avoir une direction de poste aux lettres dans la commune de Charlieu, surtout dans un moment où la Constitution de l'an III, supprimant les administrations de districts, et ne laissant que celle de département, trop éloigné de cette commune, de treize lieues, dans une route où il n'y a point de poste établie ;

Considérant que Charlieu, étant le chef-lieu d'un canton composé de douze communes, est très peuplé et très commerçant ;

Considérant encore que d'après les informations qu'a dû prendre l'agent national des postes, des avantages qui pourraient résulter de l'établissement du bureau des postes aux lettres dans cette commune, il a dû voir qu'ils étaient conséquents,

Arrête, sur ce ouï l'agent national, qu'extrait du présent arrêté sera de suite adressé au Comité des postes de la Convention nationale, afin d'obtenir d'elle ou par un décret de la Convention, l'établissement d'un bureau de poste aux lettres dans la commune de Charlieu...

Charlieu eut enfin, mais plus tard, son bureau de poste, mince compensation à ses demandes et à son passé.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III et an IV, f. 55.

CHAPITRE IV

Charlieu sous le Directoire et le Consulat.

§ 1.

Constitution de l'an III. — Barras et le Directoire. — Les Incroyables. — Etat troublé du pays. — L'assemblée primaire de Charlieu accepte la Constitution. — Reverchon. — Son arrêté sur Charlieu. — Election du juge de Paix. — Election du président de l'administration municipale. — Son refus.

Le 5 Fructidor, an III, la Convention vota la loi qui devait terminer ses travaux. La Constitution élaborée par elle et proclamée à cette date mettait virtuellement fin à la Révolution.

Mais bien que terminée, la Révolution eut ses conséquences, surtout sous le Directoire et le Consulat qui en sont la suite.

La vie et les actes de Charlieu pendant ces deux périodes, ne restent pas sans intérêt ; et nous croyons bien faire en continuant sous ces deux régimes l'étude que nous avons entreprise.

Les registres municipaux, malheureusement pour nos

recherches, offrent une grande lacune ; et cette suite de « l'histoire de Charlieu sous la Révolution » pêche par manque de documents. Mais grâce à quelques écrits trouvés à d'autres sources qu'à celles des registres de la municipalité, nous espérons quand même la mener à bonne fin, sinon avec tout l'intérêt voulu d'un entier développement.

Avant de parler sur les faits qui se déroulèrent à Charlieu à cette époque, donnons quelques détails très succincts sur le Directoire et sur les hommes appelés à le diriger.

Suivant les errements de la Constituante, qui avait déclaré ses membres inéligibles à l'Assemblée législative, la Convention commit une faute en décidant que le corps législatif appelé à lui succéder, se composerait des deux tiers de ses membres, et que les électeurs nommeraient seulement un nouveau tiers. « C'était un moyen de conserver des hommes hostiles à la République, même des partisans du terrorisme, et d'empêcher des hommes nouveaux d'arriver, hommes dont les capacités morales ou intellectuelles auraient pu grandement aider le maintien de la République ».

La Constitution de l'an III, issue de la Convention qui l'avait élaborée, confiait à un directoire de cinq membres le pouvoir exécutif, et le pouvoir législatif était confié aux Conseils des Anciens et des Cinq-cents.

C'était le Directoire qui nommait au commandement des armées, qui nommait les hauts-juges, les hauts magistrats, et qui correspondait soit avec les Cinq-cents, soit avec les Anciens, à l'aide des messagers d'Etat.

Les cinq membres du Directoire étaient nommés par les deux Assemblées.

Barras, élu, prit vite un ascendant marqué sur les membres choisis, qui furent La Revellière-Lépeaux, Letourneur, Rewbel et Carnot.

Ce gouvernement eut de graves difficultés à vaincre. Il eut à lutter contre une nouvelle coalition des puissances étrangères, coalition qu'il réussit à vaincre, grâce à ses généraux, Bonaparte en particulier.

A l'intérieur les difficultés furent encore plus graves. Compromis par les exagérations des partisans de Babœuf, qui voulaient la communauté des biens, et par les Jacobins qui restaient encore puissants, menacé par les royalistes qui formaient des conspirations, le Directoire ne put gouverner la nation, amollie par la réaction contre la Terreur, que par des coups d'Etat. De plus, la mauvaise gestion des finances amena la banqueroute qu'on dissimula sous le nom de *Tiers consolidé*. Ce fut alors un agiotage effréné, dont Barras sut profiter, mais non les autres membres du Directoire, que l'histoire n'accuse pas d'ailleurs.

Il n'existait réellement qu'un homme de valeur dans ce gouvernement, c'était Carnot, l'organisateur de la victoire. Il représentait tout un passé et était tout un programme. Mais dès son entrée au Directoire, il chercha l'effacement. Il voulait revenir en arrière, réagir ; et ce besoin de réaction l'empêcha de prendre la place qui lui revenait. C'est ce qui fit la fortune de Barras.

D'ailleurs à cette époque, les révolutionnaires en place ne formaient plus qu'un syndicat pour l'exploitation de la France, syndicat qui ne se maintenait que par une force de cohésion cimentée par la peur et par l'intérêt. « C'est, a-t-on dit, la basse époque de la Révolution, préparant un dictateur ». Barras fut sur le point de le devenir. Le coup du 9 Thermidor l'avait mis en vue ; le 18 Brumaire, an VIII, le fit tomber au profit de Bonaparte.

Pendant la durée de son pouvoir, Barras fit parade de ses vices et de ses plaisirs. Il était entouré d'hommes tarés, de femmes légères, et faisait de l'argent de toutes mains pour subvenir à ses goûts, à ses prodigalités. « Il était entré au pouvoir sans un sou vaillant, il en sortit avec des millions ». Certes, il ne se contentait pas pour vivre des « 50.000 myriagrammes de froment » que la Constitution lui accordait pour son poste dans le Directoire. Les citoyens en place, avec un tel exemple, ne pouvaient que marcher sur les traces d'un tel modèle. Aussi le peuple, déjà si éprouvé par la disette, la guerre étrangère et toutes les misères du temps, si pressuré par les impôts de toutes

natures, était tout prédisposé aux émeutes et aux conspirations.

Cependant, le Directoire dès ses débuts voulut en imposer par sa majesté décorative. Il créa des vêtements dans cette intention. « La Révolution qui avait souffert d'habitudes par trop *sans-culottes*, écrit M. Maurice Dumoulin, voulut donner au nouveau régime une allure tout à fait décorative, et on inventa, aussi bien pour les Cinq-cents que pour les Anciens et les Directeurs, un costume invraisemblablement majestueux et théâtral. » « Tandis que les royalistes et les conspirateurs, désignés sous les noms de Muscadins, d'Incroyables, se distinguaient par un accoutrement étrange et très particulier. Ils affectaient partout une recherche outrée dans leur mise, leurs manières et leur parler. Enfouis dans d'immenses habits à basques vert bouteille, avec de larges boutons qui recouvraient à moitié une culotte plissée ; chaussés de bas rayés et de petits souliers pointus, tout engoncés dans une haute cravate de mousseline, le chapeau à deux cornes, posé sur une chevelure en oreilles de chien, qui leur tombait sur les yeux ; armés d'un bâton noueux, les Incroyables furent au commencement du Directoire les rois de la mode ». Les femmes étaient à l'unisson des hommes par l'excentricité de leur costume. Celui-ci dessinait et moulait si bien les formes, qu'on peut dire que sous le Directoire les dames à la mode n'étaient guère vêtues.

Je ne sais si à Charlieu, parmi les ennemis de la Révolution, il y eut quelques fashionables cherchant à rompre avec le costume des sans-culottes. Il est probable que la mode s'y implanta également en imitation de Paris, les habitants ne la dédaignant pas en général, et quelques vieux portraits en faisant foi.

L'état du pays, dès le début du Directoire, se ressentit de la réaction. On estimait qu'on était allé trop loin, qu'on avait marché trop vite dans la voie de la Révolution, et on voulait donner un peu de modération à cet esprit populaire qui s'était jeté dans les pires excès. La Révolution, après avoir jeté par terre tout ce qui avait fait la vie sociale de l'ancienne France, forma une anarchie inévitable, issue de

la réaction, du pas en arrière qu'on voulut essayer. C'est alors que les partisans de l'ancien régime levèrent mieux la tête, cherchant à conspirer contre les Assemblées pour renverser la République.

Mais le Directoire trouva en Bonaparte le soldat nécessaire pour vaincre les sections royalistes insurgées dans Paris. Les journées des 12 et 13 Vendémiaire furent meurtrières, et le combat devant l'église Saint-Roch donna la victoire aux troupes de la République.

La Constitution élaborée par la Convention avait été soumise à l'acceptation des Assemblées primaires dans chaque canton. Charlieu vota sur cet objet, le 20 Fructidor, an III. Les électeurs se prononcèrent dans deux Assemblées. L'une de ces assemblées reçut 120 suffrages et l'autre 60. L'unanimité s'était prononcée en faveur de la Constitution, comme cela s'était produit en général dans les autres cantons du département.

Cette Constitution avait divisé les départements en cantons, et les cantons en communes. Les districts avaient disparu.

Chaque département avait à sa tête une administration centrale, et dans chaque canton il existait une administration municipale ; les communes avaient un agent et un adjoint. La réunion des agents municipaux formait la municipalité du canton. L'administration municipale était présidée par l'un des agents des communes ; et auprès d'elle, le Directoire exécutif était représenté par un commissaire nommé par lui.

Après la chute de Robespierre et pendant la réaction qui s'ensuivit, la situation de la Loire n'était rien moins que rassurante, au point de vue politique surtout.

Richaud, envoyé du gouvernement, avait désorganisé les corps constitués ; il avait substitué aux républicains des hommes hostiles à la Révolution. Dans l'intérieur du département, après cette épuration des autorités, on vit rentrer des prêtres déportés et des émigrés, tous ennemis de la République, comme nous l'avons constaté déjà pour

Charlieu. Les membres des anciens comités révolutionnaires et des sociétés populaires furent dans la nécessité à leur tour de se cacher ou de fuir. Dans beaucoup de communes on avait scié les arbres de la Liberté, et les autorités constituées étaient accusées d'encourager sous-main ces excès, de protéger les prêtres réfractaires, les déserteurs des armées, d'aider la rentrée des émigrés, et enfin de discréditer les assignats.

Le Directoire était en fonction depuis le 27 octobre 1795 (5 Brumaire an IV). Reverchon, représentant du peuple, fut délégué dans la Loire, pour porter remède à cet état d'insubordination. Instruit en particulier des troubles et des menées de la ville de Charlieu, il s'empressa, le 9 Brumaire, de prendre l'arrêté que nous relevons :

Au nom du peuple français.

ÉGALITÉ
HUMANITÉ

LIBERTÉ
JUSTICE

L'an IV de la République française,
Les représentants du peuple,

Envoyés dans les départements de l'Ain, de l'Isère, Loire, Rhône et Saône-et-Loire, investis des pouvoirs délégués aux représentants du peuple près les armées, commissaires du Gouvernement,

Instruits que les prêtres réfractaires prêchent la désorganisation du gouvernement républicain, le retour de la royauté et le discrédit des assignats dans le canton de Charlieu,

Ordonne à la municipalité du canton de Charlieu, et à la gendarmerie qui y réside, de les rechercher exactement et de les constituer en état d'arrestation ; charge en outre ladite municipalité de veiller expressément à la stricte et rigoureuse exécution de tous les décrets rendus contre les émigrés, et de remplir toutes les dispositions de la loi sur la police des cultes, rendues sur le rapport de Génissieux ; charge l'agent national de ladite municipalité de faire enregistrer le présent.

Fait en la Commission, le 9 Brumaire, IV^e année républicaine.

Signé : REVERCHON,
représentant du peuple français (1).

Les prêtres désignés par la voix du peuple et que visait l'arrêté de Reverchon, étaient entre autres Jallemon, Bou-

(1) *Reg. municip. Charlieu, an III, an IV, f. 77.*

touge et Circaud : ces trois prêtres avaient rétracté leur serment.

Le 11 Brumaire de l'an IV, en conformité de la loi, on procéda à Charlieu, à la nomination du Juge de Paix et de ses assesseurs. L'Assemblée primaire nomma Henri Duplex, Juge de Paix, et assesseurs, les citoyens Simon fils, Boutouge, notaire, Lacroix fils, Patural cadet, Grappeloup aîné et Coignet père.

Le même jour, « en conformité également de la loi », on procéda à la nomination du président de l'Administration municipale du canton. François-Camille Bardet, domicilié à Saint-Nizier, fut élu président.

Mais Bardet avait été incarcéré pendant la Terreur, et ne tenant pas à occuper un poste qui pouvait l'exposer aux coups de la politique, il refusa cette fonction, en alléguant les motifs suivants, sous forme de certificat :

1° Le citoyen Bardet, ayant essuyé des maladies pendant ses détentions dans les cachots, il lui est resté une irritation dans les nerfs, et une contraction, qui le mettent dans l'impossibilité de s'occuper d'affaires plus de deux heures de suite.

2° Il est âgé de 59 ans et demi, et à cet âge, l'irritation des nerfs est singulièrement dangereuse, et le malade ne peut s'occuper d'affaires sans danger.

3° Indépendamment de l'épuisement de sa santé, sa fortune a été presque absorbée, et il a été obligé de vendre une partie de ses immeubles à vil prix, soit pour payer les dettes que ses emprisonnements l'ont forcé de contracter, soit même pour aider à sa subsistance.

4° Son âge et ses infirmités l'empêchent d'agir, et par conséquent, éloigné d'une lieue du chef-lieu du canton, il lui est impossible de s'y rendre toutes les fois que les affaires l'exigeront, pouvant à peine marcher, surtout en hiver, et n'étant pas à même de se procurer une monture.

5° Depuis sa détention, il a entièrement perdu la mémoire.

6° Et enfin, il n'a aucune connaissance des lois nouvelles, la lecture lui en ayant été absolument interdite pendant ses détentions (1).

Avec ou sans Bardet pour président, l'Administration

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an III, an IV, f. 73.

municipale du canton géra les affaires de son mieux, les agents et adjoints des communes ayant tous accepté leur charge.

§ 2.

Troubles à Charlieu. — Babeuf et le Communisme. — Les modérés et Duplex. — Les Jacobins et Saint-Didier. — Destitution de Duplex. — Motifs de la destitution de Duplex. — Son mémoire contre Saint-Didier et les Jacobins. — Duplex réélu. — Soulèvement séditieux. — Rey de Vougy président de la municipalité du canton. — Les barrières de Charlieu enlevées. — Arrestation du prêtre François.

Pendant l'administration de Reverchon dans la Loire, la tranquillité fut fortement compromise à Charlieu, à tel point qu'un arrêté du département fit monter la garde jour et nuit dans la ville. Ici, les partis hostiles étaient aux prises, le parti modéré, le parti jacobin ou de la Terreur et le parti du communisme.

Ce dernier parti faisait des progrès dans la Loire. Babeuf, par ses théories, devenait dangereux pour la propriété, et se créait une autorité inquiétante, grâce à ses partisans. L'une des communes du département, Saint-Martin-d'Estreaux, voyait mettre en pratique ces théories du communisme, par le partage, qu'en faisaient les habitants, des domaines appartenant de temps immémorial à des propriétaires forains.

A Charlieu, les déshérités de la fortune, les miséreux étaient partisans des théories de Babeuf, et escomptaient à leur tour le partage des biens.

Malgré l'état perplexe du Directoire et ses atermoiements pour se maintenir au pouvoir, Babeuf fut enfin accusé de conspiration contre la sûreté de l'Etat. Arrêté le 21 Floréal, il fut jugé et exécuté. Avec lui, son parti fut réduit à l'impuissance, et les propriétaires furent enfin débarrassés de la crainte de se voir dépouillés de leurs biens. « Vous avez

prévenu, écrivait l'Administration de la Loire aux membres du Directoire, les bons citoyens ; vous avez déjoué les trames des machiavélistes. Les brigands, abandonnés à eux-mêmes, sont rentrés dans leurs repaires ténébreux ».

Le Directoire, faisant profession de *modérantisme*, cherchait à s'écarter des Jacobins. Mais ces derniers, bien que n'étant plus au pouvoir, étaient encore puissants. Le gouvernement nouveau, pour vivre, se croyait dans la nécessité de les ménager, et même de les appeler aux emplois.

Cette façon de gouverner fut cause des troubles de Charlieu.

Les agents du Directoire dans la Loire avaient été nommés sans discernement ou par complaisance. Beaucoup avaient joué un rôle sous la Terreur. La présence de ces hommes exaltés et sans scrupules autour de Reverchon, inspirait des craintes. « Reverchon dans cette occasion, écrit M. Brossard, commit une faute, et il en commit une grande en prenant pour secrétaire Saint-Didier. On voyait dans la conduite de Reverchon le rétablissement de la Terreur, et les administrateurs de la Loire réclamaient l'éloignement de ces terroristes qui le conseillaient ».

Ce représentant du Directoire était doué d'une faiblesse extrême, et malgré ses bonnes intentions, il était très porté à écouter les rapports des hommes dont il s'était entouré, de Saint-Didier en particulier. Et Saint-Didier valait Lapalus. « Prêtre, il avait jeté le froc aux orties et était devenu un ardent sans-culotte, tout en gardant une parole onctueuse. Son hypocrisie n'avait d'égale que la haine qu'il portait à ceux qui lui faisaient ombrage ».

Nommé commissaire du gouvernement près de l'Administration municipale du canton de Charlieu, il voulut tout diriger à sa guise, favorisant les Jacobins, restant implacable à l'égard des républicains modérés et de tous ceux qui combattaient ses injustices.

Parmi ces hommes que Saint-Didier poursuivait de sa haine, il faut citer Duplex-Desmallet, ancien officier, dont

nous avons rapporté les brillants états de service, et qui, à cause de Lapalus et des terroristes de Charlieu, avait failli porter sa tête sur l'échafaud de Feurs.

Il avait été nommé agent temporaire de l'Administration municipale du canton. Là, son intelligence et sa probité contrecarraient les vues de Saint-Didier. Par sa connaissance des lois, et par son influence auprès des autres agents des communes, il était pour le commissaire un ennemi redoutable.

Afin de faire disparaître Duplex, Saint-Didier dénonça toute l'administration de Charlieu comme hostile à la Révolution et entachée de fédéralisme et même de royalisme.

La réponse à cette dénonciation ne se fit pas attendre. Par un arrêté du 13 Brumaire, Reverchon ordonna la révocation de la plupart des administrateurs nouvellement élus et des agents suspects. Duplex-Desmallet, que visait surtout Saint-Didier, fut victime d'une dénonciation spéciale.

L'arrêté particulier contre Duplex est muet sur la raison principale de sa destitution, raison que Saint-Didier se gardait bien d'invoquer, étant toute d'injustice, mais que nous trouvons dans la conduite de cet agent de Charlieu.

Les membres, qui formaient sous la Convention le Comité révolutionnaire de la ville, ne pardonnaient pas à Duplex d'avoir, par ses dépositions, contribué à la mort de Lapalus et à celle de Duret de Roanne. Les plus hostiles contre lui étaient Richet, Perraud, Duvernay cadet, Dreux, etc... et Saint-Didier en tête.

Ils lui tenaient grande rancune également d'avoir déployé tout son zèle et sa clairvoyance pour faire dénoncer la répartition injuste qu'ils avaient faite à propos de *l'emprunt forcé*.

Cet emprunt avait été majoré ou réduit selon les idées politiques que professaient les imposables. Pour rendre plus sensible l'injustice de cette répartition, nous relevons ici l'estimation des revenus de quelques citoyens, avec, en

face, les cotes d'emprunt, telles que les avaient établis les répartiteurs.

	REVENUS		COTES
Perraud	12.000 fr.	paie	100 fr.
Sirvinge aîné.....	10.000	—	600
Duvernay cadet.....	10.000	—	100
Sirvinge cadette.....	10.000	—	600
Livet.....	13.000	—	100
Frêne	8.000	—	600
Buinand.....	21.000	—	1200
Rouillet.....	18.000	—	200
Garmier	15.000	—	100
Coignet.....	15.000	—	1200
Perroux	8.000	—	100
Andrieux.....	35.000	—	300
Dussel.....	6.000	—	50
Decroze.....	4.000	—	500

Ces inégalités injustes, que nous avons prises dans le « mémoire de Duplex », s'étendaient sur tous les imposés. Les plus pauvres, ainsi que ceux qui avaient le plus perdu à la Révolution, étaient les plus chargés.

Sur les conseils de Duplex, ces derniers firent une pétition et la firent valoir auprès de l'administration de Montbrison.

Cette démarche de Duplex en faveur d'une chose équitable, dut grandement indisposer les Jacobins. Ne pouvant s'appuyer sur cette raison pour obtenir sa révocation, ils inventèrent d'autres motifs pour arriver à leur but. Ces motifs, nous les trouvons dans la délibération que fit l'administration de la Loire pour prendre l'arrêté de révocation.

L'administration départementale de la Loire, dans sa séance du 28 Prairial, an IV de la République française, où étaient les citoyens Ferrand, président, Bertuel, Boiron, Chana, Ramel, administrateurs, Fanget, substitut du commissaire du pouvoir exécutif, et Guyot secrétaire en chef.

Vu et lecture faite de la missive adressée à cette administration par le citoyen Saint-Didier, commissaire du Directoire exécutif, près l'administration du canton de Charlieu, le 26 du présent mois de Prairial, et les douze pièces y joint, en date des 5, 9, 10, 15, 20 et 25 du même mois ;

Desquelles il résulte que le citoyen Duplex, agent de la commune de Charlieu, chef-lieu du canton, manifeste et professe publiquement *l'antirépublicanisme* qui l'anime, et qu'abusant des talents qui le mettent au-dessus de ses collègues agents, cultivateurs illétrés, crédules et propensionnés au fanatisme, les séduit, trompe, dirige et influence ; de telle sorte que leurs délibérations ne sont que le fruit et la tendance du *royalisme* qu'il sert ; que, à son gré il sait les éloigner, les rassembler et faire délibérer sous sa présidence, où il est appelé par la loi en l'absence du président dont il saisit tous les moments. De là, les lois, les arrêtés des autorités supérieures et les réquisitoires, pour leur exécution du commissaire près cette administration de canton, sont enfreints et méprisés, et les mesures les plus salutaires au gouvernement, inertées, éloignées ou éludées ; qu'il met en pratique, jusque dans le sein même de l'administration, tous les moyens propres à ôter la confiance et avilit aux yeux des administrés, et son président et le commissaire du Directoire exécutif près d'elle ; et que notamment dans la séance du 25 Prairial, il insulta au gouvernement dans la personne de son commissaire, en lui prodiguant les épithètes que le royalisme emploie près le peuple pour avilir, abhorrer et soulever contre le gouvernement républicain et ses directeurs ;

Considérant qu'il importe essentiellement au gouvernement d'épurer et éloigner ces détracteurs des autorités constituées où la cabale, l'intrigue et la malveillance les ont placés ;

Considérant que la conduite du citoyen Duplex, établie par les pièces produites, ne permet pas de douter que non seulement il ne mérite point la confiance et du gouvernement et des administrés, mais encore qu'il est instant de l'éloigner d'une administration où il n'a été appelé que pour adjoint temporaire ;

Le suppléant du commissaire du Directoire exécutif entendu,

Arrête que, en conformité de l'article 194 de l'acte constitutionnel, le citoyen Duplex est provisoirement suspendu de ses fonctions ; qu'il sera remplacé, dans la forme prescrite par l'article 188, et que le présent avec les pièces qui l'étayent, seront de suite adressées au Directoire exécutif pour statuer en définitif.

Fait à Montbrison les jour et an que dessus.

Signe : FERRAND, *président*, BERTUEL, BOIRON,
CHANA, RAMEL, *administrateurs* ;
FANGET, *suppléant du commissaire*,
et GUYOT, *secrétaire en chef* (1).

(1) Extrait du *Mémoire de François-Marie Duplex au ministre de la police générale*, page 36.

Duplex, blessé dans son amour-propre et dans son patriotisme, par cet arrêté qu'il jugeait injuste sous tous les rapports, se révolta contre la décision arbitraire de l'administration, et contre Saint-Didier qui l'avait inspirée. Pour défendre mieux sa cause et attaquer à son tour le commissaire et les Jacobins, auteur de sa destitution, il partit à Paris, où pendant son séjour il ne cessa de travailler pour faire connaître en haut lieu, les actes injustes commis par le commissaire Saint-Didier et par quelques membres de l'administration de Charlieu.

Pour arriver à son but, il composa un mémoire, vraie plaidoirie, qu'il adressa au ministère de la police générale.

Après avoir fait l'apologie de sa vie militaire et de son civisme; après avoir narré son arrestation à Charlieu, son emprisonnement à Feurs et à Paris, après avoir expliqué son acquittement, il suit dans ce mémoire, article par article, le décret qui l'a suspendu de ses fonctions. Tout en réfutant ce décret, il s'égaye avec ironie des tournures de phrases qui le composent, prouvant l'ignorance de la langue française de l'auteur qui l'avait composé.

Il attaque Reverchon et Saint-Didier :

Reverchon, représentant du peuple, naguère joignant à cette qualité celle de commissaire du gouvernement près le département de la Loire et autres environnants, et maintenant réduit aux modestes fonctions de messenger de Saint-Didier et compagnie, près les ministres, quand il s'agit de dénonciation.

Le prêtre Saint-Didier, commissaire du gouvernement, exerce les actes les plus arbitraires et les plus absolus sur nous..., incarcère sans mandat d'arrêt..., sans pouvoir, sans formes légales, se met à la tête d'une force armée et parcourt ainsi plusieurs communes, après avoir violé les droits des personnes et le domicile de différents particuliers. Lapalus, quand il voulut se défaire de moi, me traita de royaliste : le prêtre Saint-Didier me traite aujourd'hui de royaliste. Lapalus me traîna dans les cachots ; le prêtre Saint-Didier me fait suspendre de mes fonctions, en attendant mieux (1).....

Qui sait au juste, écrit-il encore, les espérances ou les craintes que l'on doit concevoir sous un gouvernement qui, à la vérité, a les intentions les plus saines, mais qui marche embarrassé dans les filaments de l'intrigue dont il est sans cesse environné...

(1) *Mémoire de Duplex.*

Evoquant les victimes de la Terreur, Duplex cite, en les flagellant par des paroles de vérité et de justice, ceux qui en sont encore partisans, et qui gèrent à l'heure présente le département de la Loire :

Que n'avez-vous employé à vous défendre (victimes de la Terreur), le courage que vous mettiez à mourir ? La France éplorée n'aurait point aujourd'hui à gémir sur le sort de ses meilleurs citoyens. Un Saint-Didier, un Ferrand, un Bertuel, un Boiron, un Chana, un Ramel, un Fanget, un Guyot et autres goujats de la Révolution, protégés de Reverchon, ne tyranniseront point deux cent mille citoyens, au nom du gouvernement qu'ils trompent et dont ils sont les plus mortels ennemis, depuis que le pillage éprouve tant de difficultés ! »

Enfin, terminons ces citations par la diatribe que Duplex lance contre Saint-Didier, mettant l'homme à nu :

Saint-Didier, écrit-il, a bien changé d'habit, mais non pas de caractère ; car il disait autrefois que qui insultait à un prêtre, insultait à Dieu même ; Ainsi donc, *respectable républicain de hier*, dans tous les temps, sous tous les régimes, votre précieuse personne a toujours été sacrée, et les foudres d'en haut et les foudres d'en bas doivent toujours être prêtes à frapper quiconque ne la regarderait pas (ce qui est possible quelquefois) comme l'objet de sa vénération et de son profond respect ! Ah ! laissez-nous croire que l'honneur, que les principes du Directoire n'ont rien de commun avec les vôtres, c'est là toute notre espérance ; et que s'il met en place des gens comme vous, ce n'est que par une erreur involontaire, malheureusement inévitable dans des temps de trouble et de faction ; mais qu'il s'empressera de rectifier sitôt qu'on lui aura desillé les yeux. Quant à vos absurdes inculpations de royalisme, je vous déclare ici que le seul gouvernement d'aujourd'hui peut être mon refuge ; car si jamais je tombe entre les mains d'un roi, je ne puis qu'être pendu ; comme égorgé, si je tombe entre les serres des Jacobins. Cessez donc à mon égard des épithètes absolument ridicules, et soyez bien certain qu'il n'est pas besoin d'être royaliste pour avoir le droit de vous dire que vous êtes un anarchiste, et de plus, déserteur d'un régiment de hussards ; que d'un mauvais prêtre, on n'en peut jamais faire un bon républicain ; qu'il faut se méfier de celui qui autrefois trompait le peuple quand le métier allait bien, et qui maintenant dit du mal de la messe, parce que personne ne veut aller à la sienne. (1).

Ce mémoire de Duplex, dont on peut juger l'acrimonie par les quelques extraits rapportés ici, eut-il une influence

(1) *Mémoire de Duplex*, p. 50.

favorable pour lui et son parti auprès du ministère de la police générale ? En tout cas, son plaidoyer et ses démarches auprès des membres du Directoire augmentèrent son prestige à Charlieu et dans le canton, où la lutte se poursuivait entre les vieux jacobins et les modérés. Ceux-ci, au retour de Duplex, furent conduits et conseillés par lui. Des troubles se produisirent et devinrent assez graves. La garde nationale elle-même alla jusqu'à refuser de se conformer aux ordres de Saint-Didier et de l'administration municipale.

Duplex avec ses partisans, fut accusé de s'entendre avec tous les ennemis du gouvernement, même de favoriser la désertion des défenseurs de la Patrie. Les bataillons, en effet, qui revenaient de la Vendée pour se rendre en Italie, perdaient une partie de leurs hommes. Le 23 Pluviôse, an V, l'Administration municipale de Charlieu écrivait au ministre de la police générale : « les routes du canton sont couvertes journellement de volontaires qui rentrent par divisions et pelotons dans leurs foyers, avec armes, bagages et équipages, et aucune autorité ne feint d'empêcher cette désertion ».

Aimant son pays, homme de devoir qu'avait grandi encore son métier d'ancien soldat, Duplex, loin d'encourager la désertion, en souffrait plutôt, comme il souffrait de l'espèce d'anarchie où se traînait le Directoire. L'accusation portée contre lui était donc fausse et injuste ; elle était une nouvelle manœuvre de Saint-Didier.

Aux élections de l'an V, Duplex fut réélu par les habitants ; mais l'Administration centrale, conseillée par Saint-Didier, crut devoir le suspendre encore de ses fonctions, avec quelques agents municipaux. Irrités de cette mesure de rigueur prise à leur égard, ceux qu'elle atteignait résolurent de se venger. « Le 3 Floréal (22 avril 1797), accompagnés de 50 à 60 partisans, ils pénétrèrent dans la salle de réunion de l'Assemblée municipale ; ils outragèrent le commissaire du Directoire exécutif et l'Administration temporaire ; et ils tentèrent, couteau à la main, écrit M. Brossard, de s'emparer des registres des

délibérations. L'Administration et le commissaire pour se dégager, firent appel au secours de la colonne mobile ».

« Quelque temps après, Duplex, à la tête de 3 à 400 personnes, criant : *A bas la République*, tenta un soulèvement séditieux qui dura deux jours, les 16 et 17 Prairial ; il insulta le commissaire du gouvernement ; puis il voulut faire supposer à l'Administration que l'auteur du mouvement était l'agent de la commune, Brosselard.

« Le département pour rétablir le calme, envoya trente volontaires à Charlieu, sous le commandement de Molard, chef de brigade. Cet officier, installé chez Duplex, fit désarmer une partie de la population, procéder à des visites domiciliaires, et il dressa un rapport hostile au commissaire du Directoire et à Brosselard. Ce dernier fut bientôt suspendu par l'Administration centrale, et Saint-Didier partit pour Paris » (1).

L'accusation de *royaliste* portée contre Duplex est, je crois, une erreur que contredit son passé. Le soulèvement d'une partie de la population de Charlieu, se fit surtout contre les jacobins, Saint-Didier et les agents du gouvernement, mais non contre le Directoire. C'est contre ces hommes « mal choisis » que l'on cria : à bas la République ! voulant donner à comprendre qu'elle était avilie et dégradée par eux. Le machiavélisme de Saint-Didier ne fut pas étranger sans doute à cette révolte, qui pouvait lui fournir une arme pour sévir contre les rebelles et Duplex en particulier ; mais cette fois, ses actes lui furent défavorables et Duplex eut enfin gain de cause.

Si à Charlieu, il y eut révolte contre les agents du gouvernement, en dehors de toute conspiration politique avérée, il n'en fut pas de même à Paris où les royalistes conspiraient ouvertement contre le Directoire, surtout après les élections de l'an V, qui leur avaient donné la majorité. Mais après le coup d'Etat du 18 Fructidor (4 sep-

(1) *Charlieu pendant la Révolution*, par Brossard, p. 11.

tembre 1797), le Directoire reprit force et autorité, grâce à Bonaparte, qui avait envoyé à Paris Bernardotte et Augereau, pour vaincre les conspirateurs.

Après ce coup d'Etat, les élections d'une cinquantaine de départements, dont celles de la Loire, furent annulées. A Charlieu, une nouvelle Administration municipale fut installée, avec Rey de Vougy, pour président, et Brosselard pour agent de ville.

Dans une adresse aux citoyens, le Directoire rappela en quelques mots, après l'installation de cette municipalité, les événements dont Charlieu et les environs avaient été le théâtre. « Ce canton, disait l'adresse, a retenti trop longtemps des déclamations de la haine, du tumulte des passions, des menaces du royalisme; on ne doit plus y entendre que des hymnes de paix, plus y voir que le spectacle de la vérité et de la modération pardonnant à l'erreur » (1).

« Après ces incidents, écrit M. Brossard, le canton de Charlieu, adonné presque exclusivement à l'agriculture, rentra dans le calme, nous ne dirons pas cependant que les lois furent scrupuleusement exécutées. »

Les prêtres réfractaires, ou qui n'avaient pas voulu prêter serment à la Nation, étaient toujours hors la loi, et les agents du gouvernement devaient, selon les décrets, les surveiller et les arrêter. « Ces prêtres cependant continuaient à exercer leur sacerdoce en cachette. Recherchés par certaines familles, ils étaient cachés par elles et ils officiaient en présence d'une affluence plus ou moins considérable de fidèles; le plus souvent l'Administration fermait les yeux. Cependant à Charlieu, elle arrêta le 25 Ventôse, an VII (15 mars 1799), un ecclésiastique nommé François, recelé dans les bâtiments de la veuve Barnaud. La grande quantité de personnes qui se réunissaient nuit et jour, dans cette maison, avait fixé par trop l'attention de la police ».

Cette infraction aux lois par les prêtres non assermen-

(1) Ext. Hist. Charlieu, Brossard, p. 12.

tés ne fut pas la plus grave à Charlieu. Il y eut encore à plusieurs reprises des « émeutes, occasionnées par les droits perçus sur les voies publiques et aux entrées de la ville pour pourvoir à l'entretien des rues et des places. Dans le mois de Prairial, an VII, les barrières furent enlevées » à quelques jours d'intervalle, par tous les intéressés ne tenant pas à payer une taxe sur les denrées qu'ils apportaient en ville.

§ 3.

Bonaparte chef de l'armée d'Italie. — Bonaparte en Egypte. — Coup d'Etat du 18 Brumaire. — Le Consulat. — Apaisement des partis. — Nouvelle coalition contre la France. — Délibération du Conseil municipal contre les conscrits insoumis. — Paix de Lunéville et d'Amiens. — Le Concordat. — Bonaparte consul à vie. — Proclamation de sa nomination à Charlieu.

La période du Directoire continua de se passer à Charlieu sans autres incidents graves. Les familles déploraient sans doute la mort ou l'absence de leurs fils partis à la guerre ; mais les victoires de la France, en apportant la gloire, donnaient un réconfort qui consolait un peu les cœurs attristés. La Nation était grande et puissante, et le patriotisme se trouvait satisfait. On nourrissait d'ailleurs l'espoir que bientôt une ère de paix et de bonheur sans inquiétude allait enfin se lever sur la France.

Après le 9 Thermidor, Bonaparte qui déjà avait obtenu de brillants succès comme généralissime, fut considéré comme suspect de terrorisme et mis en non activité. Mais réintégré bientôt pour le besoin de l'Assemblée, après la journée du 13 Vendémiaire (5 octobre 1795) où il sauva la Convention de l'insurrection parisienne, il fut promu général de division. Ayant obtenu, en 1796, le commandement en chef de l'armée d'Italie, il remporta les grandes victoires que tout le monde admire et qui obligèrent l'Autriche à signer le traité de Campo-Formio.

Après cette campagne, Bonaparte fut reçu avec enthousiasme à Paris, et la France entière acclama son nom.

Mais cette renommée retentissante porta ombrage au Directoire, à Barras en particulier. Le gouvernement chercha et trouva une occasion favorable pour l'éloigner de France.

Afin d'atteindre l'Angleterre dans ses colonies, la campagne d'Egypte fut décidée, et Bonaparte avec son armée partit pour cette terre d'Afrique.

Mais informé des troubles qui régnaient de plus en plus en France, connaissant le discrédit dans lequel était tombé le Directoire, il quitta l'Egypte le 24 août, après avoir confié son armée au général Kléber, et fit son apparition soudaine à Paris, à la fin de l'année 1799. Il devint le chef de l'opposition contre le Directoire, et, encouragé dans son ambition par la lassitude du pays, après tant de troubles et de guerres civiles, il le renversa par le coup d'Etat du 18 Brumaire, an VIII (9 novembre 1799).

Le Directoire fut remplacé par le Consulat conféré à Sieyès, Roger-Ducos et Bonaparte d'abord ; puis un mois plus tard à Bonaparte, premier consul, à Cambacérès et Lebrun, deuxième et troisième consuls. L'autorité réelle appartenait au premier consul qui ne tarda pas à se faire nommer consul à vie.

A partir du Consulat, les esprits furent plus rassurés en France. L'apaisement entre les partis commença à naître, et cessèrent les troubles incessants que nous avons signalés pour Charlieu. Ducoing avait été désigné pour maire de la ville. Son esprit de modération ne pouvait que bien influencer sur le calme et la tranquillité de la ville. Seule, la guerre avec l'Angleterre et l'Autriche assombrissait l'horizon.

Cette guerre, toujours renaissante, commençait à lasser la nation, et, malgré le patriotisme, beaucoup de soldats ne portaient pas de gaieté de cœur. Un bon nombre même cherchaient à se soustraire au service militaire, ou devenaient déserteurs.

La région de Charlieu éprouvait grandement cet état de lassitude, et les conscrits se montraient rebelles à leur

incorporation. Pour les obliger à endosser l'habit militaire, et pour empêcher leur désertion, le maire Ducoing, « le 24 Thermidor, an VIII de la République », fit avec le Conseil municipal la délibération suivante :

CONSIDÉRANT que ce sont les maires et adjoints des communes qui sont préposés à la direction de ce moyen extrême commandé par la résistance coupable des conscrits et réquisitionnaires ; considérant que les avis des magistrats pourraient sans doute produire le départ des militaires : car si jusqu'alors ils ont été indociles et sourds à la voix de la Patrie, les variations, les incertitudes du gouvernement, avant le 18 Brumaire, retenaient leur ardeur et paralysaient leur courage ; considérant qu'à ce gouvernement incertain, est succédé un ordre solide, que les rênes des affaires sont aux mains d'un chef habile dans la guerre et dans la paix, qui a su par son courage éloigner la guerre de nos frontières, et par sa modération apaiser les dissensions civiles, et pacifier la Vendée ; considérant que ces motifs sont plus que suffisants pour espérer que les maire et adjoints de Charlieu n'auront pas la dure obligation d'employer des moyens violents, et qu'à leurs premières paroles, tous les militaires voleront dans les rangs où déjà ils se sont distingués, où sans doute ils rivaliseront de valeur et d'audace avec ceux qui les attendent pour opérer le grand œuvre de la paix,

ARRÊTENT :

La lettre du Préfet du département de la Loire, du 14 du présent mois, sera transcrite en forme de placard pour être lue et publiée à son de caisse, et ensuite affichée aux lieux accoutumés ; le présent sera de même publié et affiché.

L'adjoint municipal, chargé de cette publication, se fera assister d'un piquet de gardes nationales, et fera, à la suite des lectures des pièces ci-dessus, un appel aux conscrits et réquisitionnaires ; leur fera sentir qu'ils sont placés entre la gloire et la honte, et que pour des Français le choix n'est pas douteux ; qu'enfin la paix générale dépend d'un léger effort, et que les voies de rigueur flétrissent ceux qui les méritent, comme elles affligent les magistrats qui les appliquent, et qu'il n'y a plus d'espoir d'impunité, puisque de toutes parts les lâches sont poursuivis et punis sans ménagement. En un mot, il dira tout ce que son zèle pour la Patrie et son patriotisme lui inspireront.

Fait les jour, mois et an que dessus et ont signé avec le secrétaire

DUCOING, *maire*, etc. (1).

La guerre avec les puissances coalisées avait repris avec

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII, f. 7.

plus d'acharnement, et la France avait besoin en effet de tous ses hommes valides pour lutter contre les ennemis.

Bonaparte, premier consul, s'était mis à la tête de l'armée d'Italie. Le passage des Alpes (1800), la victoire de Marengo (14 juin), et les succès que, grâce à ces débuts décisifs, remportèrent ensuite ses lieutenants, rendirent aux armées françaises la supériorité en Italie, tandis que Moreau gagnait la bataille de Hohenlinden. Le traité de Lunéville avec l'Autriche (1801), et bientôt celui d'Amiens avec l'Angleterre (1802), terminèrent cette nouvelle guerre avec les puissances coalisées.

La Vendée était pacifiée, les émigrés rappelés, le Concordat signé avec le Pape (15 juillet 1801) : tous les actes du premier consul avaient contribué à lui concilier le parti des modérés. Le calme rétabli à l'intérieur, comme il l'était à l'extérieur, Bonaparte profita de ce moment de paix pour modifier les institutions de la Révolution. Il créa les préfets et les sous-préfets, promulgua le code civil qu'avait élaboré la Convention, organisa les services financiers, etc.

Le pays espérait beaucoup du nouvel ordre de choses et il bénissait le premier consul de le lui avoir obtenu. Il était tout disposé à lui accorder les plus grands honneurs. Bonaparte sut en profiter, et après les complots de Cadoudal formés contre lui, il se fit nommer consul à vie. La France avait besoin d'un maître, et elle se le donna en l'investissant de toute l'autorité nécessaire pour dominer les partis.

Fils de la Révolution, Bonaparte laissa au peuple le principe de la souveraineté nationale. Il y eut un plébiscite dans toutes les communes de France pour lui octroyer ce titre suprême.

Nous relevons ici l'arrêté du Conseil municipal de Charlieu sur ce plébiscite :

Le maire de Charlieu soussigné,

Vu l'arrêté des consuls de la République Française du 20 Floréal, an X, relatif à cette question :

Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?

Vu la lettre du Ministre de l'Intérieur du 20 dudit mois, l'arrêté du Préfet de ce département, du 25,

Arrête ce qui suit :

L'arrêté des Consuls, la lettre du ministre de l'Intérieur, l'arrêté du Préfet de la Loire ci-dessus relaté, seront lus et publiés à son de caisse dans la ville de Charlieu, et ensuite affichés aux lieux accoutumés.

Les registres propres à recevoir les votes, seront dans le jour remis aux fonctionnaires publics dudit Charlieu et dans la forme indiquée par l'arrêté du Préfet, et sept jours après leur ouverture, ils seront clos pour être adressés au Sous-Préfet.

Un exemplaire de l'arrêté des Consuls, de la lettre du Ministre et de l'arrêté du Préfet, sera remis à chacun d'eux.

Fait les an, mois et jour que dessus, et avons signé avec notre greffier.

*Le maire de Charlieu : DUCOING ;
Le secrétaire greffier : CARRÉ (1.)*

La proclamation, conférant le titre de consul à vie à Napoléon Bonaparte, fut accueillie avec enthousiasme par la plus grande partie de la population de Charlieu, si nous nous en rapportons à l'arrêté que prit le maire pour la publication du sénatus-consulte :

CE JOURD'HUI, 10 Fructidor, an X de la République Française une et indivisible, le maire de Charlieu soussigné,

Vu le Sénatus-Consulte du 14 thermidor dernier, relatif à la nomination à vie du premier consul, Napoléon Bonaparte ; vu l'arrêté du conseiller de préfecture du département de la Loire, remplaçant le Préfet absent, du 24 Thermidor sus-dit, portant que le 4 du présent, la publication solennelle du Sénatus-Consulte aura lieu dans chaque ville, bourg ou village du ressort,

Arrête ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Dimanche, 4 du mois de Fructidor, à 11 heures du matin, dans la ville de Charlieu, le Sénatus-Consulte sera publié avec tout l'appareil et la pompe que dicte l'amour des Français pour le Héros vainqueur et pacificateur.

ART. 2^e. — La garde nationale sera sous les armes, en bonne tenue, dès les 10 heures du matin, drapeaux déployés, et assistera l'autorité administrative dans cette publication.

ART. 3^e. — Les fonctionnaires publics, les notaires, les huissiers, les juges de paix, les suppléants, les greffiers, les membres de la Commission administrative de l'hospice civil, les salariés du gouverne-

(1) *Reg. municip. Charlieu, an VIII, f. 56.*

ment, les invalides, les gardes-champêtres et forestiers, la gendarmerie nationale assisteront à la fête.

ART. 4^e. — La veille, la solennité sera annoncée avec la cloche ; le lendemain, la cloche annoncera l'aurore de ce beau jour, et elle sonnera pendant la cérémonie.

ART. 5^e. — Le présent sera publié et affiché ; fait les an, jour et mois que dessus.

ART. 6^e. et supplémentaire. — Le susdit sénatus-consulte et l'arrêté du Préfet du département relatif, seront annexés au présent registre.

Maire de Charlieu : DUCOING.

Greffier : CARRÉ (1).

§ 4.

Les démolisseurs de l'église de l'Abbaye. — Règlement de police.

— **Certificat de résidence accordé à l'abbé Samoël. — Médecins exempts de la patente. — Débordement des rivières et question du barrage. — Dégâts commis au cimetière. — Bureau de pesage. — Le Maire devient président de l'administration de l'hôpital. — Chabrier, juge de Paix. — Les fabriciens. — Prières publiques. — Renchérissement des denrées alimentaires.**

Durant cette période du Consulat où le calme s'était produit entre les partis, grâce à l'autorité du Maître que s'était donné la Nation, l'Administration municipale de Charlieu put s'occuper davantage des intérêts de la ville et veiller mieux au bien général.

Plusieurs arrêtés méritent notre attention, et nous nous faisons un plaisir de rapporter les plus intéressants.

Pierre Ray, qui s'était rendu acquéreur le 28 Prairial, an III, de l'église Saint-Fortunat (sauf le porche et les deux travées du fond, lot vendu à Thomas Cognet), l'avait probablement revendu à l'époque du Directoire. En tout cas, les citoyens Alloin et Androt en avaient acquis les

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII, f. verso 62.

matériaux, pour en tirer parti de toutes façons, pour faire de la chaux de ses moellons ou les vendre.

Le travail de démolition ne marchant pas assez vite à leur gré, ou trouvant trop dispendieux ce travail au moyen de la pioche, ils projetèrent, pour aller plus rapidement et à meilleur marché, d'employer la mine, sans se préoccuper de la sécurité publique. Mais le Conseil municipal, jugeant le danger, prit l'arrêté suivant :

CE JOURD'HUI, 29 Thermidor de l'an VIII... les maire et adjoints de Charlieu, vu la pétition présentée ce jourd'hui par les citoyens, habitant autour du ci-devant prieuré, lesquels exposent que les propriétaires de l'église du dit prieuré se proposent de faire sauter le clocher de l'église au moyen de la mine, opération qui sans doute ne manquerait pas d'endommager les habitations par l'effet de l'explosion ;

Considérant qu'il importe de répondre aux demandes des pétitionnaires, en ce que leurs intérêts peuvent être compromis par l'explosion ci-dessus,

Arrêtent :

1° Les citoyens Marcus, géomètre à Chandon, et Pique fils, architecte à Charlieu, sont et demeurent nommés pour faire un rapport sur les effets qui peuvent résulter de l'explosion. En cas de discordance, les deux citoyens ci-dessus choisiront un tiers pour les raccorder.

2° Ces experts seront dispensés de tout serment et sont invités à procéder le premier Fructidor prochain.

3° En attendant, expresses défenses sont faites aux dits propriétaires, les citoyens Alloin et Androt, de faire usage de la poudre pour exploiter le dit clocher, à peine de tous dommages et intérêts. Et si les deux citoyens passaient outre, ils seront punis de détention et des peines corporelles exprimées et voulues par les lois.

4° Le présent a été fait en présence des dits Androt et Alloin, auxquels il a été donné lecture, avec invitation à se trouver, si bon leur semble, le dit jour, à 9 heures du matin, à l'opération des dits experts, avec déclaration qu'il sera procédé tant en présence qu'en absence.

Fait les jour, mois et an que dessus.

Signé : DUCOING (1).

Les experts désignés, après avoir jugé « le poids énorme du clocher, tant par sa hauteur que par son massif, après

(1) *Reg. municip. Charlieu, an VIII, f. 8.*

avoir considéré que la commotion de sa chute pourrait occasionner une secousse, même une atteinte aux maisons voisines, ainsi que d'autres accidents fâcheux et irréparables, comme blessures mortelles ou frayeurs; que les parements dudit clocher étaient en partie consumés par le feu du ciel; qu'ils s'y trouvaient aussi plusieurs lézardes, que la poussière empestiférée sortant en masse des murs pourrait causer des événements désastreux, estimèrent en conséquence que pour éviter tous les dangers, les citoyens Androt et Alloin ne pourraient démolir le clocher qu'en commençant sa démolition par la cime et de rang en rang et par assises » (1).

Et c'est ainsi que fut détruite cette grande église, beau monument de l'art roman, datant du x^e siècle, sans autre protestation que cette simple délibération du Conseil, et son arrêté.

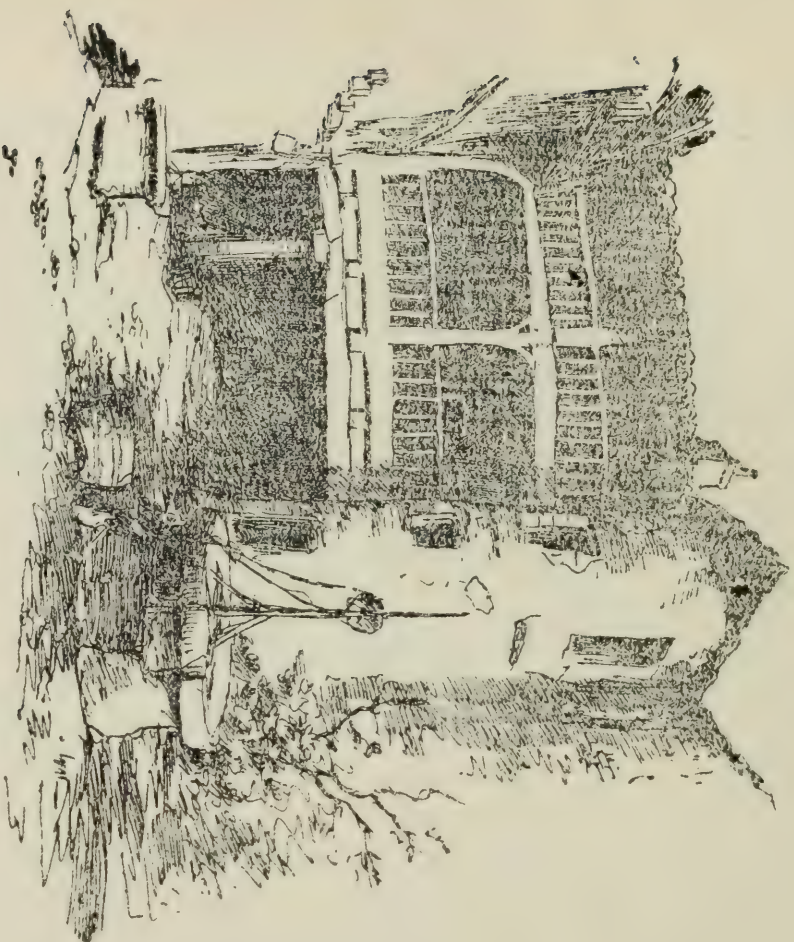
Quelques jours après, le Conseil chercha à mettre de l'ordre dans la ville. Il élabora un règlement de police, qui comparé à ceux de nos jours ne leur ferait pas trop déshonneur. Nous le rapportons dans son intégralité, à titre de document.

Le 8 Fructidor, an VIII de la République, les membres du conseil;

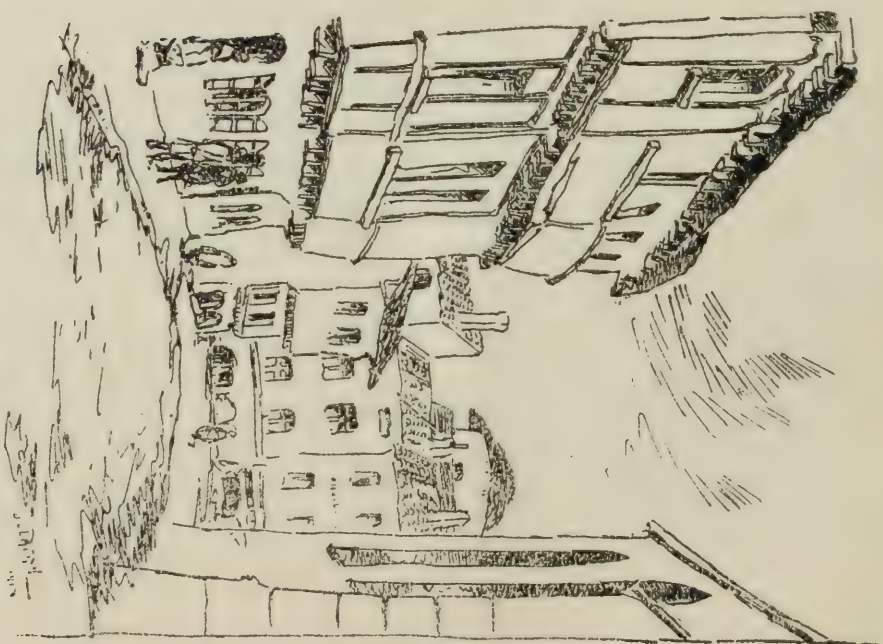
CONSIDÉRANT que le règlement de police arrêté par la ci-devant administration municipale dudit Charlieu est tombé en désuétude puisque en dépit des mesures prises par la susdite administration pour l'exécution du dit règlement, plusieurs citoyens le foulent aux pieds d'une manière d'autant plus impudente qu'ils se promettent toujours l'impunité :

Considérant cependant que de l'observation du dit règlement dépend l'ordre, la tranquillité, le respect dû aux personnes et aux propriétés, soit publiques, soit particulières; et que l'inexécution des mesures de police résultent tous les maux qu'entraîne après elle la fatale anarchie, source infaillible du bouleversement de toute société;

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII, f. 9.



Ancienne maison Gerbay, dite Cour des Miracles.



Rue du Tour de l'Eglise.

Arrêtent que ceux qui contreviendront aux articles suivants seront punis de peine de simple police.

ART. 1^{er}. — Deux fois par décade, les rues de Charlieu seront nettoyées ; ainsi que chaque habitant est tenu devant sa maison de nettoyer ou faire nettoyer, enlever ou faire enlever les boues et les fumiers. Dans tous les cas, il ne sera souffert ni fumier, ni boue, devant les maisons, ni dans les ruelles ou fausses rues.

ART. 2^e. — Il est enjoint à tout citoyen de ne laisser subsister dans les rues ou places publiques aucuns matériaux, tels que bois, poutres, chars, voitures, charrettes, pierres, chaux, sables, etc. sous les peines de droit ; et dans le cas où le temps ou d'autres circonstances ne permettraient pas leur enlèvement et déblaiement dans le jour, le citoyen, à qui ses matériaux appartiennent, sera obligé d'éclairer les lieux où ils seront déposés, et d'en faire l'enlèvement le lendemain. Toutefois, si les matériaux sont nécessaires pour des réparations ou constructions, les propriétaires laisseront toujours un passage aisé et libre, et éclaireront les lieux pendant les nuits, tout le temps que durera l'entrepôt des matériaux.

ART. 3^e. — Défenses expresses sont faites de rien exposer sur les fenêtres, qui puisse endommager par sa chute, de rien jeter qui puisse salir, nuire et causer des exhalaisons funestes et dangereuses.

ART. 4^e. — Il est également défendu de dégrader les voies publiques, les promenades, les édifices communaux et nationaux. Ceux qui contreviendraient au présent article seront rigoureusement poursuivis.

ART. 5^e. — Il est pareillement prohibé de laisser divaguer des furieux, des insensés ou des animaux féroces ou malfaisants.

ART. 6^e. — Jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le prix du pain et de la viande reste et demeure le même.

ART. 7^e. — Les poids et mesures feront un objet principal de la police. Ainsi ceux qui vendraient à faux poids et à fausses mesures seront, indépendamment de la confiscation des faux poids et fausses mesures, condamnés à l'amende déterminée par la loi.

ART. 8^e. — Les marchés seront scrupuleusement inspectés ; par conséquent ceux qui exposeraient en vente des comestibles gâtés ou corrompus et nuisibles seront également amendables, indépendamment des autres peines.

ART. 9^e. — La place dite des Boucheries est destinée à la vente des volailles, des œufs, beurre et fruits ; il est défendu de rien vendre ailleurs des objets ci-dessus, comme d'entrer dans les maisons offrir le dites denrées à la vente. Semblables défenses sont faites aux cabaretiers, revendeurs, aubergistes, et généralement à tous les maqui-gnons, de rien acheter avant que les citoyens ne soient approvisionnés. Ces derniers ne devront paraître dans les marchés qu'après dix heures du matin.

ART. 10^e. — Les légumes, herbages, et ce qui regarde le jardinage, se vendront autour du perron de la ci-devant paroisse. C'est pour-

quoi les bancs des jardiniers se placeront autour du dit perron de manière que les chars, charrettes ou voitures puissent passer sans embarras et commodément.

ART. 11°. — Le tour de la dite paroisse sera occupé par les marchands de mercerie, rouennerie, dentelles, quincaillerie, et toujours de sorte que leurs bancs laissent un passage aux chars, charrettes et voitures.

ART. 12°. — Les gros bestiaux se vendront comme par le passé à la Boirie ; mais on destine aux marchands de planches et à leurs chars, l'espace qui se trouve entre la promenade des marronniers et les jardins, depuis celui du citoyen Andriot jusqu'à celui du citoyen Grapeloup. On forcera les citoyens à obéir à cette disposition.

ART. 13°. — Les porcs, chèvres, conservent leur même lieu d'exposition en vente, ainsi que les lins filés, les cotons, les fils et étoupes, et les poteries.

ART. 14°. — Les auteurs de rixes seront punis ; les attroupements de nuit sont défendus ; les cris, les chants, les propos indécents, les violences, les blasphèmes, les pillages de jardins, tout ce qui tend en un mot à troubler l'ordre, interrompre le repos des citoyens, tout ce qui attente aux mœurs, sera diligemment recherché, pour les auteurs être punis exemplairement, conformément à la loi du 3 brumaire, an III.

ART. 15°. — Il est ordonné aux cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs et brandeviniers, de ne point donner à boire, à manger, de ne point traiter, passé dix heures du soir, les citoyens de la ville.

ART. 16°. — Les bals, maisons publiques, ne peuvent avoir lieu que sous l'autorisation expresse du maire ; et dans toutes les circonstances les bals cesseront dès dix heures du soir.

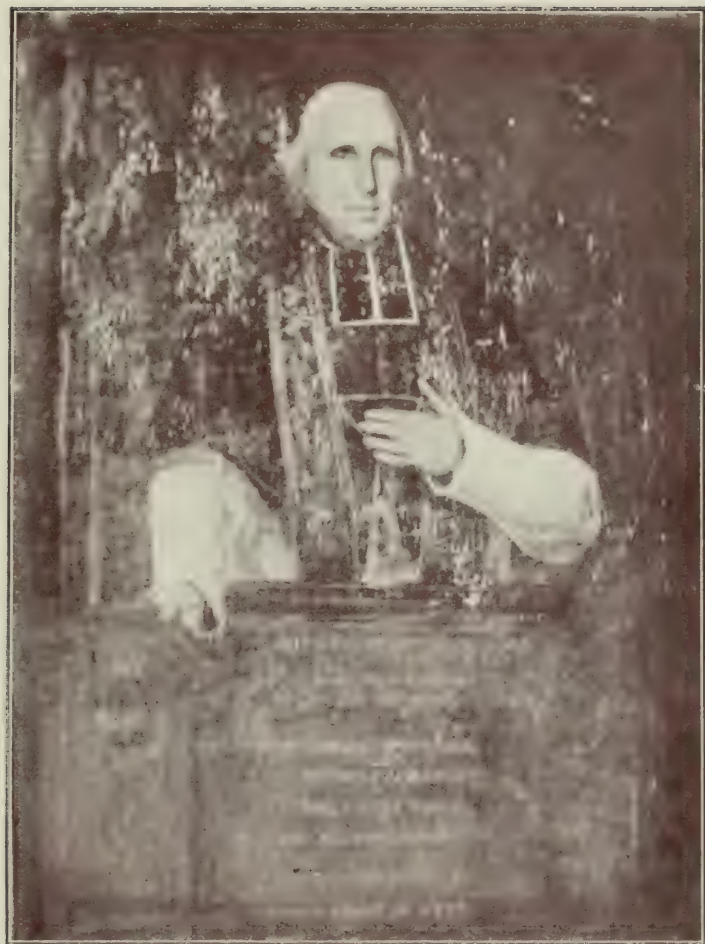
ART. 17°. — Deux fois par année, les fours et cheminées seront nettoyés ; le fonctionnaire public chargé de la police fera sa ronde et poursuivra ceux qui manqueraient à l'exécution de ce qui est commandé par le présent. Il désignera ceux des fours et celles des cheminées qui menacent ruines, pour leur démolition et réparation être ordonnées aux dépens de qui il appartiendra, selon l'article 9 du titre 11 de la loi de 6 octobre 1791.

ART. 18°. — En cas d'incendie tous les citoyens sont tenus de prêter leur concours ; autrement ils seront mal notés et désignés à leurs concitoyens comme ne méritant aucune assistance publique.

ART. 19°. — Il est défendu d'allumer des feux dans les rues, et même hors des murs à une distance moindre de cinquante toises des maisons, magasins, haies, vergers, meules de grains, paille, foin, bois, etc., sous les peines exprimées dans les lois des 24 août 1790, titre 11, article 3 ; 6 octobre 1791, titre 11, article 10.

ART. 20°. — Les bestiaux morts seront enfouis à quatre pieds de profondeur, et hors des murs. Mais si les animaux sont morts de contagion, ils seront enfouis à huit pieds de profondeur et à 50 toises des habitations.

ART. 21°. — Ceux qui voudront élever, nourrir et entretenir des porcs, les tiendront renfermés chez eux ; ils ne sont point autorisés



L'ABBÉ SAMOËL

à les laisser errer avec ou sans guide dans les rues ou places publiques. Les animaux de ce genre, trouvés dans lesdits lieux, seront confisqués et vendus, moitié au profit des pauvres de l'hospice, moitié au profit de la caisse municipale.

ART. 22°. — Il est défendu de trotter et courir à cheval dans les rues et hors des murs même, à distance de deux cents toises, ni sur les promenades.

ART. 23°. — Les aubergistes et cabaretiers logeurs tiendront registre des personnes qui logeront dans leurs maisons, quand même ces personnes ne s'y arrêteraient qu'une nuit seulement. L'exécution de cet article est de rigueur. L'adjoint chargé de la police se fera représenter toutes les fois qu'il le jugera convenable, ces registres. Art. de la loi du 22 juillet 1791, titre I).

ART. 24°. — Tout individu voyageant sans passeport en forme, hors de son canton, sera appréhendé et transféré à la maison de détention de Roanne, jusqu'à ce qu'il ait justifié de son inscription au tableau communal du lieu de son domicile; et passé deux déca-des sans justification de sa part, il sera réputé vagabond et traduit devant les tribunaux compétents. (Art. 7, titre III de la loi du 10 Vendémiaire, an IV.)

ART. 25°. — Le respect pour les arbres de la Liberté, et pour tous les emblèmes qui appartiennent à la République, est particulièrement recommandé. Les délits commis contre ces objets seront punis par quatre années de détention. (Art. de la loi du 24 Nivôse, an VI.)

ARTICLE SUPPLÉMENTAIRE. — Il y aura une amende contre ceux qui déchireront les affiches de quelque nature qu'elles soient (1).

L'abbé Samoël, dernier bénédictin du monastère de Charlieu, n'avait pas quitté la ville, malgré la tourmente révolutionnaire. Il avait été gardé prisonnier dans sa demeure même, pour cause de maladie. Cette circonstance lui épargna sans doute sa comparution au tribunal de Feurs, ou l'exil.

A l'époque actuel du Consulat, voulant exercer son ministère de prêtre, il avait besoin de fournir un certificat de résidence, pour obtenir un poste dans une commune. Nous relevons ici le certificat que lui donna la municipalité de Charlieu :

Nous soussignés, Maire et Adjoints municipaux de la ville de Charlieu..., certifions sur l'attestation des citoyens Claude Joatton,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII, au 11 mai 1811, f. 10.

Benoît Joatton, Jean-Marie Chavanne, tous les trois cordonniers, Jacques Auguet, marchand, Philibert Chabal, aussi marchand, Claude Jallemon fils, marchand tanneur, Jean-Marie Gerbay, marchand épicier, Louis Morand, piqueur de chanvre, et Antoine Tinet, marchand chapelier, tous domiciliés au dit Charlieu, que le citoyen Philippe Samoël, prêtre ci-devant Bénédictin, âgé de quarante-sept ans, taille d'un mètre 801 millimètres, cheveux et sourcils châtains, visage long, plein et uni, yeux gris, nez long, bouche petite, menton rond, front bien fait, réside et a résidé sans aucune interruption dans la ville du dit Charlieu, dans sa maison de résidence jusqu'au 18 Fructidor, an V...

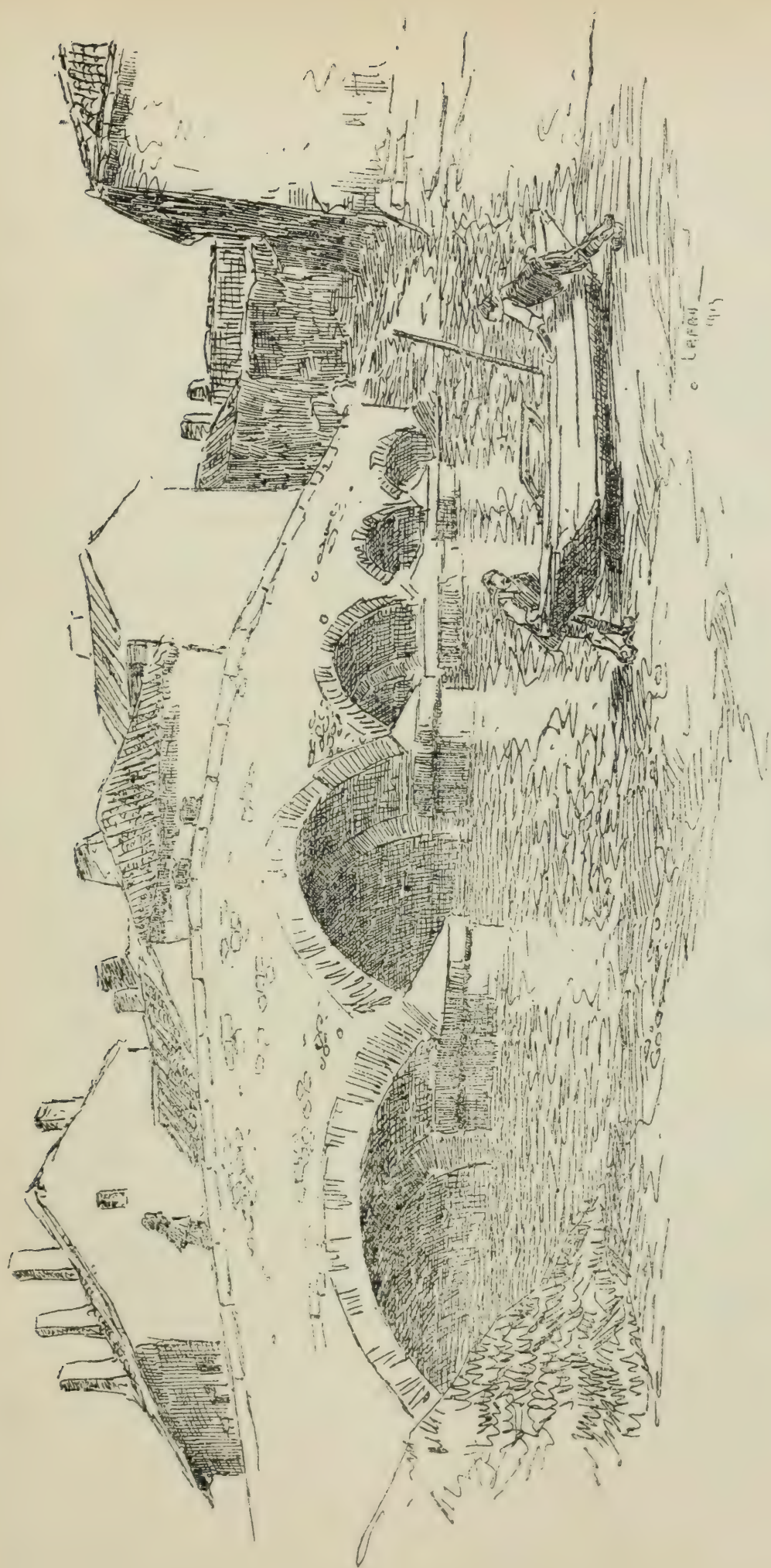
Fait en l'édifice public du dit Charlieu, le 26 Vendémiaire an IX la de République (1).

Nous voilà renseigné sur le physique de cet abbé qui, à cette époque, obtint la cure de Fleury-la-Montagne où il mourut très âgé.

Heureux étaient les médecins en l'an VIII, étant favorisés par l'exemption de la patente, quand ils étaient attachés au service des pauvres, bien que rétribués pour cet emploi. D'après une délibération du Conseil du 7 Brumaire, an IX, nous voyons en effet la loi du 9 Brumaire, an VIII dispenser de la patente tous les officiers de santé attachés aux armées, aux hôpitaux et au service des pauvres. Le citoyen Devillaine, médecin à Charlieu, était dans ce cas. « Vu le certificat délivré par les membres de la Commission administrative de la maison d'humanité de Charlieu, le 26 Vendémiaire dernier en faveur du citoyen Antoine-Louis Devillaine, médecin, résidant à Charlieu, lequel (certificat) constate que ce citoyen a été choisi par les membres de ladite Commission pour traiter les pauvres, et qu'il donne les soins les plus constants à leur traitement ; considérant que cette nomination dispense ledit officier de santé de la patente, tant qu'il sera attaché au service des pauvres :

« (Les maire et adjoints) arrêtent... le citoyen Antoine-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à 1811, f. verso 19.



Le Pont de Pierre.

Louis Devillaine sera, conformément à la loi, dispensé de la patente pendant tout le temps qu'il sera attaché au service des malades dudit hospice » (1).

Les rivières, au mois de Frimaire de la même année, avaient débordé de façon extraordinaire, et elles avaient produit de graves dégâts et des dommages importants aux riverains. Le Saint-Nicolas avait emporté les planches du pont. Le Bonnard, branche du Saint-Nicolas, coulant en partie à cette époque au nord de la ville, avait détruit le pont existant près la porte du Guichet-de-Semur, dit pont des Capucins. Le Sornin, après avoir inondé une partie de la ville, avait emporté le pont de Tigny, et causé de grands ravages, tout en portant un préjudice énorme aux marchés de Charlieu.

Pour l'inondation du quartier du Pont-de-Pierre, le barrage du Moulin fut incriminé.

Si de nos jours, lorsque la rivière déborde envahissant ce quartier, il s'élève des discussions d'intérêt et des délibérations aboutissant chaque fois au *statu quo*, il faut croire que cette question est rudement délicate pour n'être jamais résolue. Les aïeux l'ont laissée en héritage aux habitants qui, comme eux, ne savent subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général.

Voici une délibération sur cette grave affaire qui déjà passionnait, il y a plus de cent ans, les citoyens de la ville :

CE JOURD'HUI, 11 Frimaire, an IX de la République Française, les maires et adjoints de la ville de Charlieu, soussignés, considérant que la viabilité des chemins aboutissant à Charlieu est interrompue par la perte des planches de St-Nicolas et de Tigny, entraînées par les grandes eaux ; considérant que cette communication interrompue cause à la contrée en général des torts incalculables ; qu'il est du devoir des administrateurs de pourvoir aux moyens de rétablir ces communications ; considérant que tout commande impérieusement de réparer ou

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à l'année 1811, f. 20.

rétablir les planches précitées; considérant que les deux planches sont situées sur des routes dont l'entretien appartient au gouvernement,

Arrêtent :

1° Le Sous-Préfet de l'arrondissement communal de Roanne sera invité de demander aux noms des maire et adjoints de Charlieu, au Préfet du département de la Loire, à ce qu'il lui plaise ordonner à l'ingénieur en chef, ou à celui particulier, de se rendre sur les lieux afin d'aviser aux moyens de rétablir les communications interrompues par la perte desdites planches.

2° En conséquence, le présent lui sera adressé avec prière de prendre la demande ci-dessus en considération, et d'appuyer de tous ses moyens auprès du Préfet les raisons qui nécessitent le transport dudit ingénieur en la ville de Charlieu, afin de pourvoir aux réparations dont il est question.

Considérant que la rivière *du Sornin a rompu ses digues*, en sorte qu'une partie de la dite rivière coule dans la grande route et rend la dite route impraticable; considérant que les ravages des eaux peuvent devenir considérables dans la saison des glaces, des neiges, où les inondations et débordements sont fréquents; considérant que, mûrement examiné, les ravages peuvent peut-être avoir leur *source dans les réparations faites au moulin connu sous le nom de la Porte*, en sorte que l'auteur des dites réparations pourrait être considéré comme cause des dégâts,

Arrêtent :

Que pour décider la question, le Sous-Préfet sera invité de demander au Préfet à ce que l'ingénieur en chef se rende sur les lieux, afin de prononcer si c'est à l'Etat à parer aux réparations à faire à la grande route, ou audit particulier soupçonné être l'auteur des dégâts, par les réparations faites au moulin; et dans l'un et l'autre cas, suivre ou faire suivre les réparations aux frais de qui il appartiendra.

L'ingénieur en chef reconnut « que la partie de cette route en face les fossés de la ville de Charlieu, avait subi un affaissement de 10 mètres de long, 5 mètres de largeur et 0,75 centimètres de profondeur, laissant à peine le passage d'un char; que *cet affouillement était causé par le débordement de la rivière de Sornin, que le propriétaire du moulin de la Porte avait fait regonfler au moyen du barrage ou digue, à tel point qu'une des deux brèches formées en l'an IX par la même cause et que le citoyen Beraud avait réparées à ses frais, a été renversée et s'est élargie de 5 mètres.*

Vu l'avis de l'ingénieur en chef en date de ce jour portant que le

citoyen Beraud doit être tenu de fermer la dite brèche, conformément à la loi du 29 Floréal dernier.

Vu la loi précitée, le Préfet

Arrête :

ART. 1^{er}. — Le citoyen Beraud, propriétaire du moulin de la Porte à Charlieu, fermera à ses frais, avec piquets revêtus en fortes planches de chêne garnies par derrière en terre et gazon, la brèche par laquelle la rivière de Sornin s'est établie un courant sur la route.

ART. 2^e. — Sera tenu ledit Beraud de combler avec des graviers l'affouillement qui s'est formé à la suite de ladite brèche sur la longueur de la route.

ART. 3^e. — Expédition du présent sera transmis à l'ingénieur en chef qui demeurera chargé de veiller à son exécution.

Fait et arrêté en préfecture, à Montbrison, le 24 Fructidor, an X de la République Française.

Signé au registre :

IMBERT, *Préfet*.

DEBANNE, *Secrétaire général*.

Pour copie conforme, pour le secrétaire général de la Préfecture,

Signé : François MARTIN.

Le maire de Charlieu : DUCOING (1).

Ce barrage pratiqué sur le Sornin, par le citoyen Beraud, fut jugé cause des dégâts. Pourquoi le propriétaire, condamné de ce fait à les réparer à ses frais, ne fut-il pas mis dans l'obligation de supprimer la cause du mal, ou tout au moins d'établir des grandes vannes mobiles et suffisantes, qui manœuvrées en cas de fortes crues, auraient diminué l'élévation de la rivière en la maintenant dans son lit naturel ?

Mais cette question est encore à trancher, ainsi que celle du Pont-de-Pierre qui lui est connexe. Espérons qu'un jour un quai suffisant endiguera le Sornin, dans l'intérêt de ce quartier important de la ville, trop souvent inondé.

Entre temps et malgré le règlement de police, les révo-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à 1811, f. 64.

lutionnaires qui voyaient de mauvais œil l'ordre se rétablir, les églises s'ouvrir au culte, commirent de graves dégâts au cimetière, placé alors sur l'emplacement de la *Boirie* actuelle, ou marché aux bœufs et aux chevaux, et allèrent même jusqu'à profaner des tombeaux.

En présence de ce délit dont les auteurs restèrent probablement inconnus, le maire fit publier en Ventôse, an IX, la proclamation suivante :

CITOYENS.

Tandis que le gouvernement vient de nous prouver l'avantage d'une paix si honorable en dehors, faut-il donc que nous soyons déchirés par des dissensions intestines, et qu'un génie malfaisant vienne secouer les torches de la discorde parmi vous ? Méfiez-vous, citoyens, de ces vils agitateurs qui ne se plaisent qu'au désordre, et qui par leurs discours perfides cherchent à vous entraîner à des actes répréhensibles.

Vous devez savoir que la constitution et la loi du 21 Nivôse, an VIII, accordent la liberté entière des cultes, et en permet le libre exercice à tous les ministres, de quelque opinion religieuse qu'ils soient, pourvu qu'ils aient fait la promesse de fidélité à la Constitution exigée par la loi. Or tous les ministres du culte dans cette commune ont rempli cette formalité ; ils ont donc droit à la sûreté, à la protection, à la garantie que la loi leur promet. Quiconque se permettrait d'en insulter un, quelque opinion religieuse qu'il professe d'ailleurs, serait coupable et poursuivi suivant toute la rigueur des lois.

Des gens qui ont perdu, ou pour mieux dire, qui n'ont jamais eu le moindre sentiment d'honneur et de probité, ont porté la scélératesse jusqu'à dégrader un asile qui, de tout temps et chez les nations les plus barbares, a été révééré avec respect. Ils se sont permis d'aller outrager les cendres de nos pères, de nos frères et de nos amis. Ils ont osé, dans les ténèbres de la nuit, aller interrompre le silence des tombeaux, crime inoui et digne d'une punition exemplaire.

Tous les citoyens qui auraient quelque connaissance sur les auteurs de ce crime sont invités à venir les dénoncer pour les faire poursuivre suivant la rigueur des lois.

Les pères et mères sont invités à la conduite de leurs enfants ; il est défendu par les règlements de police de jeter des pierres dans les rues, places publiques et promenades. Les

enfants s'occupent journellement à ce genre d'exercice qui peut devenir dangereux. Les pères et mères sont responsables des accidents qui peuvent en résulter. Il est donc de leur intérêt de les surveiller à cet égard.

O mes concitoyens, je le répète encore, méfiez-vous de ces agitateurs qui vous poussent à des voies criminelles pour troubler la tranquillité de cette commune ; écoutez la voix de vos magistrats qui vous parlent au nom de la loi et de la raison, et rendez-vous dignes des bienfaits dont le gouvernement se propose de vous faire jouir.

Le maire de Charlieu,
DUCOING (1).

C'est pendant cette période de l'an IX que fut loué au plus enchérisseur le dessous de la Porte Chanteloup, au profit de la ville dont le budget était peu considérable, et que fut également créé un bureau de pesage.

Enfin, c'est par un décret ministériel du 25 Floréal que le maire devint le président de la Commission administrative de l'hôpital. Désormais il devait assister aux délibérations de cette Commission, et en cas de partage d'avis sa voix restait prépondérante.

Le 16 Germinal, an X, le citoyen Claude Chabrier, nommé juge de paix de Charlieu, fut installé par le maire Ducoing, et, le 29 Ventôse, an XI, les citoyens Claude Alesmonière, Jacques Alesmonière, Joseph Adam et Louis Chabal, sur avis de l'abbé Thérêt, curé de Charlieu, ayant succédé à l'abbé Bardet, furent nommés fabriciens de l'église Saint-Philibert, pour veiller à son entretien et à celui des objets du culte.

Les habitants de Charlieu, où le culte catholique était seul pratiqué, voyaient avec satisfaction les églises se rouvrir et pouvaient y prier comme y avaient prié leurs pères. Le Concordat avait mis un terme à la persécution religieuse et à la scission entre les prêtres assermentés et les prêtres réfractaires.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à 1811, t. 31.

Aussi, nous voyons la municipalité prendre elle-même l'initiative des prières publiques.

CE JOURD'HUI, 19 Messidor, an XI de la République Française, le maire de la ville de Charlieu, soussigné, vu la lettre des vicaires généraux, de Monseigneur l'archevêque de Lyon, ordonnant des prières publiques pour le succès des armes françaises dans la guerre d'Angleterre ;

Considérant qu'il est convenable de faire connaître ces dispositions au peuple, pour qu'il puisse coopérer, en se réunissant à l'église, à toucher le cœur paternel du Tout-Puissant ;

Arrête ce qui suit :

1° Dimanche prochain, 21 du présent mois, à 10 heures du matin, en l'église paroissiale de St-Philibert de cette ville, il sera célébré des prières publiques pour implorer de Dieu sa puissante protection en faveur des armes françaises contre l'orgueilleuse Angleterre.

2° Le Maire de Charlieu, le Conseil municipal, le Juge de Paix et son greffier, les notaires publics, les huissiers, le receveur des domaines nationaux, se rendront à ces prières.

3° Il y aura un détachement de 50 hommes de la garde nationale, commandé par un capitaine, un lieutenant, un sous-lieutenant.

4° Ce détachement sera précédé de la gendarmerie nationale.

5° Le présent sera lu à son de caisse, et ensuite affiché aux lieux accoutumés.

Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville, le jour, mois et an que dessus, et avons signé avec le secrétaire.

DUCOING (1).

Le Dieu des combats, s'il donnait la victoire et la gloire qui enorgueillissent tout patriote, n'amenait pas l'abondance dans les foyers. Les subsistances avaient de nouveau augmenté de façon extraordinaire. Sur une pétition des boulangers, le maire, le 5 Fructidor, an X, « considérant que le prix du froment se soutient à un prix assez haut, et qu'à cette cherté se joint la difficulté des moutures, qui a fait hausser le prix des farines ; qu'il est de toute justice d'augmenter le prix du pain,

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à 1811, f. 81.

« Ordonne ce qui suit :

A dater de ce jour, le prix du pain blanc, *première* qualité, se paiera 0,22 centimes et demie la livre, ou 4 sols, 6 deniers ; celui de *deuxième* qualité se paiera 0,20 centimes ou 4 sols ; et enfin celui de *troisième* qualité, dit *tout à tout*, se vendra 0,16 centimes et quart, ou 3 sols, 3 deniers... (1).

De même le prix de la viande de boucherie avait augmenté, d'après la taxe municipale de la même époque. « A compter de ce jour, est-il proclamé, et jusqu'il en soit autrement ordonné, le prix de la viande des quatre qualités, bœuf, veau, mouton et cochon, demeurera ainsi fixé, savoir : la livre à 0,27 centimes et demie, faisant cinq sols, six deniers tournois ».

Le numéraire moins abondant que de nos jours avait sans doute une valeur plus grande. Quoiqu'il en soit, nous trouvons aujourd'hui ce tarif bien minime en comparaison de celui que nous subissons en ce *xx^e* siècle, où la viande surtout atteint un prix excessif.

§ 5.

Les fêtes sous le Directoire et le Consulat. — Fête du 14 Juillet et de la Concorde. — Fête du 1^{er} Vendémiaire. — Fête du 18 Brumaire.

Pendant le Directoire et le Consulat, les fêtes furent nombreuses. Outre les Décadis, où tout citoyen devait cesser le travail manuel et participer à des réunions patriotiques, le gouvernement avait décrété la fête de la Jeunesse, célébrée le 10 Germinal ; la fête des Epoux, célébrée le 10 Floréal ; celle de l'Agriculture, le 20 Messidor ; celle des Vieillards, le 10 Fructidor ; celle de l'anniversaire de la fondation de la République, célébrée le 1^{er} Vendémiaire ; celle enfin en l'honneur de la Liberté, fixée au 9 et 10 Ther-

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII, à 1871, f. 63.

midor, etc., etc., sans compter les fêtes en l'honneur de la Victoire et en l'honneur de la Paix.

Toutes ces fêtes, jugées nécessaires au peuple, en l'absence des fêtes et des cérémonies religieuses que la Convention avait abolies, entretenaient l'amour de la Patrie, reconfortaient les esprits et faisaient naître le courage et le dévouement.

Sous le Directoire et le Consulat, les églises sans doute furent rouvertes au culte, et les prêtres pouvaient présider aux cérémonies. Mais les fêtes républicaines étaient loin d'être délaissées.

Charlieu ne manquait pas de les célébrer et il le faisait avec toute la pompe que ses moyens lui permettaient.

Nous relevons ici plusieurs arrêtés municipaux concernant les plus marquantes de ces fêtes, dont le programme était fidèlement suivi par les habitants.

FÊTE DU 14 JUILLET ET DE LA CONCORDE

Les maire et adjoints de la ville de Charlieu, vu : 1° la loi du 3 Nivôse dernier, relative aux fêtes nationales ; 2° l'arrêté des Consuls de la République, du 18 Pluviôse, aussi dernier, qui ordonne la célébration d'une fête à l'union de tous les Français ; 3° celui du 23 Prairial qui réunit la fête de la Concorde à celle du 14 Juillet et en ordonne la célébration le 25 Messidor, an VIII ; 4° et enfin celui du Préfet du département de la Loire du 13 Messidor, présent mois, relatif au mode de la célébration de la fête ci-dessus ;

Considérant que l'époque mémorable du 14 Juillet, jour où la Liberté triomphante s'assit au milieu des Français et fixa son temple aux lieux où régnait l'affreux despotisme, doit être chère aux Français ;

Considérant qu'à cette fête s'unit celle de la Concorde dont les malheurs des temps ont dû faire sentir le prix aux républicains vertueux ;

Considérant que les vaillantes conquêtes des défenseurs de la France, sous l'immortel et invincible Bonaparte, arrachent pour ainsi dire la reconnaissance à tous les cœurs, et qu'en ce jour un monument triomphal dans chaque chef-lieu de département sera

consacré à la gloire des braves, morts en combattant pour la Patrie et la Liberté ; et que privés de l'avantage de graver leurs noms sur la colonne départementale, les citoyens de Charlieu s'empresseront sans doute, avec leurs magistrats, de jeter quelques fleurs sur leurs cendres, et, en rappelant leurs glorieux travaux, d'en perpétuer la mémoire ;

Arrêtent :

ART. 1^{er}. — Le 24 Messidor, à 6 heures du soir, la fête du 14 Juillet et de la Concorde sera annoncée dans la ville de Charlieu, par le son de la cloche et par des roulements de caisse et autres marches militaires.

ART. 2^e. — Le 25, au lever de l'aurore, la cloche et la caisse annonceront de nouveau la solennité de ce beau jour. La garde nationale se réunira en armes, ainsi que la gendarmerie au lieu du rassemblement ordinaire.

ART. 3^e. — A 11 heures du matin, la force armée, les juges et greffiers de paix, la commission administrative de la maison d'humanité de Charlieu, les huissiers, les notaires publics, les assesseurs des juges de paix, les gardes champêtres et forestiers, les militaires pensionnés, le receveur de l'enregistrement et les instituteurs, soit d'écoles publiques soit d'écoles particulières, se rendront au bruit de la musique et des fanfares, au temple décadère pour y célébrer par des chants, des discours et de la manière la plus convenable, le 14 Juillet, la fête de la Concorde et les victoires des armées françaises.

ART. 4^e. — Les édifices publics seront illuminés ; les citoyens seront invités à suivre cet exemple et à célébrer le reste de la Journée qui a jeté les fondements de la République d'une manière digne des Français.

ART. 5^e. — Le présent sera lu et publié à son de caisse ou de trompe, et affiché aux lieux ordinaires, ainsi que celui du Préfet du département.

Fait et arrêté le 19 Messidor de l'an VIII de la République Française, une et indivisible.

DUCOING (1).

Voici le compte rendu de cette fête, tel que le rédigea le secrétaire de la mairie, le citoyen Favre :

...Dès l'aurore, la fête qui avait été annoncée la veille aux citoyens, par le son de la caisse et celui de la cloche, a été annoncée de nouveau par la cloche et le bruit des caisses.

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII à 1811, f. verso 1.

L'allégresse éclatait de toutes parts. A 11 heures, les fonctionnaires se sont rendus, accompagnés de la garde nationale, sur la place publique où l'on avait érigé un autel à la Patrie, autour duquel on s'est rangé en cercle. Là, lecture a été donnée des lois et arrêtés ci-dessus. Le maire a prononcé un discours commémorant des événements du 14 juillet. Il a peint les discordes civiles sous les couleurs les plus noires pour faire ressortir davantage le brillant tableau des biens qu'offrent l'Union et la Concorde. Il a célébré les victoires des Français ; il a jeté quelques fleurs sur la cendre du brave Desaix ; il a enfin formé des vœux pour la conservation du Premier Consul. Son discours a été vivement senti par les assistants et a reçu les plus grands applaudissements. La musique a exécuté une symphonie et a fait retentir l'air de fanfares. Un chœur a chanté des hymnes à la Liberté et au triomphe des armées. Le cortège a fait le tour de la commune avant de rentrer à la Mairie.

Le reste de la journée a été passé en danses et autres divertissements. Le soir il y a eu illumination, et le Maire a allumé un superbe feu de joie, qui a brûlé aux cris multipliés de vive la République. Après quoi, la fête s'est terminée... (1).

FÊTE DU 1^{er} VENDÉMAIRE

« Ce jourd'hui, 1^{er} Vendémiaire, an VIII de la République Française, les Maires et Adjoints municipaux de la ville de Charlieu..., considérant que cette époque éclatante de notre histoire doit être chère à tous les Français, et qu'il est de la majesté d'un peuple grand et libre de la célébrer avec toute la pompe et la solennité possible »... décrètent la fête du 1^{er} Vendémiaire dont voici le compte rendu :

L'an IX... et le 1^{er} Vendémiaire, les Maire et Adjoints municipaux de la ville de Charlieu... se sont réunis... pour célébrer la fête de la fondation de la République.

A 9 heures du matin, les membres de la commission de l'hôpital civil, les juges et greffiers de paix, les huissiers, les

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII et 1811, f. verso 2.

notaires publics, les instituteurs, les institutrices, les gardes champêtres et forestiers, sont annoncés et successivement introduits dans la dite salle.

A 10 heures, le cortège se met en marche, escorté de trois compagnies de la garde nationale du dit Charlieu, pour se rendre à la place publique où il avait été élevé un autel à la Patrie, autour duquel on avait préparé des places d'honneur aux défenseurs mutilés et aux vieux soldats, soutiens et ferme appui de la Patrie, aux pères et mères de ceux des braves qui se distinguent encore dans les combats.

Un citoyen a pris la parole et a prononcé un discours dans lequel il a peint, avec énergie et des couleurs brillantes, le bonheur des peuples sous un gouvernement républicain, quand le caprice ne se met pas à la place des lois, quand la morgue, les passions se taisent devant les grands principes d'une liberté bien sentie, bien réfléchie. Car, a-t-il continué, c'est à nos dissensions que la Vendée doit son origine ; c'est par nos dissensions que le perfide Anglais a pris Toulon ; c'est encore à nos divisions qu'on doit attribuer la perte de nos places du nord, de l'Italie entière qui coûta tant de sang aux Français ; c'est encore à elles et aux fureurs des factions que nous devons les maux prêts à fondre sur nous, si nous perdons de vue nos lois et notre Etat. Alors malheur !... Mais non ! le temple de Janus se fermera ; la Discorde, effrayée de ne voir dans les Français qu'un peuple de frères, fuira en poussant sa course chez le peuple, éternel aliment de ses fureurs, digne asile de ce monstre plein de fiel et de venin.

Le cortège s'est remis en marche pour retourner à la maison de ville..

Le peuple a célébré le reste de la journée par des fêtes, des danses, des jeux et des exercices.

De tout ce que dessus, il a été rédigé le présent procès-verbal pour être adressé à la Sous-Préfecture, et ont signé les maire et adjoints municipaux et le secrétaire... (1)

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII et 1811, f. 17.

FÊTE DU 18 BRUMAIRE

Le général Bonaparte, peu après son retour d'Egypte, avait renversé le Directoire, le 18 Brumaire an VIII (9 novembre 1799), et formé le *Consulat*.

La date de ce jour fut commémorée, et nous relevons ici le programme de cette fête, tel qu'il fut exécuté à Charlieu en l'an X de la République.

CE JOURD'HUI 13 Brumaire, an X de la République Française, le maire de la ville de Charlieu, soussigné, vu la circulaire du Préfet de la Loire du 4 courant, relative à la célébration de la fête du 18 Brumaire, vu l'arrêté des Consuls sur cette fête,

Arrête ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Le 17, veille de la fête, elle sera annoncée au son de la cloche, au bruit des caisses, et par une musique militaire.

ART. 2^e. — Le lendemain, jour de la fête, la cloche et les tambours annonceront l'aurore de cette belle journée.

ART. 3^e. — La garde nationale, la gendarmerie, ceux des gardes nationaux qui pourront former un escadron, les juges de paix, les greffiers, les assesseurs, l'administration de l'hospice d'humanité, les notaires, les huissiers, les gardes-champêtres et forestiers, le receveur du domaine national, et tous les pensionnés de l'Etat, soit militaires soit autres, ainsi que tous les volontaires de tout grade actuellement en congé, sont invités à assister à ladite fête et à contribuer à son embellissement. En conséquence, ils se rendront pour la célébration à l'Hôtel de la mairie, à 9 heures du matin.

ART. 4^e. — A 10 heures précises, le cortège se mettra en marche pour faire le tour de la ville, au bruit des caisses, au son de la musique et en chantant des hymnes à la paix.

ART. 5^e. — Les citoyens des principaux quartiers de la ville suspendront des couronnes civiques et des guirlandes de chêne, gage de la reconnaissance en l'honneur des braves à qui l'on doit la paix.

ART. 6^e. — Le cortège rentré, et sur le midi, tous les amateurs tireront un oiseau, et le plus heureux sera couronné de la main du Maire.

ART. 7^e. — Les citoyens et citoyennes, ensuite de cet exercice, sont invités à former des banquets civiques, et à se livrer le reste de la soirée, à la joie et à l'allégresse par des chants et autres jeux.

ART. 8^e. — A l'approche de la nuit, illumination générale, à laquelle chacun s'empressera de contribuer selon son zèle et ses moyens.

ART. 9^e. — A 6 heures du soir, toutes les autorités ci-dessus se

rendront à la Mairie, pour de là aller à la principale place de la ville où il y aura un feu de joie.

ART. 10^r. — Le présent sera lu et publié à son de caisse et ensuite affiché.

Fait et arrêté le jour, mois et an que dessus.

Le maire de Charlieu : DUCOING (1).

§ 6.

Plébiscite du 18 mai 1804. — Bonaparte empereur. — Arrêté du Maire sur cette nomination. — Serment des fonctionnaires. — Leurs signatures. — La fête de la Paix et enthousiasme du Maire de Charlieu.

Bonaparte, premier Consul à vie, tout puissant et auréolé par la gloire de ses victoires et la réorganisation de la France, se fit proclamer empereur par un sénatus-consulte nouveau, et par un plébiscite, le 18 mai 1804, sous le nom de Napoléon I^{er}. Il se fit sacrer empereur à Paris, le 2 décembre de la même année, par le Pape Pie VII en personne.

La République n'avait pas su se faire aimer. Par son intolérance et ses crimes odieux, tout en ayant accompli de grandes et belles choses, elle s'était créé des ennemis irréconciliables. Ceux-ci acceptèrent d'enthousiasme l'autorité d'un chef, leur garantissant l'ordre, et la liberté des croyances, tout en leur faisant espérer la paix et plus de bien-être.

Nous ne voulons pas suivre l'histoire de Charlieu pendant la période Napoléonienne, bien que pleine de vie et d'entrain également. Mais il est intéressant de connaître l'état d'esprit des habitants en présence de ce changement de gouvernement.

L'immense majorité des citoyens de la ville, et le maire

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII et 1811, f. 49.

Ducoing en tête, manifestèrent leur joie en criant : *Vive l'Empereur !* après avoir crié avec non moins d'enthousiasme : *Vive la République, une et indivisible*, sous les divers régimes de la Révolution, voire même quand, sous la Convention, Robespierre faisait tomber les têtes, quand Javogues et Lapalus commettaient les fusillades et les crimes sans nom que Feurs et toute la région ne peuvent oublier.

D'un excès de liberté, la France venait de tomber sous un pouvoir despotique.

Toujours prêt à encenser le dieu du jour, le maire s'empressa de prendre l'arrêté suivant, et de publier le programme d'une fête en l'honneur de sa Majesté Napoléon I^{er}, empereur des Français :

CE JOURD'HUI, 27 du mois Prairial an XII, le Maire de Charlieu, soussigné,

Vu le sénatus-consulte organique du 28 Floréal dernier et l'arrêté du préfet de la Loire du 15 Prairial, présent mois,

Arrête ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Le sénatus-consulte organique précité sera publié et affiché, et Napoléon Bonaparte proclamé empereur des Français, demain dimanche, 28 du présent, dans les lieux accoutumés des publications de cette ville, avec toute la pompe que la localité pourra permettre.

ART. 2^e. — Cette fête sera annoncée aujourd'hui, samedi soir, par le son de la cloche, les tambours et la musique ; ce qui sera répété le dimanche matin et à midi.

ART. 3^e. — Toutes les autorités constituées seront invitées de se réunir en la maison de ville, demain sur les 2 heures après midi, pour assister à cette cérémonie.

ART. 4^e. — Toute la garde nationale, la gendarmerie et les militaires pensionnés se réuniront en armes à l'Hôtel de Ville, avec la musique, sur les 2 heures après midi, pour accompagner les autorités à l'église paroissiale et assister aux prières que l'on fera pour cet objet.

ART. 5^e. — Après les vêpres, tout le cortège fera le tour de la ville, et le secrétaire de la Mairie publiera le sénatus-consulte susdit.

ART. 6^e. — A l'entrée de la nuit les citoyens sont invités d'illuminer chacun devant leur habitation, et témoigneront leur joie par tous les moyens qui sont en leur pouvoir.

ART. 7^e. — Le présent sera publié à son de caisse et affiché.

Fait en Mairie, le 27 susdit, et avons signé avec le secrétaire,

Le maire de Charlieu : DUCOING.

Le secrétaire : FAVRE (1).

Le mois après la proclamation annonçant aux Français que Bonaparte était nommé Empereur sous le titre de Napoléon I^{er}, tous les citoyens remplissant des fonctions publiques furent convoqués pour prêter serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire.

L'an douzième de la République, et le 19 Messidor, le Maire de Charlieu, soussigné, ensuite de la lettre de M. le Préfet du département de la Loire du 4 du présent, indiquant que ce magistrat a arrêté que nous serions délégué pour recevoir le serment d'obéissance aux constitutions de l'Empire, et de fidélité à l'Empereur, de toutes les personnes qui remplissent des fonctions publiques, de quelque nature qu'elles soient, a fait prévenir par lettre tous les fonctionnaires administratifs de cette ville, soumis à ce serment, dans le ressort de la ville de Charlieu, de se rendre en la salle de l'Hôtel-de-Ville du dit Charlieu, à l'effet de remplir cette obligation sacrée qui assure le bonheur des Français et qui y met le complément.

En conséquence, sur les 11 heures du dit jour se sont présentés dans l'ordre suivant :

- 1^o MM. les adjoints de la mairie et le secrétaire de M. le Maire ;
- 2^o MM. les membres du conseil municipal de la ville ;
- 3^o MM. les membres de la commission administrative de l'hospice ;
- 4^o MM. les membres du bureau de bienfaisance du canton de Charlieu, domiciliés en cette ville ;
- 5^o MM. les répartiteurs des contributions ;
- 6^o Le garde forestier ;
- 7^o Le messenger du canton.

Tous lesquels ont individuellement et séparément, à haute et intelligible voix, prêté entre nos mains le serment prescrit et en ces termes : *Je jure obéissance aux constitutions de l'Empire et*

(1) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII et 1811, f. 90.

fidélité à l'Empereur ; et ont signé comme il est indiqué dans les tableaux qui suivent. Après quoi ils se sont retirés non sans marquer la plus vive allégresse et en témoignant leur contentement par des vœux pour la prospérité de son Auguste Majesté et de l'Empire Français.

Signatures de MM. les adjoints et secrétaire :

PATURAL, BOUTOUGE-FAVRE.

Signatures des membres du conseil municipal de la ville :

ALESMONIÈRE, BRIVET, LIVET, RAQUIN, J. CARRON, MONTERET, CARRÉ, ADAM, VILLERET, CHABAL, GRAPPELOUP père, GERBAY, PION, NOBIS, CUCHERAT, LACROIX fils.

Signatures des membres de la commission administrative de l'hospice :

ALESMONIÈRE, BOUTOUGE, CARRÉ, NOBIS, CUCHERAT, LACROIX.

Signatures des membres du bureau de bienfaisance :

CARRÉ, ALESMONIÈRE.

Signatures de MM. les répartiteurs :

LIVET, ADAM, LACROIX fils.

Signatures du garde forestier et du messenger :

POISSON, messenger, et signature illisible.

Fait et clos le jour, mois et an que dessus.

DUCOING, maire, FAVRE, secrétaire. (1)

Le serment d'obéissance et de fidélité à l'Empire fut donc prêté à Charlieu avec le plus grand empressement, et la population en général accepta ce nouvel ordre de choses qui valait mieux d'ailleurs que l'anarchie et la tyrannie créées par la Révolution.

Si nous nous en rapportons au dernier arrêté que nous citons ici, nous sommes en droit, en lisant les termes dithyrambiques de Ducoing, de dire que son enthousiasme fut excessif et déplacé chez lui. Après avoir crié maintes fois : *Vive la République !* était-il bien sincère en criant : *Vive l'Empereur ?* Et combien de citoyens imitant le maire de

(1) Reg. mun. Charlieu, an VIII et 1811, f. verso 91.

Charlieu, et guidés par l'intérêt, furent prêts à encenser Bonaparte devenu empereur. L'humanité est ainsi faite et Charlieu, de nos jours, est encore guidé par ce dieu du pouvoir et des faveurs.

Voici l'arrêté du maire de Charlieu :

L'an 1807, et le 14 août, le Maire de Charlieu, soussigné,

Vu la lettre de monsieur le Préfet du département de la Loire, du 6 du présent mois, concernant la fête du 15 août,

Considérant que si ce jour rappelle à notre souvenir des sentiments bien doux, puisque c'est à pareil jour que fut signé le Concordat qui nous a rendu le libre exercice de notre sainte religion, trop longtemps exilée du milieu de nous, il en offre encore de bien chers à nos cœurs, puisque c'est à pareil jour que naquit notre Souverain bien-aimé, dont l'œil veille sur nos destinées ; que si nous devons d'éternelles actions de grâces au Ciel pour de si grands bienfaits, celui de l'inestimable paix (1) que le Héros qui nous gouverne vient de nous procurer, doit être un motif de les redoubler et de lui en témoigner, par tous les moyens qui sont en notre pouvoir, notre reconnaissance. En remerciant le Ciel de tous ses bienfaits, nous n'avons qu'un vœu à former, c'est (pour me servir des expressions de Monsieur le Préfet), c'est, dis-je, celui de la conservation du *père de la Patrie et du pacificateur du monde*. Il ne nous reste qu'à seconder l'élan de la joie publique que tous les citoyens s'empresseront de manifester avec le plus grand appareil.

D'après ces considérations le Maire arrête :

1° Cinquante hommes de la garde nationale de Charlieu seront commandés pour assister à la procession et au *Te Deum* qui sera chanté à la paroisse, le samedi 15 août, aux vêpres. Ils seront réunis à la porte de l'église à 3 heures après midi.

2° Toutes les autorités seront invitées à y assister.

3° A l'entrée de la nuit, tous les citoyens sont invités d'illuminer, si le temps le permet.

Le présent sera lu et publié, etc...

Signés : DUCOING, *maire* ; FAVRE, *secrétaire* (2).

(1) Paix de Tilsitt.

(2) *Reg. municip. Charlieu*, an VIII et 1811, f. 117.

Cette histoire de la ville de Charlieu sous la Révolution n'a de mérite que par les documents rapportés. Ils m'ont fait vivre la vie des aïeux, vie mouvementée et pleine d'enseignements. Puissent les contemporains s'en inspirer, et sous notre régime de liberté, apprendre à aimer et faire aimer la République par la tolérance, la justice et le respect des convictions. Ces qualités sont les éléments nécessaires pour tout gouvernement qui veut vivre et faire le bonheur et la grandeur de la France.



Errata :

Page 99, ligne 29, lire : *anticonstitutionnelle*.

— 176, 1^{er} et 2^e renvoi, lire : 1792 au lieu de 1790.

— 199, ligne 1^{re}, lire : *détruire*.

— 223, ligne 7, lire *Garmier*.

— 266, avant-dernière ligne : lire (3) au lieu de (2).

— 279, renvoi (1) lire : an III.

— 359, ligne 24, lire *relatifs*.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	I
--------------------	---

INTRODUCTION

Charlieu à la fin du XVIII^e siècle. — Les abus du vieux régime.

§ 1. — Etat topographique. — Murs d'enceinte. — Leur destruction. — L'Abbaye. — Le St-Nicolas et le Board. — Le Sornin. — Etat de la ville et des routes	I
§ 2. — Commerce. — Industrie. — Agriculture.....	6
§ 3. — Les Impôts. -- Mandrin. — Les Privilèges. — Les Redevances au Prieuré.....	11
§ 4. — Administration. — Le gouvernement. — L'intendant. — La municipalité	19
§ 5. — Justice royale et justice seigneuriale. — Police de la ville. — Mœurs. — Instruction.....	22
§ 6. — Hôpital. — Les Monastères. — L'Archiprêtré. — Corporations.....	33

Charlieu pendant la Révolution.

CHAPITRE PREMIER

Etats généraux. — L'Assemblée nationale ou la Constituante.

- § 1. — Le cahier des plaintes. — Baltazar Trouillet, député. — Prise de la Bastille. — La Grande Peur. — Précautions prises par Charlieu. — Formation d'une milice. — Les droits de l'homme et du citoyen. 43
- § 2. — Crainte de disette. — Le marquis de Foudras à Digoin. — Moyens d'approvisionnements. — Contributions patriotiques. — Aliénations des biens de l'Eglise. — Division administrative de la France.... 50
- § 3. — Les Municipalités. — Alesmonière, maire de Charlieu. — Prestation de serment. — Difficultés avec la Garde nationale. — Taxe du pain, etc. — Le sel, bagarre. — Demande de l'Eglise du Prieuré comme église de la paroisse, du Prieuré pour Hôtel-de-ville, du Prétoire et de la Tour pour la Justice et la Prison. — Assemblée fédérative de Lyon.. 57
- § 4. — Alesmonière nommé administrateur du district de Roanne. Ducoing, maire. — Le 14 Juillet. — Etat d'esprit du clergé. — Toujours la crainte de disette. — Suspicion d'accaparement. — Affaires Brosselard et Berthéas. — Délibération contre Andriot à propos des murailles de la ville. — Diverses délibérations intéressant Charlieu. — Les voleurs, dévastation des forêts. — Ducoing donne sa démission de maire..... 72
- § 5. — Pellot, maire. — Le Club des Amis de la Constitution. — Toujours l'insubordination de la Garde nationale. — Deux juges de paix. — Conflit entre le procureur Duplex et le maire. — Prestation de serment des prêtres. — Lamourette nommé évêque de Lyon. — Protestation de de Marbeuf. — L'abbé Goulard, de Roanne. — Bref du pape. — Elections de plusieurs curés, dont celui de Charlieu. — Presbytère pour l'abbé Bardet. — L'abbé Cartelier, chapelain de l'Hôtel-Dieu. — Refus de livrer les vases sacrés du Prieuré 89
- § 6. — Contrevenants aux règlements de police. — Encore les voleurs, les malfaiteurs, les bagarres. — Nouvelle demande pour obtenir une maréchaussée. — Taxe du pain, de la viande, abolition du privilège du boucher de carême. — Toujours grande pénurie de grains. — Ateliers de charité. — Distribution des grains des Bénédictins. — Service religieux en l'honneur de la mort de Mirabeau. — Fuite du Roi. — Ordre à la Garde nationale de faire la police. — Camp de la Fédération. — Discours de Pellot. — Fête en l'honneur de la Constitution..... 107

CHAPITRE DEUXIÈME

Charlieu sous l'Assemblée législative.

§ 1. -- Les élections. — Alesmonière Jacques, maire de Charlieu. — Mécontentement de Pellot. — Réouverture de l'église du Prieuré et de celle des Ursulines. — L'abbé Patural rétracte son serment. — Expulsion des Cordeliers, leurs délateurs. — Fermeture de l'église des Bénédictins. — Menace d'émeute. — Inventaire du Calvaire. — Expulsion des Ursulines. — Vente des biens nationaux.....	125
§ 2. — Réorganisation de la Garde nationale. — Les Volontaires. — Bataillon de Rhône-et-Loire. — Duplex. — Cie des Grenadiers. — La Consigne des Gardes nationaux. — Veto de Louis XVI. — Adresses de félicitations au Roi et à l'Assemblée. — Fête du 14 juillet. — Arbre de la Liberté. — La guerre avec l'Autriche et la Prusse. — La Patrie en danger. — Déclaration des armes. — Port de la cocarde.....	145
§ 3. — Journée du 10 août. — Internement de Louis XVI au Temple. — Archives de l'Abbaye brûlées. — Bibliothèque et papiers du château de Gatelier également brûlés. — Adresse aux citoyens formulée par le Conseil général de Rhône-et-Loire	156
§ 4. — Diverses délibérations concernant la ville. — Réparations diverses. — Exagérations des impôts. — Pénurie de grain. — Rareté du numéraire. — Métal de cloche, sous, flans, billets de confiance. — Encouragement à l'agriculture. — Manufacture à créer à Charlieu. — Fin de l'Assemblée législative	161

CHAPITRE TROISIÈME

Charlieu sous la Convention.

PÉRIODE D'ACTION

§ 1. — Elections pour la Convention. — Apparition de Javogues et de Lapalus. — Victoire de Valmy. — La Garde nationale en faction jour et nuit. — Les piques. — Prestation du Serment civique. — Les Hospitalières le refusent. — Fête civique. — Registre de l'état civil transporté à la mairie. — Cachet de la mairie. — Registre pour les malheureux. La pierre de l'huile. Les annonces.....	173
§ 2. — Mort de Louis XVI. — Registre pour les Volontaires, les Malheureux. — Les dons patriotiques. — Cherté des vivres. — Inventaire des objets de l'église St-Philibert. — Démêlés entre le curé Bardet et l'abbé Moreau. — Bagarre à l'église et dans la ville. — Le peuple mécontent nomme une nouvelle municipalité.....	180

§ 3. — Insurrection de Lyon. — Perquisitions dans les maisons suspectes. — Délégués de Lyon à Charlieu. — Ducoing et Garmier envoyés à Lyon. — Retour de Garmier et rappel de Ducoing. — Perplexité de Charlieu. — Décret de fidélité à la Convention. — Démarches de Charlieu pour ne plus faire partie de Rhône-et-Loire. — Son annexion au département de Saône-et-Loire. — Délégués à la fête de Marcigny	193
§ 4. — L'Ere des Français ou républicaine. — Le calendrier républicain. — Les Sans-culotides. — Divers arrêtés pour l'application du calendrier et le port de la cocarde. — Délibération sur les marchés d'après le nouveau calendrier	202
§ 5. — Société populaire. — Comité de surveillance. — Leur action et leur puissance	210
§ 6. — Charlieu fournit des recrues contre l'insurrection de Lyon. — Réquisitions nombreuses — Suspicion. — Obligation de monter la garde jour et nuit. — Création du département de la Loire. — Prise de Lyon et guerre aux fugitifs	227
§ 7. — Javogues et Lapalus. — Décret de destruction de la ville de Lyon. — Arrêté contre la ville de Montbrison et les châteaux. — Etat de guerre. — Saisie des objets du Culte. — Réquisition des ustensiles de cuivre et réquisitions diverses. — Fabrique de salpêtre à Charlieu. — Taxe sur les riches. — Biens sous séquestre. — Dépréciation des assignats.	232
§ 8. — La disette à Charlieu. — Demande de secours à Marcigny. — Plus de grain. — St-Bonnet au secours de Charlieu. — Tableau des communes devant approvisionner les marchés. — On tue les chiens inutiles. — Adresse à la Convention. — Division des grains. — Arrêté de Javogues. — Dénonciation des accapareurs. — La neige détruit les récoltes. — Nouvelle demande à Marcigny. — Arrêté du district de Roanne. — Barnaud envoyé à Paris. — Emprunt pour l'achat de grains. — La Convention au secours des malheureux	242
§ 9. — Les Paroisses au pouvoir des prêtres constitutionnels. — Décret du 18 mars contre les émigrés et les prêtres réfractaires. — Décret autorisant le mariage des prêtres. — Violation de la liberté des cultes. — Cérémonie en l'honneur de Marat. — Lepelletier et Challier. — Attentat sur la femme Duret. — Destruction des vestiges du passé. — Pompons des grenadiers, congés militaires. — Reine Virginie. — Instruction de Collot d'Herbois et de Fouché. — Mutilation et destruction des emblèmes religieux. — Les iconoclastes de Charlieu. — Le culte de la Raison. — Fermeture de l'église. — Emeute à Belmont	256
§ 10. — Persécution des prêtres. — Leur arrestation. — Apostasie des prêtres assermentés. — Serment de plusieurs religieuses. — Rétractation de l'abbé Boutouge et de la sœur Vedeau. — Le baiser fraternel des citoyennes au Conventionnel Eyraud. — L'abbé Samoël, malade, gardé prisonnier dans sa maison	273
§ 11. — Refus réitéré des hospitalières à la prestation du serment. Prisonnières à l'hôpital. — Arrêté contre la sœur Ray. — Evasion des religieuses. — Recherches infructueuses de sœur Ray. — Trois citoyennes remplacent les Sœurs. — Nomination de deux médecins	284

§ 12. — Communication terroriste de Collot d'Herbois et de Fouché. — La Guillotine à Feurs. — Biens des émigrés sous séquestre. — Arrestation de plusieurs citoyens de Charlieu. — Ducoing et Garmier mis en arrestation. — Municipalité et comité de surveillance dénoncés. — Duplex détenu devient dénonciateur. — Arrestation du marquis de Foudras, du fils Alesmonière, des dames de Sirvinges, etc. — Les prisons insuffisantes. — Duplex transféré à Paris avec Lapalus.	295
§ 13. — Javogues et Lapalus. — La terreur qu'ils inspirent. — Force armée de Javogues. — Sa manière d'opérer. — Protestation de Charlieu contre Lapalus. — Roanne dénonce les faits de ces terroristes. — Déposition de Duplex contre Lapalus. — Condamnation de Lapalus. — Rappel de Javogues. — Mémoire de Feurs sur les crimes de Javogues. — Sa condamnation.	317
§ 14. — Manque d'écoles sous la Convention. — Méfaits des enfants. — Cartelier demande à ouvrir une école. — Cultes de la raison et de l'Etre-Suprême. — Eglise St-Philibert, temple de l'Etre-Suprême. — Lettre fanatique. — Fête en l'honneur de la prise de Toulon. — Chêne de la Liberté. — Fête de l'Etre-Suprême.	326

PÉRIODE DE RÉACTION

§ 1. — Reverchon à Charlieu. — Son discours. — Son arrêté en faveur des détenus injustement arrêtés. — Elargissement de Ducoing et de sa femme, de Madeleine Humbert, de Nandax. — Rapport de la Société populaire sur plusieurs détenus. — Chute de Robespierre. — Réaction Thermidorienne. — Adresse de la Société populaire de Chambéry. — Religieuses et prêtres sortent des maisons d'arrêt. — Andriot accusé, mis en prison. — Victoires de la nation. — Lettre au citoyen Villard, chef de bataillon. — Anniversaire de la mort de Louis XVI.	339
§ 2. — Richaud réorganise la municipalité. — Ducoing, maire. — Réorganisation de la Garde nationale. — Guerre aux Terroristes. — Duplex-Desmallet, le principal dénonciateur. — Loi sur les étrangers à la localité. — Dreux et Cucherat désarmés. — Désobéissance de deux gardes nationaux. — Rébellion burlesque de Jean Destre. — Procès-verbal et sentence contre Roulliet-Lavarenne.	362
§ 3. — Loi du 5 ventôse de l'an III sur les étrangers. — Brigandages. Dévastation des forêts. — Organisation d'une patrouille. — Les prisonniers de guerre. — Nomination d'un garde champêtre. — Vol des canons de Charlieu.	369
§ 4. — Rareté des grains et des denrées, leur prix excessif. — Refus de rendre à Marcigny les grains empruntés. — Arrêté pour ne délivrer des grains qu'aux plus nécessiteux. — Misère de l'hôpital. — Secours demandés à la Convention. — Secours aux parents pauvres des défenseurs de la Patrie. — Vaisseau de la Loire. — La Société populaire.	377
§ 5. — Levée de séquestre sur les biens du citoyen Boulard de Gatelier. — Règlement de police sur les marchés. — Liberté des cultes. — Location de l'église de St-Philibert. — Manifestation religieuse au	

- Calvaire. — L'abbé Bardet et plusieurs prêtres de retour à Charlieu. — Le prêtre, la tour, l'aumônerie de l'Abbaye, demandés par le Conseil. — Demande d'un tribunal de commerce et d'un bureau de poste, ... 384

CHAPITRE QUATRIÈME

Charlieu sous le Directoire et le Consulat.

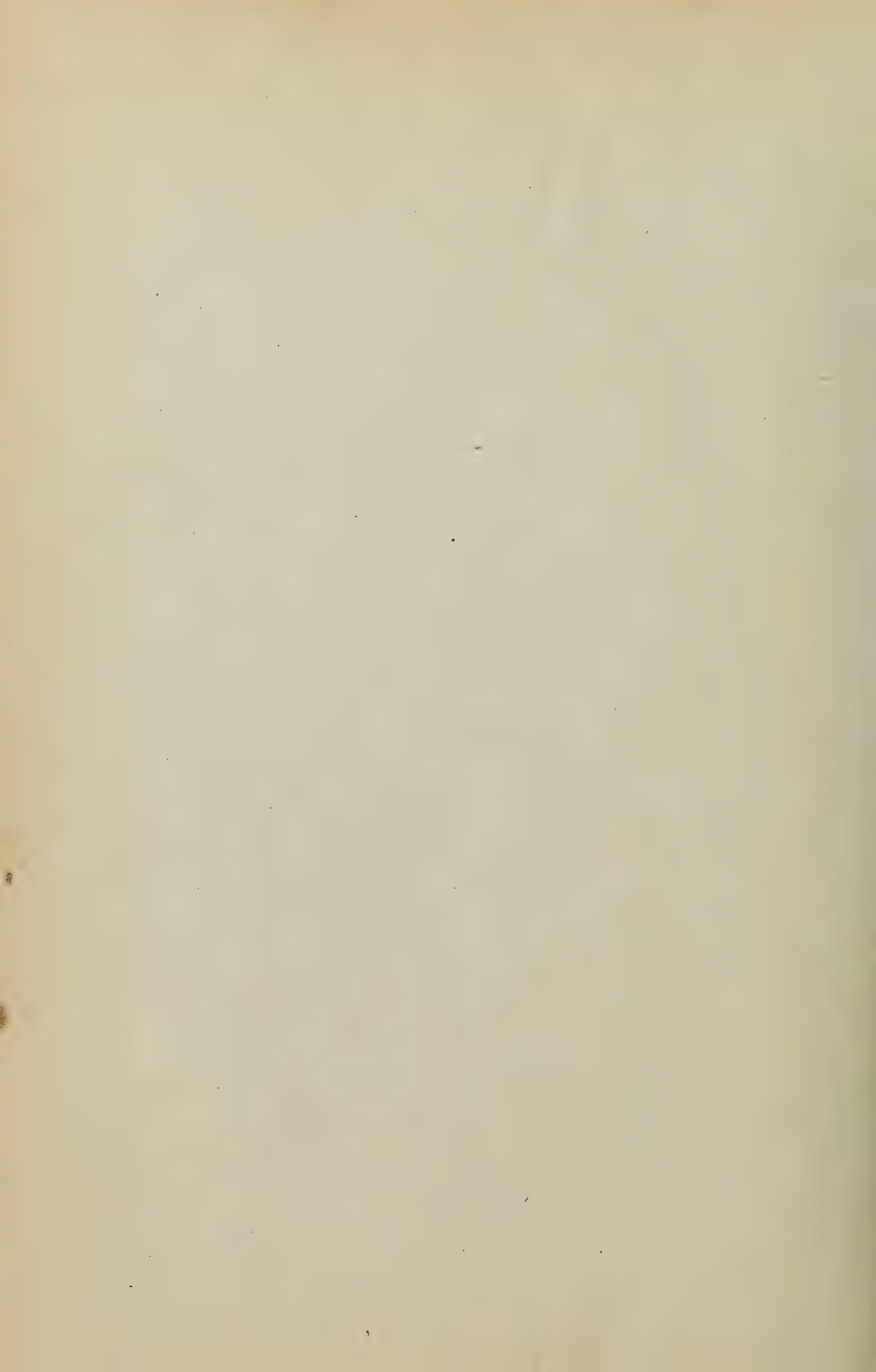
- § 1. — Constitution de l'an III. — Barras et le Directoire. — Les Incroyables. — Etat troublé du pays. — L'Assemblée primaire de Charlieu accepte la Constitution. — Reverchon. — Son arrêté sur Charlieu. Election du Juge de paix. — Election du président de l'administration municipale. — Son refus 393
- § 2. — Troubles à Charlieu. — Babeuf et le Communisme. — Les modérés et Duplex, les Jacobins et Saint-Didier. — Destitution de Duplex. — Motifs de destitution de Duplex. — Son mémoire contre Saint-Didier et les Jacobins. — Duplex réélu. — Soulèvement séditieux. — Rey de Vougy, président de la municipalité. — Les barrières enlevées. — Arrestation du prêtre François 400
- § 3. — Bonaparte, chef de l'armée d'Italie. — Bonaparte en Egypte. — Coup d'Etat du 18 brumaire. — Le Consulat. — Apaisement des partis. — Nouvelle coalition contre la France. — Délibération du Conseil municipal contre les conscrits insoumis. — Paix de Lunéville et d'Amiens. — Le Concordat. — Bonaparte consul à vie. — Proclamation de sa nomination à Charlieu 411
- § 4. — Les démolisseurs de l'église de l'Abbaye. — Règlement de police. — Certificat de résidence à l'abbé Samoël. — Portrait de l'abbé Samoël. — Médecins exempts de la patente. — Débordement des rivières. — Question du barrage. — Dégâts sacrilèges au Cimetière. — Bureau de pesage. — Le maire devient président de la Commission administrative de l'Hôpital. — Chabrier, Juge de paix. — Les Fabriciens. — Prières publiques. — Renchérissement des denrées alimentaires 416
- § 5. — Les fêtes sous le Directoire et le Consulat. — Fête du 14 Juillet et de la Concorde. — Fête du 1^{er} Vendémiaire. — Fête du 18 Brumaire 430
- § 6. — Plébiscite du 18 mai 1804. — Bonaparte, empereur. — Arrêté du maire sur cette nomination. — Serment des fonctionnaires. — Leurs signatures. — La fête de la Paix et enthousiasme du maire de Charlieu 436





A. L. L. L.





La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

P.E.B./I.L.L.

MAR 30 2005

MORISSET

UO 22 MAR 2005



a39003



002982196b

CE DC 0801

.C45B3 1913

C00 BARBAT, ANTO CHARLIEU P

ACC# 1367015

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	07	01	03	05	23	3